



Guinée et Soudan français : frontière intra-impériale incertaine ? 1878-1915

Yves Béringue

► To cite this version:

Yves Béringue. Guinée et Soudan français : frontière intra-impériale incertaine ? 1878-1915. Histoire. 2013. dumas-01365557

HAL Id: dumas-01365557

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01365557>

Submitted on 13 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Yves Béringue

Guinée et Soudan français,
frontière intra-impériale incertaine ?
1878 - 1915

Mémoire de master 2 d'histoire réalisé sous la direction de
Monsieur le Professeur Pierre Boilley
2013

Faculté des Lettres et Sciences humaines
Université Paris I – Panthéon-Sorbonne

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord à Bertrand Hirsch qui a accepté de m'accueillir au sein du M2 Histoire de l'Afrique et à Pierre Boilley pour avoir suscité et guidé ces travaux. Mes recherches et déplacements n'auraient pas été possibles sans la bienveillance et le soutien de mes chefs d'établissement successifs au lycée Joachim du Bellay, sans les encouragements reçus de mes collègues et élèves. L'objet de cette étude, né du hasard de rencontres, se nourrit de jeunes années lorraines, dans un environnement familial passionné d'histoire et d'histoires, dans les lectures de Camara Laye et les rêveries au contact des planches de l'atlas Grandidier. Il a permis d'apprécier l'accueil chaleureux et l'aide de nombreuses personnes passionnées dans les centres d'archives, à la BRA, à l'IGN... et a fait subir à mes amis et à la « tribu » familiale un été de retraite, heureusement rempli de beaux moments partagés. Je remercie aussi mes hôtes parisiens dont les conversations et le whisky sont toujours un plaisir. Merci surtout à Axel, parfait en homme de maison-adjoint, à Marie et Hadrien dont je suis fier de partager la carte d'étudiant et à Frédérique, pour tout.

LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES

ANS	Archives nationales du Sénégal
ANOM	Archives nationales Outre-Mer
AOF	Afrique Occidentale Française
BnF	Bibliothèque nationale de France
CAOM	Centre des Archives nationales d’Outre-Mer
CARAN	Centre d’accueil et de recherche des Archives nationales
CHETOM	Centre d’histoire et d’études des troupes d’outremer
IFAN	Institut fondamental d’Afrique noire
IGN	Institut géographique national
SHD	Service historique de la Défense

LEXIQUE DES TERMES EMPRUNTES AUX LANGUES LOCALES

Issus surtout des langues peule et malinké, j’utilise pour leur transcription l’alphabet adopté par l’UNESCO. J’emploie pour les noms de lieux et de peuples les termes utilisés par le colonisateur, en utilisant l’orthographe la plus communément admise, celle des cartes du service géographique dans les années 1920.

<i>Alfa</i>	Titre attribué aux chefs de certaines provinces du Fouta Djalon
<i>Almami</i>	Titre attribué au chef suprême du Fouta Djalon, signifierait « Commandeur des croyants » ; les archives utilisent almamy comme orthographe
<i>Boowal</i>	Sol latéritique cuirassé, végétation de lande sans arbres, desséchée en saison sèche, inondée pendant les pluies. Il couvre des superficies immenses sur le plateau du Fouta Djalon
<i>Cheikh</i>	En arabe, titre attribué à un homme respecté en raison de son âge et de sa culture, désigne souvent un sage
<i>Diamana</i>	Unité culturelle et territoriale en langue mandingue
<i>Diwal</i>	Pluriel <i>diwe</i> , nom de chacune des neuf provinces du Fouta Djalon
<i>Faama</i>	Terme mandingue désignant un souverain, chef de guerre
<i>Jihad</i>	Guerre sainte
<i>Kafu</i>	Unité politique et sociale regroupant plusieurs villages en mandingue
<i>Missidi</i>	Village et unité administrative du Fouta Djalon, identifié par la présence d’une mosquée
<i>Sofa</i>	Terme d’origine mandingue, désigne un soldat, souvent membre de la garde rapprochée du souverain
<i>Taalibe</i>	Disciple
<i>Tata</i>	Fortification

Introduction

Les deux États du Mali de la Guinée sont séparés aujourd'hui par une frontière de 858 kilomètres, héritée de la limite administrative entre deux colonies de l'Afrique occidentale française. Jamais démarquée ni véritablement matérialisée, elle offre sur les cartes la représentation d'une ligne faite d'une succession de courbes et de droites, dont « l'harmonie » est rompue par quelques saillants. Comprendre la construction et les logiques de cette limite implique de se placer à la croisée de différents champs de l'histoire et des sciences sociales et politiques.

La frontière, objet d'histoire

La frontière est un sujet en plein renouveau depuis une trentaine d'années; tabou dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, il est réapparu dans le débat public depuis les années 1970 et s'est complexifié. D'abord les frontières se sont multipliées depuis 50 ans avec le processus de décolonisation puis l'explosion de l'URSS : le monde connaît une production continue de frontières politiques, plus de 26000 km depuis 1991, selon les calculs de Michel Foucher¹. Inversement, des frontières s'effacent à cause de constructions supranationales, d'associations d'intégration régionale. L'Europe est l'illustration des deux processus : intégration des pays d'Europe orientale dans l'espace de l'Union européenne mais aussi production de frontières nouvelles.

La mondialisation et la libération des échanges s'accompagnent de discours politiques sur les territoires, sur le retour des frontières comme élément d'identification pour un peuple, comme enveloppe protectrice pour la sécurité des sociétés face à « l'étranger », l'autre. Le thème des frontières se réinvite dans le débat public: une exposition « Frontières » dont Michel Foucher et Henri Dorion étaient les commissaires scientifiques a été organisée du 3 octobre 2006 au 4 février 2007 au Muséum de Lyon ; « Faut-il abolir les frontières ? » est le thème polémique du numéro 128 de *Manière de voir*, par le *Monde diplomatique*². Ces discours peuvent légitimer ou critiquer l'action des Etats. Dans des logiques de « reterritorialisation », les frontières sont délimitées, démarquées et souvent closes. Les murs se multiplient dans le monde, la longueur totale de ces clôtures atteindrait 18000km³.

¹ FOUCHER Michel, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007, 248 p., p.7.

² Le Monde diplomatique, « Faut-il abolir les frontières ? », *Manière de voir*, n°128, avril-mai 2013.

³ FOUCHER Michel, *L'obsession des frontières*, *op. cit.*, p. 85.

La frontière se définit d'abord comme l'enveloppe externe d'un territoire, une ligne continue qui a caractérisé l'apparition des États modernes et devient la limite de leur territoire et de leur compétence territoriale dans le cadre d'une définition d'abord juridique, celle d'une ligne de partage entre deux souverainetés. C'est aussi une structure spatiale, linéaire qui crée une discontinuité politique mais aussi culturelle, économique, symbolique. Elle devient alors une interface privilégiée entre deux systèmes qui se différencient, où fonctionnent des effets de « synapse⁴ », métaphore proposée par Roger Brunet pour tout lieu de communication géographique, d'échange, de transfert. Les géographes s'intéressent à ce qu'ils nomment des effets frontières qui prennent des visages multiples en fonction des types de frontière : fermée, ouverte, refuge ...

La géographie des frontières s'est constituée à la fin du 19^{ème} siècle et propose alors des définitions opposant deux conceptions qu'Hélène Velasco-Graciet présente en mars 2008 dans l'article « des frontières et des géographes » du dossier *La frontière, discontinuités et dynamiques* sur le site Géoconfluences de l'Ecole normale supérieure de Lyon⁵. La première, portée en particulier par des penseurs français, en particulier Jacques Ancel (1879-1943)⁶, définit la frontière comme un construit politique susceptible ou non de s'appuyer sur un élément naturel (une montagne, un fleuve). Elle est « la ligne de rencontre de deux forces politiques contradictoires, celles de deux États territorialement concurrents⁷ ». La conception allemande, élaborée surtout par Friedrich Ratzel (1844-1904)⁸, se « fonde quant à elle sur le lien entre peuple et espace⁹ ». La frontière devient mouvante dans le temps et sa forme (marge ou ligne) dépend alors du degré de « civilisation » de l'État qui la construit; elle vit en fonction de la force ou de la faiblesse de son peuple et de son État.

D'un point de vue théorique, il fut acquis très précocement que la frontière ne relève en rien de la nature, elle est au contraire un « construit » politique, le reflet d'un rapport de force¹⁰.

Ainsi pour les auteurs, la frontière est à la fois ligne (elle sépare, démarque et crée des discontinuités) et zone, ce que montrent les travaux de Jean Gottmann au début des années

⁴ BRUNET Roger et al., *Les mots de la géographie: dictionnaire critique*, Montpellier, France : RECLUS, 1993, 518 p., p. 471.

⁵ VELASCO-GRACIET Hélène, « des frontières et des géographes », site *Géoconfluences* de l'ENS Lyon, dossier « la frontière, discontinuités et dynamiques », mis en ligne le 11 mars 2008, consulté le 30/08/2013, URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/typespace/frontier/FrontScient.htm#1>

⁶ ANCEL Jacques et SIEGFRIED André, *Géographie des frontières*, Paris, Gallimard, 1938, 209 p.

⁷ VELASCO-GRACIET Hélène, « des frontières et des géographes », *op. cit.*

⁸ RATZEL Friedrich, *Géographie politique*, traduit par Pierre RUSCH, Genève, Éd. régionales européennes, 1988, 385 p.

⁹ VELASCO-GRACIET Hélène, « des frontières et des géographes », *op. cit.*

¹⁰ VELASCO-GRACIET Hélène, « des frontières et des géographes », *op. cit.*

1950¹¹. Pour les géographes français, la ligne se construit en même temps que la zone. Dans la conception allemande, la zone précède la ligne : plus un État sera fort, plus il marquera avec vigueur ses frontières et affirmera sa souveraineté. Bien sûr cette conception de la frontière est dangereuse sur le plan des relations internationales. Elle implique des remises en cause périodiques des tracés, donc des guerres ou des litiges ; de nombreux conflits contemporains entrent dans cette interprétation ainsi la guerre entre Iran et Irak (1980 à 1988) ou les conflits récurrents entre Inde et Pakistan. L'accès à différentes ressources du sous-sol ou des espaces maritimes en particulier est aussi source de tensions nouvelles entre États.

La frontière est donc au cœur de la réflexion géopolitique. Il s'agit pour l'historien de la penser comme un objet historique produit par les sociétés humaines. A la suite de Lucien Febvre qui les considère comme des constructions intellectuelles humaines¹², Michel Foucher les définit comme « des temps inscrits dans des espaces¹³ ».

Les frontières africaines, débats politiques et enjeux historiographiques

Dans cette réflexion sur les frontières, le continent africain occupe une place spécifique. Ses frontières ont la particularité d'avoir une origine exogène, celle du tracé des empires coloniaux européens ; 87% des frontières de l'Afrique soit 70000 kilomètres sur environ 80000 sont, selon M. Foucher liées aux partages coloniaux¹⁴. Leur construction a été très rapide puisque les trois-quarts des tracés ont été effectués entre 1885 et 1910¹⁵, période où la conférence de Berlin a joué un rôle d'accélérateur des délimitations frontalières, et a donné lieu au *scramble*, la mise sous tutelle rapide par les métropoles européennes de presque l'ensemble du continent, dans un contexte de vive concurrence.

La colonisation de la quasi-totalité du continent a tracé sur la carte de l'Afrique la trame d'une organisation territoriale nouvelle ; elle s'accompagne au début du 20^{ème} siècle des premiers discours sur les frontières africaines, souvent l'œuvre de juristes et de géographes. Camille Lefebvre en fait le premier temps de la réflexion menée sur les frontières africaines. Dans le contexte du développement de l'État-nation en Europe, les frontières « sont à la fois

¹¹ GOTTMANN Jean et MUSCARA Luca, *La politique des États et leur géographie*, Paris, Éd. du CTHS, 2007, 261 p.

¹² FEBVRE Lucien, *Pour une histoire à part entière*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1982, 859 p.

¹³ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, 691 p., p. 43.

¹⁴ *Ibid*, p. 167.

¹⁵ *Ibid*, p. 101.

des objets d'études et des productions du droit ¹⁶». Après la phase de fixation des frontières, accompagnée de travaux chargés de les décrire, parfois de les légitimer, intervient une période de remise en cause.

Les discours sur les frontières africaines se chargent d'enjeux politiques dans le débat sur les indépendances et suscitent de nombreuses polémiques. Elles sont d'abord vues comme les marques de la domination coloniale, arbitraires et artificielles. Le découpage hâtif, établi sur la foi de documents sommaires, parfois erronés, aurait entraîné la division artificielle d'entités ethniques et la constitution d'États trop hétérogènes ou petits pour être viables. Ce discours aboutit au thème de la balkanisation du continent africain, omniprésent dans le débat, et que Michel Foucher qualifie de « doxa »¹⁷. L'expression de balkanisation de l'Afrique est apparue dans le contexte de mise en place de la loi-cadre en juin 1956, popularisée en particulier par Léopold Sedar Senghor dans l'hebdomadaire *Afrique Nouvelle*¹⁸. Elle fait référence à la division des restes de l'Autriche-Hongrie et de l'Empire ottoman dans les Balkans aux lendemains de la première guerre mondiale. Camille Lefebvre a retracé la genèse de ce lieu commun des frontières arbitraires et artificielles dans « un legs intellectuel colonial devenu étendard de l'anticolonialisme.¹⁹ » Il s'est forgé, à partir des années 1930, dans un cercle d'experts reconnus dans le domaine des sciences coloniales, en particulier quatre auteurs Georges Hardy²⁰, Robert Delavignette²¹, Augustin Bernard²² et Jacques Weulersse²³. Leur critique du « partage de l'Afrique » ne remettait pas en cause le projet colonial mais l'arbitraire de limites administratives au détriment de régions naturelles marquées par les déterminismes climatiques et surtout des « réalités ethniques » qui sont alors essentialisées par ces discours scientifiques.

Là où la première génération de militaires et d'administrateurs cherchait des organisations politico-historiques sur lesquelles fonder leur domination, l'analyse de ces

¹⁶ LEFEBVRE Camille, « Histoire des frontières du Niger », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 73, n° 1, 2004, p. 18-24, p. 18. Dans cet article, elle distingue trois temps de réflexion : l'émergence d'un discours géopolitique à la fin du 19^{ème} siècle, puis la remise en cause des frontières coloniales, enfin, à partir des années 1980, la mise en place de problématiques nouvelles ; je me base sur ce découpage.

¹⁷ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 174.

¹⁸ *Ibid.*, p. 96.

¹⁹ LEFEBVRE Camille, « La décolonisation d'un lieu commun », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 24, n° 1, 1 juillet 2011, p. 77-104.

²⁰ HARDY Georges, *La politique coloniale et le partage de la terre aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Albin Michel, 1937, 499 p.

²¹ DELAVIGNETTE Robert, *Afrique Occidentale française*, Paris, Société d'éditions géographiques maritimes et coloniales, 1931, 244 p.

²² BERNARD Augustin, *Géographie Universelle, Tome XI : Afrique septentrionale et occidentale. 2° partie : Sahara – Afrique occidentale*, Paris, A. Colin, 1939, 531 p.

²³ WEULERSSE Jacques, *L'Afrique noire: précédée d'une Vue d'ensemble sur le continent africain*, Paris, Fayard, 1934, 484 p.

auteurs est nourrie de l'idée qu'il existe des groupes ethniques identifiables et circonscrits dans des territoires²⁴.

Ces auteurs ont eu une forte influence par leurs écrits et leur rôle dans les institutions d'enseignement, à la fois sur les agents de la colonisation à l'œuvre dans les années 1940 et 1950, et sur les chercheurs en sciences humaines. Les discours des tenants d'une refondation du lien colonial sur des bases humanistes ont alors rejoint ceux des élites nationalistes africaines : « les frontières africaines sont mauvaises mais il faut les conserver²⁵. »

Correspondant à des formes européennes d'organisation de l'espace, elles ne seraient pas adaptées aux réalités africaines, ce qui pose la question de leur pérennité. De nombreux projets de restructuration territoriale du continent ont été élaborés par différents acteurs en Afrique comme dans les métropoles. Les choix effectués ont privilégié la création d'États dans le cadre des structures territoriales existantes tout en dénonçant les limites de ces territoires. Le principe de l'intangibilité des frontières a été adopté par l'Organisation de l'Unité Africaine en 1964. La résolution signée au Caire en juillet 1964 par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement impose de « respecter les frontières existant au moment où les États ont accédé à l'indépendance nationale²⁶. » Les historiens ont joué un rôle actif dans ce débat sur la transmission des territoires et des frontières. Les travaux de Jean Suret-Canale sur l'Afrique occidentale et en particulier la Guinée constituent un bon exemple de cette histoire militante (il est membre du parti communiste et anticolonialiste). Les frontières sont vues comme un élément très secondaire du « système administratif » colonial dans le chapitre III de son « Afrique noire : l'ère coloniale²⁷ ». Le colloque « Frontières et indépendances en Afrique subsaharienne », tenu à Paris en mai 2010 et dont Séverine Awengo Dalberto a assuré le compte rendu, « revisite les historicités et les intelligibilités plurielles des questions territoriales²⁸ » de cette période.

Ce discours politique sur les frontières se fige peu à peu dans la dénonciation, alimentant ainsi la doxa. Dans sa contribution au Symposium International sur la Maintenance et la Délimitation des frontières, tenu à Bangkok en novembre 2006, le directeur national des frontières du Mali, l'ambassadeur Aguibou S. Diarra écrit :

²⁴ LEFEBVRE Camille, « La décolonisation d'un lieu commun », *op. cit.*, p. 83.

²⁵ LEFEBVRE Camille, « La décolonisation d'un lieu commun », *op. cit.*, p. 95.

²⁶ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, *op. cit.*, p. 169.

²⁷ SURET-CANALE Jean, *Afrique noire occidentale et centrale, Tome II : l'ère coloniale*, Paris, Ed.Sociales, 1972, 636 p., p. 93.

²⁸ DALBERTO Séverine Awenengo, « Frontières et indépendances en Afrique subsaharienne », *Afrique contemporaine*, vol. n°235, n° 3, 15 mars 2011, pp. 73-83, p. 75.

Les puissances coloniales au moment de la définition des lignes frontières n'ont considéré ni l'avis des populations résidentes, ni des réalités socio-culturelles de terrain. Seuls les facteurs mathématiques et géographiques étroits ont été pris en considération, brisant ainsi les équilibres économiques, sociaux et culturels établis sur le continent. La balkanisation du continent africain s'est soldée par l'apparition de micro Etats donc des frontières multiples et fantaisistes²⁹.

Le thème des frontières arbitraires a pu jouer un rôle mobilisateur dans la construction des États postcoloniaux qui produisent alors des discours sur la frontière ou les identités nationales, ont parfois recours au nationalisme comme mode de construction des sentiments identitaires. Ce discours sur les frontières artificielles peut servir de paravent aux difficultés de l'État, dont la légitimité est remise en cause par les difficultés économiques et sociales. Les frontières sont chargées de tous les maux, situations de mal développement, rivalités ethniques ou conflits interétatiques. La crise du Mali depuis 2012 pose la question des frontières de cet État, de la pertinence du ou des territoires mais reflète aussi les problèmes de l'État impuissant. Les États actuels souffrent moins de leurs frontières que du contenu de celles-ci : « Si des frontières « posent problème » aujourd'hui, notamment celles qui sont d'origine exogène, c'est moins par ce qu'elles découpent que par ce qu'elles regroupent³⁰. » Si la frontière coloniale reste critiquée, elle semble largement assimilée, parfois revendiquée par les Africains. Le principe d'intangibilité des frontières a été assez peu remis en cause, les contestations ont porté sur environ 16% du total³¹. Avec le temps, la frontière devient un marqueur identitaire des populations dont témoignent de nombreux modes d'expression³².

Un champ historiographique profondément renouvelé

La réflexion sur les frontières africaines s'enrichit à partir des années 1960 de problématiques nouvelles issues d'autres sciences humaines comme l'anthropologie ou la sociologie ; leurs modes de pensée sur les liens entre populations et espaces ont permis une nouvelle utilisation des matériaux accumulés sur le continent lors du 20^{ème} siècle par ces

²⁹ DIARRAH Aguibou S., « La délimitation et la maintenance des frontières terrestres et fluviales, à l'appui de l'aménagement de la région limitrophe: l'expérience du Mali. », *Contribution au Symposium international sur la maintenance et la délimitation des frontières*, Bangkok, novembre 2006, fichier PDF p. 10, consulté le 30/08/2013, URL <https://www.dur.ac.uk/resources/ibru/conferences/thailand/mali.pdf>

³⁰ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 217.

³¹ *Ibid.*, p. 196.

³² Voir par exemple le dossier consacré par la revue *Les Cahiers d'Outre Mer* consacré à l'Afrique dans le sport mondial, en particulier : CROTTE-BRAULT, Kevin, « Football, nation et identités en Afrique du Sud », *Les Cahiers d'Outre Mer*, n° 250, n° 2, 12 octobre 2010, p. 191-210.

sciences. La reconnaissance du statut et de la validité des sources orales en histoire et la mise au point de leur utilisation critique, suite aux travaux pionniers de Jan Vansina³³, a été essentielle dans la connaissance du passé africain et de ses territoires précoloniaux. Dans un article fondateur, Yves Person auquel le colloque « Yves Person (1925-1982). Un historien de l'Afrique engagé dans son temps³⁴ », organisé par le CEMAF vient de rendre hommage effectue une synthèse remarquable et pleine d'intuitions sur les frontières africaines en tant qu'objet historique dans « *L'Afrique Noire et ses frontières* »³⁵. En 1981, Catherine Coquery-Vidrovitch coordonne des journées d'études pluridisciplinaires sur « Frontières, Peuples, États » dont les actes sont publiés en 1982³⁶ et permettent de défricher le terrain en mettant en valeur les dynamiques de la frontière et ses fonctions.

Dans les années 1980, un renouvellement profond de la question des frontières intervient et permet d'élargir le champ historiographique. Plusieurs influences sont décisives. Dès les années 1970, la géographie mais aussi le droit s'intéressent à nouveau à la frontière. Le sens du concept est élargi à l'ensemble des discontinuités humaines, spatiales, économiques, culturelles, sociales et mentales et s'enrichit d'apports pluridisciplinaires. Sous l'impulsion d'Yves Lacoste, la revue *Hérodote* renouvelle le questionnement géopolitique. Le numéro 41, « Le jeu des frontières » en 1986 est consacré aux frontières de l'Afrique³⁷ et Catherine Coquery Vidrovitch y revisite la conférence de Berlin³⁸.

C'est le géographe Michel Foucher qui donne une impulsion majeure au questionnement sur les frontières dans *Fronts, frontières, un tour du monde géopolitique*³⁹. Pour Camille Lefebvre :

On peut y observer la naissance d'une pensée historique sur les frontières, et la création d'outils théoriques spécifiques à l'histoire, qui permettent de réinscrire l'idée de frontière dans une historicité et dans la durée⁴⁰.

De nombreuses recherches récentes en géographie portent sur les frontières et les espaces frontaliers. Le colloque « Frontière, frontières... », en février 2004, tenu à Bordeaux a

³³ VANSINA Jan et al., *Oral tradition: a study in historical methodology*, traduit par H. M WRIGHT, Londres, New Brunswick, 2006, 226 p.

³⁴ Sur le contenu et l'organisation du colloque, consulter le carnet créé pour le colloque, consulté le 30/08/2013, URL : <http://person.hypotheses.org/>

³⁵ PERSON Yves, *L'Afrique Noire et ses frontières*, Revue d'Etudes Politiques Africaines, n° 80, 1972, pp. 18-43.

³⁶ COQUERY-VIDROVITCH Catherine, éd., *Problèmes de frontières dans le Tiers-monde*, Paris, Pluriel-débat/L'Harmattan, 1982, 203 p.

³⁷ LACOSTE Yves, « Du jeu des frontières à l'apartheid », *Hérodote*, n° 41, Paris, 2e trimestre 1986, pp 3-11.

³⁸ COQUERY-VIDROVITCH Catherine, « La conférence de Berlin : un tournant de l'impérialisme ? », *Ibid.*, pp 109-111.

³⁹ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 1991, 691 p.

⁴⁰ LEFEBVRE Camille, « Histoire des frontières du Niger », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 73, n° 1, 2004, p. 18-24, p. 18.

donné lieu à d'importantes publications sous la direction d'Hélène Velasco-Graciet et Christian Bouquet⁴¹. La frontière est comprise comme une zone, un espace dont il s'agit d'étudier les dynamiques propres. Flux transfrontaliers, opportunités offertes, dynamiques migratoires sont par exemple au cœur des travaux de Karine Bennafla sur les frontières en Afrique centrale⁴². Loin d'être pénalisantes, les frontières africaines sont considérées comme des espaces essentiels : elles sont à l'origine de ressources fiscales et monétaires pour les États, d'opportunités commerciales pour les populations ; des zones transfrontalières à haute intensité d'échanges sont en train de naître en Afrique occidentale. Ainsi les frontières coloniales seraient plutôt devenues des frontières territoriales plus ou moins en passe de devenir des frontières nationales.

L'historiographie réexamine alors certaines thématiques propres au 19^{ème} siècle, comme la fixation des frontières coloniales, en éprouvant leur supposée artificialité, replacée dans une histoire de longue durée, du « précolonial » au contemporain. Les frontières sont aussi considérées comme une construction historique, sociale et culturelle qui participe de l'identité nationale des nouveaux États. Les travaux de recherche des années 1990 adoptent comme postulats de départ que toute frontière est artificielle, résultant d'un choix humain ; toute frontière a un caractère arbitraire, il n'y a que des frontières acceptées ou non ; enfin la conférence de Berlin n'a pas tracé les frontières d'un « partage de l'Afrique », simplement fixé des règles de bonne conduite entre les puissances européennes et des accords sur la liberté de commerce et de navigation sur les fleuves africains. A la suite de Pierre Boilley, spécialiste des peuples nomades du Sahara, en particulier des Touaregs⁴³, et de Daniel Nordman étudiant l'Afrique du Nord⁴⁴, s'engagent de nombreux travaux sur les frontières de l'Afrique occidentale. Ils concernent sur le temps long des États dans leur ensemble ou des segments de frontières. Hien Pier Claver étudie le conflit frontalier pour la région de l'Agasher entre le Mali et Burkina Faso en 1985-1986 et met en évidence les tensions nées de l'inadéquation des tracés aux dynamiques sociales de cet espace mais aussi la production de discours politiques nationalistes⁴⁵. Camille Lefebvre travaille sur les frontières du Niger

⁴¹ BOUQUET Christian et VELASCO-GRACIET Hélène (dirs.), *Tropisme des frontières, approche pluridisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, 290 p.

BOUQUET Christian, VELASCO-GRACIET Hélène (dirs.), *Regards géopolitiques sur les frontières*, Paris, L'Harmattan, 2007, 231 p.

⁴² BENNAFLA Karine, *Le commerce frontalier en Afrique centrale: acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Ed. Karthala, 2002, 374 p.

⁴³ BOILLEY Pierre, *Les Touaregs Kel Adagh: dépendances et révoltes*, Paris, Ed. Karthala, 1999, 644 p.

⁴⁴ NORDMAN Daniel, *La notion de frontière en Afrique du Nord: mythes et réalités (vers 1830 - vers 1912)*, Thèse de 3^e cycle, dir. André Martel, Université Montpellier-III, 1975, 731 p.

⁴⁵ HIEN Pierre-Claver, *Le jeu des frontières en Afrique occidentale: cent ans de situations conflictuelles au Burkina Faso actuel (1886-1986)*, Thèse de doctorat, dir. Jean-Pierre Chrétien, Université Paris I, 1996, 496 p.

contemporain, révélant un processus lent et complexe et permettant de réévaluer la part de la colonisation dans la détermination des frontières à l'aune des dynamiques internes à l'œuvre tout au long du 19^{ème} siècle⁴⁶. Christelle Jus pour la frontière entre Soudan français et Mauritanie⁴⁷, Caroline Roussy pour celle entre Sénégal et Gambie proposent des réflexions sur les tracés et leurs effets. Un colloque est organisé en 1999 par l'IHCC d'Aix-en-Provence, intitulé « États et frontières en Afrique subsaharienne – Histoire et perspectives », ses actes sont publiés en 2000⁴⁸. De nombreuses initiatives pluridisciplinaires voient le jour avec le projet « FrontAfrique », coordonné par Pierre Boilley. Il se donne comme objectif :

[...] d'étudier au cas par cas le processus d'élaboration de chacune des frontières, afin de fournir des éléments pouvant nourrir la réflexion sur l'Etat en Afrique, mais aussi d'étudier ces frontières à travers les dynamiques qu'elles produisent (migrations, mobilité, gestion territoriale, décentralisation, relations entre Etat et identités, questions de conflits...) Ces analyses doivent permettre de produire une cartographie nouvelle du lien entre politique et territoire en Afrique⁴⁹.

Ces travaux permettent de remettre en question un certain nombre d'idées reçues sur le continent africain⁵⁰.

Ce renouvellement historiographique se nourrit aussi de la littérature anglo-saxonne. Le Nigérian Anthony Asiwaju, dès fin des années 1970, à partir de recherches sur les Yoruba, réinterroge l'idée des frontières précoloniales⁵¹. Il collabore avec le Sud-Africain Paul Nugent, spécialiste de la frontière entre Togo et Ghana⁵², dans un ouvrage sur les utilisations de la frontière en Afrique⁵³. Celui-ci, professeur à Edimbourg, dirige le réseau « ABORNE », un réseau interdisciplinaire composé de près de 250 chercheurs et institutions de recherche académiques d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Asie. Ces acteurs ont en

⁴⁶ LEFEBVRE Camille, *Territoires et frontières: du Soudan central à la République du Niger*, Thèse de doctorat, dir. Pierre Boilley, Université Paris I, 2008, 501+232 p.

⁴⁷ JUS Christelle, *Soudan français-Mauritanie, une géopolitique coloniale, 1880-1963: Tracer une ligne dans le sable*, [s.l.], L'Harmattan, 2003, 261 p.

⁴⁸ DUBOIS Colette, MICHEL Marc et SOUMILLE Pierre, *Frontières plurielles, frontières conflictuelles en Afrique subsaharienne: actes du colloque États et frontières en Afrique subsaharienne, Aix-en-Provence, 7-9 mai 1998*, Paris, 2000, 460 p.

⁴⁹ Le site du projet « FrontAfrique », consulté le 30/08/2013, URL : <http://www.frontafrique.org/>

⁵⁰ COURADE Georges (dir.), *L'Afrique des idées reçues*, Paris, Belin, 2006, 399 p.

⁵¹ ASIWAJU Anthony I., «The Concepts of Frontier in the Setting of States in Pre-colonial Africa», *Présence africaine*, n° 127/128, 1983, pp. 43-49

⁵² NUGENT Paul, *Smugglers, secessionists & loyal citizens on the Ghana-Togo frontier: the life of the borderlands since 1914*, Athens, Ohio University Press, 2002, 302 p.

⁵³ ASIWAJU Anthony I. et ADENIYI P. O (dirs.), *Borderlands in Africa: a multidisciplinary and comparative focus on Nigeria and West Africa*, Nigéria, University of Lagos press, 1989, 436 p.

commun un intérêt pour tous les aspects des frontières internationales et des phénomènes transfrontaliers en Afrique⁵⁴.

De même, la réflexion historique sur les frontières africaines bénéficie de nombreux travaux récents à l'intersection de l'histoire et de la géographie et ayant pour objet l'analyse des espaces, des territoires ainsi que des discours scientifiques ou littéraires produits. Hélène Blais propose dans la revue *Genèses* un point bibliographique très riche en particulier sur la littérature anglo-saxonne concernant la question des « liens entre représentation de l'espace, pratiques de l'espace, identités, territoires et pouvoirs⁵⁵ ». L'ouvrage qu'elle codirige avec Florence Deprest et Pierre Singaravelou, *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*⁵⁶, ouvre de nombreuses pistes de recherches. Marie-Albane de Suremain étudie la construction des savoirs des sciences sociales, en particulier la géographie et l'ethnologie, en situation coloniale⁵⁷. Isabelle Surun analyse les terrains du voyageur en Afrique, de l'explorateur et produit une réflexion critique sur la cartographie coloniale⁵⁸. Dans le même domaine s'est tenu en décembre 2011 sous l'égide du CEMAF et de la BnF un colloque « Cartographier l'Afrique » dont les actes ont été publiés sous la direction de Robin Seignobos et Vincent Hiribarren⁵⁹. Sophie Dulucq renouvelle les approches historiographiques et tente de « décoloniser l'histoire⁶⁰ ».

Enfin, les travaux sur les frontières africaines se confrontent avec richesse aux apports de l'anthropologie. Les notions de frontières et de limites sont indissociables des travaux menés sur les ethnies. « Construction » et « déconstruction » de cette notion sont inséparables de la réflexion sur les territoires et leurs limites. Jocelyne Streiff-Fénart et Philippe Poutignat proposent dans *Théories de l'ethnicité*⁶¹, une synthèse de l'histoire et de l'état de la réflexion en anthropologie sur la question de l'ethnie et y intègrent la traduction de l'œuvre de Fredrik

⁵⁴ Le site du réseau « ABORNE – The African Borderlands Research Network », créé à Edimbourg, 2010, consulté le 30/08/2013, URL : www.aborne.org

⁵⁵ BLAIS Hélène, « Coloniser l'espace : territoires, identités, spatialité », *Genèses*, n° 74, n° 1, 27 avril 2009, p. 145-159, p. 146.

⁵⁶ BLAIS Hélène, DEPREST Florence et SINGARAVELOU Pierre (dirs.), *Territoires impériaux: une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 336 p.

⁵⁷ SUREMAIN Marie-Albane de, *L'Afrique en revues : le discours africaniste français, des sciences coloniales aux sciences sociales (anthropologie, ethnologie, géographie humaine, sociologie), 1919-1964*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII, 2001, 800 p.

⁵⁸ SURUN Isabelle, *Géographies de l'exploration: la carte, le terrain et le texte : Afrique occidentale, 1780-1880*, Thèse de doctorat, dir. Daniel Nordman, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2003.

⁵⁹ HIRIBARREN Vincent, SEIGNOBOS Robin (dirs.), « Cartographier l'Afrique : Construction, transmission et circulation des savoirs géographiques du Moyen-Âge au XIXe siècle », *Cartes et géomatique*, n° 210, décembre 2011, 198 p.

⁶⁰ DULUCQ Sophie, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale, XIXe-XXe siècles*, Paris, Karthala, 2009, 330 p.

⁶¹ POUTIGNAT Philippe, STREIFF-FENART Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presses universitaires de France, 2008, 304 p.

Barth, *Ethnic Groups and Boundaries*⁶² dont la publication en 1969 transforma la réflexion sur les identités. Barth ne centre pas son travail sur une identité ethnique qui serait assignée voire imposée de l'extérieur à des individus ou à des groupes, mais surtout sur les processus d'auto-attribution d'une catégorie ethnique par les acteurs eux-mêmes. Se pose alors la question des limites du groupe, des frontières ethniques. Il considère les groupes ethniques comme des catégories d'attribution et d'identification opérées par les acteurs eux-mêmes. Jean-Loup Amselle et Elikia M'Bokolo reconsidèrent le concept dans *Au cœur de l'ethnie*⁶³, publié en 1985, en mettant à jour la construction historique des classifications ethniques par la colonisation, la transformation par les administrateurs coloniaux de catégories sociales en catégories ethniques. L'historien Jean-Pierre Chrétien dans ses travaux sur l'Afrique des Grands Lacs a fondamentalement interrogé la question identitaire en Afrique dans la période contemporaine et travaillé à déconstruire les idées convenues derrière les termes « d'ethnie » ou de « tribalisme »⁶⁴.

Ainsi la frontière africaine semble être un thème fédérateur pour les sciences humaines et sociales. Elle interroge la linguistique, la géographie, l'histoire et l'anthropologie, bien au-delà de la simple définition juridique, celle d'une limite de souveraineté. Elle invite à multiplier les lectures et à croiser les modes de raisonnement.

Les trois temps proposés par Camille Lefebvre ont produit des savoirs sur l'espace concerné par la frontière entre Guinée et Mali mais aucun travail spécifique ne l'a considéré comme objet historique.

Le caractère intra-impérial du segment entre Guinée a limité les travaux des juristes du début du 20^{ème} siècle qui se sont concentrés sur l'analyse des travaux de délimitation menés entre puissances coloniales (les ouvrages principaux sont ceux de Rouard de Card⁶⁵); les travaux scientifiques menés en Guinée par des administrateurs comme André Arcin⁶⁶ ou Maurice Delafosse⁶⁷ ont considéré cette frontière comme une simple limite administrative, dont la description reste sommaire et manque surtout de renseignements fiables. La Guinée et le futur Mali ont donné lieu à une abondante littérature dans différents domaines des sciences

⁶² BARTH Fredrik (dir.), *Ethnic groups and boundaries: the social organization of culture difference*, Long Grove, Waveland Press, 1998, 153 p.

⁶³ AMSELLE Jean-Loup et M'BOKOLO Elikia, *Au cœur de l'ethnie: ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1999, 225 p.

⁶⁴ CHRETIEN Jean-Pierre et PRUNIER Gérard, *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 2003, 435 p.

⁶⁵ ROUARD DE CARD Edgard, *Traité de délimitation concernant l'Afrique française, avec 17 cartes des frontières. Supplément 1910-1913*, Paris, A. Pedone, 1913 1910.

⁶⁶ ARCIN André, *Histoire de la Guinée française: rivières du sud, Fouta-Dialo, région du sud du Soudan*, Paris, A. Challamel, 1911, 752 p.

⁶⁷ DELAFOSSE Maurice, *Haut-Sénégal-Niger*, Paris, G.P. Maisonneuve et Larose, 1972, 428 p.

coloniales⁶⁸. La période des indépendances est marquée par les travaux de chercheurs qui ont exercé sur le continent africain et ont largement contribué à la formation des structures d'enseignement et d'une génération d'étudiants africains ainsi qu'aux mutations des études africanistes : Yves Person et Paule Brasseur au Mali, Jean Suret-Canale en Guinée, Georges Balandier dans le domaine de l'anthropologie ont eu parmi d'autres un rôle pionnier.

De façon plus récente, plusieurs auteurs se sont intéressés à cette frontière dans le cadre de recherches plus larges portant sur les deux États et leur construction, ou dans le cadre de monographies régionales. Les ouvrages de Thierno Diallo sur le Fouta Djallon⁶⁹ et surtout la thèse d'Ismaël Barry *le Fuuta-Jaloo face à la colonisation*⁷⁰ analysent la mise en place d'une organisation administrative coloniale et ses conséquences sur le territoire et les populations. Odile Goerg étudie espaces et échanges précoloniaux dans les différents ensembles régionaux formant la Guinée puis la restructuration de ces espaces par la colonisation⁷¹.

Problématique

La frontière séparant le Mali et la Guinée constitue ce que Michel Foucher nomme une dyade :

Les frontières politiques se présentent comme les enveloppes des États. L'enveloppe est entendue comme la limite extérieure d'un ensemble spatial. [...] Cette enveloppe terrestre se compose de dyades - une frontière commune à deux États – et chaque dyade est faite de segments⁷².

Ce tronçon de plus de 800 km (la carte 16 des frontières d'État en Afrique de Michel Foucher indique 860km⁷³) a été une frontière intra-impériale de l'Afrique occidentale française. Il est donc issu d'un découpage administratif qui avait comme objectif simple de constituer des entités spatiales gérables et non de futurs États.

⁶⁸ Le Fouta Djallon a suscité de très nombreux travaux, MARTY Paul, *L'Islam en Guinée: Fouta-Diallon / Paul Marty*, Paris, E. Leroux, 1921. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k91426v>. Consulté le 11 mai 2013.

DEMOUGEOT ANTOINE, *Notes sur l'Organisation Politique et Administrative du Labé: Avant et Depuis l'Occupation Française.*, [s.l.] : [s.n.], [s.d.].

⁶⁹ DIALLO Thierno, *Les institutions politiques du Fouta Djallon au XIXe siècle: Fii laamu alsilaamaaku Fuuta Jaloo*, Dakar, Université de Dakar, Institut fondamental d'Afrique noire, 1972, 276 p.

⁷⁰ BARRY Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation (conquête et mise en place de l'administration en Guinée)*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII, France, 1992, 946 p.

⁷¹ GOERG Odile, *Commerce et colonisation en Guinée: 1850-1913*, Paris, l'Harmattan, 1986, 431 p.

⁷² FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 40.

⁷³ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 640.

La conquête de cet espace s'est effectuée à partir des possessions côtières du Sénégal et des Rivières du Sud entre 1878 et 1898. Organisée en colonie française en 1891 avec Conakry pour chef-lieu⁷⁴, la Guinée trouve son visage définitif avec le rattachement en 1899 des cercles soudanais du Haut Niger⁷⁵. Le Mali a eu une construction plus complexe mais est l'héritier du Soudan français, organisé en colonie en 1890 avec Kayes comme chef-lieu⁷⁶. Le « Territoire du Haut-Sénégal et Moyen Niger » est disloqué en 1899, renaît en 1902 sous la dénomination de « Territoire de la Sénégambie et du Niger »⁷⁷ puis de « Colonie du Haut-Sénégal et du Niger »⁷⁸. Il retrouve le nom de Soudan français en 1920⁷⁹. Ces deux territoires font partie de la fédération d'Afrique occidentale française dont le gouvernement général est organisé à partir de 1895⁸⁰ mais dont l'architecture territoriale et administrative n'est réellement fixée qu'en 1904.

La frontière entre les deux États résulte ensuite du processus d'accession à l'indépendance de l'AOF. Le choix négocié de la mise en place de territoires autonomes par la loi-cadre de juin 1956 de Gaston Defferre l'emporta sur les projets de type fédéral portés par Léopold Sedar Senghor. La création de la Communauté française en 1958 laissa le choix entre une association avec la nouvelle V^e République et l'indépendance; guidée par Sékou Touré, la Guinée devient indépendante le 2 octobre 1958, suite à son rejet du référendum sur la Communauté le 28 septembre. La république du Mali accède à l'indépendance le 22 septembre 1960, « héritant » du territoire de l'ancien Soudan français.

Les anciennes limites administratives changent alors de fonction pour devenir des frontières d'États qui séparent la souveraineté de nouveaux pouvoirs politiques.

Cette dyade fait partie des limites jamais démarquées ; En 2010, Michel Foucher en comptabilise 41% du total dans un article sur le site « Frontières » du *CERISCOPE* :

⁷⁴ Décret du 17 décembre 1891, *Journal Officiel de la République française*.

⁷⁵ Décret du 17 octobre 1899, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, *Journal Officiel de la République française* du 18 octobre 1899.

⁷⁶ Décret du 18 août 1890, organisant le Soudan français, *Journal Officiel de la République française*.

⁷⁷ Décret du 1^{er} octobre 1902, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, publié au *Journal Officiel de la République française* du 4 octobre 1902

⁷⁸ Décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, *Journal Officiel de la République française* du 21 octobre 1904.

⁷⁹ Décret du 4 décembre 1920, portant dénomination et territoires composant le gouvernement général de l'AOF *Journal Officiel de la République française*.

⁸⁰ Décret du 16 juin 1895 portant création du Gouverneur général de l'AOF, *Journal Officiel de la République française* du 17 juin 1895.

Sur le continent africain, structuré par près de 82 000 km de frontières terrestres, 41% de la longueur n'ont jamais été démarqués et sur ce qui l'a été, 40% au moins doivent l'être à nouveau⁸¹.

Sa délimitation définitive a été fixée par un arrêté du 12 janvier 1899⁸², mais sans véritable précision. Des ajustements ont pu intervenir dans la délimitation des cercles mais sans opérations de révision ni de matérialisation. L'imprécision de son tracé suscite toujours des remises en cause. Ainsi, des affrontements violents au cours de l'année 2007 entre plusieurs villages le long de la frontière Guinée-Mali, dans la région du Wassoulou, en particulier entre les villages de Dalakan (Guinée) et Siradjouba (Mali) ont justifié la visite d'une délégation conjointe initiée par le réseau LandNet West Africa. Elle conclut page 7 de son rapport de mission:

A l'origine du conflit, il y a des revendications des deux villages à propos de la propriété des terres litigieuses. Les mêmes revendications sont à l'origine de conflits entre d'autres villages maliens et guinéens. Si une telle situation se rencontre dans beaucoup d'endroits en Afrique, notamment à l'intérieur des États, elle prend ici un caractère particulier à cause du fait qu'elle concerne une zone frontalière entre deux États. La non-précision et la non-matérialisation de la frontière ajoutent ainsi à la sensibilité de la question⁸³.

La nature « fantomatique » de ce segment pose de nombreuses interrogations sur sa construction et ses logiques. Il est nécessaire de mener la réflexion sur un temps long qui dépasse le rôle du moment colonial pour mettre en valeur des processus historiques plus anciens et endogènes. Si la réflexion est centrée ici sur le moment colonial, à partir de 1878, elle mobilise et analyse les savoirs construits et transmis tout au long du 19^{ème} siècle par différents travaux d'exploration et récits de voyages. La construction de la frontière s'effectue sur un temps plus court ; le premier arrêté de délimitation, à l'échelle de l'AOF, est adopté en 1895. En 1915, une dernière « retouche » est effectuée et la limite peut être considérée comme définie. L'étude de sa construction se termine ici ; la période suivante ouvre de nouveaux questionnements, en particulier ceux liés à l'appropriation et à la transmission des frontières au moment des indépendances et nécessite un travail approfondi sur les sources localisées en Afrique.

⁸¹ FOUCHER Michel, « Chroniques de la scène frontalière contemporaine », CERISCOPE Frontières, 2011, [en ligne], consulté le 30/08/2013, URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part1/chroniques-de-la-scene-frontaliere-contemporaine>

⁸² ANOM FM SG AOF/VII/dossier 5, Arrêté du 12 janvier 1899, délimitation de la Guinée française avec le Sénégal et le Soudan français.

⁸³ LandNet West Africa, rapport de « Mission exploratoire à la frontière Mali-Guinée pour une meilleure compréhension des différents aspects du conflit entre Siradiouba et Dalakan (09-13 décembre 2007) », [PDF en ligne], consulté le 30/08/2013, URL : http://www.hubrural.org/IMG/pdf/Rapport_de_mission_frontiere_Mali_Guinee.pdf

L'objectif de cette étude est de questionner l'artificialité de cette frontière. Il est alors essentiel de s'interroger sur les réalités précoloniales de cet espace afin de questionner l'idée reçue de l'arbitraire des frontières africaines. La pratique des frontières ou du moins de limites politiques n'était pas ignorée des entités africaines politiquement organisées, particulièrement en Afrique occidentale. Les découpages de frontières ne se font pas sans fondements et sont susceptibles de s'appuyer sur des limites antérieures. Michel Foucher relève plusieurs catégories d'interactions frontalières précoloniales sur le continent africain. Les frontières-fronts, linéaires et matérialisées, séparant des groupes ethniques différents et opposés, véritables « lignes de contact » ; les frontières de contiguïté, linéaires, où des entités distinctes sont voisines ; les aires frontalières à fonction de séparation, qui peuvent être soit dépeuplées, soit occupées par des groupes mineurs ; les aires frontalières d'intersection ethnique⁸⁴. Il s'agit donc d'identifier les relations des populations à leur espace, de les reconstituer. Ces perceptions et ces pratiques de l'espace et de ses limites ont été transmises à l'explorateur puis au colonisateur selon des modalités à identifier et avec des stratégies qui ont pu être très diverses. Il convient donc d'évaluer le rôle des populations locales dans la construction de la frontière.

Cette dyade a ensuite été définie par la France ; il faut analyser le tracé de la frontière à différentes échelles, sa localisation précise sur le terrain et reconstituer les étapes de sa production. Michel Foucher découpe en trois phases la détermination technique d'une frontière: l'allocation du territoire qui s'effectue dans les capitales européennes et dans les cabinets ministériels ; la délimitation d'une frontière avec des négociations plus précises, à des échelles moyennes (le gouvernement général, les colonies) ; enfin la phase de démarcation, menée sur le terrain avec des acteurs qui travaillent à grande échelle⁸⁵. À chacune de ces phases se croisent des enjeux politiques et économiques qui pèsent sur les décisions. L'échelle locale est essentielle, elle met en confrontation deux conceptions du territoire et de ses limites. La définition des limites des cercles est un processus qui mobilise des acteurs et des stratégies africaines à évaluer. La décision reste le fait du colonisateur, mais intervient après toute une chaîne de participations et d'interactions. Le fait colonial détermine cependant un rapport de force inégalitaire qui dicte les modalités d'occupation et d'administration des territoires.

L'incertitude de la description et de la matérialisation de la frontière entre le Mali et la Guinée pose question. Est-ce lié à son statut de frontière intra-impériale, dans un espace

⁸⁴ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 186-187.

⁸⁵ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 40.

considéré comme pacifié et secondaire par le colonisateur ? Est ce parce qu'elle correspond à sa définition d'une « bonne limite », dans sa logique d'administration et de contrôle des sociétés ? Il est alors nécessaire de mesurer l'impact immédiat de la production de la frontière, sa « réception » par les populations. Quelles fonctions lui sont attribuées par le colonisateur ? Dans le contexte général des frontières de l'Afrique occidentale, cette dyade a des allures de frontière fantôme, qui ne pose pas de soucis majeurs, ni dans sa construction, ni dans sa transmission. De nombreux discours politiques ou historiques présentent Guinée et Mali comme « *les deux poumons d'un même corps*⁸⁶ » ; cependant les tensions contemporaines, les usages actuels de cette frontière interrogent sur son historicité.

État et critique des sources

La documentation utilisée dans les questionnements menés est restée très classique, basée sur des sources imprimées et des fonds d'archives. La problématique choisie, la construction d'une frontière, et les bornes chronologiques adoptées, 1878 à 1915, ont été en partie orientées par l'accès à la documentation. La situation géopolitique en Afrique occidentale depuis deux ans et mes contraintes professionnelles n'ont pas permis de dépasser le champ des sources coloniales pour consulter les archives nationales du Mali et de la Guinée, ni pour mener un travail de terrain sur la frontière. La collecte de témoignages oraux sur la mise en place de la frontière et son vécu par les populations n'a pas été possible. De même le recours à la tradition orale, à la transmission des souvenirs du passé à travers une chaîne temporelle ne s'est fait qu'à travers l'historiographie. L'essentiel des documents provient d'analyses des acteurs de la construction de la dyade et d'actes administratifs produits par les autorités, à différentes échelles. Le discours et le rôle des populations africaines apparaissent peu dans ces sources, ou de façon indirecte, donc souvent orientée. De même pour les acteurs privés, commerçants ou colons, leur point de vue sur les territoires passe à travers le filtre de l'administration.

Les sources coloniales sont dispersées sur plusieurs sites d'archives, en France et en Afrique⁸⁷. Le caractère intra-impérial de la dyade étudiée a limité le recours aux archives du Quai d'Orsay, utiles pour les relations avec les autres puissances coloniales (site des archives

⁸⁶ TRAORE Amadou Seydou, *Le Mali et la Guinée: deux poumons d'un même corps*, Bamako, Editions « La Ruche à livres », 2006, 62 p.

⁸⁷ MBAYE Saliou, « Sources de l'histoire africaine aux XIXe et XXe siècles », *Bibliothèque de l'école des chartes*, vol. 162, n° 2, 2004, p. 483-496. Cet article propose une synthèse très claire des différentes sources de l'histoire du continent.

diplomatiques de la Courneuve qui abrite aussi le bureau des limites) et les relations avec le Mali et la Guinée après les indépendances (site des archives diplomatiques de Nantes). Les inventaires de la « série K-AFRIQUE 1918-1940, Sous-Séries: Questions générales et Afrique occidentale et équatoriale française » sont disponibles en format numérique sur le site *France Diplomatie* du ministère⁸⁸. Par contre, les inventaires dactylographiés du bureau des limites sont difficiles d'accès.

La construction de la frontière étant concomitante à la conquête, les archives militaires apportent de nombreux enseignements sur les acteurs principaux du processus et leurs stratégies. Les archives du service historique de la défense (SHD) à Vincennes sont importantes pour les opérations militaires, la cartographie et le contrôle des frontières mais leur consultation a été décevante. Sur le plan pratique, la réservation de documents est très complexe et rigide. Le répertoire des archives de l'AOF du SHD est récent (1997) et classe l'ensemble des documents par grandes entités administratives dans la sous-série 5H⁸⁹. Les dossiers Soudan (5H 188 à 204) offrent peu de ressources pour la région frontalière, placée rapidement sous administration civile et concernent surtout la région de Tombouctou et les confins sahariens. Le dossier Guinée 5H 170 ne contient rien sur la Guinée, le signalement de l'erreur n'a entraîné aucune réponse administrative. Les fonds conservés à Fréjus au centre d'histoire et d'études des troupes d'outremer (CHETOM) sont beaucoup plus riches. Les cartons de la sous-série 15H⁹⁰ (disponibles aussi à Vincennes mais microfilmés), très accessibles, sont composés de nombreuses copies mais recèlent aussi des croquis originaux et des analyses des acteurs militaires de la conquête.

L'essentiel des sources est issu des archives du ministère des Colonies, regroupées depuis 1986 à Aix-en-Provence au Centre des archives d'outre-mer (CAOM)⁹¹. Les documents produits et reçus par le ministère chargé des colonies depuis 1881, sont classés par séries géographiques (Afrique, Amérique, Océan Indien, ...) et à l'intérieur de ce groupe par pays, puis à l'intérieur du pays par séries thématiques ; dans les fonds ministériels, les Séries Géographiques et Missions sont particulièrement riches. Les recherches sont assez complexes pour le territoire du Soudan français, les documents se partagent entre les cartons Sénégal et

⁸⁸ *France Diplomatie : Ministère des Affaires étrangères*, [s.d.]. URL : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/photos-videos-et-publications/archives-et-patrimoine/fonds-et-collections/article/liste-des-documents-en-pdf>. Consulté le 1 septembre 2013.

⁸⁹ Voir Valérie CANIART, « La sous-série 5 H : les archives de l'Afrique occidentale française », *Revue historique des armées*, n° 250, mars 2008, pp. 129-131.

⁹⁰ GEFROY Michel, SIBILLE Claire (dir.), *Inventaire des archives des troupes d'outremer, Tome 1, introduction et inventaire des sous-séries 15H et 16H*, CHETOM, 1999, 299 p.

⁹¹ Sur le CAOM et ses fonds, lire : MBAYE Ousmane, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & histoire* 1/2009 (vol. 7), p. 291-299.

Dépendances et Soudan français. Les actes généraux sont situés dans la série AOF, à partir de sa création en 1895. L'instrument de recherche en ligne *Irel*⁹² est très efficace et permet de consulter l'état général des fonds et des inventaires détaillés (un fichier numérisé est disponible en téléchargement pour le Soudan, pas pour la Guinée). Le site propose un inventaire en ligne pour la série Missions, mais les cartons ont surtout un caractère administratif. Les comptes-rendus et journaux de marche sont encore très dispersés dans les différents cartons et séries, les documents ont été regroupés pour quelques grandes missions seulement. Le CAOM propose aussi des fonds d'archives privés, les papiers Bonnier et Monteil intéressent la région concernée. Enfin, les journaux et bulletins officiels des différents territoires, Guinée, Haut-Sénégal-Niger puis Soudan français et AOF sont disponibles à la bibliothèque du CAOM (et en microfilms à la BnF).

Les archives de l'Afrique occidentale française (1895-1959) regroupent l'ensemble des archives du Gouvernement général de l'AOF, dont le siège était à Dakar. Ce fonds, contrairement aux autres fonds des Gouvernements généraux n'a pas été rapatrié en France au moment des indépendances et est resté à Dakar ; un microfilmage sélectif est disponible aux Archives nationales à Paris (cote 200 MI) et au Centre des archives d'outre-mer (cote 14 MI). Malgré de nombreux doublons, leur consultation est indispensable, en particulier pour les sources à l'échelle des cercles, dans la série G, « politique et administration générale ». La sous-série 1 G comprend les missions et des monographies de cercles ; la sous-série 7 G les archives de la région Sud du Soudan français jusqu'en 1899 et celles de la Guinée française ; en 15 G, les affaires politiques et administratives du Soudan ; enfin, la sous-série 18 G « affaires administratives de l'AOF » est la plus importante sur le sujet des frontières. Accessibilité et matériel sont de meilleure qualité au CARAN pour la cote 200MI. Le travail est difficile en raison de la qualité des reproductions mais surtout dans la recherche et l'identification des cotes. Il faut partir des répertoires de Jacques Charpy⁹³, puis consulter la table de concordance dactylographiée pour la cote de microfilm, en faisant attention bien distinguer fonds ancien, avant 1920 et fonds moderne. Les répertoires de Charpy demeurent généraux. Le travail mené par Saliou Mbaye est très important pour débiter les recherches et identifier les fonds utiles⁹⁴ ; certains inventaires dactylographiés sont disponibles en salle d'inventaire : par J.B. Lacroix pour les archives de l'AOF, par Abdoulaye Gamby Ndiaye

⁹² Site : <http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/>

⁹³ CHARPY Jacques, SERVICE DES ARCHIVES, *Répertoire des archives: série G*, Rufisque, Sénégal : Impr. du Gouvernement général, 1954, 58 p.

⁹⁴ MBAYE Saliou, *Guide des archives de l'Afrique Occidentale Française*, Dakar, Archives du Sénégal, 1990.

pour la sous-série 2G⁹⁵ ; pour les fonds modernes des répertoires sont établis par G. Mauduech en 1973 et permettent d'orienter les recherches. La qualité médiocre des reproductions à partir des microfilms est regrettable ; il est souvent impossible de localiser avec précision la place d'une pièce dans son carton : dossiers, chemises et pages sont difficiles à identifier pour indiquer des références complètes.

Ces sources coloniales ont été complétées par des publications imprimées non officielles, issues de la « presse coloniale » de métropole : *le bulletin du Comité de l'Afrique française*, *la Revue coloniale* entre autres constituent des sources facilement accessibles grâce au travail de numérisation de la BnF et l'outil *Gallica*. Ces revues, liées au « parti colonial » ont un parti-pris colonialiste mais permettent de comprendre des luttes d'influence en métropole comme dans les colonies ; les acteurs privés sont davantage présents. Elles comblent certains vides dans les fonds d'archives par les rapports édités sur les différentes colonies mais leurs informations sont en majorité issues des gouvernements qui sélectionnent ce qui peut être transmis et paraître (de nombreuses annotations en témoignent dans les rapports politiques des gouverneurs).

Deux autres types de ressources imprimées ont été utilisés pour reconstituer les savoirs construits sur la région avant la conquête. Les récits issus de l'exploration puis les sources issues des expéditions de reconnaissance et de conquête, ainsi que les travaux scientifiques élaborés sur l'Afrique au 19^{ème} siècle dans différents domaines, géographie et ethnologie surtout. Dans ce domaine, *Gallica* propose en téléchargement de très nombreuses références⁹⁶. Les bibliothèques spécialisées ont des catalogues très fournis, en particulier la Bibliothèque de recherches africaines (BRA) et la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC).

Le travail réalisé a mobilisé les savoirs cartographiques construits au cours du 19^{ème} siècle et pendant la période coloniale. Tous les sites d'archives disposent de ressources nombreuses. Pour les cartes les plus anciennes, le département des Cartes et plans de la BnF est le plus riche et accueille les fonds de la Société de Géographie. Certaines cartes sont disponibles en format numérisé sur *Gallica*. Le fonds du CHETOM à Fréjus ne dispose pas d'inventaire public (il est en cours) mais effectue une sélection sur demande et recèle des pièces intéressantes. Les cartes et plans du CAOM sont essentiels pour les missions d'exploration, là aussi, il faut effectuer les recherches dans les inventaires sur place. Enfin la

⁹⁵ NDIAYE Abdoulaye Gamby et ARCHIVES NATIONALES, *Répertoires des archives: sous série 2G*, Dakar, Archives du Sénégal, 2001, 412 p.

⁹⁶ Je signale la richesse des ressources et des outils de recherche du site Voyages en Afrique mis en place par la BnF : <http://gallica.bnf.fr/dossiers/html/dossiers/VoyagesEnAfrique/>

cartothèque de l'IGN à Saint-Mandé est indispensable pour la cartographie au 20^{ème} siècle et communique facilement les ressources disponibles. La recherche a été complétée par un séjour à Londres afin de consulter les fonds cartographiques de *The National Archives* à Kew et travailler sur les explorateurs britanniques.

Les sources utilisées ont comme limite de ne fournir que partiellement une matière émanant du terrain de la frontière ; les rapports et archives des cercles n'ont été transmis qu'en partie à l'échelle de l'AOF, quand ils présentaient un caractère sensible. Les archives coloniales permettent de bien cerner les constructeurs des nouvelles limites mais les paroles africaines restent trop rares, d'où le recours à la bibliographie pour donner un peu de chair aux principaux récepteurs de la frontière.

Chapitre 1 Perception et catégorisation de l'espace frontalier au moment de la conquête

Reconstituer savoirs et perceptions de l'espace des constructeurs de la frontière s'avère essentiel. Les frontières politiques sont à analyser en fonction du cadre organisé où elles s'insèrent ; Il faut alors s'attacher à comprendre les entités territoriales qui les ont précédées, les relations des populations à leur espace et leurs mobilités à différentes échelles.

A) Un espace aux confins de plusieurs constructions politiques

La frontière entre Mali et Guinée s'est insérée dans un espace politique général, celui de l'Afrique occidentale dont les structures d'encadrement ont été bouleversées au 19^{ème} siècle sous l'effet de dynamiques internes, en particulier religieuses, mais surtout par le face-à-face avec les métropoles européennes installées sur les côtes de l'Océan atlantique. Elle s'ébauche à partir de 1878 avec la reprise de l'expansion française, du Sénégal vers le Soudan. La variété des noms étiquetés sur cet espace témoigne des incertitudes des savoirs quand s'amorce la conquête : Soudan occidental, Sénégalie, Haut-Sénégal, Haut-Niger, les connaissances dont disposent les acteurs de la construction de la frontière sont lacunaires.

I) « L'œil du géographe » : faiblesse des savoirs transmis

1) Les « blancs » de la géographie

Les blancs des géographies universelles⁹⁷

La géographie universelle propose une première synthèse de la connaissance européenne de cet espace. Conrad Malte-Brun (1775-1826) fut le créateur de la première « GU » française, son *Précis de géographie universelle ou Description de toutes les parties du monde* publié entre 1810 et 1829 ; il impulsa aussi la fondation de la Société de géographie en 1821 dont il fut le premier secrétaire général. Son fils Victor-Adolphe poursuivit son œuvre et en publia de nombreuses rééditions, dont celle utilisée ici, datée de

⁹⁷ Dans cette partie est retranscrite l'orthographe des noms propres utilisée par les auteurs étudiés.

1856⁹⁸. Dans le livre 92^{ème}, *Description de la Sénégambie et du Ouankarah, comprenant la contrée que l'on appelle Guinée*⁹⁹, il fait un inventaire des différents États qu'il classe selon des critères raciaux : il identifie par exemple cinq États des Peules ou Poules, huit États des Mandingues mais avec des renseignements très flous au-delà des noms de capitales et quelques anecdotes rapportées de récits de voyage. Il cite aussi comme pays le Ghialonkadou ou Djalonkadou sur les rives de la Falémé, peuplé d'habitants chassés du Fouta-Djalou ; sa description souligne le caractère inhospitalier de la région¹⁰⁰. Dans le livre 93^{ème} *Le Niger. Description du Soudan ou Takrou*¹⁰¹, il propose d'adopter le terme de Soudan occidental pour désigner un ensemble physiquement cohérent associant la Sénégambie et la rive gauche du Djoliba et comprenant « les pays des Ghiolofs, des Mandingues, des Foulahs et le Bambara. » Il identifie le long du cours du fleuve dans sa partie supérieure le Kankan sur la rive gauche, le Ouassoulo à l'Est et plus au Nord le Bouré et le Bambara. Cette somme des récits de voyages et renseignements de la première moitié du 19^{ème} siècle est donc très lacunaire et ne montre qu'un espace, certes fortement humanisé voire socialisé, mais où les descriptions des sociétés privilégient le pittoresque, l'anecdote, et côtoient des descriptions tout aussi longues de la faune ou de la flore. La réflexion menée ne mentionne ni délimitations, ni de véritables constructions étatiques territorialisées, soit que les sources utilisées soient trop lacunaires, soit que l'auteur ne puisse pas appliquer ces concepts en formation à l'espace étudié.

Élisée Reclus (1830-1905) est à l'origine du second projet de « GU », la *Nouvelle Géographie universelle*, en 19 tomes publiés chez Hachette entre 1876 et 1894. Outre la progression des savoirs, l'auteur fait preuve d'une réflexion géographique beaucoup plus approfondie et novatrice, avec une approche à la fois sociale et géopolitique des espaces. Certains auteurs en font un des « pères » de la géographie moderne. La revue *Hérodote* consacra plusieurs articles à son œuvre, dès sa création en 1976¹⁰². Le tome XII est consacré à l'Afrique occidentale, publié en 1887 et dispose d'une riche cartographie¹⁰³. Reclus pose d'abord des questions de dénominations. Le terme de Soudan occidental au 19^{ème} englobe

⁹⁸ MALTE-BRUN Conrad, *Géographie complète et universelle, Nouvelle édition, continuée jusqu'à nos jours d'après les documents scientifiques les plus récents, les derniers voyages et les dernières découvertes, mise à la portée des gens du monde, par V.-A. Malte-Brun (fils)*, Tome 4, Paris, Morizot, 1856. Version disponible sur Gallica : URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6534186b>.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 408. à p. 453.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 434 : « Le sol, en partie stérile, est rempli de montagnes couvertes d'épaisses forêts. »

¹⁰¹ *Ibid.*, pp. 454-491.

¹⁰² « Élisée Reclus. Un géographe libertaire » Numéro spécial *Hérodote*, 3^{ème} trimestre 1981, n° 22.

¹⁰³ RECLUS Élisée, *Nouvelle géographie universelle : la terre et les hommes. Vol. 12 / par Élisée Reclus...*, Paris, Hachette, 1887. Disponible sur Gallica : URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k31519m>. Consulté le 30 août 2013.

une vaste région qui peut se subdiviser en deux sous-ensembles, Sénégal et bassin du Niger. Il consacre le chapitre II à la Ségambie¹⁰⁴. Bien délimitée au Nord par le fleuve Sénégal et le rebord des plateaux qui marque la frontière géologique du Sahara, « à l'orient et au sud, la Ségambie n'a point de limites précises ». Il définit ainsi un « espace de forme ovale entre la mer, le Sénégal, le haut Djoliba, la Rokelle et le seuil qui sépare ces deux derniers cours d'eau. » Il s'intéresse aux différentes constructions politiques avec l'intuition qu'elles recoupent des dynamiques sociales et religieuses.

Les habitants n'ont point d'unité politique ni de cohésion sociale. Ils appartiennent à des races diverses et se fractionnent en de nombreux États, royaumes, républiques centralisées ou fédérales, communautés religieuses, tribus errantes, groupes de familles qui se dispersent ou s'entremêlent.

Concernant l'espace de l'actuelle frontière entre Mali et Guinée, de nombreuses citations insistent sur son aspect méconnu par les Européens. A l'Ouest de la Ségambie, il identifie clairement les formations politiques, le Fouta Djallon au sud et le Bambouk au nord mais fait preuve de prudence sur l'espace intermédiaire :

Mais la région supérieure du bassin (de la Falémé), insalubre et fréquemment dévastée par les guerres, est restée inexplorée sur de vastes étendues : c'est la partie du Soudan français qui reste le moins bien connue.

La région du Bafing, au sud-est du Bambouk, est la moins explorée de toute la Ségambie ; on ne connaît pas l'importance réelle des villes et des marchés dont les noms ont été rapportés par les indigènes.

Plus à l'est, les incertitudes se renforcent avec des informations de seconde main :

Les Djallonkés, au nord-est du Fouta-Djallon, entre le Bafing et le Niger (...) sont de tous les nègres de la Ségambie ceux qui sont restés le plus en dehors de l'influence des blancs, et de tous les territoires le leur a été le moins visité. Raffenel les dit barbares et cruels, ayant encore pour vêtements des peaux de bêtes.

Ce peuple n'est d'ailleurs décrit que sur une demi-page alors que les Foulas ont ensuite droit à sept pages de description.

Le second espace concerné par la future frontière est décrit dans le chapitre VIII, intitulé *Bassin du Niger*, Partie II, *le Haut-Niger*¹⁰⁵ dont l'introduction témoigne de la complexité de cet espace pour l'auteur.

¹⁰⁴ L'ensemble des citations de cette page sont tirées du Chapitre II « Ségambie » : les parties « Vue d'ensemble, Bassin du Sénégal et Fouta-Djallon », RECLUS Élisée, *Nouvelle géographie universelle : la terre et les hommes*. Vol. 12, op.cit., pp 165-268.

¹⁰⁵ RECLUS Élisée, *Nouvelle géographie universelle*, op. cit., pp. 538-565, les citations utilisées sont p. 538.

Un très grand nombre de tribus y sont juxtaposées sans cohérence ethnique et, suivant les migrations, les refoulements et les conquêtes, les frontières de républiques, de chefferies et des royaumes se modifient incessamment.

Il y identifie cependant trois constructions politiques : « l'État méridional » de Samory dans le Wassoulou, « empire d'origine religieuse », « l'empire en décadence des conquérants toucouleurs » au nord des « territoires du protectorat français ». Il illustre l'instabilité des États de la région par un proverbe bambara : « Un roi ne peut traverser le Djoliba deux fois dans sa vie. » Il cite une liste de dénominations très longue au nord du Tankisso, affluent du Niger, mais avec de nombreuses imprécisions dans les statuts et les localisations : Djallonké-Dougou et Baleya sur son cours, « pays de Bouré » et son or, « État de Manding ».

Ainsi cet outil géographique qui fait la synthèse des savoirs en métropole révèle la faiblesse des renseignements sur la région-frontière qui apparaît comme un espace intermédiaire entre des formations étatiques mieux connues, dont les dynamiques commerciales ou religieuses sont perçues et auxquelles certaines descriptions de l'auteur donnent une forte assise territoriale. L'analyse des cartes connues en Europe avant 1870 confirme cette impression.

Les blancs des cartes

Un corpus de sept cartes à petite échelle est retenu, éditées entre 1803 et 1866¹⁰⁶.

- *Charte von Senegambien, Nigritien und Guinea, Nach den neuesten See- und Land-Reisen und astronomischen Beobachtungen*, par I.C.M. Reinecke, 1803. Source : CHETOM, Fréjus, N° inventaire 11 199, cote: 6a2 .
- *Map of Afrika*, par W. Faden, 1822, Londres. Source : The National Archives, Kew, CO 700/AFRICA1
- *Westliches Mittel-Afrika*, par Kiepert , 1849, Weimar, 1/600000. Source : cartothèque IGN Saint-Mandé.
- *Carte d'une partie de l'Afrique occidentale*, par Anne Raffenel, [s.n.], 1849. Source : BnF, département Cartes et plans, GE C-2862, disponible sur Gallica.
- *Afrique occidentale, Soudan et bassin du Niger*, Ferdinand de Lanoye, Paris, Hachette, 1857. Source : BnF, département Cartes et plans, GE D-11500 et cartothèque IGN.
- *Carte du Sénégal et d'une portion de l'Afrique occidentale* par Guillaume Lejean, Paris, Kaepelin, 1859. Source : BnF, département Cartes et plans, GED-1958, disponible sur Gallica.
- *Carte du Soudan occidental* par E. Mage, Paris, A. Bry, 1866. Source : BnF, département Cartes et plans, GE FF- 12188.

¹⁰⁶ Elles figurent en annexes 1 à 6, sauf la carte Faden, trop grande pour être reproduite.

Titre	Auteur	Date et lieu d'édition	échelle	Informations géographiques	Informations politiques
« Charte von Senegambien, Nigrietien und Guinea »	I.C.M. Reinecke	1803, Weimar	1/600000	Représentation des fleuves et leurs sources Représentation des montagnes par des lignes de hachures. Commentaires sur la carte (les mines d'or des montagnes de Kong). Nomenclature des villes et villages très précise dans les régions traversées par M. Park.	Nomenclature des États très précise avec une hiérarchie. Frontières en pointillés pour plusieurs États : le Manding, le Konkudu...
« Map of Afrika »	W. Faden	1822, Londres	Non précisée	Tracés des fleuves plus précis à l'ouest (sources, chutes), encore vague pour le Niger. Représentation des reliefs par lignes de hachures et estompage.	Nomenclature des États très précise avec une hiérarchie. Frontières en traits pleins colorisés pour les États du nord de la région étudiée
« Westliches Mittel-Afrika »	H. Kiepert	1849, Weimar	1/600000	Tracés des fleuves, en pointillés quand incertains (haut Niger). Représentation des montagnes par des lignes de hachures. Nomenclature hiérarchisée des villes. Routes repérées par les explorations.	Nomenclature des États précise avec une hiérarchie. Evolution des grands ensembles à l'est : Bambara, Mandingo et au sud avec le Futa Dschallo. Frontières en pointillés toujours précises à l'ouest, absentes dans la partie est.
« Carte d'une partie de l'Afrique occidentale »	Anne Raffenel	1849	Non précisée	Cours des fleuves très incomplet Pas d'indications de relief sauf des lignes de crêtes hachurées à l'est. Nomenclature des villes limitée.	Un énorme blanc dans la région. Quelques ensembles politiques (6) non délimités ni hiérarchisés.
« Afrique occidentale, Soudan et bassin du Niger »	Ferdinand de Lanoye Malte	1857 Paris	1 / 13000000	Cours des fleuves, relief par des hachures, quelques villes, voyages de Park et Caillié.	Quelques ensembles politiques (6) non délimités mais hiérarchisés.

« Carte du Sénégal et d'une portion de l'Afrique occidentale »	G. Lejean	1859	Non précisée	Hydrographie et reliefs précis. Nomenclature hiérarchisée, routes commerciales en pointillés, itinéraires des explorateurs en traits pleins. Annotations sur les régions inexplorées et leur peuplement	Précision et hiérarchie des ensembles politiques. Absence de limites. Nomenclature des peuples (nouveau)
« Carte du Soudan occidental »	E. Mage	1866	Non précisée	Hydrographie et reliefs précis. Nomenclature hiérarchisée, routes commerciales en pointillés	Précision et hiérarchie des ensembles politiques. Absence de limites.

Figure 1 - Tableau comparatif de cartes produites en Europe entre 1803 et 1866

L'analyse de ce corpus conduit à plusieurs remarques. La perception d'un espace où des constructions politiques sont clairement identifiées, nommées, mais parfois localisées de façon différente, ou avec des aires d'extension plus ou moins larges. Les dénominations évoluent peu cependant en 50 ans, ne tenant pas compte des bouleversements politiques du 19^{ème} siècle.

Si au début du siècle, certaines cartes montrent clairement des territoires avec des limites, ces frontières disparaissent après 1850. Les premières cartes, en particulier celle de Reinecke, se basent nettement sur les observations de Mungo Park qui avait lui-même enregistré ces frontières¹⁰⁷. Il est intéressant de voir qu'elles reproduisent les aires séparantes perçues par l'explorateur : « Dschallonka Wildnis¹⁰⁸ » chez Reinecke, « Wilderness » chez Faden. On peut aussi se demander si la disparition de ces territoires sur les cartes surtout françaises ne veut pas signifier un espace sans appropriation donc ouvert à la colonisation. L'ouvrage collectif dirigé par Isabelle Laboulaïs s'interroge sur les différentes significations et enjeux des « blancs des cartes »¹⁰⁹. L'utilisation du blanchissement est de plus en plus fréquente au 19^{ème} siècle et remplace les représentations allégoriques ou iconographiques. Il répond à l'évolution du savoir géographique qui réclame plus de rigueur et de précision et est une invitation à la connaissance. Il souligne de nouvelles attentes, cognitives mais aussi

¹⁰⁷ voir dans le paragraphe 2.

¹⁰⁸ « contrée sauvage »

¹⁰⁹ LABOULAIS Isabelle (dir.), *Comblant les blancs de la carte : modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI^e-XX^e siècle)*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004, 314 p.

Voir le compte-rendu de CHAPPEY Jean-Luc, *Annales historiques de la Révolution française*, 2005, vol. 340, n° 1, pp. 213-215.

politiques mais reste surtout un appel à l'aventure. Sylvain Venayre, dans sa contribution, étudie la part suscitée par l'appel à l'aventure et le travail de l'imagination dans les entreprises mises en œuvre pour connaître ces espaces. Il souligne le rôle joué par « les blancs » dans la dynamique et les transformations de l'esprit d'aventure au 19^{ème}¹¹⁰. La carte Raffenel est significative à ce niveau, son imprécision et ses immenses vides laissent le champ ouvert à l'aventure. Quelques lignes qui partent vers l'est, un immense « grand désert » et des écritures arabes qui soulignent l'altérité. Dans son 2^{ème} voyage en Afrique occidentale, Raffenel avait comme objectif de rallier la côte orientale de l'Afrique et l'Égypte, en partant du Sénégal. Son exploration s'arrêta cependant près de Ségou avec quatre mois de résidence forcée dans un village du Kaarta. Ce séjour explique la précision des renseignements dans la région où il a séjourné. La carte a aussi changé de fonction, d'outil de connaissances au début du siècle, elle devient un instrument de la conquête, la carte Mage en particulier, que toutes les missions ultérieures vont utiliser et peu à peu compléter.

En ce qui concerne le futur espace frontalier, on peut observer que sa représentation cartographique évolue peu entre 1803 et 1866, en particulier pour la partie méridionale, n'étant pas au cœur des missions d'exploration, la carte Lejean l'indique bien. Les vides sur la carte Mage sont nombreux : la rive droite du Niger, le Diallonkadougou, le nord du Fouta Djallon ne sont traversés que par quelques lignes et la mention des noms des peuples attribués¹¹¹. Ces cartes sont donc le reflet des informations recueillies par les explorateurs du début du 19^{ème} siècle, de leurs progrès et de leur façon de penser l'espace. Les régions les mieux identifiées correspondent aux voies de pénétration fluviales et aux routes commerciales débouchant sur le littoral atlantique. Inversement, on peut penser que l'effet « compilation des savoirs » avec des emprunts et des copies entre auteurs, conduit à figer cet espace. De nombreuses constructions politiques essentielles comme le royaume de Tamba ou l'empire d'El Hadj Omar que Mage a par-exemple connues, sont oubliées par la cartographie européenne. L'expansion du Fouta Djallon semble être l'exception, assez visible sur les différentes cartes.

¹¹⁰ VENAYRE Sylvain, « Qu'est-ce que l'éloignement ? L'aventure, l'ethnographie et les blancs de la carte (1850-1940) », dans Isabelle LABOULAIS (dir.), *Comblant les blancs de la carte. Modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques*, op. cit., p. 61-87.

¹¹¹ On peut attribuer « l'apparition » des peuples dans notre corpus au virage dans les explorations impulsé par Faïdherbe « architecte de la théorie des races », analysé par Anna Pondopoulo dans PONDPOULO Anna, *Les Français et les Peuls: histoire d'une relation privilégiée*, Paris, les Indes savantes, 2009, 314 p., pp. 130-147.



Figure 2- Extrait de *Charte von Senegambien, Nigrietien und Guinea*, par Reinecke, Weimar, 1803¹¹².

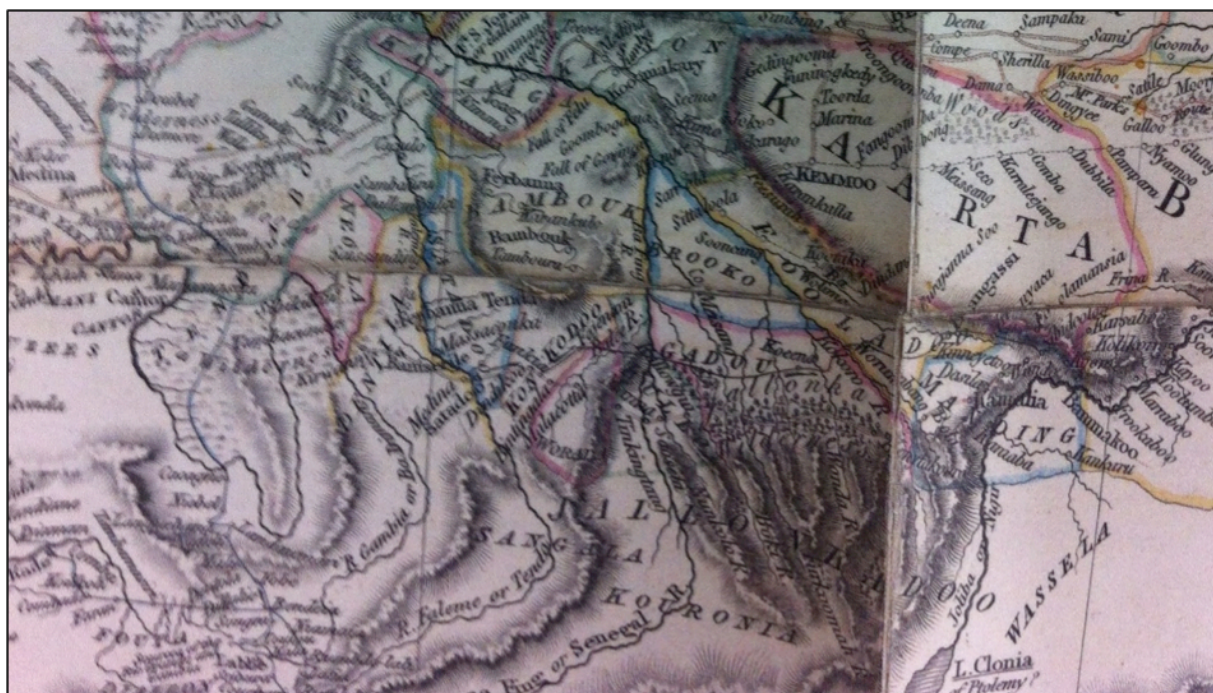


Figure 3 – Extrait de *Map of Afrika*, par W. Faden, 1822, Londres¹¹³.

¹¹² Source : CHETOM, N° inventaire 11 199, cote: 6a2



¹¹³ Source : The National Archives, Kew, CO 700/AFRICA1.

¹¹⁴ Source : BnF, département Cartes et plans, GED-1958.

¹¹⁵ Source : BnF, département Cartes et plans, GE FF- 12188.

2) « Terra incognita » des Européens

Isabelle Surun a consacré un chapitre de *l'empire des géographes*¹¹⁶ à l'usage du terme « d'explorateur » et « d'exploration » et à l'évolution de sa définition. Forgé au 18^{ème} siècle dans le champ militaire, le terme désigne progressivement un voyageur et

[...] la démarche cognitive particulière qui accompagne le parcours d'espaces inconnus visant à en rapporter une description¹¹⁷.

A la fin du 19^{ème} siècle, l'explorateur devient un agent de la colonisation, il ajoute à l'appropriation intellectuelle d'un espace inconnu au profit d'une communauté savante une appropriation politique. Isabelle Surun a aussi publié plusieurs articles, issus de ses travaux de thèse de doctorat¹¹⁸ ; elle reconstitue les pratiques des voyageurs en Afrique¹¹⁹ et les nombreuses interactions avec les habitants conduisant à une expérience précoloniale partagée¹²⁰.

Yves Person dans son introduction de la réédition de *Voyage au Soudan occidental (1863-1866)* d'Eugène Mage constate :

Le monde du Niger restait un monde mystérieux, pratiquement jamais visité par un Européen depuis le dernier voyage de Mungo Park en 1805¹²¹.

Élisée Reclus dresse une carte des « Itinéraires des voyageurs principaux dans l'intérieur de la Sénégambie ¹²² » qui nous montre que notre région a été plutôt évitée par les explorations. Elle laisse un vaste blanc entre l'itinéraire de Mungo Park au nord et celui de René Caillié au sud, alors que les extrémités Est et Ouest ont été davantage parcourues en raison des axes de pénétration formés par les fleuves.

¹¹⁶ SINGARAVELOU Pierre (dir.), *L'empire des géographes: géographie, exploration et colonisation, XIXe-XXe siècle*. 1 vols. Mappemonde, Paris, Belin, 2008, 286 p., p. 61.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 61.

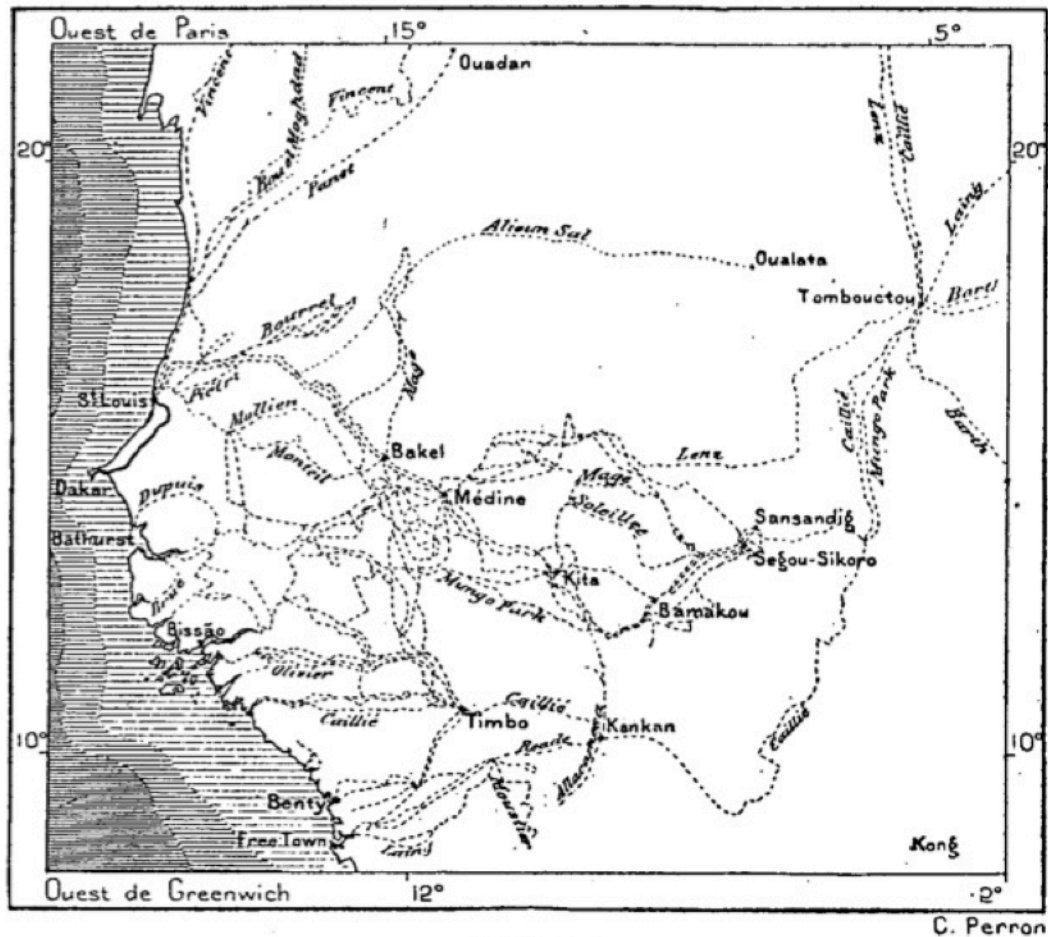
¹¹⁸ SURUN Isabelle, *Géographies de l'exploration: la carte, le terrain et le texte : Afrique occidentale, 1780-1880*, Thèse de doctorat, dir. Daniel Nordman, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2003.

¹¹⁹ SURUN Isabelle, « Du texte au terrain : reconstituer les pratiques des voyageurs (Afrique occidentale, 1790-1880) », *Sociétés & Représentations*, 2006/1 n° 21, p. 213-223.

¹²⁰ « En tant que guides et compagnons de voyage, mais aussi hôtes, chefs d'États ou simples témoins, les Africains peuvent être considérés comme des acteurs de l'exploration au même titre que les explorateurs. » in « L'exploration de l'Afrique au XIXe siècle : une histoire pré-coloniale au regard des postcolonial studies », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 32, 2006/1, pp. 21-39, p. 38. Cet article propose aussi une mise au point historiographique sur les liens entre exploration et colonisation.

¹²¹ MAGE Eugène. *Voyage au Soudan occidental: 1863-1866*. Paris, Éd. Karthala, 1980, 308 p., p.9.

¹²² RECLUS Élisée, *Nouvelle géographie universelle, op. cit.*, p. 171.



Profondeurs

 De 0 à 1000 m de 1000 à 2000 m de 2000 m et au delà

1700. Brüe.	1850. Hecquard.	1872. Blyden.
1716. Compagnon.	» Panet.	1878. Soleillet.
1784. Watt et Winterbot-	1853. Barth.	1879. Olivier de Sanderval.
tom.	1857. Fulcrand.	» Zweifel et Moustier.
1786. Rubault.	1858. Cornu.	1880. Pietri.
1790. Houghton.	» Braouëzec.	» Gallieni.
1795. Mungo Park.	1859. Pascal.	» Derrien.
1807. Durand.	» Vallon.	» Monteil.
1815. Peddie et Campbell.	1860. Azan et Lambert.	» Bayol et Noirot.
1818. Mollien.	» Dupuis.	» Lenz.
» Gray et Dochart.	» Vincent.	1881. Gaboriaud et Ansaldi
1822. Laing.	» Alioun-Sal.	» Allacamesa.
1824. De Beaufort.	1861. Bou el-Moghdad.	» Gouldsbury.
1827. Caillié.	1861. Mage et Quintin.	1882. Borgnis-Desbordes.
1841. Thomson.	1869. Reade.	1885. Geraldès.
1845. Raffenel.		1884. Archinard.

N. B. Les voyages qui ont duré plusieurs années sont indiqués par le chiffre de l'année du départ.

1 : 1 800 000

 0 500 kil.

Figure 6 - carte des Itinéraires des voyageurs principaux dans l'intérieur de la Sénégambie ,
 tirée de Élisée Reclus¹²³.

¹²³ RECLUS Élisée, *Nouvelle géographie universelle*, op. cit., p. 174.

Les récits d'exploration concernant cette région sont plutôt rares et la perception par les auteurs des espaces concernés par la frontière reste lacunaire.

Les « pionniers »

Mungo Park est la référence pour les explorateurs de l'Afrique occidentale ; presque un siècle plus tard, les officiers français cherchent toujours à retrouver des lieux, des témoignages oraux de son passage, comme en quête de légitimité. Cet Écossais travaillant pour le compte de *l'African Association*, créée à Londres en 1788, entreprend en 1795 un périple destiné à reconnaître le cours du Niger. *Voyage à l'intérieur de l'Afrique* paraît en 1799¹²⁴. Parti de Gambie, il atteint le Niger à Ségou et explore le cours moyen du fleuve. En juillet 1796, face aux difficultés rencontrées, il décide de ne pas aller plus à l'est. C'est sur son itinéraire de retour qu'il traverse les espaces étudiés, il atteint Bamako en juillet 1796 et rejoint la Gambie en traversant le Manding. Ses descriptions des États concernés montrent clairement l'existence de frontières transmises par les populations locales. Il identifie clairement son entrée et sa sortie du royaume :

Au coucher du soleil nous arrivâmes à Sibidoulou, ville frontière du royaume du Manding¹²⁵.

Nous partîmes pour Worumbang, village qui forme la frontière du Manding, du côté du Jallonkadou¹²⁶.

La localisation précise de ces deux lieux est difficile en raison des changements de toponymes¹²⁷ mais leur description est intéressante. Sibidoulou a une nature défensive « dans une fertile vallée qu'entourent de hautes collines de roches¹²⁸ » ; difficile d'accès pour les chevaux, elle a pour réputation de n'avoir jamais été pillée. Elle peut donc avoir une fonction de refuge, mais aussi de contrôle aux marches du royaume. Worumbang semble être d'une autre nature, un village à l'entrée d'une zone-frontière au sud-est de Bamako formée par le « désert du Jallonka », présenté comme particulièrement inhospitalier. Les voyageurs font le plein de provisions et de prières avant de rejoindre la ville de Kinytakouro dans le Jallonkadou sur la rivière Kokoro¹²⁹. Ils sont clairement confrontés à une zone frontière aux

¹²⁴ PARK Mungo, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, 1795-1797*, Paris, la Découverte, 1996, 354 p. ; je renvoie à la traduction utilisée pour mes citations, une réédition récente a eu lieu en 2009.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 248.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 316.

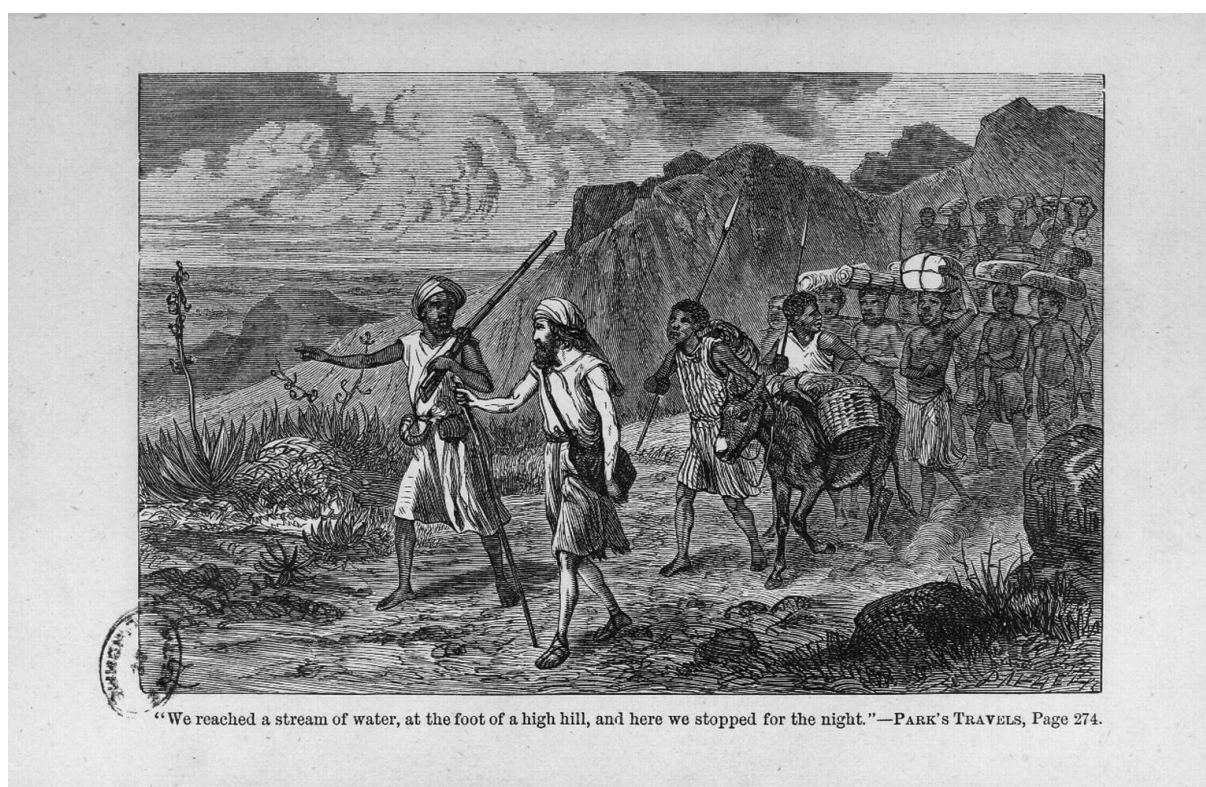
¹²⁷ Cependant la carte Reinecke les indique clairement en situation frontalière, voir annexe 1.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 249.

¹²⁹ « Première ville que nous trouvions hors des frontières du manding », *Ibid.* p. 318.

confins du Manding, un espace difficile à traverser sur le plan physique mais aussi mal contrôlé ; leur marche est très rapide et précédée d'une cérémonie destinée à les préserver des voleurs. Mungo Park semble avoir bien perçu le caractère séparant de frontières en Afrique occidentale.

En général les frontières des divers royaumes étaient ou très peu peuplées, ou entièrement désertes¹³⁰.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Figure 7 - L'explorateur Mungo Park et des porteurs pendant son expédition en Afrique¹³¹

Les explorateurs français de la 1^{ère} moitié du 19^{ème} siècle sont passés assez loin de la « région-frontière ». Gaspard Mollien (1796-1872) a réalisé en 1918 un des premiers voyages de pénétration au Sénégal. Parti de Saint-Louis en février, il parcourt le Boundou et le Bambouk, gagne le Fouta Djallon, séjourne à Timbo avant de rentrer par l'ouest en janvier

¹³⁰ *Ibid.*, p. 263

¹³¹ PARK Mungo . Auteur du texte, *[Illustrations de Life and travels of Mungo Park] / [Non identifié] ; Mungo Park, aut. du texte*, 1872, BnF cote : Réserve DT 477 P 23 M.

URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b2300129d>. Consulté le 3 septembre 2013.

1919. Son itinéraire le fait donc passer légèrement à l'ouest de la région étudiée. Son compte-rendu, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, aux sources du Sénégal et de la Gambie*¹³², est beaucoup moins rigoureux que celui de Park. Il n'approfondit guère la géographie des contrées traversées, se base beaucoup sur des informations entendues, contribuant ainsi à accréditer certaines erreurs durables sur la région comme les sommets de ses montagnes enneigées. Peu d'éléments pertinents sont à retenir sur sa perception des territoires. On retrouve cependant l'idée d'aires séparantes entre le Boundou et le Fouta Djallon¹³³. Dans le tome 2, il inventorie les frontières de ce qu'il nomme l'empire du Fouta Djallon :

Le Fouta Diallon proprement dit commence au sud du village de Bandéïa, il est borné au nord par les montagnes de Tangué; à l'est par le Balia, le Sangarari; au sud-est, par le Firia et le Soliman; au sud, par le Kouranko et le Liban à l'ouest par le Tenda-Maië, et plusieurs pays habités par les Mandingues et les lolas ou Biafares. Les contrées situées au nord au-delà de ces limites et comprises sous le nom général de Fouta Diallon, obéissent aussi au prince qui réside à Timbo, mais il n'y exerce pas la même autorité¹³⁴.

La description s'arrête là mais établit pour les explorateurs suivants l'idée de frontières établies, souvent naturelles, et d'espaces soumis au Fouta Djallon sur ses marges, en particulier au nord. Enfin Mollien a recueilli des renseignements sur les contrées de l'intérieur qui alimentent là aussi un certain nombre de mythes, en particulier l'or du Bouré¹³⁵.

La puissance des Poules du Fouta Diallon, et leur goût pour les expéditions lointaines, les ont mis en rapport avec plusieurs pays sur lesquels j'ai recueilli quelques détails qui seront probablement de quelque intérêt. L'existence de la plupart de ces contrées était inconnue jusqu'à présent. On trouve au nord-est le Dentilia pays traversé par la Falemé et habité par des Mandingues qui sont païens. Le Diallon le Sangala le Kouronia, pays montagneux ; ils ont pour habitants des Dialonkés. Le Balia, à huit journées de Timbo, pays plat habité par des Dialonkés. Le Kankan à quinze journées de Timbo, pays plat habité par des Mandingues mahométans : sur les frontières de cet empire se trouve le village de Bourré qui possède, m'a-t-on dit y plus d'or que tout le Bondou et le Bambouk ensemble¹³⁶.

¹³² MOLLIEN Gaspard-Théodore, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, aux sources du Sénégal et de la Gambie. Tome 1 et 2, fait en 1818, par ordre du gouvernement français*, Paris, A. Bertrand, 1822.

¹³³ « Nous allions traverser les solitudes qui séparent le Boundou du Fouta Djallon », *Ibid.*, Tome 1, p. 392.

¹³⁴ *Ibid.*, Tome 2, pp. 172-173.

¹³⁵ Le Bouré est effectivement une région aurifère mais exerce une attraction bien supérieure à ses capacités de production.

¹³⁶ *Ibid.*, Tome 2, pp. 191-192.

René Caillié (1799-1838) a laissé de nombreux écrits sur le périple qui le mena à Tombouctou¹³⁷. Parti de la côte de Guinée en avril 1827, il traverse le Fouta Djallon, parvient à Kankan. Il ne peut remonter la voie fluviale du Niger en raison de l'insécurité qui règne dans la région du Bouré, se dirige donc vers l'est et le Wassoulou avant de remonter vers le nord à partir de Tiémé, dans l'actuelle Côte d'Ivoire pour franchir la frontière méridionale de l'actuel Mali à Tingréla¹³⁸. Il a donc « frôlé » la partie sud de la frontière et pu obtenir des renseignements sur les États la bordant, la plupart des renseignements figurant dans les chapitres VIII à IX du 1^{er} volume. Cependant son récit aborde très peu les territoires des constructions politiques traversées, sauf par les liens unissant tel ou tel village à une formation étatique. Comme chez Mollien, on retrouve des « bois » séparant deux régions et souvent infestés de « brigands »¹³⁹.

Un œil intéressé

A partir du milieu du 19^{ème} siècle, la nature des missions d'exploration évolue. Ainsi les deux voyages effectués par Anne Raffenel (1809-1858) sont diligentés par le ministère de la marine pour ouvrir un accès depuis le Sénégal vers le Niger mais servent aussi les intérêts du commerce de Saint-Louis et de Gorée qui cherche des débouchés vers la haute vallée du fleuve. Les intérêts politiques et économiques s'imposent au parcours géographique désintéressé, sous l'impulsion de Louis Faidherbe, gouverneur du Sénégal¹⁴⁰, et organisateur d'explorations militaires vers l'intérieur. La mission Mage-Quintin atteint le haut Niger en 1863 et donne le signal du processus conduisant la France aux portes du Soudan occidental, avec comme but de joindre les domaines sénégalais et algériens.

Anne Raffenel a publié *Voyage dans l'Afrique occidentale*¹⁴¹ en 1846 puis *Nouveau*

¹³⁷ CAILLIE René, *Journal d'un voyage à Tombouctou et à Jenné, dans l'Afrique centrale, précédé d'observations faites chez les Maures brankas, les Nalous et autres peuples ; pendant les années 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 5 volumes*. Paris, Imprimerie royale, 1830.

¹³⁸ Pierre Viguier s'est attaché à retracer son itinéraire au Mali avec un travail cartographique très intéressant. VIGUIER Pierre, *Sur les traces de René Caillié: le Mali de 1828 revisité*, Versailles, Quae, 2008, 158 p.

¹³⁹ « Au N.E. de la route, on me fit apercevoir une chaîne de montagnes peu élevées [...] : elle sépare le Baleya du Bouré ; ses bois sont habités de brigands », *Ibid.* p. 358 ou « traverser les bois qui séparent Kankan et Ouassoulo [...] qui sont infestés de voleurs », *Ibid.*, p. 386.

¹⁴⁰ De 1854 à 1861 puis de 1863 à 1865.

¹⁴¹ RAFFENEL Anne, *Voyage dans l'Afrique Occidentale comprenant l'exploration du Sénégal, depuis Saint-Louis jusqu'à Sansanding ; des mines d'or de Kéniéba, dans le Bambouk ; des pays de Galam, Bondou et Woolli ; et de la Gambie, depuis Baracounda jusqu'à l'Océan ; exécuté, en 1843 et 1844, par une commission composée de MM. Huard-Bessinières, Jamin, Raffenel, Peyre-Ferry et Pottin-Patterson ; rédigé et mis en ordre par Anne Raffenel, officier du Commissariat de la Marine, membre de la Société de Géographie et de la Société ethnologique de Paris*, Paris, Arthus Bertrand, 1846, 512 p.

*voyage dans le pays des nègres*¹⁴² en 1856. Cependant, ses itinéraires n'ont pas concerné la région frontalière explorant le Bambouk puis remontant vers le Kaarta. La mission menée par Hyacinthe Hecquart en 1851, initialement prévue vers Ségou a finalement pris la direction du Fouta Djallon. Relatée dans *Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique Occidentale*¹⁴³, la mission passe aussi à l'ouest de la future limite entre Guinée et Soudan français. Enfin la mission d'Eugène Mage et Louis Quintin devait établir une liaison entre le haut Sénégal et le haut Niger. Ils ont atteint Koundian puis Kita en janvier 1864, dû prendre ensuite la route du nord par le Kaarta pour entrer dans l'empire toucouleur construit par El-Hadj Omar. Retenus en captivité à Ségou pendant près de deux ans, leur retour s'effectue par une voie plus septentrionale encore. Si leur mission montre bien le caractère de plus en plus hybride des explorations¹⁴⁴, elle est aussi en dehors de l'espace de la future frontière. Le livre d'Eugène Mage, *Voyage dans le Soudan occidental, (Sénégal-Niger 1863-66)*¹⁴⁵ est cependant une source importante pour les informations historiques collectées lors de son long séjour forcé à Ségou et la compréhension de l'empire d'El-Hadj Omar. L'évolution constatée dans la nature des explorations s'accroît à la fin des années 1870.

II) La perception des explorateurs des années 1870-80 : « l'œil du conquérant »

A partir de 1878 se déclenche dans le Soudan occidental une vague d'exploration de façon concomitante à la conquête. Le rôle politique et militaire de cette période dans la production de la frontière¹⁴⁶ est étudié plus loin, mais cette vague exploratoire reflète la perception de l'espace par les acteurs coloniaux au moment où ils « découvrent » et parcourent la future région frontalière; ces missions exploratoires ont des objectifs utilitaires et conduisent à des modes de classification des entités politiques qui auront un impact sur la production de la frontière.

¹⁴² RAFFENEL Anne. *Nouveau voyage dans le pays des nègres: suivi d'études sur la colonie du Sénégal et de documents historiques, géographiques et scientifiques*. 2 vols. Paris, France: imprimerie et librairie centrales des chemins de fer de Napoléon Chaix, 1856.

¹⁴³ HECQUARD Hyacinthe, *Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique Occidentale*, Paris : Imp. de Bénard et Compagnie, 1855, 409 p.

¹⁴⁴ Cette mission a joué un grand rôle dans les productions cartographiques qui ont suivi mais se double aussi d'un vague traité de commerce signé en février 1866 avec Ahmadou, le fils d'El Hadj Omar.

¹⁴⁵ MAGE Eugène, *Voyage dans le Soudan occidental, (Sénégal-Niger 1863-66)*, Paris, Hachette, 1868, 694 p.

¹⁴⁶ Voir page 83.

1) Colonnes soudanaises et brigades topographiques

« Marsouins », « bigors » et topographes

Le processus d'exploration s'accélère à partir de la fin de 1870. Se dégagent deux types de missions. Les premières que l'on peut qualifier de commerciales, sont le fait d'individus, souvent des aventuriers médiocres¹⁴⁷. Ils bâtissent des projets trop ambitieux qui ont connu l'échec. Les voyages et les entreprises commerciales d'Olivier de Sanderval dans le Fouta Djalon ou du Dr Colin dans le Bambouk¹⁴⁸ restent cependant assez éloignés de notre frontière. Les missions majeures sont donc militaires, menées par les troupes de marine. Benjamin Leroy dans un article sur « les troupes de marine en Afrique à la fin du 19ème siècle: le cas du Soudan français »¹⁴⁹ décrit les « marsouins et les bigors » comme un corps peu nombreux, uni par une mentalité spécifique: recherche d'un avancement rapide, hostilité à la hiérarchie militaire, goût de l'aventure¹⁵⁰. Ces officiers ont été formés dans un moule bien précis, largement défini par les idées et les écrits de Faidherbe. Sa *Notice sur la colonie du Sénégal et sur les pays qui sont en relation avec elle*¹⁵¹, publiée en 1859, influence en particulier la perception des « races » et des États par ces missions ; les présupposés de ces acteurs sont nombreux. Isabelle Surun a bien démontré l'inflexion impulsée par Faidherbe puis Gallieni à ces « nouveaux voyageurs, dont l'exploration pacifique anticipe directement une prise de possession d'ordre territorial¹⁵².»

Les campagnes annuelles lors de la période de l'hivernage¹⁵³ sont accompagnées de missions plus légères. Ce sont de petits détachements mobiles qui investissent l'espace latéralement au détachement principal, et ont différentes fonctions. Les missions topographiques ont d'abord pour but de consolider la conquête ; les premières en 1880-1881

¹⁴⁷ COQUERY-VIDROVITCH Catherine et MONIOT Henri, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 1984, 480 p., p. 167.

¹⁴⁸ Le Bambouk est situé au nord de l'extrémité occidentale du segment, sur les projets de Colin, voir : BRUNSCHWIG Henri, « Le docteur Colin, l'or du Bambouk et la « colonisation moderne » », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 15, N° 58, Paris, 1975, pp. 166-188.

¹⁴⁹ LEROY Benjamin, « Les troupes de marine en Afrique à la fin du XIX^e siècle : le cas du Soudan français », *Revue historique des armées*, 247 | 2007, [En ligne], mis en ligne le 22 juillet 2008. URL : <http://rha.revues.org/1893>. Consulté le 15 juillet 2013.

¹⁵⁰ Pour davantage de précisions sur les troupes coloniales, se référer aux ouvrages de Jacques Frémaux. FREMAUX Jacques, *De quoi fut fait l'empire: les guerres coloniales au XIX^e siècle*, Paris, CNRS éditions, 2009, 576 p.

¹⁵¹ Archives du service historique de la Défense, Vincennes, SHD, 5H Sénégal/154, dossier 1, sous dossier 1.

¹⁵² SURUN Isabelle, *Géographies de l'exploration: la carte, le terrain et le texte : Afrique occidentale, 1780-1880*, Thèse de doctorat, dir. Daniel Nordman, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 2003, p. 533.

¹⁵³ L'hivernage correspond à la saison des pluies, de juillet à septembre ; communications difficiles et climat plus malsain pour les Européens ; les militaires lui opposent la « campagne », de fin octobre à mai.

et 1881-1882 cherchent d'abord à sécuriser la ligne de pénétration entre Sénégal et Niger : identification des routes de ravitaillement, repérages pour le tracé du chemin de fer, la pose des lignes télégraphiques ; elles se situent entre Médine et Kita comme la mission Derrien en 1880¹⁵⁴. Elle est chargée d'une reconnaissance topographique entre Bafoulabé et Bamako afin de trouver « les meilleurs points de passage pour un chemin de fer », « dans un pays où il n'existe encore de documents d'aucune espèce. » La mission doit effectuer observations astronomiques, opérations géodésiques et levés topographiques et tenir un registre journalier de ces réalisations. Ces missions topographiques vont par la suite rayonner de plus en plus loin pour effectuer des levés d'itinéraires autour de Bamako en 1882-1883, puis de plus en plus vers le sud en remontant les cours du Bafing et du Niger¹⁵⁵.

Parallèlement sont organisées des missions de reconnaissance aux objectifs divers. Plusieurs concernent la région et ont donné lieu à des publications à croiser avec les fonds d'archives. Ainsi lors de la 1^{ère} campagne Gallieni, le capitaine Vallière quitte Kita et remonte le Bakoye pour effectuer une reconnaissance poussée dans le Manding (1880), de même dans le Bambouk en 1887-1888. En 1886 et 1887, Péroz remonte la rivière Milo jusqu'à Kankan, fournit les premières données précises sur le Wassoulou puis le Bouré. Début 1887, Oberdorf est chargé d'une mission dans le Diallonkadougou puis a pour mission avec Plat d'établir une route entre haut Sénégal et Rivières du Sud¹⁵⁶ (1788-1789). La mission de Bayol et Noirot dans le Fouta Djallon répond aux mêmes impératifs. Partis de Boké sur le Rio Nuñez en mai 1881, ils rejoignent Timbo où ils concluent un traité politique et commercial avec les *almami* du Fouta Djallon avant de rejoindre Médine par la Falémé et le Bambouk. Essentielles par les connaissances rapportées, ces différentes missions se doublent donc d'une vocation militaire, politique et économique. Les consignes reçues par Oberdorf en janvier 1887 sont claires :

Vos instructions indiquaient un triple but à atteindre:

- 1° faire connaître géographiquement la région qui s'étend au sud de notre ligne de forts jusqu'au Fouta Djallon.
- 2° Établir définitivement notre influence sur ces populations en leur faisant accepter par traité notre protectorat.

¹⁵⁴ ANS 1 G/54, Pièce 21: Instructions pour Mr le Chef d'escadron Derrien, chef de mission topographique au Sénégal, par le ministère de la guerre, Chef d'Etat major général Blot, Paris, le 27 septembre 1880.

¹⁵⁵ On peut trouver des présentations précises de ces missions dans « *Notice pour servir à l'étude de la carte des établissements français du Sénégal* » par P.-L. Monteil, Paris, Challamel, 1886, The National Archives, Kew, CO700/WEST AFRICA32. Voir aussi MARTONNE, Édouard de, et JEAN Martin. *Les Armes et les services dans la conquête, la pacification et la mise en valeur des colonies*. 8, *La carte de l'Empire colonial français*, Paris, Lang, 1931, p. 157. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5577362f>. Consulté le 30/08/2013.

¹⁵⁶ J'ai volontairement laissé de côté les missions qui sont trop éloignées de notre espace : Binger dans le bassin du Niger à partir de 1887 ; Quiquandon et Tautain dans le grand Bélédougou.

3° Étudier les directions des voies commerciales pour les modifier à l'occasion en faveur de nos comptoirs du Fleuve et des Rivières du Sud¹⁵⁷.

Silence sur les acteurs africains

Avant d'envisager les enseignements de ces missions, il faut souligner dans les fonds d'archives la rareté des acteurs africains. La plupart des militaires français ne connaissent que très rarement l'arabe et les langues vernaculaires, ne maîtrisent pas les coutumes locales. Ils s'en remettent aux Africains pour une grande partie des informations transmises. Les sources coloniales sont souvent muettes sur le rôle de ces intermédiaires. Les interprètes sont souvent signalés dans les rapports mais soit pour s'en plaindre, soit pour mettre en valeur des comportements « héroïques » qui légitiment « la mission civilisatrice » de la France. Élisée Reclus sur sa carte des voyageurs en Sénégal¹⁵⁸ signale l'itinéraire d'Allacamessa qui semblait particulièrement intéressant par sa localisation. Il laisse très peu de traces dans les archives, simplement quelques lignes dans les revues géographiques, dans la retranscription d'un discours de Mr de Lesseps au congrès de Douai de la société de géographie en 1883. Après avoir encensé les travaux topographiques des brigades Delanneau et Derrien, il signale simplement :

Des renseignements sommaires furent également recueillis par un officier indigène, M. Allacamessa, au cours d'une mission en vue des montagnes où naît le Niger¹⁵⁹.

Les acteurs de ces explorations sont donc des officiers parfois divers par leurs compétences ou leurs domaines de prédilection mais unis par une culture commune, des présupposés, guidés par des instructions claires. Ils parcourent des contrées souvent inconnues des Européens, accompagnés de nombreux indigènes aux statuts différenciés et se confrontent aux discours et aux savoirs des populations autochtones, guidés par des intermédiaires africains. Ils produisent ensuite un discours sur ces espaces parcourus, relativement uniforme dans les perceptions des constructions territoriales africaines et de leurs frontières.

¹⁵⁷ ANS 1 G/82, pièce 17, Rapport de fin de mission dans le Diallonkadougou, lettre du capitaine Oberdorf au Commandant supérieur du Soudan français, 15 mars 1887.

¹⁵⁸ Voir p. 33.

¹⁵⁹ Société de géographie commerciale (Bordeaux), Groupe géographique et ethnographique du Sud-Ouest, Association française pour l'avancement des sciences, Groupe régional girondin. *Bulletin (Société de géographie commerciale de Bordeaux)*. 1876-1911, n°18, année 1883, p. 520. Disponible sur Gallica.

Archinard et Gallieni évoquent cependant sa mission à Galaba en 1881, où il fut retenu par Samori dans leurs historiques de la conquête. La carte Monteil, sûrement utilisée comme base par Reclus, l'enregistre comme mission d'exploration alors que son contenu semble d'abord politique, entrer en contact avec Samori.

2) Espaces « ennemis », espaces « amis »

Des limites identifiées ?

Deux grands types de discours sur les frontières émergent de ces écrits, mais il faut d'abord préciser que le thème des frontières ou des limites y est assez peu présent. Nous sommes au moment de la « découverte » d'espaces mal connus et ce n'est peut être pas la préoccupation majeure d'officiers d'abord intéressés par les hommes. C'est en premier lieu le cas de Gallieni. Dans *Voyage au Soudan français: Haut-Niger et pays de Ségou, 1879-1881*¹⁶⁰, aucun chapitre ni paragraphe n'est consacré aux limites politiques. Le chapitre XXV comprend un paragraphe *Limites géographiques* qui identifie les grands ensembles géographiques et orographiques, les lignes de partage des eaux et les massifs montagneux. Il utilise très peu le vocabulaire des frontières¹⁶¹. Peut être que « l'œil du conquérant » ne s'intéresse pas aux frontières, le Soudan constitue un espace à investir et s'approprier. *Voyage au Soudan français* est un manifeste pour légitimer la conquête. Cependant dans les chapitres XXVIII consacrés aux malinkés et XIX sur les bambaras, le mode de réflexion de Gallieni est intéressant. Dans le chapitre XXIX¹⁶², il décrit d'abord un vaste ensemble racial bambara dont les limites semblent clairement établies¹⁶³ puis s'intéresse à leur appartenance religieuse, soulignant son caractère antimusulman ; enfin il distingue seulement ce qu'il nomme des territoires, eux même divisés en « petits États secondaires ». Dans ce mode de classification, les frontières ne deviennent que des limites indicatives, de simples repères, presque des bornes d'entrée ou de sortie, sans que l'on connaisse leur nature ou leur réalité¹⁶⁴. L'État de Bamako est ainsi délimité :

Le Bammako est un pays peu étendu, formé par la chaîne de hauteurs qui bordent le Niger, depuis les roches de Sotuba jusqu'au marigot de Kobaboulida, à 25km en amont de

¹⁶⁰ GALLIENI Joseph-Simon, *Voyage au Soudan français: Haut-Niger et pays de Ségou, 1879-1881*, Paris, Hachette, 1885, 632 p.

¹⁶¹ Je n'ai comptabilisé que trois fois le terme frontière(s) dans mes notes, le module de recherche Gallica ne fournit que quatre résultats dans tout l'ouvrage, limite(s) n'est pas plus présent.

¹⁶² *Ibid.*, pp. 589-591.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 590: « De nos jours, la race bambara occupe la partie du Soudan occidental situé au nord des contrées que nous avons vues peuplées par les Malinkés. Sur la rive gauche du Niger, elle tient la région limitée au sud par le Sénégal, depuis les environs de Médine jusqu'à Bafoulabé; par le Bakhoy, depuis Bafoulabé jusqu'à son confluent par le Baoulé, depuis ce confluent jusque vers Bammako. Au nord, une ligne passant à quelque distance au-dessus de Tambacara, Nioro, Khassambara et Kolodougou la sépare des tribus maures nomades du Sahara. Sur la rive droite du Niger, les Bambaras couvrent les territoires qui s'étendent depuis les sources de ce fleuve jusque vers Sansanding. »

¹⁶⁴ Ni bien sûr l'origine des informations : les guides, les savoirs transmis comme le suggèrent les nombreuses allusions à Park ?

Bammako. Il s'étend aussi sur la rive droite du fleuve, jusqu'à 3 ou 4 lieues [...]. Sur la rive gauche, c'est ce marché qui constitue la capitale de ce petit État; il est situé à 800 mètres environ du Niger, au milieu d'une grande plaine unie, que les montagnes du Manding bornent à l'Ouest¹⁶⁵.

Ou le Manding:

En franchissant la petite rivière de Kagneko, on quitte le Birgo pour entrer dans le Manding. Ce vaste pays couvre les deux versants de la ligne de partage des eaux du Sénégal et du Niger et s'étend sur la rive droite de ce fleuve à une distance difficile encore à déterminer. Au sud le Bouré et le Kéniéra lui servent de limites: Cette dernière contrée est cependant considérée par certains comme faisant partie du Manding¹⁶⁶.

Ces repères semblent donc secondaires, formés de limites naturelles facilement identifiées même si encore incertaines dans la partie sud. On peut d'ailleurs noter des contradictions dans l'ouvrage ; dans la partie reprenant le récit de sa mission, Vallière propose une autre frontière « naturelle » entre Manding et Bamako¹⁶⁷, un petit affluent du Niger en amont de Bamako plutôt que le marigot. Par contre, Gallieni accorde un autre regard, très militaire, aux limites des grands ensembles « ennemis » :

L'empire d'El-Hadj dépassait de beaucoup les limites qu'on lui assignait généralement, c'est-à-dire le désert, la Falémé et le Niger. Un système de places fortes, construites dans des emplacements bien choisis et occupées par une forte garnison toucouleure, maintenait sous le joug cette immense étendue.¹⁶⁸

Ce sont là sont les limites d'un espace hostile, fortifié et menaçant qui sont transmises au lecteur. On a donc deux types de frontières décrites par Gallieni, des limites identifiées entre territoires voisins, souvent « naturelles » et « établies » et les limites plus mouvantes de vastes entités, obstacle à la conquête.

Les missions qui suivent adoptent souvent le même schéma à une échelle plus grande et avec davantage de précision. Les régions concernées par la future frontière ont pour point commun d'être des entités politiques de petite taille, plus ou moins sous la dépendance d'entités dynamiques plus vastes dont elles peuvent constituer des marges. La France prend progressivement ces espaces sous « sa protection », ils deviennent des « espaces amis ».

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 594.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 587.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 337 : «La première de ces rivières, le Balanko, sert de frontière au Manding et au territoire de Bamako. »

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 605.

Des « espaces amis »

J'emprunte cette image à Martine Cuttier dont les travaux sur *Le Haut fleuve et le Niger à la fin du XIX^e siècle*¹⁶⁹ sont très utiles pour comprendre la perception des espaces par la conquête. Deux missions interviennent en 1887 dans la partie occidentale de la future frontière, l'une plutôt au sud, l'autre au nord. La mission du lieutenant Reichemberg explore le Haut Bambouk¹⁷⁰, ses itinéraires le mènent de Kita au sud de Niamaïa, à Satadougou dans les hautes vallées de la Gambie, de la Falémé et du Bafing. Le Konkadougou lui semble être l'État le plus riche et le plus puissant dans ces régions du sud « si éloignées de nos postes¹⁷¹ », prometteuses sur le plan commercial mais dont le potentiel est gâché par l'insécurité et les pillages.

Ces bandes forment entre le Bafing et le Konkadougou un vaste rideau qui arrête toute expansion de notre côté et, fait étrange, laissant la route libre du côté du Fouta et de la Gambie.

Le résumé de Vallière insiste sur le besoin de protection de ces populations, en particulier contre les « musulmans fanatiques » de Mamadou Lamine.

Au sud est intervenue la mission Oberdorf dans le Diallonkadougou¹⁷², où elle a conclu de nombreux traités de protectorat avec des petits États vus comme indépendants. Il part de Bountou pour descendre vers la Gambie puis traverser la Falémé et tenter de rejoindre Dinguiray, capitale des États d'Aguibou. Il longe ainsi des États au nord du Fouta Djallon qu'il classifie selon leurs liens avec les *almami*. Pour lui, le « Koï et le Gadouadou » sont clairement des provinces du Fouta Djallon avec lesquelles il ne cherche pas à négocier de traités. Par contre il considère « le Sangala, le Dentila et le Fontofa » comme des entités indépendantes. Le Wontofa « a accepté avec enthousiasme le traité de protectorat¹⁷³ » pour protéger ses intérêts commerciaux avec Médine. Il traverse donc son territoire puis le Koï et entre dans le Diallonkadougou. Pour lui, « toute cette surface de terre » (*sic*) désigne un vaste ensemble autrefois dominé par l'empire djalonké dont la capitale était Tamba, à son apogée 50 ans auparavant et détruit par El Hadj Omar. Ce terme désigne désormais davantage un espace géographique, charnière entre les possessions des toucouleurs. Le Dinguiray, dirigé par son

¹⁶⁹ CUTTIER Martine, « La perception d'un espace en voie de conquête, Le Haut fleuve et le Niger à la fin du XIX^e siècle », dans DULUCQ Sophie, et SOUBIAS Pierre (dirs.), *L'espace et ses représentations en Afrique subsaharienne: approches pluridisciplinaires*, Paris, Karthala, 2004, 256 p., pp. 79-94.

¹⁷⁰ ANS 1 G/92, pièce 1, Compte-rendu de la mission de Reichemberg et pièce 4, résumé des renseignements sur le Haut Bambouk, établi par Vallière.

¹⁷¹ *Ibid.*, pièce 1, chapitre 4, p.[n.l.].

¹⁷² ANS 1 G/82, pièce 1, Rapport de mission dans le Diallonkadougou du capitaine Oberdorf, 15 mai 1887.

¹⁷³ *Ibid.*, p 77.

fils Aguibou en est l'héritier mais dans des limites restreintes qu'il essaie d'évaluer. Il en laisse des descriptions minutieuses mais basées surtout sur des renseignements oraux, ce dont il reconnaît lui-même les limites¹⁷⁴. Les régions semblent difficiles d'accès, plutôt riches et peuplées. Il évoque comme frontière une région désertique au nord du Dinguiray dans la basse vallée du Bafing¹⁷⁵ mais indique plus loin un royaume qui s'étend bien au nord de la limite conventionnelle ultérieure, « jusqu'à Kendinia, en regard du Koulou, sur la rive gauche du Bafing.¹⁷⁶ » Après avoir rencontré à Tamba le souverain Aguibou, fils d'El Hadj Omar¹⁷⁷, il ne peut visiter Dinguiray mais en rapporte de nombreuses descriptions. Il rentre à Kita en longeant le Bafing jusqu'au Kolou. Il décrit un espace montagneux, peuplé de malinkés, limité à l'ouest par le Bafing¹⁷⁸, autrefois soumis à El Hadj Omar puis redevenu indépendant. « Ils se considèrent un peu comme tributaires du poste [de Kita] » ; cependant, Oberdorf situe son entrée dans le cercle de Kita plus au nord, à son arrivée à Sanfinian. On observe dans ce compte-rendu un fort contraste entre sa perception de la partie occidentale avec de nombreuses routes commerciales, un peuplement dense et celle de la partie orientale, il ne relève qu'une route reliant Koïn et Kolou. Un croquis joint¹⁷⁹ mentionne des déserts de part et d'autre du Bafing. St Martin le commente ainsi : il devait dresser la carte « ce qu'il fit avec beaucoup de talent et un peu moins d'exactitude.¹⁸⁰ »

¹⁷⁴ « J'ai la conviction qu'une grande partie des villages ne m'a pas été citée, notamment parmi ceux de la montagne ». Cette idée se retrouve dans sa liste des villages du Koïn où les principaux centres n'apparaissent pas. *Ibid.*, p. 55.

¹⁷⁵ « La plaine du Bafing est particulièrement fertile et peuplée dans la partie haute; elle est déserte de Tamba au pays de Kendinia. », *Ibid.*, p. 49.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 53.

¹⁷⁷ Yves St Martin a analysé cette rencontre et les résultats politiques du traité de Tamba signé le 12 mars 1887, dans un article, pp. 161-163.

SAINT-MARTIN Yves, « Un Fils d'El Hadj Omar : Aguibou, Roi Du Dinguiray et Du Macina (1843 ?-1907) », *Cahiers D'études Africaines*, Vol. 8, n°29, 1968, pp. 144-178.

¹⁷⁸ ANS 1 G/82, Rapport Oberdorf, *op. cit.*, p. 64

¹⁷⁹ *Ibid.*, pièce 2. Le croquis figure en annexe 7.

¹⁸⁰ SAINT-MARTIN Yves, « Un Fils d'El Hadj Omar... », *op. cit.*, p. 160.

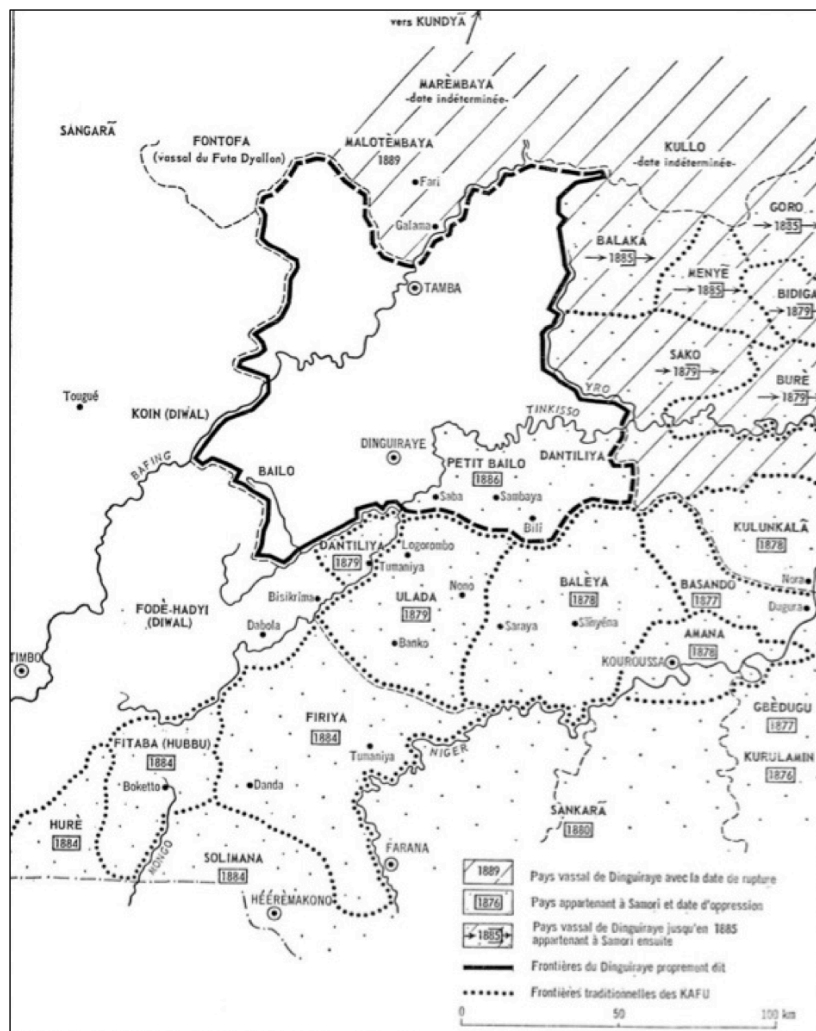


Figure 8 - Carte du royaume de Dinguiray réalisée par Yves St Martin¹⁸¹.

Une seconde mission fut confiée à Oberdorf fin 1887 dans le Fouta Djallon afin de confirmer les traités établis et repérer les routes entre Soudan et Rivières du Sud. Il mourut en route, relayé alors par le lieutenant Plat. La mission suit d'abord un itinéraire de Bafoulabé à Dinguiray, un peu plus à l'est du précédent¹⁸². L'identification des États et de leurs frontières semble très simple pour Plat et il les indique sur son relevé d'itinéraires par des figurés nets :

Nous sommes sur la frontière de quatre pays. Le Bamdougou au Nord, le Kouroudougou à l'ouest, le Konkodougou au sud et enfin à l'est le Solou¹⁸³.

¹⁸¹ SAINT-MARTIN Yves, « Un Fils d'El Hadj Omar... », *op. cit.*, p. 153.

¹⁸² Les rapports de cette mission sont consultables par :

ANS 1 G/86, pièce 3, Rapport de mission du lieutenant Plat, 15 mai 1887.

Société de géographie commerciale (Bordeaux), Groupe géographique et ethnographique du Sud-Ouest, Association française pour l'avancement des sciences, Groupe régional girondin. « Missions dans le Fouta-Djallon », *Bulletin (Société de géographie commerciale de Bordeaux)*. 1876-1911, n° 9 et 10, avril et mai 1890, pp. 186 à 223. Disponible sur Gallica. La version est cependant simplifiée et moins riche.

¹⁸³ ANS 1 G/86, Rapport de mission du lieutenant Plat, *op. cit.*, p. 10.

Plus au sud, dans le Mérémbaïa, avec qui il conclut « un traité d'amitié et de commerce ¹⁸⁴ », proche de la future frontière :

Ce pays me semble naturellement faire partie du cercle de Kita. Une brousse de 60km d'épaisseur le sépare en effet du Konkidougou et de 200 à 300km du Fontofa ¹⁸⁵.

La mission quitte ensuite cette région perçue très positivement, après avoir « fait entrer le Meretambaïa dans notre mouvement d'expansion ¹⁸⁶ » pour entrer dans le Dinguiray dont la vision par Plat, très négative, contraste avec celle d'Oberdorf six mois plus tôt. Est-ce que parce qu'il s'agit d'un espace qu'il considère comme « ennemi », ou hors de ce « mouvement d'expansion »?

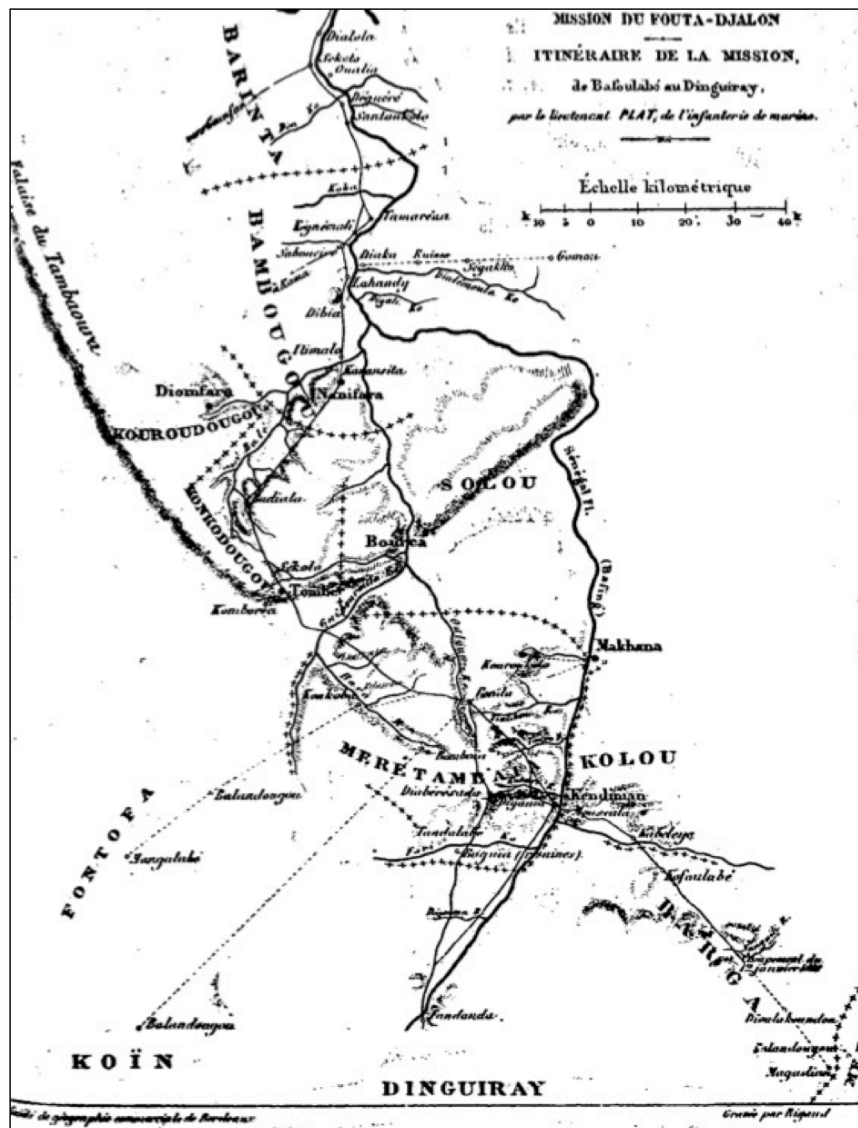


Figure 9 - Itinéraire Plat, réalisé par la Société de géographie commerciale de Bordeaux ¹⁸⁷

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 22.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 26.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 30.

¹⁸⁷ « Missions dans le Fouta-Djalou », *Bulletin*, op. cit., p. 193.

Plus à l'est, les « espaces amis » ont été reconnus et définis plus précocement, concernés en premier par la conquête et ses nombreuses missions d'exploration. C'est sûrement dans cette région de front avec les « espaces ennemis » que ce mode de catégorisation est le plus poussé. La mission Vallière dans le Manding en 1880 est révélatrice de cette perception¹⁸⁸. Tous les territoires traversés ou identifiés par les informations collectées sont classés en fonction de leurs liens avec l'empire toucouleur d'Ahmadou situé au nord. Vallière évalue leur aptitude à se révolter contre Ségou, à participer à une coalition « anti-toucouleur » donc à se ranger sous la protection de la France. Ces espaces sont présentés comme victimes de la tyrannie d'Ahmadou ; les descriptions de vastes zones désolées, vidées de leurs habitants justifient l'action de la France. Un point concerne principalement la frontière, la limite entre l'État du Birgo et celui du Manding. Le Birgo est un espace présenté comme entièrement soumis à Ségou, dirigé par l'*almami* Abdallah. Sa capitale est Mourgoula, « forteresse sentinelle avancée des Toucouleurs ¹⁸⁹ » ; elle contrôle un espace de plus en plus restreint et dévasté :

Le désert s'est fait dans la contrée, abandonnée. La vallée du Bakhoy, représentant la partie la plus fertile du pays, a surtout souffert de cette politique aveugle; elle reste inhabitée jusqu'au Manding¹⁹⁰.

De l'autre côté d'une frontière identifiée par une petite rivière, le Kanékouo, la mission entre dans le Manding ; après les broussailles désolées du Birgo, le paysage change :

Le Manding, plus peuplé que le Birgo, est bien arrosé, giboyeux, riche en belles forêts et en arbres fruitiers¹⁹¹.

Il est présenté comme un ensemble de villages sans autorité centralisatrice, divisés mais tributaires du Birgo ; selon Vallière les populations s'en détacheraient facilement¹⁹². Face à Mourgoula se dresse le village de Niagassola et son *tata*, dont le chef fit très bon accueil à la mission¹⁹³. Vallière nous décrit donc deux espaces totalement différenciés à la fois sur le plan spatial, racial et religieux, séparés par une frontière identifiée ; il suggère que la conquête puisse utiliser ces différenciations.

¹⁸⁸ ANS 1 G/50, pièce 6, Note sur la situation politique des peuplades des vallées du Bafing, du Bakhoy et du Haut-Niger, 15 juin 1880 ; consultable aussi ANOM, FM MISS//16, pièce 6. Elle est aussi intégrée au récit de Gallieni, *Voyage au Soudan français: Haut-Niger et pays de Ségou, 1879-1881, op. cit.*, dans trois chapitres, pp. 239 à 315.

¹⁸⁹ ANS 1 G/50, *Ibid.*, p.3. le rôle et la signification des *tatas* sont analysés plus loin.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 5.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 15.

¹⁹² « On voit à chaque instant percer leur haine contre les gens de Ségou », *Ibid.*, p. 18.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 20-21.

Ce mode de réflexion se retrouve dans les descriptions sur la rive droite du Niger, en plus flou car les explorations sont moins nombreuses : par Vallière toujours, dans sa description des États du Mambi, dans le Manding en 1888¹⁹⁴ ; par le capitaine Péroz enfin dans sa confrontation avec l'empire de Samori dans la partie sud de la frontière¹⁹⁵. Cette région fait partie des vastes « blancs » des cartes, le Niger apparaît nettement comme une limite entre espace connu et espace inconnu, où les États de Samori forment encore une digue et empêchent la connaissance de progresser.

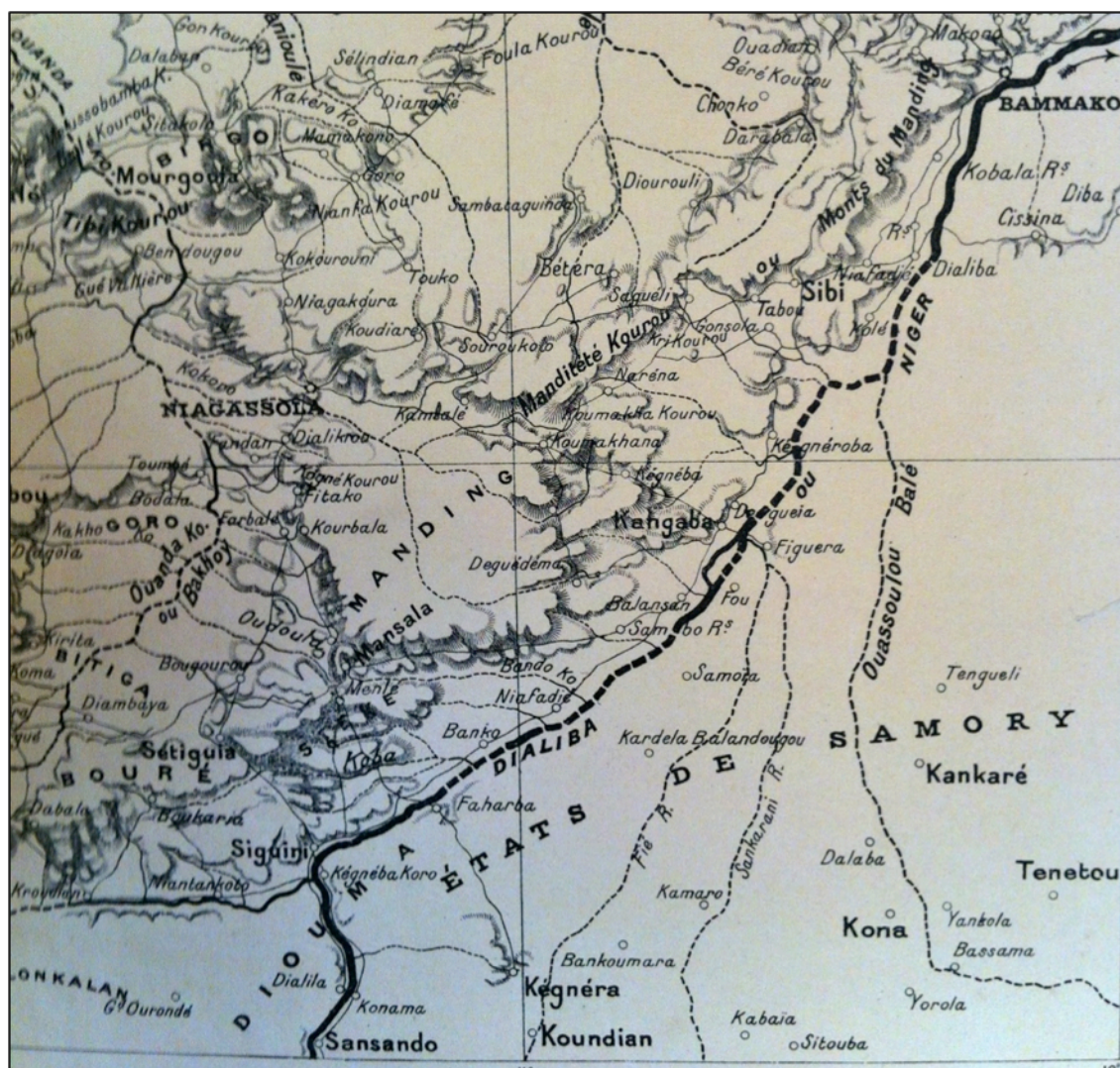


Figure 10 - Extrait de la *Réduction de la carte du Soudan français*, Plat Vallières, 1887¹⁹⁶

¹⁹⁴ ANOM, Sénégal IV/90-92, Rapport sur l'organisation politique donnée aux États de Mambi, situés sur la rive gauche du Niger, 5 mars 1888 ou ANS 1 G/50.

¹⁹⁵ PEROZ Marie-Étienne, *Au Soudan français: souvenirs de guerre et de mission*, Paris, Calmann Lévy, 1896, 467 p.

¹⁹⁶ ANOM, Cartes et plans, AF 306. La carte Plat-Vallières est en annexe n°8.

Cette carte illustre bien l'objectif de la mission Péroz, qui est de cantonner par un traité Samori sur la rive droite du Niger et de le contraindre à abandonner aux Français toute la rive gauche¹⁹⁷. A partir de Niagassola, elle reconnaît des territoires du Bouré et du Sieké, des régions sous protection, victimes elles aussi des raids des *sofas* de Samori puis s'achève à Bissandougou. La description de son arrivée sur le Niger évoque bien le franchissement protocolaire d'une frontière, effet perçu ou effet du récit? La rupture est à la fois physique¹⁹⁸, dramatique¹⁹⁹, et le temps se suspend pendant les neuf jours d'attente d'une réponse de Samori aux courriers et présents de Péroz.

Il est d'usage, dans le Soudan, que lorsqu'un chef se présente sur les confins des possessions d'un autre prince, il adresse à celui-ci quelque cadeau de bienvenue.²⁰⁰

Cette description est bien sûr destinée à alimenter la « geste soudanaise » mais montre aussi la confrontation entre deux puissances. Les « espaces ennemis » sont naturellement ceux qui font obstacle à la France.

Des « espaces « ennemis »

Péroz, dans son introduction, présente clairement la situation politique au milieu des années 1880 :

Trois chefs redoutables par l'étendue de leurs territoires aussi bien que par le nombre de leurs guerriers englobaient le Soudan français, Samory, émir du Ouassoulou, Amahdou-Cheïkou, sultan de Ségou, Fouta Djallon²⁰¹.

Il consacre le chapitre IX à la description de « l'Empire de Samory » et à son organisation. Il établit un lien entre extension du territoire et de ses frontières, et conquêtes successives :

Les frontières furent en même temps divisées en huit secteurs: à chacun d'eux un corps d'armée était attaché, avec mission d'opérer toujours en avant. C'est grâce à ce système qu'il étendit ses frontières de proche en proche, d'année en année²⁰².

¹⁹⁷ *Ibid.*, p.13.

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 320. : « Nous arrivons de grand matin sur le haut des falaises qui limitent à l'ouest la vallée du Niger. Au Sud s'étendent au loin les vertes plaines du Ouassoulou. »

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 320. : « Á nos pieds miroite le Niger sur la rive duquel est construit Danko. Ce village est entièrement brûlé et inhabité. »

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 322.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 25.

²⁰² *Ibid.*, pp. 398-399.

Suit un « catalogue » que Péroz tient du 1^{er} ministre de Samori des 162 cantons de l'Empire, divisés en dix gouvernements « dont les limites n'ont rien de stable »²⁰³, confiés à des gouverneurs, compagnons de Samori, assistés d'un « chef de guerre ». Cette longue description de l'empire, suivie de celle des forces armées donne une impression très « napoléonienne » du quadrillage de l'espace soumis et de son administration, centralisée et contrôlée par des proches mais greffée sur les pouvoirs autochtones. Elle propose aussi une vision très différenciée entre le Wassoulou, cœur de l'empire, qui malgré « l'autorité tyrannique » exercée par Samori, jouit de la paix et de la sécurité, permettant une agriculture florissante et un vaste mouvement commercial avec les côtes atlantiques, et la rive gauche du Niger, tout juste passée sous protectorat français et ravagée par les raids des *sofas*, « aux conditions déplorables d'existence »²⁰⁴.

Les discours sur le Fouta Djalon sont plus ambigus ; défini comme obstacle à la politique de la France au Soudan par Gallieni, les récits des explorations des années 1880 le présentent davantage comme un « pays modèle ». Plat, après avoir traversé une zone frontière entre le Kolen et le *diwal* de Fodé Hadji²⁰⁵ pénètre par la vallée du Sahim au Fouta Djalon et en fait une description enthousiaste²⁰⁶:

« luxuriante verdure », « groupes de cases, j'allais dire des fermes, bien closes dans leur haie de pourguères²⁰⁷ », « tout rappelle d'autres paysages, des paysages vus en France »²⁰⁸...

La construction d'une vision négative de cet État se construit cependant plus tard, dans les années 1890, accompagnant le processus de conquête.

Le discours sur les héritiers toucouleurs de l'Empire d'El Hadj Omar est le plus violent. Vallière, dans le résumé de sa mission de 1880, décrit la décadence de cet État qui englobait une grande partie de la future région frontalière :

Il suffit en effet de se transporter à quelques années en arrière pour rencontrer un tout autre état politique et voir l'influence des Toucouleurs souveraine: le tata de Koundian tenait sous sa domination la vallée inférieure du Bafing (...). Du Sénégal jusque sous les murs de Médine, Dinguiray gardait les sources du Bafing et le Diallonkadougou; Mourgoula faisait trembler la vallée du Bakhoy et le Manding. [...] Mais les Toucouleurs, si ardents à la bataille,

²⁰³ *Ibid.*, p. 404.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 461.

²⁰⁵ ANS 1 G/86, pièce 3, Rapport de mission du lieutenant Plat, p. 8, 15 mai 1887 : « Kolobonia est le dernier village du Kolen. Après l'avoir dépassé, l'aspect du pays change. Tout est triste et pauvre. Des baobabs, des épineux, des plateaux à herbe rare, à arbustes rabougris, (...), résument l'impression que laissent les confins de ce *diwal*. »

²⁰⁶ La salubrité du climat de ces régions pour les Européens peut expliquer cet enthousiasme,

²⁰⁷ Arbuste tropical, nom scientifique : *Jatropha curcas*

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 10.

n'avaient rien su organiser après la victoire. Leur mode de gouverner ne fut qu'une sorte de continuation de la lutte; ils ne changèrent rien de leurs habitudes de violence, d'arbitraire et de pillage. Un gouvernement qui ruine ses sujets se ruine lui-même²⁰⁹.

Même discours chez Plat dans son chapitre II sur les États du Dinguiray :

Une nouvelle race se montre à nous, la race toucouleur, les musulmans fanatisés par El-Adji-Omar et conservant toute l'arrogance de conquérants invaincus. Ils vivaient autrefois de pillage. Ils sont obligés de se rabattre aujourd'hui sur les Dioulas, sur les gens de passage. [...] Tamba a vu sa population diminuer beaucoup sous la domination des toucouleurs²¹⁰.

Dans ces descriptions, la réflexion est orientée, vise à délégitimer l'autorité des États en place, arbitraire et prédatrice, pour légitimer la prise de possession par la France. Les limites de ces constructions politiques ennemies sont mouvantes, floues et portent davantage sur des populations soumises que sur des territoires.

Un, des types de frontières ?

Les discours produits en Europe par les explorations au cours du 19^{ème} siècle, identifient un espace fortement maillé sur le plan politique. La future frontière entre Mali et Guinée est jalonnée de nombreuses entités étatiques, sur lesquelles les explorateurs placent différentes dénominations : pays, royaumes, empires. Ces termes renvoient à des échelles différentes, pays et royaumes s'appliquant plutôt à des échelles locales s'emboîtant souvent dans des constructions plus vastes, dites impériales. À ces deux types de constructions sont attribuées des limites de nature différente.

Guidés et renseignés, les explorateurs identifient avec une relative précision les empreintes des limites des petites entités et les cartographient parfois. Elles sont faites de repères souvent « naturels » et linéaires (un fleuve, une montagne) permettant de borner les limites d'un territoire, de l'exercice d'une autorité, de distinguer des entités distinctes, voisines ou en contact direct. Michel Foucher utilise l'expression de « frontières de contiguïté »²¹¹ ; De Park aux remarques de Plat ou Vallière dans les États du Manding, des limites précoloniales de ce type sont inventoriées. Ce sont plus souvent des zones que des lignes. Foucher les définit comme :

²⁰⁹ ANS 1 G/50, pièce 6, 15 juin 1880, pp. 40-42 : « Note sur la situation politique des peuplades des vallées du Bafing, du Bakhoy et du Haut-Niger ».

²¹⁰ ANS 1 G/86, pièce 3, Rapport de mission du lieutenant Plat, *op. cit.*, chapitre II, p. 2.

²¹¹ FOUCHER Michel, Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique, *op. cit.*, p. 188.

Des aires frontalières à fonction de séparation, qui peuvent être soit dépeuplées, soit occupées par des groupes mineurs²¹².

Bois et zones de broussailles, « déserts », *boowal*²¹³ au nord du Fouta Djalou²¹⁴, forment des confins²¹⁵, les parties d'un territoire formant la limite extrême avec un territoire voisin. Ils sont perçus comme des zones d'insécurité voire de conflits avec des populations mal contrôlées, avec une connotation de précarité, ressentie dans les paysages décrits, d'éloignement²¹⁶ aussi.



Baowal Bandela.

Typ. Ch. Unsinger.

Fouta, 16°

Figure 11 – « Baowal Bandela », Illustration d'Ernest Noirot issue de *À travers le Fouta-Diallon et le Bambouc*.

Les frontières des grands empires sont aussi repérées mais de façon plus vague et fluctuante. Catherine Coquery Vidrovitch présente ainsi les frontières précoloniales des « États de conquête du XIX^{ème} siècle » :

²¹² *Ibid.*, p. 188.

²¹³ Le *Boowal* (pluriel *Bowe*) désigne la lande des plateaux sans arbres, desséchée en saison sèche, inondée pendant les pluies. Il couvre des superficies immenses sur le plateau du Fouta Djalou.

²¹⁴ Quand la mission Bayol-Noirot quitte la province du Labé, Noirot signale : « À peu de distance de Bandeya, nous atteignons le baowal du même nom, qui sert de limite à l'Irlabé, subdivision de la province de Labé. Au sortir d'un bouquet de bois, nous n'avons plus devant nous qu'un immense plateau couvert d'herbes jaunies d'un mètre de hauteur. »

NOIROT Ernest. *À travers le Fouta-Diallon et le Bambouc (Soudan occidental)*, Paris, Dreyfus, 1881, p. 270.

²¹⁵ « Ce qui est aux limites d'un territoire », *les mots de la géographie*, op. cit., p. 122.

²¹⁶ Les explorateurs et certaines cartes indiquent souvent les durées de traversée.

Les frontières, jamais nettement délimitées, sont devenues de plus en plus mouvantes, au gré de l'expansion des hommes et des flux religieux et économiques. Car le principe restait le même : le territoire dominé par un souverain se définissait par l'emprise de celui-ci sur ses dépendants, et non sur un espace donné intangible [...]. Plus ses sujets étaient nombreux, plus l'espace s'élargissait ; plus ses troupes se réduisaient – cela pouvait être sous l'effet de guerres, d'invasions ou de calamités naturelles telles que sécheresses, famines, épidémies périodiques meurtrières –, moins son pouvoir était effectif au-delà du cercle des hommes qui le reconnaissaient pour chef. Alors le territoire se réduisait à l'aune de ses capacités à faire reconnaître ses ordres, car les liens entre souverain et dominés s'exprimaient en termes de dépendance personnelle et non de « fief » ou de territoire²¹⁷.

Les empires de conquête d'El Hadj Omar et de Samori trouvent chacun leurs limites dans la région de la future frontière entre Guinée et Mali actuels, exercent leur autorité sur cet espace par des tributs, des razzias. La carte établie par Vallière de l'Empire de Ségou illustre cette perception dans sa légende : il distingue un centre, les territoires directement gouvernés par Ahmadou autour de Ségou et Mourgoula, et des périphéries méridionales, les territoires gouvernés par ses frères (le Dinguiray d'Aguibou) et ce qu'il nomme de grands vassaux ; au milieu, des territoires qui reprennent leur indépendance.

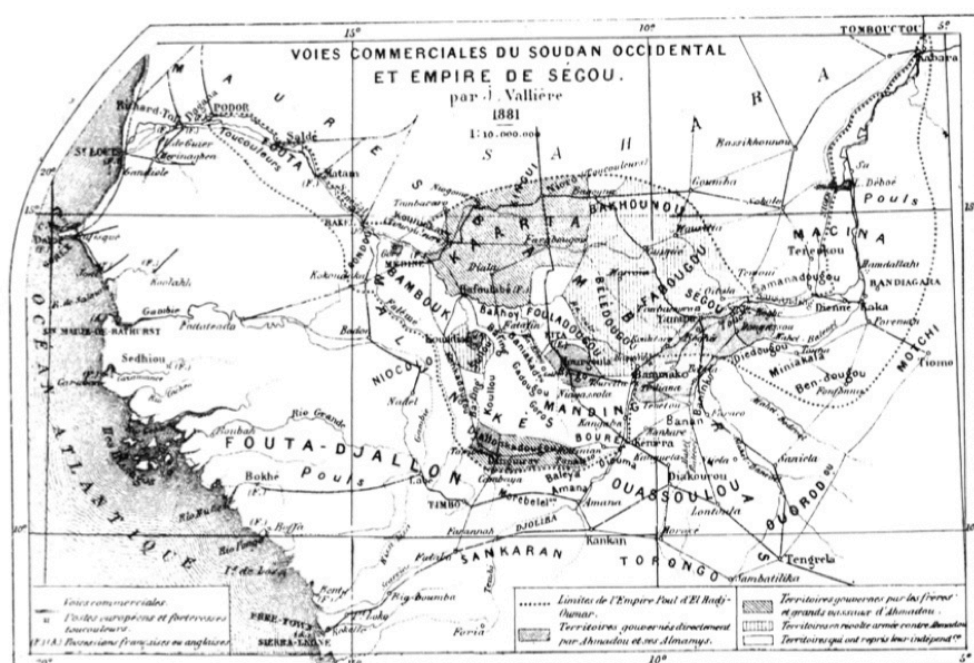


FIG. 1. — 1881. Dans Cl. MEILLASSOUX éd., *Cartes historiques...*, op. cit. n. 25.

Figure 12 - Carte Vallière, Voies commerciales du Soudan occidental et Empire de Ségou, 1881²¹⁸

²¹⁷ COMITE MIXTE UNESCO-COMITE INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES, *Des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle*, Bamako, 1999, Paris, UNESCO, 2005, 324 p., p. 42.

²¹⁸ MEILLASSOUX Claude (dir.), *Cartes historiques d'Afrique occidentale: Sénégal et Haut Sénégal-Niger, 1802-1899*, Paris, France : Société des africanistes, 1969, 4 p.

Une lecture semblable s'effectue au nord du Fouta Djallon avec des frontières fiscales et des zones tributaires. Jacques Richard-Molard utilise le terme de « marches » pour les territoires situés au nord²¹⁹. Le récit de Noirot établit une sortie très progressive du Fouta. Après le *boowal* de Bandeya, la mission atteint Médina-Kanta, une ville « qui n'appartient plus au Fouta proprement dit, mais au Niocolo, province asservie par les Peulhs ²²⁰ »; Elle traverse ensuite la Gambie, un nouveau désert et parvient à Kédougou, « le premier village que nous voyons muni d'un *tata* ²²¹ » et « le rempart du Fouta²²² » ; enfin, après une nouvelle marche de quatre heures, « Silla-Konda, limite extrême du Fouta Diallon. ²²³ » L'espace traversé est bien une partie périphérique de l'État, à ses marges. Le Niocolo est soumis à l'autorité des *almami* mais de façon plus vacillante²²⁴ d'où la protection militaire du *tata*.

Les *tatas* ont fait l'objet de travaux²²⁵ spécifiques et permettent d'envisager la perception de frontières-fronts, des lignes de contact au sens militaire du terme²²⁶. Pour le colonisateur, « c'est l'enceinte fortifiée qui entoure la plupart des villages du Soudan, et qui fait de chacun d'eux une véritable forteresse²²⁷ ». Leur implantation n'est pas liée aux limites territoriales des entités politiques mais d'abord à un besoin de protection des entités locales²²⁸. Cependant, Meillassoux en distingue un certain nombre, appartenant au système d'implantation militaire toucouleur²²⁹. Quatre forteresses majeures ont une fonction de contrôle des marches de l'empire (leur emplacement est proche de la future frontière, l'encadrent presque) : Koundia, Tamba, Dinguiray et Mourgoula. Les explorations en offrent des descriptions précises et des plans détaillés²³⁰, mines de renseignements militaires. Ces *tatas* forment la limite d'extension de l'autorité politique des héritiers d'El Hadj Omar, de leur

²¹⁹ RICHARD-MOLARD Jacques. « Les traits d'ensemble du Fouta-Djallon », *Revue de géographie alpine*, Grenoble. Tome XXXI, II. 1943. pp. 141-154.

²²⁰ NOIROT Ernest, À travers le Fouta-Diallon et le Bambouc (Soudan occidental). *op. cit.*, p. 273.

²²¹ *Ibid.* p. 276.

²²² *Ibid.* p. 277.

²²³ *Ibid.*, p. 279.

²²⁴ Noirot évoque les pillages des bandes du Dentilia voisin, p. 276.

²²⁵ Claude Meillassoux reproduit différents plans dans :

MEILLASSOUX Claude, « Plans d'anciennes fortifications (Tata) en Pays Malinké », *Journal de la Société des Africanistes*, Tome 36, fascicule 1, 1966, pp. 29-44.

Voir surtout BAH Thierno Mouctar, *Architecture militaire traditionnelle en Afrique de l'Ouest: du XVIIe à la fin XIXe siècle*, Paris, l'Harmattan, 2012, 281 p.

²²⁶ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, *op. cit.*, p. 188.

²²⁷ CHETOM 15 H/35, Dossier 1, Historiques généraux de la conquête du Soudan de 1878 à 1899 (1900), Pièce 1, Quelques définitions indispensables, p. 31.

²²⁸ « Dans le Haut-Sénégal et sur le Niger, tous les villages sont fortifiés. La guerre y existe en effet à l'état permanent, de contrée à contrée, quelques fois, de village à village », *Ibid.*, p. 32.

²²⁹ *Ibid.*, p. 30.

²³⁰ Les plans de Mourgoula par Vallière sont disponibles sur le site de la BnF : VALLIERE, *Lever expédié des environs de Mourgoula. 1/50 000. -Plan expédié des détails du tata. 1/5 000. Nango, le 1er septembre 1880 / signé J. Vallière*, 1880. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8440110w>. Consulté le 24 août 2013.

capacité d'action. Les descriptions péjoratives faites par les Français de Koundia ou Mourgoula (murailles en ruines, cases abandonnées...) signifient le repli de cette autorité et le reflux de son action. En dehors des *tatas* toucouleurs, d'autres forteresses attirent l'attention des officiers français qui leur attribuent soit une fonction de contrôle des territoires, soit une fonction de refuge. Péroz, sur sa route de retour décrit Koma dans le Ménien, « forteresse djallonkaise, dernier vestige de l'ancien et puissant État du roi Sireman [...] qui se posait en suzeraine de toute la contrée. ²³¹ ». Vallière met en évidence la force des *tatas* du Manding, ceux de Niagassola et de Balandougou²³² en particulier.

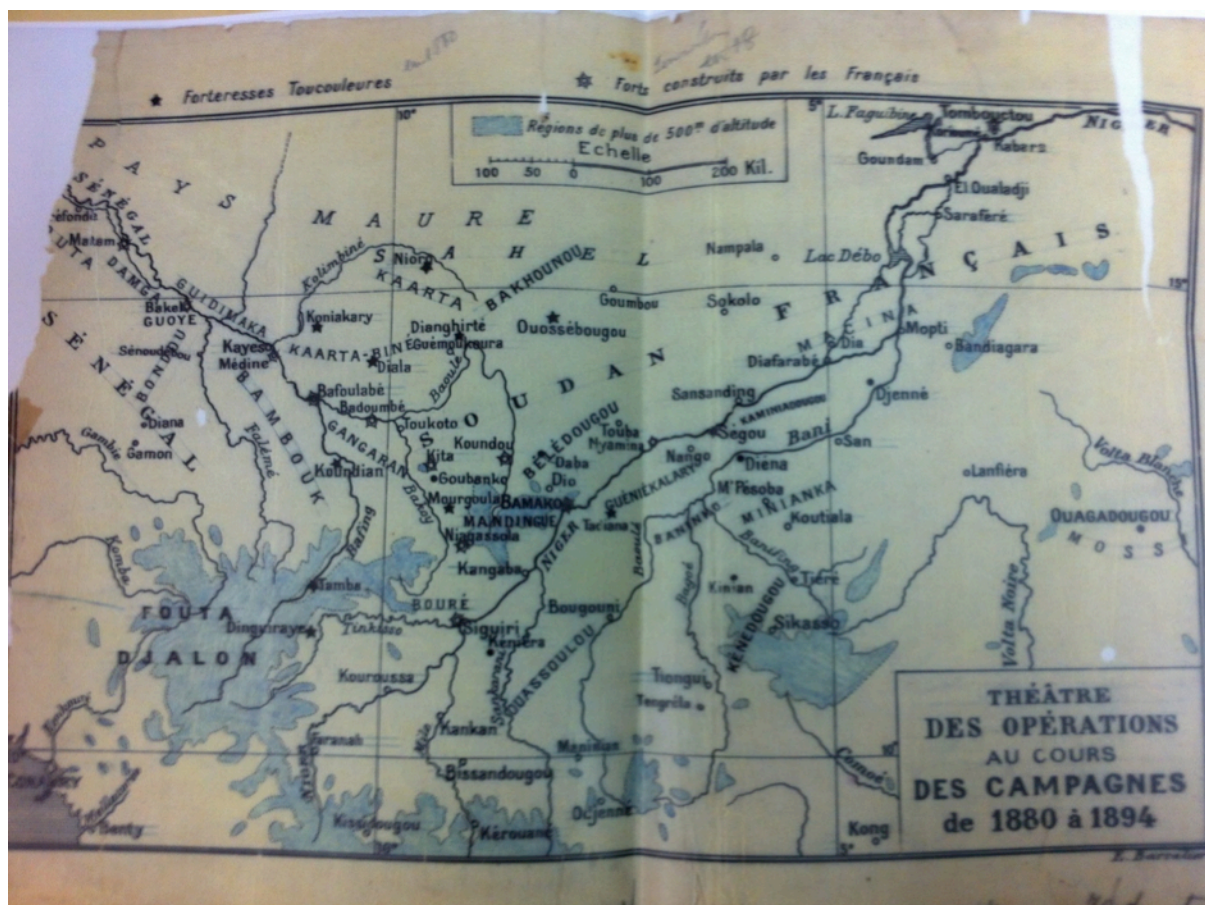


Figure 13 - Théâtre des opérations au cours des campagnes de 1880 à 1894 indiquant les *tatas*²³³

La réflexion sur l'espace soudanais dans les années 1880 devient géopolitique avec des objectifs utilitaires. Les frontières sont envisagées pour délimiter les « espaces ennemis » et ceux ouverts à une conquête « pacifique ». Plusieurs catégories d'interactions frontalières

²³¹ PEROZ Marie-Étienne, *Au Soudan français: souvenirs de guerre et de mission*, op. cit., p. 432.

²³² ANS 1 G/50, pièce 6, 15 juin 1880, pp. 20-22.

²³³ CHETOM 15 H/36, dossier 3, Rapport militaire du lieutenant colonel Archinard, campagne 1889-1890.

précoloniales sont relevées dans les récits mais de façon marginale. Le regard du conquérant observe d'abord des sociétés dont les territoires sont secondaires. La perception de ces groupes humains s'effectue d'abord par le biais de relations de villages, de lignages et surtout de « races ». Face aux difficultés à maîtriser ces espaces immenses et nouveaux pour eux, il est peut être plus simple de catégoriser les hommes.

3) Des frontières « raciales » ?

L'explorateur a eu la volonté d'identifier et de découper l'espace parcouru en groupes humains. Il a abondamment utilisé le concept de « race ».

Définitions

C'est un « concept polémique par sa double inscription politique et naturaliste²³⁴ » dont la construction est contemporaine de la phase d'exploration. Le Larousse de 1856 le définit ainsi :

Lignée, tous ceux qui viennent d'une même famille; *la race d'Abraham* ; variété constante qui se conserve par la génération ; race blanche, race jaune²³⁵.

Désignant d'abord un groupe de personnes défini par des caractères communs, l'idée de race humaine prend rapidement un caractère essentialiste et inégalitaire. Les sciences humaines comme l'ethnologie se constituent au cours du 19^{ème} ayant pour objet d'étude les races humaines²³⁶. Les dérives des utilisations de ce terme au 20^{ème} siècle le déconsidèrent dans son utilisation scientifique, il est cependant omniprésent dans les sources coloniales. Le concept d'ethnie lui succède dans les analyses scientifiques à partir des années 1930. Michel Foucher relève en Afrique des « aires frontalières d'intersection ethnique²³⁷ » et réfléchit à l'ethnie et à son lien avec l'organisation de l'espace; il la définit comme :

[...] un ensemble social composé d'individus qui se reconnaissent en commun un certain nombre de traits (origine, langue, histoire, culture, éventuellement religion) et qui disposent d'un terme spécifique pour nommer le groupe ainsi formé²³⁸.

²³⁴ *Les mots de la colonisation, op. cit.*, p. 99.

²³⁵ « Article Race », p. 473 dans : LAROUSSE, Pierre, *Grand dictionnaire universel du XIXe siècle*, Paris Larousse, 1890 1867. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k50723k>. Consulté le 24 août 2013.

²³⁶ Voir en particulier l'article d'Emmanuelle SIBEUD, « La naissance de l'ethnographie africaniste en France avant 1914 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 34, n° 136, 1994, p. 639-658.

²³⁷ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique, op. cit.*, p. 188.

²³⁸ *Ibid.*, p. 222.

Fredrik Barth la considère comme un groupe qui s'identifie et est identifié par les autres²³⁹. Le terme est alors synonyme de peuple, tout aussi vague sur le plan épistémologique, mais pour certains géographes plus vaste et aussi plus complexe. Son usage galvaudé par les sciences coloniales, « tantôt vaguement péjoratif et quelque peu colonialiste²⁴⁰ » a conduit à une déconstruction du concept pour en souligner les limites²⁴¹ et dénoncer une mise en forme tribale des peuples²⁴². Les races de l'ethnographie coloniale désignent ce qu'on appelle aujourd'hui les groupes ethniques. Jean-Loup Amselle²⁴³ a consacré plusieurs articles à la construction de l'ethnicité peul²⁴⁴ dans le Wassoulou, au sud-ouest du Mali actuel.

Anna Pondopoulo déconstruit l'histoire des stéréotypes européens sur les Peuls et leur « singularité »²⁴⁵. Elle montre l'évolution du discours sur les races au cours du siècle et ses liens avec les explorations. Dans la 1^{ère} moitié du 19^{ème} siècle, le terme de race apparaissait très fréquemment dans les récits mais désignait des idées très diverses, tantôt un groupement territorial, tantôt une région peuplée par une population précise, tantôt une unité linguistique²⁴⁶. C'est sous l'impulsion des militaires dans cette région, à partir des années 1840 et de façon concomitante aux efforts de délimitation étudiés, que les races se transforment en mode d'analyse privilégié au Sénégal. En même temps, l'anthropologie se constitue en science sociale, avec ses « outils » de classement. Anna Pondopoulo considère Faidherbe comme l'architecte de la théorie des races au Sénégal et au Soudan²⁴⁷. Ses travaux font de la « race » une unité spécifique basée sur des traits physiques, sur la langue, très liée pour lui à l'intelligence, et sur l'idée du déterminisme du groupe par son milieu d'origine. Il isole des « races pures » mais aussi des « groupes métissés » dont il souligne la supériorité. Ces classifications débouchent sur des hiérarchies, entre « races vainqueurs » et « races vaincues », que le colonisateur entend clairement délimiter puis utiliser au service de la

²³⁹ BARTH Fredrik (dir.), *Ethnic groups and boundaries: the social organization of culture difference*, op. cit.

²⁴⁰ *Les mots de la géographie*, op. cit., p. 200.

²⁴¹ AMSELLE Jean-Loup, M'BOKOLO Elikia (dirs.), *Au cœur de l'ethnie: ethnies, tribalisme et État en Afrique*. Paris, La Découverte, 1999.

²⁴² Expression utilisée par Jean-Pierre Chrétien : CHRETIEN Jean-Pierre et PRUNIER Gérard (dirs.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 2003, 435 p.

²⁴³ Sur ses travaux en anthropologie: Smith Étienne, « Les études postcoloniales : entretien avec Jean-Loup Amselle », *Raisons politiques*, 2006/2 no 22, pp. 195-202.

²⁴⁴ AMSELLE Jean-Loup, « L'ethnicité comme volonté et comme représentation : à propos des Peul du Wasolon », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 42, n° 2, 1987, pp. 465-489.

²⁴⁵ PONDOPOULO Anna, *Les Français et les Peuls: histoire d'une relation privilégiée*, Paris, les Indes savantes, 2009, 314 p.

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 122. La race évoquait une entité politique et historique confinée à un territoire plutôt qu'une communauté de traits physiques transmise par le sang.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 130. Elle étudie les travaux d'anthropologie de Faidherbe, sa participation aux débats de la Société d'anthropologie de Paris dont il est membre en 1862 et président en 1874 et évalue surtout son influence sur les travaux ultérieurs. J'utilise ici les idées développées dans le chapitre III, pp. 121-173.

mainmise sur les territoires²⁴⁸.

L'élaboration des classifications raciales reflète les étapes de l'implantation des Français dans l'espace sénégalais et leurs priorités politiques (...). À cette époque, la description des groupes considérés comme métis des Peuls, notamment des "Toucouleurs", devint prioritaire: les clivages politiques locaux exigeaient que l'on délimitât le domaine purement peul de celui des Toucouleurs. D'autre part, afin de contrecarrer l'influence toucouleure, les Français recherchaient des alliés dans les sociétés bambara et mandé²⁴⁹.

Les délimitations raciales seraient ainsi étroitement liées aux délimitations spatiales étudiées, les « espaces amis » étudiés semblent aussi des « races amies ». De nombreuses missions d'exploration avaient pour but d'établir un « diagnostic des populations » avec des « spécialistes ». Le docteur Bayol remplit cette tâche lors de la mission Gallieni à Ségou (1880-1881) ainsi que le docteur Tautain²⁵⁰. Une « cartographie » des races de plus en plus complexe émerge de ces travaux.

« Races » et territoires

Dans les missions étudiées, les délimitations territoriales se doublent souvent de « limites » raciales. Les descriptions débutent souvent par les races puis envisagent les constructions politiques, ce qui correspond aux instructions communiquées par le commandement. Mais là aussi, le flou reste important. Les liens entre races et espaces restent vagues et fonctionnent mieux dans un sens que dans l'autre. L'explorateur en mission parvient facilement à identifier « l'appartenance raciale » d'un groupe humain et son inscription dans un territoire. Il « mène l'enquête », se base sur les affirmations des guides ou sur les dires des populations rencontrées²⁵¹.

Par contre, quand un « spécialiste » comme Tautain, qui cumule savoirs ethnologiques et parcours sur le terrain délimite les domaines des races soudanaises, il demeure très évasif, les délimitations des « domaines » des trois grandes races du Sénégal ne prennent que quelques pages.

La race mandingue est, parmi les races nègres africaines, une de celles qui occupent le plus vaste territoire. En effet dans l'ouest, s'ils ne s'avancent le long des bords du Sénégal que

²⁴⁸ Cette terminologie vainqueurs-vaincus est reprise souvent sans nuances par de nombreuses monographies de cercles.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 155.

²⁵⁰ TAUTAIN Louis. *Sur l'ethnologie et l'ethnographie des peuples du bassin du Sénégal / Dr L. Tautain*. Paris, E. Leroux, 1885. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k104530v>.

²⁵¹ « Nous ferons cependant observer que dans chacun des villages du Manding nous avons demandé le nom de la race à des gens nombreux », *Ibid.*, p. 10.

jusque vers notre poste de Matam, plus bas nous les voyons arriver jusqu'à la mer. Dans l'est leur limite est indéfinie, les voyages et les renseignements font un peu défaut (...). Sauf des enclaves nombreuses il est vrai, la race couvre donc approximativement les pays compris entre les 17° et 2° degrés de longit. ouest, les 16° et 7° degrés de latitude nord²⁵².

Il divise la « race mandingue » en trois « peuples » ou « groupes », malinkés, bambaras et soninkés ; l'auteur insiste sur les éléments d'unité entre les trois groupes, sans pouvoir mettre en évidence de différences physiques, ethnographiques ou linguistiques nettes, à l'inverse d'autres auteurs comme Louis Quintin. Par contre, tout en insistant sur les fortes imbrications entre peuples dans d'autres passages de son livre, il attribue à chaque groupe une liste de « pays » ; Tautain est donc bien dans la description de peuples et utilise même le terme de nation. C'est dans le chapitre « caractère des mandingues » qu'il développe des stéréotypes raciaux sur la nature des mandingues, leurs aptitudes et défauts. Sa présentation des « métis phouls » permet encore moins de dégager des frontières « raciales »²⁵³.

Nous allons examiner un certain nombre de nationalités qu'ont formé les Foulbé par leur métissage²⁵⁴.

Il place le Birgo et le Wassoulou dans ces espaces métissés qu'il explique par des migrations politiques ou liées à l'esclavage. Pour Tautain, les *Wassoulouké* n'ont de *foulbé* que des noms, des pratiques d'élevage bovin mais partagent l'ivrognerie et le fétichisme des malinkés. Ce constat du métissage dans les populations du Soudan implique pour lui la nécessité de trouver de nouveaux instruments de classification de populations, inaccessibles aux méthodes anthropologiques ; il s'oriente vers la linguistique et la culture annonçant les travaux ultérieurs de Delafosse ou Gaden²⁵⁵. Tous les explorateurs n'ont pas eu les mêmes intuitions modernes que Tautain mais très peu mobilisent les concepts des frontières. Vallière lors de la mission dans le Bambouk note :

Après nous être livré à une véritable enquête sur cette question qui n'a d'ailleurs qu'un faible intérêt historique, nous avons acquis la certitude que le Bambouk n'est que le nom d'un territoire sans frontières bien déterminées ; diverses tribus mandingues divisées en confédérations reliées entre elles par un sentiment vague de communauté de race²⁵⁶.

Les modes de classification raciaux ont été une façon pour les acteurs de la colonisation de se représenter les territoires africains, de les faire entrer dans des modèles afin de mieux organiser ensuite l'administration et l'exploitation des populations locales. Le terme

²⁵² *Ibid.*, p. 9. Les « pays » attribués à chaque groupe sont p.11.

²⁵³ *Ibid.*, chapitre IV, pp. 30-34.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 31.

²⁵⁵ PONDOPOULO Anna, *Les Français et les Peuls...*, op. cit., p. 161.

²⁵⁶ ANS 1 G/85, Notice de Vallières sur le Bambouk (1887-1888), p. 2.

ne semble pas se différencier de celui de peuple mais induit un sentiment net de supériorité. C'est progressivement, par le travail des commandants de cercles que les classifications « s'affinent » et surtout se figent pour aboutir à de véritables « cartes de races » et à la fixation de stéréotypes de plus en plus grossiers. Dans les récits étudiés, la catégorisation des populations en « races » est un des moyens de se familiariser avec le Soudan occidental, souvent utilisée pour définir les peuples. Les frontières « raciales » identifiées sont souvent celles des territoires cartographiés et se confondent parfois avec des limites religieuses. Quand la mission Plat-Oberdorf quitte le Meretambaïa, l'auteur note :

Le Fari a un développement considérable. Il a ses sources dans le Koïn, diwal du Fouta Djalon et coule bientôt dans une vaste solitude qui sert de frontière entre les pays Peuls, Djalonkés et Malinkés. Le village de Baguïa, autrefois riche et très fréquenté par les caravanes étale ses ruines non loin du gué ²⁵⁷.

Ici, la frontière « naturelle » formée par le fleuve impétueux et le désert, se double d'une limite raciale entre Malinkés au Nord, Peuls et Djalonkés au Sud, mais surtout politique ; les populations du Mérétabaïa étant régulièrement soumises à des raids venus du sud²⁵⁸. L'usage du verbe « servir » montre bien que l'auteur a perçu cette zone séparante. Les ruines et le gué montrent aussi que cette limite a été point de contact et nœud commercial à une période passée. Plus loin, à son entrée dans le Dinguiray, l'amalgame était différent, entre « race toucouleur » et religion musulmane mais dénotait surtout la perception d'un ennemi potentiel, « conquérant vaincu ²⁵⁹».

Le colonisateur a ainsi produit des savoirs sur la future région-frontière avec ses modes de réflexion, une stratégie délibérée d'identification des populations pour justifier la mainmise coloniale et s'adapter au contexte pour s'appropriier les territoires. Ces étiquettes politiques, « raciales » ou culturelles posées sur les réalités locales créent des délimitations qui sont orientées, leur validité est à confronter aux savoirs historiques.

Entités politiques	Explorations et traités	Nature politique	Classification « raciale »	Limites perçues	Description géographique	Dynamiques constatées
Koï	Oberdorf 1887	Dépendance du Fouta Djalon	Peuls	Le Bafing avec le Dinguiray	Montagnes qui s'inclinent vers le Bafing	Passe pour très riche et peuplé
Fontofa	Oberdorf 1887	Indépendant	Population Diallonké, famille mandingue	Au-delà du gué d'Erimalo sur la Falémé, sur le versant droit.	Véritable chaos montagneux, circulation difficile	Faible peuplement, villages prospères

²⁵⁷ ANS 1 G/86, pièce 3, Rapport de mission du lieutenant Plat, 15 mai 1887, p. 27.

²⁵⁸ Baguïa aurait été détruit quatre ans plus tôt par un raid des peuls de Timbo. *Ibid.*, p. 26.

²⁵⁹ Voir la citation page 30.

Mérétamba	Plat Oberdorf 1888	Indépendant, chefferies de villages	Malinkés	Un massif entouré de 3 rivières Une bande de 2 à 300 km le sépare du Fontofa. Bafing à l'est	Montagnes sauvages et stériles	Espace refuge, émigrés du Kolou
Dinguiray	Oberdorf 1887 Plat 1888	Berceau d'El Hadj Omar, Aguibou souverain	Fort métissage (fusion) diallonkés, peuls, toucouleurs	Déserts au nord. Bafing à l'ouest Vague vers l'est (le Niger autrefois ?)	Chaos montagneux et plateaux au sud, plaines au nord	Richesse et commerce important
Kolou	Péroz Oberdorf 1887	Tributaire de Dinguiray en 1880 puis indépendant, affranchi des Toucouleurs	Mandingues : Malinkés et Diallonkés	Barrière de montagnes qui l'enserrent sur 3 faces Bafing à l'ouest	vaste plateau stérile tailladé de vallées prospères	Pauvreté
Gadougou	Park Péroz Vallière	Chefferies confédérées Tributaire de Mourgoula en 1880	Malinkés et Diallonkés		Pays très accidenté, montagneux	Peuplement refuge en hauteur
Birgo	Park Vallière Derrien	État toucouleur jusqu'en 1882.	Peuplement malinké Toucouleurs	Rivière Kané Ko au sud, Bakhoy, à l'est	Plateaux arides et vallées fertiles	Peuplement refuge sur les plateaux, dévastée
Menien et Bidiga	Péroz	Chefferies	Diallonkés	Montagnes élevées au nord	Collines	Insécurité
Goro	Vallière Péroz	Tributaire de Mourgoula en 1880	Malinkés et Diallonkés		Pays très accidenté, montagneux	Peuplement refuge en hauteur
Manding	Vallière Péroz	Royaumes indépendants	Nation mandingue, union de tribus malinckés	Rivière Kané Ko au nord	Massif montagneux	Riche potentiel mais ruines
Siéké	Péroz	Chefferies	malinckés	Falaise et Niger au sud avec le Ouassoulou	Plaines et plateaux fertiles	Ruines et dévastations
Ouassoulou	Péroz	États de Samory	Non identifié	Niger	Vaste plaine fertile	Prospérité

Figure 14 - Tableau récapitulatif des constructions politiques identifiées le long la future frontière et de leur perception par les missions²⁶⁰

²⁶⁰ Certaines entités, proches de la future frontière mais influençant cet espace, comme le Sangala à l'ouest, outre Falémé sont exclues; l'orthographe utilisée est celle de la carte Plat-Vallière qui fait la synthèse des travaux menés en 1886-1887. En bleu, les États « amis », liés par protectorat à la France, en orange les États « ennemis »; les cases restent vides faute de renseignements.

B) Comprendre les dynamiques frontalières

Loin d'un tableau figé, récits et descriptions montrent des mobilités humaines incessantes, parfois étonnantes. René Caillié a été surpris par ces voyageurs croisés, recroisés sans cesse, dioulas ou et pèlerins, ces villages animés par des marchés et des caravanes formées de centaines de personnes. La région-frontière est au cœur d'espaces plus vastes dont les dynamiques sont multiples.

1) Des logiques commerciales transfrontalières ?

Dioulas ou sarakolés

La zone orientale de la frontière actuelle de la Guinée est une région aux dynamiques commerciales anciennes et actives. Odile Goerg les a étudiées et en fait à la fois un facteur de cohésion sociale, un élément d'intégration à l'ensemble ouest-africain et donc un enjeu majeur des luttes politiques²⁶¹. Le Niger et ses affluents (Tinkisso, Milo, Sankarani) forment des axes fluviaux nord-est/sud-ouest qui ont servi de voies de pénétration aux migrations des Malinkés à partir du 13^{ème} siècle, ont été le cœur de l'empire du Mali²⁶². Parmi ces groupes malinkés, les dioulas se sont spécialisés dans les activités commerciales, leur nom devenant peu à peu générique de cette fonction marchande. Au début des années 1880, cet ensemble est le centre de l'empire de Samori Touré dont la construction et les ressorts reposent largement sur les réseaux marchands²⁶³.

L'orientation générale des flux commerciaux nord-sud met en contact des zones de production et de consommation complémentaires²⁶⁴ et englobe les productions locales dans des échanges de longue distance, du nord du Soudan, le Kaarta et la vallée du moyen-Niger vers le sud, les régions de la zone forestière autour de Beyla et Kissidougou ; ces routes anciennes sont dynamisées au 19^{ème} par de nouveaux courants vers l'Atlantique et les comptoirs côtiers, en particulier Freetown en Sierra Leone. L'échange fondamental est celui des noix de cola produites par les peuples forestiers contre le sel saharien issu des zones d'exploitation d'Idjil (en Mauritanie actuelle) et Taoudenni (Mali). D'autres produits se

²⁶¹ GOERG Odile, *Commerce et colonisation en Guinée: 1850-1913*, op. cit., Chapitre III, p. 182.

²⁶² Fondé au 13^{ème} siècle par Soundiata Keita, il connut son apogée au 14^{ème} siècle.

²⁶³ PERSON Yves, *Samori. Une révolution dyula*, Mémoires de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire, N° 80, Dakar, 1968, 1970, 1975, Trois Tomes, 2377 p.

²⁶⁴ J'utilise ici les analyses effectuées par Odile Goerg, op. cit., pp. 190-224.

greffent sur cet échange majeur : la poudre d'or issue des placers aurifères du Bouré, les captifs, le caoutchouc et l'ivoire sont exportés de la vallée du haut Niger ou des zones forestières, contre des produits de consommation, bétail et tissus, mais aussi des produits monopolisés par l'État de Samori, les armes et les chevaux.

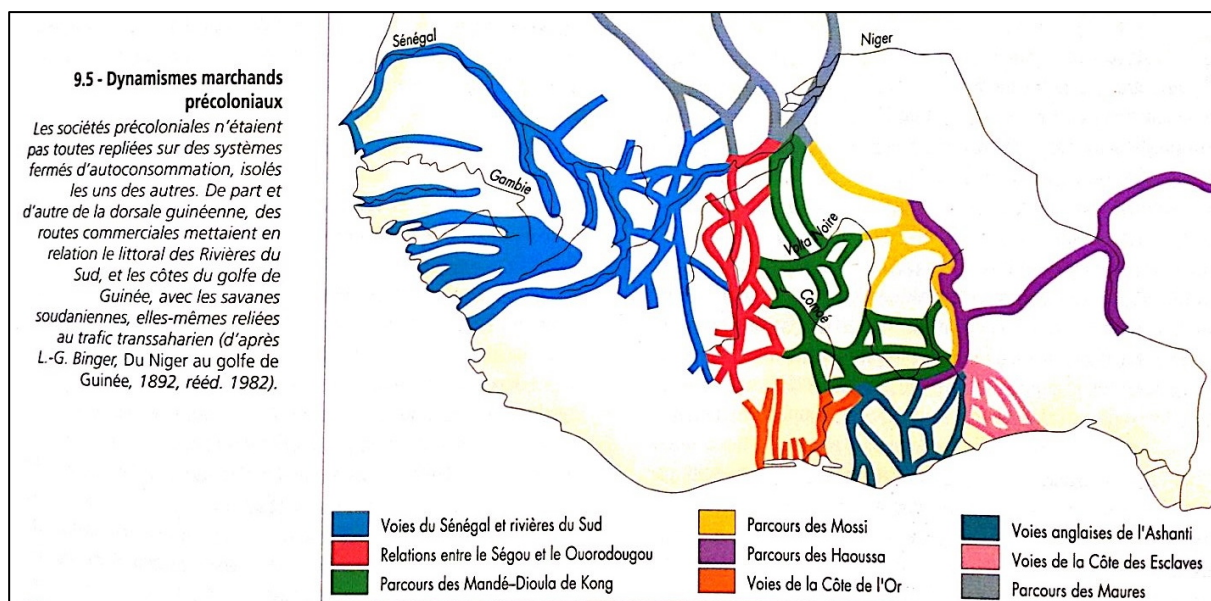


Figure 15 - Carte des dynamismes marchands précoloniaux²⁶⁵

Sigui, Didi et Kankan sont des nœuds majeurs de ce commerce avec une fonction de drainage des productions locales, d'entrepôt, puis de redistribution. Didi et Sigui sur le Tinkisso sont des nœuds qui mettent en relation le Fouta-Djalon, le Bouré et la vallée du Niger, Kankan fonctionne à une échelle plus large, décrite ainsi par Reclus :

Peuplée de Mandingues et de marchands sarakolé, elle a le monopole du commerce de tout le haut Niger et ses caravanes se rendent jusqu'à la mer, à Freetown, et jusqu'au Sahara, dans l'oasis de Tichit, où elles achètent les barres de sel, en échange d'esclaves et de denrées du midi²⁶⁶.

Les groupes spécialisés dans ce commerce à longue distance sont installés dans ces centres et connus sous le nom de dioulas²⁶⁷ :

Les réseaux étaient ponctués de marché-relais où étaient installés des membres de diaspora, liés soit par la parenté, soit par la communauté religieuse²⁶⁸.

²⁶⁵ Source : BRUNET Roger (dir.), *Géographie universelle, Les Afriques au sud du Sahara*, Paris, France : Belin, 1994, 480 p., p. 129.

²⁶⁶ RECLUS Élisée, *op. cit.*, p. 549.

²⁶⁷ Pour Yves Person, l'origine de ce nom n'est pas connue. Il souligne qu'il n'est pas ressenti comme un nom propre mais comme un nom commun, utilisé dans le sens de commerçant et sans connotation ethnique. Voir : PERSON Yves, « Les ancêtres de Samori », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 4 N°13. 1963. pp. 125-156.

Ce sont des commerçants itinérants qui organisent des caravanes de quelques porteurs, se regroupent parfois pour des raisons de sécurité et effectuent des cycles de voyage de plusieurs mois. Lors de leurs déplacements, ils font étape chez des membres de cette diaspora installés dans les centres d'échanges, les *diatigui* ; ces derniers ont un rôle essentiel d'interface entre le colporteur et la ville : courtier, garant, informateur ; un ensemble de relations basées sur la confiance, la parole donnée et l'estime réciproque se forme. Ces modalités d'échange imbriquant réseaux locaux et longue distance déterminent l'organisation sociale et économique du bassin du haut Niger et sont très liées aux mutations politiques, avec l'émergence de l'empire de Samori. Ce dernier est issu du milieu dioula et a mobilisé ses dynamiques et ses réseaux à son service. Il a pris appui sur leurs aspirations politiques et leur volonté de s'affranchir des pouvoirs en place pour s'affirmer comme leur chef de guerre et fonder un État contrôlant les axes commerciaux²⁶⁹ ; unifiant progressivement toute la région, il rend les communications plus sûres et aisées, ce qui eut pour conséquence une nette croissance du commerce. Les dioulas constituent son cercle de proches, fournissent l'encadrement des espaces conquis et sont les premiers bénéficiaires du changement politique.

Sarakolés ou dioulas

À l'autre extrémité de la future frontière, le Fouta-Djalon participe activement au commerce atlantique et interafricain ; cependant ces échanges restent marginaux par-rapport aux flux internes au Fouta, qui est davantage fermé aux pénétrations commerciales étrangères²⁷⁰.

²⁶⁸ GOERG Odile, *Commerce et colonisation en Guinée*, op. cit., p. 190.

²⁶⁹ Le serment solennel, prêté à Dyala en 1861 scelle l'alliance entre Samori et les siens : il est reconnu comme *kélétigui* (chef de guerre) ; Yves Person considère cet acte comme le point de départ de la construction impériale.

²⁷⁰ GOERG Odile, op. cit., pp. 145-162. J'utilise ici ses conclusions.



Figure 16 – Un dioula, photographie du lieutenant Devaux, Guinée, [1900]²⁷¹

Ce commerce est le fait de populations allogènes spécialisées et intégrées aux populations locales dans des liens de dépendance et de protection avec l'aristocratie des Peuls. Le groupe principal est celui des marchands soninké ou sarakolé²⁷², groupe mandé installé dans l'actuel Sénégal. Odile Goerg s'interroge cependant sur la quasi-exclusivité des flux commerciaux aux mains de ces réseaux ; le terme de sarakolé semble aussi avoir été étendu abusivement à tout colporteur rencontré par les différents explorateurs. Elle signale aussi de grandes caravanes organisées par l'aristocratie peule pour se procurer des biens indispensables comme le sel et mener conjointement la collecte du tribut dans les pays dominés. Ce commerce reste contrôlé par le pouvoir peul avec un système de sauf-conduits manuscrits et des droits de douane perçus à l'entrée du Fouta-Djalon, assurant une relative sécurité aux échanges.

Les réseaux commerciaux sont majoritairement orientés de façon méridienne, reliant le massif à la Ségambie vers le nord et aux côtes des Rivières du Sud et surtout de la Sierra Leone au sud. Deux routes importantes sont proches de la future frontière. La piste principale relie Médine dans le Khasso à Timbo, en passant par le Bambouk, Satadougou et le Koïn puis

²⁷¹ ANOM FM SG GIN/III d3, Rapport du lieutenant Devaux, mission en Guinée française (Fouta Djallon), janvier à mai 1900, p. 22.

²⁷² Désignés eux aussi sous le terme générique de dioula, les deux termes fonctionnent de façon proche, la citation de Reclus utilise ce terme à Kankan.

continue vers Freetown. L'autre relie le Fouta-Djalon au bassin du Niger par la vallée du Tinkisso. Les marchés principaux ne sont pas les capitales au centre de l'État mais des lieux d'échanges aux marges du pays²⁷³. Chargé d'établir un rapport sur la situation commerciale du cercle de Satadougou (en vue d'y établir une perception), le commandant Lebrun décrit en février 1896 « les routes très nombreuses suivies par les Dioulas » :

La frontière sud de Satadougou confine au Fouta sur toute son étendue, de plusieurs points de cette frontière partent des routes allant sur Bakel, Kayes, Médine et Bafoulabé, ces routes convergent par des routes intermédiaires vers les deux points principaux, Kayes, le centre européen, Médine le centre indigène.

Quatre routes convergent venant du sud, en éventail de l'ouest vers l'est: une très suivie venant du Labé et du Niocolo, l'autre du Sangala et du Dentilia, deux autres sur la rive droite de la Falémé. Il décrit enfin celle de l'est,

la plus importante pour le Soudan, celle où il se fait un très grand commerce de bestiaux, de chevaux et de kolas, elle existe mais n'est pas portée sur la carte, c'est celle qui pénétrant par Firghia passe à Faraba ou Farba [...], deux très grands marchés d'après les indigènes. [...] L'or, la guinée, la toile, les Calebasses, le sel venant de Kayes, Médine ainsi que des pays limitrophes; les marchandises d'importation sont exclusivement les bœufs, les vaches (beaucoup cette année) et les kolas; [...] je dois noter également l'échange de captifs de provenance soudanaise qui se fait d'après mes renseignements à Firghia²⁷⁴.

Pour Odile Goerg, les exportations majeures proviennent de l'élevage du Fouta, bétail et cuirs sont échangés contre des esclaves, en particulier avec Samori ; le caoutchouc issu des régions occidentales et surtout septentrionales (le Koïn) commence à être vendu dans les années 1880. Les importations sont surtout des produits répondant aux besoins des élites locales : tissus et chevaux viennent des régions sahéliennes, noix de cola et esclaves du bassin du Niger. Armes et munitions, papier, livres et surtout sel proviennent davantage des comptoirs atlantiques, en particulier anglais.

L'espace de la frontière actuelle entre Mali et Guinée est donc animé à ses deux extrémités par des dynamiques commerciales au service d'entités préalables à la conquête, qui avaient un sens méridien (échange fondamental sel/cola, recherche de l'accès au marché des armes, orientation des flux d'esclaves). Entre les deux, les flux et réseaux semblent mineurs. Les explorations françaises ont soigneusement répertorié et utilisé ces routes. Les dioulas renseignent les voyageurs, les accompagnent et jouent un rôle de médiateur dans de nombreuses circonstances. Cet objectif utilitariste s'accroît dans les années 1880, les

²⁷³ Le marché principal décrit par Odile Goerg est celui de Démokoulima à l'ouest de Timbo, *op. cit.*, p. 159.

²⁷⁴ ANS 15 G/94, Rapport sur la situation commerciale du cercle de Satadougou, février 1896.

consignes des missions enjoignent le repérage des circuits commerciaux afin de les capter au profit de la France en reliant les deux axes. Gallieni donne comme consignes à la mission Audéoud lors de la campagne 1887-1888:

Le but général de votre mission consiste à faire route de Siguiri sur Timbo ou tout autre point du Fouta-Djallon, puis de déboucher sur l'Atlantique par l'un de nos postes des Rivières du sud [...]. Vous aurez ainsi tracé la limite Sud du Soudan français et prouvé qu'il est parfaitement possible de communiquer entre nos récentes acquisitions du Ht Niger, comme le Bouré, et nos postes de douane de la mer [...] en dirigeant vers ceux-ci le mouvement commercial de l'intérieur²⁷⁵.

La mission Briquetot²⁷⁶ intervient lors de la campagne suivante au sud du Fouta-Djallon, pour repérer les routes de Dubreka à Timbo, puis vers le Niger.

Ainsi, les interactions entre les réseaux marchands et les enjeux politiques de la région sont nombreuses ; les dynamiques commerciales produisent des entités politiques, leur contrôle est au cœur des luttes de pouvoir. La perception de ces enjeux influence la construction des territoires coloniaux et le choix des futures limites.

2) Des « fronts spirituels »²⁷⁷

Le religieux constitue un ferment majeur des entités politiques précoloniales de l'Afrique occidentale au 19^{ème} siècle et participe fortement à l'établissement de vastes territoires, certes très mouvants, par le biais des guerres saintes musulmanes.

Au début du 19^{ème} siècle, les grands empires avaient disparu du paysage politique de l'Afrique occidentale et avaient cédé la place à un émiettement politique et social qui se manifestait par exemple, sur le plan de l'habitat par la prolifération des villages fortifiés, et sur le plan religieux par le recul de l'islam face aux croyances traditionnelles. [...] Tout au long du 19^{ème} siècle, des hommes d'État d'une trempe exceptionnelle, qui se réclamaient de l'islam, tels Ousman dan Fodio, Cheikhou Ahmadou et El Hadj Omar Tall, entreprirent de recréer de grands ensembles politiques capables d'assimiler des peuples très divers²⁷⁸.

L'islam apparaît comme une force dynamique, créatrice d'États structurés grâce au *jihad*.

²⁷⁵ ANOM FM SG Sénégal/III/12 h, instructions de Gallieni au capitaine Audéoud, 24 mars 1888, pp. 2-3.

²⁷⁶ ANS I G/208, mission Fouta-Djallon, capitaine Briquetot, campagne 1888-1889.

²⁷⁷ J'emprunte cette expression à Jean Gallais : GALLAIS Jean, « Signification du groupe ethnique au Mali », *L'Homme*, vol. 2, n° 2, 1962, p. 106-129.

²⁷⁸ M'BOKOLO Elikia, *Afrique noire: histoire et civilisations*, Tome II, Paris, Hatier, 1992, 576 p., p. 45.

Le Fouta Djalon est la plus ancienne de ces constructions contemporaines de la conquête. La mise en place d'un État théocratique est attestée au milieu du 18^{ème} siècle²⁷⁹; les populations peules islamisées, issues de courants migratoires anciens s'opposèrent aux populations animistes, en majorité djalonké, pour défendre leur pratique religieuse considérée comme menacée et lancèrent le jihad contre elles. Ce conflit dura un demi-siècle, entraîna le départ de la majorité des djalonkés ou leur asservissement à un État islamique peul sur l'ensemble du Fouta. Il est formé d'une confédération, divisée en neuf provinces (ou *diwe*, *diwal* au singulier), dirigée par un souverain élu, portant le titre d'*almami*, intronisé selon un rituel imité de la tradition islamique dans la capitale religieuse, Fougoumba. Cette théocratie se distingue aussi par un système bicéphale avec l'alternance au pouvoir d'*almami*, issus de deux grandes familles aristocratiques, celle des Alfaya de Timbo et celle des Soriya de Labé. La constitution de ce régime recherche l'équilibre entre autonomie des provinces et pouvoir central, la prospérité de la région favorisant la cohésion de cette construction. Le *jihad* mobilisé contre les populations intérieures fut ensuite porté à l'extérieur, dans un élan expansionniste, en particulier vers le nord et l'ouest, à partir de la province du Labé. Il atteint son extension maximale vers 1870 avec autour de lui des États tributaires.

Dans les faits, ce *jihad* se transforma en moyen commode pour élargir le territoire contrôlé, soumettre des peuples, amasser du butin et s'approvisionner en main d'œuvre servile dont l'excédent servit à alimenter le trafic négrier de la côte atlantique²⁸⁰.

Le Fouta Djalon illustre la complexité des liens entre l'islam et la formation de l'État. Le *jihad* se confond avec des dynamiques sociales, la lutte musulmans/animistes recouvre des enjeux sociaux éleveurs/cultivateurs et des luttes pour le pouvoir et la propriété de la terre ; il a un caractère « ethnique » très marqué au départ mais les explorateurs notent au 19^{ème} un espace certes fortement hiérarchisé et dominé par les Peuls, avec des castes, mais homogène grâce un brassage important des populations autour des valeurs peules et musulmanes ; des pratiques économiques de prédation sur des espaces soumis, mais aussi un espace attractif pour les commerçants de l'Afrique occidentale ; enfin un pôle d'attraction intellectuel drainant des étudiants grâce à des écoles réputées²⁸¹.

El Hadj Omar étudia au Fouta-Djalon et fut le témoin des divisions politiques internes minant la cohésion de l'ensemble. Né à la fin du 18^{ème} siècle, il est originaire du Fouta Toro (nord du Sénégal actuel) et d'un milieu toucouleur et religieux. Son action diffère des *jihad*

²⁷⁹ Je me réfère aux analyses d'Ismaël Barry, *op. cit.*, pp. 46-55.

²⁸⁰ *Ibid.*, p. 50.

²⁸¹ Se référer à ROBINSON David, *La Guerre sainte d'Al-Hajj Umar: le Soudan occidental au milieu du XIXe siècle*, traduit par Henry TOURNEUX et Jean-Claude VUILLEMIN, Paris, Karthala, 1988, 413 p., pp. 57-59.

peuls par son appartenance à nouvelle confrérie, la Tidjaniyya, fondée au 18^{ème} siècle par Cheick Tidjani et s'opposant au mouvement jusque là dominant de la Qadriyya par des liens plus directs et « démocratiques » entre le *cheikh* et ses *taalibe*. Il consacre la première partie de sa vie à sa formation au cours de longs voyages dont un pèlerinage à La Mecque²⁸², puis à l'enseignement et à la propagation de sa doctrine dans tout l'ouest africain, recrutant de nombreux disciples. Vers 1845, il quitte le Fouta Djallon et installe sa communauté de disciples dans le village de Dinguiray, aux confins du Fouta Djallon, du Bondou et du Bambouk, au nord de l'actuelle Guinée, avec l'autorisation du chef de l'État djalonké de Tamba et les encouragements de l'*almami* du Fouta²⁸³. Les jeux de pouvoir sont complexes dans cette région-frontière entre islam et paganisme et entre deux États concurrents pour le contrôle des routes du Tinkisso vers le Bouré et Kankan. Pour David Robinson, l'*almami* de Timbo favorise l'implantation d'Omar à Dinguiraye pour étendre son influence vers l'est et saper le pouvoir de Tamba (de nombreux conflits ont opposé les deux États dans la première moitié du siècle). Yimba, le roi de Tamba, accepte l'installation de la communauté en espérant en tirer profit : il perçoit un tribut annuel, l'envisage comme un tampon contre les menaces venues du sud et un moyen de développer économiquement la région. La nature de l'implantation change rapidement vers 1850: fortification du village qui devient une citadelle de plusieurs milliers d'habitants, afflux de recrues et de fusils ; les tensions entre Tamba et les partisans d'Omar se multiplient et le conflit latent éclate en 1852²⁸⁴. Le *jihad* est lancé ainsi que l'offensive contre la ville de Tamba dont la prise eut un vaste retentissement ; le butin est important et le prestige de cette victoire entraîne l'afflux de nouveaux disciples armés dans les rangs omariens. Dinguiray est alors la base de la construction d'un vaste empire ; bloqué par les Français vers le Sénégal (bataille de Médine en 1857), El Hadj Omar se tourne vers la boucle du Niger et les royaumes païens des Bambaras (prise de Ségou en 1861). Après sa mort en 1864, le territoire conquis s'étend sur 1000 kilomètres d'ouest en est, organisé en « une véritable théocratie militaire²⁸⁵ ». Les ressorts de cette construction sont multiples, « ethniques » avec la domination des Toucouleurs mais surtout religieux ; les prédictions, la foi revivifiée par la Tidjaniyya, les batailles « miraculeuses » construisent une « épopée »

²⁸² Il y côtoie plusieurs années le Cheikh Muhammad al-Ghali, *khalife* de la Tidjaniyya qui l'élève au rang de khalife pour le pays des Noirs et le charge de « balayer le pays » pour le nettoyer du paganisme. Voir Elikia M'Bokolo, *Afrique noire, op. cit.*, p. 54.

²⁸³ Cette installation et ses enjeux politiques sont analysés par Robinson, *op. cit.*, pp. 122-124.

²⁸⁴ C'est la date proposée par Robinson.

²⁸⁵ M'BOKOLO Elikia, *Afrique noire, op. cit.*, p. 54.

dont la geste se prolonge bien après la mort d'Omar Tall²⁸⁶. Les mobiles économiques semblent secondaires pour Robinson, des outils au service de la conquête. Par contre, il lance des pistes de réflexion essentielles sur la mobilisation des enjeux sociaux dans le mouvement omarien, à la fois dans l'adhésion des populations et dans leur résistance. Les conséquences spatiales de ces dynamiques religieuses concernent particulièrement la future frontière entre Guinée et Mali. Elles ont unifié temporairement un vaste espace, du Tinkisso au sud au Kaarta au nord, du Fouta Djalon au Bouré, mais les « anciennes frontières » n'ont pas disparu. Après la mort d'Omar, des révoltes et des dissensions internes menacent le territoire conquis. Une décentralisation politique s'en suit avec ses héritiers, Ahmadou se fixe à Ségou alors qu'Aguibou prend le contrôle du Dinguiray. Les résistances à la domination toucouleur et l'émergence de Samori dans la vallée du haut Niger créent une zone mal contrôlée entre les deux entités. C'est cet espace que les Français utilisent comme axe de pénétration dans la région.

Les liens entre l'islam et la construction de l'empire de Samori sont beaucoup moins nets et n'interviennent qu'après les enjeux socio-économiques et militaires. Yves Person considère qu'il a utilisé l'islam comme facteur d'intégration au moment où il a cherché à stabiliser son pouvoir²⁸⁷. L'islam est utilisé comme recours et non comme fondement²⁸⁸, au moment où il est confronté à la menace française. L'État samorien s'islamise progressivement, à la fois par la lutte contre les populations païennes et par la mise en place d'une théocratie. L'adoption du titre d'*almami*, au lieu de celui de *faama* en 1884 symbolise la transformation de son empire militaire en régime théocratique. Samori tente alors d'imposer au monde animiste le respect de l'islam mais se heurte à de fortes résistances en particulier dans les pays manding :

La mutation du projet unificateur des pays manding en projet de conversion à l'islam et d'instauration d'une théocratie par la coercition aboutit à la révolte d'importantes communautés attachées aux pratiques animistes²⁸⁹.

Les logiques de « front » entre islam et animisme sont donc importantes à des échelles plus locales, recoupant tensions sociales et jeux de pouvoir, en particulier villes/campagnes.

²⁸⁶ Les apports de la recherche en littérature sont très utiles ; voir KESTELOOT Lilyan et al., *Les épopées d'Afrique noire*, Paris, Karthala : Unesco, 2009, 626 p.

²⁸⁷ Dans AJAYI Ade, *Histoire générale de l'Afrique: L'Afrique au XIXe siècle jusque vers les années 1880*, UNESCO, 1996, 907 p.

²⁸⁸ J'utilise ici des éléments de synthèse fournis par Elikia M'Bokolo, *Afrique noire, op. cit.*, p. 67.

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 68.

Des noyaux musulmans autour de marabouts réputés sont implantés dans les centres de commerce et agissent comme foyers de diffusion de l'islam dans des régions animistes²⁹⁰.

Les corrélations entre le processus d'islamisation et la formation des territoires sont complexes à identifier et se superposent aux enjeux politiques et socio-économiques. Ce thème est un des plus controversés mais aussi des plus féconds de l'historiographie de la région ouest-africaine²⁹¹. Le facteur religieux est à l'origine de territoires emboîtés. Des régions islamisées, de taille variable, allant de grands ensembles homogènes comme le Fouta Djalon à des foyers de diffusion plus réduits dans le bassin du Niger, cohabitent avec des organisations sociales et politiques animistes, générant des tensions mais aussi des liens d'interdépendance. Ces « fronts spirituels » sont inventoriés et mobilisés au moment de la colonisation et interviennent au moment de la construction des limites coloniales.

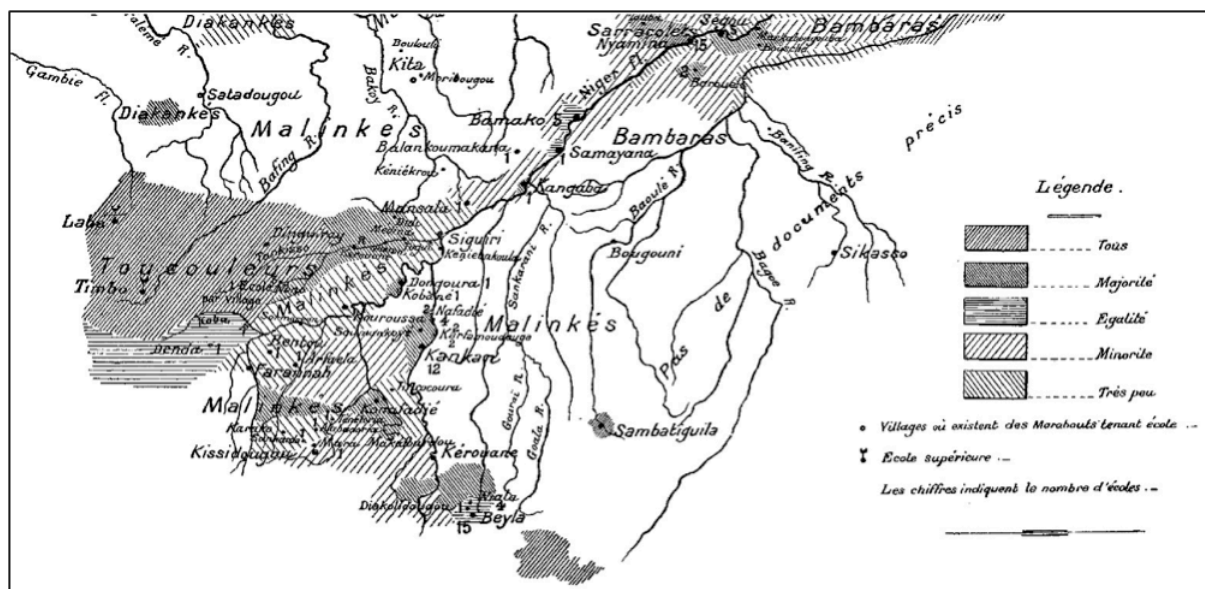


Figure 17 - Extrait de la carte de la répartition des Musulmans au Soudan français, Bulletin du Comité de l'Afrique française, 1897²⁹².

3) Un espace déstructuré à la fin du 19^{ème} siècle

Face au « découpage » géopolitique établi par les Français au moment de la conquête²⁹³, opposant les trois territoires hostiles à la pénétration à de petites entités

²⁹⁰ Reclus présente ainsi Kankan : « Kankan est le foyer du mahométisme dans la région du Niger occidental. [...] Dans ces contrées, le commerce et la propagation de l'islam marchent ensemble: les dioula mandingues sont en même temps les missionnaires du dieu unique et de son prophète. Chaque village de trafic a sa mosquée et quelques-uns ne sont peuplés que de musulmans. », *op. cit.*, p. 550.

²⁹¹ M'BOKOLO Elikia, *Afrique noire*, *op. cit.*, p. 55.

²⁹² Source : Supplément au Bulletin du Comité de l'Afrique française du mois d'octobre 1897, p. 358. Elle est sûrement inspirée par la carte des religions du Soudan, par Binger, éditée la même année.

²⁹³ se reporter au tableau proposé p. 61.

indépendantes, placées sous la protection française, les travaux de recherche menés sur les espaces de la future frontière perçoivent des constructions politiques et sociales imbriquées dans des jeux d'échelle complexes et soumis à de fortes tensions.

Des territoires emboîtés

Les grands États se superposent à une trame de territoires locaux qui leur sont souvent antérieurs. Ces structures d'encadrement des sociétés « par le bas », au quotidien, s'insèrent dans les ensembles plus vastes ou servent de territoire de repli dans des périodes de crise. Jean-Loup Amselle a étudié les chefferies peul, bambara et malinké du sud-ouest du Mali et du nord-est de la Guinée. Il présente sa démarche d'anthropologue et ses hypothèses dans un article des *Actes de la recherche en sciences sociales* :

La focalisation sur les « chaînes de sociétés », l'« économie-monde » africaine précoloniale et les « espaces coloniaux », l'importance accordée à la distinction entre «sociétés englobantes» et «sociétés englobées» [...] esquisaient les contours d'une anthropologie différente de celle qui tenait les devants de la scène en France. Plutôt que de concevoir les ethnies comme des univers clos situés les uns à côté des autres, les systèmes politiques comme des entités nettement séparées, les conceptions religieuses comme des mondes bien délimités, les types d'économie comme des régimes distincts, je fis le choix d'étudier les interrelations, les chevauchements, les entrelacs²⁹⁴.

Il refuse la distinction classique entre société à État dans les sociétés dites civiles, et société sans État dans les sociétés dites segmentaires²⁹⁵. Ce mode de classement serait arbitraire, dépendrait largement de la visée opérée par l'observateur sur la société en question. Les difficultés des explorateurs-conquérants de Gallieni à nommer et identifier la nature politique des petites entités « indépendantes » légitimeraient ainsi le processus de conquête. Pour Amselle, État centralisé et société segmentaire « constituent deux modalités d'existence de l'espace public » et les mouvements d'englobement des sociétés peuvent selon les périodes se dilater ou se contracter. Il a montré dans un autre article²⁹⁶ comment les Peuls du Wassoulou, identifiés et figés par de nombreux travaux comme « ethnie », formaient une

²⁹⁴ AMSELLE Jean-Loup, « De la déconstruction de l'ethnie au branchement des cultures : un itinéraire intellectuel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2010/5 n° 185, p. 96-113., p. 100.

²⁹⁵ Le modèle de la société segmentaire en anthropologie se caractérise par une division sur plusieurs niveaux hiérarchisés; les segments formés par familles, clans et tribus sont opposés entre eux à chaque niveau mais intégrés dans le niveau supérieur. Dans cette organisation basée sur les généalogies, il n'y a pas de pouvoir centralisé mais une relative égalité. Une réflexion critique sur ce modèle est proposée par Emmanuel Terray :

TERRAY Emmanuel, « Sociétés segmentaires, chefferies, Etats: acquis et problèmes », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 19, n° 1, 1985, pp. 106-115.

²⁹⁶ AMSELLE Jean-Loup, « L'ethnicité comme volonté... », *op. cit.*

société plurielle, métissée, insérée dans une chaîne de sociétés avec des identités multiples, historiques, culturelles ou économiques qui pouvaient être mobilisées de façon différente par le groupe en fonction des besoins. Ce mode de réflexion privilégiant les interrelations et les emboitements d'échelle est pertinent dans la réflexion sur les limites des territoires de ces sociétés. Les entités territoriales de base, souvent clairement identifiées, parfois bornées coexistent avec des limites de territoires plus larges, peut être plus fluctuants : limites économiques et sociales définies par les relations commerciales, limites politiques fixées par des liens de dépendance ou d'alliance, limites religieuses pour les territoires de l'islam, limites culturelles exprimées par les récits mythologiques des griots et les traditions lignagères... Dans le même espace du haut Niger, Yves Person définit l'organisation politique de base des populations par le *kafu*:

Reposant sur un territoire précis et non sur un concept lignager, celui-ci n'est pas vraiment un État, mais son chef porte le titre glorieux de *mansa* comme les souverains du Mali. Plusieurs *kafu* sont parfois regroupés par une hégémonie guerrière instable, dont le leader porte le titre de *faama*, qui indique un pouvoir fondé sur la force²⁹⁷.

Le *kafu* est une unité politique et sociale regroupant plusieurs villages, à forte assise territoriale (des taxes sont perçues à ses limites) ; elle est englobée dans des unités plus larges, temporaires pour la guerre, ou culturelles (l'attachement au passé de l'empire du Mali)²⁹⁸. Lors d'un colloque tenu à Bamako sur les frontières en Afrique, Sékéné Mody Cissoko définit ces unités culturelles larges sous le nom de *diamani* :

L'élément de base est une étendue territoriale habitée de longue date par une ethnie. On l'appelle *diamana* en langue mandingue. [...] Le *diamana* est généralement étendu, délimité par des reliefs (montagnes, fleuves, marigots, arbres particuliers, etc.), ouvert naturellement mais sur un autre pays sans différenciation précise. Ce *diamana* est identifié par l'ethnie qui l'habitait depuis des siècles. Il est donc ethnique et comporte une population unie par l'histoire, la langue, les modes de vie, les coutumes, en somme, par la culture. [...] Le *diamana* ethnique, réalité vivante des peuples soudanais, n'est pas souvent politiquement unifié. [...] Un certain nombre de ces villages se regroupent autour d'un clan régnant dans un système monarchique. Ce petit royaume, disposant de plus de moyens que d'autres, cherche à s'étendre et même à intégrer l'ensemble du *diamana* ethnique qui prend alors une coloration spécifique et nationale. [...] Le *diamana* devient alors une réalité ethnique et politique, avec ses institutions, son administration, des frontières qui deviennent alors une réalité nationale et marquent la différence avec les

²⁹⁷ PERSON Yves, « Samori », *les Africains*, tome I, Paris, Jeune Afrique, 1977, p. 254.

²⁹⁸ Samori a su intégrer ces structures dans sa construction étatique, par son titre de *faama*.

autres²⁹⁹.

Il définit ici des entités politiques réticulaires aux limites floues, caractérisées par l'ouverture et la fluidité, à la centralité mobile en fonction des rapports de force entre les clans³⁰⁰. Le géographe Jean Gallais utilise le terme de « pays » pour ces territoires qui correspondent aux nombreux « royaumes » identifiés par l'exploration³⁰¹.

Au cours du 19^{ème} siècle, ces entités locales sont fortement déstabilisées par leur intégration dans les constructions étatiques construites autour des logiques marchandes et/ou militaires et/ou religieuses qui ont pour point commun d'être largement liées à la pratique de la guerre comme ressource.

Espaces convoités et espaces refuges

La poussée coloniale des années 1880 intervient dans un espace ouest-africain déstabilisé par de nombreuses tensions. Elikia M'Bokolo met en évidence les antagonismes sociaux nés de l'implication de plus en plus grande des sociétés africaines dans les « économies mondes »³⁰² : accroissement de l'esclavage domestique et productif pour répondre aux besoins de l'économie de traite, émergence d'hommes nouveaux grâce aux circuits commerciaux, clivages religieux dont les nouvelles constructions étatiques sont la traduction politique. Dans ce contexte, la guerre apparaît comme l'un des ressorts essentiels des États, comme « une ressource privilégiée »³⁰³. Ces guerres ont pour objectif premier la capture des esclaves dont les systèmes productifs ont besoin (les razzias menées par le Fouta Djallon sur ses marges septentrionales en sont un exemple). Elles ont pour but de contrôler des espaces riches de ressources. Deux zones sur la future frontière sont particulièrement convoitées ; les vallées du Bafing et de la Falémé à l'ouest permettent le contrôle des routes commerciales et l'accès aux mines d'or du sud du Bambouk (la victoire d'El Hadj Omar sur le royaume de Tamba lui donne l'hégémonie sur cet espace). À l'est, l'or du Bouré est un enjeu essentiel pour Samori, permettant l'approvisionnement en armes à feu auprès des Anglais en Sierra Leone. La guerre de pillage semble être aussi la ressource majeure de certaines entités au débouché de la région, en particulier le Ménien et le Bidiga entre Bafing

²⁹⁹ COMITE MIXTE UNESCO-COMITE INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES, *Des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle: Bamako, 1999*, Paris, UNESCO, 2005, 324 p.

³⁰⁰ Les États du Manding constituent un bon exemple de diamana dans la région de la future frontière ; voir p. 91.

³⁰¹ GALLAIS Jean, « Signification du groupe ethnique au Mali », *L'Homme*, vol. 2, n° 2, 1962, pp. 106-129.

³⁰² M'BOKOLO Elikia, *Afrique noire, op. cit.*, pp. 261-264.

³⁰³ *Ibid.*, p. 265. L'auteur s'interroge cependant sur le poids accru de ces guerres à la fin du siècle, réalité sociale ou effet de la multiplication des récits européens ?

et Bakoye. Péroz est confronté dans un rude combat à la forteresse de Koma et en fournit une description à l'imagerie très « médiévale » :

Cette forteresse djallonkaise, [...] se posait en suzeraine dans toute la contrée, et rançonnait sans scrupule les caravanes de passage. Bientôt elle était devenue un vrai refuge de bandits. Niagassola, à qui elle coupait la route du Fouta-Djallon, avait envoyé quelques années auparavant une forte colonne pour jeter bas ses remparts. Mal dirigée par le mamby actuel, l'expédition avait piteusement échoué³⁰⁴.

Les sources coloniales abondent de références sur l'insécurité et l'instabilité des régions de la future frontière. Ces récits de guerres tribales, de pillages, de violence sauvage ont bien sûr pour objectif de mettre en valeur l'intervention protectrice et salvatrice de la France. Ils témoignent cependant de la profonde déstabilisation des sociétés et de leurs stratégies de protection. Certaines régions, isolées et montagneuses, ont une fonction de refuge comme le Kolou ou le Mérémbaïa. Le commandant de cercle de Kita, Tellier, retrace ainsi l'historique des régions méridionales du cercle :

Au point de vue de la fertilité et, par suite, des productions, c'est une contrée privilégiée dans le Soudan [...]; il n'y avait point de grandes puissances, mais seulement de pauvres roitelets, incapables de lutter contre un ennemi sérieux. Il ne faut point s'étonner si cette malheureuse région a toujours été le point de mire des races guerrières, des Bambaras et des Toucouleurs, qui la mirent en coupe réglée. [...] Incapables de s'unir et de se défendre vigoureusement, les gens se réfugiaient dans leur montagne, gardaient les deux ou trois passages accessibles et laissaient les envahisseurs consommer leur œuvre.

Il évoque ensuite les « signes commémoratifs » de ces pillages et massacres, indiqués par « les guides » : « la roche de Fatagué, l'endroit où furent massacrés nombre de vieillards trop âgés ou trop infirmes pour pouvoir suivre les conquérants » et dans le Kolou, « sur un petit mamelon, appelé Guiby-Konkelé, d'énormes tas de pierres qui recouvrent les restes des vieillards de cinq villages³⁰⁵ ». Cette monographie est à considérer avec beaucoup de recul, les populations « nous recevaient en libérateurs, nous appelant même à leur secours ». Cependant, la description des lieux de mémoire de cette insécurité et la différenciation opérée entre entités locales et « races guerrières » souligne la nature conflictuelle de cette région-frontière et la déstabilisation des populations.

Ce bouleversement des structures sociales s'aggrave avec l'irruption de Samori dans la région et sa confrontation avec les Français. Les processus migratoires s'intensifient et se font

³⁰⁴ PÉROZ Marie-Étienne, *Au Soudan français: souvenirs de guerre et de mission*, op. cit., p. 432.

³⁰⁵ TELLIER, *Autour de Kita, étude soudanaise*, Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1902, 316 p., pp. 23-26. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k57815836>. Consulté le 5 août 2013.

sur des distances de plus en plus longues. Les notes des commandants des postes français s'alarment de la disparition des habitants :

La crainte continuelle des bandes pillardes de Samory les tient dans une situation d'instabilité telle qu'ils cultivent à peine pour leur subsistance, et qu'ils sont toujours prêts, au moindre bruit, à fuir dans les montagnes avec leurs troupeaux, leurs femmes et leurs enfants [...] Ainsi, depuis mon arrivée, tous les villages du N.E. jusqu'à Balandougou, tous ceux du Sud et de l'Est jusqu'aux environs de Niéniékrou, vivent dans la montagne. [...] Quand à l'Ouest, j'ai eu très peu de rapports avec Nabou, mais je sais que des bandes de pillards fréquentent le pays entre Nabou et Dinguiray³⁰⁶.

Ce rapport dénonce les agissements de Samori à partir de 1882 dont l'arrivée dans le Manding fut très violente³⁰⁷ ; les populations de Niagassola, considérées comme alliées des Français, furent soumises à de continuels raids de *sofas* destinés à alimenter la lutte armée. Le rapport de Chantaume suggère aussi que les populations ont disparu à son arrivée. Le refuge est tout autant une stratégie pour échapper aux agissements des Français. Péroz est un des rares à souligner dans son récit l'impact de la conquête et ses ravages sur les populations: « Nous déchaînâmes sur ce pays, par le fait de notre seule présence une guerre terrible³⁰⁸ ». Les abandons de villages prennent un caractère systématique sur la rive droite du Niger au fur et à mesure de la progression française :

Les nombreuses émigrations des villages de la rive droite, fatigués de fournir sans cesse des contingents, de voir leurs récoltes passer entre les mains des sofas, leurs femmes et leurs enfants vendus pour permettre à Samory d'acheter les chevaux qui lui sont nécessaires pour continuer la lutte³⁰⁹.

La partie orientale de la frontière Guinée-Mali a été la zone la plus touchée par les combats, soumise à la politique de « terre brûlée » menée par Samori, dans le déplacement de son État vers l'est. La rive droite du Niger, qui était le cœur de la puissance Samori avec ses affluents est particulièrement vidée de ses habitants.

L'emboîtement des territoires suggère la juxtaposition de limites de nature différente. Les limites des *kafu* ou des villages sont inscrites dans le cadre du quotidien et structurent les déplacements et les relations sociales des populations. Chaque groupe « ethnique » se définit

³⁰⁶ CHETOM 15 H/37, dossier 1, pièce 2, p. 3, Rapport sur la situation du Manding à la fin de mars 1885, commandant Chantaume, 17 mars 1885.

³⁰⁷ Se référer à PERSON Yves, *Samori. Une révolution dyula*, op. cit. Tome I, 2ème partie, Chapitre V : « la frontière du Nord et l'irruption française ».

³⁰⁸ PEREZ Marie-Étienne, *Au Soudan français*, op. cit., p. 455.

³⁰⁹ CHETOM 15 H/35, dossier 2, bulletins politiques des cercles, année 1889, pièce 45, bulletin politique du cercle de Bamako, Underberg, novembre 1889.

dans un cadre culturel, mais aussi territorial, identifié par lui-même et par les autres. Les constructions étatiques de la deuxième moitié du 19^{ème} semblent aussi clairement établies. Le Fouta Djallon a une frontière septentrionale formée d'États tributaires. Sékéné Mody Cissoko, dont l'article semble cependant à la recherche d'une identité malienne et d'un territoire « légitime », attribue à l'empire toucouleur des frontières « modernes » :

L'empire omarien, qui dura jusqu'à la conquête française de 1890, était en Afrique une réalité politique avec des frontières connues. [...] Les provinces dans les régions frontalières montrent la réalité des limites de l'empire. Dans le sud-ouest, d'où partit le jihad omarien en 1852, la province de Dinguiraye avec le Tata de Koundian protégeait toute la sous-région à la limite du Fouta Djallon et du haut Niger malinké. [...] Il avait des frontières qu'il défendait et le colonisateur fut même obligé de les reconnaître dans sa tactique de pénétration vers le Niger. Ces frontières n'étaient plus ethniques ni tributaires mais l'émanation d'un État puissant coiffant des peuples soumis qui se reconnaissaient partie intégrante de l'empire. Il ne serait pas exagéré d'appliquer la notion moderne de frontière à l'empire omarien, la dernière formation politique du Mali avant la conquête coloniale³¹⁰.

L'État de Samori fonctionne davantage comme un front militaire remontant vers le Nord-Ouest. La nature des régions de la future frontière entre Guinée et Mali est différenciée. Le bassin du haut Niger à l'est, est une région centrale, dont le contrôle suscite de nombreuses convoitises. La région occidentale est un espace de confins mais aussi de jonction au nord du Fouta Djallon. L'espace médian est plus complexe à déchiffrer. Espace évité par les explorateurs, le « sauvage » Djallonkadougou indiqué sur toutes les premières cartes du 19^{ème} siècle, présenté comme un espace de confins par les récits européens, est pourtant au cœur de deux constructions territoriales majeures dans sa partie occidentale: le royaume de Tamba, puis à partir de Dinguiray, l'empire d'El Hadj Omar. C'est à la veille de la conquête, l'espace qui semble le plus déstructuré, à la limite des trois grandes entités, semblant perdre son homogénéité pour devenir périphérique, perdre sa centralité pour passer aux confins d'entités dont les centres sont plus éloignés. C'est au nord de cette région que les Français tracent leur axe de pénétration, base de la conquête.

³¹⁰ COMITE MIXTE UNESCO-COMITE INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES, *Des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle: Bamako, 1999, op. cit.*, pp. 244-245.

Chapitre 2 : La définition d'une frontière incertaine (1878 – 1899)

Les perceptions de l'espace construites par les populations africaines au 19^{ème} siècle se heurtent à celle des Européens, dans un rapport de force déséquilibré. Reconstituer les raisons qui ont amené les colonisateurs à opérer leurs choix en matière de tracés, tout en déterminant la part prise par les enjeux africains permet de retracer le processus de délimitation des territoires soudanais et guinéens.

A) Une frontière produite par la conquête

1) « Comme un coin dans le cœur d'un chêne³¹¹ »

Logiques internationales et ministérielles

L'allocation du territoire soudanais à la France se joue en partie dans les cabinets des capitales européennes et dans les ministères parisiens. Le processus de conquête résulte d'abord de l'impulsion donnée aux conquêtes coloniales sous la III^{ème} République en particulier sous Charles de Freycinet qui cumule direction du gouvernement et du Ministère des Affaires étrangères (1879-1880) et Jean Bernard Jauréguiberry, ancien gouverneur du Sénégal, à la Marine ; une politique impérialiste est mise en place et prolongée pendant deux décennies au gré des débats parlementaires et des discussions budgétaires. L'expansion coloniale au Soudan reste indécise dans les années 1880, le coût des opérations étant le frein majeur ; l'activité est intense et décisive jusqu'en 1883 avec l'installation à Bamako, puis subit une pause après 1885, en particulier en raison des oppositions parlementaires. À partir de 1890 et sous l'influence du « parti colonial »³¹², fondé par Eugène Etienne, le débat ne porte plus sur le principe de la colonisation mais davantage sur sa nature et ses limites. Les hésitations concernent en particulier le Soudan et le pouvoir exercé par les militaires.

³¹¹ En évoquant l'empire toucouleur, Reclus utilise cette image : « les progrès des colonnes françaises, s'avancant comme un coin dans le cœur d'un chêne, partagèrent le royaume en fragments distincts. » RECLUS Élisée, *Nouvelle géographie universelle*, op. cit., p. 539.

³¹² L'expression renvoie aux réseaux et groupes de pression constitués pour soutenir l'expansion ; un groupe colonial est créé en 1892 à la Chambre des députés, autour d'Eugène Étienne. Il dispose de différents outils de propagande dont une presse spécialisée active (le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*...).

Cette expansion s'effectue dans un contexte international de compétition entre les pays européens, la « course au clocher »³¹³, particulièrement sensible en Afrique occidentale entre la France, la Grande-Bretagne, et à un degré moindre l'Allemagne et le Portugal. La Conférence coloniale de Berlin, ponctuée par *l'Acte général de la conférence de Berlin* le 26 février 1885, fut l'événement de référence pour le « partage de l'Afrique » et à l'origine de mythes tenaces sur son dépeçage³¹⁴. Elle a simplement tenté de mettre en place des règles de « bonne conduite » en matière de libre-échange et de navigation sur les fleuves. Cependant, dans les années qui ont suivi, de nombreux traités bilatéraux sont signés entre puissances définissant des « zones d'influence » et leurs frontières, et établissant un « partage sur le papier ». Les relations avec la Grande-Bretagne sont rythmées par des phases de tensions et de négociations. Les actes les plus importants à l'échelle de l'Afrique occidentale sont signés par la France en 1889 et 1890. « L'arrangement entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de sa majesté la reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne » est signé le 10 août 1889 et règle les problèmes posés par les délimitations entre possessions françaises et anglaises sur la côte, entre Sénégal et Gambie mais aussi entre Sierra Leone et Guinée française, Côte d'or française et Gold Coast britannique, Dahomey et Nigeria. L'accord franco-anglais du 10 août 1890 fixe les zones d'influence sur le bassin du Niger³¹⁵. Ces négociations débouchent sur des traités de délimitation qui décrivent le tracé des frontières entre les deux parties coloniales puis sur des opérations de démarcation sur le terrain; des experts forment des commissions mixtes chargées de matérialiser la frontière.

C'est dans le cadre de ces négociations bilatérales que les traités de protectorat trouvent leur justification principale³¹⁶. Ces traités servent de fondement légal à l'expansion française, pour justifier l'appropriation de territoires. Ils sont passés entre les militaires, responsables de colonne, et les chefs locaux. Leur rédaction n'obéissait à aucune convention précise mais s'affine au cours du temps. Le texte est généralement divisé en deux colonnes avec une version en français, une en arabe, il est composé d'articles et se termine par les témoignages et signatures pour en garantir la légitimité. Formes et contenus sont très

³¹³ Voir BRUNSCHWIG Henri, « Scramble et Course au Clocher », *The Journal of African History*, Vol. 12, No. 1, 1971, pp. 139-141.

³¹⁴ Se référer à BRUNSCHWIG Henri. *Le partage de l'Afrique noire*, Paris, Flammarion, 1971, 186 p.

³¹⁵ ROUARD DE CARD Edgard. *Traités de délimitation concernant l'Afrique française, avec 17 cartes des frontières. Supplément 1910-1913*. 2 vols. Paris, A. Pedone, 1910, 202 p.

Disponibles aussi dans : Agostino, M. et al, *Textes d'histoire contemporaine: Le XIXe siècle*, Presses Universitaires de Bordeaux, 1983, 268 p., pp. 245-257

³¹⁶ Les copies de ces traités sont consultables dans le fonds suivant : ANS 15 G/1 traités (1855-1899) ; après ratification, les décrets sont publiés dans le *Journal officiel du Sénégal et dépendances*. Une copie du Traité de commerce et d'amitié, signé avec le Meretambaïa le 25 janvier 1888 figure en annexe 9, voir aussi l'annexe 10.

hétérogènes mais ces traités débutent généralement par un article où le souverain déclare « se placer sous la protection de la France ». Les principales clauses concernent les libertés de commerce, de circulation, d'installation de postes français sur le territoire et surtout l'exclusivité des mesures accordées. Il est très rare que des frontières, même vagues, soient indiquées, le flou des limites arrange le colonisateur. Cependant, des listes de villages sont parfois précisées. Ces traités sont ensuite soumis à ratification par une autorité supérieure : approbation du lieutenant-gouverneur puis envoi à Paris ; le document est soumis en Conseil des ministres et un décret en promulgue la ratification. Ces règles ne sont pas souvent respectées. Leur importance est toute relative pour les autorités françaises, en témoignent de nombreux courriers réclamant en urgence aux archivistes des administrations de retrouver tel ou tel traité égaré et non ratifié. C'est en particulier après Berlin et dans le cadre des négociations bilatérales avec la Grande-Bretagne que ces « fouilles » sont diligentées. Un courrier du ministère des affaires étrangères en 1886 demande au ministère de la marine la transmission d'urgence des traités signés dans le haut Niger après la Conférence de Berlin, afin de faire valoir les droits de la France sur cette région et « devancer l'ingérence éventuelle de l'Angleterre ou du Portugal³¹⁷ » et c'est en 1889 qu'interviennent de nombreuses ratifications, souvent bien après les signatures³¹⁸. Cette « fièvre » des traités³¹⁹ est ainsi une des modalités du partage de l'Afrique et de la production des frontières ; leur valeur attribuée et leur réception par les populations africaines reste difficile à évaluer, mais de nombreuses stratégies d'évitement sont mises en place, absence de signature ou formulations ambiguës, témoignant de la méfiance vis-à-vis de ces méthodes et du sort subi³²⁰.

Loin de Paris, loin des yeux

Les dirigeants français laissent en partie « carte blanche » aux hommes de terrain et le Soudan occidental devient le « terrain de jeu » des officiers de l'infanterie de marine. Issu de ce corps, le gouverneur du Sénégal Brière de l'Isle relance à partir de 1878 l'expansion vers le Niger. La prise de Sabouciré par Gallieni le 3 juillet 1878 en symbolise la reprise. Le 6 septembre 1880, Jauréguiberry place la région située entre haut Sénégal et haut Niger sous

³¹⁷ ANOM Sénégal IV/87 a : Copie de *lettre du ministère des affaires étrangères du 11 août 1886 relative à la protection sur le Haut-Niger* ; le brouillon de la réponse du ministère suit avec la liste des traités passés.

³¹⁸ Ainsi les traités signés avec les Bas-Manding, Bammako, Bouré (...), signés en 1881, ne sont ratifiés qu'en octobre 1889. Bibliothèque ANOM, *Journal officiel du Sénégal et dépendances*, 50127, 1889.

³¹⁹ Elikia M'Bokolo dénombre 126 traités au moins signés au nom de la France en Afrique de 1880 à 1890.

M'BOKOLO Elikia. *Afrique noire: histoire et civilisations*, Vol. 2, Paris, Hatier, 2008, 576 p., p. 282.

³²⁰ Voir l'exemple du Fouta-Djalou, p. 101.

tutelle militaire et nomme le lieutenant colonel Borgnis-Desbordes commandant supérieur du Haut-Fleuve ; les officiers se trouvent affranchis de la tutelle politique installée à Saint-Louis, se succèdent alors les colonnes soudanaises, avec une volonté de grande discrétion³²¹. Les officiers s'émancipent des ordres venus de métropole et mettent parfois les gouvernements devant le fait accompli, avançant toujours plus vers l'est³²². Cette autonomie dans la prise de décision est liée à la mentalité de certains officiers³²³ mais aussi aux contraintes de l'époque en matière de communications. La chaîne de commandement (ordres et comptes rendus) très incertaine et les difficultés de communication matérielle (hommes, armement et ravitaillement), ont pour conséquence une forte liberté des officiers. Kita est à plus de 1200 kilomètres de Saint Louis et à plus de trois cents kilomètres de Kayes.

Cette avancée s'effectue selon un axe de pénétration parallèle à la future frontière, situé environ de 50 à 100 km au nord et correspond à une stratégie bien précise. Elle doit beaucoup aux plans envisagés par Faidherbe dans les années 1850 pour ouvrir à la France les portes du Soudan avec la constitution des troupes indigènes et le projet d'une ligne de postes militaires dans l'espace intermédiaire entre Sénégal et Niger. La mission confiée à Gallieni par Brière de l'Isle en 1879 « réactive » ce projet. Dans le premier chapitre de *Voyage au Soudan français*, Gallieni en relate ainsi les objectifs :

Il s'agissait de pénétrer dans la vallée du haut-Niger par le massif montagneux compris entre ce grand cours d'eau et le Sénégal. On voulait, ainsi que dans la mission confiée au lieutenant de vaisseau Mage, établir des relations avec les races nègres de ces contrées, [...], et ouvrir à nos établissements frontières de la colonie, Médine et Bakel, des débouchés vers des marchés abandonnés jusque-là au trafic embryonnaire de populations à demi-sauvages³²⁴.

Cette mission au « caractère absolument pacifique » a pour base de départ le fort de Médine construit en 1855, « longtemps le poste le plus avancé ou, pour mieux dire, le plus reculé de la France dans l'intérieur du pays³²⁵ ». Cette « expédition devait nous ouvrir une voie vers le grand fleuve du Soudan, dans des régions restées jusqu'alors inexplorées et étrangères

³²¹ Dans une copie d'un long courrier du 6 novembre 1880 de Brière de l'Isle au commandant Borgnis-Desbordes:

« Il peut être avantageux à certains points de vue que le public soit tenu au courant des vastes projets de l'espèce, qui sont d'ailleurs discutés devant le parlement, il appartient au Gouvernement seul d'apprécier dans quelle mesure il doit être initié, sans inconvénient, à la marche des opérations ordonnées par le Ministre de la Marine et des Colonies. » Le gouverneur réclame ensuite que le courrier des officiers même aux intimes « soit réservé et sobre d'appréciations prématurées »

CHETOM, 15 H/35, dossier 1, Opérations au Soudan de 1857 à 1900, pièce n°8.

³²² LEROY Benjamin, « Les troupes de marine... », *op. cit.*

³²³ Sur Archinard, se référer à CUTTIER Martine, *Portrait du colonialisme triomphant: Louis Archinard (1850-1932)*, Panazol, Lavauzelle, 2006, 583 p.

³²⁴ GALLIENI Joseph-Simon, *Voyage au Soudan français*, *op. cit.*, p. 5.

³²⁵ *Ibid.*, p. 6.

à notre influence³²⁶. » Isabelle Surun a analysé cette représentation d'un espace ouvert à la conquête en faisant l'analogie avec les discours produits par la conquête de l'ouest américain et le concept de *Frontier*³²⁷. Les frontières de la colonie du Sénégal sont vues comme provisoires, mouvantes et appelées à avancer vers l'est. Elle relève en particulier l'hésitation sur le statut de Médine qui devient la tête de pont d'une influence française destinée à se dilater dans un espace sauvage et inexploré³²⁸. À partir de Médine s'ouvre un axe essentiel, colonne vertébrale de la progression, sécurisé par une ligne de postes fortifiés jusque Bamako, dont le fort est construit en 1883. Il sert au ravitaillement des colonnes par des routes carrossables entre Kayes et Bamako et doit accueillir la ligne de chemin de fer qui a en grande partie servi à justifier la conquête. Cette ligne doit mettre en relation Dakar et le Niger³²⁹. Contemporain de la conquête, E. Reclus a perçu cette dilatation de l'espace sénégalais selon des lignes de fronts progressant en fonction des campagnes :

Les vraies frontières varient suivant l'ascendant personnel des gouverneurs et des officiers, suivant la direction que prennent les compagnies de guerre dans leurs expéditions annuelles, et plus encore suivant la force d'attraction exercée par le commerce³³⁰.

Si la validité des dynamiques commerciales est difficile à justifier à ce moment (le tome XII est publié en 1887), la construction des frontières par les opérations militaires est indéniable. Elle s'effectue progressivement en fonction de différents facteurs, locaux (les résistances rencontrées) et métropolitains (les réticences du gouvernement et de l'opinion, les moyens alloués). Elle doit aussi s'effectuer le plus efficacement et le plus économiquement possible, d'où le recours aux entités politiques africaines rencontrées et catégorisées. Leurs territoires sont mobilisés pour borner l'extension progressive de la conquête.

2) Fronts et frontière

Forts et frontières

C'est à l'issue de la campagne militaire de 1887-1888 que les différents traités passés avec Ahmadou et Samori, les créations de postes jusqu'à Siguiri puis de cercles, produisent une esquisse de la frontière qui est alors un front.

³²⁶ *Ibid.*, p. 9.

³²⁷ Elaboré par Frederick Jackson Turner dans *The Frontier in American History*, 1920, traduit en français par A. Rambert, *la frontière dans l'histoire des Etats-Unis*, Paris, 1967.

³²⁸ SURUN Isabelle, *op. cit.*, pp. 542-543.

³²⁹ Bamako est relié à Dakar en avril 1904.

³³⁰ RECLUS Élisée, *op. cit.*, p. 244.

Le rapport de Gallieni sur les opérations militaires exécutées pendant la campagne 1887-1888 présente ainsi la ligne de forts constitués :

Huit forts gardent nos vastes possessions du Soudan français. Ce sont, non compris notre établissement de Kayes, les forts de Bakel, Médine, Badumbé, Kita, Koundou, Niagassola, Bammako et Siguiri. [...] S'ils forment une ligne de pénétration vers l'intérieur du Soudan, ils ont l'inconvénient de limiter notre action aux territoires placés directement dans leur voisinage.[...] Pour remédier à ce grave inconvénient, je me suis efforcé pendant ces deux campagnes de suppléer à la mauvaise disposition de notre ligne de postes, en organisant de nombreuses colonnes volantes chargées de parcourir les territoires, placés sous notre protectorat, de bien indiquer les limites de nos possessions et de montrer partout le drapeau et l'influence de la France³³¹.

Cet extrait synthétise la première étape de la construction du territoire soudanais, une ligne de pénétration ouest-est, mal disposée selon lui, mais imposée par les espaces ennemis de part et d'autre de celle-ci, matérialisée et protégée par des forts dont partent des colonnes mobiles afin de placer les territoires qui l'entourent sous influence française. Le but est de consolider cette ligne de ravitaillement par une « zone tampon » de part et d'autre, formée par des « États amis » dont on s'assure la sécurité et la bienveillance, à la fois par des privilèges (des cadeaux, des statuts particuliers) et par la crainte (montrer la supériorité du drapeau français consiste à la fois en des démonstrations de force militaire, des parades mais aussi des faits d'armes imposant le respect). La future frontière entre Guinée et Soudan naît des limites méridionales de cette zone protectrice de la ligne de ravitaillement, constituée de petits États placés sous la tutelle de la France. Elle correspond aux zones de confins des espaces ennemis situés au sud, le Fouta-Djalon et Samori alors que la puissance française s'attaque d'abord à l'ennemi du nord, l'empire d'Ahmadou.

Le premier front est en effet tourné vers le nord et vise à contenir puis éloigner et détruire l'empire toucouleur, d'abord par un grignotage territorial et des négociations, puis par la confrontation régulière jusqu'à la victoire contre Ahmadou en 1793. La ligne de forts se met en place, que Julie d'Andurain analyse ainsi :

Délibérément offensif, le projet de construction des forts coloniaux a pour but essentiel d'ouvrir la route du Niger, la « *rue du Soudan* », et de contribuer au renforcement du maillage d'un territoire convoité mais encore partiellement occupé. Conçu le long des grandes voies de circulation, il a pour objectif premier d'assurer une meilleure logistique aux futures

³³¹ ANOM FM SG Sénégal IV/90 bis, dossier b, Rapport n°10, Soudan français campagne 1887-88, Opérations militaires, Gallieni, à bord du Siguiri, 22 mai 1888, p. 2.

colonnes chargées de conquérir les avant-postes, de limiter les effets de la supériorité numérique des forces africaines. Enfin, cette installation rend effective la présence française aux yeux des principaux concurrents, les populations africaines résistantes mais aussi les Anglais et Allemands. Symbolisé par le pavillon, le fort matérialise la présence française tout en historicisant le processus de conquête³³².

Bafoulabé est construit en 1879, Kita en 1881³³³, Bamako en 1883 et Niagassola en 1885. Ce dernier est particulièrement intéressant car il se situe juste au sud de la frontière actuelle. En 1885, il est cependant un poste avancé avec une triple fonction. Il manifeste d'abord la prise de possession française à quelques kilomètres au sud de Mourgoula, l'ancien *tata* toucouleur dans le Birgo. Cette forteresse située entre Kita et Bamako sur le Bakoye, tenue par un vassal d'Ahmadou a été prise en décembre 1882 par la colonne Borgnis-Desbordes à l'occasion de sa 2^{ème} campagne. La forteresse était composée d'un *tata* extérieur entourant la ville et de fortifications internes autour des cases de l'*almami* Abdallah³³⁴. La description de l'organisation de sa destruction par Monségur, commandant de Kita, témoigne d'une mise en scène destinée à affirmer l'autorité française sous couvert de libération pour les habitants ; après l'expulsion des populations, il organise la destruction et l'incendie du *tata* par les habitants du Birgo, hors de toute présence française (peut être pour ne pas trop froisser non plus Ahmadou lié à la France par un « traité d'amitié »), compte ensuite réunir les chefs du Birgo « pour leur parler de leur indépendance³³⁵ ». Il en effectue le compte-rendu dans un courrier du 31 janvier :

J'ai l'honneur de vous rendre compte que j'ai reçu ce matin, Amadou Coumba et M. Koli-Guiri³³⁶, de retour de Mourgoula: toute la population du Birgo, convoquée en masse, a travaillé pendant deux jours, les 26 et 27, à la destruction des tatas. Pas un mètre courant n'est resté debout. Les tatas dans tout leur développement ont été abattus à moins de 50 centimètres de terre. Mourgoula a cessé d'exister; ce n'est plus qu'une ruine³³⁷.

Parallèlement Niagassola devient un point de contrôle de la route de Bamako. Décidée par le commandant Combes en 1884, elle a lieu en 1885 et vise à impressionner : « une

³³² ANDURAIN Julie d', « La « petite guerre » africaine, entre conquête, contre-guérilla et contre-insurrection (1880-1900) », *Revue historique des armées*, 268 | 2012, [En ligne], mis en ligne le 28 août 2012. URL : <http://rha.revues.org/7506>. Consulté le 24 juillet 2013.

³³³ Nombreuses copies de descriptions en CHETOM 15 H/35, dossier 1.

³³⁴ 15 H/35, dossier 1, Opérations au Soudan de 1857 à 1900, Copie du rapport du Lieutenant-colonel Desbordes, Extrait ayant trait à la chute de Mourgoula, p. 2.

³³⁵ CHETOM, série 15 H/37, dossier 1, pièce n°6, Lettre du commandant de Kita au commandant supérieur du 19 janvier 1883.

³³⁶ Un lieutenant indigène et un interprète.

³³⁷ CHETOM, série 15 H/37, dossier 1, pièce n°6, Lettre du commandant de Kita au commandant supérieur du 31 janvier 1883.

fortification en pierre et à étages, type de bâtiment que Samory n'avait jamais vu³³⁸». Elle est aussi le premier poste sur un nouveau front vers le sud-est, au contact avec les États conquis par Samori sur la rive gauche du Niger. Le fort subit de nombreux assauts qui visent son ravitaillement³³⁹, et constitue la base de nombreux combats lors des campagnes de 1884 à 1886 (Nafadié, Kokoro).

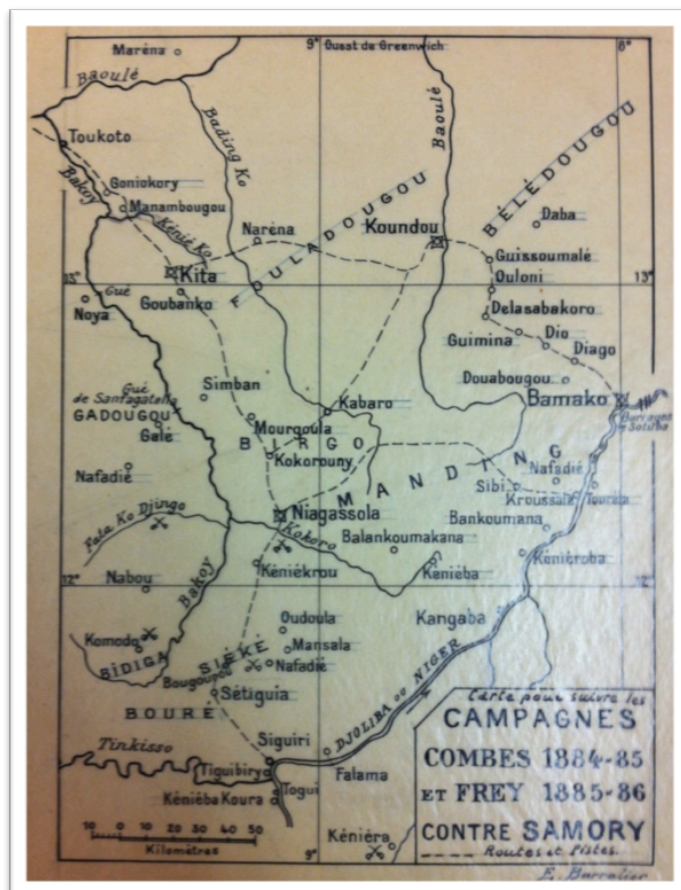


Figure 18 - Carte des campagnes Combes et Frey contre Samory³⁴⁰

Ce nouveau front se prolonge alors vers le sud-est, dans le bassin du Niger, avec la construction de la redoute de Kangaba en 1888³⁴¹ :

Dans le but d'assurer la protection des pays de la rive gauche du Niger, placés nouvellement sous notre domination et situés entre Bamako et Siguiri: ordonne:

Une redoute construite avec les moyens de la fortification passagère, sera établie à Kangaba par

³³⁸ Citation de Julie D'Andurain, *op. cit.*, tirée de PERSON Yves, *Samori, une révolution dyula*, *op. cit.*, p. 673.

³³⁹ Les opérations de Samory s'exercent en 1885 jusque dans le sud du cercle de Kita, dans le Gadougou. Voir Péroz qui retrace avec beaucoup de détails et de nuances l'histoire du royaume manding, *Au Soudan français: souvenirs de guerre et de mission*, *op. cit.*

³⁴⁰ CHETOM 15 H/201

³⁴¹ Kangaba est situé aussi sur l'actuelle frontière, sur la rive gauche du Niger. Le royaume de Kangaba, dirigé par le Mambi, considéré comme allié de Samory a été démantelé en 1888 avec une grande violence par la colonne du Bélédougou, voir ANOM FM SG Sénégal IV/90 bis, rapports de Vallière sur le Kangaba.

les soins du capitaine d'infanterie de marine Lejeune³⁴².

La construction du fort de Siguiri, nœud de communication important, met en place un nouvel élément de la « frontière-front », stabilisée un temps sur le Niger.

Vous prendrez pour base de votre attitude politique le traité du 28 mars 1887, conclu à Bissandougou avec Samory³⁴³. Tous les états situés sur la rive gauche du Niger et du Tinkisso sont placés sous l'autorité directe de la France. Cette frontière doit être inviolable et les sofas en armes de Samory ne doivent jamais la franchir³⁴⁴.

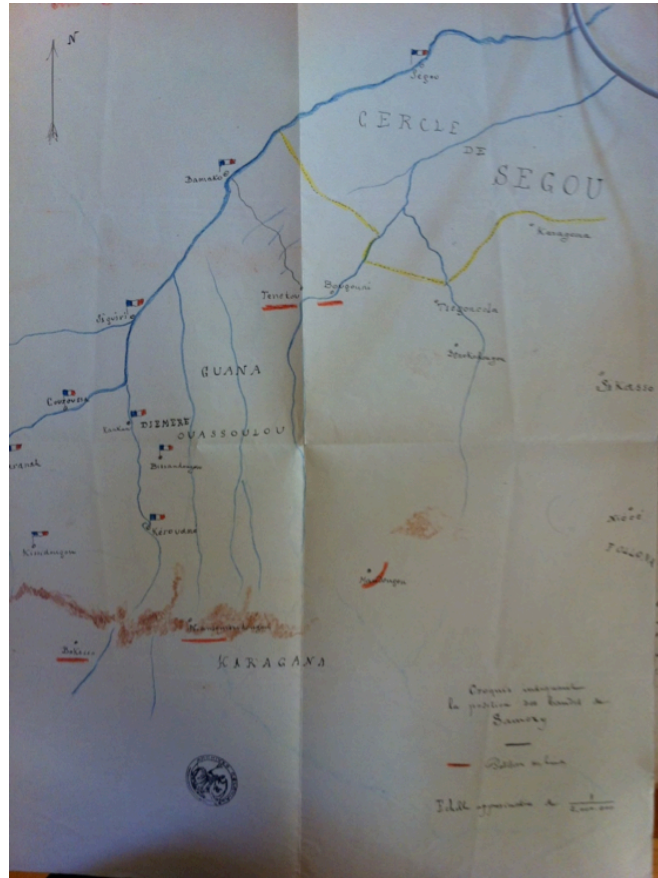


Figure 19 - Croquis représentant les bandes de Samory³⁴⁵

La limite du Niger est conçue comme temporaire; concernant la rive droite sous un protectorat « de papier », Gallieni enjoint le capitaine de ne pas y pénétrer mais grâce à la carte Vallière,

³⁴² CHETOM 15 H/37, dossier 1, pièce 3, Ordre de Gallieni du 13 mars 1888, ou ANOM FM SG Sénégal IV/90, pièce 15.

³⁴³ Par ce traité, la frontière du Soudan français était constituée du Niger jusqu'à Siguiri puis du Tinkisso jusqu'à ses sources dans le Fouta-Djalou. Par ailleurs, Samory acceptait d'être sous le protectorat de la France, et laissait la France commercer librement avec et à travers le Wassoulou, mais cette clause est d'abord liée au rapport de force sur le terrain. Copie du traité en annexe 10, Convention complémentaire au traité de 1886, Bissandougou, le 23 mars 1887, ANS 15 G/1 traités (1855-1899).

³⁴⁴ ANOM FM SG SEN IV/90, pièce 18, instructions de Gallieni au capitaine Roiffé, commandant le cercle de Siguiri, le 5 avril 1888, p. 2.

³⁴⁵ ANOM FM SG Soudan/V/2/a, croquis indiquant les « bandes » de Samory, [s.l., s.d.], 1893-1894.

[...] de donner un commencement d'organisation à cette immense région, et d'indiquer peut être jusqu'à quelle limite pourra s'étendre notre domination. Vous pourriez choisir comme frontière l'un des cours d'eau qui, coulant parallèlement au Niger, viennent se jeter dans ce fleuve en amont de Bammako³⁴⁶.

De Siguiri part un nouvel axe de pénétration méridien, le long du Niger et du Milo vers les postes créés à Kankan, Bissandougou et Kérouané, d'où rayonnent les différentes colonnes organisées lors des campagnes de 1890 à 1893. A partir de 1894, les fronts se déplacent davantage vers le sud et surtout l'est et concernent moins la future frontière entre Mali et Guinée. Ces forts marquent la progression sur des territoires placés sous protectorat français par des traités et sont un outil de la conquête. Ils ont vocation à disparaître quand celle-ci semble confortée. Niagassola, Badumbe, Kangaba sont concernés par les mesures d'économie adoptées en 1890 :

Ces établissements ne servent plus à rien là où ils sont, puisqu'ils ne protègent pas nos sujets directs et sont situés au milieu de véritables déserts, les centres de populations étant ailleurs; par-contre, pour couvrir efficacement nos sujets contre les entreprises des grands chefs voisins, établir aux confins de nos possessions directes quelques fortins provisoires³⁴⁷.

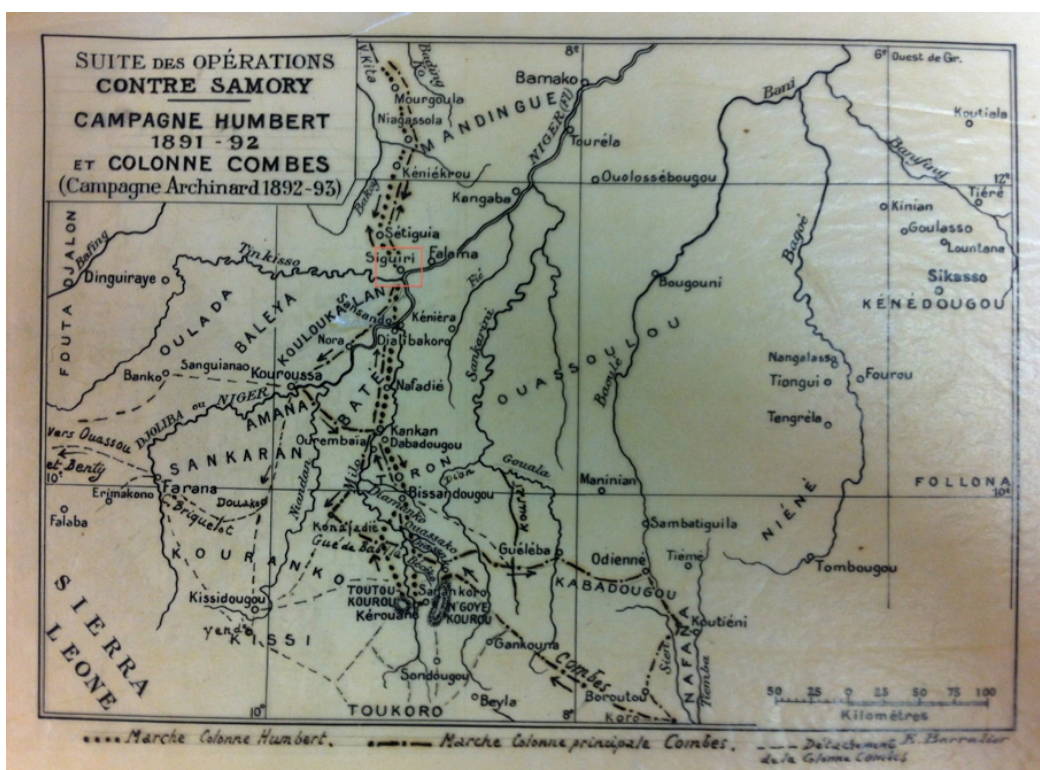


Figure 20 - Suite des opérations contre Samory, campagne Humbert 1891-92 et colonne Combes 1892-93³⁴⁸

³⁴⁶ ANOM FM SG SEN IV/90, pièce 18, Gallieni, *op. cit.*, p. 5.

³⁴⁷ ANOM FM SG Soudan/VII/1a, note de Gallieni, en annexe au procès-verbal de la séance du 29 janvier 1890 de la Commission du Haut fleuve, p. 4.

³⁴⁸ 15 H/37 dossier 1, rapports sur les opérations contre Samory et sa capture.

La ligne formée en l'espace de 12 ans par ces postes fortifiés entre Bafoulabé en 1879 et Kankan en 1891 peut être considérée comme la ligne directrice de la frontière entre Guinée et Mali, elle en donne l'orientation générale. Mais cette frontière s'établit aux limites des régions contrôlées directement par les postes, les cercles.

Cercles et fronts

Selon un modèle inspiré de l'Algérie, l'Afrique Noire fut divisée en cercles (ou en régions en AEF) confiés à des commandants militaires puis civils. « A l'intérieur de la colonie, au nom du gouverneur et sous son contrôle, le commandement est exercé par les commandants de cercle. Il se peut que le cercle soit organisé en circonscriptions secondaires, les subdivisions, mais c'est le cercle qui constitue la cellule de l'autorité et c'est le commandant de cercle qui réalise l'unité de commandement. » (Robert Delavignette)³⁴⁹.

La création des cercles accompagne la conquête et permet l'appropriation des territoires et surtout des populations. L'objectif est de former ce tampon sécurisé entre les États d'Ahmadou au nord, le Fouta Djallon au sud et les possessions de Samori au sud-est. Cette armature administrative fonctionne au départ sur le modèle du front. Certains cercles ne sont que temporaires, destinés à affermir l'autorité sur les populations puis sont dissouts. Le cercle de Niagassola, essentiel et central au début des années 1880 est supprimé en 1891, intégré dans le cercle de Siguiri et se retrouve alors en situation périphérique³⁵⁰. Ces cercles sont un instrument qui doit être rapide et efficace, d'où le recours dans un premier temps aux organisations politique préexistantes, au fur et à mesure de la progression. Vallière répartit ainsi les États de Mambi autour de Kangaba entre deux cercles différents afin de limiter les anciennes cohésions et les confie à des chefs indigènes dont la bonne volonté à coopérer a été identifiée, tout en mobilisant le découpage « traditionnel ».

Les mesures que nous avons adoptées dans le but d'assurer par l'autorité française la bonne administration des anciens états de Mambi ont été basées sur les anciennes divisions du pays. Cette vieille organisation par cantons que Mambi lui-même avait laissé subsister, nous l'avons maintenue³⁵¹.

³⁴⁹ *Les mots de la colonisation, op. cit.*, p. 23.

³⁵⁰ ANS 7 G/42, Rapport sur l'organisation politique, administrative et militaire du cercle de Siguiri, en date du 1er mai 1896, indique que les fonctions de chef de poste à Niagassola sont désormais remplies par le télégraphiste.

³⁵¹ ANOM FM SG Sénégal IV/90, pièce 12, *Rapport sur l'organisation politique donnée aux États de Mambi, situés sur la rive gauche du Niger*, 5 mars 1888, p. 18 à 23.

Quatre cantons sont formés qui correspondent aux *kafu* précoloniaux: Le Kouroulamoko est attaché au cercle de Niagassola, « le Finedougou relèvera du cercle de Siguiri dont la rivière de Bankoumana est la frontière Nord et le sépare du cercle de Bammako ³⁵² » ; le Kagnoko forme un canton de Siguiri aussi; enfin le canton de Minidian autour de Kangaba est confié à un ancien chef, opposé à Mambi, qui s'était exilé et revient proposer ses services. Ces trois derniers cantons sont bien placés sous l'autorité du commandant de Siguiri en avril 1888, mais un mois plus tard, dans la délimitation effectuée par Gallieni le 1^{er} mai, ils sont transférés à celle de Bamako. Ajustements et tâtonnements abondent dans cette phase de « prise en main » des territoires.



Figure 21 - Carte politique des États Mambi, mars 1888, par le lieutenant Bonacorsi³⁵³

³⁵² *Ibid.*, la rive gauche n'est pas encore placée sous autorité française.

³⁵³ ANOM FM SG Sénégal/IV/90, pièce 12, Rapport sur l'organisation politique donnée aux États de Mambi, situés sur la rive gauche du Niger, 5 mars 1880.

Les découpages sont fonctionnels et surtout provisoires et ont pour but de répondre aux besoins du front. Les premières fonctions du cercle sont d'assurer la sécurité. Les postes sont les centres de la « pacification »³⁵⁴; les rapports politiques mensuels du cercle de Siguiri en 1892 et 1893, après le récurrent « tout est calme dans le cercle ce mois-ci » mentionnent des arrestations d'agitateurs, des exécutions dont l'exemple inspire la crainte et le respect de l'autorité ; le Ménien, le Bouré sont particulièrement soumis à des expéditions punitives. Ils servent surtout à drainer les ressources économiques et humaines que les campagnes requièrent ; le commandant de Siguiri se plaint du poids des impôts et du portage sur ses administrés :

D'une manière générale, la richesse foncière a diminué, en ce sens que le nombre de captifs a sensiblement baissé, tant par le fait des engagements militaires nombreux que par les pertes subies parmi les porteurs des deux dernières colonnes³⁵⁵.

Actuellement le cercle de Siguiri a 500 porteurs non payés sur la ligne de ravitaillement Kankan-Kerouané et 300 que j'ai dû ajouter pour le transport des vivres pour les postes du Sud³⁵⁶.

Dans le même ordre d'idée, le découpage régional adopté au Soudan répond à cette logique de territoires temporaires et en construction, au service de la conquête. La « région Sud » est constituée en juin 1893³⁵⁷ par Combes et réunit les cercles de Siguiri, Kouroussa, Kankan puis Beyla ainsi que la résidence de Dinguiray. Le but est de conférer une unité d'action aux différents cercles. Un an plus tard, en juin 1894, suite à la formation du cercle de Bougouni, la région de l'Est est créée avec les cercles de Bamako, Bougouni et Siguiri, détaché de la région Sud. Ce dernier est cependant réintégré à partir du 1 août 1895 et en redevient le chef-lieu³⁵⁸. À partir de janvier 1896, le cercle de Bougouni est rattaché à la région Sud, la région de l'Est est supprimée. Les cercles de Bafoulabé et de Kita forment la région Ouest le 6 septembre 1895, afin de placer dans une seule main toutes les ressources placées sur la ligne de ravitaillement ; elle intègre Bamako en 1896. Les délimitations de ces

³⁵⁴ ANOM FM SG Soudan/VII/4b, rapports politiques, 22 décembre 1892, Archinard poétise p. 2. « Toute cette partie de l'Afrique pourrait être comparée à la mer houleuse dont le Soudan émerge comme une île au milieu de laquelle tout respire la quiétude et l'abondance mais dont les bords battus par le clapotis des vagues ont sans cesse besoin d'être défendus par la main de l'homme contre les empiètements des marées. »

³⁵⁵ ANS 7 G/41, Rapport politique du commandant de cercle de Siguiri, octobre 1893, p. 5.

³⁵⁶ ANS 7 G/42, avril 1894, p. 4.

³⁵⁷ Les dates utilisées sont issues des nombreuses chronologies dans : Renseignements généraux concernant les cercles, remaniements successifs des limites et territoires de cercles ANS 15 G/2.

³⁵⁸ ANS 7 G/42 : Note sur la nécessité du rattachement de Siguiri à la région Sud.

Un argumentaire critique la décision de Grodet et cherche à montrer la cohérence de la région autour de Siguiri sur trois plans : stratégique car Siguiri rassemble et distribue tout le ravitaillement de la région Sud; sur le plan racial, le peuplement malinké se différencie des bambaras de Bamako et des Ouassoulonkés de Bougouni. Enfin, sur le plan extérieur; le cercle permet une surveillance étroite du Fouta Djallon et de Samori. Non signé, ni daté mais proposition d'un arrêté du lieutenant gouverneur daté du 1er août 1895.

régions restent très vagues. Dans ses instructions au nouveau commandant de région, Grodet insiste sur son organisation défensive dans un espace incertain. Il y délimite le rayon d'action de l'ensemble des postes de la région Sud, en particulier vers l'est et la future frontière :

Provisoirement, en attendant qu'on soit justement fixé sur le cours du Dion, du Sankarani et du Fié, par une ligne passant à 25 kilomètres à l'Est de Kérouané, de Bissandougou et de Kankan et à 25 kilomètres au Sud-Est de Siguiri³⁵⁹.

Grodet interdit toute action militaire au-delà de cette limite, « le commandant de la région Sud se bornera à assurer la tranquillité et le bon ordre dans la zone d'action militaire. » Cette phase de stabilisation, voulue par Paris ne dure pas et les campagnes impulsées à partir de 1895 par le nouveau lieutenant-gouverneur Trentinian remettent le front en marche vers l'est.

Le Soudan apparaît clairement comme un territoire qui se construit comme un front qui avance en fonction des rapports de force. Les postes puis les cercles, d'abord temporaires, se constituent au moment où le poste puis le cercle suivant entrent en construction. Ainsi, le cercle de Kankan tout au sud de la future frontière est délimité vers l'est quand le poste d'Odienné est créé en 1897. La frontière entre Guinée et Mali correspond en partie à ces enjeux militaires et géopolitiques. Elle s'ébauche selon des lignes de fronts qui s'appuient sur les perceptions des espaces, les stratégies choisies à différentes échelles, en fonction des données politiques rencontrées et des résistances. Sa stabilisation s'effectue à une autre échelle, celle des gouvernements.

³⁵⁹ ANOM FM SG Soudan/IV, dossier 5, 1b, lettre d'instructions du gouverneur du Soudan au chef de bataillon Dargelos, commandant de la région Sud, le 17 avril 1894.

B) Une frontière, produit de la compétition entre acteurs coloniaux

D'autres enjeux interviennent dans la construction de la frontière, en particulier la mise en place des deux administrations différentes, progressivement autonomes et dont les territoires se constituent de façon concomitante mais selon des logiques différenciées. Une grande partie du territoire guinéen est issue des conquêtes des « Soudanais ». La question de la nature du Soudan, de ses liens avec le Sénégal se pose aussi dans le cadre d'un débat plus vaste sur l'organisation des possessions françaises en Afrique.

1) « Sénégalais » et « Soudanais »

Au fur et à mesure de la conquête, le Soudan français est construit sur le plan administratif et territorial ; il est détaché progressivement du Sénégal, base de la progression et siège du gouvernement du « Sénégal et dépendances ». Son centre de gravité politique se déplace vers l'est : le commandement supérieur du haut Sénégal est créé en septembre 1880 et siège à Médine, transformé en juillet 1881 en Commandement supérieur du haut fleuve dont le chef-lieu est à Kayes³⁶⁰. Le Soudan dépend toujours de Saint-Louis mais est doté d'une certaine autonomie, destinée à faciliter la prise de décision. Cette région devient une entité administrative, financière et militaire autonome par le décret du 18 août 1890 :

Il n'est pas douteux qu'étant placé à une distance considérable de Saint-Louis, et sans communications régulières avec le chef-lieu de la Colonie pendant la saison sèche, le commandant supérieur ne soit obligé le plus souvent d'agir sous sa propre responsabilité et en dehors de l'action directe du gouverneur. [...] Cette organisation défectueuse a donné lieu parfois à de sérieux mécomptes³⁶¹.

À partir du 27 août 1892, le Soudan devient pleinement autonome : le commandant supérieur du Soudan dépend directement du sous-secrétariat d'État aux colonies et n'est lié au Sénégal que par une nécessaire concertation; Archinard est nommé gouverneur du Soudan et a sous ses ordres le lieutenant-colonel Combes, chargé du commandement des troupes. Le gouvernement encadre cette mesure par des instructions strictes. Paris attend d'Archinard l'organisation administrative de la colonie, la transition vers un régime civil apte à développer ses ressources économiques et son commerce :

³⁶⁰ Joseph Roger de Benoist propose un descriptif très narratif mais utile de la construction administrative de l'AOF dans : BENOIST Joseph-Roger de, *La Balkanisation de l'Afrique occidentale française*, Dakar, Nouvelles Éditions Africaines, 1979, 292 p.

³⁶¹ ANOM FM SG Soudan/VII, dossier 1b, Rapport au Président de la République de Jules Roche, sous secrétaire d'État aux colonies, le 18 août 1890, suivi du décret du 18 août 1890.

Ce décret a étendu l'autonomie inaugurée par celui du 18 août 1890 mais cette mesure n'a pas été inspirée par la pensée de prolonger la période d'action militaire que le Soudan vient de traverser. L'heure est venue de poursuivre un tout autre résultat. C'est rendre le meilleur hommage à la vaillance de nos officiers et de nos soldats que de prouver, en pacifiant et en organisant les territoires conquis au cours de leurs brillantes campagnes, que leurs efforts et les sacrifices du pays n'auront pas été stériles. Ces territoires sont assez étendus, leur occupation nous impose des charges assez lourdes, pour que nous devions songer avant tout à limiter ces charges et à consolider les résultats acquis pour tirer le meilleur parti possible de nos possessions actuelles.

Cette autonomie du Soudan n'est que temporaire, liée aux opérations militaires, le Soudan est toujours considéré comme le prolongement du Sénégal :

L'organisation du Soudan, telle qu'elle résulte du décret du 27 août, n'est qu'une phase nécessaire dans le développement normal de ce pays; elle répond aux nécessités impérieuses de l'heure présente mais, loin de la considérer comme un état définitif, il importe de n'y voir qu'une étape vers l'unité complète de ces deux colonies appelées à se soutenir l'une l'autre. Votre tâche consiste à préparer les voies au régime civil, dont l'établissement immédiat, si désirable qu'il soit, ne saurait se concilier avec la situation actuelle du Soudan³⁶².

Le décret du 27 août prévoit enfin une délimitation territoriale entre les deux entités :

Le gouvernement du Sénégal s'étendra jusqu'à Kayes exclusivement, et reprendra possession du cercle de Bakel, qui dépendait depuis quelques années du commandant supérieur au Soudan français.

Cette frontière administrative doit être définie par les deux gouvernements. Le processus provoque de vives tensions entre Sénégal et Soudan mais définit de façon indirecte le « point de départ » des limites administratives qui se mettent en place entre Sénégal, Soudan puis Guinée. Jusque là, les délimitations demeuraient floues ; Gallieni, commandant supérieur du Haut-Fleuve à partir de 1886, avait défini le territoire soudanais au moment de le quitter en 1888.

Une première décision a été adoptée le 12 février 1887 :

Le cercle de Bakel s'étendra depuis le village de Gandé à l'ouest, jusqu'au village de Diakandapé à l'est. Il comprendra tous les pays sarracolets, situés sur la rive gauche du Sénégal, annexés à la colonie ou placés sous notre protectorat³⁶³.

³⁶² Extraits des instructions données par le Sous-Secrétaire d'Etat des colonies à M. le colonel d'artillerie de marine Archinard, commandant supérieur du Soudan, Paris, le 12 septembre 1892. Reproduites dans *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, Comité de l'Afrique française, Paris, décembre 1892, pp. 8-9. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb327272204/date>. Consulté le 6 août 2013.

³⁶³ ANOM FM SG Sénégal IV/87 c, Délimitation du cercle de Bakel, décision du commandant supérieur, 12 février 1887.

Il a sous son autorité le poste de Sénoudébou qui « exerce son action sur le Boundou, situés entre la Falémé et la Gambie. » Ce poste est chargé d'étendre son action aussi loin que possible vers la Gambie et la haute Falémé vers le Fouta Djalon. Première définition sommaire d'un territoire encore en construction et dont de nombreuses régions sont formées de protectorats. En 1888, la décision n°85 définit une architecture du Soudan français formée de dix cercles³⁶⁴. Ceux de l'ouest sont définis ainsi, par des repères naturels simples à identifier sauf au sud :

Bakel	Limité au nord et à l'est par les cours du Sénégal et de la Falémé; au sud par celui de la Gambie; à l'ouest par le désert du Ferlo et les frontières assez vagues du Niani. le dernier état de ce cercle vers le sud-est est celui du Gamou
Kayes	Territoire du Kaméra entre la Falémé et le village de Diaka N'Dapé; populations sarracolets et immigrés bambaras de Guémou; relations avec le Fouta-Djallon
Médine ³⁶⁵	À l'ouest s'appuie sur les cercles de Kayes et Bakel; vers l'est, englobe le Niambia, le Tambaoura, le Kamana puis se prolonge par la rive gauche de la Falémé en amont de Kolobo, laissant la rive droite à Bafoulabé; au sud, possessions directes qui s'arrêtent au Tamgué et au Koÿ, tributaires de l'almamy

Les négociations pour la rétrocession de Bakel débutent en 1893. Les administrations du Sénégal et du Soudan ont nommé une mission de délimitation; elle est dirigée pour le Sénégal par le capitaine Compagnon, pour le Soudan par le capitaine Roux, commandant de Bakel. Archinard avait déjà obtenu la garantie de conserver l'escale de Bakel sur le Sénégal et la région du Guoye au nord du cercle, a utilisé de nombreux expédients pour ralentir les travaux ou complexifier la situation locale en prenant appui sur les populations indigènes ; il n'a jamais caché son hostilité au projet³⁶⁶. Il écrit par exemple au sous-secrétaire des colonies en février :

La cession du Boundou me semble de plus en plus préjudiciable au Soudan autant qu'au Sénégal; de plus elle indisposera inutilement les populations; si comme l'a laissé prévoir M. Jamais dans les instructions qu'il a publiées, le gouvernement du Sénégal et celui du Soudan doivent être un jour, dans un avenir que je crois, il est vrai bien éloigné, réunis dans une même main. Cette question a été réglée en France, et je n'ai pas à insister sur l'inexécution des décisions prises, si l'on considère toute cette affaire comme une satisfaction personnelle donnée à M. le gouverneur du Sénégal³⁶⁷.

³⁶⁴ ANOM FM SG Sénégal IV/90bis b, décision n° 85 : *délimitation des cercles du Soudan français*, 1 mai 1888. Le texte de la décision est en annexe n° 11.

³⁶⁵ Le cercle de Médine est supprimé en février 1890 et devient une annexe de Kayes.

³⁶⁶ Les différentes manœuvres d'Archinard, les plaintes du gouverneur du Sénégal de Lamothe figurent dans les dossiers : ANOM FM SG Soudan/VII 3a et ANS 18 G/8.

³⁶⁷ ANOM FM SG Soudan/VII 3a, Lettre du 23 février 1893 du commandant supérieur au sous-secrétaire d'État

Le gouverneur du Sénégal Lamothe souhaitait une limite « naturelle » claire³⁶⁸ et visait aussi l'extension du territoire sénégalais en s'appuyant sur l'*almami* du Boundou. La commission de délimitation parvient à la signature d'une convention le 4 avril 1893 mais seulement pour la partie nord du cercle et la limite entre le Soudan et le Boundou, jusqu'au confluent entre le Niocolo Koba et la Gambie³⁶⁹.



Figure 22 - Extrait de « Croquis pour suivre les opérations de la campagne 1892-1893 », par le capitaine Levasseur³⁷⁰

Les travaux n'ont pas pu être poursuivis en raison de la saison des pluies, de la maladie de Compagnon et de nouvelles obstructions des « Soudanais » ; les différentes

aux colonies.

³⁶⁸ ANOM FM SG Soudan/VII 3a, Instructions du 14 janvier 1893 au capitaine Compagnon: « Il eut été rationnel de fixer pour ligne de démarcation entre les deux gouvernements, la frontière absolument naturelle déterminée par le cours du fleuve Sénégal et celui de son affluent la Falémé. »

³⁶⁹ Les rapports et conclusions de Roux et Compagnon sont en ANS 18 G/8 ainsi que ANOM FM SG SOUDAN VII/3a; les choix des supports de délimitations, les témoignages de chefs de village sont intéressants mais ne concernent pas le segment Guinée-Mali. Les croquis sont en annexe n° 12 :

ANOM FM SG Soudan VII/3a, pièce n°7, croquis indicatif des territoires de la Haute-Gambie et du Boundou.

ANOM FM SG Soudan VII/3a, pièce n°8, croquis indicatif des frontières entre le Sénégal et le Soudan.

³⁷⁰ ANOM FM SG Soudan/V/1c, 1890-1893, Croquis pour suivre les opérations de la campagne 1892-1893, par le capitaine Levasseur (sans date).

propositions de ventilation des États du sud du cercle ne sont pas validées ; ces espaces restent très mal connus, Archinard le souligne dès janvier dans un courrier à Roux :

Au sud du cercle, les difficultés sont encore plus grandes, le pays ayant été à peine traversé par un ou deux européens, et aucune délimitation n'ayant été faite entre les cercles de Médine, Bakel et ces territoires qui n'ont jamais été jusqu'à présent réclamés par personne, ni Sénégal, ni Soudan³⁷¹.

La « disgrâce » d'Archinard, liée à la poursuite des opérations militaires (prise de Djenné) et la nomination d'un gouverneur civil au Soudan en novembre 1893, Albert Grodet, manifestent la volonté du gouvernement de limiter le pouvoir des officiers au Soudan et d'atténuer les tensions entre administrations. Surtout l'affaire de Laminia et son retentissement jusque dans la presse française, accéléra la prise de décision. En juin 1894, un groupe de trois villages fut pillé par une expédition organisée par une colonne menée par l'*almami* du Boundou et l'administrateur du cercle sénégalais de Matam, Hostains, en représailles contre les agissements de bandes venues du Fouta Djallon. Ces trois villages, accusés d'avoir servi de base aux pillards, faisaient partie du Niocolo dont le statut était mal déterminé, marge du Fouta Djallon ou État sous influence du Soudan, ou du Sénégal ? Isabelle Surun a analysé les enjeux de cette affaire liée au flou géopolitique de cet espace-frontière³⁷². Les arbitrages adoptés suite à la création de l'AOF en juin 1895 se font en faveur du Sénégal ; une commission se réunit à Kayes en novembre 1895, présidée par M. Merlin, directeur des affaires indigènes du Sénégal, se base sur différentes cartes (celle d'Archinard de 1893 et la carte Fortin), sur les décisions antérieures pour proposer une délimitation arrêtée le 24 décembre 1895³⁷³. La limite adoptée dans le sud est définie ainsi :

[...] le milieu du lit de la Falémé, depuis Bountou jusqu'à la frontière du Fouta-Djallon, en considérant le Dialoko ou Balinko comme le prolongement de la Falémé.

Les États de la rive gauche de la Gambie ainsi que ceux rive droite , en particulier le Dentilia et le Sangala sont attribués au Sénégal.

[...] laissant au Soudan toute la rive droite de la Falémé, y compris le bassin de Koloum (carte Fortin, feuille Bafoulabé) et le Fontofa, jusqu'à la frontière du Fouta-Djallon.

Le point de départ de la frontière actuelle est ainsi fixé sur la Falémé, cependant la délimitation reste indécise dans le sens méridien et pose le problème de la frontière septentrionale du Fouta Djallon.

³⁷¹ ANS 18 G/8 : Lettre du 27 janvier 1893, du commandant supérieur au commandant de Bakel.

³⁷² SURUN Isabelle, « Une déchirure dans la toile impériale: l'affaire de Laminia », dans BLAIS Hélène, DEPREST Florence et SINGARAVELOU Pierre (dirs.), *Territoires impériaux: une histoire spatiale du fait colonial*. Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, pp. 215-236.

³⁷³ Arrêté du 24 décembre en annexe ; copie des différentes pièces consultable : ANOM FM SG AOF VII/3c.



Figure 22 - Extrait de la carte Fortin, feuille *Bafoulabé*³⁷⁴

2) La construction progressive de la Guinée

Des Rivières du Sud à la colonie de Guinée française

La Guinée française est née de diverses dépendances administrées depuis le Sénégal sous le nom de « Gorée et dépendances » à partir des années 1850. Sous l'influence de la présence commerçante dans les différents comptoirs, des postes militaires sont installés à Boké (Rio Nunez), Boffa (Rio Pongo) et Benty (Mellacorée) ; la prise de possession française s'affirme au début des années 1880 grâce à la signature de nombreux traités³⁷⁵ avec les royaumes côtiers indigènes et se traduit par un début d'organisation administrative. En octobre 1882, les Rivières du Sud sont dotées d'un lieutenant-gouverneur, dépendant du gouverneur du Sénégal ; le docteur Bayol est nommé en octobre 1883³⁷⁶. Le traité de 1881 négocié par Bayol et Noirot avec les *almami* du Fouta Djalon donne aux Français la bande

³⁷⁴ source : Carte Fortin Erhard, Etat major du Soudan français, campagnes 1886-1887, 1887-1888, feuille *Bafoulabé*, 1: 500 000, 1890, département Cartes et plans, BnF, GE CC-207 et cartothèque de l'IGN. Elle est placée en annexe n° 13.

³⁷⁵ Les différents traités sont consultables : CHETOM 15 H/45, dossier 1.

³⁷⁶ Sur le personnage et sa carrière, voir : GANIER Germaine, « Note sur Jean Bayol, 1849-1905 », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 15 n° 58, 1975, pp. 287-301.

côtière située entre la Guinée Bissau portugaise et la Sierra Leone britannique³⁷⁷. Les conventions signées avec les puissances européennes reconnaissent les droits de la France sur cet espace : avec les Anglais en juin 1882 puis 1889 ; avec les Allemands en 1885 puis avec le Portugal le 12 mai 1886³⁷⁸. La Guinée française et dépendances est constituée en unité administrative autonome entre 1889 et le décret du 17 décembre 1891³⁷⁹. Deux ans plus tard, en 1893, la colonie est établie avec le détachement du Dahomey et de la Côte-d'Ivoire. Son siège est à Conakry, sur la presqu'île de Tumbo, organisé par le premier gouverneur, le docteur Noël Ballay (en poste de 1890 à 1900).

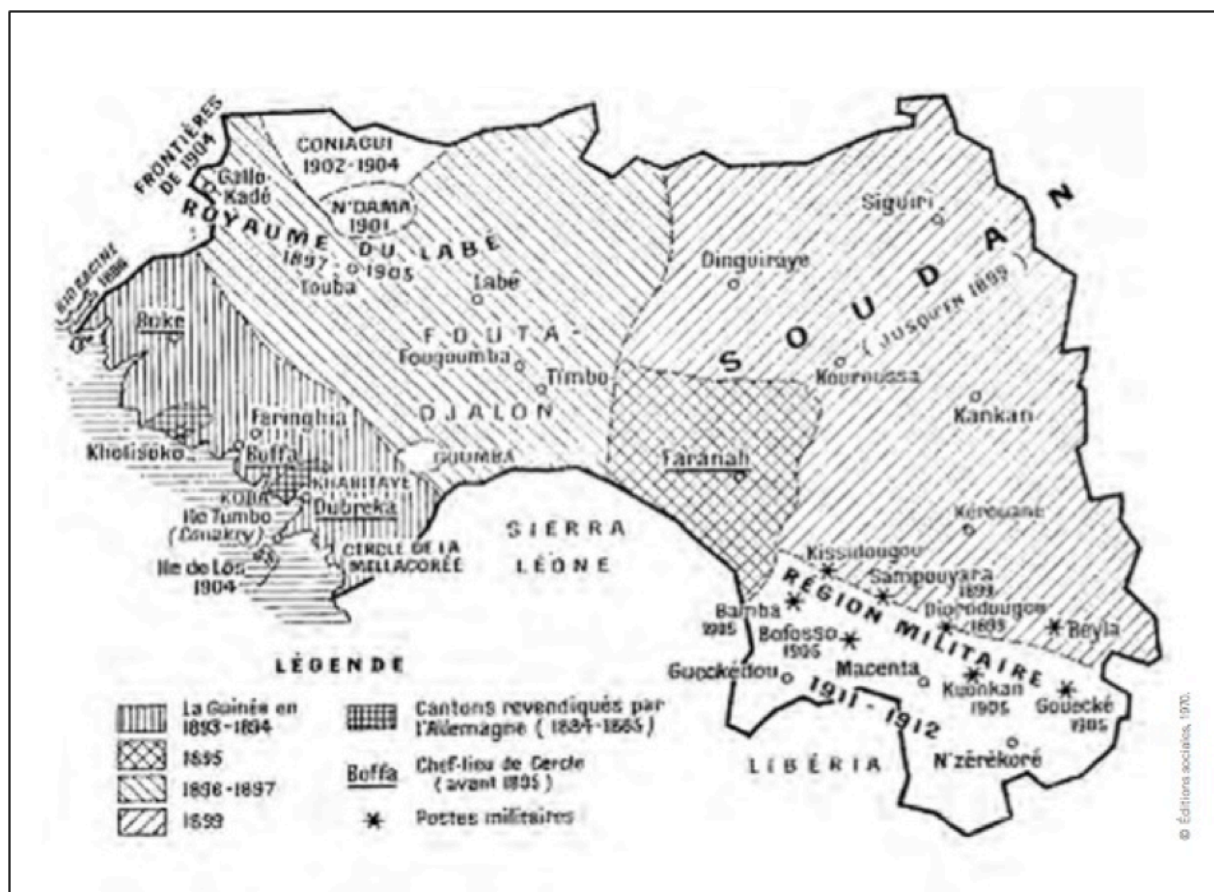


Figure 24 : la constitution du territoire de la Guinée³⁸⁰

³⁷⁷ Sur le traité et les rivalités avec Anglais et Portugais, voir : DIALLO Thierno, « La mission du Dr Bayol au Fouta-Djalon (1881) ou la signature du 1^{er} traité de protectorat de la France sur le Fouta-Djalon », *Bulletin de IFAN*, série n°1, Dakar, 1972, pp. 112-150.

³⁷⁸ GANIER Germaine, *op. cit.*, pp. 292-294.

³⁷⁹ « L'ensemble des possessions françaises de la Côte occidentale d'Afrique situées entre la Guinée portugaise et la colonie anglaise de Lagos, constitue une colonie qui prendra la dénomination de Guinée française et dépendances [...]. L'administration de cette colonie est confiée à un gouverneur qui est en outre chargé de l'exercice du protectorat de la République française sur le Fouta Djallon. » Copie du décret du 17 décembre 1891, CHETOM, 15 H/45, dossier 1.

³⁸⁰ Source : SURET-CANALE Jean, *La République de Guinée*, Paris, Éd. sociales, 1970, 431 p.

La dilatation de son territoire

La conquête de l'hinterland guinéen se fit à partir de deux fronts. Le pouvoir français s'affirma progressivement sur la côte, dans un front vers l'intérieur à partir de quatre cercles : Boké, Boffa, Benty puis Dubreka, fondé en 1885. Le front nord-oriental, à l'initiative des « Soudanais », fut marqué par davantage de brutalité et constitue l'extension du front soudanais vers le sud-est avec la lutte contre Samori, puis la « pacification » des régions forestières (le pays Kissi) qui se prolongea jusqu'à la veille de la première guerre mondiale.

La constitution de la frontière septentrionale s'effectue par la mainmise sur le Fouta Djallon. Deux tactiques se succèdent, analysées par Ismaël Barry³⁸¹. Dans les années 1880, l'influence française est fondée sur le traité de protectorat négocié par Bayol avec les deux *almami*, le 5 juillet 1881, dans un contexte de concurrence avec les Anglais³⁸². Il stipule « le protectorat de la France sur le Fouta Djallon » et l'exclusivité du commerce pour la France contre une rente versée annuellement aux *almami* et aux chefs de *diwe*. Ce lien reste cependant très théorique pour les chefs du Fouta ; ils mènent une politique indépendante et, par la version arabe du texte, ne se sentent liés que par un traité de « protection », sans aucun abandon de souveraineté. La progression française au Soudan change la donne à la fin des années 1880. À la suite de Gallieni, les officiers soudanais considèrent que le Fouta Djallon est le « chaînon manquant » dans la colonie en construction et possède tous les atouts pour en devenir le centre :

Il faut faire disparaître les grands chefs qui nous entourent, nous mettre à leur place, et à travers leurs états ouvrir largement les débouchés vers la mer: attendre la mort d'Ahmadou pour nous substituer à lui, faire disparaître Samory dans le plus bref délai possible et commencer de suite à aborder le Fouta Djallon, où Timbo, par sa situation et sa salubrité est appelé à devenir la future capitale du Soudan français située entre le Niger et l'océan atlantique³⁸³.

Les missions se multiplient à partir du nord-est afin de reconnaître les routes commerciales et tenter de renouveler le traité de 1881 (Audéoud, Plat et Levasseur) mais se heurtent à une méfiance croissante des *almami*. Surtout, le Soudan devient frontalier du Fouta par les traités signés par la France avec les pays voisins, le Niocolo et le Wontofa au nord et

³⁸¹ BARRY Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation (conquête et mise en place de l'administration en Guinée)*, op. cit. ; je reprends dans ce paragraphe plusieurs de ses analyses ainsi que celles d'Odile Goerg :

GOERG Odile, Commerce et colonisation en Guinée: 1850-1913, op. cit., pp. 168-181.

³⁸² ANOM, Missions 54, dossier 2: ce carton rassemble les missions menées par Bayol, voir Négociations, traités avec l'almamy de Timbo août 1881-1886. La carte de ses itinéraires est dans, ANOM Cartes et plans AF 1306.

³⁸³ ANOM FM SG AOF/VII/1a, Commission du Haut Fleuve, annexe au procès-verbal, p. 13. Gallieni, 29 janvier 1890.

surtout le Dinguiray au nord-est. L'absence de moyens militaires et les opérations menées sur les autres fronts diffèrent cependant les projets de Gallieni.

Sous l'impulsion de Ballay, la Guinée « reprend la main » et s'ingère de plus en plus dans les affaires intérieures du Fouta Djallon. Plusieurs missions sont dépêchées auprès des *almami* entre 1890 et 1894, afin de détourner les relations commerciales du Fouta des comptoirs anglais de Sierra Leone, vers le nouveau port de Conakry, et réaffirmer le protectorat français³⁸⁴. La convention de Timbo, signée le 14 décembre 1891 confirme le traité de 1881. Face aux nombreuses formes de résistance diplomatique déployées par les *almami*, en particulier Bokar Biro, l'inflexion du discours français sur le Fouta Djallon est très nette. Les rapports politiques stigmatisent pêle-mêle les actes de pillage, la duplicité et la rapacité des chefs traditionnels, la rupture des flux commerciaux, la propagande musulmane antifranaise, les relations avec Samori...

C'est pourquoi après avoir longtemps combattu l'occupation militaire, j'en suis arrivé à la considérer comme une nécessité. Il faut détruire cette féodalité qui ne vit que d'exactions et de vols. Une grande partie de la population, celle des travailleurs, des cultivateurs, attend notre venue avec impatience³⁸⁵.

La France joue alors des rivalités internes entre les deux familles d'*almami*, les Alfaya et Soriya, favorise les ambitions de certains chefs de province, comme *Alfa* Yaya dans le Labé pour se débarrasser de l'*almami* Bokar Biro en 1896 ; une expédition militaire est menée à partir du Soudan et de la Guinée, conduit à l'occupation de Timbo et à l'élimination de Bokar Biro, lors de la bataille de Porédaka en novembre 1896. Un traité est imposé le 6 février 1897 aux nouveaux *almami* choisis, mais la réalité du pouvoir est désormais aux mains des Français ; un résident est installé à Timbo et des postes militaires autorisés sur le territoire. Après une phase d'administration indirecte jouant sur les rivalités internes, les pouvoirs traditionnels sont peu à peu démembrés, selon la même stratégie, utilisation des divisions internes pour privilégier des ambitions personnelles, avant de s'en débarrasser, pour imposer à partir de 1904 une organisation coloniale de plus en plus centralisée. Ismaël Barry conclut ainsi sa 1^{ère} partie :

Sa conquête, faite par des moyens pacifiques (par voie diplomatique), fut facilitée par l'état de décomposition avancé dans lequel se trouvait l'État, la crise profonde que connaissait le fonctionnement des institutions politiques. La volonté commune d'éliminer Bokar Biro

³⁸⁴ ANOM FM SG GIN/III, dossiers 1 et 2 : ces cartons contiennent les projets et rapports des missions de de Beeckman et Alby, administrateurs des colonies. La mission de Beeckman de 1891, avec copie de la convention de Timbo en particulier, GIN/III 1 d.

³⁸⁵ ANOM FM SG ANOM GIN I/7, dépêches du gouverneur, année 1894, Rapport politique d'avril 1894.

(devenu l'obstacle aux projets des uns et des autres), favorisa l'alliance entre d'un côté l'opposition interne à l'*almami* au pouvoir, de l'autre les conquérants français³⁸⁶.

Guinée et Soudan deviennent ainsi deux colonies voisines ; les tensions entre les deux administrations, déjà sensibles lors de la mainmise sur le territoire du Fouta, s'accroissent à partir du moment où la résidence de Timbo devient frontalière de la région Sud du Soudan.

3) Identifier les frontières du Fouta Djallon

Le passage du Fouta Djallon dans la sphère française transforme sa perception par les colonisateurs ; de « territoire-ennemi », à circonscrire, il devient « territoire-ressource ». Une période de transition débute après la phase de conquête afin de déterminer les potentialités mais surtout les ressorts politiques de la région, mobilisant des acteurs concurrents à différentes échelles.

Les nouveaux voisins

Côté soudanais, deux territoires sont en contact avec le Fouta Djallon et concernés par la future frontière entre Guinée et Mali. Le poste de Satadougou est créé en juin 1895, le cercle organisé le 20 novembre 1895³⁸⁷. Les motifs de cette création sont exposés dans un courrier du commandant de cercle de Kayes au colonel de Trentinian, nouveau gouverneur du Soudan, le 26 septembre. Il évoque une région mal contrôlée : Le sud du Bambouk n'est pas pacifié, ne paie l'impôt qu'au dernier moment ou pas (dans le Badon et le Dentilia en particulier) ; le nouveau poste permet aussi de surveiller les agissements des Peuls du Fouta, de « répondre au manque absolu de sécurité et de tranquillité » dans une région dont les ressources commerciales et agricoles semblent intéressantes³⁸⁸. Les instructions du gouverneur Grodet pour son commandant, le lieutenant Lebrun, indiquent : « Votre action portera tant sur le cercle de Kayes que sur celui de Bafoulabé.³⁸⁹ » Au lendemain de l'affaire de Lamimia, il devra traiter les indigènes « avec bienveillance et humanité » ; la création de ce poste dans le contexte des nouvelles délimitations avec le Sénégal pourrait faire penser à une manœuvre du

³⁸⁶ BARRY Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation*, op. cit., p. 188.

³⁸⁷ ANS 15 G/2, Historique des cercles, Ordre n° 296 du 26 juin 1895 et décision n° 242 du 20 novembre 1895.

³⁸⁸ ANOM FM SG GIN IV/6 à 9/Dossier 6/Affaires musulmanes (1881-1910)/ a)Fouta Djallon /chemise création du poste de Satadougou (juillet-octobre 1895), Courrier du commandant de cercle de Kayes au colonel de Trentinian, 26 septembre 1895.

³⁸⁹ ANOM FM SG SOUD III/ dossier 3 : Instructions pour le commandant de poste de Satadougou, Kayes, 7 juin 1895.

Soudan pour affirmer son contrôle sur la région entre la Falémé et la Gambie, qui est alors considérée comme la frontière du Soudan³⁹⁰. Dans la conclusion de sa lettre du 26 septembre, le commandant de Kayes :

Des recommandations ont été faites au Lieutt. Lebrun pour installer son poste sur la rive droite de la rivière, autant que possible. Le rattachement au Sénégal d'une partie du territoire de Kayes a dicté ses recommandations, que le nouveau poste soit détaché du Soudan et rattaché au Sénégal, ou qu'il reste au Soudan, il n'aura d'action que sur les populations dont Bafoulabé, Médine et Kayes sont les objectifs naturels et consacrés par l'usage, les sentiers actuels et de vieilles coutumes. En outre notre influence sur elle a toujours émané de Kayes³⁹¹.

Cette création semble ainsi effectuée en accord avec le Sénégal pour contrôler cette région mal connue. Dans ses premiers rapports, Lebrun confirme ce statut « transfrontalier » :

Formé par la réunion de quelques provinces du cercle de Kayes passées depuis au Sénégal comme faisant partie du Bambouk et de quelques autres provinces du cercle de Bafoulabé, le cercle de Satadougou ressort aussi bien du Sénégal que du Soudan.

Il considère cette disposition « comme très heureuse », permettant de régler bien des différends « entre les deux parties de pays qui, [...] n'en sont pas moins de même race Malinké et dont un certain nombre d'habitants descendent de même famille³⁹². » Le souci majeur vient de l'insécurité de la zone-frontière et de l'absence de contrôle politique dans les régions d'où partent les raids :

Il faut mettre fin aux attaques et pillages des Toucouleurs Djalonkés qui se jettent sur le cercle et terrorisent tout le pays même le Fontofa et le Sangala qui sont Djalonkés comme eux³⁹³.

Il signale deux villages détruits et une centaine de captifs emportés depuis le début d'année et accuse le Tamgué, le Labé, le Gadaoundou et le Niocolo d'abriter les pillards. Il regrette l'incapacité d'action de Timbo et d'*Alfa* Yaya, trop éloignés et milite, soit pour l'autorisation d'intervenir hors de ses limites « pour faire rendre gorge et châtier » les pillards, soit, solution la plus pratique :

³⁹⁰ ANS 15 G/91, annotation de Mazillier, commandant de Kayes, à la fin du texte d'une copie de la convention Roux-Compagnon, 13 juin 1894: « le Soudan n'ayant aucun territoire sur la rive gauche de la Gambie, la frontière suit alors ce fleuve jusqu'au sud du Sangala ». Dans une lettre du 20 novembre au gouverneur du Soudan sur le pillage de Laminia: « la Gambie constitue, d'autre part, la limite entre le Fouta Djallon et le Soudan et jusqu'alors, il ne s'est élevé aucune contestation à ce sujet. ». Plus loin, il dit que Niocolo, Dentilia sont des régions dépendant du Fouta Djallon, soumises « à tribut ou rançon ».

³⁹¹ ANOM FM SG GIN/IV/6 à 9/Dossier 6/Affaires musulmanes (1881-1910)/ a) Fouta Djallon /chemise création du poste de Satadougou (juillet-octobre 1895), Courrier du commandant de cercle de Kayes au colonel de Trentinian, 26 septembre 1895.

³⁹² ANS 15 G/94, Rapport d'ensemble sur les améliorations pouvant être faites au point de vue politique administratif et militaire, Le Brun, 1^{er} juillet 1896, p. 1.

³⁹³ *Ibid.*, p. 2.

Mettre les pays pillards du Tamgué, du Labé, du Gadaoundou et le Niocolo sous l'autorité, sous le commandement du comt. de Satadougou, en les rattachant à la partie du Sénégal dans laquelle ils s'enclavent déjà, et en les mettant sous le commt. de l'alpha Ya-Ya qui a l'air de chercher cette solution et qui abandonnerait le Labé et le Yambering à un autre chef³⁹⁴.

Il insiste sur l'incapacité d'action de la Guinée, dont la tutelle semble illégitime, pour réclamer avec dureté les modifications de frontières :

Il n'y aura pas de solution à l'insécurité tant qu'une solution définitive ne nous aura pas débarrassé de cette expression Fouta Djallon qui pour ses habitants et ceux qui nous entourent veut dire: pays complètement indépendant, ou reconnaissant notre autorité que d'une façon toute superficielle, tout en se moquant de nous³⁹⁵.

Satadougou est en 1895 un front qui perdure, à la limite d'espaces mal contrôlés.

Le second territoire soudanais est la résidence de Dinguiray, héritage du royaume d'Aguibou. Yves Saint-Martin retrace l'histoire de ce fils d'El Hadj Omar, de ses liens distendus avec son aîné Ahmadou, roi de Ségou, qui expliqueraient son accueil favorable à une alliance avec la France³⁹⁶. Le traité de Tamba (mission Oberdorf) place ses États sous protectorat de la France en mars 1887 ; il devient ensuite un allié privilégié et soumis³⁹⁷ ; en 1891, le Dinguiray est cependant annexé, une garnison y est installée aux ordres du sous-lieutenant Maritz³⁹⁸. Aguibou rejoint ensuite Archinard à Kita, le suit dans ses campagnes et reçoit en récompense de ses services le titre de roi de Macina en mai 1893. Son fils Maki Tall est chargé d'exercer la régence sur le Dinguiray. Au fur et à mesure que la présence française dans la région est assurée, celui-ci se retrouve dépossédé de ses pouvoirs au profit d'une administration directe ; les rapports politiques de administrateurs témoignent d'une inflexion négative dès 1896. Dans celui du 2 février, le lieutenant Dubreuil signale « la mauvaise administration de Maki Tall, le mauvais rendement qui en résulte et le mécontentement d'une partie de la population qui refuse de payer l'impôt à ses chefs. » Même discours le 22 février :

Son administration consiste uniquement à améliorer sa situation personnelle au détriment de ses administrés ; [...] ils nous seraient encore plus obligés d'échapper au pouvoir arbitraire de

³⁹⁴ *Ibid.*, p. 3.

³⁹⁵ *Ibid.*, p. 16.

³⁹⁶ SAINT-MARTIN Yves, « Un Fils d'El Hadj Omar... », *op. cit.*

³⁹⁷ St-Martin l'explique par calcul politique, la protection contre Samori, par une certaine avidité matérielle et les nombreux cadeaux reçus. *Ibid.*, p. 168.

³⁹⁸ ANS 15G/1, traités, Lettre d'Archinard du 23 mai 1891: « par suite d'événements de guerre, le Dinguiray est devenu propriété de la France. Aguibou, frère d'Ahmadou est venu en faire la remise au Commandant supérieur à Kita. [...] Après son entrevue avec Aguibou à Kita, le Commandant supérieur décide: Aguibou gouvernera pour la France la province du Dinguiray. » La lettre est traduite en arabe.

notre protégé en passant sous notre administration directe³⁹⁹.

En novembre 1896, une résidence est créée à Dinguiray, un conseil de notables est installé pour encadrer Maki Tall ; il est finalement destitué par le colonel de Trentinian, face à la multiplication de ses actes de désobéissance et ses exactions, et est exilé à Kayes en mars 1899. Le pays est placé sous administration directe et le lieutenant Bouchez est chargé de détruire le *tata* de Dinguiray, symbole de l'empire d'El Hadj Omar⁴⁰⁰.

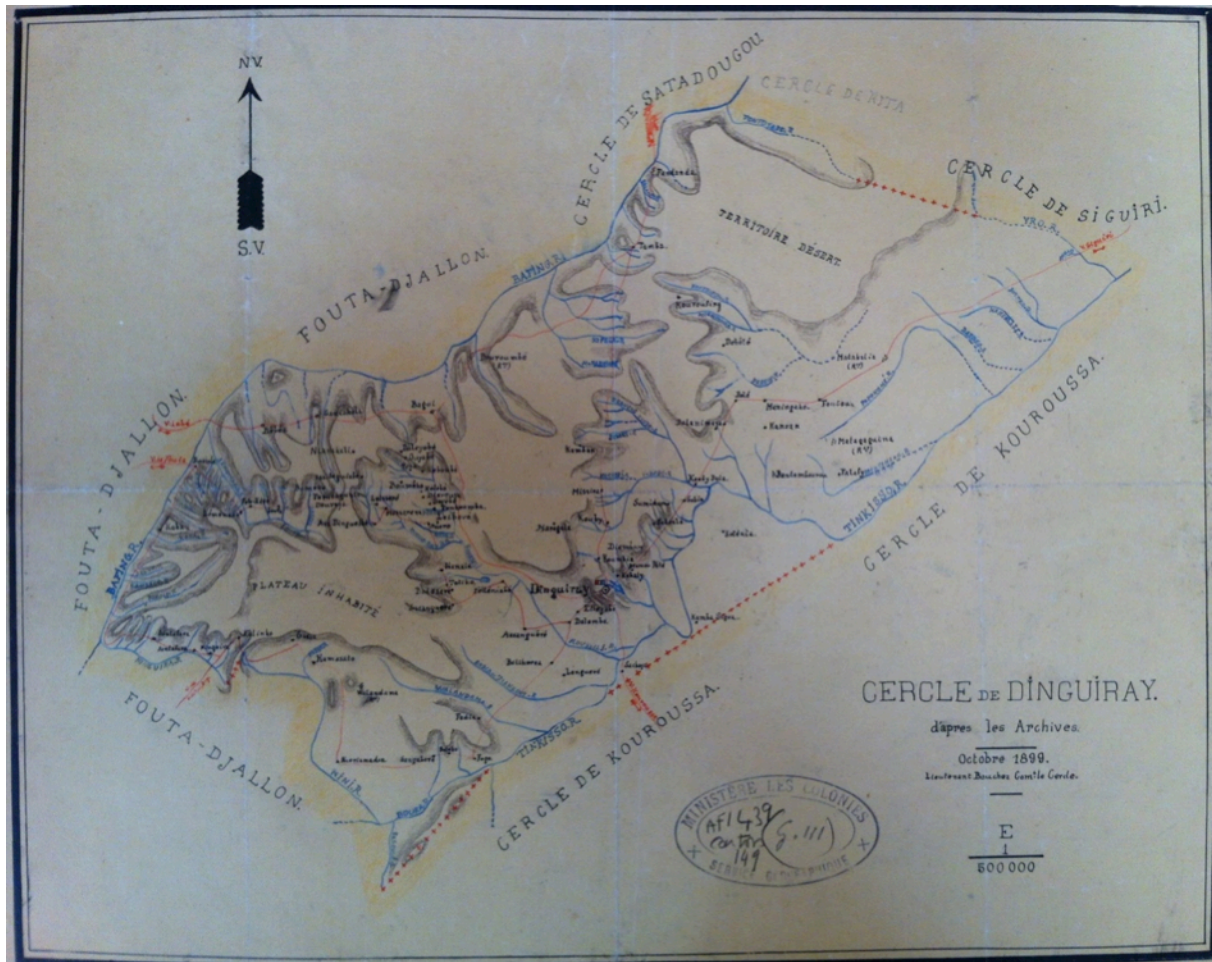


Figure 25 - Carte du cercle de Dinguiray, par le lieutenant Bouchez, octobre 1899⁴⁰¹

Un processus similaire intervient de l'autre côté de la « frontière », au Fouta Djallon. Les autorités de la Guinée s'appuient dans un premier temps sur les structures traditionnelles qui les ont aidées dans la lutte contre les *almami* ; ils favorisent ainsi les revendications de chefs locaux dont les ambitions sont de s'émanciper d'anciennes tutelles et d'augmenter leur pouvoir. L'exemple le plus emblématique concerne Alfa Yaya : le *diwal* du Labé est détaché

³⁹⁹ ANS 7 G/39, rapports du commandant de la région Sud au lieutenant gouverneur, année 1896.

⁴⁰⁰ SAINT-MARTIN Yves, « Un Fils d'El Hadj Omar... », *op. cit.*, p. 171.

⁴⁰¹ ANOM, Cartes et plans, AF 1439.

de Timbo en février 1898 et lui est confié. C'est pour Barry le premier acte du démantèlement de l'unité historique du Fouta⁴⁰². Les manœuvres d'*Alfa* Yaya, favorisées par l'administrateur Ernest Noirot concernent cependant les espaces à la frontière du Sénégal. Côté soudanais, le *diwal* du Koïn, dirigé par Alfa Abdurrahmaan est affranchi de la tutelle des *almami* suite à la déclaration de Timbo du 15 décembre 1898⁴⁰³.

Querelles de voisinage

L'enjeu est la possession des zones d'influence traditionnelles du Fouta Djallon, ces espaces tributaires situés à ses frontières, de peuplement différent, djalonné ou malinké. D'un côté, les chefs du Fouta revendiquent des territoires qu'ils estiment vassaux. Ils sont appuyés par les administrateurs locaux, de l'autre les autorités de Satadougou et du Dinguiray font valoir les traités de protectorat signés par les chefs locaux et cherchent à délégitimer les revendications du Fouta. De nombreux courriers dénoncent leurs agissements et affirment la validité de leurs frontières. Un envoi de documents de novembre 1897 du lieutenant gouverneur du Soudan au gouverneur général concerne « les contestations territoriales actuellement pendantes entre le Soudan et la Guinée au sujet du pays de Langan (et il semble même aussi le Fontofa), pour le cercle de Satadougou; et d'une bande de terrain entre la Ninguirra Ko et l'arête rocheuse du Mohony-Kourou pour la résidence de Dinguiray.[...] »⁴⁰⁴

Les territoires du Soudan mis en cause sont occupés depuis 1895, c'est-à-dire bien antérieurement à la prise de possession du Fouta par la colonie de la Guinée française, et il a existé pour ces deux circonscriptions administratives des « limites de fait » dans l'intérieur desquelles les officiers administrateurs se sont efforcés d'asseoir leur autorité [...]. Ces « limites de fait » étaient déterminées, pour le cercle de Satadougou: par l'arrêté du 24 décembre 1895, [...] par les traditions d'habitude et les déclarations des habitants dès le premier jour de l'occupation.

Alors que : [...] jamais en aucun cas, les commandants de Satadougou et de Dinguiray n'ont franchi ces « limites de fait », l'almamy de Labé incursionne continuellement dans le sud-ouest du cercle de Satadougou administré pour le Sénégal; l'almamy Abdaramany du Koïn a fait acte d'autorité dans le Langan, [...] traversant le Langan en entier a récemment pénétré dans

⁴⁰² « il saute aux yeux, à l'inverse de ses anciens suzerains, que le régime du "protectorat" a plutôt favorisé sa puissance et accru son prestige. Cette situation fut précisément la contrepartie des services qu'il rendit aux Français en leur servant de principal point d'appui pour abattre les almami. », BARRY Ismaël, *op. cit.*, p. 393.

⁴⁰³ *Ibid.*, p. 404. Ce texte permet à la Guinée de contrôler plus directement les différentes provinces, les *almami* de Timbo ne conservant que la région de Timbo, du Kolen et de Buriyaa, les autres devenant autonomes sous le contrôle d'un administrateur.

⁴⁰⁴ ANS 7 G/40, lettres du lieutenant gouverneur du Soudan au gouverneur général, 30 novembre 1897, pp. 2-3.

l'Ourodougou, province de la rive droite du Koloun-Ko qui appartient incontestablement au Soudan, a cherché à s'emparer de la population d'Ollogo et a fait saisir et mettre en prison le fils du chef de ce village, etc. etc.

Ce rapport dénonce aussi page 4 de fausses déclarations de l'*almami* sur des occupations par des tirailleurs soudanais de villages du Koïn, sur les expéditions violentes menées ; ces rumeurs sont relayées par les administrations de la Guinée et « totalement infondées ». Le rapport du commandant Lebrun, commandant du cercle de Satadougou est joint. Il argumente contre le rattachement du Langan à la Guinée et critique surtout les « dents longues des chefs du Fouta » qui cherchent à étendre leurs territoires. Il se base lui aussi sur l'arrêté du gouverneur général du 24 décembre 1895 et surtout sur les cartes et les rivières pour rattacher le Langan au Soudan⁴⁰⁵.

Le pays de Langan que j'avais rattaché au Fontofa dont il est voisin par le Koundo Ko et dont une partie des habitants sont de même origine est complètement compris dans la vallée du Koloun Ko et de son affluent le Fombo Ko sur lequel se trouve Firghea ainsi qu'une bonne partie des villages. Ce pays est pour ainsi dire séparé de l'Ourodougou par le Koloun Ko. [...] Les habitants du Langan ont il est vrai payé tribut à Koïn mais cela toujours par force et bien souvent avec l'aide d'une colonne dirigée par le chef lui-même, les habitants de ce pays n'ayant pas la force de se défendre isolément. Une chose assez étonnante est à signaler, la frontière entre le Langan et le territoire de Koïn, qui est connue de tous les habitants du pays, est sensiblement la même que celle fixée par l'arrêté de Mr. Le gouverneur général et c'est la partie du massif montagneux rive gauche du Diati-Kounda-Kô, qui continue le cours de cette rivière vers l'Est qui constitue la limite de ce côté.

Il utilise aussi des arguments historiques, retraçant l'histoire des familles, les fondations de village et les rattachant au royaume de Tamba, antérieur aux incursions des *almami* dans cette région. Il mobilise des motifs humanitaires avec la lutte contre les prises de captifs pratiquée par le Koïn ; c'est à la fin de son rapport qu'il utilise des arguments plus terre à terre, une frontière devenant plus difficile à délimiter et gérer ainsi que des pertes financières pour son cercle:

le pays de Koïn formerait alors une enclave à sommet pyramidal entre le Dinguiray, le Méretambaïa et le Fontofa dans le cercle même de Satadougou coupant ainsi la route directe de Kayes au Dinguiray. [...] Enfin le Soudan serait privé d'une recette d'environ 1800f sans

⁴⁰⁵ Se référer au croquis placé en annexe 14: Croquis du territoire de Langan, 1 :500 000, Lieutenant Lebrun, 30 juin 1897. ANS 7 G/40

compter le commerce et sans grande compensation pour la Guinée, l'impôt de ce pays devant passer pour les mains de l'alpha Abdramani⁴⁰⁶.

C'est Ernest Noirot⁴⁰⁷, résident du Fouta Djallon de juin 1897 à avril 1900 qui appuie les revendications de la Guinée en utilisant les mêmes arguments, mais inversés⁴⁰⁸ :

Je me rendais dans le Koïn où je demeurais une semaine et ai pu recueillir des renseignements tendant à démontrer une fois de plus que les revendications du chef de Koïn sont légitimes. [...]

Tous les notables que j'interrogeai tant à Koindantare qu'à Tangali, ont déclaré que la Falémée forme bien la limite orientale de la province. Mais il est un moyen de contrôler leur exactitude. Tous les chefs des villages situés le plus près de la Falémée se trouvant par conséquent à l'Est de la province furent nommés par Abdaramami ou par un chef de canton nommé lui-même par lui. On peut interroger ces chefs⁴⁰⁹.

Suit une liste d'une vingtaine de villages avec les noms de chefs, parfois les dates d'entrée en fonction et la procédure de nomination. Un seul chef est clairement indiqué comme nommé par Abdurrahmaan, Niama chef de Kambaya, un autre par son père; les autres sont nommés par Niama; la plupart dont Firghia et Baleya « règlent leurs affaires à Koïn ». Lui aussi mobilise l'hydrographie :

On m'assura que le Kouloum Ko branche plus orientale de la Falémée, n'est que la Falémée elle-même, qu'elle porte le nom de Kouloum dans sa partie supérieure[...]. La source du Kouloum se trouverait sur le Baoval Sankari, vaste plateau ferrugineux qui servirait de frontière entre le Koïn et le Dinguiray et qui serait lui-même berné (sic) par le Bafing.

Il revendique comme frontière au Nord la Gambie, les États du Niocolo et du Dentilia jusque Niamañ, sur la Falémé, en aval de Satadougou comme frontière orientale, la Falémé avec le Koloum-ko comme prolongement, puis le « baoval Sankari » jusqu'au Bafing. Les tensions franchissent un cran supplémentaire avec les incidents liés à la mission Maclaud en 1899. Le résident de Dinguiray Dupuy dénonce les agissements du docteur⁴¹⁰ ; Après avoir exploré les régions depuis Timbo, la mission quitte Dinguiray avec 18 porteurs, pour Tamba puis Firghia afin de recueillir du chef et des habitants des renseignements plus exacts « sur la

⁴⁰⁶ ANS 7 G/40, rapport du lieutenant Lebrun au sujet de la prise de possession du territoire de Langan, juin 1897, p. 3.

⁴⁰⁷ Sur les méandres de la carrière de cet administrateur, voir DAVID Philippe, *Ernest Noirot, 1851-1913: un administrateur colonial hors normes*, Paris, Karthala, 2012, 320 p.

⁴⁰⁸ ANS 18 G/9, Copie d'un rapport de Noirot, administrateur du Fouta Djallon au gouverneur de Guinée, 18 avril 1898.

⁴⁰⁹ *Ibid.*, p. 5.

⁴¹⁰ ANS 7G/39, copie aussi en ANS 7G/53. « Si les chefs indigènes du Fouta Diallon ont, jusqu'à présent agi de mauvaise foi au sujet de la frontière, les chefs blancs de l'administration de la Guinée paraissent vouloir procéder de même. » Lettre de l'adjoint chargé de l'expédition des affaires à lieutenant gouverneur du Soudan, Dupuy, Dinguiray, le 18 novembre 1898, p. 6.

véritable limite séparant le Fouta-Dialon du cercle de Satadougou ».

De scientifique qu'était en Guinée, la mission du docteur Maclaud, elle est subitement devenue politique aux approches de la frontière.

Sont dénoncés « les riches cadeaux offerts aux chefs de villages », les promesses de récompenses faites à Maki Tall s'il dépendait plutôt de la Guinée que du Soudan, le dénigrement de la politique économique du Soudan... Les motivations de ces intrigues sont difficiles à cerner. Pour les chefs locaux, l'accès à certaines ressources semble important, les régions frontalières sont souvent citées pour leur fonction de grenier à céréales (mil et maïs) dont les éleveurs du Fouta ont besoin. Firghia constitue un marché précolonial important pour le commerce du bétail et des captifs. Inversement, des villages semblent vouloir échapper à d'anciennes tutelles et satisfaites de se placer « sous la protection soudanaise ». Pour les administrations françaises, les enjeux de ces luttes vont au-delà des simples concurrences territoriales entre administrations, l'une plus civile et l'autre plus militaire. Les enjeux dominants semblent économiques pour la Guinée notamment. Odile Goerg a montré leur rôle dans la mainmise sur le Fouta puis dans la construction du territoire ; le noyau commerçant de Conakry est à l'origine de nombreux projets pour lier les ports français au bassin du Niger, des missions se multiplient pour créer une voie de chemin de fer reliant l'océan et le fleuve et choisir le meilleur itinéraire afin de capter les circuits commerciaux précoloniaux⁴¹¹. C'est aussi la période de la « fièvre du caoutchouc » dont les modalités sont étudiées dans un article d'Emily Osborn⁴¹². Ces luttes s'inscrivent dans la période d'inventaire des potentialités du territoire ; les relevés effectués par le lieutenant Chanoine dans le Dinguiraye en 1899 indiquent avec précision et à différentes échelles les zones de production.

⁴¹¹ Les comptes rendus de la mission Paroisse recherchant les routes vers le Niger en 1893 sont en ANOM FM SG Missions 21. Voir aussi les nombreux rapports de Salesses dans le Bulletin du comité de l'Afrique française en 1899.

⁴¹² OSBORN Emily Lynn, « Rubber Fever, Commerce and French Colonial Rule in Upper Guinée, 1890-1913 », *The Journal of African History*, Vol. 45, No. 3, 2004, pp. 445-465.

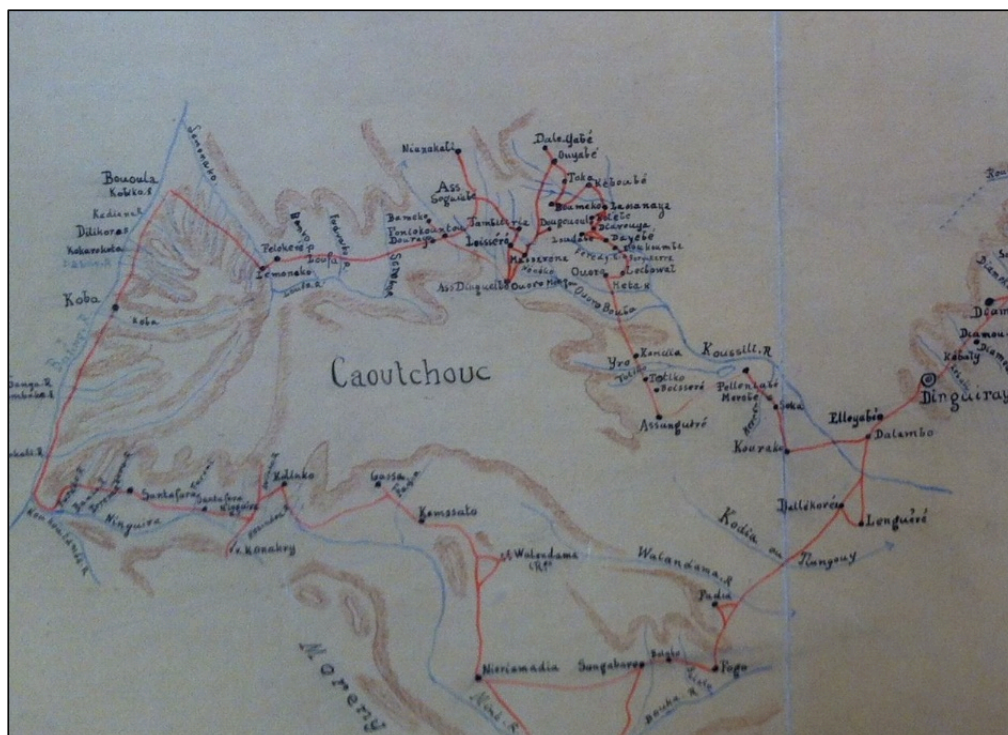


Figure 26 - extrait des relevés d'itinéraires du lieutenant Chanoine, avril-mai 1899⁴¹³

Les espoirs suscités par le caoutchouc pour rentabiliser la colonie sont nombreux, ce qui explique que la Guinée a « le vent en poupe » en métropole. Les rapports de Bulletin de l'Afrique française sont enthousiastes sur la vitalité de la jeune colonie et le compte-rendu de mission de Maclaud est un plaidoyer indirect pour l'administration guinéenne

Bien que le Dingiray dépende administrativement de la colonie du Soudan, presque tout son commerce se fait avec la Guinée. Il serait facile par quelques mesures de circonstance de décupler ce trafic; [...] et le caoutchouc encore inexploité de la Bouka et du Tinkisso descendrait enfin dans nos établissements de la côte. [...]

Sur la région au nord du Koïn:

Les ressources de toute nature sont très abondantes: les chefs du pays ont compris la nécessité de replanter les lianes à caoutchouc dévastées par une exploitation irraisonnée, et se sont mis sans délai à cette culture. [...] Mes conseils étaient presque toujours accueillis avec des sourires; parfois même on me répondait: « quand le pays sera couvert de forêts de caoutchouc, les blancs nous chasseront d'ici pour s'y établir. »

Outre les logiques fonctionnelles, Maclaud justifie le rattachement par les parentés « raciales »:

A Firghia, sur le Gombo, j'ai retrouvé les Diallonké, Langan et Sako, qui parlent la même langue que les Soussou de la côte. Leurs coutumes et leurs mœurs sont les mêmes que celles de

⁴¹³ ANOM, Cartes et plans, AF 1439.

leurs parents de l'Ouest⁴¹⁴.

Au moment où s'amorcent les arbitrages, le rapport de force qui était plutôt en faveur du Soudan en 1896-97, s'inverse après 1899, la Guinée réclame alors des territoires. Les administrateurs de la Guinée ont su instrumentaliser les revendications de pouvoirs traditionnels au service des dynamiques de la colonie⁴¹⁵. Les points de conflit ont la singularité d'entremêler les logiques locales et les tensions inter-coloniales. Les autorités coloniales sont cependant d'accord pour mettre fin aux incertitudes dont les populations locales profitent⁴¹⁶.

Cette question de délimitation non seulement entre le Dinguiray et le Fouta mais encore sur toute la frontière commune du Soudan et de la Guinée s'impose pour éviter ces sources de conflits entre fonctionnaires européens, conflits dont les indigènes se rendent très bien compte et que nos ennemis exploitent au grand détriment de notre influence et de la pacification⁴¹⁷.

Une commission tripartite composée de représentants de la Guinée, du Sénégal et du Soudan est composée pour déterminer la frontière ; une dépêche ministérielle du 15 novembre 1898⁴¹⁸ ne concerne que les limites entre Sénégal et Guinée. La résolution du conflit a lieu à l'échelle du gouvernement de l'AOF, parallèlement à un autre débat en métropole, celui de l'avenir du Soudan.

⁴¹⁴ « A travers la Guinée et le Fouta Djallon, la mission Maclaud », *Bulletin du comité de l'Afrique française*, année 1899, p. 296.

⁴¹⁵ ANS 18 G/9, Copie d'un rapport de Noirot, p. 9. : « En terminant, Mr le Gouverneur, permettez moi d'insister pour que les frontières indiquées soient bientôt adoptées et que les revendications des chefs que nous protégeons soient prises en considération. Ils nous prêtent un concours efficace, vous en avez la preuve. »

⁴¹⁶ Ces enjeux locaux sont analysés avec plus de précision p. 169.

⁴¹⁷ ANS 7 G/27 courrier de Bertin, commandant de la région Sud, au gouverneur général du Soudan français, sur les tensions entre résidences de Dinguiray et de Timbo, le 10 avril 1897.

⁴¹⁸ ANS 18 G/9 : Dépêche ministérielle relative à la délimitation de la Guinée française, *Bulletin administratif Guinée française 1897-1900*, p. 377.

C) Un Soudan français à géométrie variable

1) La délimitation définitive du 12 janvier 1899.

L'arrêté du 12 janvier 1899 consacre la délimitation « définitive » de la Guinée française avec le Sénégal et le Soudan français, il est signé à Saint-Louis par Chaudié, gouverneur général de l'AOF et Binger, directeur des affaires d'Afrique du ministère des colonies :

La frontière étant réglée par Dépêche ministérielle du 15 décembre 98 n°232 jusqu'à la Gambie, elle partira de ce dernier point pour suivre le Bitari Ko et rejoindre la rivière Kila Kouré qui se jette dans le Balin Ko ou cours supérieur de la Falémé et forme la frontière naturelle entre le Dentilia et le Sangala, le premier restant au Sénégal et le second à la Guinée. De là la frontière remontera le cours du Balin Ko pour laisser le Foulafa au Soudan comme l'indique le croquis ci-joint pour atteindre le Kounda Ko qu'elle suivra jusqu'à son confluent avec le Kouloum Ko; de ce confluent elle remontera le Kouloun Ko pour atteindre le Bafing ou Baleio jusqu'à la rivière Ninguira de façon à laisser le Langan à la Guinée, elle remontera ensuite la Ninguira jusqu'au Mini et ce dernier cours d'eau jusqu'à son confluent avec le Bouka Ko qui servira de limite avec la rivière Borogui pour atteindre par une ligne indiquée sur le croquis actuel vers Bisikrima. Le reste de la frontière reste tel qu'il est défini⁴¹⁹.

Cet arbitrage est plus favorable à la Guinée qu'au Soudan ; dans les limites adoptées, il lui attribue le Langan et adopte à l'est la frontière préconisée par MacLaud avec le cercle de Dinguiray. Le « Foulafa⁴²⁰ » reste cependant au Soudan. Cette frontière « définitive » n'est que temporaire puisque le débat sur l'avenir du Soudan débute en 1899. La description s'arrête vers le sud aux limites du cercle de Faranah, transféré à la Guinée le 1^{er} janvier 1896⁴²¹. Il est plus équilibré dans les choix effectués avec le Sénégal, la Guinée obtient le Sangala mais pas le Dentilia, qu'elle considérerait comme partie intégrante du Fouta⁴²². Les choix s'appuient largement sur l'hydrographie ; la façon dont l'arrêté est rédigé suggère qu'il s'agit d'une utilisation fonctionnelle des cours d'eau pour mobiliser des limites facilement

⁴¹⁹ Copies en ANS 7 G/83, ANS 18 G/9 ou ANOM FM SG AOF/VII/dossier 5. Voir en annexe n° 15 la carte de la délimitation « définitive » de la Guinée française avec le Sénégal et le Soudan français.

⁴²⁰ L'orthographe adoptée ici et jamais rencontrée jusque là semble indiquer la faible connaissance des enjeux de la région à Saint-Louis.

⁴²¹ Les débats et les choix sur la délimitation du cercle avec celui de Kouroussa au Soudan figurent en ANS 7 G/55.

⁴²² ANS 18 G/9, Noirot : « [...] en nous tenant dans ces limites nous n'empiétons en rien, ni sur les territoires du Sénégal, ni sur ceux qui constituent le Soudan. Nous ne demandons qu'à reconstituer le Fouta Dialon dans les limites qu'il possédait lors du traité de 1881, limites qui ne furent entamées que depuis moins de trois ans à la suite de malentendu ou d'une connaissance imparfaite du pays », p. 8.

identifiables sur le terrain⁴²³. L'arbitrage raisonne surtout en se basant sur des entités politiques antérieures qui sont ventilées de part et d'autre de la frontière, les nombreuses polémiques à suivre témoignent de la complexité des enjeux locaux⁴²⁴. Cet arrêté a d'abord pour objectif de mettre fin aux tensions entre les trois administrations, de favoriser l'encadrement des populations ; elles sont logiques sur le plan économique (favoriser le développement de la Guinée tout en conservant au Soudan le contrôle des nœuds de communication vers Kayes et Médine) ; l'arrêté réfute aussi la logique proposée par Noirot de recréer un « vaste Fouta » en confiant certaines de ses marges aux colonies voisines. Il devient cependant rapidement obsolète dans sa partie orientale, suite aux modifications territoriales de l'AOF. Il demeure cependant le seul acte de délimitation globale entre les deux futurs États⁴²⁵.

2) Découper le « monstre Soudan » ?

Le débat général sur l'organisation territoriale de l'Afrique occidentale éclipse rapidement la question de la limite entre la Guinée et le Soudan français. L'AOF a été créée par l'arrêté du 16 juin 1895, afin de coordonner, sous l'autorité unique d'un gouverneur général, l'action de pénétration à l'intérieur du continent africain. Le gouverneur général devait être le représentant du gouvernement de la République dans les territoires du Sénégal, de la Côte-d'Ivoire, de la Guinée et du Soudan français. Ces trois dernières colonies étaient placées sous la direction politique et militaire du gouverneur général, qui demeurait gouverneur du Sénégal mais elles conservaient leur autonomie administrative et financière, sous l'autorité des gouverneurs résidant à Conakry et Grand-Bassam et d'un lieutenant gouverneur à Kayes. L'extension des territoires et les tensions entre les administrations conduisent à envisager une nouvelle réforme. Le Soudan est au cœur du débat ; dépassements budgétaires, critiques des parlementaires sur les actions menées en 1898 signent son démembrement au profit des colonies voisines. G. Binger, directeur des affaires d'Afrique, résume les principes qui ont imposé le nouveau décret dans une note pour le ministre.

⁴²³ Voir réflexion page 125.

⁴²⁴ voir page 113.

⁴²⁵ BROWNLIE Ian, *African Boundaries: A legal and Diplomatic Encyclopaedia*, Hurst and Co., 1979, 1355 p., pp. 311-314.

En la démembrant et en rattachant ses diverses fractions à celles de nos possessions dont elles sont la prolongation naturelle, le décret du 17 octobre 1899 a consacré la seule organisation vraiment rationnelle au point de vue théorique et pratique⁴²⁶.

La nécessité d'unifier l'autorité supérieure dans les possessions d'Afrique occidentale, d'y établir un régime de pouvoir civil ont guidé selon lui la fin du Soudan. Il regrette le lien de dépendance extrêmement faible du lieutenant gouverneur du Soudan envers le gouverneur général. C'est dans cette indépendance formelle « qu'il faut chercher l'origine d'entreprises plus ou moins opportunes, actes de répression ou « opérations de police », qui se sont produites périodiquement depuis 1895. »

Son jugement sur l'action militaire au Soudan est très dur :

Il n'y avait pas d'autre moyen de supprimer en Afrique occidentale cette sorte d'État dans l'État.

La sécurité et la pacification paraissant désormais complètes, il n'y a plus de raison de laisser le pouvoir administratif à l'autorité militaire.

Le Soudan n'a jamais été une colonie; il n'a été qu'une agglomération. Une colonie doit correspondre à un ensemble géographique bien déterminé qui permet de donner à des populations diverses le lien d'une administration commune. [...] De ce qui était le territoire militaire du Haut Fleuve, prolongation naturelle du Sénégal [...], on a fait un amalgame considéré comme indéfiniment extensible⁴²⁷.

Cette réorganisation a été préparée par une commission sous la présidence d'Ernest Roume, directeur des affaires d'Asie. Les luttes d'influence ont opposé Trentinian⁴²⁸, défendant les « Soudanais » et le maintien du statu quo, aux partisans de la dislocation, en particulier Chaudié, gouverneur général, Binger et Ballay, gouverneur de Guinée dont le discours en faveur d'une administration civile et « rentable » a été déterminant⁴²⁹. Des groupes de pression sont intervenus par des courriers ou des pétitions. Une lettre de commerçants installés en AOF, rédigée par F. Philippart, commerçant bordelais, datée du 20 septembre 1899, décrit ainsi le « monstre Soudan : »

Tel qu'il est actuellement délimité et administré, le Soudan apparaît à l'observateur impartial comme un être difforme et contre nature dont on ne peut espérer qu'il vivra, comme un

⁴²⁶ ANOM FM SG AOF VII/4a, dislocation du Soudan. Binger, note au ministre Mr. Decrais, p. 10.

⁴²⁷ ANOM FM SG AOF VII/4a, pp. 4-8.

⁴²⁸ Sur sa conception du Soudan, lire son discours du 19 mai 1897 où il défend les limites du Soudan : « le Soudan forme un tout géographique nettement défini qui a son histoire, son organisation politique, ses courants commerciaux. » Disponible dans le Bulletin du comité de l'Afrique française de juillet 1897.

⁴²⁹ ANOM FM SG AOF VII/4a, p. 16. : « En Afrique, là où il n'y a pas de militaires, il n'y a pas d'expéditions et de combats. »

montre en un mot⁴³⁰.

Cette monstruosité serait à la fois géographique, administrative et commerciale. Inversement des maisons de commerce du Sénégal militent pour le maintien du Soudan, mais selon Chaudié, ces maisons seraient fortement liées aux dépenses militaires de ravitaillement. La presse coloniale participe au débat⁴³¹. Le comité de l'Afrique française reste mesuré et soutient plutôt Trentinian dans sa conclusion :

Toute œuvre de colonisation est de longue haleine, et la « dislocation » complète, immédiate du Soudan français nous paraît prématurée au point de vue commercial comme au point de vue politique⁴³².

Chaudié rédige la synthèse des travaux de la commission dans un rapport au ministre des colonies du 26 septembre 1899, « sur les modifications politiques et administratives à introduire dans l'organisation du Soudan ⁴³³ ». Il présente d'abord page 3 et 4 des justifications géographiques :

Dès qu'on jette les yeux sur une carte de l'Afrique Occidentale, il n'est pas possible de n'être pas immédiatement frappé de la disposition géographique très particulière présentée par les possessions françaises de cette partie du monde; quatre colonies, le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey sont des régions côtières ayant un développement plus ou moins étendu de rivage et d'hinterlands de pénétration dans l'arrière pays d'autant plus profonds que les voies de communication s'y sont trouvées plus faciles et plus rapides. Seul, le Soudan est une colonie purement méditerranéenne. [...] On peut donc dire que le Soudan est formé de la juxtaposition des hinterlands supérieurs de nos colonies.

Suivent des arguments historiques. Cette décision serait dans la continuité de l'action de Faidherbe au Sénégal et des décisions adoptées dans les années 1890, comme confier le Fouta-Djalon à la Guinée. En accord avec Binger et Ballay, il propose la ventilation des différents cercles pacifiés aux colonies côtières et la création de deux marches militaires à l'est et au nord-est. Cette décision n'aurait pas de conséquences administratives puisque chaque cercle serait transféré en bloc avec son personnel, ses rôles d'impôt et son budget. Le pouvoir militaire serait encadré par l'autorité civile ; enfin il met en avant logiques économiques et économies budgétaires. La commission propose comme nouvelles limites des colonies :

⁴³⁰ ANOM FM SG AOF VII/4a, chemise c, lettre au ministre des colonies, 20 septembre 1899, p. 3.

⁴³¹ Le dossier ANOM FM SG AOF VII/4b contient des coupures de *la Dépêche coloniale* et de *la revue commerciale et coloniale*.

⁴³² « La réorganisation de l'Afrique occidentale française », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, Comité de l'Afrique française, Paris, bulletin n° 11 du mois de novembre 1899, p. 372.

⁴³³ ANOM FM SG AOF VII/4b, rapport au ministre du 26 septembre 1899 « sur les modifications politiques et administratives à introduire dans l'organisation du Soudan »

La limite territoriale de la colonie du Sénégal serait donc:

Au Sud: la frontière nord du Fouta-Djalon et le cercle actuel de Siguiri.

À l'est: le cercle de Djenné, Ségou et Bammakou tels qu'ils sont actuellement constitués.

Au Nord la région actuelle du Sahel comprenant les cercles de Nioro, Gombou, Sokolo.

La Guinée française possède déjà dans le bassin du haut-Niger le cercle de Farana, il conviendrait d'étendre en arrière sa zone d'action, le long de la frontière de Libéria et de la rive droite du Niger jusqu'à son affluent de Sankarani, c'est à dire jusqu'à la ligne de partage des eaux, entre le bassin du Niger et les fleuves tributaires du Golfe de Guinée.

Ces territoires qui constituaient une partie de l'ancien royaume de Samory avaient été presque réunis par lui, produisent en abondance la noix de kola et le caoutchouc [...] La Guinée française est directement intéressée à attirer vers Konakry tous les produits du haut-Niger et à détourner de Sierra Leone les voies commerciales qui jusqu'à ce jour ont fait la fortune la fortune de la Guinée anglaise.

Les limites de la Guinée seraient donc:

au Nord: La frontière nord du Fouta d'Jalon et des cercles de Kouroussa et de Kankan.

À l'Est, la frontière Est des cercles de Kankan et de Beyla.

Au Sud la frontière de Libéria et de la Guinée anglaise.

Les arguments économiques mobilisés par la Guinée motivent les décisions officialisées le 18 octobre 1899 par un décret du Président de la République⁴³⁴ et entérinent les recommandations de la commission. Un arrêté de Chaudié précise la distribution des cercles et surtout la formation des territoires militaires, il donne comme instructions pour la suite :

Des arrêtés ultérieurs pris après entente entre les Gouverneurs des colonies limitrophes, régleront d'une manière définitive les limites qu'il conviendra d'assigner à chaque colonie et à chaque territoire militaire suivant les circonstances des lieux et de populations⁴³⁵.

⁴³⁴ Les copies du décret du président de la République du 18 octobre 1899 figurent dans le dossier ANS 18 G/2; les arrêtés d'application et les décisions sont en 18 G/1. Copie du *Journal officiel de l'AOF* en annexe n° 16.

⁴³⁵ ANS 18 G/1, Arrêté du gouvernement général, Chaudié, Kayes, 25 décembre 1899, p. 46.

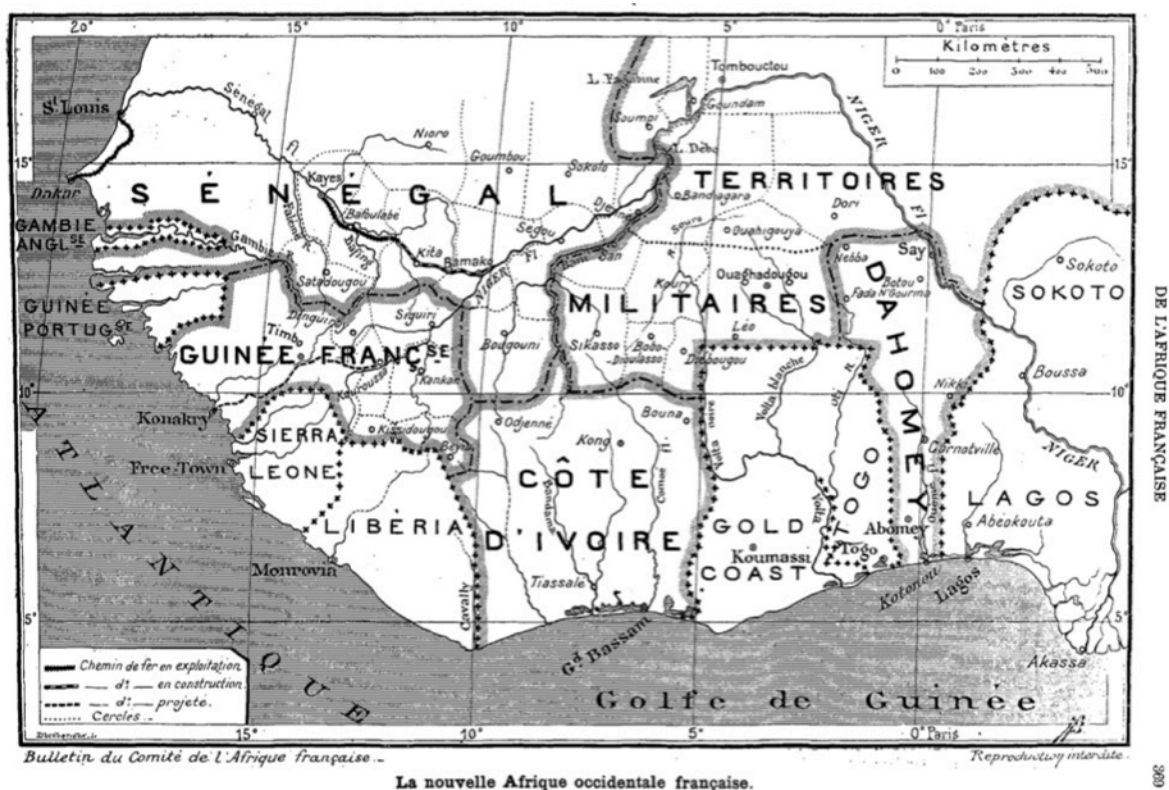


Figure 27 – Carte de la nouvelle Afrique occidentale française en 1899⁴³⁶

3) Recréer le « glorieux Soudan »

L'organisation territoriale et administrative de l'Afrique occidentale tarde à se fixer et des changements interviennent dans les dénominations et l'architecture de la fédération. Les cercles de Kayes, Bafoulabé, Kita, Satadougou, Bamako, Ségou, Djenné, Nioro, Goumbou, Sokolo et Bougouni ont été rattachés en 1899 au Sénégal sous la dénomination spéciale de « pays de protectorat » et de « Haut Sénégal et Moyen Niger » par opposition à celle de « bas-Sénégal » ; ils ont conservé leur autonomie budgétaire mais reçu une administration civile. Le décret du 1er octobre 1902 enlève à la colonie de Sénégal ces territoires, désormais groupés en une circonscription territoriale nouvelle sous le nom de « Territoires de la Sénégambie et du Niger »⁴³⁷.

Enfin, le décret du 18 octobre 1904 forme la « Colonie du Haut-Sénégal et du Niger » et marque le « restauration » du Soudan. Dans son projet de réorganisation du gouvernement général envoyé au ministre le 22 juin 1904, Ernest Roume le justifie ainsi :

⁴³⁶ Source : *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, Comité de l'Afrique française, Paris, novembre 1899, p. 399.

⁴³⁷ ANS 18 G/3, copie du décret du président de la République, Émile Loubet, 1^{er} octobre 1902. Voir aussi le rapport du ministre des colonies, Gaston Doumergue justifiant cette évolution, JO du 27 octobre 1902.

C'est l'organisation de l'autre moitié de l'AOF, de ces immenses territoires du littoral du Sénégal et de la Casamance jusqu'aux rives du Lac Tchad, qui nécessite une sérieuse révision. [...] les régions dont il s'agit comprennent les parties les plus riches et les plus peuplées de l'AOF; l'immense et magnifique vallée du Niger en est l'axe et détermine leur unité. Les intérêts commerciaux y sont déjà considérables [...]. Enfin le Soudan est aussi le noyau de notre puissance militaire en AOF⁴³⁸.

Ces intérêts sont accrus par l'achèvement proche du chemin de fer de Kayes au Niger, par les progrès de la navigation sur les fleuves et nécessitent une administration beaucoup plus proche et autonome par rapport à Saint-Louis ou même Kayes. Roume souhaite la création d'un « gouvernement du Soudan français » et projette l'installation de son siège à Bamako dont la situation lui semble idéale. Par le décret adopté en octobre, la nouvelle colonie prend le nom de colonie de Haut-Sénégal et Niger et non de Soudan pour bien marquer la rupture avec la période « militaire » ; son chef-lieu est établi à Bamako et englobe une importante partie des anciens territoires militaires susceptibles d'être transmis à une administration civile; le reste des espaces conquis de fraîche date est réuni en un territoire militaire unique annexé à la colonie. Le gouvernement général de l'AOF se trouve ainsi composé de cinq colonies le Sénégal, le Haut-Sénégal et Niger, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Dahomey, administrées chacune par un lieutenant-gouverneur, dépendant vis-à-vis du gouverneur général. Cette réorganisation marque une victoire pour le « parti colonial » et pour Roume ; le Bulletin de l'Afrique française s'en félicite :

Nous n'hésitons pas à approuver tout particulièrement les dispositions qui sous le nom de colonie du Haut-Sénégal et du Niger restaurent l'ancien Soudan français. [...] Avions-nous jamais rêvé meilleure sanction de nos efforts que de lire un jour les lignes suivantes dans le rapport d'un ministre des colonies qui, jadis, n'était certainement pas un partisan du Soudan? Il faut, écrit-il, décharger le gouverneur général de l'administration des vastes territoires composant la Ségambie-Niger. Car leur administration s'est si notablement affermie et développée durant ces dernières années, qu'il convient désormais d'ériger en une véritable colonie, constituée dans la forme commune, les territoires civils situés au delà de Kayes⁴³⁹.

Ce processus de réorganisation n'affecte pas la limite entre la Guinée et le futur Mali, seule l'autorité d'un côté de la frontière change. La « restauration » du Soudan s'achève en 1920. Profitant d'une série de modifications territoriales de l'AOF en 1920, le ministre des colonies propose le retour au nom de Soudan, répondant ainsi aux attentes du « parti

⁴³⁸ ANS 18 G/4, projet de réorganisation du gouvernement général, 22 juin 1904, p. 3.

⁴³⁹ « la réorganisation de l'Afrique occidentale française », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, Comité de l'Afrique française, Paris, novembre 1904, p. 337 ; le décret officiel est dans le supplément 11.

colonial ».

Par ailleurs, il a paru opportun de profiter du changement ainsi apporté aux limites du Haut-Sénégal-Niger pour doter d'un nom géographiquement mieux approprié aux Territoires qui la composent et de lui restituer l'ancienne dénomination de Soudan français à laquelle s'attachent tant de glorieux souvenirs de notre conquête africaine⁴⁴⁰.

Les grands traits de la construction de la frontière se sont effectués dans les bureaux des ministères, dans les rapports de force entre les gouvernements de l'AOF. Si la construction du territoire guinéen répond d'abord à des logiques économiques, la pérennité de l'existence du Soudan, sous des statuts et des dénominations variables, répond à la nécessité de contrôler le vaste espace central autour du bassin du Niger.

⁴⁴⁰ ANS 18G/7, Rapport de présentation du décret, ministre des colonies au Président de la République, Paris, le 4 décembre 1920. Copie du décret du 4 décembre dans le même dossier.

Chapitre 3 : A la base est le cercle, le tracé de la frontière (1878 – 1904)

Pour comprendre le processus de construction à l'œuvre, il est nécessaire de changer d'échelle. Les décisions de 1899 sont intervenues suite à un long travail sur le terrain, à l'échelle des cercles pour identifier et comprendre les logiques territoriales antérieures à la conquête, les organisations sociales et politiques qui assuraient le contrôle de l'espace et des hommes. La définition des limites des cercles s'est faite au contact des populations, parfois avec leur concours. Michel Foucher utilise la notion d'horogénèse pour reconstituer l'histoire du tracé d'une frontière. L'échelle locale est essentielle pour appréhender celle qui sépare aujourd'hui Mali et Guinée car c'est l'attribution de territoires administratifs à l'une ou l'autre des deux colonies, dans leur intégralité, qui les construisit.

A) A la recherche de la bonne frontière

1) Méthodes et modèles des commandants de cercle

Broussard et la frontière

Broussard est le pseudonyme utilisé par Maurice Delafosse pour publier une série d'articles parus à partir de 1909 dans la revue *Afrique française*, réunis ensuite dans un livre en 1922⁴⁴¹. Delafosse y retrace les étapes d'une vie administrative passée au fond de la brousse africaine et propose une représentation de l'administrateur colonial et le récit de l'expérience concrète du commandant de cercle ordinaire, confronté à la « politique indigène » et aux populations africaines⁴⁴². L'occupation et l'administration des territoires dans une région considérée comme précocement pacifiée demeure minimale, faible en moyens et en hommes. Les « cartes des personnels des cercles de Guinée et du Haut-Sénégal-Niger » de 1919 indiquent de 3 à 4 fonctionnaires pour la plupart des cercles le long de la frontière (un administrateur, un adjoint et un commis à Satadougou par-exemple)⁴⁴³. Même

⁴⁴¹ DELAFOSSE Maurice, *Broussard ou Les états d'âme d'un colonial: suivis de ses propos ou opinions*, Paris, l'Harmattan, 2012, 212 p.

⁴⁴² Sur Maurice Delafosse, lire : AMSELLE Jean-Loup et SIBEUD Emmanuelle (dirs.), *Maurice Delafosse: entre orientalisme et ethnographie*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1998, 319 p. ; sur Broussard, la fonction de commandant de cercle et son image, se référer en particulier à l'article de Véronique Dimier, « une analyse de l'administration coloniale signée Broussard », pp. 21-38.

⁴⁴³ ANS 18 G/7, personnel des cercles d'après le budget local de 1919 ; les cartes sont placées en annexe n°17.

petits effectifs en 1907 dans les statistiques fournies par le gouvernement général: quatre Européens pour les cercles de Dinguiraye ou Bougouni⁴⁴⁴. Le personnel européen des cercles était issu en théorie⁴⁴⁵ de deux catégories, le corps des administrateurs des colonies, pour les fonctions de direction, et celui des employés des affaires indigènes, prévu pour les fonctions d'exécution (commis et adjoints des affaires indigènes). Les commandants de cercle ont donc besoin de s'appuyer sur les configurations territoriales et les entités politiques existantes. Leur travail d'identification vient approfondir et préciser celui mené par les missions d'exploration, afin d'administrer le plus efficacement possible les populations.

Ces agents du pouvoir colonial rayonnent à partir de leurs postes pour contrôler leurs régions et réduire peu à peu l'imprécision des lieux et des hommes. Ils sont d'abord confrontés à la distance, aux difficultés de contrôle des cantons les plus éloignés, la frontière est souvent très éloignée des chefs-lieux de cercles, situés le long de la ligne de ravitaillement pour ceux du Soudan.

Car il ne faut pas se faire d'illusions, sur ce vaste territoire que comprend le cercle de Bamako, affectant à peu près la forme d'un rectangle de 250 kilomètres de long sur 200 de large, notre action effective ne dépasse pas le rayon dans lequel la colonne peut opérer sans se détourner complètement de son objectif, soit environ 80 kilomètres. Quant aux cantons éloignés, le rôle du commandant de Bamako doit être d'y ménager notre situation pour l'avenir, jusqu'au moment où nous aurons fait assez de progrès dans le pays pour leur imposer effectivement notre autorité⁴⁴⁶.

Cette autorité passe par un inventaire le plus précis possible des territoires :

Vous devez à ce sujet fixer la géographie politique exacte des villages que vous visiterez, voir de quel groupe ils appartiennent, quel en est le village suzerain etc. L'ignorance de ces faits est souvent la cause de nos indécisions, de nos erreurs, d'injustices même que nous pourrions commettre dans ces pays [...] Vous ne négligerez pas de bien faire connaître dans votre rapport de quel village principal dépendent ceux que vous visiterez afin de me permettre de rectifier si il y a lieu les limites du cercle de Niagassola, Koundou et Bammako, le village d'un même groupe devant naturellement être rattaché au même cercle⁴⁴⁷.

Cet inventaire est de plus en plus encadré par les instructions officielles. Dès 1888, Gallieni ordonne la tenue de différents registres :

⁴⁴⁴ AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, *Situation générale de l'année 1907 / Gouvernement général de l'Afrique occidentale française*, Gorée, Imprimerie du Gouvernement général, 1912-1908, pp. 42-48. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb32783197q/date>. Consulté le 29 août 2013.

⁴⁴⁵ En pratique, le cercle était parfois confié à un commis, c'est le cas de Cugnier dans le Koïa en 1902 et de plusieurs autres administrateurs identifiés dans les rapports.

⁴⁴⁶ CHETOM 15 H/35, dossier 2, pièce n°12, Instructions du commandant Ruault à son successeur, le 22 février 1884, p. 14

⁴⁴⁷ ANS 1 G/89, pièce 4, Instructions pour le lieutenant Rouy à Bamako, campagne 1887-1888, Gallieni, p. 5-6.

Le commandant de chaque cercle s'occupera en outre de dresser, au moyen des cartes déjà existantes et avec les renseignements qu'il devra se procurer une carte politique de son cercle donnant les limites des cantons, les chefs-lieux de leur village, un relevé des noms des chefs, le chiffre approximatif de la population et des ressources en bétail.

Il ouvrira :

Un registre des villages, placés par lettre alphabétique, sur lequel on inscrira tous les conflits [...] et le jugement intervenu.

Un registre relatant les événements, nouvelles, racontars, renseignements de toute nature, relatifs aux grands et petits états, qui touchent à nos frontières⁴⁴⁸.

À cette date, l'objectif est encore celui de la découverte et d'un premier contact avec les territoires conquis. La logique administrative s'accroît avec des tableaux de plus en plus précis des espaces et des populations. En 1896, les instructions ont un but fonctionnel, faciliter le contrôle, limiter les incertitudes et les discontinuités dans la tutelle politique :

La population partout très soumise, est facile à commander. Au point de vue de la politique intérieure, il suffira donc de surveiller de près les chefs de province et les centres musulmans et de sévir, sans tarder, contre toute marque de nonchalance de leur part dans l'exécution de nos ordres. On devra en outre profiter de toutes les tournées [...] pour vérifier les laissez-passer des dioulas, refaire les cartes de cercle, établir les carnets d'itinéraire. [...] Pour faciliter l'administration du cercle, on devra s'efforcer de connaître à l'avance pour chaque chef de province ou de cantons, l'indigène qui pourrait le remplacer en cas de décès ou de destitution, de façon à n'être pas embarrassé en cas d'événement de ce genre⁴⁴⁹.

Quelques années plus tard, ce sont les logiques économiques qui dominent. En novembre 1903, le gouverneur général Merlin commande aux administrateurs et commandants de cercle du Haut-Sénégal-Niger une enquête approfondie sur chaque région avec un questionnaire commun, à renvoyer avant le 1^{er} avril 1904 avec promesse d'avancement pour les rapports de qualité et de sanctions pour les récalcitrants.

Messieurs, à plusieurs reprises déjà, il a été demandé aux administrateurs de réunir, dans une sorte de monographie, les renseignements d'ordre historique, géographique et économique recueillis par eux et leurs prédécesseurs sur la région qu'ils dirigent. Par suite de circonstances diverses et dont il est superflu de rechercher les causes, les instructions données à ce sujet ont été perdues de vue. [...]

Le questionnaire très détaillé joint à cette circulaire comprend dix sections: formation historique et ethnique des provinces du cercle, organisation politique, administrative et

⁴⁴⁸ ANOM FM SG Sénégal/IV/90 bis b, Décision n°68, tenue de cartes et des registres politiques dans chaque cercle, Siguiri, le 20 février 1888, Gallieni.

⁴⁴⁹ ANS 7 G/27, Instructions aux commandants de cercles par le commandant de la région Sud, Siguiri, le 26 décembre 1896.

judiciaire indigène qui a précédé immédiatement notre autorité; organisation politique, administrative et judiciaire actuelle; renseignements géographiques (y compris la faune et les voies de communication) renseignements économiques (cultures, élevage, carrières, industrie) main d'œuvre, commerce (nature du commerce, produits et prix, comptoirs européens et indigènes, marchés, colporteurs syriens, maures et dioulas), religion (sectes, marabouts); langues, instruction publique⁴⁵⁰.

Devront être joints au questionnaire une carte au 1 /500 000 et plusieurs états nominatifs des villages groupés par province ou par canton. Ce n'est sûrement pas un hasard si cette circulaire suit de quelques semaines un arrêté sur la perception de l'impôt personnel basé sur les rôles établis, et collecté par les chefs de provinces, cantons et villages sous le contrôle des administrateurs. Les commandes de l'administration encadrent progressivement la façon de penser l'espace, qui apparaît dans ces tableaux comme une combinaison de facteurs géographiques naturels (les catégories hydrographie, orographie,...), ethniques (« races »), économiques (ressources et productions), logistiques (les voies commerciales) et stratégiques. Il y a aussi des références historiques; on aboutit ainsi à la description de véritables « régions » dans ces monographies. Pour Roland Pourtier, ces inventaires aboutissent à une mise en carte des populations :

Ayant pour objectif de contrôler les indigènes en les « encadrant », elle n'eut de cesse qu'elle ne les ait « encartés », mis en carte, c'est-à-dire enfermés dans un espace soigneusement circonscrit. [...] les chefs de poste avaient entre autres tâches celle de rassembler les matériaux permettant d'y accéder: croquis d'itinéraire, relevés de villages, recensements, [...], travaux pratiques de géographie, de qualité très inégale, mais qui, d'année en année, conduisirent à résorber les "blancs" de la carte⁴⁵¹.

Les petits schémas réalisés à Bamako par le commandant de cercle témoignent de cette idée ; dans le cadre général du territoire, dont le trait extérieur est plein et large et d'une géométrie sûre, il range les familles de figurés selon différents thèmes : géographie physique, ethnographie, routes commerciales...

⁴⁵⁰ COMITE DU MAROC, *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, Paris Comité de l'Afrique française, 1908-1891, novembre 1903, pp. 345-346, URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb327272204/date>. Consulté le 4 septembre 2013.

⁴⁵¹ POURTIER Roland, « Les géographes et le partage de l'Afrique », *Hérodote*, n° 41, Paris, 2e trimestre 1986, pp. 91-108., p. 96.

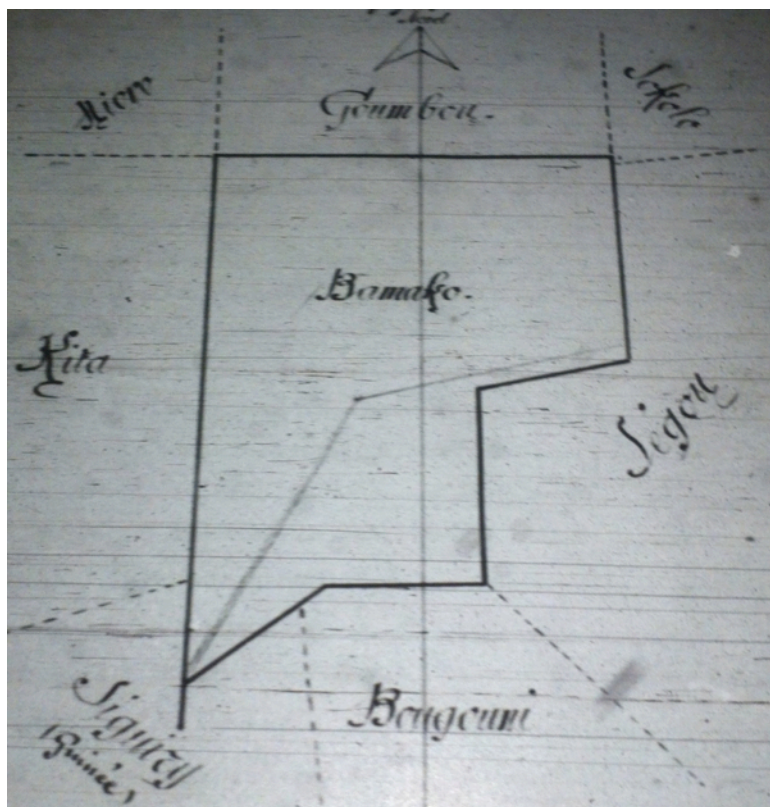


Figure 28 - schéma indiquant les frontières du cercle de Bamako⁴⁵²

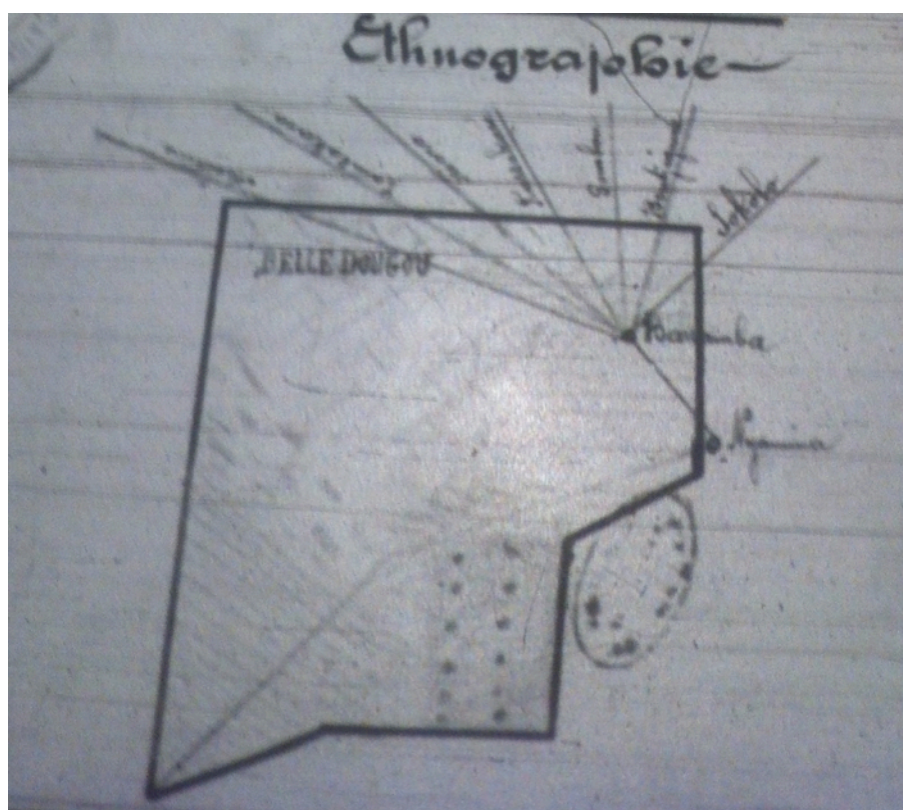


Figure 29 - schéma indiquant les ethnies du cercle de Bamako⁴⁵³

⁴⁵² Source : ANS 1 G/299, *Cercle de Bamako, historique de la conquête, état actuel*. p. 9. La date est indéterminée mais postérieure au passage de Siguiri à la Guinée.

Ces travaux mobilisent les modèles des espaces territoriaux élaborés en Europe, dans une conception très vidalienne du pays ou de la région. Ils laissent tout de même paraître les sensibilités diverses des commandants de cercle et pour certains leurs passions pour les populations étudiées.

L'obsession des frontières « naturelles »

Parmi les modèles de réflexion abondamment usités, celui des frontières « naturelles » guide largement la recherche des « bonnes frontières ». Dans les différents textes de délimitations ou instructions, elles seraient naturelles quand leur tracé « est appuyé, à grande échelle sur une configuration physique linéaire ⁴⁵⁴ ».

Les configurations hydro-topographiques ont souvent été choisies, soit en raison de leur visibilité sur le terrain, soit parce que c'était un point de repère commode sur les cartes, où les éléments linéaires étaient souvent dessinés de manière grossière, soit enfin parce qu'elles offraient à l'une des parties un avantage tactique.

En droit international, les « frontières naturelles » sont donc opposées aux « frontières artificielles » qui n'ont pas de repères physiques. Cependant, par définition, toutes les frontières sont artificielles, puisque les traceurs avaient le choix entre plusieurs fleuves, plusieurs lignes de crêtes. Le discours sur les « frontières naturelles » est mobilisé à petite comme à grande échelle. Dans son plaidoyer pour le maintien de l'intégrité du Soudan, Trentinian évoque les limites « naturelles » et « géographiques » de l'AOF :

Les explorateurs, les commerçants, les colonnes ont suivi dans leur marche en avant les grandes voies naturelles de chaque centre [...]; mais tous se sont arrêtés à de véritables limites géographiques, de telle sorte qu'il a suffi récemment pour le Département des colonies de rectifier légèrement les frontières du Sénégal, du Soudan, de la Guinée et du Dahomey, pour donner à chacune des ces colonies des limites naturelles qui leur conviendront, aussi longtemps que les nouvelles voies de communication n'auront pas modifié les directions suivies actuellement par les troupes françaises comme par les commerçants ⁴⁵⁵.

Ce sont d'abord des limites utilitaires, elles « conviennent », adaptées aux besoins de la

⁴⁵³ Source : ANS 1 G/299, *Cercle de Bamako, ibid.*, p. 16-17. L'absence de couleur sur microfilm rend la légende manuscrite peu utile, Les traits horizontaux signalent la race soninké, les hachures rouges les bambaras, les points bleus les bergers peuls, les traits rouges les marches des Maures pour le sel...

⁴⁵⁴ J'utilise ici des éléments de réflexion et des citations issus de FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique, op. cit.*, pp. 41-42.

⁴⁵⁵ ANS 18 G/2, rapport de Trentinian au ministère sur les possessions d'Afrique occidentale, « Chapitre IV, limites territoriales de nos possessions de l'Afrique occidentale », fait à Paris le 7 octobre 1899.

conquête et de la mise en valeur ; c'est la définition d'une « bonne frontière », qui « fonctionne » au moment de la construction de l'AOF⁴⁵⁶.

À plus grande échelle, les arbitrages régionaux et locaux privilégient la recherche de « limites naturelles », en particulier les cours d'eau :

Les lignes « naturelles » retenues pour déterminer des frontières de territoires - ou déterminer des circonscriptions administratives - ont fait la part belle à l'hydrographie, du moins dans l'Afrique humide dont les cours d'eau figurent la structure spatiale de base⁴⁵⁷.

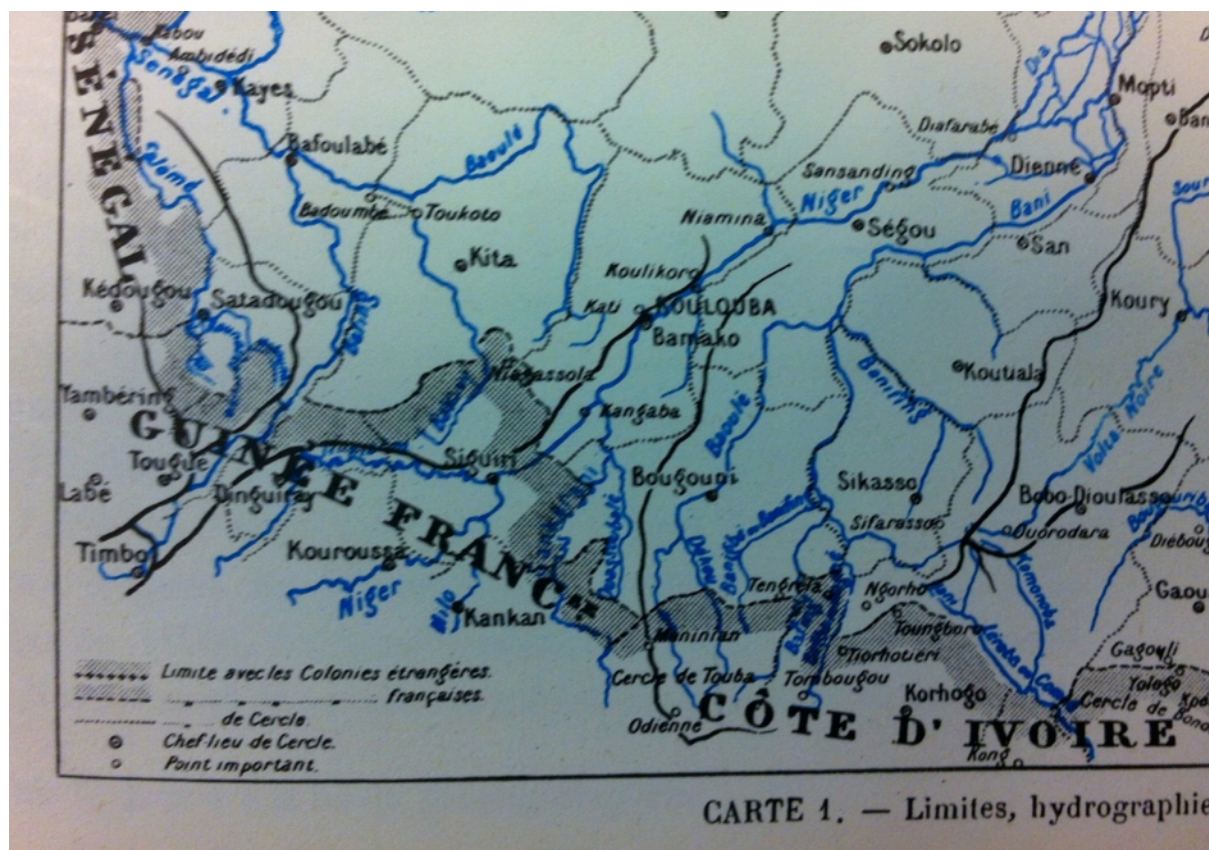


Figure 30 - extrait de la carte de Maurice Delafosse, limites et hydrographie du Haut-Sénégal-Niger⁴⁵⁸

Le Fouta Djalon, « château d'eau » de l'Afrique occidentale abrite les sources de nombreux cours d'eau ; ses contreforts sont irrigués par de multiples marigots⁴⁵⁹ qui offrent autant de points de repères, la principale difficulté étant de les identifier. Trois grands bassins

⁴⁵⁶ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, op. cit., p. 43 : « En réalité, il n'y a pas de bonne frontière dans l'absolu, encore moins de frontière idéale, mais des frontières réelles qui soit sont reconnues de manière symétrique comme légitimes, soit présentent plus d'avantages politiques, stratégiques, économiques pour les uns que pour les autres, à un moment historique donné. »

⁴⁵⁷ POURTIER Roland, « Les géographes et le partage de l'Afrique », op. cit., p. 100.

⁴⁵⁸ DELAFOSSE Maurice, *Haut-Sénégal-Niger*, Paris, G.P. Maisonneuve et Larose, 1972, 428 p., p. 45.

⁴⁵⁹ « Un marigot est le bras mort d'une rivière, parfois réalimenté en temps de crue. », *Les mots de la géographie*, op. cit., p. 320.

au sens méridien se succèdent d'ouest en est, avec de très nombreux affluents : l'ensemble formé par la Falémé, le Bafing et le Bakoye, puis le bassin du Niger traversent la frontière entre Guinée et Soudan français. Il est difficile de vérifier si les entités précoloniales mobilisaient aussi les cours d'eau comme limites territoriales ; les récits d'exploration identifiaient clairement des fleuves comme limites mais ce pouvait être par calque de schémas de réflexion européens. Certains fleuves constituent des éléments physiques de séparation entre deux rives lors de leurs crues (le Sankarani en particulier) mais ce sont d'abord les liens qui unissent les rives des fleuves : descriptions de gués, de populations spécialisées dans le franchissement du fleuve en pirogue sont nombreuses dans les récits ; Vallière signale à Siguiri l'activité des « bossos » sur le Niger, un peuple spécialisé dans la navigation. De nombreux villages ont leur territoire à cheval sur deux rives. La délimitation très temporaire entre Guinée et Soudan, suite au transfert du cercle de Faranah a donné lieu à un échange intéressant entre les deux colonies sur les distinctions entre les deux types de frontières. Dans son rapport sur les limites de Faranah, de Trentinian propose:

Il semble à priori, que dans le passage du cercle de Farannah à la Guinée française, on peut lui conserver ses limites actuelles, en prenant toutefois comme frontière le cours entier du Mafou. On aurait ainsi entre les deux gouvernements une limite géographique bien déterminée. Mais diverses questions politiques interviennent et méritent discussion. Des chefs indigènes, en effet, possèdent des territoires situés sur les deux rives du Mafou et c'est ainsi qu'en mars 1894, on a fait passer du cercle de Farannah au cercle de Kouroussa les territoires de [trois villages]. Faut-il s'arrêter à ces considérations ou passer outre? Il semble que si entre deux cercles dépendants du même gouvernement, il y a peu d'inconvénients à adopter une limite conventionnelle, il y a, au contraire, avantage entre deux Gouvernements voisins, à adopter dans la mesure du possible, une limite géographique⁴⁶⁰.

La réponse de Cousturier :

Je partage absolument son avis sur les avantages qu'il reconnaît à adopter pour les deux gouvernements une limite géographique plutôt qu'une limite conventionnelle.

À cette échelle, la limite claire du fleuve est privilégiée, plutôt que les chefferies locales. Les frontières doivent être des outils fonctionnels au service de l'administration des territoires.

⁴⁶⁰ ANS 7 G/37, copie du rapport sur les limites de Faranah, [s.d.], de Trentinian, p. 7. ; lettre gouverneur de Guinée au gouverneur général, Cousturier, 11 janvier 1896 .

Les « blancs des cartes » se noircissent

La cartographie est l'instrument majeur de la définition des « bonnes frontières », Gallieni dans ses instructions au commandant de cercle en fait une priorité :

Chaque poste du Soudan français sera détenteur d'une carte du cercle et des pays frontières. Cette carte sera, tout d'abord la carte du sous-lieutenant Plat ou la feuille de la carte Monteil correspondant au poste. Elle sera complétée par les soins du commandant de cercle au fur et à mesure que s'étendront les connaissances de son cercle et des pays voisins⁴⁶¹.

Il signale ici les progrès effectués grâce aux travaux topographiques des années 1880 que de Martonne présente ainsi :

De ces projets sont sorties deux œuvres maîtresses: en 1886, la « Carte des établissements français du Sénégal », au 750.000°, du capitaine Monteil, accompagnée d'une notice documentaire, véritable précis de la géographie de l'Ouest-Africain à cette date; en 1888, la « Carte du Soudan » au 500.000°, du capitaine Fortin, en 22 feuilles, très belle œuvre basée sur les travaux antérieurs et les opérations de la 5° brigade topographique, dite brigade du Soudan, qui avait accompagné la seconde expédition Gallieni de 1885 à 1888. La carte Fortin mettant entre les mains du général Archinard, premier commandant supérieur du Soudan, des données géographiques qui paraissaient alors suffisantes, les brigades topographiques annuelles furent suspendues⁴⁶².

Cette pause dans les travaux doit être compensée par les relevés des commandants de cercle ; cependant, de nombreux courriers se plaignent de difficultés techniques, du manque de temps ou des insuffisances des cartes. Le commandant de Bamako en 1895 en fait sa première doléance:

Dresser une carte du Soudan à grande échelle: la seule carte un peu développée que nous possédions du Soudan est celle au 1/500 000 qui, très exacte dans les régions où elle est la réduction des cartes à 1/50 000 des missions Derrien et Bonnier, est, ainsi que l'ont constaté tous les officiers qui ont l'occasion de s'en servir, très fautive partout ailleurs, où elle a été faite soit par renseignements, soit en réunissant des levés d'itinéraires de valeurs très différentes, que l'on a déformés pour les faire cadrer avec leurs voisins. Elle a surtout le grand tort de faire croire à l'exactitude de certains points importants sur la position desquels on se fie pour la compléter⁴⁶³.

⁴⁶¹ ANOM Sénégal IV/90 bis b, Décision n°68, tenue de cartes et des registres politiques, dans chaque cercle, Siguiri, 20 février 1888, Gallieni.

⁴⁶² MARTONNE Édouard de et MARTIN Jean, *Les Armes et les services dans la conquête, la pacification et la mise en valeur des colonies. 8, La carte de l'Empire colonial français*, Paris, Lang, 1931, p. 157. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5577362f>.

⁴⁶³ ANS 15 G/94, rapport sur les mesures propres à améliorer l'organisation politique, administrative et militaire de la colonie, Capitaine Bernardy, Bamako, août 1895, p. 2.

Il réclame ensuite une mission d'officiers capable d'effectuer une triangulation fiable et des instruments en aluminium et non en bois, « boussoles, déclinatoires et alidades se déformant rapidement au Soudan ». La cartographie de la région frontière entre Guinée et Soudan français semble particulièrement lacunaire. Le gouverneur Ballay effectue le constat en 1894:

Il n'existe aucune carte imprimée des régions frontières de nos colonies. Les officiers de la colonie venue du Soudan l'an dernier, les administrateurs des cercles frontières ont levé des itinéraires grâce auxquels nous avons maintenant des données moins vagues de ces régions. Je donne des ordres pour faire établir une carte manuscrite⁴⁶⁴.

La carte Monteil reste très incomplète pour la région, de nombreuses entités relevées lors des missions de 1887-1888 ne sont pas mentionnées dans l'Ouest (le Fontofa, le Mérémbaïa) ; le Sangara et le Djallonkadougou semblent des survivances de cartes plus anciennes qui ont disparu un an plus tard sur la carte Plat.

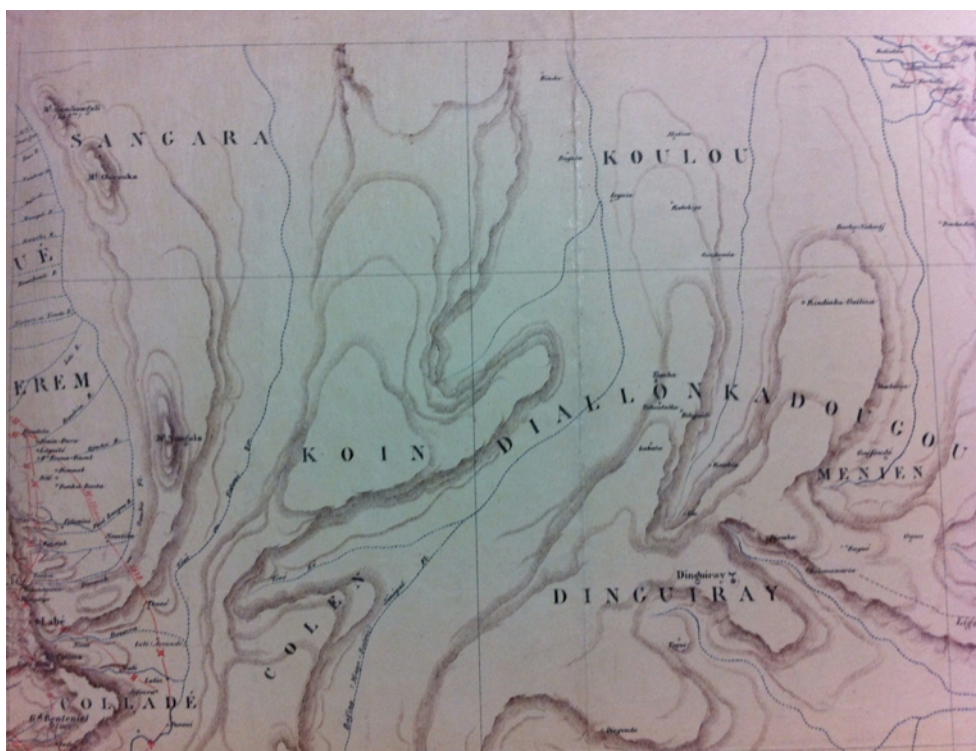


Figure 31 - Extrait de la carte *Carte des établissements français du Sénégal*, par P.-L. Monteil⁴⁶⁵

⁴⁶⁴ ANS 7 G/33, Lettre du gouverneur de Guinée au gouverneur du Soudan français, Ballay, 22 mai 1894.

⁴⁶⁵ *Carte des établissements français du Sénégal*, par P.-L. Monteil, 1/750 000, Paris, Challamel, 1886, The National Archives, Kew, CO700/WEST AFRICA32.

L'hydrographie pose de nombreux problèmes pour démêler l'écheveau des confluences, identifier les sources des cours d'eau, en particulier sur les contreforts du Fouta Djalon.



Figure 32 - Extrait de la carte *Carte du Soudan français*, Plat et Vallière,⁴⁶⁶

Sur la carte dressée par Plat, le Fari Ko semble un cours d'eau essentiel (et qu'il a traversé) mais est beaucoup plus modeste sur la carte Meunier 20 ans plus tard⁴⁶⁷ ; la Koloun Ko, choisie pour la frontière entre les deux colonies n'apparaît pas ici.

Suite aux relevés menés pendant dix ans, de nouveaux progrès interviennent au début du 20^{ème} siècle avec les premières cartes figurant les frontières entre Guinée et Soudan français. À petite échelle, la carte de l'AOF du lieutenant Devaux est une des premières à présenter les nouvelles limites, certes lissées. La date n'est pas précisée mais son rapport de mission date de mai 1900, et la frontière met en contact Guinée et Sénégal, donc avant 1902⁴⁶⁸.

⁴⁶⁶ ANOM, Cartes et plans, AF//306, *Carte du Soudan français*, Plat et Vallière, 1/750 000. Elle a été imprimée au 1/1 250 000, dessinée par J. Hansen, Erhard, Paris, 1887.

⁴⁶⁷ Voir page 146.

⁴⁶⁸ Je signale aussi pour les années 1890 deux cartes compilant les savoirs accumulés à l'échelle du Soudan occidental : *Soudan français et côte occidentale d'Afrique*, par Paul VUILLOT, 1/4.000.000, Paris, Challamel, 1897. BnF,

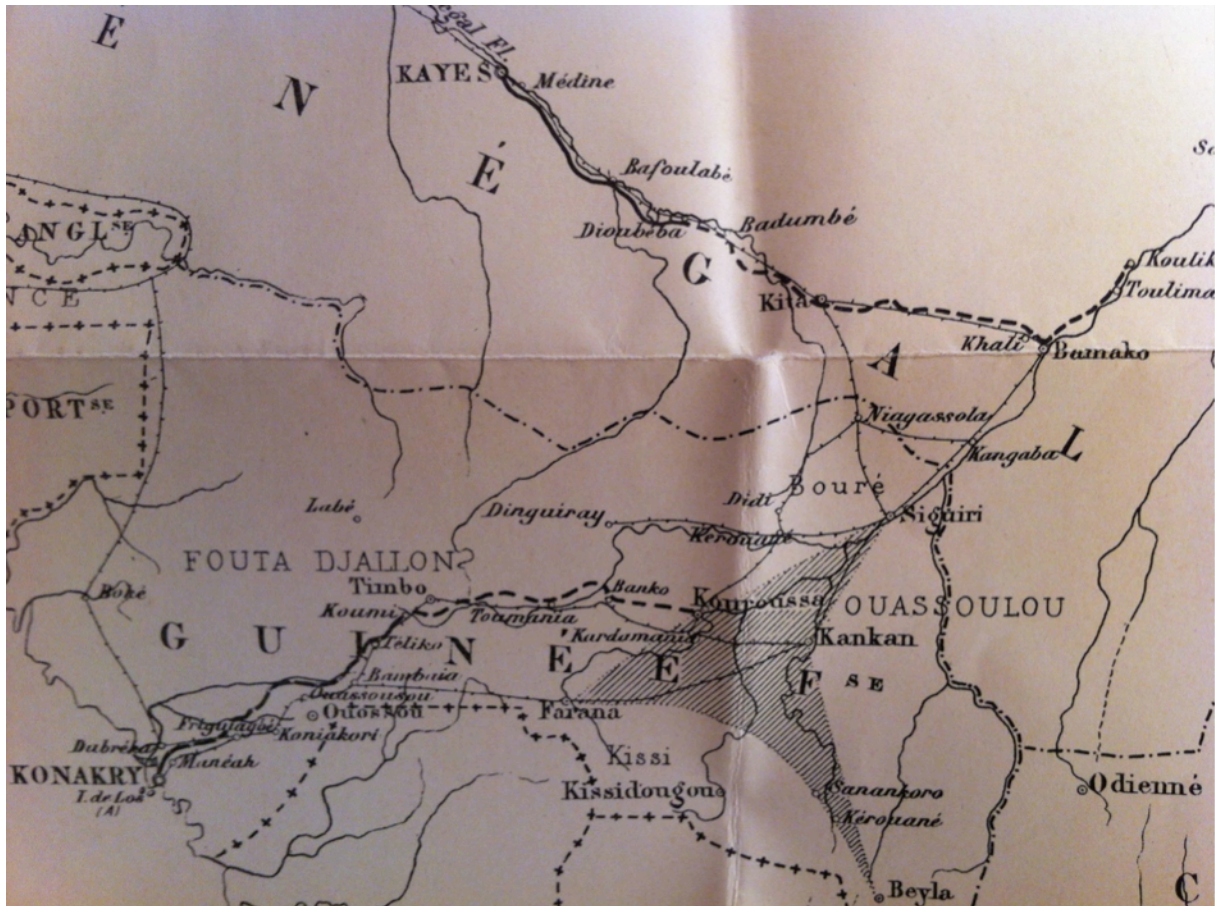


Figure 33 - Extrait de la carte du lieutenant Devaux⁴⁶⁹

À plus grande échelle, les travaux les plus solides sont ceux dirigés par Alexandre Meunier: la *Carte du Bambouk* en six feuilles au 1/200000, et en particulier la feuille n°6, *Satadougou, Faraba, Bouréa*, éditée en 1909⁴⁷⁰. La *Carte de la Guinée française* au 1/500000, en quatre feuilles, est éditée entre 1902 et 1903, corrigée et rééditée entre 1909 et 1912. La feuille n°2, *Kouroussa* englobe presque l'ensemble de la région frontalière⁴⁷¹. La frontière entre les colonies est très visible, surlignée ; les limites des cercles de la Guinée sont indiquées. Elle témoigne d'un espace approprié, délimité avec une autorité qui s'exerce sur l'ensemble du territoire.

Cartes et plans, GE B- 1428.

Afrique occidentale. Gambie. Casamance. Guinée portugaise. Guinée française. Fouta-Diallo, par Claudius MADROLLE et Raphaël ENGUEHARD, Paris : Michelet, 1893. BnF, Cartes et plans, GE C- 1944 ou

URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b530298039>. Consulté le 31 août 2013.

⁴⁶⁹ ANOM FM SG GIN/III d3, *Afrique occidentale française* par le lieutenant Devaux au 1/5 000 000, vers 1900.

⁴⁷⁰ Voir en annexe n°18.

⁴⁷¹ Voir en annexe n°19.



Figure 34 - *Carte de la Guinée française* au 1/500000, feuille n°2, *Kouroussa* par Meunier, Ministère des colonies, service géographique et des missions, éditions de 1909⁴⁷²

Ces progrès sont liés à la création du service géographique qui reçoit les relevés topographiques. Par un arrêté du 11 novembre 1903, M. Roume décide « d'entreprendre sans retard les travaux destinés à doter l'AOF d'une carte définitive, appelée à remplacer les cartes par itinéraires et renseignements existant jusqu'à ce jour » et constitue un service géographique de l'AOF, détaché en 1910 des Travaux publics pour devenir une section du Cabinet militaire du gouverneur général. Des travaux géodésiques de triangulation et d'astronomie sont menés à partir de 1904 par plusieurs officiers jusqu'en 1914⁴⁷³. Ces opérations concernent en priorité les axes vitaux ou stratégiques de l'AOF, en particulier les voies de communication majeures ou les régions de forte densité, l'espace frontière semble négligé⁴⁷⁴. De nombreuses limites persistent avant les travaux menés par de Martonne dans les années 1920, en particulier son *atlas des cercles de l'AOF*⁴⁷⁵.

⁴⁷² Source : BnF, Cartes et plans, GE-CC-449 et cartothèque IGN.

⁴⁷³ MARTONNE Édouard de et MARTIN Jean, *op. cit.*, pp. 159-164

⁴⁷⁴ *Ibid.*, voir la carte du « Canevas géodésique et astronomique en AOF », planche 35, p. 165.

⁴⁷⁵ MARTONNE Édouard de, *Atlas des cercles de l'Afrique occidentale française*, BnF, Cartes et plans, GE DD-2789 et cartothèque IGN ; disponible en version numérisée dans les collections digitales du site italien « internet culturale » de la Bibliothèque italienne.

En effet, avant 1914, le Service Géographique avait publié 18 feuilles au 100.000°, mais aucune feuille au 200.000° n'avait encore vu le jour. À cette dernière échelle, admise désormais comme fondamentale, sur une vingtaine de feuilles dont le levé avait été commencé dans les deux colonies du Sénégal et de Guinée, huit seulement étaient entièrement achevées; dans toutes les autres, subsistaient des lacunes plus ou moins étendues⁴⁷⁶.

2) Les populations locales et le tracé des frontières

Dans cette recherche de la « bonne frontière », les commandants de cercle mobilisent des « traces » de limites antérieures, des dispositifs spatiaux préalables à la conquête. Comment ces dispositifs sont-ils recensés puis utilisés ?

Suivre le guide ?

Deux types d'accompagnateurs indigènes sont repérables dans les sources coloniales, des guides « occasionnels », quand une tournée a lieu dans une région inconnue, lors des premiers contacts, puis des « guides officiels », personnels du poste dont les fonctions peuvent être multiples : interprètes, gardes de cercle... Le premier type est souvent dénigré dans les rapports et les jugements montrent une méfiance réciproque, voire des formes de résistance passive à l'intrusion coloniale. Audéoud, lors de sa mission vers le Fouta Djallon se plaint de la faible coopération de ses accompagnateurs :

Les guides que j'ai depuis Dentalu sont pitoyables; on ne peut leur tirer un renseignement exact. Je ne puis croire que ce soit par ignorance de leur pays, car ils connaissent le chemin, et en donnant leurs renseignements, ils s'en trouvent parfois de vrais⁴⁷⁷.

En 1897, le Commandant de Satadoukou est confronté à la mauvaise volonté des populations pour fournir des guides et des renseignements. Chargé d'une reconnaissance jusqu'au N'Dama vers l'Ouest et de repérer les frontières du Labé, il est obligé d'avoir recours à une prise d'otages pour se faire guider :

J'ai trouvé beaucoup de mauvaise volonté [...] pour trouver les guides nécessaires.
[...] J'ai du faire marcher les gens de force, dans ces trois villages et emmener même le chef

⁴⁷⁶ *Ibid.*, p. 176.

⁴⁷⁷ ANOM FM SG Sénégal/III 12 h, mission Audéoud, journal des marches et opérations, 1887-1888.

du Labé, Oumarou N'Dalla pour ne pas que les gens me perdent et me fassent arriver en retard⁴⁷⁸.

Plus loin dans le Niocolo, il rencontre un envoyé de l'*Alfa* Yaya, chargé selon lui de l'espionner⁴⁷⁹ et de faire pression auprès des chefs de villages, afin qu'ils insistent bien sur les liens politiques entre cette région et le Fouta Djalon. On retrouve ici les luttes de pouvoir entre les administrations concurrentes, le représentant du Sénégal et du Soudan n'est pas le bienvenu, peut-être tient-il aussi dans son rapport à dévaloriser le « protégé » de la Guinée ?

Inversement les commandants de cercle informent leurs successeurs des interlocuteurs fiables lors des passations de pouvoir. Ruault à son départ de Bamako indique dans un long rapport tous les soutiens indigènes qu'il a pu trouver ; ce passage intervient juste avant les conseils donnés pour l'hygiène des chevaux et est empreint d'un discours très paternaliste et raciste sur ces auxiliaires qui, malgré « leur paresse, leur ivrognerie et leur manque d'intelligence » rendent de grands services⁴⁸⁰. Il conseille la collaboration d'un dénommé Titi tout en mettant en garde contre « ce roitelet, qui n'est en somme qu'un grand enfant inoffensif » :

Ce Titi a sa petite ambition personnelle et me paraît avoir rêvé de s'étendre sous notre couvert, sa domination dans le Bélédougou, ou tout au moins sur les cantons voisins [...] et qui se prend pour le chef du cercle.

Le corps des interprètes du Soudan français est organisé par des arrêtés de septembre et novembre 1895⁴⁸¹. Ces auxiliaires africains sont une courroie de transmission indispensable au commandant. Sa fonction en fait l'une des principales personnalités du cercle, dont les administrateurs se méfient aussi. Dans son rapport « sur les mesures propres à améliorer l'organisation politique, administrative et militaire de la colonie », le commandant de Bamako, le capitaine Bernardy suggère :

Les interprètes ont une tendance à substituer leur autorité à celle des commandants de cercle après un séjour un peu prolongé dans le même cercle, et il est indispensable de faire parmi eux des mutations fréquentes⁴⁸².

⁴⁷⁸ ANS 18 G/9, Compte rendu envoyé au gouverneur général par le commandant de Satadougou, le 22 juin 1897, p. 3.

⁴⁷⁹ *Ibid.*, p. 7 : « [...] pour me contrôler et savoir ce que je faisais, son envoyé a été obligé de me l'avouer en palabrant. »

⁴⁸⁰ CHETOM 15 H/35, dossier 2, pièce n°12, Instructions du commandant Ruault à son successeur, le 22 février 1884, pp. 35-37.

⁴⁸¹ ANS 15 G/2, liste des arrêtés, décisions ou circulaires concernant le personnel civil au Soudan, les gardes de cercle et le corps des gardes frontières.

⁴⁸² ANS 7 G/95, rapport « sur les mesures propres à améliorer l'organisation politique, administrative et militaire de la colonie », commandant de Bamako à lieutenant gouverneur, 7 août 1895, p. 3.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Figure 35 – Photographie d'André FAMIN, 1887-1888, interprètes du Soudan français⁴⁸³

Ils interviennent souvent dans les enquêtes menées auprès des populations, parfois seuls (les tableaux de recensement indiquent des villages relevés par l'interprète). Suite à un litige frontalier au sud du Wontofa, le commandant du Koïn se plaint de l'attitude du commandant de Satadougou qui a envoyé son interprète à un rendez vous fixé pour aplanir les différends :

Il envoie sur les lieux du litige son interprète muni d'une carte de délimitation, de la copie du texte ministériel, et accompagné d'un garde, ne pouvant s'absenter, [...] Je dois avouer que le fait de voir confier une mission de cette importance à un interprète, ne fut pas sans m'étonner non plus, non pas que je doute de la loyauté et du dévouement de ce fonctionnaire, mais le règlement de cet incident me semble au dessus de ses moyens⁴⁸⁴.

On rencontre parfois, derrière Ernest Noirot, son interprète Boubou Penda, mis en cause dans certains rapports politiques ; il est accusé d'être à l'origine de renseignements sur les trahisons d'Alfa Yaya, « répandant de faux bruits, propres à amener le mécontentement et la crainte chez le chef du Labé »⁴⁸⁵. Ancien soldat, promu interprète indigène, très lié à Noirot,

⁴⁸³ FAMIN André-Adrien, Photographe, *51 phot. du Soudan français, campagne de 1887-1888, par André Adrien Famin, région entre Kayes et le Niger*, 1888 et 1887 URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b77021187>. Consulté le 3 septembre 2013. La photographie suggère deux types d'interlocuteurs, des autorités traditionnelles dans le vêtement, encadrant, en position centrale, un indigène portant l'habit occidental.

⁴⁸⁴ ANS 18 G/9, Copie du rapport sur l'incident de frontière avec le cercle de Satadougou, Cavard, p. 7.

⁴⁸⁵ ANOM FM SG AOF/I/9, gouverneur Guinée française à gouverneur général, rapport politique, décembre

il accumula les abus de pouvoir et suscita les jalousies des chefs locaux. Il fut condamné et emprisonné en 1905 et entraîna Noiroto dans une disgrâce passagère⁴⁸⁶. Il illustre, sur le plan social et politique l'irruption d'acteurs nouveaux, profitant du choc colonial dans des stratégies personnelles.

Enfin, chaque poste dispose de 10 à 30 « gardes de cercles » selon la taille de la subdivision afin d'assurer les fonctions policières et administratives et exécuter les ordres du commandant. Tous les rapports se plaignent d'une sous-administration des cercles face à l'ampleur des tâches demandées et les travaux de topographie ne sont sûrement pas prioritaires.

La parole des « vieux »

L'interrogatoire des populations est le moyen principal de la collecte d'informations sur les limites précoloniales des territoires africains ; les enquêtes se font dans un souci pratique, pour faciliter les tâches de maintien de l'ordre et d'administration. Le commandant de Bamako évoque ainsi les limites de son cercle en 1904 :

Frontières du cercle: c'est ce que l'on peut appeler des frontières administratives car le cercle de Bamako n'a presque point de frontières naturelles. Par-exemple: entre deux villages payant l'impôt, l'un à Bamako, l'autre à Ségou, la frontière sera quelquefois un marigot ou une montagne; le plus souvent, la frontière, ou plus exactement la limite des *lougans* des deux villages consistera en une ligne d'arbres, un sentier ou une bande de terrain non cultivable.

D'ailleurs des traditions remontant à quelques dizaines d'années fixent la plupart du temps ce qui appartient aux uns et aux autres, et à moins de mauvaise foi d'une des deux parties, les différends s'arrangent à l'amiable. Cette question des frontières peut cependant devenir importante lorsque la priorité d'attribution d'un terrain riche à une société minière ou autre, se trouve être en litige⁴⁸⁷.

Les délimitations semblent claires, reposant sur des « traditions », matérialisées par des repères visuels et « naturels ». L'enjeu majeur est ici le recouvrement de l'impôt, et la seule source de litige est l'intervention et la convoitise d'un élément extérieur, par-exemple la société minière. Le travail des administrateurs sur ces « traditions » est inégal mais parfois de grande qualité. Toujours à Bamako, le commandant présente la méthode de travail utilisée

1901 et AOF/I/18, gouverneur général à ministre des colonies, 2 février 1906.

⁴⁸⁶ OSBORN Emily Lynn, « Interpreting Colonial Power in French Guinea : The Boubou Penda-Ernest Noiroto Affair of 1905 » dans LAWRENCE Benjamin Nicholas et al. (dirs.), *Intermediaries, interpreters, and clerks: African employees in the making of colonial Africa*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2006, 332 p., pp. 56-76.

⁴⁸⁷ ANS 1 G/299, Monographie du cercle, avril 1904, p. 10.

pour retracer l'histoire de son cercle, avec une réflexion approfondie sur les sources orales et les écrivains arabes afin de retracer « le royaume de Malli » et ses limites. Il évoque d'abord les sources orales :

Les éléments d'investigation que nous possédons dans la région de Bamako sont des plus restreints et ne permettent pas de remonter dans la tradition locale, au delà des souvenirs de deux générations [...].

Il croise en suite ces récits avec les « écrivains arabes de Tombouctou » :

Ce moyen nous a permis, en nous fondant sur les documents contenus dans l'œuvre d'El Sidi, de déterminer l'emplacement probable et certaines limites du royaume de Malli. Mais les indications ainsi obtenues demanderaient encore une vérification expérimentale, pratiquée sur les lieux, qui permettrait d'en contrôler la valeur et en fixerait définitivement la nature.

Ce rapport montre un recul critique sur la méthode utilisée :

L'écrivain arabe, préoccupé surtout de glorifier sa patrie, ne parle de Malli qu'accidentellement et à l'occasion des faits qui ont mis ce royaume en rapport politique avec Tombouctou⁴⁸⁸.

Il se livre ainsi à un véritable travail d'historien, personnel ou non ? Ces monographies se basent parfois sur des travaux antérieurs, repris avec plus ou moins de recul. La monographie de Kita en 1904 est par exemple largement inspirée par *Autour de Kita* de Tellier et en reprend des passages entiers⁴⁸⁹. Ce travail de recensement des traditions indigènes se fait parfois au cours des palabres, que Péroz définit ainsi : Au Sénégal « on nomme palabre toute assemblée ou conciliabule ⁴⁹⁰ ». Dans son repérage des villages du Bafing, il réunit des palabres dans presque chaque village et retranscrit avec talent les épopées mandingues et djalonkés. Il intègre avec respect les structures locales de discussion, les rituels politiques et sociaux. Les interlocuteurs africains dans ces échanges sont rarement connus. La plupart des notes de cercles débute par « d'après les vieillards », « les vieux m'ont affirmé... ». Dans sa monographie de Niagassola, Reichemberg est un des rares à citer les origines des renseignements obtenus sur les limites du cercle, trois griots et trois tirailleurs⁴⁹¹. Les auteurs européens sont en général confiants dans les récits indigènes mais en difficulté dans leur datation. Tellier met en garde sur les erreurs volontaires des récits et la nécessité de croiser les sources d'information :

⁴⁸⁸ ANS 1 G/299, Monographie du cercle de Bamako, avril 1904, pp. 2-3.

⁴⁸⁹ ANS 1 G/310, monographie du cercle de Kita, 1904.

⁴⁹⁰ PEREZ Marie-Étienne, *Au Soudan français: souvenirs de guerre et de mission, op. cit.*, p. 157.

⁴⁹¹ ANS 1 G/166, Notice sur le cercle de Niagassola par Reichemberg, 1890, p. 3 : « Renseignements : Griots: Fina-Mary, Gaguy, Kiali-Makha; tirailleurs: Lamina Oularé, Birama Diara, Nambala Kassima. »

Malgré toutes les obscurités et les erreurs, quelquefois voulues, que présentent tous ces récits, certains faits peuvent être tenus pour prouvés, car on les retrouve en plusieurs endroits⁴⁹².



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Figure 36 - Photographie d'André FAMIN, 1887-1888, palabre du colonel Gallieni avec les chefs du Gadougou

Un cas particulièrement intéressant mobilise histoire et jeux de pouvoir ; il est assez éloigné de la frontière actuelle mais concerne la limite temporaire entre Soudan français et Guinée, au moment des tensions entre les deux administrations et de la définition des frontières du Fouta Djallon, face au Dinguiray entre 1897 et 1899. L'enjeu de départ est la frontière du Fouta et l'appartenance de certains villages, en particulier celui de Santafara, à l'une ou l'autre des administrations. Ces villages refusent obéissance et impôt à la résidence de Dinguiray, se réclament du Fouta Djallon ; le commandant de la région Sud, Bertin évoque des mouvements de population vers le Fouta. Inversement, ces villages sont victimes des *sofas* de Maki Tall, qui rançonnent et pillent les populations rétives à leur autorité :

⁴⁹² TELLIER G., *Autour de Kita, étude soudanaise, op. cit.*, p. 69.

La limite entre le Dinguiray et le Fouta est mal définie. [...] Le résident du Dinguiray prétend que les villages de Santafara et de Babyla font partie du Dinguiray et inversement. Il en résulte des mouvements de population vers le Fouta pour échapper à l'impôt, et des interventions de pillards du Fouta. [...] Le capitaine Husson a peut être raison, au point de vue de la délimitation de ses territoires, mais il prend peut être trop facilement fait et cause pour Maki, dont les sofas sont envoyés assez fréquemment sous prétexte de maintenir l'ordre et qui dépassant certainement les instructions reçues [...] attestent du manque de contrôle pour commettre des exactions et piller sans trop se préoccuper des limites du Dinguiray⁴⁹³.

Husson, résident du Dinguiray produit un rapport très approfondi en septembre 1897, afin de légitimer les frontières de son territoire et annihiler toute revendication du Fouta⁴⁹⁴. Le point crucial est l'acceptation comme frontière ouest d'une chaîne de montagnes, le Mohony ou d'une rivière plus à l'est, la Ninkira. Il développe les différentes sources de son argumentation en se basant sur l'historique de son prédécesseur Dubreuil. Il se fonde d'abord sur l'histoire d'El Hadj Omar, reconstituée par ses écrits et les témoignages de son petit-fils et du conseil de notables. Les sources écrites manquent⁴⁹⁵, d'où le recours à la tradition orale⁴⁹⁶. Dans un premier temps, Maki Tall, l'*almami*, et le conseil des notables réuni en février 1897, ont été interrogés dans la résidence, sur les villages possédés par le Dinguiray et les limites usuelles du territoire. Suivent les témoignages de 13 villages, visités sur le terrain entre avril et mai ; ce sont soit les chefs, soit des conseils qui ont été réunis. Lors de cette tournée, les paroles de plusieurs dioulas de passage ainsi que de deux indigènes du Fouta installés non loin de Baleya sont recensés. Enfin, des témoignages de « notables très âgés », anciens compagnons d'El Hadj et d'un de ses anciens *sofas* sont chargés d'encore plus de poids. Cette véritable enquête menée par Husson cible ainsi des élites locales qui font autorité soit sur le plan politique, soit sur le plan moral ; elles fournissent un savoir, et peuvent ainsi influencer la délimitation des espaces, défendre leurs intérêts. Tous les témoignages concordent pour désigner le Mohony comme l'ancienne limite du territoire d'El Hadj, attribué dans une région désertique par le roi de Tamba, contre un impôt. Cette installation se serait faite en accord avec l'*almami* de Timbo, Omar Bari.

⁴⁹³ ANS 7 G/27 courrier de Bertin le 10 avril 1897, commandant de la région Sud, au gouverneur général du Soudan français, sur les tensions entre résidences de Dinguiray et de Timbo.

⁴⁹⁴ ANS 7 G/39, rapport sur la frontière Sud-Sud-Ouest du Dinguiray, Husson résident de Dinguiray, septembre 1897, 11 pages et un croquis et la traduction de la lettre de Maki Tall placés en annexe n°20.

⁴⁹⁵ p. 2 : « Après avoir [...] fouillé les quelques archives existant à la résidence, l'impossibilité de se procurer des documents écrits de valeur irréfutable fut reconnue, car tous les indigènes s'accordaient à dire que le chef de Tamba appelé Guimba était illettré. »

⁴⁹⁶ p. 2 : « Il était nécessaire aussi, dans l'intérêt de la vérité, d'obtenir ces renseignements à des sources aussi variées que possible et de les examiner avec soin et impartialité, en tenant compte de la valeur morale des personnes interrogées et des intérêts pouvant être en jeu. »

Il fut convenu, après la prise de Tamba, [...], que tous deux respecteraient toujours cette limite, et que, comme musulmans, ils se devaient mutuellement protection. (L'histoire montre qu'El Hadj Omar, malgré son amour des conquêtes, n'a jamais cherché à faire celle du Fouta). Depuis cette époque, les habitants des deux pays ont toujours respecté cette limite qui n'a pas varié. Cette déclaration vient d'être renouvelée par écrit, signée de leurs auteurs qui savent lire l'arabe, et jointe à ce rapport⁴⁹⁷.

Ainsi, les revendications des chefs du Fouta seraient totalement infondées ; les villages peuls ou malinkés réclamés ont été créés par des populations immigrées sous El Hadj Omar ou Aguibou. Les tensions sont, du côté des chefs du Fouta, « dictées par la haine, la cupidité et peut être aussi l'intention de se moquer de l'autorité française⁴⁹⁸ », d'un autre, pour les habitants de Santafara, nées du refus récent d'obéir à Maki Tall. Dans une lettre de trois pages, ce dernier, petit-fils d'El Hadj Omar, se plaint de l'attitude du Fouta Djalou⁴⁹⁹. La traduction est datée du même jour que la rédaction du rapport Husson, on ne sait pas si elle date du début du processus, du témoignage et de la liste recueillis avant la réunion de notables en février 1897, ou si elle est une simple pièce ajoutée à la fin de la procédure. Le courrier est rédigé comme une plainte, émanant de Maki Tall contre les chefs des *diwe* voisins du Fouta Djalou, « de Koullen et de Bila ». Il semble donc à l'impulsion des démarches menées par Husson⁵⁰⁰. Il dénonce les exactions de ses voisins qui « ont pris pour champ journalier de leurs exploits les confins de [son] royaume » : enlèvements de familles, vols ...; il met en cause le jeu du « capitaine de Timbo » qui promet « le repos » des autorités de Guinée et alimente les flux migratoires ; il sous entend des relations politiques entre les chefs du Fouta et Samori. Ses arguments pour défendre son territoire reposent d'abord sur le droit de la guerre. La possession est manifestée par la levée de l'impôt sur les populations dans des limites issues de la force des armes. Le royaume de Tamba puis Yimba a su refouler les « princes du Fouta », El Hadj Omar à Dinguiray a d'abord été tributaire de Tamba, avant de s'emparer de son territoire par conquête militaire (du coup, ce droit de conquête légitime aussi l'autorité du Soudan français). La frontière est d'abord liée aux populations tributaires, l'autorité s'exerce sur les hommes, mais elle adopte aussi des repères naturels. Elle n'est pas constituée de la

⁴⁹⁷ *Ibid.*, p. 6.

⁴⁹⁸ *Ibid.*, p. 9.

⁴⁹⁹ ANS 7 G/39, rapport sur la frontière Sud-Sud-Ouest du Dinguiray, p. 53., lettre traduite et certifiée conforme de l'Emir de « Dinguiray », le Fama Mohamed El Mekki fils du Prince des Croyants (...) au gouverneur, 6 septembre 1897.

⁵⁰⁰ En cas de date plus tardive, cette lettre n'aurait plus que la valeur d'une « preuve » écrite par un chef traditionnel placé sous une tutelle de plus en plus forte par le résident.

« vaste plaine déserte » entre Dinguiray et Djikoukou⁵⁰¹ mais, au delà par le « Djebel Moukoundi », « comme elles existaient du temps de nos aïeux et ancêtres ». Cette lettre manifeste la défense de son territoire et de l'accès à ses ressources par un chef local qui s'appuie sur la France. Elle peut aussi s'interpréter, en fonction de sa date comme un témoignage de complaisance en gage de bonne conduite vis-à-vis des autorités du Soudan, ou comme stratégie de défense contre les accusations d'exactions brandies contre lui par les administrateurs de Guinée.

Ce solide argumentaire du résident Husson est bien sûr orienté, pour véritablement « défendre un territoire », en se basant sur la mobilisation des anciennes limites du royaume de Dinguiray et les témoignages nombreux et « irréfutables ». Une petite faille est sensible page 4, avec le témoignage des habitants de Babylla qui déclarent d'abord que Santafera ne fait pas partie du Dinguiray, avant d'avouer que celui-ci y est bien situé mais ne voulait pas reconnaître l'autorité de Maki. La conclusion de Husson revient à des modèles déjà vus de frontière « naturelle » et admise :

Le résident estime donc qu'il serait [...] absolument illogique, en admettant que l'autorité française puisse avoir l'intention de fixer les frontières absolument à sa guise, de changer une limite généralement admise, nette, naturelle et formant obstacle sérieux sur toute la distance séparant le Tankisso du Bafing, contre une autre existant et nette seulement sur une faible partie de cette distance, et ne pouvant avoir comme suite rationnelle que la précédente, ou un autre marigot, cette dernière solution forçant encore à discuter la possession d'autres villages⁵⁰².

Le résident Husson n'a pas obtenu gain de cause⁵⁰³, mais la construction de ce plaidoyer par un acteur local, instrumentalisant toutes les ressources disponibles pour la possession de trois villages, mobilisant les populations indigènes, montre le farouche attachement d'un administrateur à « son » cercle. La définition des territoires grâce aux témoignages des habitants est une étape essentielle de la compréhension des réalités géopolitiques africaines. Le vecteur majeur est la parole mais d'autres formes d'expression ont permis la transmission des savoirs vernaculaires. Camille Lefebvre a analysé ces matériaux géographiques construits au moment de l'exploration, pour le Niger dans « *Itinéraires de sable* ». *Parole, geste et écrit au Soudan central au XIXe siècle*⁵⁰⁴ : dessins réalisés par des guides et copiés par les

⁵⁰¹ Non identifié sur les cartes, peut-être au nord du cercle, la carte du lieutenant Bouchez p. 105 indique un vaste plateau inhabité vers le Fouta.

⁵⁰² *Ibid.*, p. 11.

⁵⁰³ Se référer aux arbitrages étudiés p. 112.

⁵⁰⁴ LEFEBVRE Camille, « *Itinéraires de sable* » *Parole, geste et écrit au Soudan central au XIXe siècle*, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2009/4 64e année, p. 797-824.

explorateurs, représentations graphiques diverses. Les sources coloniales conservées en métropole ont rarement conservé la trace de ces modes de transmission.

3) Le tracé de la frontière

De Satadougou à Bamako

Michel Foucher distingue quatre types de tracés en fonction de la nature des supports choisis : ceux coïncidant avec des supports hydrographiques ; ceux appuyés sur des éléments orographiques : ligne de partage des eaux, lignes de crête ; ceux suivant des lignes géométriques, astronomiques ou mathématiques ; enfin les tracés autres, souvent dits conventionnels dans les archives⁵⁰⁵. En l'absence de traité de délimitation après 1899, la frontière est constituée des limites des cercles « mises bout à bout ». Maurice Delafosse se livre à l'exercice de description, dans le chapitre « Limites » de *Haut-Sénégal-Niger* :

Limite avec la Guinée :

La limite entre la Guinée et le Haut-Sénégal-Niger est constituée : d'abord par la Balinko ou haute Falémé occidentale, puis par son affluent la Kassaya jusqu'aux collines d'où sort cette dernière ; ensuite, se dirigeant d'une façon générale vers l'Est, par les collines en question, puis par la Dialako, qui en sort également, jusqu'à son confluent avec la Koundako ou haute Falémé orientale. La limite descend alors le cours de la Koundako jusqu'au point où cette rivière reçoit la Kolouanko, puis elle remonte le cours de la Kolouanko depuis son embouchure jusqu'au mont Sagou, où la Kolouanko prend sa source ; la frontière franchit alors le mont Sagou, descend le ruisseau Koroko depuis le versant oriental de la montagne jusqu'au Bafing ou haut Sénégal occidental, descend le Bafing sur 26 kilomètres environ jusqu'au point où il reçoit la Fariko, puis quitte ce fleuve pour se diriger approximativement vers l'Est en décrivant une courbe infléchie vers le Sud qui sépare le cercle de Kita (H.-S.-N) des cercles de Dinguiray et de Siguiri (Guinée) et qui aboutit au Bakhoy ou haut Sénégal oriental à peu près à hauteur et à l'Ouest de Niagassola. La limite descend le Bakhoy vers le Nord sur 30 à 40 kilomètres, puis le quitte pour se diriger vers l'Est et ensuite vers le Sud, de façon à décrire une sorte d'arc de cercle autour de Niagassola, pour se continuer dans une direction à peu près Sud-Sud-Est jusqu'à ce qu'elle atteigne le Niger à une cinquantaine de kilomètres en aval de Siguiri. La frontière traverse alors le Niger et se dirige vers le Sud-Est jusqu'à la rencontre de la Sankarani et remonte ensuite cet affluent du Niger, en se dirigeant vers le Sud-Sud-Ouest, sur 60 kilomètres environ ; puis elle quitte cette rivière pour se continuer par une ligne en zig-

⁵⁰⁵ FOUCHER Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, op. cit. p. 118.

zags d'une direction générale Sud-Est (Est-Nord-Est, puis Sud-Sud-Ouest, puis Sud-Est), jusqu'à ce qu'elle atteigne, sur le cours supérieur de la rivière Ouassouloubalé et à 15 kilomètres environ au Nord-Ouest de Maninian, le point de jonction des trois cercles de Bougouni (H.-S.-N.), Kankan (Guinée) et Touba (Côte d'Ivoire)⁵⁰⁶.

Texte difficile à déchiffrer sans une carte sous les yeux qui multiplie les « environ », « à peu près », « approximativement » !

Les tableaux présentés retracent la définition des limites des cercles : la première délimitation effectuée, pour les plus anciens ; celle décidée par Gallieni en 1888 ; les modifications ultérieures ; pour le Haut-Sénégal-Niger, les monographies de cercles de 1904 sont très utiles pour comprendre certains choix. Dans sa commande, Merlin enjoignait de présenter un historique du cercle et de comparer l'organisation politique précédant la conquête et celle adoptée ensuite, dans une logique administrative et économique, pour calquer l'encadrement des populations sur des fonctionnements préexistants. Trois documents servent de base à la description du tracé : la délimitation de 1899⁵⁰⁷, le texte de Maurice Delafosse en 1912, enfin la feuille Kouroussa de la carte Meunier en 1909. Des zooms sur les cartes IGN ultérieures sont placés à titre indicatif et sont susceptibles de fournir des éléments de comparaison.

SATADOUGOU	
Création	Création du poste en juin 1895, du cercle en novembre 1895
1 ^{ère} limite	« La frontière Sud du cercle confine au Fouta Djalon sur toute son étendue ⁵⁰⁸ »
Limite 1899	De là la frontière remontera le cours du Balin Ko pour laisser le Foulafa au Soudan comme l'indique le croquis ci-joint pour atteindre le Kounda Ko qu'elle suivra jusqu'à son confluent avec le Kouloum Ko ; de ce confluent elle remontera le Kouloun Ko pour atteindre le Bafing ou Baleio jusqu'à la rivière Ninguira de façon à laisser le Langan à la Guinée.
Limite Delafosse	La limite entre la Guinée et le Haut-Sénégal-Niger est constituée : d'abord par la Balinko ou haute Falémé occidentale, puis par son affluent la Kassaya jusqu'aux collines d'où sort cette dernière ; ensuite, se dirigeant d'une façon générale vers l'Est, par les collines en question, puis par la Dialako, qui en sort également, jusqu'à son confluent avec la Koundako ou haute Falémé orientale. La limite descend alors le cours de la Koundako jusqu'au point où cette rivière reçoit la Kolounko, puis elle remonte le cours de la Kolounko depuis son embouchure jusqu'au mont Sagou, où la Kolounko prend sa source ; la frontière franchit alors le mont Sagou, descend le ruisseau Koroko depuis le versant oriental de la montagne jusqu'au Bafing.
Nature du tracé	Utilisation de nombreuses limites « naturelles » : au moins six cours d'eau et une montagne, le mont Sagou

⁵⁰⁶ DELAFOSSE Maurice, *Haut-Sénégal-Niger (Soudan français)... Le pays, les peuples, les langues, l'histoire, les civilisations*, 2 tomes, Paris, E. Larose, 1912, 428 p., nouvelle édition en 1972, pp. 39-40.

⁵⁰⁷ Voir annexe n°16.

⁵⁰⁸ ANS 15 G/94, février 1896.

Monographie de 1904 ⁵⁰⁹	<p>« Formation historique et ethnique des provinces constituant le cercle : Peuplement presque uniquement malinké. Organisation administrative et politique précédant la conquête : Les provinces du cercle étaient avant notre occupation, dirigées par des chefs de province qui exerçaient ce pouvoir par droit de succession. Organisation administrative et politique actuelle : L'organisation précédente n'a pas été changée d'une façon sensible; les cantons subsistent toujours et sont dirigés par les mêmes familles. »</p>
------------------------------------	--



Figure 37 - extrait de la feuille *Kouroussa*, Meunier, 1909

Cette délimitation suscite plusieurs interrogations. La carte Meunier montre une limite conventionnelle à l'ouest alors que Delafosse indique une limite naturelle, le problème étant la liaison entre Balin Ko et Kounda Ko ; ce point de conflit a été résolu en 1906 par un PV de délimitation entre le cercle de Satadoukou et celui de Dinguiray⁵¹⁰. La ligne conventionnelle de la partie orientale traverse une zone désertique, de même que la Koloun Ko. Les cartes IGN établies dans les années 1950 indiquent un très faible peuplement dans cette région.

⁵⁰⁹ ANS 1 G/321.

⁵¹⁰ Voir page 175.



Figure 38 - Extrait de la Feuille *Kénieba* ND-29-1, 1/200 000, IGN, 1971

Cette région faisait nettement partie des espaces frontaliers précoloniaux : espaces tributaires plus ou moins soumis au Fouta Djalon ; aire séparante désertique au sud du Méréntamba ; limite de peuplement entre Peuls et Malinkés et Djalonkés ; mais marquée aussi par des dynamiques transfrontalières avec de nombreux flux commerciaux dans la partie occidentale.

KITA	
Création	Création du poste en 1880
1 ^{ère} limite	Par Gallieni en 1888 : Rive droite du Bakhoy à l'ouest puis Bafing jusqu'en amont de Koulou; au sud, il s'arrête à la frontière du Ménien, qui relève de Siguiri, suit la rive gauche de la Koba et celle du Bakhoy puis la rive droite du Souloun, englobe le Birgo et va à l'est jusqu'à la rive gauche du Bandigko.
Limite 1899	« ses divisions intérieures résultent de la répartition que s'étaient faite entre elles les diverses races ou familles indigènes; chacun des États minuscules de jadis a été respecté dans son autonomie et forme un canton du cercle. ⁵¹¹ »
Limite Delafosse	[Elle] descend le Bafing sur 26 kilomètres environ jusqu'au point où il reçoit la Fariko, puis quitte ce fleuve pour se diriger approximativement vers l'Est en décrivant une courbe infléchie vers le Sud qui sépare le cercle de Kita (H.-S.-N) des cercles de Dinguiray et de Siguiri (Guinée) et qui aboutit au Bakhoy ou haut Sénégal oriental à peu près à hauteur et à l'Ouest de Niagassola. La limite descend le Bakhoy vers le Nord sur 30 à 40 kilomètres, puis le quitte pour se diriger vers l'Est et ensuite vers le Sud, de façon à décrire une sorte d'arc de cercle autour de Niagassola, [...]
Nature du tracé	Une limite conventionnelle, « artificielle » entre Bafing et Bakoye, puis des cours d'eau : la Koba puis Djinnko, le Bakoye et la Souloun.

⁵¹¹ TELLIER G., *Autour de Kita*, op. cit., p. 12.

Soloun) ; la frontière utilise alors le cours d'un autre affluent du Bakoye, le Guinko ou Dioungo, nommé ensuite Djinnko.

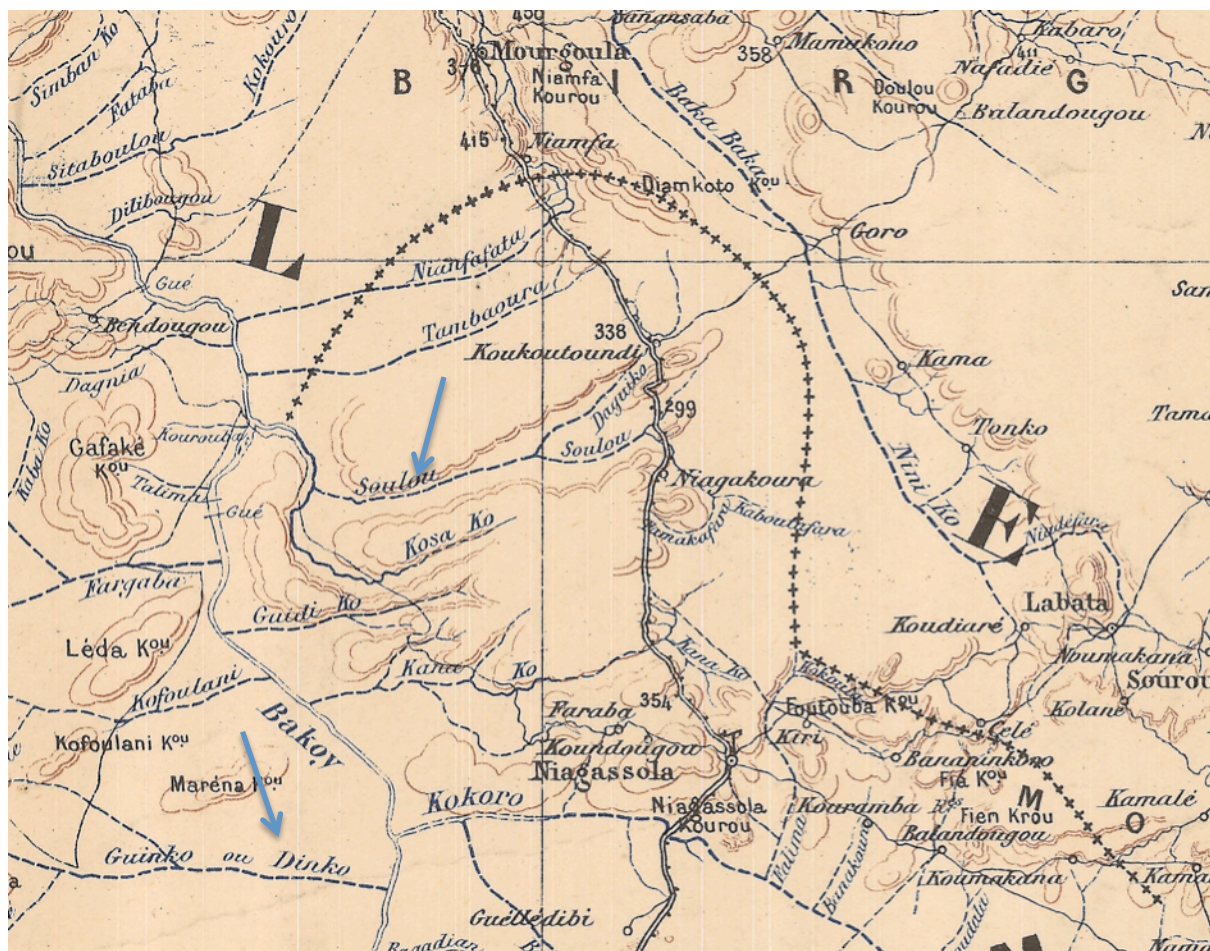


Figure 40 - Extrait de la feuille Kouroussa autour de Niagassola, Meunier, 1909

L'arc de cercle très géométrique, au nord de Niagassola, décrit par Delafosse et représenté par Meunier n'est que la transcription de l'effet recherché, séparer le Birgo et les anciens États du mambi de Niagassola. Cette frontière anciennement repérée et placée sur le Kagnokouo se retrouve sur la Soloun, peut être parce que ce fleuve est plus facilement repérable. La carte Meunier utilise sûrement la monographie du cercle de Niagassola par Reichemberg en 1890, dont elle ne conserve que le début.

Le cercle de Niagassola, légèrement à cheval sur le Bakhoy est limité à l'Est par les monts du Manding, affecte une forme semi-circulaire, Niagassola étant situé sur le diamètre et à peu près au milieu. Les limites du cercle sont les suivantes: au Nord, la Soloun Ko affluent du Bakhoy allant se [perdre ?] à lui un peu en aval du gué Vallière⁵¹⁵.

⁵¹⁵ ANS 1 G/166, Monographie du cercle de Niagassola, Reichemberg en 1890, p. 1.

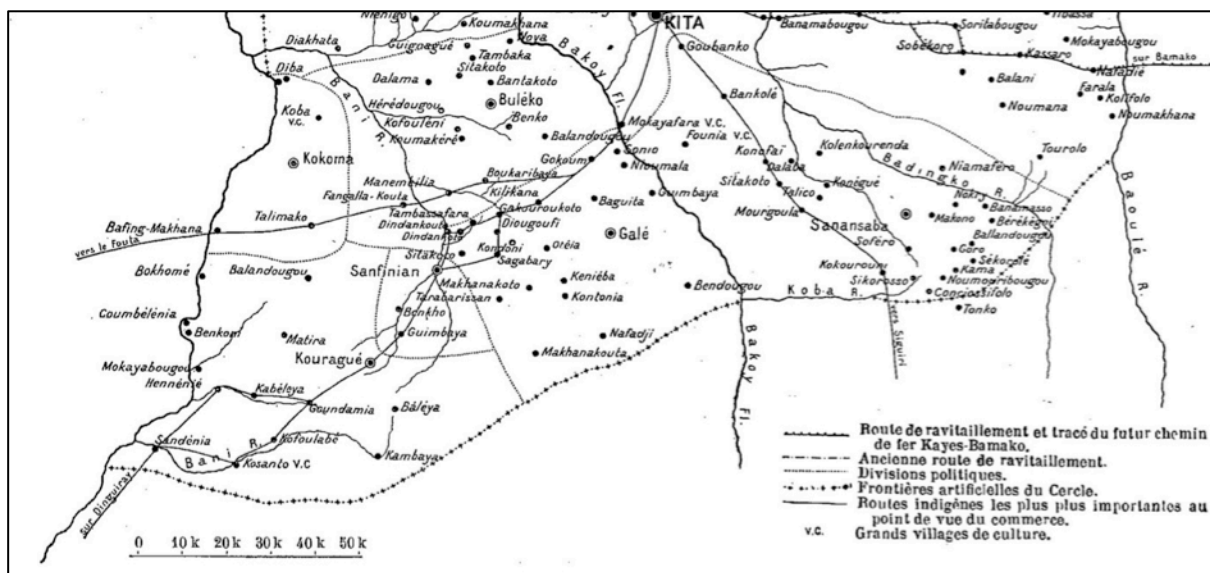


Figure 41 - Extrait de la carte de 1897 du sud de Kita, issue de Tellier, *Autour de Kita*, op. cit., p. 25

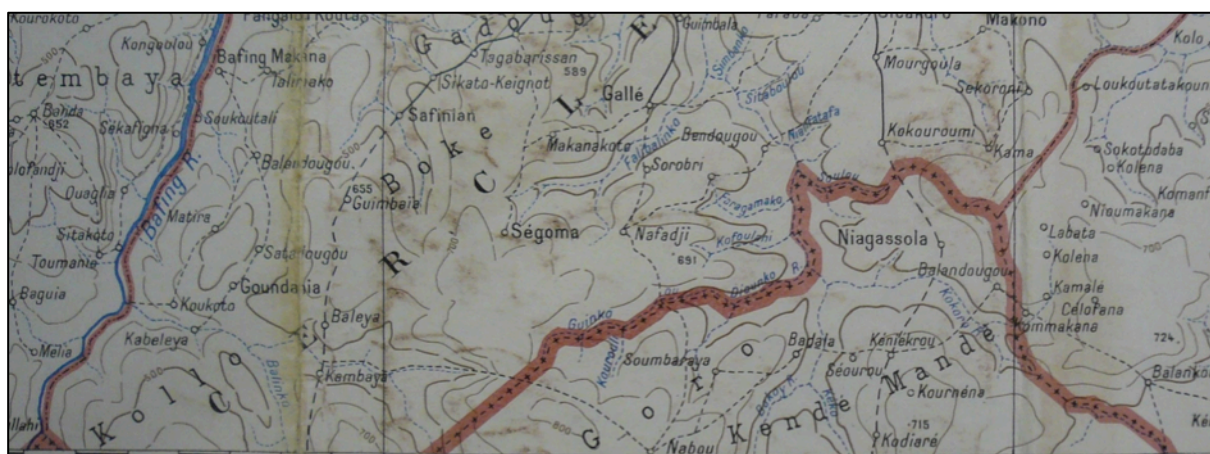
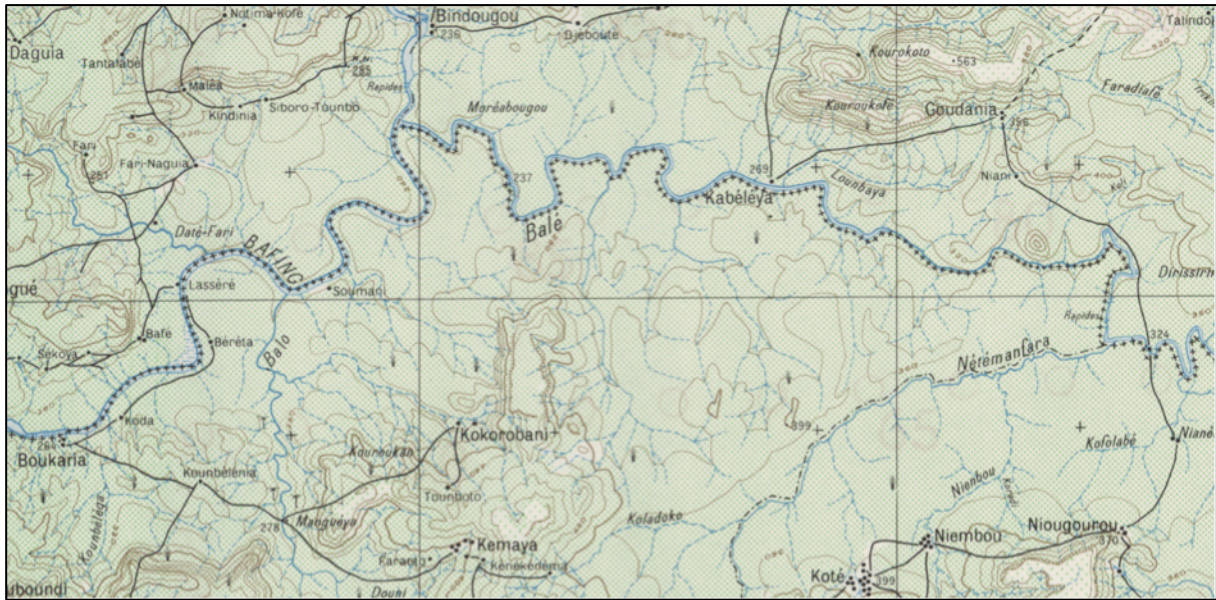


Figure 42 - Extrait de la carte IGN *Bamako* au 1/1 000 000, 1943⁵¹⁶

⁵¹⁶ Source : CHETOM inventaire 11584 cote 110 32



La frontière au sud de Kita est particulièrement incertaine. La limite conventionnelle entre les deux cercles passe au sud des derniers villages dépendants du Kollou et du Gadougou et traverse une vaste aire séparante et inhabitée ; c'est encore le cas sur la carte IGN de 1943. L'absence d'enjeux dans cet espace peut expliquer qu'aucun acte de délimitation n'a été trouvé dans les fonds consultés. C'est ici l'espace décrit par Mungo Park comme particulièrement hostile, un « désert sauvage ». La décision de remonter la frontière sur la Balé reste à élucider ; elle ne semble pas impacter de lieux d'habitation et répond peut être au besoin de trouver dans les années 1950 une limite « naturelle » plus visible et identifiable entre les deux colonies. La méconnaissance de la région est nette : les noms de cours d'eau changent selon les cartes (Balé ou Balinko), les localisations des villages sur les cartes sont très fluctuantes.

BAMAKO	
Création	Création du poste en 1883
1 ^{ère} limite	Gallieni en 1888 « Limite ouest au Bando-Ko dans le Manding, puis crête des monts jusqu'à l'est du village de Kara; puis rejoint par une ligne idéale les sources du Baoulé au nord du village de Kaka, suit ce cours d'eau jusqu'au coude à l'est de Dianghirté; le Niger constitue sa frontière sur les autres côtés et le sépare du royaume de Ségou et de l'empire de Samory. »
Limite Delafosse	de façon à décrire une sorte d'arc de cercle autour de Niagassola, pour se continuer dans une direction à peu près Sud-Sud-Est jusqu'à ce qu'elle atteigne le Niger à une cinquantaine de kilomètres en aval de Siguiri. La frontière traverse alors le Niger et se dirige vers le Sud-Est jusqu'à la rencontre de la Sankarani
Nature du tracé	Deux limites conventionnelles, une au nord qui reprend l'ancienne frontière avec le cercle de Niagassola, une au sud de la rivière Kokoro au Banda Ko. Sur la rive droite du Niger, une ligne conventionnelle jusqu'au Sankarani (analysée avec le cercle de Siguiri).
Monographie de 1904 ⁵¹⁷	Les limites du cercle ne sont pas développées ; par contre un croquis permet d'identifier les cantons concernés par la décision de 1897.

Le cercle de Bamako est limitrophe de celui de Siguiri ; la limite de 1888 résulte en partie des découpages des États du Manding proposés par Vallière corrigée par Gallieni. Elle donne à Bamako les villages de la rive gauche du Niger (Kagnoko, Bandékéné, Minidian et Féné Dougou). La délimitation intervient entre les deux cercles par la décision n°73 du lieutenant gouverneur en 1897 :

Considérant qu'il est nécessaire de faciliter l'action administrative du commandement en rattachant à un cercle les cantons ou provinces qui sont les plus rapprochées du chef lieu de ce cercle, décide:

À partir du 1er janvier 1897, les limites actuelles des cercles Bamako et Siguiri sont modifiées comme suit :

Les cantons de Noguani, Naréna, Nana, Gambo, Bintania, Tabou Nanta, Dioulafoundou ressortissant du cercle de Siguiri sont rattachés au cercle de Bamako. [...]. M.M les commandants des régions Ouest et Sud s'entendront pour l'adoption des mesures de détail que comportera la fixation des nouvelles limites du cercle sur le terrain⁵¹⁸.

⁵¹⁷ ANS 1 / 299.

⁵¹⁸ ANOM FM SG Soudan/VII 3c, Trentinian, le 13 janvier 1897. L'orthographe des noms dans cette copie est très incertaine.



Figure 44 - Extrait de la feuille *Kouroussa*, Meunier, 1909



Figure 45 - Croquis des cantons du cercle de Bamako⁵¹⁹

⁵¹⁹ Source : ANS 1 G/ 299, monographie de Bamako, 1904

La limite avec le cercle de Siguiri est d'abord fonctionnelle. La cession des cantons en 1897 est à l'initiative du commandant de Siguiri :

Il y aurait lieu de modifier les limites des cercles de Siguiri et de Bamako, plusieurs villages sont en effet à deux jours de Bamako et à dix jours de Siguiri, ce qui représente de gros inconvénients au sujet de la rentrée de l'impôt; malheureusement il n'existe pas de bonne carte de cette frontière du Manding et une nouvelle délimitation pour pouvoir être bien faite, nécessiterait le déplacement d'un officier pendant plus d'un mois. D'un autre côté le cercle de Siguiri devra s'étendre à l'Ouest [à l'est], car les réfugiés du cercle commencent maintenant à aller réoccuper leurs anciens villages et plusieurs provinces du cercle sont à cheval sur les deux rives du Niger. Un rapport a été établi à ce sujet.

Autres arguments, économiques et politiques :

Un projet de délimitation nouvelle entre le cercle de Bamako et celui de Siguiri a été envoyé à Bamako pour être étudié par ce cercle avant de procéder à la délimitation. Dans ce projet, le cercle de Siguiri abandonne au cercle de Bamako les cantons de Nougani, Narina, Nana, Gambo, Bintania, Tabou, Onanta, Dialafoundou. L'abandon de ces cantons paraît nécessaire pour l'approvisionnement en grains de la ligne de ravitaillement et de plus ces cantons se trouvent très éloignés de Siguiri et ne peuvent pas être administrés d'une façon efficace par ce cercle. La nouvelle limite Nord-Est du cercle se trouvera alors reculée au Kokoro (rive droite)⁵²⁰.

Cette frontière « naturelle » est aussi plus simple à identifier que la « ligne idéale » de Gallieni. Elle correspond cependant à d'anciennes limites identifiées ; Vallière lors de sa mission d'exploration considérait le Bando Ko comme la limite méridionale du Manding, le Kokoro marquait pour Mungo Park l'entrée dans le désert d'Jalonké. Les anciens villages du Manding qui étaient vus comme des « petits royaumes confédérés » sont réunis dans le même cercle.

Siguiri, Kankan, versus Bamako et Bougouni

Le cercle de Siguiri fait figure de pivot dans la construction de la frontière puisqu'il est contigu à trois cercles du Soudan. Sa construction est à l'origine de plusieurs segments⁵²¹. Pour cette région, les incertitudes sont nombreuses aussi. En réponse à une demande de l'inspecteur général des travaux publics en septembre 1929, concernant la délimitation de la frontière sur le Sankarani, le directeur des affaires politiques et administratives répond:

⁵²⁰ANS 7 G/42, Rapports sur l'organisation politique, administrative et militaire du cercle, du 1^{er} mai 1896, puis du 31 décembre 1896.

⁵²¹ Je ne reviens pas sur les segments étudiés avec les cercles de Kita et Bamako.

Ma direction ne possède dans ses archives aucun texte relatif à la fixation des limites des cercles de Kankan et de Siguiri (Guinée) et Bougouni (Soudan). La détermination de ces limites remonte d'ailleurs à une époque antérieure à la création du gouvernement général⁵²².

Le seul texte fourni en réponse est la délimitation de Binger et Chaudié de janvier 1899. Les limites sont donc celles adoptées à l'échelle locale par les administrateurs des cercles. La construction de la frontière s'effectue dans l'espace le plus déstructuré au moment de la conquête ; pendant près de dix ans, l'enjeu majeur est le repeuplement de la région, désertée suite à la conquête française et la lutte menée par Samori. Elle s'accélère entre 1896 et 1897 avec deux phases, une de repérage et de recensement des structures politiques existantes permettant l'adoption de limites, suivie d'une appropriation rapide par la « pacification »⁵²³ et l'exploitation⁵²⁴.

La phase d'identification est effectuée selon un modèle déjà éprouvé ; le commandant du cercle de Siguiri effectue une mission sur la rive droite du Niger et propose dans son rapport une répartition des territoires entre cercles. Elle se base sur les structures politiques préexistantes, les *kafou* antérieurs à la conquête de Samori et nommés ici « provinces », réunissant plusieurs villages et dont les limites sont identifiées et fonctionnent un peu comme les pièces d'un puzzle. La description des cours d'eau et des routes montre que c'est la première fois que le commandant de cercle passe dans cette région ; il interroge aussi les habitants sur les routes des dioulas et la navigabilité des cours d'eau.

Le Sendougou (tribu des Kita) dépend du cercle de Bamako, commandée autrefois par les Mamby de Kangaba. En 87 ou 88, une grande partie des habitants est venue se placer sous notre protection sur la rive droite du Niger.

⁵²² ANS 1 G/49, au sujet de la délimitation Guinée/Soudan, septembre 1929.

⁵²³ ANS 7 G/27, circulaire du commandant de la région Sud n° 9, Siguiri, le 3 février 1897 : sur la conduite à tenir vis-à-vis des chefs indigènes, elle conseille d'être sévère avec les chefs locaux sans grande influence, de préserver le prestige et la fierté des chefs influents (des amendes plutôt que les frapper, (*sic.*)) mais de ne pas hésiter à les faire condamner à mort, si possible par une justice indigène, pour tout obstacle à l'autorité française.

⁵²⁴ ANS 7 G/27, circulaire du commandant de la région Sud n° 7, Siguiri, le 21 janvier 1897 : les commandants reçoivent des consignes spécifiques sur le repeuplement, la production de caoutchouc et la captation des flux commerciaux.

« à Siguiri : étudier la question du repeuplement de la rive droite du Niger avec les indigènes de la rive gauche [...] Rechercher si réellement il y a du caoutchouc sur cette rive ; dans le cas de l'affirmative, accroître la production du caoutchouc. Rectifier et compléter le recensement des villages ; établir s'il y a lieu d'après ce recensement un rôle d'impôt supplémentaire.

à Kankan : augmenter la production du caoutchouc en amenant les indigènes à aller le récolter dans le Ouassoulou ; recenser les villages de la rive droite du Milo ; étudier la question du repeuplement de la rive droite du Milo avec les indigènes venus de la rive gauche.

à Bougouni : se montrer très sévère dans la répression des vols, des assassinats et du brigandage ; activer la reconstruction des villages de réfugiés ; faire des avances de grains à ces derniers, autant que les ressources du poste le permettront ; [...] Punir sévèrement les dioulas qui cherchent à éviter le poste de Bougouni pour se soustraire à l'*oussourou* ; [...] Délimiter les cantons d'une façon précise de manière à faciliter le recouvrement de l'impôt et éviter les contestations à ce sujet. »

Le Baya (tribu de Doumbouya) est à cheval sur le Balé et le Sankarani, il est limité au Sud par les pays des Ba Sidibé et le Dioumamanian, à l'Ouest par le Sendougou, à l'Est par le Kondoulaminé (?).

En 1888, le chef de Baya vint à Siguiri faire sa soumission. La même année (avant ou après sa soumission, mais sans doute après), le Baya fut envahi par une bande de sofas commandés par un noir appelé Kali qui s'empara de Kangaré, de plusieurs autres villages entre autres Benko où il fit massacrer les vieillards. Deux cents habitants du Baya vinrent se réfugier sur notre rive mais ils retournèrent en partie dans leur pays pour y faire la récolte, Kali ayant épargné les lougans.

Le Kourbaridougou, (tribu des Kourbary (Mandings)), avait pour principal village Kéniera qui fut détruit par Samory en 1882. Le chef du pays, Bandiougou, fit sa soumission au Colonel Gallieni, il existe encore. Cette province se composait de 4 villages, Faraba, Dialakoro, Kénéra-Koura et Kéniera Koro. Les deux premiers se trouvaient sur la rive droite du Niger, les deux autres sur la rive gauche du Fié; lorsque ces villages furent détruits par Samory, Bandiougou et tous ceux qui purent se sauver vinrent former des nouveaux villages dans le Cercle de Siguiri, sur la rive gauche du Niger. Ces nouveaux villages [... suite illisible]

Le Dioumanianian est limité au Nord par le Baya, à l'Est par le Sankarani, à l'Ouest par le Fié, au Sud par les pays du Diamourankés [?]. Il se compose de 12 villages: Bankoumana (ruines), Balandougou (13 habitants), Koundiana (3 habitants), Sidikila (ruines), Guendou (ruines), Kolomaka (ruines), Koundianakoro (ruines), Kénieroba (ruines), Dounoukolo (3 habitants), un 2^{ème} Balandougou et Niani⁵²⁵.

Le Sakodougou. Il s'étend entre le Fié et le Milo, son chef Diémori Sako commandait en même temps au Kourbaridougou et au Kounadougou; les deux provinces qui avec le Sakodougou formaient le pays appelé Siradougou.

Les villages du Sakodougou étaient Koundian (34 h), Faranidou (4 habitants), Soïla (1h), Guidané ou Kédato (ruines), Sérimana (ruines) et Sara Mérila (ruines).

Diémori Sako et la plupart des habitants du Sakodougou se sont réfugiés dans le cercle de Siguiri dans le Diouma principalement.

Le Kounadougou est limité au Nord par le Sakodougou, à l'est par le Fié, au Sud il touche au Toran et à l'Est au Baté.

Les villages étaient les suivants: [...]. Les habitants obéissaient à Diémori, chef du Sakodougou; plusieurs l'ont suivi sur les territoires de Siguiri⁵²⁶.

⁵²⁵ La carte Meunier est sûrement basée sur ce rapport et reproduit les villages en ruines.

⁵²⁶ ANS 7 G/42, rapport du lieutenant Chevalier, commandant le cercle de Siguiri, sur les provinces situées entre le Niger et le Sankarani et conclusions tendant à étendre les limites du cercle à l'est, 1^{er} mai 1896.

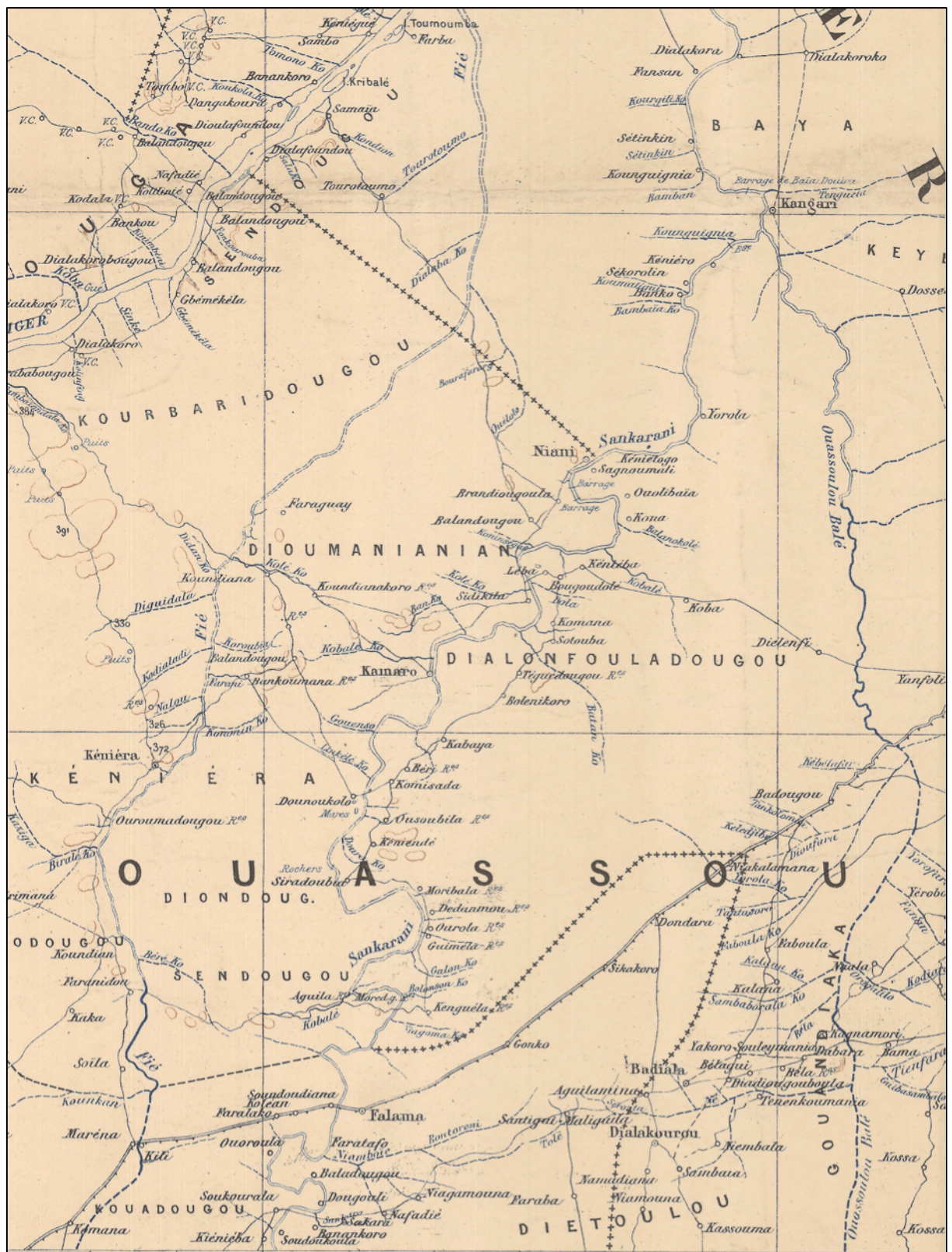


Figure 46 - Extrait de la feuille *Kouroussa*, Meunier, 1909

Il propose en conclusion cette distribution des territoires :

Les provinces qui semblent devoir être rattachées à Siguiri sont: le Kourbaridouougou, le

Sakhodougou et le Dioumanianian, en laissant au cercle de Bamako et de Bougouni le Sendougou, le Baya, et toutes les provinces au delà du Sankarani, car elles font toutes partie du Ouassoulou. Le Koumadougou dépend (adverbe illisible) du cercle de Kankan.

Les limites du cercle de Siguiri deviendraient donc le Sendougou, le Baya, le Sankarani jusqu'à hauteur de Kenguéla. Une ligne allant à Kenguéla, à Soïla village du Sakodougou puis le Koumadougou, le Baté, le Balimakana.

Les résultats du rattachement de ces provinces au cercle de Siguiri ne se feront pas sentir immédiatement. Un certain nombre d'habitants réside bien dans le cercle de Siguiri, beaucoup d'entre eux ont demandé à aller réoccuper leurs anciens villages, ils ont été autorisés à le faire; mais c'est seulement à Koundian que les réfugiés du cercle de Siguiri ont franchement commencé le mouvement, encore ne s'agit-il la que de Diémori Sako et ses fils.

Cet exemple donné par l'ancien chef du pays qui nous a toujours été très dévoué sera certainement suivi par beaucoup d'autres réfugiés et tout permet d'espérer que ce vaste pays actuellement désert commencera dans deux ou trois ans à sortir de ses ruines.

Cette répartition semble basée sur la volonté de respecter grossièrement les logiques de peuplement : les populations mandingues sont rattachées à Bamako, celles identifiées au Wassoulou à Bougouni. Par contre les limites adoptées sont « naturelles » quand elles existent, le Sankarani par-exemple, et formées de lignes droites entre les anciennes provinces quand il n'y a pas de support.

SIGUIRI	
Création	création du poste puis du cercle en 1888. Intégration de Niagassola en avril 1891
1 ^{ère} limite	Par Gallieni en 1888 : Niagassola : s'appuie sur Kita, Koundou et Bamako; au sud, englobe le village de Déguédémou, suit la crête des monts du Manding jusqu'aux sources du Touga Ko, longe sa rive droite, franchit le Bakhoy, se maintient sur la rive gauche du Kako Ko et rejoint la frontière nord du Ménien Siguiri : s'appuie sur Kita, Bamako et Niagassola; au sud jusqu'au Niger et son affluent du Tankisso; à l'est le désert qui le sépare de l'état de Dinguiray
Limite 1899	Non concerné
Limite Delafosse	la Fariko, puis quitte ce fleuve pour se diriger approximativement vers l'Est en décrivant une courbe infléchie vers le Sud qui sépare le cercle de Kita (H.-S.-N) des cercles de Dinguiray et de Siguiri (Guinée) et qui aboutit au Bakhoy ou haut Sénégal oriental à peu près à hauteur et à l'Ouest de Niagassola. La limite descend le Bakhoy vers le Nord sur 30 à 40 kilomètres, puis le quitte pour se diriger vers l'Est et ensuite vers le Sud, de façon à décrire une sorte d'arc de cercle autour de Niagassola, pour se continuer dans une direction à peu près Sud-Sud-Est jusqu'à ce qu'elle atteigne le Niger à une cinquantaine de kilomètres en aval de Siguiri. La frontière traverse alors le Niger et se dirige vers le Sud-Est jusqu'à la rencontre de la Sankarani et remonte ensuite cet affluent du Niger, en se dirigeant vers le Sud-Sud-Ouest, sur 60 kilomètres environ
Nature du tracé	Voir les trois cercles du Soudan français

La confrontation avec la délimitation de Bougouni confirme ce relatif respect des entités politiques, à l'échelle des cantons. Le capitaine Porion propose en 1895 une délimitation en ce sens, après avoir fait allusion à une série de télégrammes du gouverneur fixant les limites en 1895, et « constituant un ordre de choses anormal pour certains cantons du cercle ». Il souhaite :

« de nouvelles limites du cercle basées, non plus sur des lignes géométriques tracées sur une carte plus ou moins erronée, mais bien sur les limites politiques de cantons soumis à notre influence [...]. A l'ouest, le Ouassoulou Balé, jusqu'à son confluent avec le Niger⁵²⁷.

Plus loin il ne considère pas l'ancien Wassoulou comme faisant partie de sa zone d'influence :

Bien que le Ouassoulou ne soit aucunement compris dans les limites d'influence du cercle de Bougouni, ayant appris que les réfugiés de ce pays qui sont à Khati ont demandé à son passage à M. le Gouverneur du Soudan français, l'autorisation de rentrer dans leur pays d'origine, nous tenons à faire voir quelles seraient les conséquences heureuses de cette rentrée pour le cercle de Bougouni⁵²⁸.

BOUGOUNI	
Création	création du poste en novembre 1893, puis du cercle en décembre. Cependant lente appropriation, la première tournée de recensement a été effectuée dans le sud-ouest et le sud-est du cercle en février 1899 ⁵²⁹ .
Limite 1899	Non concerné
Limite Delafosse	puis elle quitte cette rivière pour se continuer par une ligne en zig-zags d'une direction générale Sud-Est (Est-Nord-Est, puis Sud-Sud-Ouest, puis Sud-Est), jusqu'à ce qu'elle atteigne, sur le cours supérieur de la rivière Ouassouloubalé et à 15 kilomètres environ au Nord-Ouest de Maninian, le point de jonction des trois cercles de Bougouni (H.-S.-N.), Kankan (Guinée) et Touba (Côte d'Ivoire).
Nature du tracé	Une limite conventionnelle, « artificielle » entre Niger et Sankarani puis son cours jusqu'au cercle de Kankan.
Monographie de 1904 ⁵³⁰	« Le cercle de Bougouni, borné au nord par les cercles de Bamako et de Siguiri; [...] à l'ouest par les cercles de Kankan et de Siguiri; [...] La limite avec le cercle de Kankan est celle des cantons de Guandiako et Dialonfoula. La limite avec le cercle de Siguiri sont le Sankarani sur une longueur de 60 kilomètres, puis elle se continue par une ligne droite, direction sud-nord, jusqu'à cinq kilomètres au nord du village de Silaguati où elle rejoint celle du cercle de Bamako. »

⁵²⁷ ANS 15 G/94 pièce 4, Rapports divers du capitaine Porion, Bougouni, le 16 août 1895, sur les mesures propres à améliorer l'organisation politique du cercle : Rapport du 8 août 1895, pp. 2-3 et pièce 5, croquis annexé au rapport, 14 août 1895. Placés en annexe n° 21.

⁵²⁸ Ces conséquences seraient la réactivation d'anciennes routes commerciales vers Kankan, détruites par la guerre.

⁵²⁹ Compte rendu et recensement des villages en ANS 15 G/171.

⁵³⁰ ANS 1 G/303, monographie du cercle de Bougouni, avril 1904, par Delteil, p. 2.

L'extension de Siguiri et le partage proposé en 1897 créent ainsi la frontière, Delteil en 1904 présente un découpage politique calqué sur des entités claires et antérieures à la conquête ; cependant le Sankarani ne constituait pas la frontière du Wassoulou, dont le peuplement s'étendait jusqu'au Niger, dans une région fortement métissée et complexe dans son organisation.

Au point de vue politique, la composition du cercle peut être divisée en quatre groupes:

Le Ouassoulou, limité à l'ouest par le Sankarani; au nord par le Mono; à l'est par le Baoulé; au sud par le cercle de Kong. Cette région comprend six cantons: le Dialonfoula, le Guandiako, le Gouanan, le NiénéDougou, le Bolou et le Basidibé et a une population de 19844 habitants métissée de peuls venus du Fouta-Djalon et qu'on appelle Peuls ouassouloukés.

La région nord ouest, au nord du Ouassoulou, s'étendant à l'ouest jusqu'à la limite du cercle de Siguiri, [...]; elle comprend huit cantons: le Danou, le Baya, le Kéléyadougou, le Dialakadougou, le Banan [...], tous bambaras.

Le cercle de Kankan a eu la même logique de construction, par rapport au cercle d'Odienné en Côte d'Ivoire et de façon marginale avec le Soudan français ; ses limites orientales sont fortement liées au repeuplement des rives droites du Niger et du Milo, en particulier l'excroissance que Delafosse a eu bien du mal à reconstituer par écrit.

KANKAN	
Création	création du poste en 1891, puis du cercle en 1892.
1 ^{ère} limite	Fixée par le lieutenant colonel Bonnier en 1893 sous formes de zones d'influence
Limite 1899	Non concerné
Limite Delafosse	puis elle quitte cette rivière pour se continuer par une ligne en zig-zags d'une direction générale Sud-Est (Est-Nord-Est, puis Sud-Sud-Ouest, puis Sud-Est), jusqu'à ce qu'elle atteigne, sur le cours supérieur de la rivière Ouassouloubalé et à 15 kilomètres environ au Nord-Ouest de Maninian, le point de jonction des trois cercles de Bougouni (H.-S.-N.), Kankan (Guinée) et Touba (Côte d'Ivoire).
Nature du tracé	Un ensemble de lignes conventionnelles prenant appui sur des points « naturels » ou des villages jusqu'au bassin du Baoulé, dont il utilise différents cours d'eau.



Figure 47 - extrait de la carte *Régions méridionales de la Guinée et du Soudan français*, 1894 au 1/500000, service géographique de l'armée, par le capitaine Levasseur, cartothèque IGN

Le cercle a développé progressivement son influence vers l'Est, d'abord jusqu'au Couraï (rivière dont la confluence avec le Dion forme le Sankarani) puis jusqu'au Gouala. Le commandant de la région Sud constate cette extension :

Bassin du haut Sankarani: Sur mon conseil, le comt. de cercle de Kankan a autorisé Kaba Diou [orth?] qui habitait provisoirement Santiguila dans le cercle de Kankan, de réoccuper le Sabadougou entre le Dion et le Couraï, il en résulte que les limites du cercle de Kankan sont repoussées jusqu'au Kourai. Par-contre, la région dont il s'occupe, qui était un véritable désert présentera maintenant des ressources au cas où il aurait à être parcouru par nous.

Dans son bulletin politique du 1er juin, le Comt de cercle de Kankan montre les populations du Sankarani jusqu'en de ça de Guéléba terrifiées par Modiba Touré et demandant à ce que leur territoire soit englobé dans le cercle de Kankan. Les limites de ce cercle seraient reculées au delà du Gouala, c'est à dire à plus de 150 kilomètres du Chef lieu, ce qui est inadmissible. Cependant, à titre provisoire et pour en imposer à Modiba Touré, le Comt de

région le fait prévenir que le territoire de Kankan s'étend désormais jusqu'à Guéléba⁵³¹.

Plusieurs logiques sont à l'œuvre dans la mainmise sur ces bassins fluviaux: flux migratoires de retour des populations réfugiées près de Kankan, afin de mettre en valeur la région, appui sur des chefs locaux se plaçant sous la « protection » de la France, lutte contre l'influence de Modiba Touré selon un schéma « classique »⁵³²: cet ancien chef militaire de la région d'Odienné, ancien allié de Samori a fait sa soumission à la France ; il est placé sous protectorat, puis « pillard et surnois », écarté au profit d'une administration directe avec la création d'un cercle à Odienné (Guéléba et le Gouala forment bien la frontière actuelle entre Guinée et Côte d'Ivoire). La délimitation du cercle s'effectue plus ou moins en s'appuyant sur les « pays » et ses chefferies traditionnelles ; le « triangle » formé par le Diétoulou à la jonction des cercles de Kankan, Bougouni et Siguiri interroge. Les rapports du commandant de Kankan indiquent la volonté de soutenir les efforts du chef du Dietoulou pour reconstruire son canton et faire revenir des émigrés. Il réclame en 1897 une rectification des limites de son cercle au profit du Diétoulou et de son cercle :

J'ai l'honneur de vous rendre compte que j'ai constaté qu'une portion de territoire compris entre les cercles de Siguiri, Kankan et Bougouni n'est rattachée à aucun de ces cercles sans que j'en puisse trouver la raison(...) pour décider le rattachement au cercle de Kankan de cette portion de territoire comprenant le pays de Sanafila et la partie du pays de Diétoulou situé sur la rive droite du Dimko et situé entre les cercles de Bougouni et de Siguiri, au confluent du Sankarani et du Kobalé⁵³³.

Aucune suite ne semble donnée dans les courriers du commandant la région Sud, l'annotation en marge de la lettre indique qu'il n'y a rien à ce sujet dans les archives et la limite reste inchangée ; ce silence peut montrer la volonté de ne pas trop respecter les revendications locales (diviser pour régner) ou simplement l'absence d'intérêt pour un espace de confins et dépeuplé. La carte Meunier montre aussi que ce « triangle » suit une route commerciale importante entre Kankan, carrefour commercial, et Yantofila et suggère la

⁵³¹ ANS 7 G/26, Bulletin politique du mois de mai et du mois de juin 1896, région Sud, capitaine Belleville, pp. 6-7.

⁵³² ANS 7 G/45, Bulletin politique du cercle de Kankan du 31 mai 1896 : « L'influence extérieure du cercle s'est beaucoup [illisible] depuis le mois dernier. Le Couraï-ni-Gouala, dont le chef-lieu est Guéléba et qui comprend les villages de Guéléba [...] demande à faire partie du cercle. Ce pays est limité à l'Ouest par le Sabadougou et le Nanoussana et le cercle de Kérouané, au sud par une zone sous l'influence du cercle de Beyla, à l'est par le cours du Gouala, dont la rive droite appartient au pays d'Odjenné, au nord par un pays encore indépendant, mais appelé pour être englobé dans le cercle de Siguiri. Son chef [...] est dans de plus mauvais termes avec le chef d'Odjenné, et le cercle de Kankan, en prenant Guéléba sous son influence directe ne peut que profiter de cette haine mutuelle des deux chefs, car tous deux s'empressent de venir rendre compte ce qui lui [appartient ?] partie soit chez l'un, soit chez l'autre. »

⁵³³ ANS 7 G/26, courrier du commandant de la région Sud, Bertin au lieutenant gouverneur, 26 décembre 1897. Les croquis sont en annexe n°22.

volonté de la contrôler. Le schéma des races réalisé en 1899 par le commandant de Kankan indique enfin que ce ne sont pas les logiques « ethniques » qui ont déterminé les découpages, les populations du Wassoulou demeurent réparties entre les différents cercles.



Figure 48 - Extrait de la feuille *Kouroussa*, Meunier, 1909



Figure 49 - schéma des races du cercle de Kankan⁵³⁴

⁵³⁴ Source : ANS 7 G/30 ; ce schéma a servi à l'élaboration de la « carte des races de la Guinée » qui figure dans le même dossier.

La fin de la dyade est constituée par le tripoint entre Guinée française, Côte d'Ivoire et Mali actuels. Sa définition n'apparaît dans aucun texte officiel. Ian Brownlie le présente ainsi:

Alignment: There is no relevant international agreement depends upon French administrative practice in the colonial period. In principle the line remains that adopted as a consequence of the Decree of October 17, 1899; [...] This Decree does not describe the limits, however. No detailed description has been found in French enactments and the best evidence of the alignment takes the form of maps [...]. The map evidence and the I.B.S. Disclaimers issue, December 1, 1967, indicate that some sectors are indefinite and not merely in need of demarcation.

The volume in the United Kingdom, Admiralty, Geographical Handbook Series, *French West Africa*, Vol. II, *The Colonies*, December 1944, pp. 169, 230., fixes the Guinea tripoint at 10° 24' N., 7° 42' O.; The tripoint has not been fixed on the ground but is located on various maps⁵³⁵.

La feuille *Tienko* au 1/200 000 de l'IGN, éditée en 1964, confirme ces coordonnées géographiques, le tripoint est sur un ruisseau le Dougoulintolo, petit affluent du Gbalon zon, dans une zone de collines boisées. Il reste donc beaucoup de « silences » sur les choix effectués à l'échelle locale dans l'adaptation des décisions administratives au terrain.

⁵³⁵ BROWNLIE Ian, *African Boundaries: A Legal and Diplomatic Encyclopaedia*, [s.l.], C. Hurst & Co. Publishers, 1979, 1394 p., p. 371. Traduction personnelle : Alignement : Il n'existe pas d'accord international agréé et le bornage dépend de la pratique de l'administration coloniale française. Le principe à suivre est celui adopté par le décret du 17 octobre 1899 [...]. Néanmoins, ce décret ne décrit pas les limites. Aucune description détaillée n'a été trouvée dans les textes des lois françaises et les références les plus précises en matière de bornage peuvent être trouvées sur les cartes [...]. La lecture de la carte et le numéro du *Disclaimers* du 1^{er} septembre 1967 montrent que certaines zones ne sont pas seulement en attente de bornage mais ne sont pas définies. Le tome du « United Kingdom, Admiralty, Geographical Handbook Series, *French West Africa*, Vol. II, *The Colonies*, December 1944, pp. 169, 230.», définit le tripoint à 10° 24' N., 7° 42' O.. Ce tripoint n'est pas marqué sur site mais apparaît dans différentes cartes.

B) Adaptations, modifications et fonctions du tracé (1899-1915)

1) Profiter de la frontière

Le flou des délimitations entre cercles frontaliers, l'absence de matérialisation des limites indiquent que la frontière ne joue pas un rôle majeur dans l'administration coloniale des deux territoires; elle ne semble pas véritablement une contrainte, une institution, destinée à encadrer les populations. Son contrôle reste limité du fait des moyens humains alloués et de la connaissance encore lacunaire des populations. D'où des mouvements nombreux pour profiter de certaines opportunités.

Le refuge de Satadougou

Franchir la frontière peut être une stratégie de refuge au moment où la pression coloniale se fait plus forte sur l'un des deux territoires. Ce phénomène est net dans les années 1900 au nord du Fouta Djallon et s'inscrit dans un double contexte : celui, ancien, d'un espace où les mouvements de population étaient nombreux, liés aux stratégies de pouvoir dans le Fouta et utilisant ses marges septentrionales comme espaces refuge ou espaces ressources. Mais surtout celui plus conjoncturel de la politique menée par l'administration de la Guinée pour imposer son autorité sur les populations. Les seuls flux majeurs constatés dans les fonds d'archives partent de la Guinée vers les colonies voisines, en priorité la Sierra Leone⁵³⁶ et la Guinée portugaise. Ils sont aussi nombreux vers le Sénégal et la Casamance ; ils concernent secondairement le Haut-Niger-Sénégal, en particulier le cercle frontalier de Satadougou; ils sont alors comparables aux flux internes à la Guinée, du Fouta Djallon⁵³⁷ vers les régions orientales en particulier. Ces flux sont signalés à partir de 1896. Dans sa monographie de Satadougou en 1904, le commandant répertorie les deux communautés musulmanes de son cercle, issues de l'immigration de populations du Fouta.

Aussi les deux seules agglomérations musulmanes du cercle sont celles de provenance étrangère, ce sont Satadougou et Gouba. Á Satadougou sont venus se réfugier en 1896 environ 100 Peuhls du Gadaoundou pourchassés à ce moment par l'alpha Yaya du Labé. Leur marabout Tierno Bokar, de secte Tidjania n'a pas beaucoup d'influence. Il enseigne le Coran à 6 élèves

⁵³⁶ C'est vers cette colonie britannique que les mouvements de fuite ont le plus d'ampleur, consulter le dossier ANS 21 G/62.

⁵³⁷ Ismaël Barry propose une analyse très poussée de ces migrations, *le Fuuta-Jaloo face à la colonisation*, op. cit., pp. 236-247.

dont 2 Malinckés. Gouba, village de 100 Peuhls environ a été fondé il y a cinq ans par le marabout Tierno Ibrahima Gouba qui, fuyant les exactions des alphas du Fouta avait été autorisé à résider dans le cercle avec ses fidèles. Il est sénoussiste ainsi que tout le village de Gouba⁵³⁸.

Des migrations de groupe sont décrites, engageant une communauté, attirée par une personnalité au rayonnement religieux. Ces installations, autorisées et surveillées, sont liées dans ce rapport à des persécutions subies de la part des chefs du Labé, sans que l'on sache la nature de ces exactions, religieuses ou politiques ; elle correspondent à la période de la mainmise sur le Fouta Djallon par la France, via l'*Alfa* Yaya. Ces flux s'amplifient entre 1904 et 1909.

Dans le cercle de Dinguiraye il y a lieu de signaler un exode de 284 personnes habitant la province de Missira et en particulier les villages de Firghia et KouroKoma. Ces indigènes ont traversé les rivières Koulounko et Kounda et se seraient établis dans le cercle de Satadougou, dépendant du Haut Sénégal et Niger. Ils auraient été attirés par le chef du Diakaba, le Karamoko Ibrahima Diabi qui disposerait d'une certaine influence et se montrerait désireux d'augmenter le nombre de ses administrés. Il entretient même à cet effet des émissaires dont le principal moyen d'action serait la promesse d'exemption des corvées et de la taxe de capitation.

Le frère du chef de la province de Missira a également gagné le cercle de Satadougou amenant avec lui un certain nombre de Dialonkés. Il se serait établi avec ses gens dans les villages de Maloum Tambaïa et de Galama.

D'une façon générale, il se produirait d'ailleurs une émigration certaine dans le cercle de Dinguiraye vers le Haut Sénégal et Niger. Comme les renseignements fournis à cet égard par M. Poulet sembleraient indiquer qu'il ne s'agit plus de départs isolés mais de véritables migrations de familles entières, [adopter les mesures] en vue de prévenir ces déplacements qui, lorsqu'ils tendent à prendre des proportions anormales sont de nature à nuire à la bonne administration d'une région et à gêner particulièrement la perception de l'impôt⁵³⁹.

Ismaël Barry p. 715 fournit des chiffres de bien plus grande ampleur dans sa thèse :

Parmi les milliers d'émigrants recensés en 1909, près de 2000 eurent pour destination le lieu-dit Sebeli dans le cercle de Satadugu (Haut-Sénégal et Niger), un des points désignés par la fameuse prophétie concernant les Fulbe à l'approche de la fin du monde. Vers ce point émigrèrent également de nombreux habitants du Koyin⁵⁴⁰.

Les facteurs de ces migrations sont multiples et trouvent leur source en Guinée, en dehors de l'attraction religieuse des marabouts installés dans le cercle de Satadougou.

⁵³⁸ ANS 1 G/321, monographie de Satadagou, *op. cit.*, p. 19.

⁵³⁹ ANS 15 G/125, pièce 11, pp 1-2, lieutenant gouverneur du Haut-Sénégal-Niger à administration générale et Affaires indigènes, Liotard, Bamako, 31 octobre 1908.

⁵⁴⁰ BARRY, Ismaël, *op. cit.*, pp 715-716 ; il se base sur des fonds d'archives de Guinée que je n'ai pas pu consulter : ANG/2 D214-Guinée fse-cercle de Ditinn-rapport politique du mois de novembre 1909 ; ANS/2 G 9/13-Guinée fse-rapports politiques du 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 1909.

L'administration de Guinée semble pourtant se dédouaner de toute responsabilité dans ces flux :

D'après les indications fournies à ce sujet par M. Clozel, indications basées sur les déclarations unanimes faites spontanément au commandant du cercle précité par les émigrés eux-mêmes qui se savaient à l'abri des vengeances de leurs anciens chefs, la cause véritable des migrations signalées tiendrait uniquement aux exactions répétées des chefs indigènes qui prélèveraient une part arbitraire non seulement sur l'impôt, mais encore sur les amendes, les fournitures de bœufs pour le chemin de fer; les travailleurs qui leur sont demandés pour les routes et constructions du cercle, la différence dans le taux d'impôt de capitation entre les deux cercles des colonies voisines ne semblent pas influencer la détermination des indigènes puisque l'impôt personnel atteint 4 frs par tête dans le cercle de Bafoulabé et que les immigrations y sont tout aussi nombreuses que dans celui de Satadougou⁵⁴¹.

Les ponctions fiscales des chefs locaux sont incriminées dans ce courrier. Cet argument est développé aussi par Barry qui en fait une conséquence de la réforme fiscale imposée au Fouta Djallon⁵⁴². À partir de 1906, la méthode d'imposition est passée de l'impôt de case à l'impôt de capitation et a engendré une plus forte pression fiscale ; ce sont surtout les conditions de la perception qui ont engendré des abus. L'administration se contentait, faute de moyens, de vérifier périodiquement les rôles d'impôts, réalisés sur la base de recensements effectués par les chefs. Ceux-ci étaient chargés ensuite de la perception, soumis à une très forte intimidation de la part des commandants de cercle. Cette pression était répercutée sur les populations pour boucler l'impôt dans les délais exigés, d'où le recours aux hommes de main, les *mbatula*, pour sévir contre les récalcitrants ; ainsi les « exactions répétées des chefs indigènes » sont d'abord la conséquence de la demande administrative. Elles sont aggravées ensuite par les stratégies d'enrichissement des chefs, intéressés aux bénéfices et qui venaient de subir dans la réforme un plafonnement de leur part⁵⁴³. L'émigration devient alors un moyen de se soustraire à l'impôt, une forme de résistance

⁵⁴¹ ANS 15 G/125, pièce 4., lettre, lieutenant gouverneur de la Guinée française à administration générale et affaires indigènes, Conakry, 19 mars 1909.

⁵⁴² BARRY, Ismaël, *op. cit.*, pp 636-652, sur « la ponction fiscale ».

⁵⁴³ ANS 1 G/31, Rapport d'ensemble, 4^{ème} trimestre 1904, lieutenant gouverneur de la Guinée française au gouverneur général, Conakry, le 24 janvier 1905.

« Les remises consenties aux chefs atteignent dans certaines régions jusqu'à 30% du produit de son impôt. La plupart des chefs actuels tiennent leur pouvoir de notre autorité. Il serait abusif de leur consentir, sous cette rubrique de remises de perception, des émoluments hors de proportion avec les services qu'ils peuvent rendre. » La part octroyée baisse en 1905, avec un nouveau calcul basé sur le rendement des impôts au début de leur mise en place.

passive face à une agression de la métropole, assumée comme telle⁵⁴⁴. Cette utilisation de l'outil fiscal fait partie d'une stratégie de prise en main effective du Fouta-Djalon qui utilise différents moyens déstabilisant fortement les populations et pouvant générer les flux. En quelques années a lieu le démembrement des structures politiques traditionnelles de la région, annoncé cyniquement par le gouverneur Cousturier en 1901 :

Le Fouta-Diallon, dont nous avons déjà distrait le Labé est encore à l'heure actuelle constitué en région qui se compose des cercles de Timbo, Ditinn, Koïn. (...). Cette mesure complètera la dislocation, tant politique qu'administrative du Fouta-Diallon, la disparition de la nationalité foulane, la désunion complète de forces dont la cohésion serait demeurée dans l'avenir un perpétuel danger pour la paix publique et aurait nécessité la présence constante de troupes capables d'imposer le respect.

Tel est le résultat de cette politique dont les Foulas ignorent le danger, qui donne satisfaction aux intérêts particuliers des chefs et des populations, de telle sorte que tous y applaudissent inconsciemment, sans se rendre compte qu'elle les courbe de plus en plus sous le drapeau de la France⁵⁴⁵.

La logique à l'œuvre à l'échelle régionale, dépecer les grands ensembles, ici la confédération, en s'appuyant sur les chefferies périphériques, les *diwe*, est désormais reproduite à l'échelle locale ; les anciennes unités administratives, les *sous-diwe* et *missidi*, sont transformées en unités nouvelles, les « villages »⁵⁴⁶ qu'il s'agit de contrôler à moindre coût et où « le diviser pour régner » s'applique pour diminuer l'influence des anciens pouvoirs. Si la frontière avec le Soudan français n'évolue pas, les cercles frontaliers connaissent des remaniements incessants au gré des modifications administratives de la colonie et de délimitations tâtonnantes⁵⁴⁷. Ce processus d'appropriation de l'espace s'accompagne d'une transformation des dénominations à différentes échelles, du choix de nouvelles « capitales »⁵⁴⁸. Ainsi le cercle de Koïn devient celui de Kollangui, puis de Tougué

⁵⁴⁴ ANS 1 G/31, Rapport d'ensemble, 4^{ème} trimestre 1904, *op. cit.* : « Comme dans tous les pays neufs, l'impôt, dans notre colonie, est un puissant levier, un moyen mécanique propre à inviter au travail une population indolente moins par tempérament naturel que par absence de tout besoin. »

⁵⁴⁵ ANOM FM SG AOF I/7/19, dossier 9, rapport mensuel politique du mois de décembre 1901 du Gouverneur de la Guinée, Cousturier, le 25 décembre 1901.

⁵⁴⁶ Sur l'application concrète de la réforme administrative dans le cercle de Koïn, voir le rapport du Commandant Cugnier : ANS 18 G/9, p. 41, Rapport politique, poste de Kollangui, 31 octobre 1902.

⁵⁴⁷ Ces modifications occupent plusieurs cartons d'archives consultables en ANS 7 G 69/71/72 et 73 ; une relative stabilisation intervient en 1911 avec un arrêté de W. Ponty qui donne une délimitation « beaucoup plus précise avec des bases géographiques sûres et naturelles » des 21 cercles : Arrêté n°620 ter. portant délimitation des circonscriptions administratives de la Guinée française par le gouverneur général, W. Ponty, Dakar, 21 juin 1911 ; JO de l'AOF du 12 août 1911, 7^e année, n°348, pp. 510-519 ou copie en ANS 7 G/72 (dossier de 37 pages).

⁵⁴⁸ Sur liens entre colonisation et dénomination de l'espace, je renvoie aux réflexions de Roland Pourtier, à partir de l'exemple du Gabon : Pourtier Roland, « Nommer l'espace. L'émergence de l'État territorial en Afrique noire », *L'espace géographique*, n°4, 1983, pp. 293-304.

en 1907 (à noter que les cercles de la partie orientale ne sont pas touchés par ce processus), l'ancienne capitale Timbo est peu à peu supplantée par la ville nouvelle de Mamou comme cœur de la région. Parallèlement à cet émiettement administratif s'opèrent les premiers regroupements régionaux, procédant d'une volonté de centralisation et de simplification de l'espace conquis. Odile Goerg a analysé la construction et la transmission de la représentation d'une Guinée découpée en quatre régions « idéales » et « naturelles » dans la tradition de Paul Vidal de la Blache⁵⁴⁹.

Le dernier levier utilisé par l'administration coloniale dans cette prise en main de la région est la lutte contre l'islam. Les rapports suggèrent le facteur religieux dans les mouvements de refuge vers Satadougou. Jean Louis Triaud a montré l'inflexion de la politique musulmane de la France en Afrique subsaharienne, incarnée par le gouverneur général William Ponty (1907-1915), de plus en plus méfiante vis-à-vis des musulmans⁵⁵⁰. La Guinée utilise particulièrement la menace islamique pour justifier la pacification. L'administrateur Noirot pointe dès 1901 l'agitation menée par Thierno Amadou, originaire du Koïn et établi depuis un an dans le « Ouontofa », dans le cercle de Satadougou; il mènerait une propagande religieuse et ses agissements sont surveillés de près⁵⁵¹. Ismaël Barry développe les rouages de la répression menée par le gouverneur Camille Guy contre le « péril islamique » qui menacerait l'influence française et se traduit par des vagues d'arrestations de lettrés musulmans, en particulier celle du *wali* de Goumba en 1911⁵⁵². Il conclut ainsi son analyse :

Ainsi l'action menée contre les lettrés du Fuuta-Jaloo, à partir de 1911, par le biais d'un complot plutôt mythique que réel, sert surtout à parachever le processus de transfert du pouvoir largement accompli avec la liquidation des grands commandements traditionnels. Après la disparition ou l'assujettissement des principaux chefs politiques, l'administration sentit le besoin de limiter l'influence spirituelle des grands marabouts qu'elle percevait comme rivaux⁵⁵³.

⁵⁴⁹ GOERG Odile, « Couper la Guinée en quatre ou comment la colonisation a imaginé l'Afrique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011/3 n° 111, p. 73-88.

⁵⁵⁰ Triaud Jean-Louis, « 13 : Politiques musulmanes de la France en Afrique subsaharienne à l'époque coloniale », dans Pierre-Jean Luizard (dir.), *Le choc colonial et l'islam*, Paris, La Découverte, 2006 p. 271-282. Voir p. 275. La création en 1906 du service des affaires musulmanes au niveau du gouvernement général de l'AOF et les consignes de recensement des foyers musulmans données aux commandants de cercles illustrent aussi ce virage.

⁵⁵¹ ANOM FM SG AOF/I dossier 8, rapports politiques du gouverneur de l'AOF au ministre des colonies, copie du rapport d'E. Noirot, directeur des Affaires Indigènes en mai et juin 1901 au Gouverneur de la Guinée française.

⁵⁵² BARRY Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation*, op. cit., pp. 510-539.

⁵⁵³ *Ibid.* p. 539. Voir aussi le rapport en conseil de gouvernement, session de 1911, signé par C. Guy, proposant « l'internement d'indigènes de la Guinée pour faits d'insurrection contre l'autorité de la France »; il reprend tout l'argumentaire et les charges retenues contre les condamnés. ANS 7 G/69, p. 84.

Face à ces différents facteurs de déstabilisation, l'émigration est une des stratégies d'évitement mobilisées. Ces flux ne semblent pas inquiéter outre mesure les administrations des deux colonies qui coopèrent dans leur limitation; les mouvements sont tolérés s'ils ne lèsent pas les intérêts financiers car les ressources principales sont les hommes, leur force de travail et l'impôt qu'il génère :

Il [le chef de la colonie du Haut Sénégal Niger] n'a jamais mis la moindre entrave aux exodes très importants de domestiques libérés pour la Côte d'Ivoire et la Guinée; [...] bien plus, cette dernière colonie favoriserait le recrutement des travailleurs soudanais pour les diverses entreprises industrielles de la région de Siguiri où plus de deux mille d'entre eux seraient actuellement employés. [...] Il convient même de noter à ce sujet que l'administrateur du cercle de Satadougou a prêté son assistance à son collègue de Dinguiraye pour faire payer ceux des émigrés qui avaient quitté la Guinée sans acquitter l'impôt de l'année. D'ailleurs pour supprimer le seul avantage que les émigrés trouveraient en changeant de colonie, M. Clozel se montre tout disposé à élever le taux de l'impôt dans le cercle de Satadougou de 2,50 à 3 frs⁵⁵⁴.

Cette décision d'ajuster les fiscalités est confirmée par une lettre du gouverneur⁵⁵⁵ et les flux décrits sont considérés comme minimes et isolés :

Les incidents qui vous ont été signalés [...] ont eu un caractère purement accidentel et les faits d'émigration qui vous ont été signalés à cette époque restés isolés. Les émigrations de populations entre la Guinée et les colonies voisines paraissent d'ailleurs se compenser et les difficultés auxquelles elles donnent lieu, spécialement dans les cercles de Satadougou et Dinguiraye peuvent être facilement réglées sur place par les administrateurs de ces cercles⁵⁵⁶.

Cependant, les mouvements se poursuivent, signalés encore en 1914 :

Pour la circonscription de Mali, vos prédécesseurs avaient déjà signalé la situation anarchique du Labé depuis la disparition d'Alfa Yaya et la tendance des habitants de cette province à retourner au Soudan, leur pays d'origine. Il est donc utile de tenter d'enrayer un mouvement d'émigration en constituant fortement, s'il est possible, un groupement bien organisé et énergiquement commandé dans cette partie de l'ancien cercle de Mali⁵⁵⁷.

⁵⁵⁴ ANS 15 G/125, pièce 4., lettre, lieutenant gouverneur de la Guinée française à administration générale et affaires indigènes, Conakry, 19 mars 1909.

⁵⁵⁵ ANS 15 G/125, pièce 5, Lettre du gouverneur général de l'AOF au lieutenant gouverneur de la Guinée, Dakar, 10 juillet 1909 : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que M. Clozel [...] m'avise qu'il a donné les instructions nécessaires pour que le rôle de l'impôt personnel du cercle de Satadougou, exercice 1910, soit établi sur la base que vous avez suggérée. »

⁵⁵⁶ ANS 15 G/125, pièce 8, Lieutenant gouverneur de la Guinée française à administration générale et affaires indigènes, Dakar, 7 avril 1909

⁵⁵⁷ ANS 7 G/73, pièce 24, lettre du lieutenant gouverneur de la Guinée française, du Mazel, à l'administrateur commandant le cercle de Labé, 19 janvier 1914.

La frontière est utilisée comme un moyen d'échapper aux contraintes de l'administration coloniale, impôts, portage ou répression. Le segment concerné ici ne génère pas de flux majeurs car les différentiels entre les deux colonies sont trop faibles. Le différentiel économique disparaît avec l'harmonisation fiscale ; l'installation au Soudan est davantage un moyen d'être « hors de Guinée » tout en restant proche, c'est ce que suggèrent les choix des communautés religieuses dans le Wontofa, dans un modèle presque transfrontalier.

Jeux de pouvoirs

Le flou des délimitations a aussi donné lieu à des luttes de pouvoirs entre chefs locaux, soutenus parfois par leurs administrateurs ; elles ont lieu dans le même espace, entre Koïn et Wontofa, dans le contexte de déstabilisations et d'incertitudes des années 1902 à 1905 et prolongent des conflits d'influence qui avaient précédé les délimitations.

Dans un premier temps, le chef du *diwal* de Koïn, l'*Alfa* Abdurrahmaan appuyé par l'administration de la Guinée revendique à nouveau le Wontofa. Le lieutenant gouverneur Cousturier argumente :

[...] la revendication de la province du Wontofa qui n'est qu'un morceau du Fouta-Djallon attribué à tort au cercle de Satadougou. Il était bien normal qu'antérieurement à 1896, [...], les commandants militaires des cercles frontières cherchassent à s'agrandir aux dépens des Rivières du Sud; j'ajouterai que rien n'était plus facile, puisque nous ignorions ces provinces, même de nom. [...] La carte ci-jointe, de la délimitation entre le Sénégal et la Guinée fait ressortir avec la plus grande clarté que le Wontofa et non Fontofa, erreur qui tendrait à faire croire que les auteurs de la carte étaient peu renseignés sur cette province. Il est bien certain que le côté esthétique ne doit pas avoir beaucoup de poids quand il s'agit de répartir des nationalités; il est toutefois à considérer quand il vient s'ajouter à des arguments plus sérieux. Dans le cas présent, il n'est pas douteux que la réunion du Wontofa à la Guinée rectifierait la frontière en lui donnant une forme incontestablement meilleure. Je vous serais reconnaissant, [...], s'il ne s'agissait pas de faire droit à la réclamation d'un chef, dont la soumission au gouvernement français et la fidélité à nos ordres ne manqueront pas d'être heureusement impressionnés pour l'avenir, s'il doit à votre haute justice la restitution d'une province qui lui a été indûment enlevée⁵⁵⁸.

⁵⁵⁸ ANS 18 G/9, pièce 40, Lettre du lieutenant gouverneur de Guinée au gouverneur général, question du Wontofa, Conakry, 28 mars 1903.

Les arguments mobilisés par Cousturier sont identiques à ceux de 1898-1899, basés sur l'appartenance historique et les liens politiques du Wontofa au Fouta Djalon⁵⁵⁹. Il y ajoute une dimension esthétique avec la recherche de « la belle frontière », sans discontinuités incongrues et l'invocation au droit et à la justice républicaine, incarnés par le Gouverneur. Il souhaite récompenser ainsi les services rendus par un chef soumis et fidèle. Sa demande est appuyée par le rapport du commandant Cugnier d'octobre 1902, suite à une tournée d'inspection. Il se contente avec mesure de présenter les réclamations du chef de *diwal*, « en l'absence de tout document concernant la question » et « en m'appuyant sur les dires d'Alfa Abdourahmane »⁵⁶⁰. Le seul argument est l'antériorité de la possession d'un territoire, « qu'il possédait jadis au même titre que le Langan ». Un discours du gouverneur Roume à Timbo en 1903 et le décès d'*Alfa* Abdurrahmaan mettent fin aux revendications du Koïn et de la Guinée⁵⁶¹.

Ce conflit administratif dégénère cependant en incidents de frontières à partir de 1903. Ce sont désormais les actes de Sanga, chef du cercle de Satadougou, dans les villages du Koïn, qui sont dénoncés par Noirot :

Incidents sur la frontière de Satadougou

À mon arrivée à Missirah, j'apprenais que des gardes du cercle de Satadougou sous la direction de Sanga, chef du Wontoffa, avaient recensé les villages de Farendia, Dentaré-Cassaya, Nandallaya, Diallan, Medina, Marakissa, Taïfa et Lallianké, emporté les fusils à Satadougou pour y être immatriculés et fait payer l'impôt, sous prétexte que ces villages situés sur la rive gauche de la Kounda et de ses affluents étaient en territoire du Wontoffa. Ces groupements ont cependant acquitté le tribut du cercle, ils dépendent des missidi de Kebenkouré, Marakissa-Doukita, Bagdadia, Gongoboun, Niarelli, Koré Kalé et Broual, sur les rôles desquelles ils figurent depuis la création du cercle de Koïn. [...]

Je les signalais [ces incidents] comme d'un fait insignifiant créé surtout par Tierno Ibrahima, ancien chef de Gongobouni qui pour se venger d'Alfa Mamadou Beyla, chef actuel de cette missidi, attire le plus de monde possible de cette localité à Farendia, village qu'il a établi il y a quelques années sur les frontières du Wontoffa et cherche à faire rattacher à Satadougou. Mais d'après les renseignements que m'ont fournis les chefs des missidis intéressées, ce chef serait aidé dans ses ambitions par le chef du Wontoffa qui prétendrait que la limite sur ce point est le cours de la Kounda. Or cette rivière qui prend sa source dans le Koïn à Monkita a jusqu'au

⁵⁵⁹ Voir l'argumentation de Noirot en avril 1898, p. 108.

⁵⁶⁰ ANS 18 G/9, pièce 41, Rapport politique, poste de Kollangui, commandant Cugnier, 31 octobre 1902, pp. 23-25. Cet extrait du rapport et le croquis joint sont placés en annexes 23.

⁵⁶¹ ANS 18 G/9, rapport politique de janvier 1904, directeur des Affaires indigènes, Hubert, p. 3. Son décès est signalé à Timbo, le 1er février 1904. Une note de Roume figure en marge du rapport, p. 4 « j'ai dit à Timbo de la façon la plus nette qu'il n'y avait pas à revenir sur cette vieille affaire [du Wontofa]. »

dessous de Taïfa une direction sensiblement sud-nord, c'est à dire pour ainsi dire perpendiculaire à la limite du Satadougou. Sur ce point ce n'est qu'un peu en aval de cette dernière localité que ce cours d'eau est pris comme ligne frontière. Cette incursion est surtout due aux agissements de ces deux hommes, l'un et l'autre ambitieux et peu scrupuleux qui déjà l'année dernière avaient voulu faire détacher Farendia du Koïn et nécessite une rencontre sur ce points des commandants des deux cercles. Rencontre qui eut lieu le 26 novembre 1903 et dans laquelle il fut convenu en présence du chef du diwal de Koïn et du chef du Wontoffa que les gens de ce village venus du Koïn restaient au Koïn.

Le chef du Wontoffa me paraît avoir oublié cette entente [...]. Quant à l'administrateur de Satadougou, il semblerait d'après les dires des indigènes qu'il ignore ces faits ou tout au moins ne les connaît qu'imparfaitement. Ce qui me porte surtout à croire cela, c'est qu'il m'a été dit que Sanga avait changé les noms des villages recensés.

Dans tous les cas ces incidents de frontière sont toujours regrettables, en ce qu'ils incitent les indigènes de ces points ordinairement les plus difficiles à mener, à profiter de l'état des choses créé par ces différents pour n'appartenir ni à un cercle ni à l'autre, et échapper ainsi complètement à notre autorité⁵⁶².

Un rapport de 12 pages de l'administrateur du cercle, Cavard, suite à une tournée de recensement, complète la description des exactions de Sanga et ses suites : recensement abusif, perception de l'impôt et des droits de chef, incendies de cases, fustigation des gens... Il fait ensuite la synthèse de ses échanges avec le commandant de cercle de Satadougou. Celui-ci semble rechigner à se déplacer, déléguant son interprète et défend la réputation de Sanga, « un fonctionnaire indigène loyal et dévoué » ; il renverse ensuite les accusations contre le nouveau chef du Koïn, *Alfa* Oumarou. Il lui reproche, vols de bestiaux sur le territoire de Satadougou, prise d'otages, violences sur les habitants et « menaces sur un fonctionnaire indigène, Sanga, dans l'exercice de ses fonctions » et réclame une réparation financière. « Accusation grossière et calomnieuse » pour Cavard qui défend « son » chef à l'aide d'un alibi, sa présence éloignée à huit jours de marche lors des faits, et est lui-même mis en cause par les déclarations de Sanga⁵⁶³. Le dénouement de la crise intervient en 1906 avec un arrangement à l'amiable⁵⁶⁴.

⁵⁶² ANS 1 G/31, Extrait du rapport politique du mois de novembre 1904 du cercle de Koïn, transmis en PJ par le chef des affaires indigènes Noirot au gouverneur.

⁵⁶³ ANS 18 G/9, Copie du rapport sur l'incident de frontière avec le cercle de Satadougou, Cavard, p. 11. « Et puisque je suis personnellement mis en cause, vu que ces faits se seraient passés en présence de deux blancs, je demande une enquête sérieuse sur les assertions de Sanga, afin que la mauvaise foi de cet homme soit reconnue et qu'il reçoive la réprimande qu'il mérite. »

⁵⁶⁴ Analysé dans la partie suivante, p. 175.

Les accusations mutuelles des deux chefs (levée d'impôts, de captifs, de bétail), chacun défendu par son administrateur, et les arguments mobilisés par Cavard et Cugnier fournissent des enseignements à différentes échelles. Les jeux de pouvoir sont complexes. À l'échelle locale, l'enjeu est le contrôle d'un espace riche en ressources sur la frontière :

Alfa Abdourahmane témoigne un regret profond de cette province, très fertile et produisant en abondance le mil et les arachides, tandis que les alluvions de la rivière contiennent une assez grande quantité de poudre d'or⁵⁶⁵.

Les chefs traditionnels du Fouta avaient soumis cet espace et les populations par la guerre, et cherchent à les récupérer ; cependant l'effort de l'*Alfa* Abdurrahmaan est vain. Le soutien de l'administration de la Guinée est affiché, car elle a besoin de lui, mais il est circonstanciel. Après son décès d'*Alfa*, le *diwal* est divisé en deux zones, la première habitée essentiellement par des Peuls, confiée à son successeur, la seconde de peuplement djalonké et malinké, grenier du *diwal* constituée en districts autonomes sous un chef de poste à Missira. La Guinée se base sur le critère « racial » pour construire ce découpage et jouer de ces divisions contre les anciens pouvoirs⁵⁶⁶. Cugnier, page 11, dresse un tableau de la « Distribution des races de Koïn » et y joint un croquis.

⁵⁶⁵ ANS 18 G/9, pièce 41, *op. cit.*, p. 24.

⁵⁶⁶ ANS 18 G/9, rapport politique de janvier 1904, directeur des Affaires indigènes, Hubert : « pour réduire l'importance du chef de diwal foulah qu'il y aura lieu de nommer, [...] proposer la création d'un poste dans l'est comprenant le district de Langan, tout le pays [...] malinké et les groupes diallonkés établis sur la rive gauche du Kouloun. »



Figure 50 - Croquis de la « Distribution des races de Koïn », Cugnier, 1902⁵⁶⁷

Il distingue deux groupes majeurs, les « Foulbés » dans le sud-ouest du cercle, au sud de la Koloun, et les « Diallonkés » au nord (les « malinkés » se concentrent le long du Bafing et les « Toucouleurs » ne forment que des îlots de peuplement dans le sud). Sur le croquis les frontières des colonies ne sont pas indiquées. La « tache » formée par les djalonkés et les figurés choisis suggèrent l'expansion, le dynamisme et est transfrontalière. Les hachures montrent une forte intégration avec les espaces du cercle de Satadougou; les vallées forment des « tentacules » qui descendent vers le Koïn.

Les Foulbés venus du Macina, dominent naturellement par leur nombre [...].

Les Diallonkés, anciens maîtres du sol, ont été peu à peu refoulés vers le nord et se sont écoulés par les vallées [...]. Ils se sont concentrés dans les villages de Bagdadia, de Missira, [...] qui ferment la sortie des couloirs de roche formés par les rivières citées plus haut, dont les

⁵⁶⁷ANS 18 G/9, Rapport politique, poste de Kollangui, 31 octobre 1902, Cugnier, p. 13.

estuaires débouchent sur une plaine d'étendue considérable, d'une fertilité remarquable.

Les choix du croquis semblent coïncider avec les dynamiques sociales et spatiales à l'œuvre. Face aux autorités anciennes émergent des structures nouvelles, issues de ce groupe identifié « diallonké ». Elles sont incarnées dans les rapports par le chef Sanga, qui a la confiance du commandant, dispose de garde cercles, dont on ignore le véritable statut (est-il chef de canton ou fonctionnaire du cercle ?) et profite de sa situation d'intermédiaire pour son profit personnel, semble-t-il. Les communautés maraboutiques évoquées par les sources sont situées sur la frontière, en particulier celle de Fodé Kandalou à Bagdadia qui essaime dans la région, dénoncée par Noirot.

[L'administrateur] nous signale la tentative d'agitation d'un certain Thierno Amadou, habitant de Taïbada dans le Koïn, qui depuis l'année dernière est allé s'établir dans le Ouontofa, cercle de Satadougou. [...] Ce Thierno Amadou paraît vouloir reprendre pour son propre compte l'agitation que Fodé Kandalou, le marabout de Bagdadia, proche de Frighia menait l'année dernière⁵⁶⁸.

Noirot stigmatisait aussi les actions menées par Tierno Ibrahima à Farendia⁵⁶⁹, la région contestée (le commandant de Satadougou signalait qu'il avait autorisé celui-ci à s'installer dans son cercle). À son échelle, le commandant Cugnier n'a pas la même perception de la menace islamique. Il présente Bagdadia comme un foyer de peuplement dialonké attractif en raison de la réputation de son chef, mais y décrit une « foi islamique pas très vive chez les indigènes ». Selon lui :

La véritable cause de cette prospérité est la présence de Karamoko Fodié Kandalou, dont la réputation attire de plus en plus les errants de la région voisine, et tous ceux qui ont eu à se plaindre des exigences de leurs anciens chefs; ils trouvent bon accueil à Bagdadia et n'y sont pas molestés; la terre y est d'une fertilité remarquable et la place n'y manque pas. Si Kadioliou a un rôle politique, ce n'est pas celui que les racontars d'Alfa Abdourahmane pouvaient faire supposer. [...] il fut présenté à l'administrateur comme un marabout fanatique dangereux alors qu'il n'était qu'un homme désireux de tranquillité, mais aussi assez audacieux pour s'opposer aux volontés coûteuses du chef de diwal.

Ces structures dynamiques et prospères jouent un rôle de refuge dans une région mal délimitée et peuvent profiter de la présence française pour se débarrasser d'anciennes tutelles, vécues comme prédatrices et étendre leur influence. Dans une logique économique, l'administration trouve son intérêt à les soutenir et disloque plus facilement une autorité qui

⁵⁶⁸ ANOM FM SG AOF/I dossier 8, rapports politiques du gouverneur de l'AOF au ministre des colonies, copie du rapport d'E. Noirot, directeur des Affaires Indigènes en mai et juin 1901 au Gouverneur de la Guinée française.

⁵⁶⁹Revoir la citation p. 170.

semble sclérosée et ne plus avoir la confiance des populations. Mais ces jeux de pouvoir et d'accès aux ressources ne doivent pas menacer l'ordre colonial, d'où la délimitation de la frontière en 1906. Les communautés maraboutiques font cependant l'objet d'un contrôle et d'une répression accrue, dans le contexte guinéen de lutte contre l'islam. En 1912, des « refuges de dissidents » sont dénoncés dans le Dinguiraye au nord de Tamba, avec « des éléments militants plus nombreux qu'ailleurs » et à surveiller de près⁵⁷⁰.

La région occidentale concentre les effets de frontières, du moins dans le regard du colonisateur ; les sources coloniales en métropole sont silencieuses sur les autres segments. Les flux humains décrits sont nombreux dans le bassin du haut Niger, parfois sur de très longues distances mais internes aux colonies⁵⁷¹. Plusieurs facteurs expliquent ce décalage : la proximité plus grande des chefs-lieux de cercles à l'ouest (Satadougou, Missira) et un peuplement plus important induisent une surveillance plus forte. La mainmise sur les marges du Fouta a été plus tardive que dans d'autres régions frontalières, « pacifiées » de façon plus progressive en raison de résistances plus marquées. Enfin les logiques frontalières anciennes dans cet espace, à l'œuvre tout au long du 19^{ème} siècle, restent actives.

2) Ajustements de frontières

Les troubles dans cette région entraînent une définition plus précise de la frontière afin d'en renforcer le fonctionnement, sinon le contrôle.

Wontofa, suite et fin

Les litiges de 1904 ont entraîné des plaintes du gouverneur de Guinée :

Il ne peut plus être question de revendiquer la possession du Wontofa [...]. Définitivement incorporé au cercle de Satadougou, il ne regarde plus en rien l'administration de la Guinée; mais je ne saurais laisser passer sans protester le procédé violent qui vient d'être employé par le chef du Wontofa.[...] En revendiquant comme appartenant au Wontofa les villages précités, l'Administrateur de Satadougou peut avoir raison; mais je m'élève contre le procédé de prise de

⁵⁷⁰ ANS 7 G/69, pièce 63, Rapport politique sur la situation de la Guinée française, 3^{ème} trimestre 1912, p. 4.

⁵⁷¹ ANOM FM SG AOF I/18, Rapports politiques sur la situation générale de l'AOF (1903-1913), 29 octobre 1904: Une émigration assez importante pendant les mois de mai et juin est décrite dans le cercle de Kita, d'indigènes originaires des cercles de Bougouni et de Bamako, qui s'étaient réfugiés près de Kita en 1890 et 1891 pour fuir Samori. « Ils ont voulu revenir dans leur pays dont la tranquillité est désormais assurée. L'autorité ne s'est pas opposée à ce mouvement; elle s'est bornée, pour éviter des troubles possibles, à régler cette émigration. »

possession qu'il a toléré⁵⁷².

Il réclame des réparations et la punition de Sanga, ainsi que le respect du « statu quo ante » avant de procéder à une délimitation entre les cercles. Un courrier du mois d'août 1905 ordonne une enquête sur les incidents et « la délimitations des deux colonies sur le terrain », selon ces termes :

Une entente entre les administrateurs des cercles de Satadougou et de Koïn peut suffire pour régler la situation des villages en litige et supprimer par suite toute cause de contestation entre les deux colonies. [...] Il est bien entendu que l'initiative de ces deux fonctionnaires sera limitée par l'obligation de se conformer à la décision ministérielle de 1899. [...] M. le Gouverneur général Roume a déclaré à Timbo en 1903, qu'il n'y avait pas à revenir sur cette question. Cette réserve faite, les administrateurs des cercles [...] devront s'attacher à interpréter la décision précitée suivant son esprit et en tenant compte, dans la plus large mesure, des conditions et nécessités locales de tout ordre.

Cette interprétation sur le terrain a été préparée par les travaux de Cavard qui permettent de mieux cerner les difficultés et méthodes utilisées pour délimiter une frontière compliquée à définir. Il est d'abord confronté aux incertitudes des cartes, en particulier la carte Meunier et a repéré l'erreur sur le cours du Ninguirini :

N'ayant point de carte frontière, ni texte, ni aucun document pouvant me servir à reconnaître la délimitation faite entre le Sénégal et la Guinée par la commission ministérielle en 1899. La seule carte Meunier que je possède donne peu de détails sur ce point, et encore, la plupart sont erronés, ainsi le Ninguirigui que j'ai remonté en entier, porté comme affluent du Balinko, se jette dans le Kounda entre Marackiss et Taïfa⁵⁷³.

⁵⁷² ANS 18 G/9 p. 45, p. 2, le lieutenant gouverneur de la Guinée française au gouverneur des colonies, Conakry le 27 janvier 1905.

⁵⁷³ ANS 18 G/9, Copie du rapport sur l'incident de frontière avec le cercle de Satadougou, Cavard, p. 2-3.

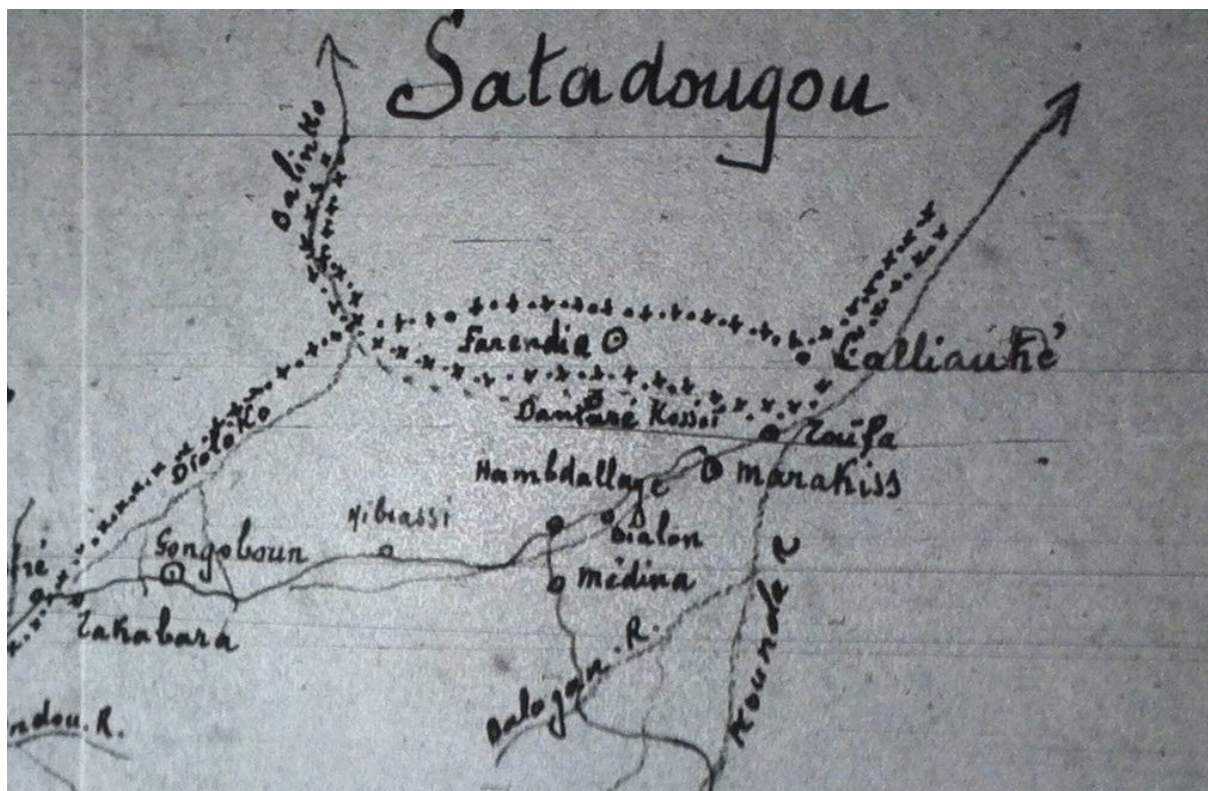


Figure 51 - Extrait du levé de l'itinéraire suivi par l'adjoint des affaires indigènes Cavard sur la frontière du Satadougou et du Labé⁵⁷⁴

Il se base ensuite sur une enquête auprès des indigènes pour définir les limites d'usage et construire son levé d'itinéraire :

La frontière qui m'a été donnée par les vieux du pays, sur ce point, serait marquée par la ligne de crête des falaises qui dominent la plaine du Satadougou; ligne qui part un peu en aval de Taïfa et atteint la limite du Labé aux monts "Dieguelin Kéménaya". Cette ligne passerait à environ trente kilomètres au nord des villages de Médina-Dialon, Hambdallaye, recensés par Sanga et visités par moi. [...] D'autant plus que ces villages ne se trouvent point comme cela se rencontre sur certaines frontières, mélangés avec ceux du Satadougou, sauf les villages de Farendia et Lallianké qui sont situés sur les bords des plateaux qui dominent la plaine où sont les villages du Wontoffa. Les autres sont séparés de ces derniers par un désert de 30 à 40 kilomètres.

Vaste plateau rocheux qui a toujours disent les indigènes, servi de pâturage aux troupeaux des foulahs; lesquels, depuis qu'ils sont au Fouta ont toujours cultivé les vallées susceptibles de l'être, de ce point, tandis que, disent-ils, jamais aucun indigène du Wontoffa n'y a habité. Du reste ajoutent-ils, les foulahs sont généralement sur la montagne et les dialonkés dans la plaine. Cela est vrai.

⁵⁷⁴ ANS 18 G/9, Copie du rapport sur l'incident de frontière avec le cercle de Satadougou, Cavard, p. 43. Placé en annexe n° 24.

Une double limite « naturelle » est inventoriée, la rupture de pente et les espaces désertiques, un *no man's land* qui a l'avantage, sauf en deux points, de constituer une limite « raciale », caricaturale à l'extrême ici, avec les uns dans la plaine et les autres sur la montagne. Cette « frontière indiquée par les vieux », comme le stipule la légende de son croquis, est favorable à la Guinée, 30 kilomètres au nord de villages revendiqués par le Wontofa. Il ajoute l'argument historique de la conquête et d'une frontière construite par la guerre :

Et c'est parce que des villages de cultures foulahs furent razzés par les dialonkés du Wontoffa sur ce point, qu'eut lieu, il y a une vingtaine d'années la guerre du Wontoffa conduite par l'almamy Ibrahima et à laquelle ont pris part un grand nombre des chefs actuels du Fouta. À l'issue de cette guerre le pays fut rattaché au Koïn sous la domination duquel il est resté jusqu'à notre occupation du Soudan, époque où il lui fut enlevé sous l'emprise des intrigues de son chef, mesure contre laquelle ont toujours protesté les chefs du Koïn⁵⁷⁵.

Cette collecte d'informations est bien sûr orientée en faveur des revendications de la Guinée mais relève bien la profondeur historique des tensions et conseille d'en tenir compte dans la délimitation : « [...] il me semble de toute justice que [notre politique] évite de placer brutalement les gens de la race conquérante sous l'autorité de la race conquise. » La rencontre entre les deux administrateurs est retardée en raison d'un nouveau rendez-vous raté par le commandant de Satadougou et débouche sur un procès-verbal et un croquis de délimitation, signé par Bœuf, commandant de cercle de Satadougou le 30 avril 1906 et Chaffaud, pour celui de Dinguiray le 7 mai⁵⁷⁶.

Les conclusions adoptées constituent un compromis entre les revendications des deux cercles. Farendia qui était au cœur des tensions passe sous la tutelle de Satadougou ainsi que d'autres villages ; par contre, la Guinée conserve, selon ses souhaits, le village de Dialan qui constitue pour le commandant du Koïn un lieu stratégique, « un des rares endroits dont la position nous est indispensable parce qu'il fait partie d'une ligne d'étapes de Firghia au Koïn⁵⁷⁷. » Le compromis satisfait d'abord les intérêts de la France, elle utilise des repères fournis par les renseignements des populations, comme la ligne de crête, mais en passant plus au sud ; la frontière peut suivre alors des « limites naturelles » en utilisant deux cours d'eau le

⁵⁷⁵ Cette guerre du Wontofa est corroborée par une note en ANOM FM SG SOUD III/ dossier 3 : Instructions pour le commandant de poste de Satadougou, Kayes le 7 juin 1895, note en marge du 14 août 1895: le Fontofa a traité avec nous, au temps de la colonne Gallieni 87, je crois. Il s'est mis alors sous notre protection, ce qui ne l'a pas empêché 2 mois après d'être à peu près anéanti par les gens du Fouta Dialon qui y [?] une colonne pour en ramener des captifs.

⁵⁷⁶ ANS 18 G/9, procès-verbal et croquis de délimitation, Bœuf, commandant de cercle de Satadougou le 30 avril 1906 et Chaffaud, commandant de Dinguiray le 7 mai. Placés en annexe n°25.

⁵⁷⁷ ANS 18 G/9, pièce 57, lettre commandant Koïn à commandant Satadougou, Farendia, 17 février 1906.

Niguigui Ko à l'est et le Kassaya à l'ouest ; le choix un peu confus des marigots entre les deux rivières répond au besoin de laisser Dialan à la Guinée. Le gouverneur général donne son approbation au procès-verbal et envoie un courrier aux deux colonies en considérant « l'incident comme clos⁵⁷⁸ », y compris « les faits survenus antérieurement » donc « l'incident Sanga ». Le second point litigieux « retouché » est tout proche, à la frontière du Labé voisin.

À l'Ouest du nouveau

Les litiges concernent davantage les colonies du Sénégal et de la Guinée et n'affectent que le point de départ de la frontière. Enjeux et stratégies des acteurs sont proches de ceux étudiés dans le Wontofa pour tous les territoires situés le long de cette limite controversée. Ils ont pour objet principal l'administration des pays coniagui et bassari, en s'appuyant sur les revendications des chefs locaux, *Alfa* Yaya pour le *diwal* du Labé et Thierno Ibrahima, un marabout très réputé qui avait construit une entité politique majeure dans la région du N'Dama, et s'était soustrait à la tutelle du Labé en se plaçant sous la protection des Français du Sénégal en 1897. Suite aux décisions ministérielles de 1899, la Guinée française a obtenu l'administration des territoires des deux chefs en lutte, a éliminé en 1901 le pouvoir de Thierno Ibrahima au profit d'*Alfa* Yaya, avant de se débarrasser de celui-ci en 1905⁵⁷⁹. Restait à préciser les délimitations entre les deux colonies. Les discussions sont entamées en 1908, les deux administrations se livrent à un modèle « d'exégèse » des dépêches ministérielles de 1898 et 1899, suite à une conférence organisée entre les deux administrations en mai 1908.

Partant de l'extrémité nord-est de la frontière de la Guinée portugaise dont elle conservera jusqu'à la rivière Koulountou, la frontière de nos deux colonies remontera cette rivière jusqu'au confluent de la Mityi (longeant cette dernière jusqu'à ses sources), elle rejoindra la Tangué Ko à son confluent avec le Tiokoye en suivant autant que possible les limites politiques du Coniagui et du Labé qui demeureront sous l'administration de la Guinée⁵⁸⁰.

Le débat porte sur l'interprétation de la dépêche sur deux points : la conception du cours de la Mityi comme frontière (utiliser son bassin et la ligne de partage des eaux avec la Gambie au nord ou son lit ? Quel sens donner à « ses sources » ?) et la priorité à donner ou non au découpage politique, donc le respect des limites anciennes du Coniagui et du Labé⁵⁸¹.

⁵⁷⁸ ANS 18 G/9, pièce 61, lettre gouverneur général à lieutenants gouverneurs, Gorée, 29 août 1906.

⁵⁷⁹ Pour plus de détails, se référer à BARRY Ismaël, *op. cit.*, pp. 382-392.

⁵⁸⁰ ANS 18 G/9 : Dépêche ministérielle relative à la délimitation de la Guinée française, Paris, 15 novembre 1898, Bulletin administratif Guinée française 1897-1900, p. 377.

⁵⁸¹ Les longues argumentations de chaque administration sont en ANS 18 G/12, voir en particulier, Rapport de l'administrateur adjoint Paul Brocard au lieutenant gouverneur Sénégal, 7 mai 1908 et Lettre du lieutenant général Guinée française au gouverneur général AOF, Conakry, 30 juin 1908.

La multiplication des incidents de frontière conduit à des opérations de délimitation à partir de 1910 ; le nœud majeur de la discorde, le cours de la Mityi et le pays bassari, est très éloigné de l'actuelle frontière entre Guinée et Mali, par contre un problème secondaire est soulevé à l'est de la limite entre Sénégal et Guinée et remet en cause l'arrêté du 12 janvier 1899⁵⁸².

Par lettre n°135 du 4 février 1910, vous avez bien voulu me faire connaître l'inexactitude partielle des données géographiques qui ont servi de base à l'arrêté du 12 janvier 1899, fixant les limites de la Guinée et du Sénégal. Le Bitariko, au lieu d'être un tributaire de la Gambie, serait en effet, un affluent du Tembafou qui se jette lui-même dans la Falémé, d'autre part, la rivière Kilo Kouré serait inconnue des indigènes de la région⁵⁸³.

Cette nouvelle erreur cartographique masque cependant des enjeux locaux entre le Dentilia, administré par le cercle de Haute Gambie pour le Sénégal, et le Sangalan, rattaché au cercle de Mali en Guinée. Les travaux de délimitation menés en 1910 par les deux administrateurs de cercle aboutissent à deux conclusions, dans un procès-verbal daté du 7 août 1910: le cours du Bitari Ko ne peut constituer une limite naturelle puisqu'il sépare la province de Sangalan entre les deux colonies : 500 habitants sur le territoire du Sénégal et 7800 en Guinée. La limite identifiée est celle d'une « ligne de faite des collines qui séparent le bassin de la Gambie de celui de la Falémé, en passant par le mont Galendi au Nord Est du village de Foulaïa ». La 2^{ème} conclusion est la nécessité de basculer la province du Sangalan dans son intégralité à l'une ou l'autre des unités administratives⁵⁸⁴.

Du coup, chaque administration présente ses arguments, le gouverneur du Sénégal appuie son administrateur :

M. Lambin [...] est d'avis que le Sangalan devrait faire intégralement partie du territoire du Sénégal. Il fait remarquer, à l'appui de son opinion, que la province du Sangalan est isolée du cercle de Mali pendant sept mois de l'année à cause des inondations de la Gambie, tandis qu'elle est toujours accessible par le cercle de Kedougou. Il ajoute que les habitants du Sangalan sont hostiles aux populations des régions voisines de la Guinée, alors qu'ils ont toujours entretenu les meilleures relations avec les indigènes du Sénégal⁵⁸⁵.

Celui de Guinée présente sa « belle frontière », à la fois « naturelle », basée sur les

⁵⁸² Rappel : « La frontière étant réglée par Dépêche ministérielle du 15 décembre 98 n°232 jusqu'à la Gambie, elle partira de ce dernier point pour suivre le Bitari Ko et rejoindre la rivière Kila Kouré qui se jette dans le Balin Ko ou cours supérieur de la Falémé et forme la frontière naturelle entre le Dentilia et le Sangala, le premier restant au Sénégal et le second à la Guinée. »

⁵⁸³ ANS 18 G/12, Lettre du lieutenant gouverneur Sénégal, 2 mars 1910.

⁵⁸⁴ ANS 18 G/12, p. 92, copie du procès-verbal de délimitation de la frontière des cercles de la Haute-Gambie (Sénégal) et de Mali (Guinée), signé Dupuch et Lambin, 7 août 1910, p. 98 croquis annexé ; les deux pièces sont en annexe n° 26.

⁵⁸⁵ ANS 18 G/12, p. 93, Lettre Lieutenant gouverneur Sénégal a gouverneur général, Saint Louis, 2 septembre 1910.

divisions « raciales » et « fournie par les indigènes » :

En fixant la frontière au Bitari Ko, on divisa des terrains de culture appartenant aux Dialonkés de l'Ouyouka (Guinée).[...]. Depuis de longues années, les Dialonkés de l'Ouyouka occupent les terrains situés sur les deux rives du Bitari Ko. Le recensement fait par le successeur de M. Brocard portait sur 408 personnes réparties en six villages dépendant de l'Ouyouka. D'un commun accord, les administrateurs de Kedougou et Maly-Yambling reconnaissent qu'étant donné l'organisation politique des Dialonkés qui sont constitués en groupements familiaux et forment un tout très homogène qu'il importe de maintenir, le Bitari-Ko ne peut servir de frontière entre les deux colonies, cette rivière partageant les territoires cultivés et appartenant aux Dialonkés.

Une première solution a été envisagée. Elle consiste à reporter au nord, au mont Galendi, la frontière qui serait formée par la ligne de partage des eaux dans cette région entre les affluents de la rive droite de la Gambie et ceux de la rive gauche de la Falémé. Le Dentilia (Kedougou) est en effet séparé de l'Ouyouka par une petite chaîne de montagnes peu élevées mais qui divise le pays de telle sorte que les habitants de l'Ouyouka et ceux de Dentilia peuvent rester sans rapport les uns avec les autres. Or, c'est cette chaîne de montagne [...] qui fut toujours considérée par les indigènes entre l'Ouyouka et le Dentilia. C'est la limite qui semble la plus naturelle et qui répond le mieux aux nécessités présentes; c'est de plus celle demandée par les Dialonkés du Sangala, le Sénégal perdrait ainsi 408 contribuables⁵⁸⁶.

Il réfute les arguments du Sénégal en minimisant les difficultés des communications et « les dissensions entre les foubés et les dialonkés »; il constate qu'une augmentation appréciable du nombre d'individus pour une circonscription peu habitée arrangerait bien le commandant de Kédougou. Les arbitrages sont confiés au gouverneur, traînent encore plusieurs mois. Une nouvelle commission de délimitation œuvre sur un segment plus long et signe un procès-verbal le 5 février 1913, adopté par décret de la République le 27 février 1915 seulement⁵⁸⁷. Dans la partie concernant le Haut-Sénégal-Niger, les dispositions préconisées dès 1910 sont adoptées, en partie en faveur de la Guinée ; la ligne frontière remonte au nord du Bitari Ko pour suivre la ligne de faite du mont Galendi et intégrant cinq villages à la Guinée. Par contre, au lieu de suivre le cours du Tembafou, c'est une autre ligne de faite, celles des Konkoniouma, qui est utilisée pour distribuer deux villages au Sénégal, deux autres à la Guinée. Les sources utilisées ne permettent pas de comprendre les facteurs des choix opérés, volonté de briser les anciennes tutelles ou de favoriser certains groupes sociaux,

⁵⁸⁶ ANS 18 G/12, Lettre du lieutenant gouverneur Guinée à gouverneur général, Poulet, Conakry, 15 septembre 1910.

⁵⁸⁷ ANS 18 G/12, p. 115, procès-verbal, signé Bourel de la Roncière, administrateur cercle de Haute-Gambie pour le Sénégal et Flottes de Pouzols, administrateur cercle de Yambling, Guinée, 5 février 1913. Le texte du décret paru au JO de l'AOF et les croquis de délimitation sont en annexe n°27.

l'objectif majeur étant de trouver une frontière fonctionnelle. Ismaël Barry juge ainsi les arbitrages effectués :

La ligne de partage de ces deux provinces, habitées par le même groupe jalonké, entretenant des relations séculaires, fut fixée de façon arbitraire. Des villages rattachés à l'une pouvaient se réclamer tout aussi valablement de l'autre, dans la mesure où il s'agit souvent des mêmes familles. On peut dès lors imaginer le malaise provoqué par un partage aussi grotesque !⁵⁸⁸.

Cette décision fixe le point de jonction avec la Falémé, marquant le début de la frontière entre la Guinée française et le Haut-Sénégal-Niger ; il se situe ainsi environ trois kilomètres plus au sud de l'ancienne limite, indiquée sur le croquis⁵⁸⁹. Ce tripoint ne sera pas affecté par les modifications ultérieures de la dyade Guinée française/Sénégal⁵⁹⁰.

3) Dynamiques nouvelles ?

Dynamiques de peuplement

L'ensemble des territoires fut profondément traumatisé par la mise en place du système colonial, parallèlement aux guerres de conquête et à la « pacification ». Séparer les régions frontalières, sur le temps court, permet difficilement d'observer des évolutions spécifiques. Elles ne font pas l'objet d'un contrôle militaire particulier, les foyers de résistances collectives dans les deux colonies sont situés sur d'autres marges, la Guinée forestière au sud et les confins sahariens au nord. Pour le Haut-Sénégal-Niger, les compagnies de tirailleurs les plus proches sont basées à Kayes ou Kati. Les résumés historiques des événements militaires de 1900 à 1908 n'indiquent aucune intervention de troupes⁵⁹¹ et les cercles frontaliers sont tous sous administration civile. Le contrôle politique se veut cependant sans aucune tolérance. Le gouverneur de Guinée Cousturier rédige ainsi son rapport politique sur la Haute Guinée :

D'une manière générale, il est à remarquer que l'administration des ces cercles doit être

⁵⁸⁸ BARRY Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation*, op. cit., p. 630.

⁵⁸⁹ Cette ancienne limite, au confluent du Tembafou et la Falémé devait être une limite d'usage, en raison de l'absence de la Kila Kouré indiquée par la dépêche de 1898. Meunier sur sa carte utilise un autre confluent, celui du Domou, soit six kilomètres au sud de la nouvelle frontière.

⁵⁹⁰ ANOM FM SG AOF VII/5g: procès-verbal de délimitation et décret du 13 décembre 1933 pour modification territoriale. La frontière est modifiée et bornée, car « la ligne de faite de la chaîne du mont Galendi était impossible à déterminer » et faisait « relever topographiquement de la Guinée française plusieurs villages ayant conservé, en fait, leurs attaches ethniques et administratives » avec le Sénégal; la modification débute au Tembafou vers l'ouest.

⁵⁹¹ CHETOM 15 H/34, résumés historiques des événements militaires de 1900 à 1908.

placée dans des mains beaucoup plus énergiques que ceux de la côte. Habituees au dur régime des territoires militaires, ces populations ne doivent pas sans transition passer sous un régime trop paternel. [...] Il faut dans ces cercles une main ferme, et Mrs. [...] administrent avec toute la fermeté nécessaire les cercles de Siguiiri, Kankan et Kouroussa⁵⁹².

La surveillance se concentre sur les points stratégiques, en particulier les chantiers du chemin de fer, et les « foyers maraboutiques », Kankan surtout. Le contrôle des populations s'effectue d'abord par les opérations de recensement. L'enquête diligentée en 1904 indique un peuplement faible dans les cantons du Haut-Sénégal-Niger. Ces chiffres issues des monographies sont à manipuler avec précaution. Chaque cercle devait fournir « un état numérique de la population par province, classée par race et religion » mais des notes en marge indiquent que certains villages sont recensés par « renseignements obtenus » ; une des formes majeures de résistance passive était d'échapper à ces recensements pour éviter les contraintes de l'impôt et des corvées⁵⁹³.

	Nombre d'habitants	Nombre de villages	Habitants/ village
Cercle de Satadougou	35000	107	327,1
Wontofa	4909	20	245,4
Mérétambaïa	2983	nd	nd
Cercle de Kita	43879	nd	nd
Birgo	6111	18	339,5
Gadougou	7118	23	309,4
Kollou	3920	13	301,5
Cercle de Bougouni	92 698	800	115,8
Dialonfoula	849	10	84,9
Gouandiaka	1898	18	105,4
Niénandougou	1218	10	121,8

Figure 52 - Tableau récapitulatif des données des recensements effectués en 1904⁵⁹⁴

⁵⁹² ANOM FM SG AOF I 7/19, dossier 9, rapport mensuel politique du mois de décembre 1901 du Gouverneur de Guinée, Cousturier, le 25 décembre 1901.

⁵⁹³ Bulletin du comité de l'Afrique Française, « la région sud du Soudan français » année 1899, p. 379. : « [Tous les ans les officiers] opèrent à l'improviste pour éviter les fraudes car les habitants, prévenus, et pour éviter de payer l'impôt et d'être taxés, se cachent souvent dans les bois. »

⁵⁹⁴ Les données utilisées sont celles des monographies de cercle (nd = non disponible) : ANS 1 G/303, Bougouni, ANS 1 G/310, Kita, ANS 1 G/321, Satadougou. Les données pour Bamako n'étaient pas disponibles.

La taille importante des villages du cercle de Kita s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs : la région a été plutôt épargnée par les conflits à partir de 1885, constituait une zone d'accueil pour de nombreux réfugiés du bassin du Niger. La proximité de la ligne de ravitaillement et du centre de Kita exercent un pouvoir d'attraction. Inversement, les cantons occidentaux du cercle de Bougouni ont subi la conquête française, la lutte contre Samori et la tactique de la terre brûlée. Les rapports des commandements de cercle constatent le difficile repeuplement de la région dévastée. En rapprochant ces chiffres avec les perceptions des espaces au moment des missions d'exploration, les régions identifiées comme prospères et fertiles dans les années 1880 sont toujours peuplées de gros villages, à l'exception notoire des régions du Wassoulou. L'absence de données comparables pour les cercles guinéens ne permet de conclure à des discontinuités dans le peuplement ; La comparaison avec les statistiques fournies par le gouvernement général de l'AOF en 1909 permet cependant quelques indications, même si l'échelle des cercles n'est pas la plus pertinente pour une analyse fine (certains cercles très vastes comme Kita ou Bamako englobent vers le nord des régions sahéliennes moins densément peuplées).

Cercles Guinée	population	superficie	densité	Cercles H-S-N	population	superficie	densité
Tougué (ex Koïn)	61 093	4 814	12,69	Satadougou	38 313	10 230	3,77
Ditinn (ex Koïn)	101 999	2 890	36,04				
Dinguiraye	50 450	10 563	5,04	Kita	55 350	38 180	1,45
Siguiri	61 093	27 865	2,22	Bamako	270 155	36 120	7,48
Kankan	87 777	28 409	3,09	Bougouni	160 268	42 240	3,79
Total Guinée	1 725 931	254 020	6,79	Total H-S-C	4 662 456	819 360	5,69

Figure 53 - Tableau comparatif du peuplement des cercles frontaliers de Guinée française et du Haut-Sénégal-Niger (H-S-C) en 1909⁵⁹⁵

⁵⁹⁵ Les données sont issues de : AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, *Situation générale de l'année ... / Gouvernement général de l'Afrique occidentale française*, [s.l.] : Imprimerie du Gouvernement général (Gorée),

Ces statistiques officielles confirment le faible peuplement des cercles du haut Niger et de ses affluents, avec des densités très inférieures aux moyennes des deux colonies. Elles indiquent un fort contraste entre les deux cercles guinéens de Ditinn et Tougué qui formaient le Koïn et celui de Satadougou ; ils sont tous trois de taille modeste et équivalente. Cette nette différence explique en partie la pression constante exercée vers le nord par les chefs du *diwal*, qui avaient besoin de cet espace fertile comme fournisseur de ressources et « soupape de sécurité ». Le Koïn et ses marges constituaient aussi un espace attractif pour les flux d'immigration, identifié comme « très riche et peuplé » dès les premières missions. La comparaison des données entre 1904 et 1909 pour le Haut-Sénégal-Niger montre une augmentation notable du peuplement de Bougouni (plus 67 570 habitants et une densité de 3,79 habitants/km²) ; sa superficie a augmenté de plus de 5000 km² (elle était de 36900 km en 1904) en intégrant de nouveaux territoires vers l'est ; l'augmentation des densités signifie les progrès du repeuplement de la région (les densités passent de 2,51 en 1904 à 3,79 en 1909) ou l'efficacité accrue des opérations de recensement. La réoccupation de cet espace est fortement liée à la production de caoutchouc, encouragée par les deux colonies⁵⁹⁶.

Dynamiques économiques

Les espaces de la frontière étaient liés à des ensembles commerciaux vastes, l'ensemble sierra léonais à l'ouest pour le Fouta Djalon, le bassin du Moyen Niger et le nord du Sahara pour les régions du haut Niger. Les dynamiques transfrontalières ont été davantage perturbées par les choix économiques effectués par les colonies que par la mise en place de frontières nouvelles. Le Soudan, à la recherche de ressources propres, institua un réseau douanier en 1896, malgré les protestations de l'administration et des commerçants de Conakry et institué des droits de douane sur les exportations de certains produits en 1899 (or, ivoire et caoutchouc). Les caravanes de dioulas et les colporteurs étaient astreints à un système de dépôts de garantie pour éviter les flux de contrebande avec le Libéria et la Sierra Leone. Ces mesures ont joué un rôle important dans le débat sur la dislocation du Soudan et le rattachement de la région Sud à la Guinée. La décision d'octobre 1899 met fin aux concurrences entre administrations :

1912 1908, année 1909, pp 50-51 et 58-59. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb32783197q/date>. Consulté le 29 août 2013.

⁵⁹⁶ Les modalités sont étudiées par GOERG Odile, *Commerce et colonisation en Guinée, op. cit.*, p. 239-241.

Le but à atteindre serait de mettre en harmonie complète les diverses législations douanières qui régissent les colonies côtières auxquelles revient l'exploitation de terrains et de produits communs. D'abord, il est bien évident qu'il ne saurait exister d'entraves dans les échanges et la circulation à l'extérieur; tout ce qui sera entré passera librement de la côte aux points les plus reculés de l'intérieur et inversement⁵⁹⁷.

Une harmonisation des tarifs d'exportation dans les ports de Guinée et du Sénégal est mise en place progressivement et les douanes sont placées aux frontières des colonies étrangères.

L'administration guinéenne a choisi de miser sur le commerce comme moteur de son développement, la rentabilisation de la colonisation devant être financée par les colonisés eux-mêmes: primauté du commerce d'exportation dont les besoins devaient être satisfaits dans le cadre des structures traditionnelles, réorganisation spatiale en fonction d'un « devoir d'exportation » vers la métropole, canalisation de toute la production à cet effet. Le remodelage des pratiques commerciales résulte du choix de Conakry comme capitale économique; la ville concentre les maisons de commerce et fait converger vers elle les nouvelles voies de communication. Pour y drainer les ressources, la colonie adopte un ensemble de mesures administratives et économiques: mise en place de barrières douanières avec les colonies étrangères, construction de routes et du chemin de fer vers le Niger. Mise en chantier dès 1900, la ligne reliant Conakry au Niger atteint Kindia en 1904 et Kouroussa sur le fleuve en 1910, au prix d'un lourd engagement de la population. Les nouvelles logiques guinéennes cherchant à capter les flux commerciaux et les réorienter à son profit, entrent en concurrence avec les anciens réseaux et avec les intérêts du Soudan⁵⁹⁸. Le commerce dioula ne disparaît pas mais est affecté par les voies nouvelles et l'irruption de maisons de commerce de plus en plus nombreuses et d'intermédiaires syriens et libanais. En 1904, Frezouls, le nouveau gouverneur de Guinée, annonce un ensemble de mesures « libérales »: abandon du recrutement forcé par l'administration pour le portage, laissant les commerçants libres d'organiser leurs convois, liberté d'installation commerciale sur tout le territoire contre patente, [...]. Ces mesures sont dirigées contre les dioulas, chargés de tous les maux, afin de capter leurs réseaux et mieux utiliser leurs compétences au service de la métropole (car ils constituent pour Frezouls « l'élite intellectuelle de la nation »):

⁵⁹⁷ ANS 18 G/1, Instructions données par le gouverneur général aux gouverneurs des colonies d'AOF pour la mise en vigueur du décret du 17 octobre 1899, Kayes, 1^{er} février 1900, p.7.

⁵⁹⁸ AOF, Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, *Rapport d'ensemble sur la situation générale de la Guinée française en 1899*, 1900, p. 72: « Le rattachement à la Guinée d'une partie des cercles du Soudan a créé de nouvelles obligations et de nouvelles nécessités. Le gouvernement a le devoir de faciliter le commerce dans cette région [...]. Les avantages que possède le commerce à employer cette voie, au lieu de celle de Kayes, sont nombreux et évidents. »

Cette évolution dans les procédés commerciaux, entrainera à brève échéance, la disparition des intermédiaires indigènes, colporteurs, dioulas qui pressurent le pays en prélevant des bénéfices exagérés et qui, surtout, constituent un danger permanent pour notre autorité. [...] Leur suppression, par le mécanisme du régime de la liberté commerciale, nous débarrassera d'ennemis redoutables, acharnés contre nos institutions, et les obligera sous peu à chercher un travail productif, culture ou industrie⁵⁹⁹.

Les nœuds de communication anciens, proches de la frontière ont perdu leur dynamisme. Cugnier décrit la ville de Firghia dans le Koïn :

Pourtant Firghia fut un centre commercial important que semble remplacer peu à peu Bagdadia. Il n'y a pas longtemps, Firghia était le rendez-vous des marchands de chevaux venant de Satadougou, de Médine, etc., et, je crains de nombreux marchands de captifs venus d'un peu partout. [...] cette importance a beaucoup diminué. Firghia ruiné, abandonné par ses habitants, [...] n'est plus qu'un amas de cases que chaque hivernage dégrade un peu plus⁶⁰⁰.

Cugnier impute la décadence de la ville à la disparition de ce marché ancien, signalé avant la conquête et à la fin du commerce des captifs ; il relève la concurrence du foyer de Bagdadia. Les intersections entre les routes est-ouest et nord-sud à la sortie du Fouta Djalon, ces marchés de contact, ont perdu leur rayonnement. À partir de 1904, Kindia concentre les activités de redistribution du Fouta, en particulier le marché des bovins et des peaux. Le commerce de Satadougou est en difficulté aussi, abandonné par les dioulas⁶⁰¹.

Les logiques de l'économie de traite sont imposées, mettent les deux axes de drainage des ressources en concurrence, l'axe soudanais vers le Sénégal et l'axe guinéen vers Conakry. Les points de jonction entre les deux axes périlient aussi. Niagassola, reconstruit par les Français en 1885 pour manifester la prise de possession et servir de tête de pont à l'exploration, carrefour entre Kita, Siguiri, Bamako et le Dinguiray, est devenu un village périphérique. Le commandant de Kita déplore l'abandon de l'entretien de la route vers Siguiri, côté guinéen :

Une deuxième route autrefois carrossable, celle de Kita-Siguiri est actuellement remise en état. Elle sera praticable pour les voitures à compter du 1er février 1904. Des ponts

⁵⁹⁹ ANS 1 G/31, Rapport d'ensemble, 4^e trimestre 1904, lieutenant gouverneur de la Guinée française au gouverneur général, Conakry, le 24 janvier 1905.

⁶⁰⁰ ANS 18 G/9, pièce 41, Rapport politique, poste de Kollangui, commandant Cugnier, 31 octobre 1902.

⁶⁰¹ ANS 1 G/321, monographie du cercle de Satadougou, 1904, p. 17 : « L'état du commerce à Satadougou est lamentable. Les traitants qui s'y trouvent, au lieu de chercher à écouler le plus possible de marchandises en les vendant à un prix raisonnable, ne rêvent qu'une chose: gagner gros sur une pièce de guinée ou de toile et acheter les produits le meilleur marché possible. [...] Le dioula ne songe pas à s'y approvisionner. »

seront jetés sur tous les marigots jusqu'à Niagassola. Il y aurait intérêt à voir la Guinée exécuter les mêmes travaux sur le tronçon Niagassola-Siguiri⁶⁰².

L'accessibilité des ressources est un enjeu essentiel, surtout dans le contexte des crises du caoutchouc de liane, produit de cueillette, et de la chute de ses prix liée à la concurrence des produits de plantation, entraînant une surproduction mondiale, à partir de 1900⁶⁰³. Le commandant de Satadougou impute les difficultés commerciales de son cercle à son isolement, empêchant l'exploitation des zones aurifères ; La description de la production traditionnelle est décevante car « dans le Fontofa comme à Satadougou, l'indigène se livre surtout au lavage du fleuve »; cependant les sociétés européennes ont renoncé à se fixer en raison de l'isolement de la région par « l'absence absolue de voies de communication pouvant permettre de transporter des machines d'un poids quelquefois considérable ⁶⁰⁴ ». Inversement, les espaces frontaliers bien reliés à l'économie de traite se livrent à l'inventaire des ressources exploitables. Le commandant de Bougouni, Delteil, recherche des terrains aurifères situés entre le Ouassoulou-Balé et le Sankarani :

Les habitants du Basidibé m'ont signalé [...] l'existence d'un minerai, contenant des fragments d'or, et affirmé qu'autrefois, avant l'arrivée de Samory dans le pays, les habitants de la contrée retiraient de la terre, ce précieux métal pour faire le commerce.

Le cercle voit affluer les traitants des maisons de commerce européennes et connaît le boom du caoutchouc. Bougouni est à la fois bien lié à Bamako mais peut utiliser la route vers Kouroussa puis Konakry.

Le commerce du cercle qui, jusqu'à cette année, n'était qu'un petit trafic d'échanges insignifiants, entre dioulas et population, vient de se développer spontanément et de prendre une importance qu'on ne lui aurait pas accordée, grâce au développement de l'exploitation de la liane à caoutchouc⁶⁰⁵.

La « fièvre du caoutchouc » a donné lieu à des stratégies transfrontalières au sud du cercle de Satadougou. Des groupes venus de Guinée établissent des campements temporaires dans le Wontofa et le sud du Mérémbamba pour la récolte des lianes de caoutchouc.

Les Peuhls du Fouta Djallon et du Dinguiray qui, pendant la saison sèche, sillonnent le cercle et se rendent même jusqu'au Tambaoura pour le récolter. Leur récolte une fois faite, ils la dirigent sur Konakry où ils la vendent à un très bas prix. De grandes espérances avaient

⁶⁰² ANS 1 G/310, Monographie de Kita, Roos (?), l'administrateur commandant le cercle au gouverneur général, 1^{er} février 1904, p. 85.

⁶⁰³ Voir les travaux déjà cités d'Odile Goerg sur le cycle du caoutchouc mais aussi les bulletins commerciaux de l'AOF et de la Guinée, très sensibles à la question. Après un décollage des exportations, un maximum atteint en 1909-1912, les cours déjà très instables en 1901 et 1907-1908, s'effondrent brutalement en 1913.

⁶⁰⁴ ANS 1 G/321, monographie du cercle de Satadougou, 1904, pp. 14-15.

⁶⁰⁵ ANS 1 G/303, monographie de Bougouni, 30 avril 1904.

cependant été fondées sur une colonie Peuhle, qui, en 1896, avait émigré du Gadaoundou et était venue se réfugier à Satadougou. Les faveurs et les encouragements ne lui avaient pas manqué, mais le commerce à Satadougou a semblé vouloir s'ingénier à contrecarrer ces essais par les prix inférieurs auxquels il achetait ce produit⁶⁰⁶.

Les deux maisons de commerce de Kayes installées à Satadougou sont jugées incapables de capter ce marché, basé sur des réseaux anciens du Fouta et pratiquant des tarifs trop inférieurs à ceux de Conakry; dans le cas décrit, des pratiques anciennes, l'utilisation des marges comme espace de ressources et les routes commerciales, sont mobilisées autour d'une pratique nouvelle qui répond à la commande de l'autorité (produire pour payer l'impôt) et à des logiques de profit.

L'économie de prédation qui suit la période de conquête et accompagne la « mise en valeur » bouleverse les structures préexistantes mais son caractère cyclique, en fonction des ressources et de la progression des nouvelles voies de communication, ne crée pas sur le court terme de structures durables. Le front de la conquête est suivi d'un front pionnier (sans colons cependant) qui prélève les ressources. Le commandant de Kita est conscient du caractère temporaire du dynamisme de son cercle :

Cette situation florissante ne tardera pas à se modifier. La voie ferrée qui, jusqu'à ce jour, a fait la prospérité de Kita, diminuera forcément l'importance de cette ville. En effet, lorsque le rail atteindra Bamako et que les tarifs de transport auront été abaissés, l'élément dioula n'aura plus de raison pour venir à Kita. Il trouvera à Bamako, près du théâtre de ses opérations d'échange ou de troc. Les grandes maisons de commerce indiquent nettement ce mouvement en songeant à remplacer par des boutiquiers indigènes les européens qui gèrent leurs comptoirs⁶⁰⁷.

La citation suggère l'adaptation des dioulas à cette « mise en valeur » mobile et non la disparition souhaitée par Frezouls. Le nouveau cadre des frontières coloniales modifie les structures et les axes des anciennes dynamiques commerciales transfrontalières, les réseaux d'échanges à longue distance, et implique une adaptation des acteurs indigènes.

⁶⁰⁶ ANS 1 G/321, monographie du cercle de Satadougou, 1904, pp. 10-11.

⁶⁰⁷ ANS 1 G/310, Monographie de Kita, Roos, l'administrateur commandant le cercle au gouverneur général, 1^{er} février 1904, p. 62.

Conclusion

Le constat de départ sur le caractère fantomatique de la dyade entre Mali et Guinée française laisse place à un processus de construction de la frontière progressif, assez imprécis, en relation avec les incertitudes pesant sur la nature et le statut du territoire du Soudan français. Ce processus ne relève ni du hasard, de « calculs mathématiques ou géographiques étroits »⁶⁰⁸, ni de la fantaisie des administrateurs coloniaux. Il repose d'abord sur une logique de conquête utilisant un axe de pénétration ouest-est et créant une ligne de front, avançant régulièrement vers le haut Niger. Cet axe a constitué la première définition du territoire soudanais et de sa limite méridionale. Cette stratégie a reposé sur la perception et l'analyse de l'espace précolonial, construites par l'accumulation de connaissances issues des récits d'exploration du 19^{ème} siècle, des savoirs construits par la géographie et la cartographie et des informations recensées par les autorités françaises du Sénégal, en particulier lors des gouvernements de Faidherbe. Les discours produits ont identifié un espace fortement maillé sur le plan politique avec des entités de nature et de taille différentes, emboîtées par de multiples interactions, commerciales et culturelles, mais surtout par des liens de domination, souvent imposés par des pratiques guerrières. La région étudiée mettait en contact trois entités politiques majeures aux ressorts différents, malgré le point commun de la mobilisation de l'islam et du *jihad*. Ces entités avaient un ancrage spatial fort, marqué par des systèmes défensifs, les *tatas*, des découpages administratifs, la pratique de procédures douanières. Leurs limites étaient mouvantes mais identifiées, des marches tributaires au nord du Fouta Djallon, une ligne de front au nord des conquêtes de Samori. Dans leur lutte contre ces trois pouvoirs, les autorités militaires françaises ont profité d'un espace « faible », de transition, mal connu dans sa partie méridionale, formé de constructions politiques de petite taille ; certaines de ces entités ont été perçues comme des zones de refuge, de repli, en particulier dans l'espace septentrional de la frontière actuelle nommé « Djalonkadougou ». D'autres, autour de Bamako et Niagassola, ont été identifiées comme des noyaux de résistance aux autorités musulmanes, sur lesquelles la conquête pouvait s'appuyer. C'est cette ligne « d'États amis », placée progressivement sous la tutelle française qui forme l'ébauche de la limite sud du Soudan. Elle s'inscrit dans un espace de transition, déstructuré par de nombreuses luttes politiques mobilisant des enjeux sociaux et religieux.

⁶⁰⁸ DIARRAH Aguibou S., « La délimitation et la maintenance des frontières terrestres et fluviales, à l'appui de l'aménagement de la région limitrophe: l'expérience du Mali. », *Contribution au Symposium international sur la maintenance et la délimitation des frontières*, Bangkok, novembre 2006, fichier PDF p. 10, consulté le 30/08/2013, URL <https://www.dur.ac.uk/resources/ibru/conferences/thailand/mali.pdf>, voir p. 8.

Les missions d'exploration menées simultanément aux opérations militaires ont pour objectif de manifester la domination française mais surtout de construire ou parfaire les savoirs sur les populations et leurs territoires. Elles recensent les constructions politiques, identifient leurs limites à grands traits, en s'appuyant sur les déclarations des autorités traditionnelles, plus que sur des parcours, les premiers levés d'itinéraires privilégiant axes et points stratégiques. De nombreux rapports dressent les listes de villages dépendant de chaque « royaume » ou « pays » et témoignent de l'utilisation de limites établies et reconnues : des aires séparantes formées par des déserts humains mais aussi des limites linéaires, matérialisées par des éléments du milieu, marigots, cours d'eau ou lignes de crête. Ces entités territoriales ont été transmises selon différents processus par les populations locales et sont mobilisées dans les premières définitions des territoires, pour modeler les cercles.

La construction de cette frontière intra-impériale s'effectue à une double échelle. La première étape résulte du débat qui se joue entre Saint-Louis et Paris sur la conception du Soudan et sa viabilité en tant que colonie. Territoire de conquête militaire, son passage à une administration civile est l'objet de pressions et de luttes d'influence entre officiers des troupes de marine, administrations du Sénégal et de Guinée, avec des enjeux locaux, notamment les ambitions commerciales de la Guinée lors de la « fièvre du caoutchouc » et métropolitains. Le Soudan français est disloqué en 1899 puis progressivement recréé pour contrôler le bassin du Niger. La définition de sa limite avec la Guinée s'est faite entre 1895 et 1899, de façon pragmatique, d'abord en s'appuyant sur les territoires des cercles puis en adoptant des arrêtés de délimitation, liés aux conflits d'autorité se multipliant à différentes échelles, suite à la mainmise effective par la Guinée sur le Fouta Djallon en 1896. La « délimitation définitive » de janvier 1899 a été rendue obsolète par l'allocation des cercles soudanais de la région Sud à la colonie de Guinée lors des décisions d'octobre 1899, fixant la frontière, alors avec le Sénégal, mais jamais remise en cause lors de la reconstitution du Soudan français. L'étape essentielle, concomitante à la première est le travail de terrain, à l'échelle du cercle, pour identifier des limites, servant de cadre à l'autorité. Relevés topographiques, interrogations des autorités politiques locales, reconstitutions des historiques de chaque peuple sont menés dans des enquêtes très précises, définies par des modèles, pour comprendre les configurations territoriales et les utiliser, dans le contexte d'une occupation minimale, avec de faibles moyens humains. Ce travail est fait par des acteurs européens en interaction avec les populations africaines, avec différentes formes de médiation et est influencé par des stratégies locales indigènes et des luttes de pouvoir. Ces logiques ont pu être instrumentalisées dans les luttes d'influence entre administrations concurrentes. Si les cercles sont au départ le reflet

d'enjeux locaux relativement respectés, les modifications ultérieures sont en faveur des intérêts de la métropole, de logiques économiques ou fonctionnelles, pour un contrôle plus efficace.

On observe une nette différence entre la partie occidentale de la dyade et la partie orientale. C'est à l'ouest que se multiplient flux, transgressions, conflits frontaliers. La limite nord de la Guinée a tardé à se constituer, l'incorporation du Fouta Djallon, déjà très organisé politiquement et subdivisé en provinces a posé des difficultés. Ses anciennes limites ont été mobilisées par la Guinée française en fonction de ses intérêts, en appuyant les revendications de chefs locaux pour obtenir une extension des territoires tout en veillant à ne pas reconstituer d'entités trop puissantes, donc en favorisant l'émergence d'entités nouvelles et encadrées, en jouant sur les groupes ethniques catégorisés pour se débarrasser progressivement des anciens commandements. Ismaël Barry juge ainsi les arbitrages effectués :

La délimitation des frontières entre colonies voisines ne tint guère compte de la nécessité de préserver l'unité et la cohésion des communautés rencontrées. La logique des textes officiels mis au point sur la base de documents erronés et modifiés au prorata des coefficients d'influence des administrations coloniales concernées, fut la seule observée. Il fallait évidemment diviser les groupements pour mieux les affaiblir et les maîtriser⁶⁰⁹.

La mobilisation d'entités sociales et politiques locales pour réduire les anciens pouvoirs est nette dans les décisions françaises ; cependant les liens entre le Fouta Djallon et ses confins septentrionaux étaient basés sur des processus de conquête et des formes prédatrices, suscitant des rejets utilisés par la France. Mais loin de révéler des décisions très éloignées du terrain et de ses enjeux, la construction des argumentaires par les administrateurs, basés sur des travaux d'inventaires minutieux montre la volonté de ne pas s'appuyer sur des limites « artificielles ». Les décisions furent arbitraires, comme le sont tous les actes de délimitation frontalière, en fonction de l'intérêt de la métropole, mais reposent sur des limites identifiées. Les limites anciennes étaient mouvantes, fonction de rapports de force, la nouvelle limite est ligne. Le relatif silence dans les sources sur les autres parties de la frontière ne signifie pas l'absence d'enjeux. Le faible peuplement, lié aux déstructurations amorcées avant la conquête et amplifiées par la guerre contre Samori, dilue cependant les phénomènes et leur perception par les autorités.

Surtout, tracer la frontière n'a pas été un acte géopolitique délimitant des aires d'exercice de la souveraineté, mais un simple acte administratif séparant deux autorités

⁶⁰⁹ BARRY Ismaël, *op. cit.*, p. 630.

distinctes mais unies par les mêmes objectifs, rentabiliser la conquête en drainant les ressources des territoires vers les métropoles, contrôler les hommes avec un minimum de moyens. Dans la période considérée, elle n'est pas dotée d'une vocation de contrôle mettant en cause les mobilités humaines ou les flux commerciaux ; la frontière n'est pas matérialisée, ne semble pas toujours identifiée. Si elle ne pose pas de problèmes, c'est qu'elle « fonctionne », dans la logique administrative coloniale. Plus que la nouvelle limite, ce sont les nouvelles dynamiques introduites par l'économie de traite qui semblent affecter les deux espaces fonctionnant de façon méridienne avant la conquête, l'un à l'ouest, entre Fouta Djalon et Sénégal, l'autre à l'est avec le bassin du Niger.

Le processus de construction de la frontière reconstitué, des points importants méritent d'être approfondis afin de l'insérer dans un cadre plus vaste. Les relations des populations à leur espace sont à mieux définir, le travail mené sur les perceptions européennes doit être confronté aux réalités africaines par des biais autres que l'historiographie. Il s'agit en particulier de mieux appréhender les logiques politiques et sociales à l'œuvre dans la partie nord de la frontière. Elle est évitée par les récits d'exploration, a donné naissance à des entités politiques puissantes comme le royaume de Tamba, a servi de base à l'empire d'El Hadj Omar puis semble se déliter avant même le choc colonial. Il est ensuite nécessaire de mesurer l'impact de la frontière sur les pratiques territoriales des populations, sur un temps plus long. Les sources coloniales dans les fonds d'archives de métropole, déjà inventoriés, indiquent des incidents, souvent dans les espaces problématiques au moment de la construction, des discussions, mais ne permettent pas de cerner l'appropriation ou non de la limite. Le dépouillement des archives des cercles demeurées dans les centres du Mali et de Guinée doit permettre de préciser le fonctionnement attribué à cette limite administrative ; mais ce sont surtout des enquêtes de terrain auprès des populations qui feront sortir de leur silence les kilomètres en pointillés sur les cartes. Le tracé de la frontière s'affine, en attestent les feuilles IGN à grande échelle des années 1950, sans actes officiels de délimitation plus précis, selon des modalités à préciser. Les discours sur cette limite artificielle, définie par une construction exogène reposant sur la perception de logiques endogènes, ses pratiques au quotidien demeurent à affiner avant d'analyser sa transmission à deux États souverains.

INVENTAIRE DES SOURCES

SOURCES ISSUES DES ARCHIVES COLONIALES⁶¹⁰

Archives nationales section outre-mer

29 chemin du moulin de Testas

13 090 Aix-en-Provence

Fonds ministériels (FM), Séries géographiques (SG)

FM SG Afrique III

Dossier 1 : Explorations et missions 1820-1830 b) Caillié

Dossiers 12, 13, 14, 15, 43 : Explorations et missions

FM SG Sénégal et dépendances III

Dossier 1, 2 : Explorations et missions 1815-1822, Mollien

Dossier 8 : Explorations et missions 1849-1859, Hecquart

Dossiers 11 à 14 : Explorations et missions 1880 à 1889, Péroz, Raffenel, Brosselard.

12 h, mission Audéoud, journal des marches et opérations, 1887-1888.

12 h, instructions de Gallieni au capitaine Audéoud, 24 mars 1888.

Dossiers 15, 16, 17, 18 : Explorations et missions

FM SG Sénégal et dépendances IV

Dossier 87 : Expansion territoriale et politique indigène, 1886-1887

Chemise c, Délimitation du cercle de Bakel, décision du commandant supérieur, 12 février 1887.

Dossier 90 : Expansion territoriale et politique indigène, 1887-1889

pièce 12, Rapport sur l'organisation politique donnée aux États de Mambi, situés sur la rive gauche du Niger, 5 mars 1880.

pièce 18, instructions de Gallieni au capitaine Roiffé, commandant le cercle de Siguiri, le 5 avril 1888.

Dossier 90 bis

b) Décision n°68, tenue de cartes et des registres politiques, dans chaque cercle, Siguiri, 20 février 1888, Gallieni.

b) Décision n° 85 : délimitation des cercles du Soudan français, 1 mai 1888

Dossiers 91, 92 : Expansion territoriale et politique indigène, 1887-1889

FM SG AOF I, Correspondance générale

Dossiers 1 à 18, Rapports politiques sur la situation générale de l'AOF

8, rapports politiques du gouverneur de l'AOF au ministre des colonies, copie du rapport d'E. Noirot.

9, rapports de Cousturier, 1901.

18, Rapports politiques sur la situation générale de l'AOF (1903-1913)

FM SG AOF III, Explorations missions, voyages

Dossier 1 1895-1907, missions Hostains, Blondiaux

⁶¹⁰ Sont indiqués les cartons consultés et les principales pièces utilisées.

FM SG AOF VII, Administration générale, Organisation politique, militaire et administrative

Dossier 1

- a) Travaux de la commission du Haut-Fleuve, annexe de Gallieni.

Dossier 3

Pièce n°7, croquis indicatif des territoires de la Haute-Gambie et du Boundou.

Pièce n°8, croquis indicatif des frontières entre le Sénégal et le Soudan

Instructions du 14 janvier 1893 au capitaine Compagnon ; Rapports Roux-Compagnon

Dossier 4

- a) dislocation du Soudan, Binger

- b) rapport au ministre du 26 septembre 1899 « sur les modifications politiques et administratives à introduire dans l'organisation du Soudan »

Dossier 5

Arrêté du 12 janvier 1899, délimitation de la Guinée française avec le Sénégal et le Soudan français.

Dossiers 5, 6

FM SG Soudan III, Explorations et missions

Dossiers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

dossier 3 : Instructions pour le commandant de poste de Satadougou, Kayes, 7 juin 1895.

Croquis pour suivre les opérations de la campagne 1892-1893, par le capitaine Levasseur.

FM SG Soudan IV, Expansion territoriale et politique indigène

Dossier 1,2,3,4,5

dossier 5, 1b, lettre d'instructions du gouverneur du Soudan au chef de bataillon Dargelos, commandant de la région Sud

FM SG Soudan VII, Administration générale, Organisation politique, militaire et administrative

Délimitations de frontières

Dossier 1, commission du Haut-Fleuve.

- b) Rapport au Président de la République de Jules Roche, sous secrétaire d'État aux colonies, le 18 août 1890, suivi du décret du 18 août 1890.

- a) Note de Gallieni, en annexe au procès-verbal de la séance du 29 janvier 1890 de la Commission du Haut fleuve.

Dossier 3

- a) délimitation des frontières entre le Sénégal et le Soudan français, 1884-1894, mission Roux et Compagnon.

Dossiers 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

FM SG Soudan IX Douanes

Dossiers 4, 5, 6, 7, 8

FM SG Guinée I Correspondance générale 1889-1908

Dossier 4, rapports politiques

Dossiers 5, 6, 7, 8

FM SG Guinée II, Mémoires, rapports, cartes, expositions

Dossiers 1, 2, 3, 4

FM SG Guinée III Explorations et missions

Dossiers 1 et 2 : Missions dans le Fouta Djallon

Projets et rapports des missions de de Beeckman et Alby, administrateurs des colonies. La mission de Beeckman de 1891, avec copie de la convention de Timbo en particulier.

Dossier 3 : Missions diverses 1895-1901

Mission Maclaud en 1898

Rapport du lieutenant Devaux, mission en Guinée française (Fouta Djallon), janvier à mai 1900

FM SG Guinée IV

Dossier 6, Affaires musulmanes 1881-1910

a) Fouta Djallon, création du poste de Satadougou (juillet-octobre 1895)

FM SG Guinée VI Affaires diplomatiques

Dossier 1

a) Délimitations de frontières et règlements de conflits avec la Grande-Bretagne

Dossier 2, relations avec le Liberia

Dossier 5, délimitation de frontière avec le Portugal

FM SG Guinée VII Administration générale

Dossier 1, organisation 1888-1894, rapport Bayol.

Dossier 2, décrets d'organisation.

Dossier 6, émigration des Peuls

FM SG Guinée IX Finances

Dossier 7, Douanes 1889-1895

FM Série Missions

Missions 12 Binger

Missions 19 Paroisse, Brosselard Faidherbe

Missions 21

Missions 54 Bayol

dossier 2: ce carton rassemble les missions menées par Bayol, voir Négociations, traités avec l'almamy de Timbo août 1881-1886.

Archives du service historique de la Défense SHD

Château de Vincennes

Avenue de Paris

94300 Vincennes

5H Sénégal 154

5H Soudan 189

5H Soudan 190

5H 170 Guinée VIDE

Archives du CHETOM
Avenue des Troupes de Marine (route de Bagnols-en-forêt)
83600 - Fréjus

15 H 28
15 H 30
15 H 33
15 H 34 : résumés historiques des événements militaires de 1900 à 1908.
15 H 35
Dossier 1, Historiques généraux de la conquête du Soudan de 1878 à 1899
Dossier 2, bulletins politiques des cercles, année 1889
pièce n°12, Instructions du commandant Ruault à son successeur, le 22 février 1884
15 H 36
Dossier 3, Rapport militaire du lieutenant colonel Archinard, campagne 1889-1890.
15 H 37
Dossier 1, Rapport sur les opérations contre Samori
pièce 2, Rapport sur la situation du Manding à la fin de mars 1885, commandant Chantaume,
17 mars 1885
15 H 39
Dossier 1, Historique des combats au Soudan, 1900-1932
Dossier 2, répartition des troupes au Soudan
15 H 45 Guinée
Dossier 1, décrets et traités
Dossier 2, résumé historique des événements militaires 1900 à 1909
Dossier 3, opérations dans le Fouta Djallon
15 H 81
18 H 201
18 H 217

**Centre historique des Archives nationales, Centre d'Accueil et de Recherche des
Archives Nationales C.A.R.A.N.**
11, rue des Quatre Fils
75003 Paris

Archives nationales du Sénégal

La première cote correspond à celles des ANS, la seconde indique la correspondance avec les séries microfilmées au CARAN.

Sous série 1 G Etudes générales: missions, notices et monographies (1818-1921)

1G 50-200 MI 652 Mission du Haut-Niger 1880 Gallieni
Note sur la situation politique des peuplades des vallées du Bafing, du Bakhoy et du Haut-Niger, 15 juin 1880
1G 52-200 MI 653 Mission de Ségou, Gallieni et Bayol 1880-1881
Rapport sur le voyage au pays de Bamako
1G 54-200 MI 653 Mission topographique du Haut-Sénégal
Instructions pour Mr le Chef d'escadron Derrien, chef de mission topographique au Sénégal, 1880

Journal de marche Delanneau

1G 76-200 MI 656 Mission Péroz dans le Bafing et le Bakhoy 1884-1885

1G 79-200 MI 656 Renseignements divers sur Bamako 1885

1G 80-200 MI 656 Mission Delanneau Bamako 1885

1G 82-200 MI 656 Mission dans le Diallonkadougou Oberdorf 1887.

Rapport de fin de mission dans le Diallonkadougou, lettre du capitaine Oberdorf au Commandant supérieur du Soudan français, 15 mars 1887. Croquis.

1G 85-200 MI 656 Notice sur le Bambouck, Vallière 1887

1G 86-200 MI 656 Mission Plat dans le Fouta Djallon

Pièce 3, Rapport de mission du lieutenant Plat, 15 mai 1887

1G 89-200 MI 656 Mission Rouy dans le Manding, 1887-1888

Pièce 4, Instructions pour le lieutenant Rouy à Bamako, campagne 1887-1888, Gallieni

1G 91-200 MI 657 Mission Quiquandon dans le Manding, 1884

1G 92-200 MI 657 Mission Reichemberg dans le Haut Fleuve, Bambouck, 1887-1888

Pièce 1, Compte-rendu de la mission de Reichemberg et pièce 4, résumé des renseignements sur le Haut Bambouck, établi par Vallière

1G 103-200 MI 657 Notices sur les États d'Aguibou et le Dinguiray 1896-1897

1G 124-200 MI 659 Notice sur le cercle de Kita, Pérignon 1899

1G 147-200 MI 661 Précis historique et géographique du cercle de Bafoulabé 1890

1G 148-200 MI 661 Notices historiques et géographiques sur le cercle de Siguiri, Besançon, 1890

1G 166-200 MI 662 Notice historique sur le cercle de Niagassola, Reichenberg 1890

1G 208-200 MI 669 Mission Briquetot dans le Fouta Djallon, de Dubréka à Siguiri 1888-1889

1G 298-200 MI 686 Notice sur le cercle de Bafoulabé 1904

1G 299-200 MI 686 Monographies du cercle de Bamako 1904

1G 303-200 MI 686 Notice générale sur le cercle de Bougouni, Delteil 1904

1G 310-200 MI 688 Renseignements historiques, géographiques et économiques sur le cercle de Kayes 1903-1904

1G 311-200 MI 688 Monographie du cercle de Kita, Roos 1904

1G 321-200 MI 689 Notice générale sur le cercle de Satadougou 1904

1G 351-200 MI 696 Monographies du Soudan 1921

Sous série 7 G Affaires politiques, administratives et musulmanes Guinée (1831-1921)

Région Sud

7G 26 – 200 MI 806 Région Sud, correspondances par le commandant de la région Sud et lieutenant gouverneur du Soudan, année 1896

Bulletin politique du mois de mai et du mois de juin 1896, région Sud, capitaine Belleville.

7G 27– 200 MI 806 Région Sud, correspondances par le commandant de la région Sud et lieutenant gouverneur du Soudan, année 1897

Instructions aux commandants de cercles par le commandant de la région Sud, Siguiri, le 26 décembre 1896

Courrier de Bertin, commandant de la région Sud, au gouverneur général du Soudan français, sur les tensions entre résidences de Dinguiray et de Timbo, le 10 avril 1897.

Circulaire du commandant de la région Sud n° 7, Siguiri, le 21 janvier 1897

Circulaire du commandant de la région Sud n° 9, Siguiri, le 3 février 1897 Courrier et croquis du commandant de la région Sud, Bertin au lieutenant gouverneur, 26 décembre 1897.

7G 28– 200 MI 806 Région Sud, correspondances par le commandant de la région Sud et lieutenant gouverneur du Soudan, année 1898

7G 29– 200 MI 807 Région Sud, correspondances par le commandant de la région Sud et lieutenant gouverneur du Soudan, année 1899

7G 30– 200 MI 807 Région Sud, correspondances diverses et renseignements

Dossier 3 : Cartes des races de la région Sud

Dossier 9 : Répertoire des recensements de cercle

7G 33 – 200 MI 808, Région Sud, correspondances par le commandant de la région Sud au gouverneur général 1893-1899

Lettre du gouverneur de Guinée au gouverneur du Soudan français, Ballay, 22 mai 1894.

7G 35-36-37 - 200 MI 809, Faranah correspondances du commandant de cercle 1893-1896

37 : copie du rapport sur les limites de Faranah, de Trentinian, lettre gouverneur de Guinée au gouverneur général, Cousturier, 11 janvier 1896 .

7G 39-40 - 200 MI 810, Dinguiraye, correspondances 1896-1899

39 : rapport sur la frontière Sud-Sud-Ouest du Dinguiray, septembre 1897

40 : lettres du lieutenant gouverneur du Soudan au gouverneur général, 30 novembre 1897.

rapport du lieutenant Lebrun au sujet de la prise de possession du territoire de Langan, juin 1897.

7G 41-42 -200 MI 810-811, Siguiri, correspondances 1887-1899

41 : Rapport politique du commandant de cercle de Siguiri, octobre 1893.

42 : Note sur la nécessité du rattachement de Siguiri à la région Sud.

Rapport du lieutenant Chevalier, commandant le cercle de Siguiri, sur les provinces situées entre le Niger et le Sankarani et conclusions tendant à étendre les limites du cercle à l'Ouest, 1^{er} mai 1896.

Rapports sur l'organisation politique, administrative et militaire du cercle, du 1^{er} mai 1896, puis du 31 décembre 1896.

7G 45 - 200 MI 812-813, Kankan, correspondances du commandant de cercle 1891-1893

Bulletin politique du cercle de Kankan du 31 mai 1896

7G 46 - 200 MI 813, correspondances du commandant de cercle 1894-1899

Dossier 8 : Etat des provinces, cantons, villages en 1896.

La Guinée, Généralités 1890-1921

7G 53- 200 MI 816 Rapports de politique générale 1890-1895

7G 54- 200 MI 816 Rapports de politique générale 1892-1899

7G 55- 200 MI 816-817 Faranah 1895-1899

Débats et choix sur la délimitation du cercle avec celui de Kouroussa au Soudan

7G 69- 200 MI 821 Affaires musulmanes, fiches de renseignements

7G 71- 200 MI 821 Circonscriptions administratives et modifications territoriales 1904-1907

7G 72- 200 MI 821 Circonscriptions administratives et modifications territoriales 1908-1911

7G 73- 200 MI 822 Circonscriptions administratives et modifications territoriales 1912-1921

Sous série 15 G Affaires politiques, administratives et musulmanes, Soudan 1821-1920

15G 1-200 MI 999 Traités 1855-1899

Lettres d'Archinard sur Aguibou du Dinguiray, 23 mai 1891

15G 2-200 MI 999 Traités 1821-1897 et renseignements généraux concernant les remaniements territoriaux des cercles

Historique des cercles, 1895.

Liste des arrêtés, décisions ou circulaires concernant le personnel civil au Soudan, les gardes de cercle et le corps des gardes frontières.

15G 12-200 MI 1002 Décisions, arrêtés, circulaires du lieutenant-gouverneur Soudan 1896

15G 13-200 MI 1002 Décisions, arrêtés, circulaires du lieutenant-gouverneur Soudan 1896

15G 17-200 MI 1003 Décisions, arrêtés, gouverneur général AOF 1901

Sous série 15 G Généralités Soudan 1880-1920

15G 83-200 MI 1018 Affaires politiques et administratives

Création de cercles 1880

Renseignements sur le cercle de Bamako, 1884

15G 86-200 MI 1018 Situation politique

Rapport de mission du lieutenant Plat, 15 mai 1887

Organisation des États du Mambi

15G 94-200 MI 1020 Rapports des commandants de cercles sur les mesures propres à améliorer l'organisation politique, administrative et militaire de la colonie

Bamako août 1895, Satadougou février et juillet 1896

Sous série 15 G de Kayes à Bamako 1853-1913

15G 125-200 MI 1031 Satadougou, émigration des fouldés dans le cercle 1909

Courriers entre gouverneurs et administration des affaires indigènes.

15G 171-200 MI 1043-1044 Cercle de Bougouni 1897-1899

Sous série 17 G Affaires politiques AOF (1895-1920)

17G 58-200 MI 1078

17G 60-200 MI 1078

Sous série 18 G Affaires administratives AOF (1893-1920)

18G 1-200 MI 1079

18G 2-200 MI 1079, réorganisation du Gouvernement général 1898-1900

Rapport de Trentinian au ministère sur les possessions d'Afrique occidentale

18G 3-200 MI 1079, réorganisation du Gouvernement général 1902

Décret du président de la République, Émile Loubet, 1^{er} octobre 1902, rapport du ministre des colonies, Gaston Doumergue

18G 4-200 MI 1080, réorganisation du Gouvernement général 1904

Projet de réorganisation du gouvernement général, 22 juin 1904, décret du 18 octobre, circulaires

18 G 7-200 MI 1081, projet de réorganisation administrative de 1919

Personnel des cercles d'après le budget local de 1919

18 G 8-200 MI 1081, délimitations de frontières entre les colonies françaises de l'AOF

Soudan-Sénégal, mission Compagnon, cession de Bakel

18 G 9-200 MI 1081-1082, délimitations de frontières entre les colonies françaises de l'AOF

Dossier 1, Guinée-Sénégal-Soudan, revendications d'Alpha Yaya

Copie d'un rapport de Noirot, administrateur du Fouta Djallon au gouverneur de Guinée, 18 avril 1898.

Compte rendu envoyé au gouverneur général par le commandant de Satadougou, le 22 juin 1897

Dépêche ministérielle relative à la délimitation de la Guinée française, Paris, 15 novembre 1898

Dossier 4, délimitation Haut-Sénégal-Niger- Guinée

Rapport politique de janvier 1904, directeur des Affaires indigènes, Hubert

Rapport politique, poste de Kollangui, commandant Cugnier

Copie du rapport sur l'incident de frontière avec le cercle de Satadougou, Cavard

Lettre du lieutenant gouverneur de Guinée au gouverneur général, question du Wontofa

Lettres commandant Koïn à commandant Satadougou

Procès-verbal et croquis de délimitation, Bœuf, commandant de cercle de Satadougou et

Chaffaud, commandant de Dinguiray, 1906

18 G 10-200 MI 1081, délimitation Haut-Sénégal-Niger-Dahomey

18 G 12-200 MI 1081, délimitations de frontières entre les colonies françaises de l'AOF, Guinée-Sénégal

Courriers entre gouverneurs

Copie du procès-verbal de délimitation de la frontière des cercles de la Haute-Gambie (Sénégal) et de Mali (Guinée), signé Dupuch et Lambin, 7 août 1910, croquis.

Procès-verbal, signé Bourel de la Roncière, administrateur cercle de Haute-Gambie pour le Sénégal et Flottes de Pouzols, administrateur cercle de Yambering, Guinée, 1913 ; croquis de délimitation

18G 48 FM

18G 49 FM

18G 146 FM

21G 62

SOURCES IMPRIMÉES

Sources issues de l'exploration

CAILLIE René et JOMARD Edme-François, *Journal d'un voyage à Temboctou et à Jenné, dans l'Afrique Centrale: précédé d'observations faites chez les Maures Braknas, les Nalous et d'autres peuples; pendant les années 1824, 1825, 1826, 1827, 1828*, Paris, Imprimerie royale, 1830.

GRAY William et DOCHARD, *Voyage dans l'Afrique occidentale, pendant les années 1818, 1819, 1820 et 1821, depuis la rivière Gambie jusqu'au Niger, en traversant les états de Woulli, Bondoo, Galam, Kasson, Kaarta et Foulidou*, Paris, Avril de Gastel et Ponthieu, 1826.

HECQUARD Hyacinthe, *Voyage sur la côte et dans l'intérieur de l'Afrique Occidentale*, Paris : Imp. de Bénéard et Compagnie, 1855, 409 p.

IBN BAṬṬUṬĀĪ Muḥammad ibn 'Abd Allāh et YERASIMOS Stéphane, *Voyages*, traduit par Charles DEFREMERY et Beniamino Raffaello SANGUINETTI, Paris, La Découverte, 1997, 450 p.

MAGE Eugène et PERSON Yves, *Voyage au Soudan occidental: 1863-1866*, Paris, Éd. Karthala, 1980, 308 p.

MOLLIEN Gaspard-Théodore, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique, aux sources du Sénégal et de la Gambie. Tome 1 et 2 , fait en 1818, par ordre du gouvernement français, par G. Mollien...*, Paris, A. Bertrand, 1822.

OLIVIER DE SANDERVAL Aimé, *Conquête du Foutah-Djalon : ouvrage illustré de 200 gravures (photographies de l'auteur)... / Cte de Sanderval,... ; carte gravée par Hansen*, Paris, Challamel, 1899.

PARK Mungo et ADAMS Adrian, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique*, Paris, la Découverte, 1996, 354 p.

RAFFENEL Anne, *Nouveau voyage dans le pays des nègres: suivi d'études sur la colonie du Sénégal et de documents historiques, géographiques et scientifiques*, Paris, imprimerie et librairie centrales des chemins de fer de Napoléon Chaix, 1856 (2), 512 p.

Sources issues de missions de reconnaissance et de conquête

BAYOL Jean, *Voyage en Sénégambie: Haut-Niger, Bambouck, Fouta-Djallon et grand-Bélédougou, 1880-1885*, Paris, L. Baudoin, 1888, 228 p.

BECHET Eugène, *Cinq Ans de séjour au Soudan français / par Eugène Béchet,...*, Paris, E. Plon, 1889, 270 p.

BINGER Louis Gustave, *Du Niger au golfe de Guinée: par le pays de Kong et le Mossi*, Paris, Société des africanistes, 1980, 416 p.

DUSSAULX Émile et DULUCQ Sophie, *Journal du Soudan, 1894-1898*, Paris, L'Harmattan, 488 p.

FREY Henri, *Campagne dans le haut Sénégal et dans la haut Niger, 1885-1886*, Paris, Plon, 1888, 534 p.

GALLIENI Joseph-Simon et DURUY Victor, *Deux campagnes au Soudan français, 1886-1888*, Paris, Hachette et Cie, 1891, 638 p.

GALLIENI Joseph-Simon et RIOU Édouard, *Voyage au Soudan français: Haut-Niger et pays de Ségou, 1879-1881*, Paris, Hachette, 1885, 632 p.

GRAVIER Gabriel et SOLEILLET Paul, *Voyage à Ségou, 1878-1879*, Paris, Challamel aîné, 1887, 515 p.

NOIROT Ernest, *À travers le Fouta-Djallon et le Bambouck (Soudan occidental)*, Paris, Dreyfous, 1881, 361 p.

PERIGNON A., *Haut Sénégal et Moyen-Niger. Kita et Ségou, par A. Pérignon,...*, [s.l.], [s.n.], 1901.

PEROZ Marie-Étienne, *Au Soudan français: souvenirs de guerre et de mission*, Paris, Calmann Lévy, 1896, 467 p.

TAUTAIN Louis, *Sur l'ethnologie et l'ethnographie des peuples du bassin du Sénégal / Dr L. Tautain*, Paris, E. Leroux, 1885.

TELLIER G., *Autour de Kita, étude soudanaise*, Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1902.

Sources issues de revues coloniales

SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE COMMERCIALE, GROUPE GÉOGRAPHIQUE ET ETHNOGRAPHIQUE DU SUD-OUEST et ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES. GROUPE RÉGIONAL GIRONDIN, *Bulletin / Société de géographie commerciale de Bordeaux*, [s.l.] : [s.n.] (Bordeaux), 1911-1876.

COMITÉ DU MAROC, *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, [s.l.] : Comité de l'Afrique française (Paris), 1908 1891.

L'Année coloniale / publiée sous la direction de MM. Ch. Mourey, ... Louis Brunel, ... ; avec la collaboration de MM. le Général Gallieni, Picquié et Teissier, [s.l.] : Chevalier & Rivière (Paris), 1905 1899.

Publications coloniales officielles

Consultées par le catalogue Gallica de la BnF

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, *Situation générale de l'année ... / Gouvernement général de l'Afrique occidentale française*, [s.l.] : Imprimerie du Gouvernement général (Gorée), 1912 1908.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, *Rapport d'ensemble sur la situation générale de la Guinée française... (Gouvernement général de l'Afrique occidentale française)*, Paris, Firmin-Didot, 1904 1898.

Consultés à la BnF ou au CAOM

Journal Officiel de la République française 1898 1899 1902 1904

Moniteur du Sénégal et Dépendances

Journal Officiel du Sénégal et dépendances 1888 1889 1895

Journal Officiel de l'AOF 1899 1902 1905 1906

Journal Officiel du Haut-Sénégal-Niger 1906 1909 1913 (devient le *Journal Officiel du soudan français* en 1921)

Journal Officiel de la Guinée Française 1901 1911 1913 1915

SOURCES CARTOGRAPHIQUES

Archives nationales section outre-mer

ANOM, Cartes et plans

AF 1439 – Cartes du cercle de Dinguiraye

AF 306 - Cartes et plans, *Carte du Soudan français*, Plat et Vallière, 1/750 000 et 1/1 250 000, 1887.

AF 1306 – Carte des itinéraires du Dr Jean Bayol, au Fouta-Djallon et au Bambouk, 1882.

AF 1381 – Croquis des itinéraires du Dr Maclaud, 1/300 000, carte de la Guinée française 1898-1899

BnF Cartes et Plans, site Richelieu

ANVILLE Jean-Baptiste Bourguignon d' et DELAHAYE Guillaume-Nicolas, *Carte particulière de la Côte Occidentale de l'Afrique Depuis le Cap Blanc jusqu'au Cap de Verga et du Cours des Rivières de Senéga et de Gambie En ce qui est connu. Dressée pour la Compagnie des Indes*, Paris : s.n., 1751. GEC 7810 (1-2)

BINGER Louis-Gustave, ROBELIN L. et FRANCE, *Carte du Haut-Niger au Golfe de Guinée par le pays de Kong et le Mossi*, Paris : Service géographique des colonies, 1890. SG Y C 870

BLONDIAUX Paul Henri et FRANCE, *Carte de la mission Blondiaux, 1897-1898*, Paris : H. Barrère, 1899. SG YC - 881

DELISLE Guillaume, *Carte de l'Afrique française ou du Senegal*, A Amsterdam : chez Jean Covens et Corneille Mortier, 1750. URL : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b7759091k>. Consulté le 7 septembre 2013. SG YC – 349

Afrique occidentale, Soudan et bassin du Niger, Ferdinand de Lanoye, Paris, Hachette, 1857., GE D-11500.

Carte du Sénégal et d'une portion de l'Afrique occidentale par Guillaume Lejean, Paris, Kaepelin, 1859. GED-1958.

LEVASSEUR Émile et COMBES Antoine-Vincent-Auguste, *Carte des régions méridionales de la Guinée et du Soudan français*, Paris : Service géographique de l'armée, 1894. SG YB – 96 (1-2)

MADROLLE Claudius et ENGUEHARD Raphaël, *Afrique occidentale. Gambie. Casamance. Guinée portugaise. Guinée française. Fouta-Diallo*, Paris : Michelet, 1893.

MADROLLE Claudius, *Carte du Soudan occidental: colonies française, anglaise, portugaise et allemande*, Berne : Institut géographique, 1893. SG YD – 99

MARTONNE Édouard de, *Atlas des cercles de l'Afrique occidentale française*, BnF, Cartes et plans, GE DD- 2789

MAGE Eugène et BRY Auguste, *Carte du Soudan occidental*, Paris : impr. de A. Bry, 1866. GE FF- 12188

MEUNIER Alexandre, FRANCE et FRANCE, *Carte de la Guinée française*, 2e édition, Paris : Service géographique des colonies, 1909.

RAFFENEL Anne . Auteur du texte, *Carte d'une partie de l'Afrique occidentale / dressée d'après les autorités les plus nouvelles et ses propres observations par M. Anne Raffenel...*, [s.l.] : [s.n.], 1849. GE C-2862

VALLIERE Jean . Collaborateur, PLAT J. . Dessinateur et HANSEN Jules-André-Arthur . Dessinateur, *Bulletin de la Société de géographie, 4e trimestre 1887. Expédition Gallieni, 1886-87. Réduction de la carte du Soudan français au 1/750 000 / dressée sous la direction*

du commandant Vallière ; par le sous-lieutenant Plat ; 1/1 250 000, dessinée par J. Hansen, [s.l.] : imp. de Erhard (Paris), 1887. Gallica

VALLIERE Jean . Signataire, *Lever expédié des environs de Mourgoula. 1/50 000. -Plan expédié des détails du tata. 1/5 000. Nango, le 1er septembre 1880 / signé J. Vallière, [s.l.] : imp. de A. Jailly (Paris), 1880. Gallica*

VUILLOT Paul, *Soudan français et côte occidentale d'Afrique*, Paris : A. Challamel, 1897. SG YB - 99

CHETOM

Charte von Senegambien, Nigritien und Guinea, Nach den neuesten See- und Land-Reisen und astronomischen Beobachtungen, par I.C.M. Reinecke, 1803. Source : CHETOM, Fréjus, N° inventaire 11 199, cote: 6a2 .

Carte IGN Bamako au 1/1 000 000, 1943, inventaire 11584 cote 110 32

Carte postale et télégraphique de l'AOF par le service géographique de l'AOF, 1908

Cartothèque de l'IGN Saint-Mandé

Westliches Mittel-Afrika, par Kiepert , 1849, Weimar, 1/600000. Source : cartothèque IGN Saint-Mandé.

Carte Fortin Erhard, *Etat major du Soudan français, campagnes 1886-1887, 1887-1888*, feuilles *Bafoulabé, Kita, Siguiri, Timbo*, 1: 500 000, 1890.

Carte du Bambouk , A. Meunier, 1/200 000, feuille n°6, *Satadougou, Faraba, Bouréa*, Service géographique des colonies, éditée en 1909.

Carte de la Guinée française, feuille *Kouroussa*, Alexandre MEUNIER et al., 2e édition, Paris, 1909.

Feuilles IGN au 1/200 000 :

Bafing-Makana ND-29 II, 1957. - *Bamako Ouest* ND-29-IV, 1986.- *Kenieba* ND-29-I, 1971.- *Sirakoro* ND-29-III, 1961.- *Tienko* NC-29-XVII, 1964.

The National Archives, Kew

Map of Afrika, par W. Faden, 1822, Londres, CO 700/AFRICA1

Carte des établissements français du Sénégal par P.-L. Monteil, 1/750 000, Paris, Challamel, 1886, CO700/WEST AFRICA32.

BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE

Outils de travail : atlas, dictionnaires, inventaires

Ajayi Jacob Festus Ade, Crowder Michael, Coquery-Vidrovitch Catherine, Laclavère Georges et Ki-Zerbo Joseph, *Atlas historique de l'Afrique*, traduit par Monique Chajmowicz et Maud Sissung, Paris, Les éd. du Jaguar, 1988, 174 p.

Almeida Damien d', *Premier répertoire des archives nationales de Guinée: Série A à série N, 1720-1935*, Conakry, Institut national de recherches et de documentation, 1962, 224 p.

Archives nationales, *Inventaire des archives coloniales*, Paris, France : la Documentation française, 1977.

Agostino M., *Textes d'histoire contemporaine: Le XIXe siècle*, [s.l.], Presses Univ de Bordeaux, 1983, 268 p.

Bah Mouctar Thierno, *Inventaire des cartes, plans, croquis et itinéraires conservés dans les dossiers des Archives du Sénégal, à Dakar*, Dakar, Sénégal : Archives du Sénégal, 1967, 196 p.

Becker Charles et Diouf Mamadou, *Inventaire de travaux académiques pour le Colloque de l'Association des Historiens Sénégalais*, Dakar, 1982, 19 p.

Brasseur-Marion Paule et Maurel Jean François, *Les sources bibliographiques de l'Afrique de l'ouest d'expression française*, Dakar, 1967.

Brasseur-Marion Paule, *Bibliographie générale du Mali: (anciens Soudan français et Haut-Sénégal-Niger)*, Dakar, IFAN, 1964, 1, n° 16, 461 p.

Brasseur-Marion Paule, *Bibliographie générale du Mali: 1961-1970*, Dakar, IFAN, Nouvelles éditions africaines, 1976, n° 2, 284 p.

Broc Numa, George Pierre et Cornevin Robert, *Dictionnaire illustré des explorateurs et grands voyageurs français du XIXe siècle*, Paris, Éd. du CTHS, 1988, 346 p.

Brunet Roger, Théry Hervé et Ferras Robert, *Les mots de la géographie: dictionnaire critique*, Montpellier, RECLUS, 1993, 518 p.

Caniart Valérie, « Eugène-Jean Duval, Aux sources officielles de la colonisation française, tome 1, Études », *Revue historique des armées*, n° 252, 15 septembre 2008.

Caniart Valérie, « La sous-série 5 H : les archives de l'Afrique occidentale française », *Revue historique des armées*, n° 250, 15 mars 2008, p. 129-131.

Charpy Jacques et Afrique occidentale française. Service des archives, *Répertoire des archives: affaires politiques, administratives et musulmanes, Soudan, 1821-1920*, Rufisque Sénégal, Impr. du Gouvernement général, 1954, 43 p.

Charpy Jacques et Afrique occidentale française. Service des archives, *Répertoire des*

- archives: série G*, Rufisque Sénégal, Impr. du Gouvernement général, 1954 , 58 p.
- Charpy Jacques, *Gouvernement général de l'Afrique occidentale française. Répertoire des archives: Série D. Affaires militaires, 1763-1920*, Rufisque, Impr. du Gouvernement général, 1956, 90 p.
- Diop Papa Momar et Thiam Iba Der, *Guide des archives du Sénégal colonial*, Paris, France : l'Harmattan, 2011 (Études africaines (Paris. 1996), ISSN 1274-9710, /1), 226 p. ISBN : 978-2-296-54472-7.
- Geffroy Michel, Sibille Claire, France. Service historique de l'armée de terre et Centre d'histoire et d'études des troupes d'outre-mer (dirs.), *Inventaire des archives des troupes d'outre-mer*, Fréjus, France : Centre d'histoire et d'études des troupes d'outre-mer, 1999, 299 p.
- Grandidier Guillaume, *Atlas des Colonies françaises, protectorats et territoires sous mandat de la France*, Paris, impr. Dufrénoy, 1933 1932.
- Grandidier Guillaume, Joucla Edmond et Maupoil M., *Bibliographie générale des colonies françaises*, Paris, Société d'éditions Géographiques, Maritimes et Coloniales, 1937, 704 p.
- Ki-Zerbo Joseph, *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, France : UNESCO, 2011 (/1), 858 p.
- Klein Jean-François, Singaravélou Pierre, Suremain Marie-Albane de et Goff Fabrice Le, *Atlas des empires coloniaux: XIXe-XXe siècles*, Paris, Autrement, 2012, 96 p.
- Larousse Pierre, *Grand dictionnaire universel du XIXe siècle.... Tome 1 / par M. Pierre Larousse...*, Paris, Larousse , 1890 1867.
- Dulucq Sophie, Klein Jean-François, Stora Benjamin (dirs.), *Les mots de la colonisation*, Toulouse, Presses Univ. du Mirail, 2008, 132 p.
- Mbaye Ousmane, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & histoire*, vol. 7, n° 1, 1 septembre 2010, p. 291-299.
- Mbaye Saliou, « Sources de l'histoire africaine aux XIXe et XXe siècles », *Bibliothèque de l'école des chartes*, vol. 162, n° 2, 2004, p. 483-496.
- Mbaye Saliou, *Guide des archives de l'Afrique Occidentale Française*, Dakar, Archives du Sénégal, 1990.
- Ndiayé Abdoulaye Gamby et Archives nationales, *Répertoires des archives: sous série 2G*, Dakar, Archives du Sénégal, 2001, 412 p.
- Rey-Courtel Anne-Lise, Houriez Elisabeth, Henrat Philippe et Archives nationales, *État des inventaires / Archives nationales. - Paris: Archives nationales : diffusion la Documentation française, 1985 - Les Archives nationales*, Paris, Archives nationales, 2000 , 132 p.
- Saint-Martin Yves-Jean, *Une Source de l'histoire coloniale du Sénégal: les Rapports de situation politique, 1874-1891*, Dakar, Université de Dakar, 1966, 173 p.

Service historique de l'armée de terre et Centre militaire d'information et de documentation sur l'Outre-mer, *Inventaire des archives du Centre militaire d'information et de documentation sur l'Outre-Mer: sous-série 15 H*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1987, 139 p.

Zidouemba Dominique Hado, *Les Sources de l'histoire des frontières de l'Ouest africain*, Dakar, Les Nouvelles Editions Africaines, 1977.

Histoire de l'Afrique, généralités, historiographie

Ajayi J. F. Ade, *Histoire générale de l'Afrique: L'Afrique au XIXe siècle jusqu'à vers les années 1880*, UNESCO, 1996, 907 p.

Albenque Alexandre, « Note sur les Dialonké au Sénégal (département de Kédougou). », *Cahiers du Centre de recherches anthropologiques*, vol. 2, n° 1, 1967, p. 149-169.

Amselle Jean-Loup et M'Bokolo Elikia, *Au cœur de l'ethnie: ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, France, 1999, 225 p.

Amselle Jean-Loup, « De la déconstruction de l'ethnie au branchement des cultures : un itinéraire intellectuel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 185, n° 5, 21 février 2011, p. 96-113.

Bah Thierno Mouctar, *Architecture militaire traditionnelle en Afrique de l'Ouest: du XVIIe à la fin XIXe siècle*, Paris, l'Harmattan, 2012, 281 p.

Barry Boubacar, *La Sénégambie du XVe au XIXe siècle: traite négrière, Islam et conquête coloniale*, Paris, l'Harmattan, 1988, 431 p.

Barth Fredrik (dir.), *Ethnic groups and boundaries: the social organization of culture difference*, Long Grove, Ill., Waveland Press, 1998, 153 p.

Barth Fredrik, *Théories de l'ethnicité*, traduit par Poutignat Philippe, Streiff-Fenart Jocelyne, Paris, Presses universitaires de France, 2008, 304 p.

Bernussou Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger: de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS : Université de Toulouse-Le Mirail, 2009, 556 p.

Chailley Marcel et Deschamps Hubert, *Histoire de l'Afrique Occidentale française: 1638-1959*, Paris, Éd. Berger-Levrault, 580 p.

Chrétien Jean-Pierre et Prunier Gérard, *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 2003, 435 p.

Chrétien Jean-Pierre et Triaud Jean-Louis, *Histoire d'Afrique: les enjeux de mémoire*, Paris, Éd. Karthala, 503 p.

- Chrétien Jean-Pierre, *Le défi de l'ethnisme: Rwanda et Burundi*, Paris, Karthala, 2012, 241 p.
- Collectif, *Afrique plurielle, Afrique actuelle: hommage à Georges Balandier*, Paris, Karthala, 1986, 272 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine et Laboratoire Sociétés en développement études transdisciplinaires, *Cahier - Groupe Afrique noire. Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, 2004, 280 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine et Moniot Henri, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2005, 391 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, « Anthropologie politique et histoire de l'Afrique noire », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 24, n° 1, 1969, p. 142-163.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, *Afrique noire: permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985, 440 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille, Agone, 2009, 190 p.
- Dulucq Sophie et Zytnicki Colette, *Décoloniser l'histoire?: de « l'histoire coloniale » aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique*, Saint-Denis, Publ. de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2003, 176 p.
- Dulucq Sophie, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale, XIXe-XXe siècles*, Paris, Karthala, 2009, 330 p.
- Goerg Odile et Pondopoulo Anna, *Islam et sociétés en Afrique subsaharienne à l'épreuve de l'histoire: un parcours en compagnie de Jean-Louis Triaud*, Paris, Karthala, 2012, 495 p.
- Hugon Anne, *L'Afrique des explorateurs*, Paris, Gallimard, 176 p.
- Julien Charles-André, Morsy Magali, Coquery-Vidrovitch Catherine, Person Yves (dirs.), *Les Africains*, Paris, Ed. Jeune Afrique, 1977.
- Kesteloot Lylian, Dieng Bassirou, *Les épopées d'Afrique noire*, Paris, Karthala : Unesco, 2009, 626 p.
- Ki-Zerbo Joseph et Braudel Fernand, *Histoire de l'Afrique noire: d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978, 731 p.
- Ki-Zerbo Joseph, Muḥtār Muḥammad Ġamāl al-Dīn, Boahen Albert Adu et Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique (dirs.), *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco : Nouvelles Editions Africaines, 1980.
- Lydon Ghislaine, *Le temps des marabouts: itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française, v. 1880-1960*, Paris, Karthala, 2012, 583 p.
- M'Bokolo Elikia (dir.), *Afrique noire: histoire et civilisations. Tome 2, Du XIXème siècle à nos jours*, Paris, Hatier, 2008, 587 p.

- M'Bokolo Elikia (dir.), *Afrique noire: histoire et civilisations. Tome 1, Jusqu'au XVIIIème siècle*, Paris, Hatier, 2008, 496 p.
- M'Bokolo Elikia, *Des missionnaires aux explorateurs: les Européens en Afrique*, Paris, Présence africaine : Agence de coopération culturelle et technique, 1988, 111 p.
- Pajot Florian et Dulucq Sophie, *Joseph Ki-Zerbo: itinéraire d'un intellectuel africain au XXe siècle*, Paris, l'Harmattan, 2007, 196 p.
- Person Yves (dir.), *Etat et société en Afrique noire: Actes*, Paris, France : Société française d'histoire d'outre-mer, 1981, 517 p.
- Robin Hivert Émilie, Soutou Georges-Henri et Association des Internationalistes, *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, Presses universitaires Paris Sorbonne, 2012, 284 p.
- Robinson David, *La Guerre sainte d'Al-Hajj Umar: le Soudan occidental au milieu du XIXe siècle*, traduit par Henry TOURNEUX et Jean-Claude VUILLEMIN, Paris, Karthala, 1988, 413 p.
- Robinson David, *Les sociétés musulmanes africaines: configurations et trajectoires historiques*, traduit par Roger Meunier, Paris, Karthala, 2010, 310 p.
- Saaïdia Oissila et Zerbin Laurick, *La construction du discours colonial: l'empire français aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Karthala, 2009, 266 p.
- Sibeud Emmanuelle, « La naissance de l'ethnographie africaniste en France avant 1914 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 34, n° 136, 1994, p. 639-658.
- Suremain Marie-Albane de, *L'Afrique en revues: le discours africaniste français, des sciences coloniales aux sciences sociales*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, Lille : Atelier national de Reproduction des Thèses, 2003.
- Terray Emmanuel, « Sociétés segmentaires, chefferies, Etats: acquis et problèmes », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 19, n° 1, 1985, p. 106.
- Vansina Jan, Leydesdorff Selma et Tonkin Elizabeth, *Oral tradition: a study in historical methodology*, traduit par H. M Wright, New Brunswick, Royaume-Uni, [s.n.], 2006, 226 p.
- Villasante Cervello Mariella, Beauvais Christophe de et Coquery-Vidrovitch Catherine, *Colonisations et héritages actuels au Sahara et au Sahel: problèmes conceptuels, état des lieux et nouvelles perspectives de recherche*, Paris, L'Harmattan, 2007, 553 p.

Exploration et colonisation de l'Afrique

- Agbobli Atsute Kokouvi, *La politique française de pénétration en Sénégambie et au Soudan occidental de 1863 à 1883*, Thèse de 3e cycle, dir. Yves Person, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, France, 1973, 773 p.
- Amselle Jean-Loup et Sibeud Emmanuelle, *Maurice Delafosse: entre orientalisme et ethnographie*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1998, 319 p.
- Andurain Julie d', « La « petite guerre » africaine, entre conquête, contre-guérilla et contre-insurrection (1880-1900) », *Revue historique des armées*, n° 268, 2012, p. 23-31.
- Andurain Julie d', Thorette Bernard et Frémeaux Jacques, *La capture de Samory, 1898: l'achèvement de la conquête de l'Afrique de l'Ouest*, Saint-Cloud, Soteca, 2012, 208 p.
- Barjot Dominique et Frémeaux Jacques (dirs.), *Les sociétés coloniales à l'âge des empires: des années 1850 aux années 1950*, Paris, CNED : SEDES, 2012, 400 p.
- Benoît Camille, Exposition coloniale et France. Service géographique de l'armée, *Histoire militaire de l'Afrique occidentale française*, Panazol, Lavauzelle, 2003, 895 p.
- Bernus Edmond, Boilley Pierre, Clauzel Jean et Triaud Jean-Louis (dirs.), *Nomades et commandants: administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 1993, 246 p.
- Besse Jean-Marc, Blais Hélène et Surun Isabelle (dir.), *Naissances de la géographie moderne (1760-1860). Lieux, pratiques et formation des savoirs de l'espace*, ÉNS Éditions, 2010, 288 p.
- Blais Hélène, « Coloniser l'espace : territoires, identités, spatialité », *Genèses*, n° 74, n° 1, 27 avril 2009, p. 145-159.
- Blais Hélène, Deprest Florence et Singaravélou Pierre (dirs.), *Territoires impériaux: une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 336 p.
- Bouche Denise, *Les villages de liberté en Afrique noire française, 1887-1910*, [s.l.] : Mouton & Co., 1968, 302 p.
- Brunschwig Henri, « Scramble et Course au Clocher », *The Journal of African History*, Vol. 12, n° 1, 1971, pp. 139-141.
- Brunschwig Henri, *L'Afrique noire au temps de l'Empire français*, Paris, Denoël, 1988, 280 p.
- Brunschwig Henri, *Le partage de l'Afrique noire*, Paris, Flammarion, 2009, 186 p.
- Chailley Marcel, *Les grandes missions françaises en Afrique occidentale*, Dakar, I.F.A.N., 1953, 145 p.

- Claval Paul et Lacoste Yves, *L'empire des géographes: géographie, exploration et colonisation, XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, 2008, 287 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine (dir.), *La découverte de l'Afrique: l'Afrique noire atlantique des origines au XVIIIe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, 252 p.
- Cuttier Martine, *Armée coloniale, pouvoir politique et société civile en France et en Afrique occidentale: le cas de Louis Archinard*, Thèse de doctorat, dir. Pierre Boulègue, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Atelier national de Reproduction des Thèses, 2006.
- Cuttier Martine, *Portrait du colonialisme triomphant: Louis Archinard (1850-1932)*, Panazol, Lavauzelle, 2006, 583 p.
- David Philippe, *Ernest Noiro, 1851-1913: un administrateur colonial hors normes*, Paris, Karthala, 2012, 320 p.
- Delafosse Maurice, Blachère Jean-Claude et Little Roger, *Broussard ou Les états d'âme d'un colonial: suivis de ses propos ou opinions*, Paris, l'Harmattan, 2012, 212 p.
- Delafosse Maurice, *Broussard ou les états d'âme d'un colonial suivis de ses propos et opinions*, Paris, Larose, 1923, 258 p.
- Delavignette Robert et Balthazar-Bernard Germaine, *Afrique Occidentale française*, Paris, Société d'Editions Géographiques, Maritimes et Coloniales, 1931, 244 p.
- Delavignette Robert, *Soudan français: (notes d'un broussard)*, Paris, Plon, 1929.
- Deschamps Hubert, *L'Europe découvre l'Afrique: Afrique occidentale, 1794-1900*, Paris, Berger-Levrault, 1967, 282 p.
- Dramé Patrick Papa, *L'impérialisme colonial français en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 585 p.
- Dulucq Sophie et Soubias Pierre (dirs.), *L'espace et ses représentations en Afrique subsaharienne: approches pluridisciplinaires*, Paris, Karthala, 2004, 256 p.
- Dulucq Sophie et Zytynski Colette (dirs.), *Outre-mers (Saint-Denis), Savoirs autochtones et écritures de l'histoire en situation coloniale, XIXe-XXe siècles*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 2006, 20 p.
- Ecole normale supérieure. Colloque, *Sciences de l'homme et conquête coloniale: constitution et usages des sciences humaines en Afrique, XIXème -XXème siècles*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1980, 238 p.
- Frémeaux Jacques, *De quoi fut fait l'empire: les guerres coloniales au XIXe siècle*, Paris, CNRS éditions, impr. 2009, 576 p.
- Frémeaux Jacques, *L'Afrique à l'ombre des épées: 1830-1930*, Paris, Service historique de l'armée de terre, 1995, 311 p.
- Garonne Christophe, *Les personnels indigènes en A.O.F.: les interprètes 1850-1938*, Mémoire de maîtrise, dir. Jean-Louis Triaud, Université de Provence, 1995, 179 p.

- Girardet Raoul, *L'idée coloniale en France: de 1871 à 1962*, Paris, Hachette littératures, 2007, 506 p.
- Hugon Anne, *L'Afrique des explorateurs*, Paris, Gallimard, 176 p.
- Joly Vincent, *Guerres d'Afrique: 130 ans de guerres coloniales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 336 p.
- Kanya-Forstner Alexander Sydney, *The Conquest of the Western Sudan: a study in French military imperialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, 297 p.
- Laboulais Isabelle (dir.), *Comblent les blancs de la carte: modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVIe-XXe siècle)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004, 314 p.
- Lawrance Benjamin Nicholas, Osborn Emily Lynn et Roberts Richard L (dirs.), *Intermediaries, interpreters, and clerks: African employees in the making of colonial Africa*, Madison, Wis., The University of Wisconsin Press, 2006, 332 p.
- Leroy Benjamin, « Les troupes de marine en Afrique à la fin du XIXe siècle: le cas du Soudan français », *Revue historique des armées*, n° 247, 15 juin 2007, p. 114-123.
- Luizard Pierre-Jean (dir.), *Le choc colonial et l'islam: les politiques religieuses des puissances coloniales en terres d'islam*, Paris, la Découverte, 2006, 546 p.
- M'Bokolo Elikia, *Des missionnaires aux explorateurs: les Européens en Afrique*, Paris, Présence africaine, 111 p.
- Martonne Édouard de et Martin Jean, *Les Armes et les services dans la conquête, la pacification et la mise en valeur des colonies. 8, La carte de l'Empire colonial français*, Paris, impr. de G. Lang, 1931.
- Meniaud Jacques et Roume Ernest, *Les pionniers du Soudan avant, avec et après Archinard, 1879-1894*, Paris, Société des publications modernes, 1931, 554 p.
- Michel Marc, *Galliéni*, Paris, Fayard, 1989, 363 p.
- Pondopoulo Anna, *Les Français et les Peuls: histoire d'une relation privilégiée*, Paris, les Indes savantes, 2009, 314 p.
- Pondopoulo Anna, *Les représentations françaises sur les Peuls et les Haalpulaar'en (« Toucouleurs ») du XVIIIe au début du XXe: des stéréotypes à la connaissance scientifique*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, 2004, 414 p.
- Saaïdia Oissila et Zerbini Laurick, *La construction du discours colonial: l'empire français aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Karthala, 2009, 266 p.
- Schirmer H., « La France et les voies de pénétration au Soudan », *Annales de Géographie*, vol. 1, n° 1, 1892, p. 9-32.

- Sibeud Emmanuelle, « La naissance de l'ethnographie africaniste en France avant 1914 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 34, n° 136, 1994, p. 639-658.
- Sibeud Emmanuelle, *la construction des savoirs africanistes, 1878-1930.*, Thèse de doctorat, dir. Elikia M'Bokolo, Université EHESS Paris, 1999, 855 p.
- Singaravélou Pierre et Charle Christophe, *Professer l'Empire: les « sciences coloniales » en France sous la IIIe République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 409 p.
- Suremain Marie-Albane de, *L'Afrique en revues: le discours africaniste français, des sciences coloniales aux sciences sociales*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, Lille : Atelier national de Reproduction des Thèses, 2003.
- Surun Isabelle, « Du texte au terrain: reconstituer les pratiques des voyageurs (Afrique occidentale, 1790-1880) », *Sociétés & Représentations*, n° 21, n° 1, 1 mars 2006, p. 213-223.
- Surun Isabelle, « L'exploration de l'Afrique au XIXe siècle: une histoire pré coloniale au regard des postcolonial studies », *Revue d'histoire du XIXe siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle*, n° 32, 1 juin 2006, p. 11-17.
- Surun Isabelle, « Les figures de l'explorateur dans la presse du XIXe siècle », *Le Temps des médias*, n° 8, n° 1, 1 mars 2007, p. 57-74.
- Surun Isabelle, *Géographies de l'exploration: la carte, le terrain et le texte: Afrique occidentale, 1780-1880*, Thèse de doctorat, dir. Daniel Nordman, EHESS, Paris, 2003.
- Terray Emmanuel, « Sociétés segmentaires, chefferies, Etats: acquis et problèmes », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 19, n° 1, 1985, p. 106.
- Thobie Jacques, Meynier Gilbert et Coquery-Vidrovitch Catherine, *Histoire de la France coloniale*, Paris, A. Colin, 1990, 654 p.
- Venayre Sylvain, *Panorama du voyage, 1780-1920: mots, figures, pratiques*, Paris, les Belles Lettres, 2012, 651 p.
- Villasante Cervello Mariella, Beauvais Christophe de et Coquery-Vidrovitch Catherine, *Colonisations et héritages actuels au Sahara et au Sahel: problèmes conceptuels, état des lieux et nouvelles perspectives de recherche*, Paris, L'Harmattan, 2007, 553 p.
- Wesseling Hendrik Lodewijk, *Le partage de l'Afrique, 1880-1914*, traduit par Patrick Grilli, Paris, Denoël, 1996, 572 p.

Géographie de l'Afrique, généralités

- Antil Alain, *Le territoire d'Etat en Mauritanie: genèse, héritage, représentations*, Thèse de doctorat géographie, dir. Denis Retaillé, Université de Rouen, Lille : Atelier national de Reproduction des Thèses, 2000, 501 p.
- Aquarone Marie-Christine, *Les frontières du refus: six séparatismes africains*, Paris, Éd. nationales de la recherche scientifique, 1987, 133 p.
- Bach Daniel, *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 1998, 319 p.
- Bennafla Karine, « La fin des territoires nationaux ? », *Politique africaine*, N° 73, n° 1, 1 mars 1999, p. 25-49.
- Bennafla Karine, *Le commerce frontalier en Afrique centrale: acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala, 2002, 374 p.
- Bernard Augustin, *Géographie universelle. Tome XI, 2^{ème} partie : Afrique septentrionale et occidentale*, Paris, A. Colin, 1939, 531 p.
- Brunet Roger (dir.), *Géographie universelle / Belin : RECLUS, 1994-. Les Afriques au sud du Sahara*, Paris, Belin, 1994, 480 p.
- Courade Georges (dir.), *L'Afrique des idées reçues*, Paris, Belin, 2006, 399 p.
- Crotté-Brault Kévin, « Football, nation et identités en Afrique du Sud », *Les Cahiers d'Outre Mer*, n° 250, n° 2, 12 octobre 2010, p. 191-210.
- D'Alessandro-Scarpari Cristina et Retaillé Denis, *Géographes en brousse: un métissage spatial entre discours et pratiques*, Paris, l'Harmattan, 2005, 375 p.
- Debie Jean, « Géohistoire d'un tracé technique : frontières et réseaux en Afrique de l'ouest continentale « francophone » », *Flux*, n° 70, n° 4, 31 mars 2008, p. 49-58.
- Dubresson Alain, Moreau Sophie, Raison Jean-Pierre et Steck Jean-Fabien, *L'Afrique subsaharienne: une géographie du changement*, Paris, A. Colin, 2011, 269 p.
- Gallais Jean, « Signification du groupe ethnique au Mali », *L'Homme*, vol. 2, n° 2, 1962, p. 106-129.
- Gallais Jean, *Hommes du Sahel: espaces-temps et pouvoirs*, Paris, Flammarion, 1984, 289 p.
- Grätz Tilo, « Les frontières de l'orpaillage en Afrique occidentale », *Autrepart*, n° 30, n° 2, juin 2004, p. 135-150.
- Hardy Georges et Berr Henri, *La politique coloniale et le partage de la terre aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Albin Michel, 1937, 499 p.
- Hardy Georges et Deffontaines Pierre, *Géographie et Colonisation*, Paris, Gallimard, 1933, 207 p.

- Hérodote* , « Élisée Reclus. Un géographe libertaire » Numéro spécial, 3^{ème} trimestre 1981, n° 22.
- Igué Ogunsola John et Zinsou-Klassou Kossiwa, *Frontières, espaces de développement partagé*, Paris, Karthala, 2010, 212 p.
- Igué Ogunsola John, *L'Afrique de l'Ouest entre espace, pouvoir et société: une géographie de l'incertitude*, Paris, Karthala, 2006, 555 p.
- Konaté Famagan-Oulé, Ngotta N'Guessan, Ndembou Samuel, *Population et mobilités géographiques en Afrique* Paris, Karthala, 2010, 218 p.
- Lima Stéphanie, « La frontière « impossible » ? Espace mobile, frontière et territoire. Le cas de la région de Kayes (Mali) », *Espace populations sociétés*, n°2, , 2005, pp. 277-291.
- Malte-Brun Conrad, *Géographie complète et universelle, Nouvelle édition, continuée jusqu'à nos jours d'après les documents scientifiques les plus récents, les derniers voyages et les dernières découvertes, mise à la portée des gens du monde, par V.-A. Malte-Brun (fils)*, Tome 4, Paris, Morizot, 1856.
- Mbodj Faty Bineta, *Boom aurifère à l'est du Sénégal; l'ouest du Mali et au nord-est de la Guinée*, Thèse de doctorat géographie, dir. Roland Pourtier et Omar Diop, Université Paris I Panthéon-Sorbonne et Gaston Berger Saint-Louis du Sénégal, 2011.
- Nassa Dabié Désiré Axel, « Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire dans un contexte de crise », *Les Cahiers d'Outre Mer*, n° 251, n° 3, 7 décembre 2010, p. 461-483.
- Piermay Jean-Luc, « Nouvelles frontières ? », *Outre-Terre*, n° 11, n° 2, 1 mai 2005, p. 57-71.
- Pourtier Roland, « Nommer l'espace. L'émergence de l'État territorial en Afrique noire », *L'espace géographique*, n°4, 1983, pp. 293-304.
- Pourtier Roland, Borne Dominique et Scheibling Jacques, *Afriques noires*, Paris, Hachette supérieur, 2010, 286 p.
- Raison Jean-Pierre et Magrin Géraud, *Des fleuves entre conflits et compromis: essais d'hydropolitique africaine*, Paris, Karthala, 299 p.
- Reclus Élisée, *Nouvelle géographie universelle : la terre et les hommes. Vol. 12 / par Élisée Reclus...*, Paris, Hachette, 1887.
- Sall Ebrima, *Sénégal, territoires, frontières, espaces et réseaux sociaux*, Talence, Centre d'étude d'Afrique noire, 1992, 28 p.
- Weulersse Jacques, *L'Afrique noire: précédée d'une Vue d'ensemble sur le continent africain*, Paris, A. Fayard, 1934, 484 p.

Généralités sur les frontières

- Ancel Jacques et Siegfried André, *Géographie des frontières*, Paris, Gallimard, 1938, 209 p.
- Bouquet Christian, Velasco-Graciet Hélène (dirs.), *Tropisme des frontières, approche pluridisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, 290 p.
- Bouquet Christian, Velasco-Graciet Hélène et Foucher Michel, *Regards géopolitiques sur les frontières*, Paris, l'Harmattan, 2007, 231 p.
- Douzet Frédérick, Giblin-Delvallet Béatrice (dirs.), *Des frontières indépassables ? : des frontières d'Etat aux frontières urbaines*, Paris, A. Colin, 2013, 314 p.
- Durand Marie-Françoise, Lévy Jacques, Retailé Denis et Gimeno Roberto, *Le monde, espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques : Dalloz, 1993, 596 p.
- Febvre Lucien, *Pour une histoire à part entière*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1982, 859 p.
- Foucher Michel, « Actualité et permanence des frontières », *Médium*, vol. N°24-25, n° 3, 1 juin 2010, p. 12-34.
- Foucher Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, Paris, France : Fayard, 1991, 691 p.
- Foucher Michel, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2012, 219 p.
- Gottmann Jean et Muscarà Luca, *La politique des États et leur géographie*, traduit par Katia Bienvenu, Paris, Éd. du CTHS, 261 p.
- L'Information géographique (Paris)*, *Géographie des conflits*, Paris, France : A. Colin, 2011, 127 p.
- Lacoste Yves, « Du jeu des frontières à l'apartheid », *Hérodote*, n° 41, Paris, 2e trimestre 1986, pp 3-11.
- Lacoste Yves, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, La Découverte, 2012, 245 p.
- Lacoste Yves, *La question post-coloniale: une analyse géopolitique*, Paris, Fayard, 2010, 432 p.
- Le Monde diplomatique, « Faut-il abolir les frontières ? », *Manière de voir*, n°128, avril-mai 2013.
- Nordman Daniel, « Géographie ou histoire d'une frontière : la frontière franco-belge », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 32, n° 3, 1977, p. 433-444.

Nordman Daniel, *Frontières de France: de l'espace au territoire*, Paris, Gallimard, 1998, 644 p.

Ratzel Friedrich, *Géographie politique*, traduit par Pierre Rusch, Genève, Éd. régionales européennes, 1988, 385 p.

Frontières africaines

Amaïzo Yves Ekoué et Ki-Zerbo Joseph, *L'Afrique est-elle incapable de s' unir?: lever l'intangibilité des frontières et opter pour un passeport commun*, Paris, [s.n.], 2002, 664 p.

Asiwaju Anthony I. et Adeniyi P. O (dirs.), *Borderlands in Africa: a multidisciplinary and comparative focus on Nigeria and West Africa*, Nigeria, University of Lagos press, 1989, 436 p.

Asiwaju Anthony I., «The Concepts of Frontier in the Setting of States in Pre-colonial Africa», *Présence africaine*, n° 127/128, 1983, pp. 43-49

Balaba Sire, *Géopolitique des frontières du sud-est du Sénégal (Kedoudou)*, Mémoire de maîtrise, Université Paris VIII-Saint Denis, Saint Denis, France, 1991, 100 p.

Bautzmann Alexis (dir.), *Diplomatie. Hors-série, ISSN 1959-4534. Géopolitique de l'Afrique de l'Ouest*, Lambesc, Areion, 2010, 96 p.

Benmessaoud Tredano Abdelmoughit, Bennani Mohamed et M'Bow Amadou Mahtar, *Intangibilité des frontières coloniales et espace étatique en Afrique*, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1989, 255 p.

Bennafla Karine, *La restructuration des espaces frontaliers en Afrique centrale*, Thèse de doctorat, dir. Jean-Luc Piermay, Université de Strasbourg I, Lille, Atelier national de Reproduction des Thèses, 2002.

Benoist Joseph-Roger de, *La Balkanisation de l'Afrique occidentale française*, [s.l.] : Nouvelles Éditions Africaines, 1979, 292 p.

Boutros Boutros-Ghali, *Les conflits de frontières en Afrique: étude et documents*, Paris, Éditions techniques et économiques, 1973, 158 p.

Brot Michel, *Les contacts à travers les frontières coloniales franco-britanniques en Afrique occidentale: 1900-1960*, Aix-en-Provence, Bouches-du-Rhône, [s.n.], 1988, 84 p.

Brot Michel, *Les Régions frontalières Guinée*, Thèse de doctorat, dir. Marc Michel, Université de Provence. Faculté des lettres et sciences humaines, France, 1994, 549 p.

Brownlie Ian, *African Boundaries: A Legal and Diplomatic Encyclopaedia*, [s.l.] : C. Hurst & Co. Publishers, 1979, 1394 p.

Comité mixte UNESCO-Comité international des sciences historiques, *Des frontières en Afrique du XIIIe au XXe siècle:*, Bamako, 1999, Paris, UNESCO, 2005, 324 p.

- Commission Régions africaines en crise, *Conflits en Afrique: analyse des crises et pistes pour une prévention*, Bruxelles, GRIP, 293 p.
- Congrès, *African boundaries: barriers, conduits and opportunities*, London, Royaume-Uni, Etats-Unis : [s.n.], 1996, 276 p.
- Copans Jean (dir.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, 2002, 730 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, « Frontières africaines et mondialisation », *Histoire@Politique*, n° 17, n° 2, 22 juin 2012, p. 149-164.
- Cour internationale de justice, *Affaire du différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*, La Hague, Pays-Bas : Cour Internationale de Justice., 2007 (Pleadings, oral arguments, documents (International Court of Justice).
- Dalberto Séverine Awenengo, « Frontières et indépendances en Afrique subsaharienne », *Afrique contemporaine*, vol. n°235, n° 3, 15 mars 2011, p. 73-83.
- Diallo Youssouf Hassane et Schlee Günther (dirs.), *L'ethnicité peule dans des contextes nouveaux: la dynamique des frontières*, Paris, Karthala, 2000, 255 p.
- Doumbia Yaya, *Le Règlement pacifique des conflits de frontières entre le Mali et les Etats limitrophes dans le cadre des principes fixés par l'Organisation de l'Unité Africaine*, Thèse. 3e cycle d'Administration internationale. Université Panthéon-Sorbonne Paris I. 1975, l'auteur, France, 1975.
- Dubois Colette, Michel Marc et Soumille Pierre, *Frontières plurielles, frontières conflictuelles en Afrique subsaharienne: actes du colloque États et frontières en Afrique subsaharienne, Aix-en-Provence, 7-9 mai 1998*, Paris, [s.n.], 2000, 460 p.
- Environnement et développement du Tiers Monde (dir.), *Les dynamiques transfrontalières en Afrique de l'Ouest: analyse des potentiels d'intégration de trois pays-frontières en Afrique de l'Ouest*, Ottawa, Ont., Canada, Sénégal, CRDI, 2007, 219 p.
- Falola Toyin et Usman Aribidesi Adisa (dirs.), *Movements, borders, and identities in Africa*, Rochester, NY, University of Rochester Press, 2009, 318 p.
- Fedangaï Jean, *Genèse et évolution des frontières africaines contemporaines: les frontières de l'Afrique équatoriale française*, Thèse de 3^{ème} cycle, dir. Jean-Louis Miège, Université de Provence, A.N.R.T, 1987.
- Fourage Gérard, *La frontière méridionale du Niger: de la ligne Say-Barroua à la frontière actuelle, 1890-1911*, Thèse de Doctorat, dir. Xavier Yakono, Université de Toulouse II, France, 1979.
- Gaudin Anne, *L'intangibilité des frontières africaines*, Mémoire de DEA de droit public, Université de Bordeaux I, 1988, 165 p.
- Guelaud Antoine, *Géopolitique des frontières africaines des confins du Sahara à l'Equateur*, Mémoire IEP Marseille III, 1988, 127 p.

- Hérodote (Paris), Le Jeu des frontières*, Paris, Ed. La Découverte, 1986, 163 p.
- Hien Pierre-Claver, *Le jeu des frontières en Afrique occidentale: cent ans de situations conflictuelles au Burkina Faso actuel (1886-1986)*, Thèse de Doctorat, dir. Claude-Hélène Perrot, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, Lille Atelier national de Reproduction des Thèses, 1997.
- Hiribaren Vincent, *Les frontières du Biafra de la colonisation à 1970*, Mémoire de Master recherche 2^{ème} année, dir. Pierre Boilley, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, 2007, 176 p.
- Imbert-Vier Simon, *Tracer des frontières à Djibouti: Des territoires et des hommes aux XIXe et XXe siècles*, [...], Karthala, 2011, 482 p.
- Jus Christelle, *Soudan français-Mauritanie, une géopolitique coloniale (1880-1963): tracer une ligne dans le sable*, Paris, L'Harmattan, 2003, 262 p.
- Kamara Mactar, *L' Organisation de l'Unité Africaine (OUA) / Union Africaine et le règlement des conflits territoriaux et frontaliers: contribution à l'étude de l'Utili possidetis en droit international public*, Thèse de doctorat droit international, dir. Yves Daudet, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, France, 2002, 535 p.
- Kopytoff Igor, *The African frontier: the reproduction of traditional African societies*, Bloomington, Indiana University Press, 1987, 288 p.
- Laboratoire Dynamique des sociétés en développement et Pluriel-Débat (dirs.), *Frontières: problèmes de frontières dans le Tiers-monde*, Paris, l'Harmattan, 1982, 203 p.
- Labrecque Georges, *Les différends territoriaux en Afrique: Règlement juridictionnel*, [s.l.], L'Harmattan, 2006, 486 p.
- Larémont Ricardo René (dir.), *Borders, nationalism, and the African state*, Boulder, Colo., Lynne Rienner Publishers, 2005, 351 p.
- Lefebvre Camille, *La frontière du Niger et de l'Algérie: 1850-1934*, Mémoire de maîtrise, dir. Pierre Boilley, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, 2002, 135 p.
- Lefebvre Camille, « Histoire des frontières du Niger », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 73, n° 1, 2004, p. 18-24.
- Lefebvre Camille, « La décolonisation d'un lieu commun », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 24, n° 1, 1 juillet 2011, p. 77-104.
- Lefebvre Camille, *Les frontières du Niger*, Mémoire DEA, dir. Pierre Boilley, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, France, 2003, 29 p.
- Lefebvre Camille, *Territoires et frontières: du Soudan central à la République du Niger*, Thèse de doctorat, dir. Pierre Boilley, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, 2008, 501+232 p.
- Luciani Olivier, *Fleuve et frontière en Afrique centrale de la fin du dix-neuvième siècle aux indépendances*, mémoire de DEA, dir. Marc Michel, Université de Provence, Aix-en-

Provence, 1996.

Marfaing Laurence et Wippel Steffen, *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine: un espace en constante mutation*, Paris, Karthala, 2003, 483 p.

Messan Adimado Martin, *Frontières contre les peuples en Afrique noire: le cas Ewé*, Thèse de 3e cycle, dir. Yves Person, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, France, 1975, 388 p.

Nordman Daniel, « De quelques catégories de la science géographique. Frontière, région et hinterland en Afrique du Nord (XIXe et XXe siècles) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 52, n° 5, 1997, p. 969-986.

Nordman Daniel, *La notion de frontière en Afrique du Nord: mythes et réalités (vers 1830 - vers 1912)*, Thèse de 3e cycle, dir. André Martel, Université de Montpellier III, 1975, 731 p.

Nordman Daniel, *Profils du Maghreb: frontières, figures et territoires (XVIIIe-XXe siècle, Royaume du Maroc*, Université Mohammed V, Faculté des lettres et des sciences humaines, 1996, 268 p.

Nugent Paul, *Smugglers, secessionists & loyal citizens on the Ghana-Togo frontier: the life of the borderlands since 1914*, Athens, Etats-Unis, Ohio University Press, 302 p.

Oddoux Jacqueline, *Frontières et ethnies en Afrique de l'Ouest: l'exemple du Sénégal*, Thèse de 3e cycle, dir. Marcel Merle, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, France, 1985.

Onana Mfege André Hubert, *Le Cameroun et ses frontières: une dynamique géopolitique complexe*, Paris, L'Harmattan, 2005, 286 p.

Person Yves, « L'Afrique Noire et ses frontières », *Revue d'Etudes Politiques Africaines*, n° 80, 1972, pp. 18-43.

Pourtier Roland, « Les géographes et le partage de l'Afrique », *Hérodote*, n° 41, Paris, 2e trimestre 1986, pp. 91-108.

Rouard de Card Edgard et France, *Traités de délimitation concernant l'Afrique française*, Paris, A. Pedone J. Gambès, 1910, 202 p.

Rouard de Card Edgard, *Traités de délimitation concernant l'Afrique française, avec 17 cartes des frontières. Supplément 1910-1913*, Paris, A. Pedone, 1913 1910.

Tollimi Abakar et Kuyu Mwisca Camille, *La résolution des conflits frontaliers en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2010, 249 p.

Velasco-Graciet Hélène et Bouquet Christian, *Les Cahiers d'Outre-mer, Frontières du Sud*, Bordeaux, Institut de géographie Louis Papy, 2003.

Wolputte Steven Van (dir.), *Borderlands and frontiers in Africa*, Zürich, Lit, 2013, 240 p.

Yakemtchouk Romain, *Les frontières africaines*, Paris, A. Pedone, 1970, 42 p.

Ouvrages sur l'histoire du Mali et de la Guinée

- Amselle Jean-Loup, « L'ethnicité comme volonté et comme représentation : à propos des Peul du Wasolon », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 42, n° 2, 1987, p. 465-489.
- Amselle Jean-Loup, *Histoire et organisation sociale d'une communauté marchande ouest-africaine: les Kooroko, Mali*, Thèse 3ème cycle de sociologie, dir. Georges Balandier, École pratique des hautes études, Paris, France, 1972, 228 p.
- Amselle Jean-Loup, *Histoire et structure sociale du Wasulu avant Samori. Congrès d'Etudes Manding, Londres*, London, Royaume-Uni : S.O.A.S. School of Oriental and African Studies, 1972, 14 p.
- Andreani Emmanuel, *Administration territoriale et modélisation coloniale: les débuts d'une politique raciale et l'évolution des frontières au Soudan français (1895-1904)*, Mémoire de maîtrise, dir. Jean Fremigacci, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1997, 160 p.
- Arcin André et Joseph, *Histoire de la Guinée française: rivières du sud, Fouta-Dialo, région du sud du Soudan*, Paris, A. Challamel, 1911, 752 p.
- Arcin André, *La Guinée française: races, religions, coutumes, production, commerce*, Paris, A. Challamel, 1907, 659 p.
- Barry Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation (conquête et mise en place de l'administration en Guinée)*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, France, 1992, 946 p.
- Barry Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation: conquête et mise en place de l'administration en Guinée*, 2 volumes, Paris, L'Harmattan, 965 p.
- Béavogui Facinet, *Contribution à l'histoire des Loma de la Guinée forestière de la fin du XIXe siècle à 1945*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, Lille : Atelier national de Reproduction des Thèses, 1992.
- Béavogui Facinet, *Les Toma (Guinée et Libéria) au temps des négriers et la colonisation française: XVIe-XXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2001, 208 p.
- Benoist Joseph-Roger de, *Le Mali*, Paris, L'Harmattan, 1998, 295 p.
- Boilley Pierre, *Les Kel Adagh: Un siècle de dépendances, de la prise de Tombouctou (1893) au Pacte national (1992)*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, France, 1994, 977 p.
- Boilley Pierre, *Les Touaregs Kel Adagh: dépendances et révoltes*, Paris, Karthala, 1999, 644 p.

- Borg Eric, *Du Soudan occidental au Soudan français: aspects et images de la colonisation française à travers les missions Gallieni (1879-1888)*, Mémoire de maîtrise, dir. Hélène d'Almeida-Topor, Université Paris XII Paris-Est Val de Marne, 1991.
- Brunschwig Henri, « Le docteur Colin, l'or du Bambouk et la « colonisation moderne » », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 15, N° 58, Paris, 1975, pp. 166-188.
- Camara Laye, *Le Haut-Niger vu à travers la tradition orale: Kuma Lafoloo Kuma, Kuma Koroo, Kuma Korootoola, Kuma*, Thèse de doctorat, dir. Yves Person, Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Département d'histoire, Sénégal, 1963, 342 p.
- Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger (Soudan français)... Le pays, les peuples, les langues, l'histoire, les civilisations*, 3 volumes, Paris, E. Larose, 1912, 428 p.
- Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger. Tome 1, Le pays, les peuples, les langues*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1972, 428 p.
- Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger. Tome 2, L'histoire*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1972, 428 p.
- Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger. Tome 3 Les civilisations*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1972, 316 p.
- Demougeot Antoine, *Notes sur l'Organisation Politique et Administrative du Labé : Avant et Depuis l'Occupation Française.*, Mémoires de l'Institut Français d'Afrique Noire, n° 6, Paris, Librairie Larose, 1944. 84 p.
- Diallo Alpha Mamadou, Barry Boubacar-Sid et Sané Pierre, *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 2009, 176 p.
- Diallo Thierno et Lambert Gilles, *Alfa Yaya: roi du Labé (Fouta Djallon)*, Paris, ABC, 1976, 89 p.
- Diallo Thierno, *Les institutions politiques du Fouta Dyalon au XIXe siècle: Fii laamu alsilaamaaku Fuuta Jaloo*, Dakar, Université de Dakar, Institut fondamental d'Afrique noire, 1972, 276 p.
- Diarrah Cheick Oumar, *Le défi démocratique au Mali*, Paris, L'Harmattan, 1996, 313 p.
- Doré Jean-Marie, *La résistance contre l'occupation coloniale en région forestière: Guinée, 1800-1930*, Paris, L'Harmattan, 2005, 311 p.
- Dupire Marguerite et Cantrelle Pierre, « L'endogamie des Peul du Fouta-Djallon », *Population*, vol. 19, n° 3, 1964, p. 529-558.
- Ganier Germaine, « Note sur Jean Bayol, 1849-1905 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 15, n° 58, 1975, p. 287-301.
- Goerg Odile, « Couper la Guinée en quatre ou comment la colonisation a imaginé l'Afrique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 111, n° 3, 1 juillet 2011, p. 73-88.

- Goerg Odile, *Commerce et colonisation en Guinée: 1850-1913*, Paris, L'Harmattan, 1986, 431 p.
- Goerg Odile, *Echanges, réseaux, marchés: l'impact colonial en Guinée (mi-XIXe-1913)*, Thèse 3e cycle, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, France, 1981.
- Groupe d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement et Université de Bamako. Faculté des langues arts et sciences humaines, *Mali - France: Regards sur une histoire partagée*, Paris, Karthala, 2005, 580 p.
- I Diallo Mamady, *Histoire d'une province du Wassolon guinéen: le cas du Djamaranke XVIIe-XVIIIe siècles*, Mémoire de master recherche 1^{ère} année, dir. Bertrand Hirsch, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2006, 60 p.
- Jansen Jan, *Epopée, histoire, société: le cas de Soundjata, Mali et Guinée*, Paris, Karthala, 2001, 307 p.
- Joly Vincent, *Le Soudan français de 1939 à 1945: une colonie dans la guerre*, Paris, Karthala, 2006, 653 p.
- Keita Raphaël Théophile, *Le Soudan, colonie française: institutions politiques et administratives du XVIe siècle à 1930*, Thèse d'état de Droit, dir. Gérard Boulvert, Université Paul Cézanne Aix-en-Provence, 1974, 567 p.
- Konaté Doulaye et Coquery-Vidrovitch Catherine, *Travail de mémoire et construction nationale au Mali*, Paris, L'Harmattan, 2006, 121 p.
- Leblan Vincent, « Contribution à l'histoire des paysages en Afrique de l'Ouest », *Cahiers d'études africaines*, N° 208, n° 4, 1 septembre 2012, p. 937-973.
- Machat J., *Guinée française: les rivières du sud et le Fouta-Diallon*, Paris, A. Challamel, 1906, 348 p.
- Maclaud Charles, *Étude sur la distribution géographique des races sur la côte occidentale d'Afrique, de la Gambie à la Mellacorée*, Paris, Impr. nationale, 1906, 40 p.
- Madrolle Claudius, *En Guinée*, Paris, France : AUPELF : CNRS : INLCO, 1978.
- Marty Paul, *L'Islam en Guinée : Fouta-Diallon*, Paris, E. Leroux, 1921.
- Mboyi Bongo Serge, *Recomposition politique dans la boucle du Niger et espace colonial: l'héritage umarien à l'épreuve de l'autorité française (1864-1919)*, Thèse de 3^{ème} cycle, dir. Pierre Boilley, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, France : Atelier national de Reproduction des Thèses, 2008.
- Meillassoux Claude, « Histoire et institutions du kafo de Bamako d'après la tradition des Niaré », *Cahiers d'études africaines*. Vol. 4, n°14, 1963, pp. 186-227.
- Niaoulé Dayoro Clément, *Colportage et commerce au Soudan français de 1894 à 1914*, Mémoire de maîtrise, dir. Henri Brunschwig, EHESS, 1980, 132 p.

- Osborn Emily Lynn, « Rubber Fever, Commerce and French Colonial Rule in Upper Guinée, 1890-1913 », *The Journal of African History*, Vol. 45, No. 3, 2004, pp. 445-465.
- Person Yves, « L'aventure de Porèkèrè et le drame de Waïma », *Cahiers d'études africaines*, vol. 5, n° 18, 1965, p. 248-316.
- Person Yves, « Les ancêtres de Samori », *Cahiers d'études africaines*, vol. 4, n° 13, 1963, p. 125-156.
- Person Yves, *Samori. Une révolution dyula*, Mémoires de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire, N° 80, Dakar, 1968, 1970, 1975, Trois Tomes, 2377 p.
- Richard-Molard Jacques, « Les traits d'ensemble du Fouta-Djalon », *Revue de géographie alpine*, tome 31, fascicule II, 1943, pp. 141-154.
- Richard-Molard Jacques, *Dans la brousse des Karamokos: le carnet de route de Jacques Richard-Molard, géographe en mission en Guinée, 1941-1942*, Paris, L'Harmattan, 2007, 124 p.
- Robinson David, *La Guerre sainte d'Al-Hajj Umar: le Soudan occidental au milieu du XIXe siècle*, traduit par Henry Tournoux et Jean-Claude Vuillemin, Paris, Karthala, 1988, 413 p.
- Rodet Marie, *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal (1900-1946)*, Paris, Karthala, 2009, 350 p.
- Saint-Martin Yves, « Un fils d'El Hadj Omar : Aguibou, roi du Dinguiray et du Macina (1843 ?-1907) », *Cahiers d'études africaines*, 1968, p. 144-178.
- Saint-Martin, *L'empire toucouleur*, Paris, Le Livre africain, 1970, 192 p.
- Sanankoua Bintou (dir.), *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest: le cas du Mali*, Paris Karthala, 2007, 242 p.
- Suret-Canale Jean, « La Fin de la chefferie en Guinée », *Journal of African History*, Vol. 7, n° 3, 1966, pp. 459-453
- Suret-Canale Jean, « La Guinée dans le système colonial », *Présence Africaine*, n°29, décembre 1959, pp. 9- 44.
- Suret-Canale Jean, *La République de Guinée*, Paris, Éd. sociales, 1970, 431 p.
- Traoré Amadou Seydou, *Le Mali et la Guinée: deux poumons d'un même corps*, Bamako, Editions « La Ruche à livres »/Librairie Traoré, 2006, 62 p.
- Viguié Pierre, *Sur les traces de René Caillié: le Mali de 1828 revisité*, Versailles, Éd. Quae, 2008, 158 p.

BIBLIOGRAPHIE ALPHABÉTIQUE

- Agbobli Atsute Kokouvi, *La politique française de pénétration en Sénégambie et au Soudan occidental de 1863 à 1883*, Thèse de 3^e cycle, dir. Yves Person, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, France, 1973, 773 p.
- Agostino M., *Textes d'histoire contemporaine: Le XIX^e siècle*, [s.l.], Presses Univ de Bordeaux, 1983, 268 p.
- Ajayi J. F. Ade, *Histoire générale de l'Afrique: L'Afrique au XIX^e siècle jusque vers les années 1880*, UNESCO, 1996, 907 p.
- Ajayi Jacob Festus Ade, Crowder Michael, Coquery-Vidrovitch Catherine, Laclavère Georges et Ki-Zerbo Joseph, *Atlas historique de l'Afrique*, traduit par Monique Chajmowicz et Maud Sissung, Paris, Les éd. du Jaguar, 1988, 174 p.
- Albenque Alexandre, « Note sur les Dialonké au Sénégal (département de Kédougou). », *Cahiers du Centre de recherches anthropologiques*, vol. 2, n^o 1, 1967, p. 149-169.
- Almeida Damien d', *Premier répertoire des archives nationales de Guinée: Série A à série N, 1720-1935*, Conakry, Institut national de recherches et de documentation, 1962, 224 p.
- Amaïzo Yves Ekoué et Ki-Zerbo Joseph, *L'Afrique est-elle incapable de s'unir?: lever l'intangibilité des frontières et opter pour un passeport commun*, Paris, [s.n.], 2002, 664 p.
- Amselle Jean-Loup et M'Bokolo Elikia, *Au cœur de l'ethnie: ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, France, 1999, 225 p.
- Amselle Jean-Loup et Sibeud Emmanuelle, *Maurice Delafosse: entre orientalisme et ethnographie*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1998, 319 p.
- Amselle Jean-Loup, « De la déconstruction de l'ethnie au branchement des cultures : un itinéraire intellectuel », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n^o 185, n^o 5, 21 février 2011, p. 96-113.
- Amselle Jean-Loup, « L'ethnicité comme volonté et comme représentation : à propos des Peul du Wasolon », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 42, n^o 2, 1987, p. 465-489.
- Amselle Jean-Loup, *Histoire et organisation sociale d'une communauté marchande ouest-africaine: les Kooroko, Mali*, Thèse 3^{ème} cycle de sociologie, dir. Georges Balandier, École pratique des hautes études, Paris, France, 1972, 228 p.
- Amselle Jean-Loup, *Histoire et structure sociale du Wasulu avant Samori. Congrès d'Etudes Manding, Londres*, London, Royaume-Uni : S.O.A.S. School of Oriental and African Studies, 1972, 14 p.
- Ancel Jacques et Siegfried André, *Géographie des frontières*, Paris, Gallimard, 1938, 209 p.

- Andreani Emmanuel, *Administration territoriale et modélisation coloniale: les débuts d'une politique raciale et l'évolution des frontières au Soudan français (1895-1904)*, Mémoire de maîtrise, dir. Jean Fremigacci, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1997, 160 p.
- Andurain Julie d', « La « petite guerre » africaine, entre conquête, contre-guérilla et contre-insurrection (1880-1900) », *Revue historique des armées*, n° 268, 2012, p. 23-31.
- Andurain Julie d', Thorette Bernard et Frémeaux Jacques, *La capture de Samory, 1898: l'achèvement de la conquête de l'Afrique de l'Ouest*, Saint-Cloud, Soteca, 2012, 208 p.
- Antil Alain, *Le territoire d'Etat en Mauritanie: genèse, héritage, représentations*, Thèse de doctorat géographie, dir. Denis Retaille, Université de Rouen, Lille : Atelier national de Reproduction des Thèses, 2000, 501 p.
- Aquarone Marie-Christine, *Les frontières du refus: six séparatismes africains*, Paris, Éd. nationales de la recherche scientifique, 1987, 133 p.
- Archives nationales, *Inventaire des archives coloniales*, Paris, France : la Documentation française, 1977.
- Arcin André et Joseph, *Histoire de la Guinée française: rivières du sud, Fouta-Dialo, région du sud du Soudan*, Paris, A. Challamel, 1911, 752 p.
- Arcin André, *La Guinée française: races, religions, coutumes, production, commerce*, Paris, A. Challamel, 1907, 659 p.
- Asiwaju Anthony I. et Adeniyi P. O (dirs.), *Borderlands in Africa: a multidisciplinary and comparative focus on Nigeria and West Africa*, Nigeria, University of Lagos press, 1989, 436 p.
- Asiwaju Anthony I., «The Concepts of Frontier in the Setting of States in Pre-colonial Africa», *Présence africaine*, n° 127/128, 1983, pp. 43-49
- Bach Daniel, *Régionalisation, mondialisation et fragmentation en Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 1998, 319 p.
- Bah Mouctar Thierno, *Inventaire des cartes, plans, croquis et itinéraires conservés dans les dossiers des Archives du Sénégal, à Dakar*, Dakar, Sénégal : Archives du Sénégal, 1967, 196 p.
- Bah Thierno Mouctar, *Architecture militaire traditionnelle en Afrique de l'Ouest: du XVIIe à la fin XIXe siècle*, Paris, l'Harmattan, 2012, 281 p.
- Balaba Sire, *Géopolitique des frontières du sud-est du Sénégal (Kedoudou)*, Mémoire de maîtrise, Université Paris VIII-Saint Denis, Saint Denis, France, 1991, 100 p.
- Barjot Dominique et Frémeaux Jacques (dirs.), *Les sociétés coloniales à l'âge des empires: des années 1850 aux années 1950*, Paris, CNED : SEDES, 2012, 400 p.

- Barry Boubacar, *La Ségambie du XVe au XIXe siècle: traite négrière, Islam et conquête coloniale*, Paris, l'Harmattan, 1988, 431 p.
- Barry Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation (conquête et mise en place de l'administration en Guinée)*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, France, 1992, 946 p.
- Barry Ismaël, *Le Fuuta-Jaloo face à la colonisation: conquête et mise en place de l'administration en Guinée*, 2 volumes, Paris, L'Harmattan, 965 p.
- Barth Fredrik (dir.), *Ethnic groups and boundaries: the social organization of culture difference*, Long Grove, Ill., Waveland Press, 1998, 153 p.
- Barth Fredrik, *Théories de l'ethnicité*, traduit par Poutignat Philippe, Streiff-Fenart Jocelyne, Paris, Presses universitaires de France, 2008, 304 p.
- Bautzmann Alexis (dir.), *Diplomatie. Hors-série, ISSN 1959-4534. Géopolitique de l'Afrique de l'Ouest*, Lambesc, Areion, 2010, 96 p.
- Béavogui Facinet, *Contribution à l'histoire des Loma de la Guinée forestière de la fin du XIXe siècle à 1945*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, Lille : Atelier national de Reproduction des Thèses, 1992.
- Béavogui Facinet, *Les Toma (Guinée et Libéria) au temps des négriers et la colonisation française: XVIe-XXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 2001, 208 p.
- Becker Charles et Diouf Mamadou, *Inventaire de travaux académiques pour le Colloque de l'Association des Historiens Sénégalais*, Dakar, 1982, 19 p.
- Benmessaoud Tredano Abdelmoughit, Bennani Mohamed et M'Bow Amadou Mahtar, *Intangibilité des frontières coloniales et espace étatique en Afrique*, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1989, 255 p.
- Bennafla Karine, « La fin des territoires nationaux ? », *Politique africaine*, N° 73, n° 1, 1 mars 1999, p. 25-49.
- Bennafla Karine, *La restructuration des espaces frontaliers en Afrique centrale*, Thèse de doctorat, dir. Jean-Luc Piermay, Université de Strasbourg I, Lille, Atelier national de Reproduction des Thèses, 2002.
- Bennafla Karine, *Le commerce frontalier en Afrique centrale: acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala, 2002, 374 p.
- Benoist Joseph-Roger de, *La Balkanisation de l'Afrique occidentale française*, [s.l.] : Nouvelles Éditions Africaines, 1979, 292 p.
- Benoist Joseph-Roger de, *Le Mali*, Paris, L'Harmattan, 1998, 295 p.
- Benoît Camille, Exposition coloniale et France. Service géographique de l'armée, *Histoire militaire de l'Afrique occidentale française*, Panazol, Lavauzelle, 2003, 895 p.

- Bernard Augustin, *Géographie universelle. Tome XI, 2^{ème} partie : Afrique septentrionale et occidentale*, Paris, A. Colin, 1939, 531 p.
- Bernus Edmond, Boilley Pierre, Clauzel Jean et Triaud Jean-Louis (dirs.), *Nomades et commandants: administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala, 1993, 246 p.
- Bernussou Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger: de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS : Université de Toulouse-Le Mirail, 2009, 556 p.
- Besse Jean-Marc, Blais Hélène et Surun Isabelle (dir.), *Naissances de la géographie moderne (1760-1860). Lieux, pratiques et formation des savoirs de l'espace*, ENS Éditions, 2010, 288 p.
- Blais Hélène, « Coloniser l'espace : territoires, identités, spatialité », *Genèses*, n° 74, n° 1, 27 avril 2009, p. 145-159.
- Blais Hélène, Deprest Florence et Singaravélou Pierre (dirs.), *Territoires impériaux: une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 336 p.
- Boilley Pierre, *Les Kel Adagh: Un siècle de dépendances, de la prise de Tombouctou (1893) au Pacte national (1992)*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, France, 1994, 977 p.
- Boilley Pierre, *Les Touaregs Kel Adagh: dépendances et révoltes*, Paris, Karthala, 1999, 644 p.
- Borg Eric, *Du Soudan occidental au Soudan français: aspects et images de la colonisation française à travers les missions Gallieni (1879-1888)*, Mémoire de maîtrise, dir. Hélène d'Almeida-Topor, Université Paris XII Paris-Est Val de Marne, 1991.
- Bouche Denise, *Les villages de liberté en Afrique noire française, 1887-1910*, [s.l.] : Mouton & Co., 1968, 302 p.
- Bouquet Christian, Velasco-Graciet Hélène (dirs.), *Tropisme des frontières, approche pluridisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, 290 p.
- Bouquet Christian, Velasco-Graciet Hélène et Foucher Michel, *Regards géopolitiques sur les frontières*, Paris, l'Harmattan, 2007, 231 p.
- Boutros Boutros-Ghali, *Les conflits de frontières en Afrique: étude et documents*, Paris, Éditions techniques et économiques, 1973, 158 p.
- Brasseur-Marion Paule et Maurel Jean François, *Les sources bibliographiques de l'Afrique de l'ouest d'expression française*, Dakar, 1967.
- Brasseur-Marion Paule, *Bibliographie générale du Mali: (anciens Soudan français et Haut-Sénégal-Niger)*, Dakar, IFAN, 1964, 1, n° 16, 461 p.
- Brasseur-Marion Paule, *Bibliographie générale du Mali: 1961-1970*, Dakar, IFAN, Nouvelles éditions africaines, 1976, n° 2, 284 p.

- Broc Numa, George Pierre et Cornevin Robert, *Dictionnaire illustré des explorateurs et grands voyageurs français du XIXe siècle*, Paris, Éd. du CTHS, 1988, 346 p.
- Brot Michel, *Les contacts à travers les frontières coloniales franco-britanniques en Afrique occidentale: 1900-1960*, Aix-en-Provence, Bouches-du-Rhône, [s.n.], 1988, 84 p.
- Brot Michel, *Les Régions frontalières Guinée*, Thèse de doctorat, dir. Marc Michel, Université de Provence. Faculté des lettres et sciences humaines, France, 1994, 549 p.
- Brownlie Ian, *African Boundaries: A Legal and Diplomatic Encyclopaedia*, [s.l.] : C. Hurst & Co. Publishers, 1979, 1394 p.
- Brunet Roger (dir.), *Géographie universelle / Belin : RECLUS, 1994-. Les Afriques au sud du Sahara*, Paris, Belin, 1994, 480 p.
- Brunet Roger, Théry Hervé et Ferras Robert, *Les mots de la géographie: dictionnaire critique*, Montpellier, RECLUS, 1993, 518 p.
- Brunschwig Henri , « Le docteur Colin, l'or du Bambouk et la « colonisation moderne » », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 15, N° 58, Paris, 1975, pp. 166-188.
- Brunschwig Henri, « Scramble et Course au Clocher », *The Journal of African History*, Vol. 12, n° 1, 1971, pp. 139-141.
- Brunschwig Henri, *L'Afrique noire au temps de l'Empire français*, Paris, Denoël, 1988, 280 p.
- Brunschwig Henri, *Le partage de l'Afrique noire*, Paris, Flammarion, 2009, 186 p.
- Camara Laye, *Le Haut-Niger vu à travers la tradition orale: Kuma Lafoloo Kuma, Kuma Koroo, Kuma Korootoola, Kuma*, Thèse de doctorat, dir. Yves Person, Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Département d'histoire, Sénégal, 1963, 342 p.
- Caniart Valérie, « Eugène-Jean Duval, Aux sources officielles de la colonisation française, tome 1, Études », *Revue historique des armées*, n° 252, 15 septembre 2008.
- Caniart Valérie, « La sous-série 5 H : les archives de l'Afrique occidentale française », *Revue historique des armées*, n° 250, 15 mars 2008, p. 129-131.
- Chailley Marcel et Deschamps Hubert, *Histoire de l'Afrique Occidentale française: 1638-1959*, Paris, Éd. Berger-Levrault, 580 p.
- Chailley Marcel, *Les grandes missions françaises en Afrique occidentale*, Dakar, I.F.A.N., 1953, 145 p.
- Charpy Jacques et Afrique occidentale française. Service des archives, *Répertoire des archives: affaires politiques, administratives et musulmanes, Soudan, 1821-1920*, Rufisque Sénégal, Impr. du Gouvernement général, 1954 , 43 p.
- Charpy Jacques et Afrique occidentale française. Service des archives, *Répertoire des archives: série G*, Rufisque Sénégal, Impr. du Gouvernement général, 1954 , 58 p.

- Charpy Jacques, *Gouvernement général de l'Afrique occidentale française. Répertoire des archives: Série D. Affaires militaires, 1763-1920*, Rufisque, Impr. du Gouvernement général, 1956, 90 p.
- Chrétien Jean-Pierre et Prunier Gérard, *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 2003, 435 p.
- Chrétien Jean-Pierre et Triaud Jean-Louis, *Histoire d'Afrique: les enjeux de mémoire*, Paris, Éd. Karthala, 503 p.
- Chrétien Jean-Pierre, *Le défi de l'ethnisme: Rwanda et Burundi*, Paris, Karthala, 2012, 241 p.
- Claval Paul et Lacoste Yves, *L'empire des géographes: géographie, exploration et colonisation, XIXe-XXe siècle*, Paris, Belin, 2008, 287 p.
- Collectif, *Afrique plurielle, Afrique actuelle: hommage à Georges Balandier*, Paris, Karthala, 1986, 272 p.
- Comité mixte UNESCO-Comité international des sciences historiques, *Des frontières en Afrique du XIIIe au XXe siècle: Bamako, 1999*, Paris, UNESCO, 2005, 324 p.
- Commission Régions africaines en crise, *Conflits en Afrique: analyse des crises et pistes pour une prévention*, Bruxelles, GRIP, 293 p.
- Congrès, *African boundaries: barriers, conduits and opportunities*, London, Royaume-Uni, Etats-Unis : [s.n.], 1996, 276 p.
- Copans Jean (dir.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, 2002, 730 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine (dir.), *La découverte de l'Afrique: l'Afrique noire atlantique des origines au XVIIIe siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, 252 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine et Laboratoire Sociétés en développement études transdisciplinaires, *Cahier - Groupe Afrique noire. Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, 2004, 280 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine et Moniot Henri, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2005, 391 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, « Anthropologie politique et histoire de l'Afrique noire », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 24, n° 1, 1969, p. 142-163.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, « Frontières africaines et mondialisation », *Histoire@Politique*, n° 17, n° 2, 22 juin 2012, p. 149-164.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, *Afrique noire: permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985, 440 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*, Marseille, Agone, 2009, 190 p.

- Cour internationale de justice, *Affaire du différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*, La Hague, Pays-Bas : Cour Internationale de Justice,, 2007 (Pleadings, oral arguments, documents (International Court of Justice).
- Courade Georges (dir.), *L'Afrique des idées reçues*, Paris, Belin, 2006, 399 p.
- Crotté-Brault Kévin, « Football, nation et identités en Afrique du Sud », *Les Cahiers d'Outre Mer*, n° 250, n° 2, 12 octobre 2010, p. 191-210.
- Cuttier Martine, *Armée coloniale, pouvoir politique et société civile en France et en Afrique occidentale: le cas de Louis Archinard*, Thèse de doctorat, dir. Pierre Boulègue, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Atelier national de Reproduction des Thèses, 2006.
- Cuttier Martine, *Portrait du colonialisme triomphant: Louis Archinard (1850-1932)*, Panazol, Lavauzelle, 2006, 583 p.
- D'Alessandro-Scarpari Cristina et Retailé Denis, *Géographes en brousse: un métissage spatial entre discours et pratiques*, Paris, l'Harmattan, 2005, 375 p.
- Dalberto Séverine Awenengo, « Frontières et indépendances en Afrique subsaharienne », *Afrique contemporaine*, vol. n°235, n° 3, 15 mars 2011, p. 73-83.
- David Philippe, *Ernest Noiro, 1851-1913: un administrateur colonial hors normes*, Paris, Karthala, 2012, 320 p.
- Debie Jean, « Géohistoire d'un tracé technique : frontières et réseaux en Afrique de l'ouest continentale « francophone » », *Flux*, n° 70, n° 4, 31 mars 2008, p. 49-58.
- Delafosse Maurice, Blachère Jean-Claude et Little Roger, *Broussard ou Les états d'âme d'un colonial: suivis de ses propos ou opinions*, Paris, l'Harmattan, 2012, 212 p.
- Delafosse Maurice, *Broussard ou les états d'âme d'un colonial suivis de ses propos et opinions*, Paris, Larose, 1923, 258 p.
- Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger (Soudan français)... Le pays, les peuples, les langues, l'histoire, les civilisations*, 3 volumes, Paris, E. Larose, 1912, 428 p.
- Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger. Tome 1, Le pays, les peuples, les langues*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1972, 428 p.
- Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger. Tome 2, L'histoire*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1972, 428 p.
- Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger. Tome 3 Les civilisations*, Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1972, 316 p.
- Delavignette Robert et Balthazar-Bernard Germaine, *Afrique Occidentale française*, Paris, Société d'Éditions Géographiques, Maritimes et Coloniales, 1931, 244 p.
- Delavignette Robert, *Soudan français: (notes d'un broussard)*, Paris, Plon, 1929.

- Demougeot Antoine, *Notes sur l'Organisation Politique et Administrative du Labé : Avant et Depuis l'Occupation Française.*, Mémoires de l'Institut Français d'Afrique Noire, n° 6, Paris, Librairie Larose, 1944. 84 p.
- Deschamps Hubert, *L'Europe découvre l'Afrique: Afrique occidentale, 1794-1900*, Paris, Berger-Levrault, 1967, 282 p.
- Diallo Alpha Mamadou, Barry Boubacar-Sid et Sané Pierre, *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 2009, 176 p.
- Diallo Thierno et Lambert Gilles, *Alfa Yaya: roi du Labé (Fouta Djallon)*, Paris, ABC, 1976, 89 p.
- Diallo Thierno, *Les institutions politiques du Fouta Dyalon au XIXe siècle: Fii laamu alsilaamaaku Fuuta Jaloo*, Dakar, Université de Dakar, Institut fondamental d'Afrique noire, 1972, 276 p.
- Diallo Youssouf Hassane et Schlee Günther (dirs.), *L'ethnicité peule dans des contextes nouveaux: la dynamique des frontières*, Paris, Karthala, 2000, 255 p.
- Diarrah Cheick Oumar, *Le défi démocratique au Mali*, Paris, L'Harmattan, 1996, 313 p.
- Diop Papa Momar et Thiam Iba Der, *Guide des archives du Sénégal colonial*, Paris, France : l'Harmattan, 2011 (Études africaines (Paris. 1996), ISSN 1274-9710, /1), 226 p. ISBN : 978-2-296-54472-7.
- Doré Jean-Marie, *La résistance contre l'occupation coloniale en région forestière: Guinée, 1800-1930*, Paris, L'Harmattan, 2005, 311 p.
- Doumbia Yaya, *Le Règlement pacifique des conflits de frontières entre le Mali et les Etats limitrophes dans le cadre des principes fixés par l'Organisation de l'Unité Africaine*, Thèse. 3e cycle d'Administration internationale. Université Panthéon-Sorbonne Paris I. 1975, l'auteur, France, 1975.
- Douzet Frédérick, Giblin-Delvallet Béatrice (dirs.), *Des frontières indépassables ? : des frontières d'Etat aux frontières urbaines*, Paris, A. Colin, 2013, 314 p.
- Dramé Patrick Papa, *L'impérialisme colonial français en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 585 p.
- Dubois Colette, Michel Marc et Soumille Pierre, *Frontières plurielles, frontières conflictuelles en Afrique subsaharienne: actes du colloque États et frontières en Afrique subsaharienne, Aix-en-Provence, 7-9 mai 1998*, Paris, [s.n.], 2000, 460 p.
- Dubresson Alain, Moreau Sophie, Raison Jean-Pierre et Steck Jean-Fabien, *L'Afrique subsaharienne: une géographie du changement*, Paris, A. Colin, 2011, 269 p.
- Dulucq Sophie et Soubias Pierre (dirs.), *L'espace et ses représentations en Afrique subsaharienne: approches pluridisciplinaires*, Paris, Karthala, 2004, 256 p.
- Dulucq Sophie et Zytnecki Colette (dirs.), *Outre-mers (Saint-Denis), Savoirs autochtones et écritures de l'histoire en situation coloniale, XIXe-XXe siècles*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 2006, 20 p.

- Dulucq Sophie et Zytnecki Colette, *Décoloniser l'histoire ? : de « l'histoire coloniale » aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique*, Saint-Denis, Publ. de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2003, 176 p.
- Dulucq Sophie, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale, XIXe-XXe siècles*, Paris, Karthala, 2009, 330 p.
- Dulucq Sophie, Klein Jean-François, Stora Benjamin (dirs.), *Les mots de la colonisation*, Toulouse, Presses Univ. du Mirail, 2008, 132 p.
- Dupire Marguerite et Cantrelle Pierre, « L'endogamie des Peul du Fouta-Djallon », *Population*, vol. 19, n° 3, 1964, p. 529-558.
- Durand Marie-Françoise, Lévy Jacques, Retaillé Denis et Gimeno Roberto, *Le monde, espaces et systèmes*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques : Dalloz, 1993, 596 p.
- Ecole normale supérieure. Colloque, *Sciences de l'homme et conquête coloniale: constitution et usages des sciences humaines en Afrique, XIXème -XXème siècles*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1980, 238 p.
- Environnement et développement du Tiers Monde (dir.), *Les dynamiques transfrontalières en Afrique de l'Ouest: analyse des potentiels d'intégration de trois pays-frontières en Afrique de l'Ouest*, Ottawa, Ont., Canada, Sénégal, CRDI, 2007, 219 p.
- Falola Toyin et Usman Aribidesi Adisa (dirs.), *Movements, borders, and identities in Africa*, Rochester, NY, University of Rochester Press, 2009, 318 p.
- Febvre Lucien, *Pour une histoire à part entière*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1982, 859 p.
- Fedangaï Jean, *Genèse et évolution des frontières africaines contemporaines: les frontières de l'Afrique équatoriale française*, Thèse de 3^{ème} cycle, dir. Jean-Louis Miège, Université de Provence, A.N.R.T, 1987.
- Foucher Michel, « Actualité et permanence des frontières », *Médium*, vol. N°24-25, n° 3, 1 juin 2010, p. 12-34.
- Foucher Michel, *Fronts et frontières: un tour du monde géopolitique*, Paris, France : Fayard, 1991, 691 p.
- Foucher Michel, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2012, 219 p.
- Fourage Gérard, *La frontière méridionale du Niger: de la ligne Say-Barroua à la frontière actuelle, 1890-1911*, Thèse de Doctorat, dir. Xavier Yakono, Université de Toulouse II, France, 1979.
- Frémeaux Jacques, *De quoi fut fait l'empire: les guerres coloniales au XIXe siècle*, Paris, CNRS éditions, impr. 2009, 576 p.
- Frémeaux Jacques, *L'Afrique à l'ombre des épées: 1830-1930*, Paris, Service historique de l'armée de terre, 1995, 311 p.

- Gallais Jean, « Signification du groupe ethnique au Mali », *L'Homme*, vol. 2, n° 2, 1962, p. 106-129.
- Gallais Jean, *Hommes du Sahel: espaces-temps et pouvoirs*, Paris, Flammarion, 1984, 289 p.
- Ganier Germaine, « Note sur Jean Bayol, 1849-1905 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 15, n° 58, 1975, p. 287-301.
- Garonne Christophe, *Les personnels indigènes en A.O.F.: les interprètes 1850-1938*, Mémoire de maîtrise, dir. Jean-Louis Triaud, Université de Provence, 1995, 179 p.
- Gaudin Anne, *L'intangibilité des frontières africaines*, Mémoire de DEA de droit public, Université de Bordeaux I, 1988, 165 p.
- Geffroy Michel, Sibille Claire, France. Service historique de l'armée de terre et Centre d'histoire et d'études des troupes d'outre-mer (dirs.), *Inventaire des archives des troupes d'outre-mer*, Fréjus, France : Centre d'histoire et d'études des troupes d'outre-mer, 1999, 299 p.
- Girardet Raoul, *L'idée coloniale en France: de 1871 à 1962*, Paris, Hachette littératures, 2007, 506 p.
- Goerg Odile et Pondopoulo Anna, *Islam et sociétés en Afrique subsaharienne à l'épreuve de l'histoire: un parcours en compagnie de Jean-Louis Triaud*, Paris, Karthala, 2012, 495 p.
- Goerg Odile, « Couper la Guinée en quatre ou comment la colonisation a imaginé l'Afrique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 111, n° 3, 1 juillet 2011, p. 73-88.
- Goerg Odile, *Commerce et colonisation en Guinée: 1850-1913*, Paris, L'Harmattan, 1986, 431 p.
- Goerg Odile, *Echanges, réseaux, marchés: l'impact colonial en Guinée (mi-XIXe-1913)*, Thèse 3e cycle, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, France, 1981.
- Gottmann Jean et Muscarà Luca, *La politique des États et leur géographie*, traduit par Katia Bienvenu, Paris, Éd. du CTHS, 261 p.
- Grandidier Guillaume, *Atlas des Colonies françaises, protectorats et territoires sous mandat de la France*, Paris, impr. Dufrénoy, 1933 1932.
- Grandidier Guillaume, Joucla Edmond et Maupoil M., *Bibliographie générale des colonies françaises*, Paris, Société d'éditions Géographiques, Maritimes et Coloniales, 1937, 704 p.
- Grätz Tilo, « Les frontières de l'orpaillage en Afrique occidentale », *Autrepart*, n° 30, n° 2, juin 2004, p. 135-150.
- Groupe d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement et Université de Bamako. Faculté des langues arts et sciences humaines, *Mali - France: Regards sur une histoire partagée*, Paris, Karthala, 2005, 580 p.

- Guelaud Antoine, *Géopolitique des frontières africaines des confins du Sahara à l'Equateur*, Mémoire IEP Marseille III, 1988, 127 p.
- Hardy Georges et Berr Henri, *La politique coloniale et le partage de la terre aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Albin Michel, 1937, 499 p.
- Hardy Georges et Deffontaines Pierre, *Géographie et Colonisation*, Paris, Gallimard, 1933, 207 p.
- Hérodote*, « Élisée Reclus. Un géographe libertaire » Numéro spécial, 3^{ème} trimestre 1981, n° 22.
- Hérodote (Paris), Le Jeu des frontières*, Paris, Ed. La Découverte, 1986, 163 p.
- Hien Pierre-Claver, *Le jeu des frontières en Afrique occidentale: cent ans de situations conflictuelles au Burkina Faso actuel (1886-1986)*, Thèse de Doctorat, dir. Claude-Hélène Perrot, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, Lille Atelier national de Reproduction des Thèses, 1997.
- Hiribaren Vincent, *Les frontières du Biafra de la colonisation à 1970*, Mémoire de Master recherche 2^{ème} année, dir. Pierre Boilley, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, 2007, 176 p.
- Hugon Anne, *L'Afrique des explorateurs*, Paris, Gallimard, 1976 p.
- I Diallo Mamady, *Histoire d'une province du Wassolon guinéen: le cas du Djamaranke XVIIe-XVIIIe siècles*, Mémoire de master recherche 1^{ère} année, dir. Bertrand Hirsch, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 2006, 60 p.
- Igué Ogunsola John et Zinsou-Klassou Kossiwa, *Frontières, espaces de développement partagé*, Paris, Karthala, 2010, 212 p.
- Igué Ogunsola John, *L'Afrique de l'Ouest entre espace, pouvoir et société: une géographie de l'incertitude*, Paris, Karthala, 2006, 555 p.
- Imbert-Vier Simon, *Tracer des frontières à Djibouti: Des territoires et des hommes aux XIXe et XXe siècles*, [...], Karthala, 2011, 482 p.
- Jansen Jan, *Epopée, histoire, société: le cas de Soundjata, Mali et Guinée*, Paris, Karthala, 2001, 307 p.
- Joly Vincent, *Guerres d'Afrique: 130 ans de guerres coloniales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 336 p.
- Joly Vincent, *Le Soudan français de 1939 à 1945: une colonie dans la guerre*, Paris, Karthala, 2006, 653 p.
- Julien Charles-André, Morsy Magali, Coquery-Vidrovitch Catherine, Person Yves (dirs.), *Les Africains*, Paris, Ed. Jeune Afrique, 1977.
- Jus Christelle, *Soudan français-Mauritanie, une géopolitique coloniale (1880-1963): tracer une ligne dans le sable*, Paris, L'Harmattan, 2003, 262 p.

- Kamara Mactar, *L' Organisation de l'Unité Africaine (OUA) / Union Africaine et le règlement des conflits territoriaux et frontaliers: contribution à l'étude de l'Utilisation des territoires en droit international public*, Thèse de doctorat droit international, dir. Yves Daudet, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, France, 2002, 535 p.
- Kanya-Forstner Alexander Sydney, *The Conquest of the Western Sudan: a study in French military imperialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, 297 p.
- Keita Raphaël Théophile, *Le Soudan, colonie française: institutions politiques et administratives du XVI^e siècle à 1930*, Thèse d'état de Droit, dir. Gérard Boulvert, Université Paul Cézanne Aix-en-Provence, 1974, 567 p.
- Kesteloot Lylian, Dieng Bassirou, *Les épopées d'Afrique noire*, Paris, Karthala : Unesco, 2009, 626 p.
- Ki-Zerbo Joseph et Braudel Fernand, *Histoire de l'Afrique noire: d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978, 731 p.
- Ki-Zerbo Joseph, *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, France : UNESCO, 2011 (/1), 858 p.
- Ki-Zerbo Joseph, Muḥtār Muḥammad Ḡamāl al-Dīn, Boahen Albert Adu et Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique (dirs.), *Histoire générale de l'Afrique*, Paris, Unesco : Nouvelles Editions Africaines, 1980.
- Klein Jean-François, Singaravélou Pierre, Suremain Marie-Albane de et Goff Fabrice Le, *Atlas des empires coloniaux: XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Autrement, 2012, 96 p.
- Konaté Doulaye et Coquery-Vidrovitch Catherine, *Travail de mémoire et construction nationale au Mali*, Paris, L'Harmattan, 2006, 121 p.
- Konaté Famagan-Oulé, Ngotta N'Guessan, Ndembou Samuel, *Population et mobilités géographiques en Afrique* Paris, Karthala, 2010, 218 p.
- Kopytoff Igor, *The African frontier: the reproduction of traditional African societies*, Bloomington, Indiana University Press, 1987, 288 p.
- L'Information géographique (Paris), Géographie des conflits*, Paris, France : A. Colin, 2011, 127 p.
- Laboratoire Dynamique des sociétés en développement et Pluriel-Débat (dirs.), *Frontières: problèmes de frontières dans le Tiers-monde*, Paris, l'Harmattan, 1982, 203 p.
- Laboulais Isabelle (dir.), *Comblant les blancs de la carte: modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVI^e-XX^e siècle)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004, 314 p.
- Labrecque Georges, *Les différends territoriaux en Afrique: Règlement juridictionnel*, [s.l.], L'Harmattan, 2006, 486 p.
- Lacoste Yves, « Du jeu des frontières à l'apartheid », *Hérodote*, n° 41, Paris, 2^e trimestre 1986, pp 3-11.

- Lacoste Yves, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Paris, La Découverte, 2012, 245 p.
- Lacoste Yves, *La question post-coloniale: une analyse géopolitique*, Paris, Fayard, 2010, 432 p.
- Larémont Ricardo René (dir.), *Borders, nationalism, and the African state*, Boulder, Colo., Lynne Rienner Publishers, 2005, 351 p.
- Larousse Pierre, *Grand dictionnaire universel du XIXe siècle.... Tome 1 / par M. Pierre Larousse...*, Paris, Larousse, 1890 1867.
- Lawrance Benjamin Nicholas, Osborn Emily Lynn et Roberts Richard L (dirs.), *Intermediaries, interpreters, and clerks: African employees in the making of colonial Africa*, Madison, Wis., The University of Wisconsin Press, 2006, 332 p.
- Le Monde diplomatique, « Faut-il abolir les frontières ? », *Manière de voir*, n°128, avril-mai 2013.
- Leblan Vincent, « Contribution à l'histoire des paysages en Afrique de l'Ouest », *Cahiers d'études africaines*, N° 208, n° 4, 1 septembre 2012, p. 937-973.
- Lefebvre Camille, « Histoire des frontières du Niger », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 73, n° 1, 2004, p. 18-24.
- Lefebvre Camille, « La décolonisation d'un lieu commun », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 24, n° 1, 1 juillet 2011, p. 77-104.
- Lefebvre Camille, *La frontière du Niger et de l'Algérie: 1850-1934*, Mémoire de maîtrise, dir. Pierre Boilley, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, 2002, 135 p.
- Lefebvre Camille, *Les frontières du Niger*, Mémoire DEA, dir. Pierre Boilley, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, France, 2003, 29 p.
- Lefebvre Camille, *Territoires et frontières: du Soudan central à la République du Niger*, Thèse de doctorat, dir. Pierre Boilley, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, 2008, 501+232 p.
- Leroy Benjamin, « Les troupes de marine en Afrique à la fin du XIXe siècle : le cas du Soudan français », *Revue historique des armées*, n° 247, 15 juin 2007, p. 114-123.
- Lima Stéphanie, « La frontière « impossible » ? Espace mobile, frontière et territoire. Le cas de la région de Kayes (Mali) », *Espace populations sociétés*, n°2, , 2005, pp. 277-291.
- Luciani Olivier, *Fleuve et frontière en Afrique centrale de la fin du dix-neuvième siècle aux indépendances*, mémoire de DEA, dir. Marc Michel, Université de Provence, Aix-en-Provence, 1996.
- Luizard Pierre-Jean (dir.), *Le choc colonial et l'islam: les politiques religieuses des puissances coloniales en terres d'islam*, Paris, la Découverte, 2006, 546 p.

- Lydon Ghislaine, *Le temps des marabouts: itinéraires et stratégies islamiques en Afrique occidentale française, v. 1880-1960*, Paris, Karthala, 2012, 583 p.
- M'Bokolo Elikia (dir.), *Afrique noire: histoire et civilisations. Tome 2, Du XIX^{ème} siècle à nos jours*, Paris, Hatier, 2008, 587 p.
- M'Bokolo Elikia (dir.), *Afrique noire: histoire et civilisations. Tome 1, Jusqu'au XVIII^{ème} siècle*, Paris, Hatier, 2008, 496 p.
- M'Bokolo Elikia, *Des missionnaires aux explorateurs: les Européens en Afrique*, Paris, Présence africaine : Agence de coopération culturelle et technique, 1988, 111 p.
- M'Bokolo Elikia, *Des missionnaires aux explorateurs: les Européens en Afrique*, Paris, Présence africaine, 111 p.
- Machat J., *Guinée française: les rivières du sud et le Fouta-Diallon*, Paris, A. Challamel, 1906, 348 p.
- Maclaud Charles, *Étude sur la distribution géographique des races sur la côte occidentale d'Afrique, de la Gambie à la Mellacorie*, Paris, Impr. nationale, 1906, 40 p.
- Madrolle Claudius, *En Guinée*, Paris, France : AUPELF : CNRS : INLCO, 1978.
- Malte-Brun Conrad, *Géographie complète et universelle, Nouvelle édition, continuée jusqu'à nos jours d'après les documents scientifiques les plus récents, les derniers voyages et les dernières découvertes, mise à la portée des gens du monde, par V.-A. Malte-Brun (fils)*, Tome 4, Paris, Morizot, 1856.
- Marfaing Laurence et Wippel Steffen, *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine: un espace en constante mutation*, Paris, Karthala, 2003, 483 p.
- Martonne Édouard de et Martin Jean, *Les Armes et les services dans la conquête, la pacification et la mise en valeur des colonies. 8, La carte de l'Empire colonial français*, Paris, impr. de G. Lang, 1931.
- Marty Paul, *L'Islam en Guinée : Fouta-Diallon*, Paris, E. Leroux, 1921.
- Mbaye Ousmane, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & histoire*, vol. 7, n° 1, 1 septembre 2010, p. 291-299.
- Mbaye Saliou, « Sources de l'histoire africaine aux XIX^e et XX^e siècles », *Bibliothèque de l'école des chartes*, vol. 162, n° 2, 2004, p. 483-496.
- Mbaye Saliou, *Guide des archives de l'Afrique Occidentale Française*, Dakar, Archives du Sénégal, 1990.
- Mbodj Faty Bineta, *Boom aurifère à l'est du Sénégal; l'ouest du Mali et au nord-est de la Guinée*, Thèse de doctorat géographie, dir. Roland Pourtier et Omar Diop, Université Paris I Panthéon-Sorbonne et Gaston Berger Saint-Louis du Sénégal, 2011.

- Mboyi Bongo Serge, *Recomposition politique dans la boucle du Niger et espace colonial: l'héritage umarien à l'épreuve de l'autorité française (1864-1919)*, Thèse de 3^{ème} cycle, dir. Pierre Boilley, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, France : Atelier national de Reproduction des Thèses, 2008.
- Meillassoux Claude, « Histoire et institutions du kafo de Bamako d'après la tradition des Niaré », *Cahiers d'études africaines*. Vol. 4, n°14, 1963, pp. 186-227.
- Meniaud Jacques et Roume Ernest, *Les pionniers du Soudan avant, avec et après Archinard, 1879-1894*, Paris, Société des publications modernes, 1931, 554 p.
- Messan Adimado Martin, *Frontières contre les peuples en Afrique noire: le cas Ewé*, Thèse de 3^e cycle, dir. Yves Person, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, France, 1975, 388 p.
- Michel Marc, *Galliéni*, Paris, Fayard, 1989, 363 p.
- Nassa Dabié Désiré Axel, « Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire dans un contexte de crise », *Les Cahiers d'Outre Mer*, n° 251, n° 3, 7 décembre 2010, p. 461-483.
- Ndiayé Abdoulaye Gamby et Archives nationales, *Répertoires des archives: sous série 2G*, Dakar, Archives du Sénégal, 2001, 412 p.
- Niaoulé Dayoro Clément, *Colportage et commerce au Soudan français de 1894 à 1914*, Mémoire de maîtrise, dir. Henri Brunswig, EHESS, 1980, 132 p.
- Nordman Daniel, « De quelques catégories de la science géographique. Frontière, région et hinterland en Afrique du Nord (XIX^e et XX^e siècles) », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 52, n° 5, 1997, p. 969-986.
- Nordman Daniel, « Géographie ou histoire d'une frontière : la frontière franco-belge », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 32, n° 3, 1977, p. 433-444.
- Nordman Daniel, *Frontières de France: de l'espace au territoire*, Paris, Gallimard, 1998, 644 p.
- Nordman Daniel, *La notion de frontière en Afrique du Nord: mythes et réalités (vers 1830 - vers 1912)*, Thèse de 3^e cycle, dir. André Martel, Université de Montpellier III, 1975, 731 p.
- Nordman Daniel, *Profils du Maghreb: frontières, figures et territoires (XVIII^e-XX^e siècle, Royaume du Maroc*, Université Mohammed V, Faculté des lettres et des sciences humaines, 1996, 268 p.
- Nugent Paul, *Smugglers, secessionists & loyal citizens on the Ghana-Togo frontier: the life of the borderlands since 1914*, Athens, Etats-Unis, Ohio University Press, 302 p.
- Oddoux Jacqueline, *Frontières et ethnies en Afrique de l'Ouest: l'exemple du Sénégal*, Thèse de 3^e cycle, dir. Marcel Merle, Université Panthéon-Sorbonne Paris I, France, 1985.
- Onana Mfège André Hubert, *Le Cameroun et ses frontières: une dynamique géopolitique complexe*, Paris, L'Harmattan, 2005, 286 p.

- Osborn Emily Lynn, « Rubber Fever, Commerce and French Colonial Rule in Upper Guinée, 1890-1913 », *The Journal of African History*, Vol. 45, No. 3, 2004, pp. 445-465.
- Pajot Florian et Dulucq Sophie, *Joseph Ki-Zerbo: itinéraire d'un intellectuel africain au XX^e siècle*, Paris, l'Harmattan, 2007, 196 p.
- Person Yves (dir.), *Etat et société en Afrique noire: Actes*, Paris, France : Société française d'histoire d'outre-mer, 1981, 517 p.
- Person Yves, « L'Afrique Noire et ses frontières », *Revue d'Etudes Politiques Africaines*, n° 80, 1972, pp. 18-43.
- Person Yves, « L'aventure de Porèkèrè et le drame de Waïma », *Cahiers d'études africaines*, vol. 5, n° 18, 1965, p. 248-316.
- Person Yves, « Les ancêtres de Samori », *Cahiers d'études africaines*, vol. 4, n° 13, 1963, p. 125-156.
- Person Yves, *Samori. Une révolution dyula*, Mémoires de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire, N° 80, Dakar, 1968, 1970, 1975, Trois Tomes, 2377 p.
- Piermay Jean-Luc, « Nouvelles frontières ? », *Outre-Terre*, n° 11, n° 2, 1 mai 2005, p. 57-71.
- Pondopoulo Anna, *Les Français et les Peuls: histoire d'une relation privilégiée*, Paris, les Indes savantes, 2009, 314 p.
- Pondopoulo Anna, *Les représentations françaises sur les Peuls et les Haalpulaar'en (« Toucouleurs ») du XVIII^e au début du XX^e: des stéréotypes à la connaissance scientifique*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, 2004, 414 p.
- Pourtier Roland, « Les géographes et le partage de l'Afrique », *Hérodote*, n° 41, Paris, 2^e trimestre 1986, pp. 91-108.
- Pourtier Roland, « Nommer l'espace. L'émergence de l'État territorial en Afrique noire », *L'espace géographique*, n°4, 1983, pp. 293-304.
- Pourtier Roland, Borne Dominique et Scheibling Jacques, *Afriques noires*, Paris, Hachette supérieur, 2010, 286 p.
- Raison Jean-Pierre et Magrin Géraud, *Des fleuves entre conflits et compromis: essais d'hydropolitique africaine*, Paris, Karthala, 299 p.
- Ratzel Friedrich, *Géographie politique*, traduit par Pierre Rusch, Genève, Éd. régionales européennes, 1988, 385 p.
- Reclus Élisée, *Nouvelle géographie universelle : la terre et les hommes. Vol. 12 / par Élisée Reclus...*, Paris, Hachette, 1887.

- Rey-Courtet Anne-Lise, Houriez Elisabeth, Henrat Philippe et Archives nationales, *État des inventaires / Archives nationales. - Paris: Archives nationales : diffusion la Documentation française, 1985 - Les Archives nationales*, Paris, Archives nationales, 2000 , 132 p.
- Richard-Molard Jacques, « Les traits d'ensemble du Fouta-Djalon », *Revue de géographie alpine*, tome 31, fascicule II, 1943, pp. 141-154.
- Richard-Molard Jacques, *Dans la brousse des Karamokos: le carnet de route de Jacques Richard-Molard, géographe en mission en Guinée, 1941-1942*, Paris, L'Harmattan, 2007, 124 p.
- Robin Hivert Émilie, Soutou Georges-Henri et Association des Internationalistes, *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, Presses universitaires Paris Sorbonne, 2012, 284 p.
- Robinson David, *La Guerre sainte d'Al-Hajj Umar: le Soudan occidental au milieu du XIXe siècle*, traduit par Henry TOURNEUX et Jean-Claude VUILLEMIN, Paris, Karthala, 1988, 413 p.
- Robinson David, *La Guerre sainte d'Al-Hajj Umar: le Soudan occidental au milieu du XIXe siècle*, traduit par Henry Tourneux et Jean-Claude Vuillemin, Paris, Karthala, 1988, 413 p.
- Robinson David, *Les sociétés musulmanes africaines: configurations et trajectoires historiques*, traduit par Roger Meunier, Paris, Karthala, 2010, 310 p.
- Rodet Marie, *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal (1900-1946)*, Paris, Karthala, 2009, 350 p.
- Rouard de Card Edgard et France, *Traité de délimitation concernant l'Afrique française*, Paris, A. Pedone J. Gambès, 1910, 202 p.
- Rouard de Card Edgard, *Traité de délimitation concernant l'Afrique française, avec 17 cartes des frontières. Supplément 1910-1913*, Paris, A. Pedone, 1913 1910.
- Saaïdia Oissila et Zerbini Laurick, *La construction du discours colonial: l'empire français aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Karthala, 2009, 266 p.
- Saint-Martin Yves-Jean, *Une Source de l'histoire coloniale du Sénégal: les Rapports de situation politique, 1874-1891*, Dakar, Université de Dakar, 1966, 173 p.
- Saint-Martin Yves, « Un fils d'El Hadj Omar : Aguibou, roi du Dinguiray et du Macina (1843 ?-1907) », *Cahiers d'études africaines*, 1968, p. 144-178.
- Saint-Martin Yves, *L'empire toucouleur*, Paris, Le Livre africain, 1970, 192 p.
- Sall Ebrima, *Sénégal, territoires, frontières, espaces et réseaux sociaux*, Talence, Centre d'étude d'Afrique noire, 1992, 28 p.
- Sanankoua Bintou (dir.), *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest: le cas du Mali*, Paris Karthala, 2007, 242 p.

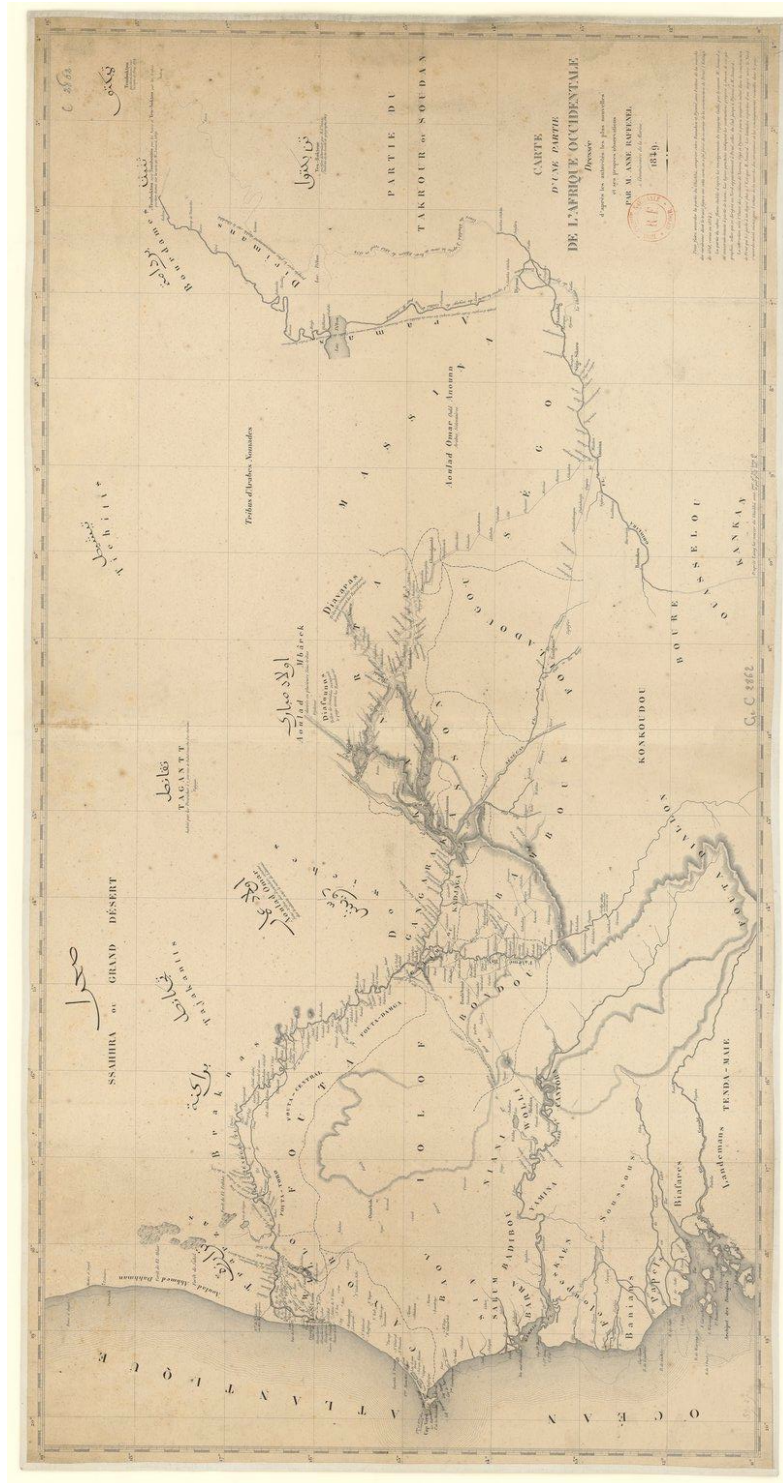
- Schirmer H., « La France et les voies de pénétration au Soudan », *Annales de Géographie*, vol. 1, n° 1, 1892, p. 9-32.
- Service historique de l'armée de terre et Centre militaire d'information et de documentation sur l'Outre-mer, *Inventaire des archives du Centre militaire d'information et de documentation sur l'Outre-Mer: sous-série 15 H*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1987, 139 p.
- Sibeud Emmanuelle, « La naissance de l'ethnographie africaniste en France avant 1914 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 34, n° 136, 1994, p. 639-658.
- Sibeud Emmanuelle, *la construction des savoirs africanistes, 1878-1930.*, Thèse de doctorat, dir. Elikia M'Bokolo, Université EHESS Paris, 1999, 855 p.
- Singaravélou Pierre et Charle Christophe, *Professer l'Empire: les « sciences coloniales » en France sous la IIIe République*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, 409 p.
- Suremain Marie-Albane de, *L'Afrique en revues: le discours africaniste français, des sciences coloniales aux sciences sociales*, Thèse de doctorat, dir. Catherine Coquery-Vidrovitch, Université Paris VII Paris Diderot, Lille : Atelier national de Reproduction des Thèses, 2003.
- Suret-Canale Jean, « La Fin de la chefferie en Guinée », *Journal of African History*, Vol. 7, n° 3, 1966, pp. 459-453
- Suret-Canale Jean, « La Guinée dans le système colonial », *Présence Africaine*, n°29, décembre 1959, pp. 9- 44.
- Suret-Canale Jean, *La République de Guinée*, Paris, Éd. sociales, 1970, 431 p.
- Surun Isabelle, « Du texte au terrain : reconstituer les pratiques des voyageurs (Afrique occidentale, 1790-1880) », *Sociétés & Représentations*, n° 21, n° 1, 1 mars 2006, p. 213-223.
- Surun Isabelle, « L'exploration de l'Afrique au XIXe siècle : une histoire pré coloniale au regard des postcolonial studies », *Revue d'histoire du XIXe siècle. Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle*, n° 32, 1 juin 2006, p. 11-17.
- Surun Isabelle, « Les figures de l'explorateur dans la presse du XIXe siècle », *Le Temps des médias*, n° 8, n° 1, 1 mars 2007, p. 57-74.
- Surun Isabelle, *Géographies de l'exploration: la carte, le terrain et le texte : Afrique occidentale, 1780-1880*, Thèse de doctorat, dir. Daniel Nordman, EHESS, Paris, 2003.
- Terray Emmanuel, « Sociétés segmentaires, chefferies, Etats: acquis et problèmes », *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, vol. 19, n° 1, 1985, p. 106.
- Thobie Jacques, Meynier Gilbert et Coquery-Vidrovitch Catherine, *Histoire de la France coloniale*, Paris, A. Colin, 1990, 654 p.

- Tollimi Abakar et Kuyu Mwiswa Camille, *La résolution des conflits frontaliers en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2010, 249 p.
- Traoré Amadou Seydou, *Le Mali et la Guinée: deux poumons d'un même corps*, Bamako, Editions « La Ruche à livres »/Librairie Traoré, 2006, 62 p.
- Vansina Jan, Leydesdorff Selma et Tonkin Elizabeth, *Oral tradition: a study in historical methodology*, traduit par H. M Wright, New Brunswick, Royaume-Uni, [s.n.], 2006, 226 p.
- Velasco-Graciet Hélène et Bouquet Christian, *Les Cahiers d'Outre-mer, Frontières du Sud*, Bordeaux, Institut de géographie Louis Papy, 2003.
- Venayre Sylvain, *Panorama du voyage, 1780-1920: mots, figures, pratiques*, Paris, les Belles Lettres, 2012, 651 p.
- Viguié Pierre, *Sur les traces de René Caillié: le Mali de 1828 revisité*, Versailles, Éd. Quae, 2008, 158 p.
- Villasante Cervello Mariella, Beauvais Christophe de et Coquery-Vidrovitch Catherine, *Colonisations et héritages actuels au Sahara et au Sahel: problèmes conceptuels, état des lieux et nouvelles perspectives de recherche*, Paris, L'Harmattan, 2007, 553 p.
- Wesseling Hendrik Lodewijk, *Le partage de l'Afrique, 1880-1914*, traduit par Patrick Grilli, Paris, Denoël, 1996, 572 p.
- Weulersse Jacques, *L'Afrique noire: précédée d'une Vue d'ensemble sur le continent africain*, Paris, A. Fayard, 1934, 484 p.
- Wolputte Steven Van (dir.), *Borderlands and frontiers in Africa*, Zürich, Lit, 2013, 240 p.
- Yakemtchouk Romain, *Les frontières africaines*, Paris, A. Pedone, 1970, 42 p.
- Zidouemba Dominique Hado, *Les Sources de l'histoire des frontières de l'Ouest africain*, Dakar, Les Nouvelles Editions Africaines, 1977.

ANNEXE 1 - *Charte von Senegambien, Nigritien und Guinea, Nach den neuesten See- und Land-Reisen und astronomischen Beobachtungen, par I.C.M. Reinecke, 1803.*
 Source : CHETOM, Fréjus, N° inventaire 11 199, cote: 6a2.

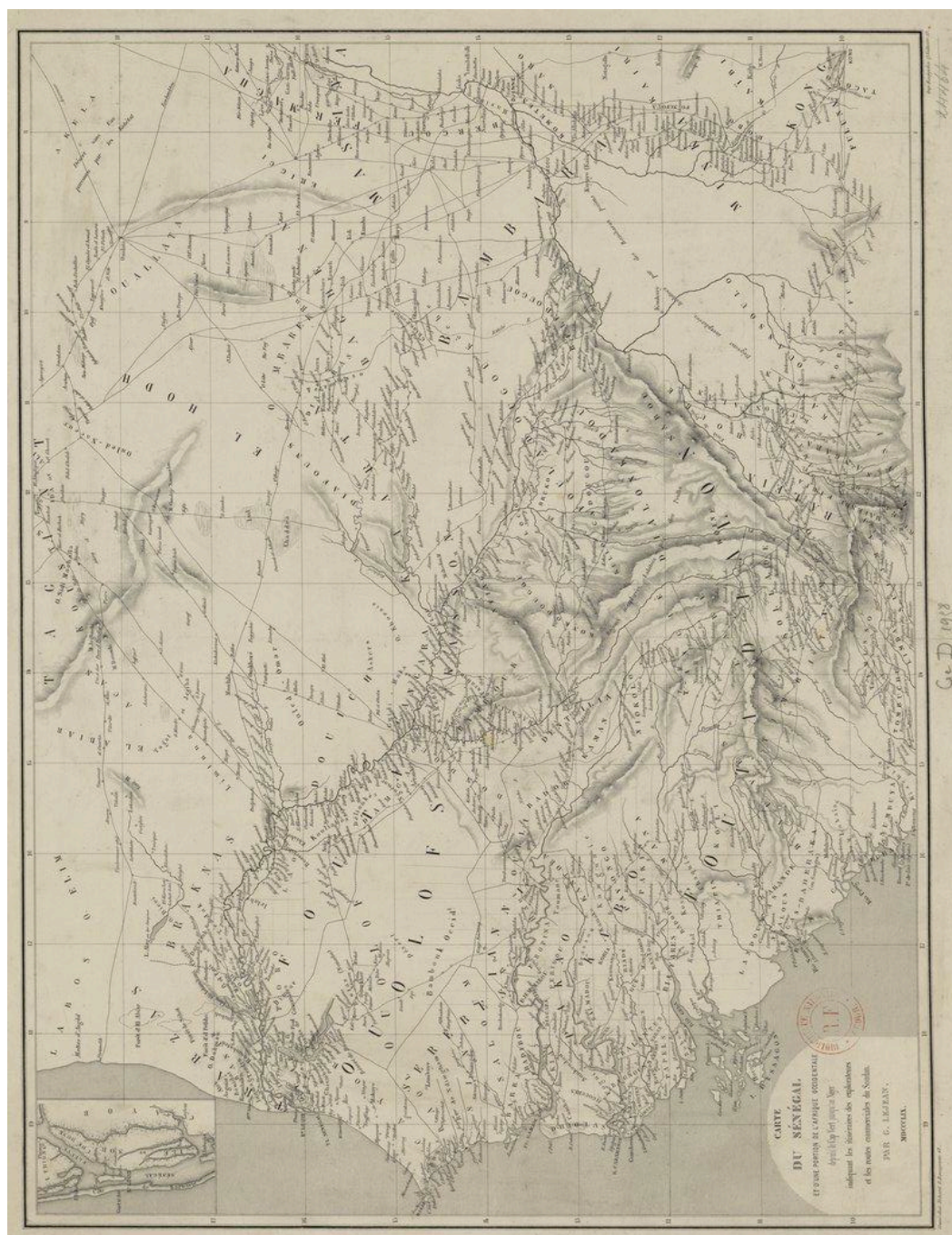


ANNEXE 3 - *Carte d'une partie de l'Afrique occidentale*, par Anne Raffenel, [s.n.], 1849.
Source : BnF, département Cartes et plans, GE C-2862, et Gallica.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

ANNEXE 4 - *Carte du Sénégal et d'une portion de l'Afrique occidentale* par Guillaume Lejean, Paris, Kaepelin, 1859. Source : BnF, département Cartes et plans, GED-1958, Gallica

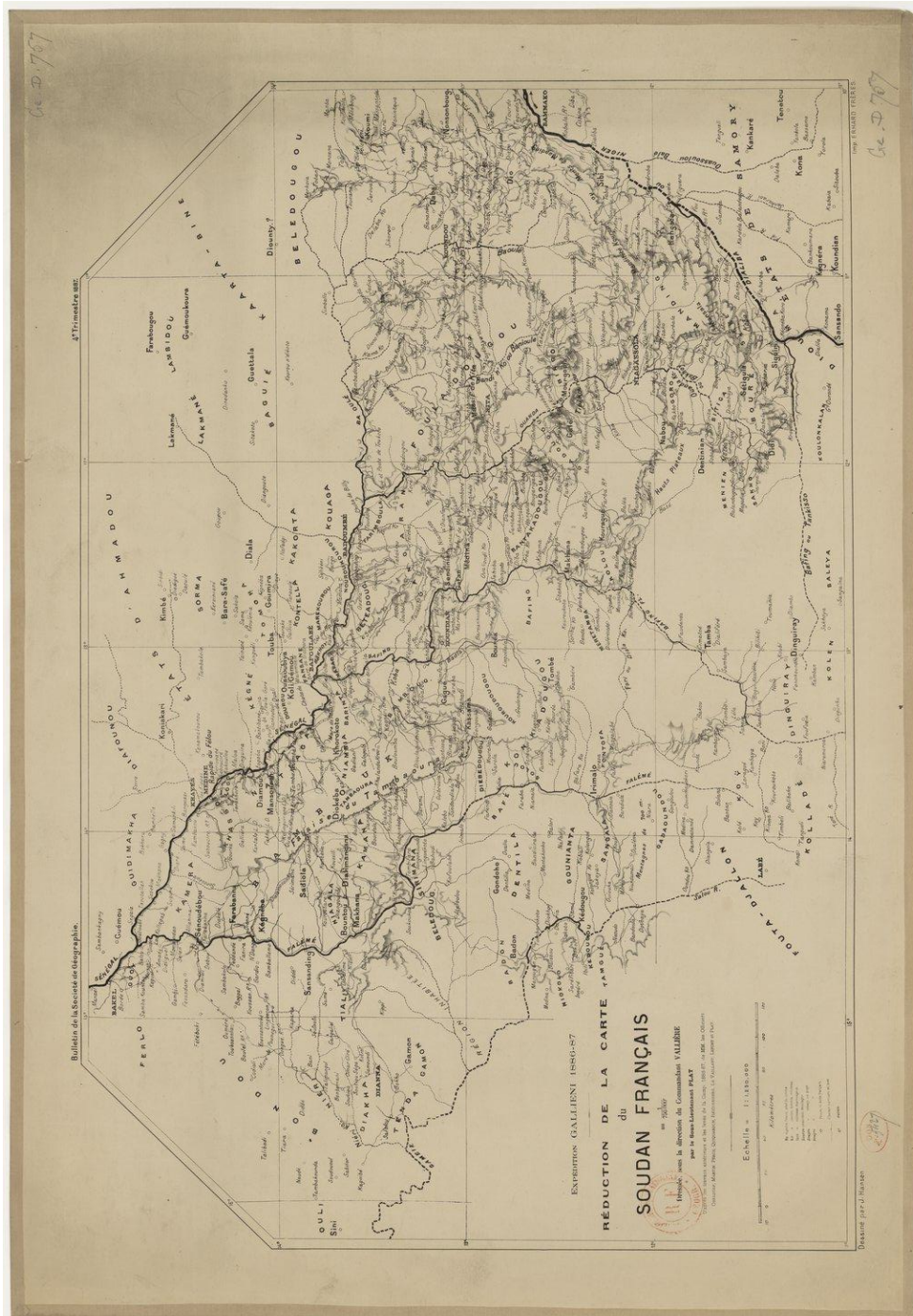


ANNEXE 6 - *Carte du Soudan occidental* par E. Mage, Paris, A. Bry, 1866. Source : BnF, département Cartes et plans, GE FF- 12188, photographie personnelle.

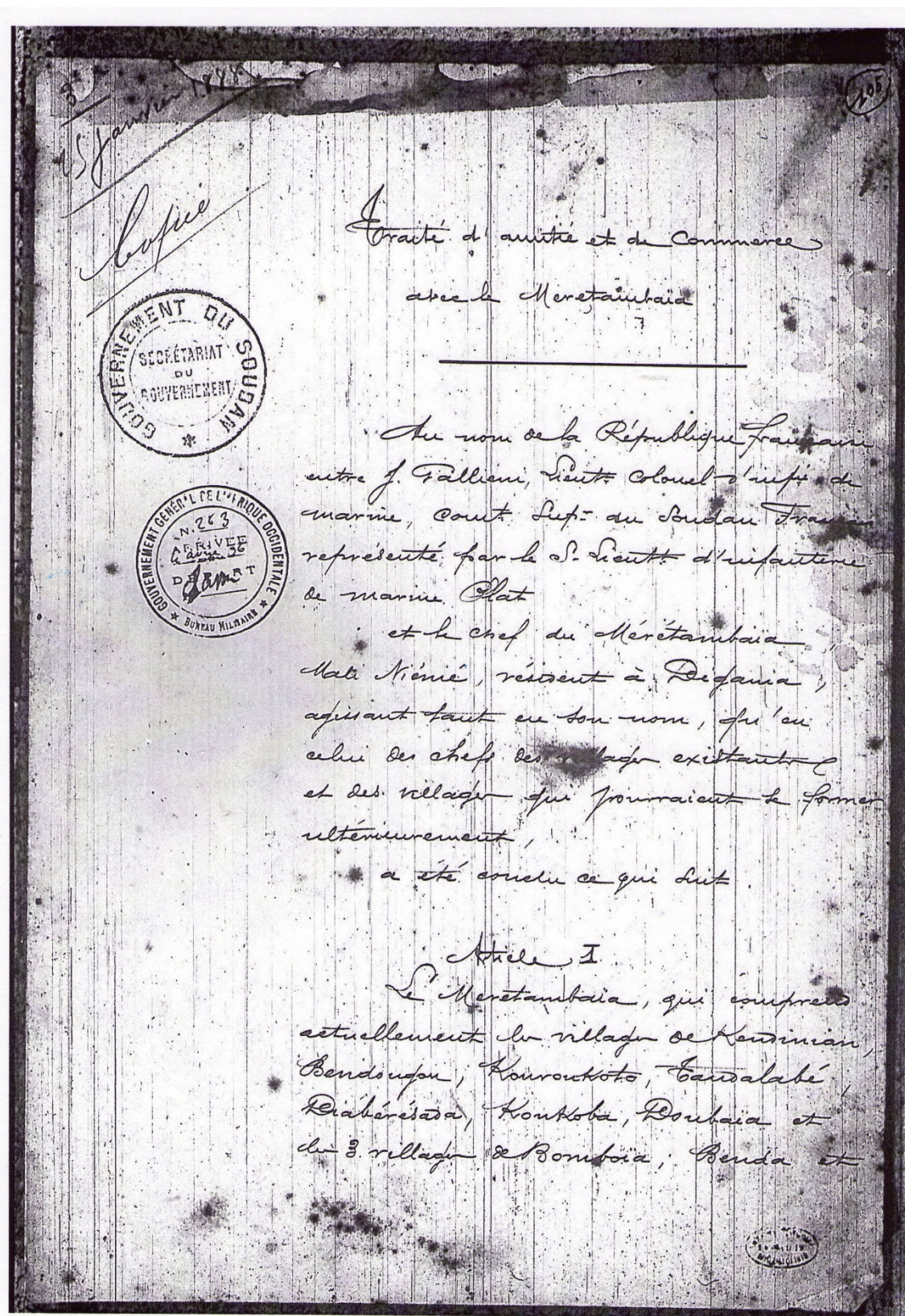


[illegible]

ANNEXE 8 - Réduction de la carte du Soudan français au 1/750 000 par VALLIERE, PLAT, HANSEN, 1887. Source : *Bulletin de la Société de géographie*, 4e trimestre 1887. Expédition Gallieni, 1886-87. Réduction de la carte du Soudan français au 1/750 000 / dressée sous la direction du commandant Vallière ; par le sous-lieutenant Plat ; 1/1 250 000, dessinée par J. Hansen, Paris, Erhard 1887. Gallica ou ANOM, Cartes et plans, AF 306.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France



2
à Bigania le 29 Janvier 1888.

D. S. Sauter de infanterie de marine,
Chef de la mission de Fort de l'Alou.

Signé: Plat

Interprète auxiliaire de 2^e cl.

traducteur - oral

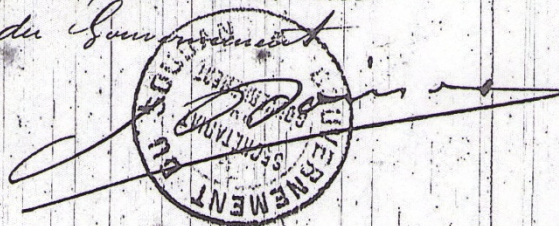
Signé: Anadi Pobi

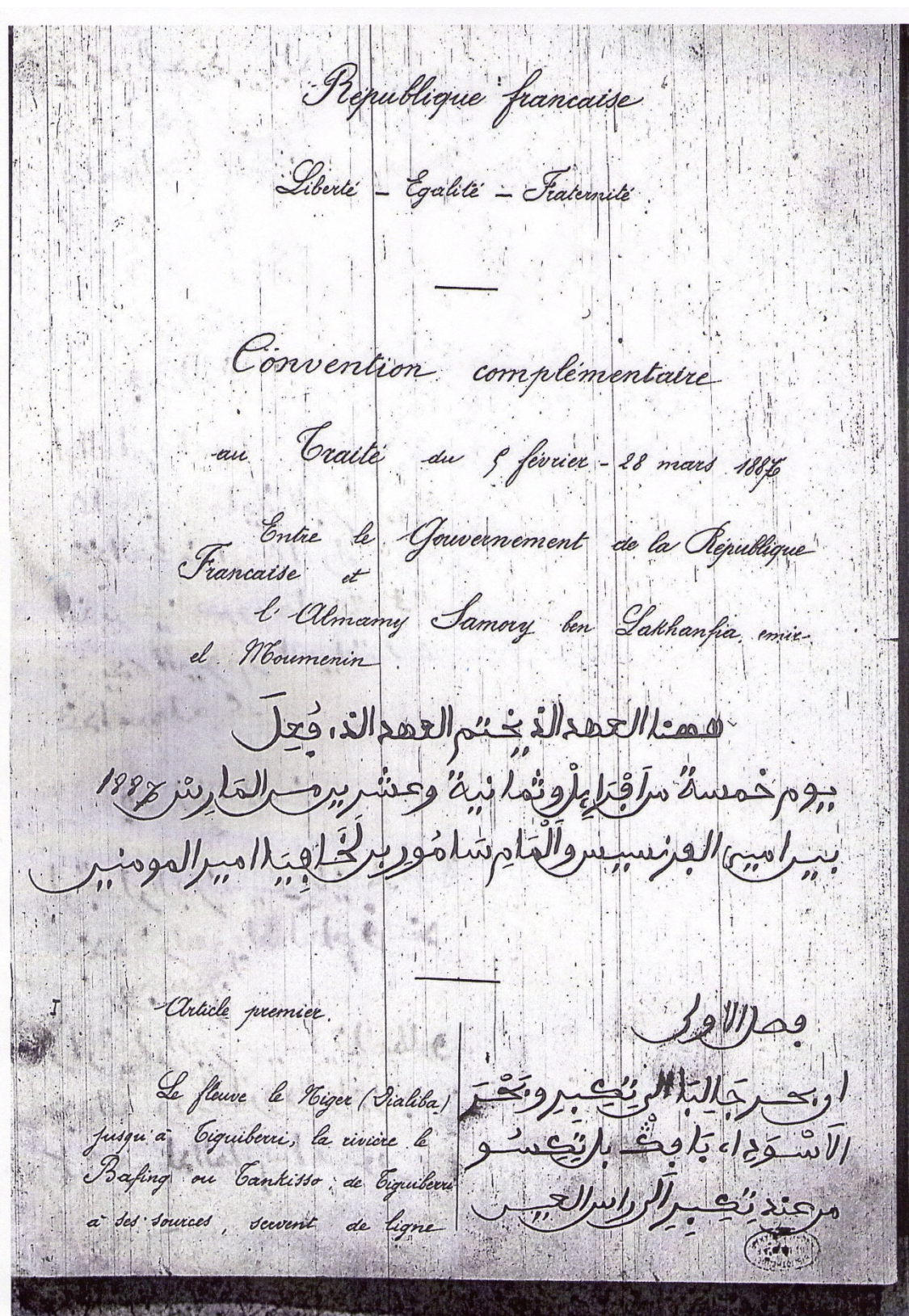
Tous les chefs de Meretambaia,
écrits en leur présence, par l'interprète auxil.
de 2^e cl. Anadi Pobi. Ces chefs ayant déclaré
ne pas savoir signer.

Collationné

A Kayes le 16 Mars 1896

Le Chef du Secrétariat
du Gouvernement





de démarcation et de frontière
entre les possessions françaises
dans le Soudan d'une part, et les
états de l'Alnamy Samory, emir et
Moumenin de l'autre.

II

Article deuxième

L'Alnamy Samory, emir
et Moumenin se place lui, ses
héritiers qui sont dans l'ordre
de primogéniture, et ses états
présents et à venir, sous le
protectorat de la France.

III

Article troisième

Le commerce français est
entièrement libre et indemne de
tout droit d'entrée, de sortie,
de passage ou de séjour, sur
les voies terrestres, fluviales ou
maritimes de l'empire de
l'Alnamy Samory, emir et
Moumenin.

يعود الحجة وقد يبريكه الفرنسيين
عند سدة مع مرجحة و يلكه المام
بسامورامير المومنين في جهة
الاخر

محل الثالث

ار المام سامورامير المومنين
كاهن في حماية الفرنسيين
وعند الك نوايه اء وارثه
الذي يرعينهم ومملكته كته
في يد اليوم وماسيات له
خدا مملكه

محل الثالث

ار تجار الفرنسيين لا يبعونهم
عند خولهم بلكه المام وعند
خروجهم
وار تجار الفرنسيين ايضا مطلق
في السور والمرو والواد والبحور
لته في بلكه المام سامور

Il en est de même pour
le commerce des états de
l'Almamy dans les limites de
nos possessions sénégalaises.

IV

Article quatrième

Tout acte, convention ou
stipulation contraires aux trois
articles ci-dessus sont et
demeurent abrogés.

V

Article cinquième

La présente convention est
exécutoire du jour de sa
ratification par le Gouvernement
de la République française.

Fait à Bissandougou (Borné)
le 23 mars 1887.

En foi de quoi ont signé :

وَعَدَاكَ تَجَارِزُ بِلَادِ الْمَامِ
سَاهُورِيْفُ مَمْلَكَةِ الْفِر
نَسِيْقُ عِنْدَ شَدْعِ مَطْلُوْق
عَدَاكَ سَوَاءً

بِمَا الرَّابِع

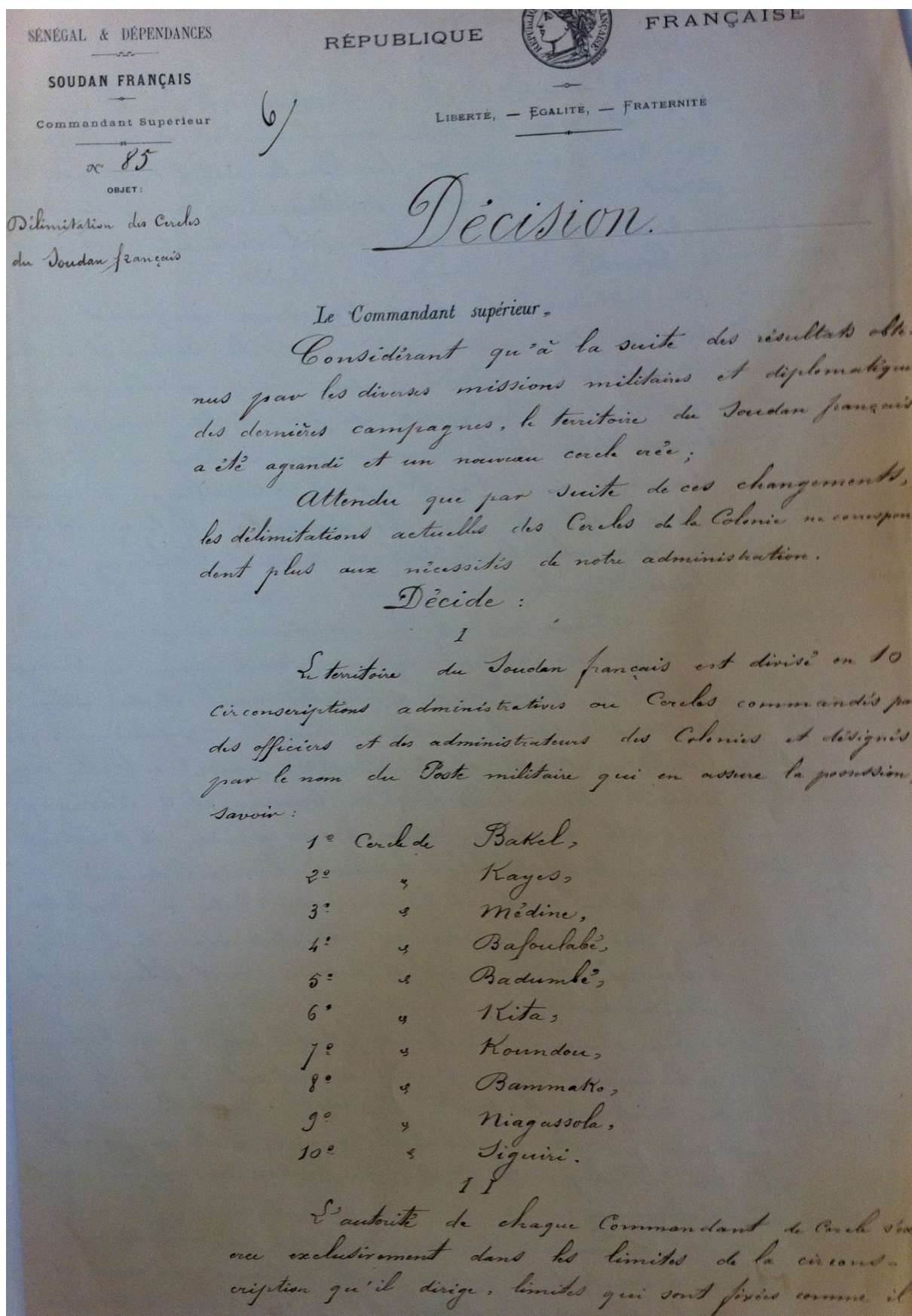
اِنْ جَمِيعِ الْعَهْدِ وَالشَّرْطِ
وَالْتِفَاوِ فِي عَمَلِ قَبْلِهِ وَخَلْفِهِ
الْفُضُولِ الثَّلَاثَةِ كَتَبَتْ هُنَا
بِمَا لَهَا

بِمَا الْخَامِس

اِنْ الْعَهْدِ يُخَيَّرُ حُجُوْمًا
مِنْ يَوْمِ الَّذِي رَضِيَ بِهِ اَمِيْنُ الْفِر
نَسِيْقُ

فِي عَمَلِ عِنْدَ بَسْنَدِ كَيْ بِلَادِ شُورَعِ
يَوْمِ الثَّلَاثَةِ وَعَشْرٍ مِنْ الْمَارِسِ
1887

وَفِي خَدِّ هَؤُلَاءِ الشَّهَادَةُ هُنَا



suit :

1^{re} — Le Cercle de Bakel est limité au nord et à l'est par les cours du Sénégal et de la Falémé ; au Sud par celui de la Gambie ; à l'ouest par le désert du Fouta et les frontières assez vagues du Niani. Le dernier état de ce cercle vers le Sud-est est celui de Faron.

2^{re} — Le Cercle de Kayes, ne comprend que le territoire du Kaméra situé entre la Falémé et le village de Diaka N' Dapié inclus. Ses peuplades administrées sont les Sarracoles du pays, et les immigrants Bambaras établis à Guémou et aux environs — Le Commandant de ce Cercle est en outre chargé de nos relations officielles avec les Sarracoles de la rive droite du Sénégal, le Sultan de Nioko et l'Almamny du Fouta-Djallon.

3^{re} — Le Cercle de Médine, s'étend au nord le long du Sénégal, depuis Samé jusqu'au Gabougo inclus, à l'exclusion de l'établissement et du village de Kayes. A l'ouest, sa limite s'appuie sur les Cercles de Kayes et de Bakel ; vers l'est elle englobe le Niambia, le Camboura, et le Kamana, puis elle se prolonge par la rive gauche de la Falémé en amont de Kolobo, laissant le Diébé-dougou et toute la rive droite de la rivière au Cercle de Bafoulabé. Au Sud nos possessions directes s'arrêtent au Camgué et au Koiï tributaires de l'Almamny du Fouta-Djallon.

4^{re} — Le Cercle de Bafoulabé va du Gabougo à la rivière Bani-Oulé. A l'ouest sa limite s'appuie au Cercle de Médine ; A l'Est à part le Markadougou, qu'elle englobe, elle s'arrête à la rive gauche du Bafing. Au Sud, aux frontières du royaume de Dinguiray.

5^{re} — Le territoire du Cercle de Badembé, embrasse tout le pays limité à l'ouest, au nord et à l'est par le Bafing et le Batihoï, à l'exception

toutefois du Markadougou qui appartient au cercle de Basoulé; Au sud il s'arrête à la frontière du Baniakadougou, qui relève de Kita.

6° — Le Cercle de Kita à l'ouest longe d'abord la rive droite du Bakhoy, englobe ensuite le Baniakadougou, rejoint le Bafing dont il suit le cours jusqu'en amont de Koukou; Au sud, il s'arrête à la frontière du Mènin, pays qui relève du Cercle de Siguiri, suit ensuite la rive gauche de la Koba et celle du Bakhoy puis la rive droite du Soukoun, englobe le Birgo en entier et va à l'est jusqu'à la rive gauche du Bandigho; Au nord, le Baoulé constitue la frontière de séparation avec les Etats d'Ahmadou.

7° — Le Cercle de Koundou comprend le Fouladougou oriental entouré par les cours du Bandigho et du Baoulé; Au sud, sa limite s'arrête au Birgo et va des Foulas Krou au cercle du Baoulé au nord du village de Sata dont le territoire appartient au Cercle de Niagassola.

8° — La limite ouest du Cercle de Bammatko commence dans le Manding, au Bando-Ko petit affluent du Niger, elle continue ensuite par la crête des monts du Manding jusqu'à l'est du village de Kara compris dans le Cercle de Niagassola, de ce point elle rejoint selon une ligne idéale les sources du Baoulé au nord du village de Kaka, enfin elle suit la rive droite de ce cours d'eau jusqu'au cercle à l'est de Dianghirti. Au nord sa limite contourne les territoires de Mercoïa, Koumi et Firacoroba; A l'est elle s'appuie au Markadougou, pays à protectorat et continue au-delà en englobant le Mènkéle jusqu'au territoire de Nyamina inclus. Le Niger constitue sa frontière sur les autres côtés et la sépare du royaume de Ségué et de l'empire de Samory.

Le Commandant du Cercle de Bammatko possède aussi dans ses attributions, les relations officielles avec les pays à protectorat du nord et de l'est ainsi qu'avec les royaumes de Ségué et du Macina.

9^e — Le Cercle de Niagassola s'appuie à l'ouest au nord et à l'est aux Cercles de Kita, Koumdou et Bammako. Au sud, sa limite englobe le territoire du village de Diguédémou suit la crête des monts du Manding jusqu'aux sources du Kouga Ko, longe la rive droite de cette petite rivière, franchit le Bakhouy se maintient sur rive gauche du Koko Ko et rejoint la frontière nord du Mémé.

10^e — Enfin le Cercle de Siguiri appuyé au nord aux limites des Cercles de Kita, Niagassola et Bammako, s'étend au sud jusqu'au Niger et à son affluent le Bankisso. Sa frontière de l'est est constituée par le désert qui le sépare de l'état de Dinguiray.

Le Commandant de ce Cercle est chargé de nos relations avec les pays à protectorat de l'empire du Ouassoulou et de l'état de Dinguiray.

III

Les Commandants de Cercles administrent sous l'autorité du Commandant des Cercles et du Commandant Supérieur auxquels ils doivent rendre compte de tous leurs actes administratifs et politiques.

Indépendamment des affaires de leurs Cercles, ils sont tenus d'informer l'autorité supérieure de tous les événements parvenus à leur connaissance, et qui pourraient intéresser à un degré quelconque, la colonie en général.

IV.

Les précédentes décisions relatives aux délimitations des Cercles sont abrogées.

Bafoulabé le 1^{er} Mai 1888

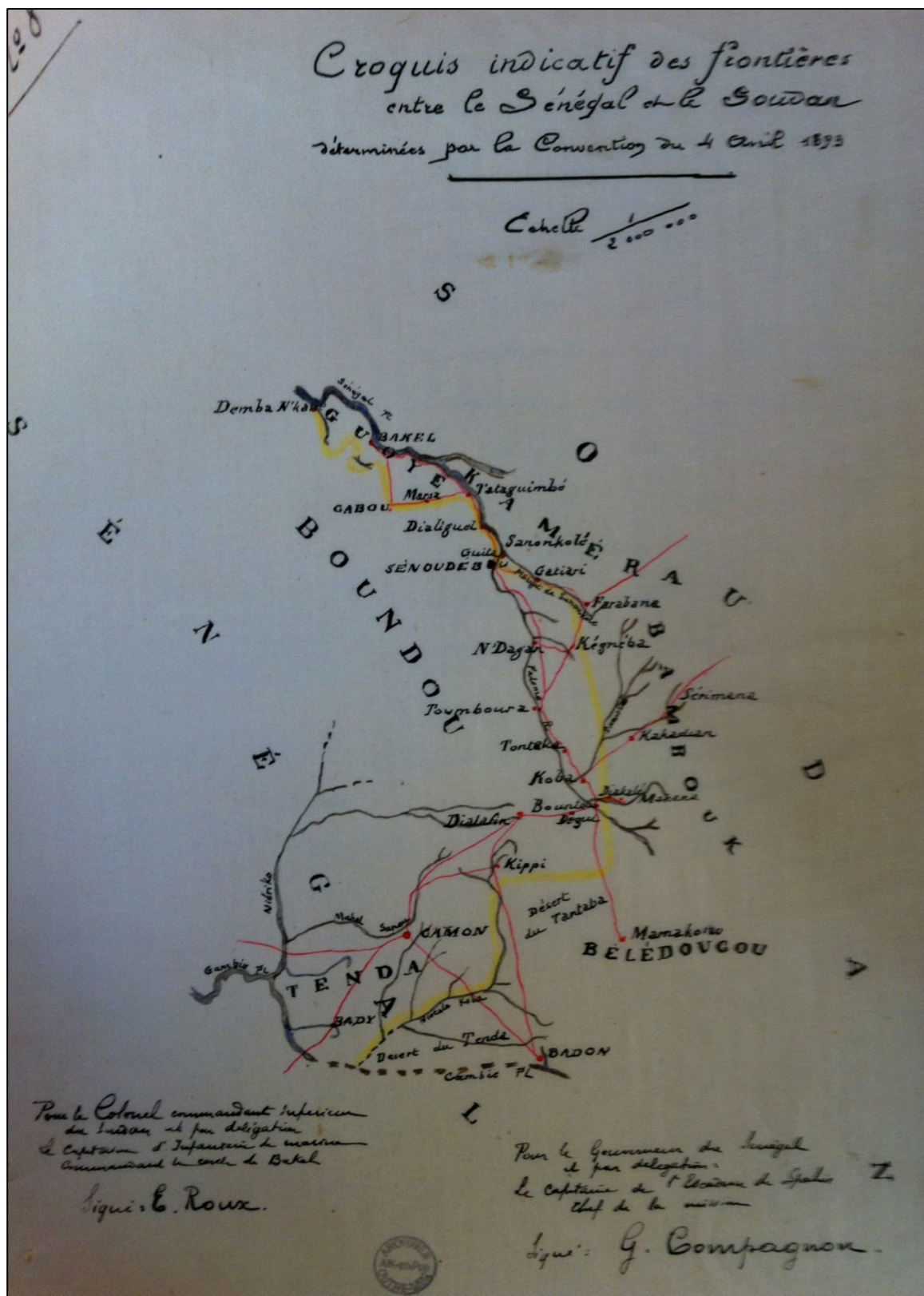
Signé : Gallini

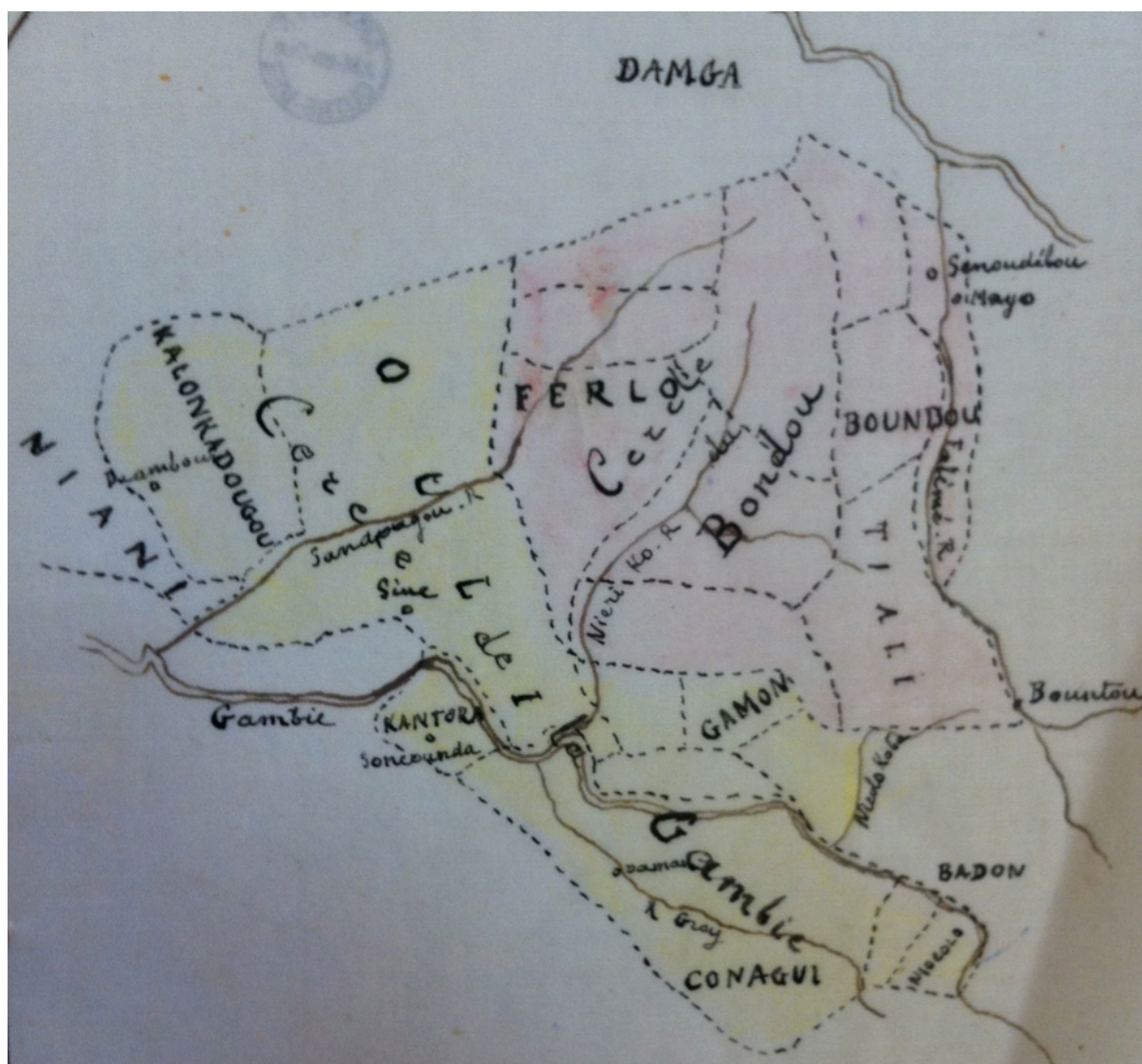
D. C. C.

Le Chef d'Etat Major

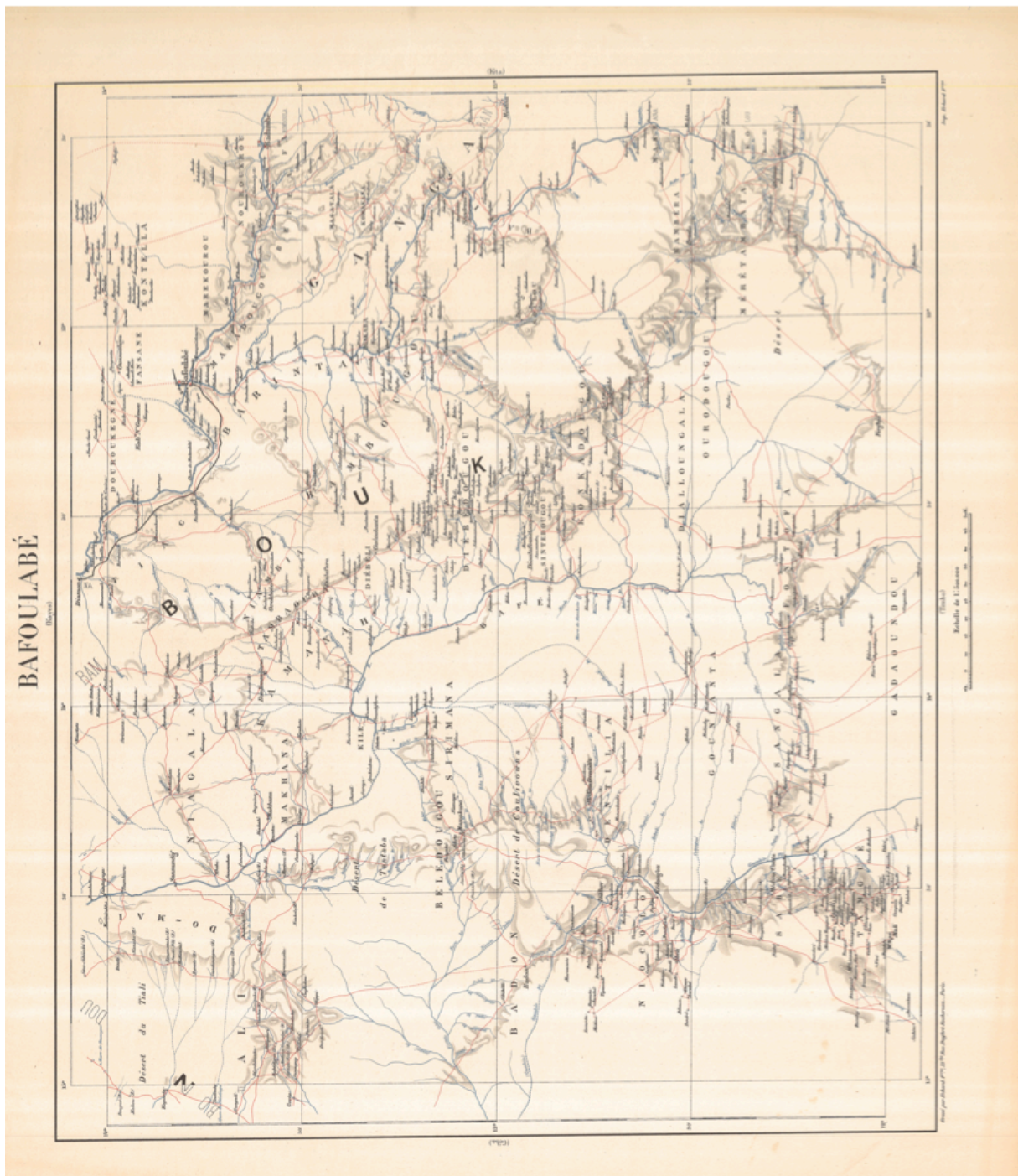
A. Vaurieu

ANNEXE 12 – Deux croquis indicatifs des frontières entre le Sénégal et le Soudan, 4 avril 1893, source : ANOM FM SG Soudan VII/3a, pièce n°7, croquis indicatif des territoires de la Haute-Gambie et du Boundou et pièce n°8, croquis indicatif des frontières entre le Sénégal et le Soudan.

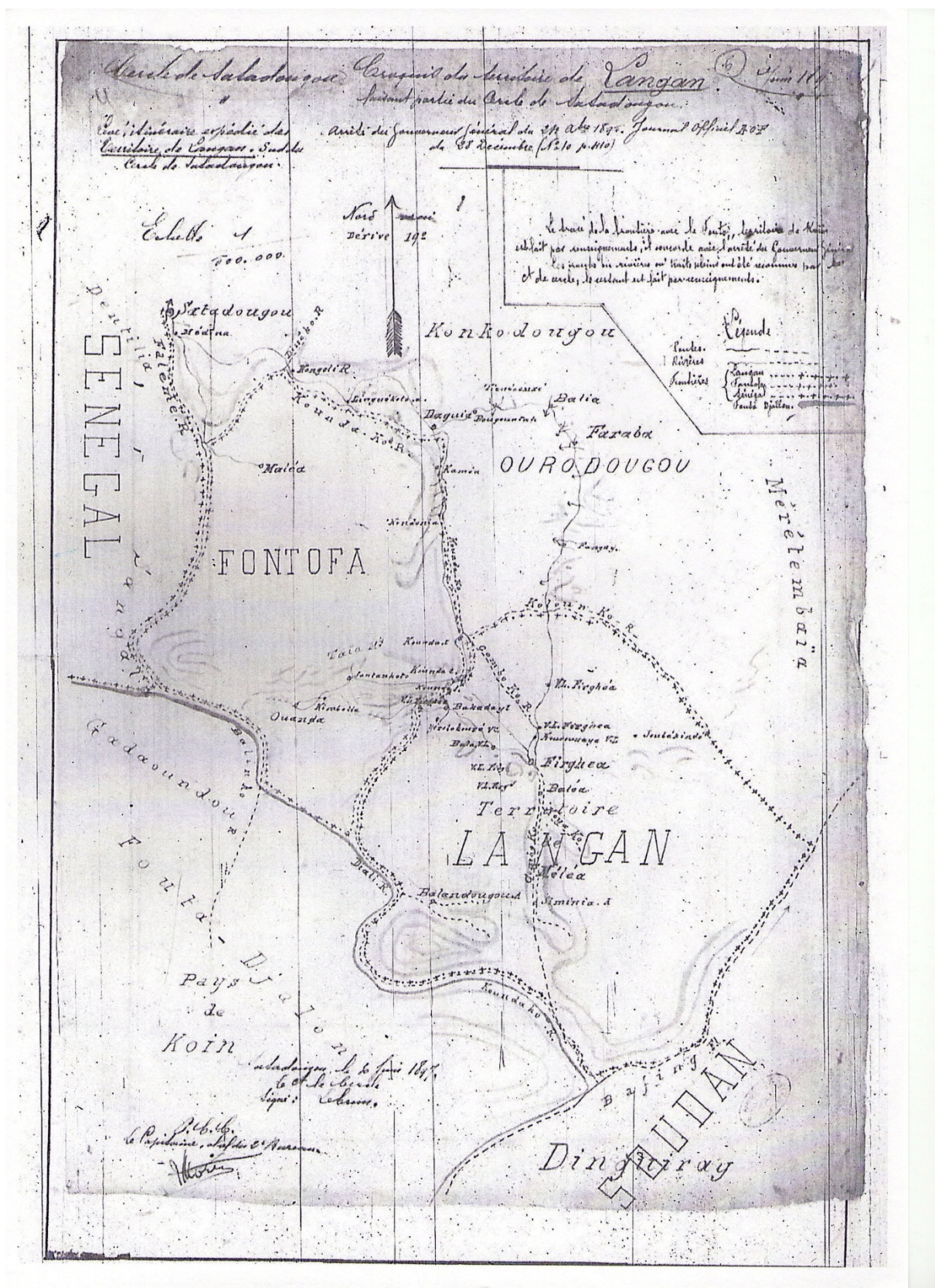


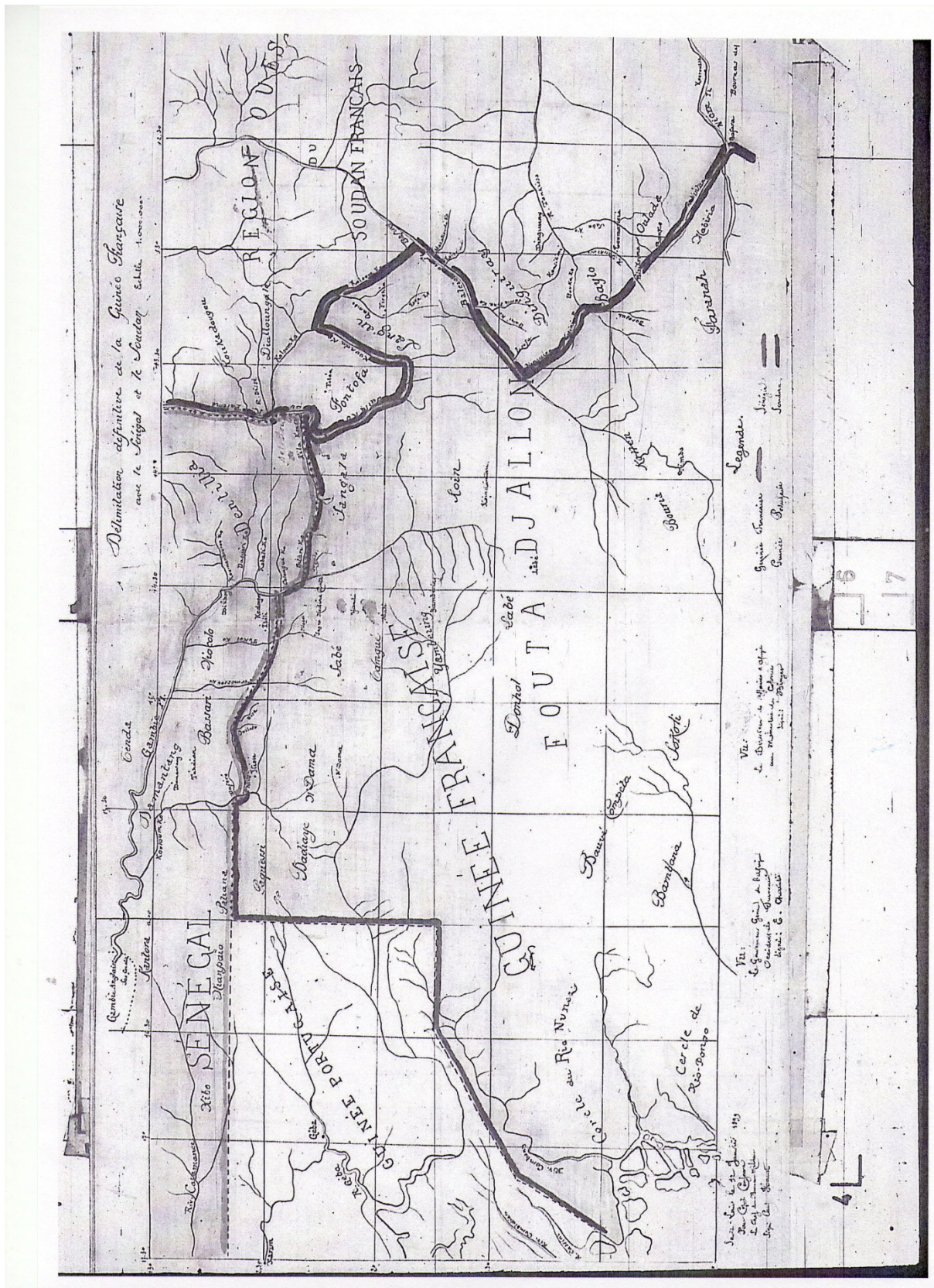


ANNEXE 13 - Carte Fortin Erhard, *Etat major du Soudan français, campagnes 1886-1887, 1887-1888*, feuille Bafoulabé, 1: 500 000, 1890, source : département Cartes et plans, BnF, GE CC-207 et cartothèque de l'IGN.



ANNEXE 14 - Croquis du territoire de Langan, 1 :500 000, Lieutenant Lebrun, 30 juin 1897.
Source : ANS 7 G/40, ANS 7 G/40, rapport du lieutenant Lebrun au sujet de la prise de possession du territoire de Langan, juin 1897.





DÉLIMITATION DU SÉNÉGAL ET DU SOUDAN. — RAPPORT DE LA COMMISSION. — ARRÊTÉ.

L'an mil huit cent quatre-vingt-neuf et le onze novembre, s'est réunie à l'Hôtel du Gouvernement du Soudan français, à Kayes, la commission constituée par décision du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, en date du 10 novembre 1895, à l'effet d'examiner et de proposer les limites qu'il convient d'assigner aux deux colonies du Sénégal et du Soudan français pour l'application de l'article 3 du décret du 16 juin 1895 en ce qui concerne le Bambouck.

La commission est composée de :

MM. Merlin, directeur des Affaires indigènes du Sénégal, président;
Nicolon, capitaine d'infanterie, chef du
3^e bureau de l'état-major du Soudan;
Chenard, capitaine d'infanterie de marine, } membres.
commandant du cercle de Kayes.

Après avoir pris connaissance du décret et de la décision précitées, des divers documents qui lui ont été soumis, notamment des cartes du Soudan (colonel Archinard 1893), de la carte du cercle de Bakel du capitaine Roux, de la carte du capitaine Fortin (feuilles de Kayes, Bafoulabé et Timbo), de la carte du cercle de Kayes déposée aux archives du Gouvernement et de la convention Compagnon-Roux du 4 avril 1893, la commission est tombée d'accord qu'il convient de proposer d'adopter comme limites entre les deux colonies du Sénégal et du Soudan :

1^o La limite actuelle du cercle de Kayes (carte du cercle de Kayes déposée aux archives du Gouvernement à Kayes) jusqu'au sud de Bountou.

Cette délimitation attribue au Sénégal :

(a) La partie ouest du Guidimaka jusqu'à Melga, en suivant la rive droite du marigot de Karkoro (carte du cercle de Kayes), cette rive dépendant du Sénégal;

(b) Le Guoye;

(c) Le Boundou et le Domaio, depuis le marigot du Sanoukolé jusqu'à Bountou inclusivement (carte du cercle de Kayes);

2^o Une ligne suivant le milieu du lit de la Falémé, depuis Bountou jusqu'à la frontière du Fouta-Djallon, en considérant le Dialoko ou Balinko (carte Fortin, feuilles Bafoulabé et Timbo) comme le prolongement de la Falémé.

Cette délimitation attribue au Sénégal :

(a) Le Ouli, le Tiali, le Tenda, le Gamou, le Badon, le Béli-dougou, le Sirémansa, le Bafé, le Dentilia, le Goulianta et le Sangala sur la rive droite de la Gambie;

(b) Le Niocolo, le Batiaré, le N'Dama, le Conagui, le Kantora, sur la gauche de cette même rivière, laissant au Soudan toute la rive droite de la Falémé, y compris le bassin de Koloum (carte Fortin, feuille Bafoulabé) et le Foutofa, jusqu'à la frontière du Fouta-Djallon.

En foi de quoi a été signé le présent procès-verbal et le croquis y joint.

M. MERLIN, NICOLON, CHENARD.

Approuvé :

L'Inspecteur général des Colonies,
Gouverneur général de l'Afrique occidentale française,
E. CHAUDIÉ.

Par le Gouverneur général :
Le Lieutenant-Gouverneur p. t. du Soudan,
DE TRENTINIAN.

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES COLONIES, GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu l'article 31 de l'ordonnance organique du 7 septembre 1830;
Vu l'article 7 du décret du 27 août 1893 rattachant au Sénégal le cercle de Bakel, sauf le Guoye avec la ville et l'école de Bakel;
Vu le décret du 16 juin 1895 constituant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu l'article 3 dudit décret portant rattachement au Sénégal du cercle de Bakel et de la région du Bambouck;

Vu le rapport de la commission constituée par décision de M. le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française en date du 10 novembre 1895, à l'effet d'examiner et de proposer les limites qu'il convient d'assigner aux deux colonies du Sénégal et du Soudan français pour l'application de l'article 3 du décret du 16 juin 1895 en ce qui concerne le Bambouck,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — La frontière du Sénégal et du Soudan est déterminée par les lignes suivantes :

1^o La limite actuelle du cercle de Kayes (carte du cercle de Kayes, déposée aux archives du Gouvernement à Kayes) jusqu'au sud de Bountou.

Cette délimitation attribue au Sénégal :

(a) La partie ouest du Guidimaka jusqu'à Melga en suivant la rive droite du marigot de Karkoro, cette rive dépendant du Sénégal

(b) Le Guoye.

(c) Le Boundou et le Domaio, depuis le marigot de Sanoukolé jusqu'à Bountou inclusivement;

2^o Une ligne suivant le milieu du lit de la Falémé, depuis Bountou jusqu'à la frontière du Fouta-Djallon, en considérant le Dialoko (carte Fortin, feuilles Bafoulabé et Timbo) comme le prolongement de la Falémé.

Cette délimitation attribue au Sénégal :

(a) Le Ouli, le Tiali, le Tenda, le Gamou, le Badon, le Béli-dougou, le Sirémansa, le Bafé, le Dentilia, le Goulianta et le Sangala sur la rive droite de la Gambie;

(b) Le Niocolo, le Batiaré, le N'Dama, le Conagui, le Kantora sur la gauche de cette même rivière, laissant au Soudan toute la rive droite de la Falémé, y compris le bassin de Koloum (carte Fortin, feuille Bafoulabé) et le Foutofa jusqu'à la frontière du Fouta-Djallon.

ART. 2. — Le présent arrêté sera mis en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1896.

Saint-Louis, le 24 décembre 1895.

E. CHAUDIÉ.

Par le Gouverneur général :

Le Lieutenant-Gouverneur p. t. du Soudan français,
DE TRENTINIAN.

Gouvernement du Sénégal.

ARRÊTÉ portant prélèvement de 100,000 francs sur les fonds de la Caisse de réserve.

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES COLONIES, GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu l'insuffisance des ressources de l'exercice 1895;

Vu l'article 99 du décret du 20 novembre 1893 sur le régime financier des colonies;

Sur la proposition du Directeur de l'intérieur du Sénégal,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé sur la Caisse de réserve un prélèvement d'une somme de cent mille francs (100,000 francs) destiné à faire face à l'insuffisance des ressources du budget local, exercice 1895.

ART. 2. — Ladite somme sera reversée à la Caisse de réserve, dès que la situation financière de l'exercice le permettra.

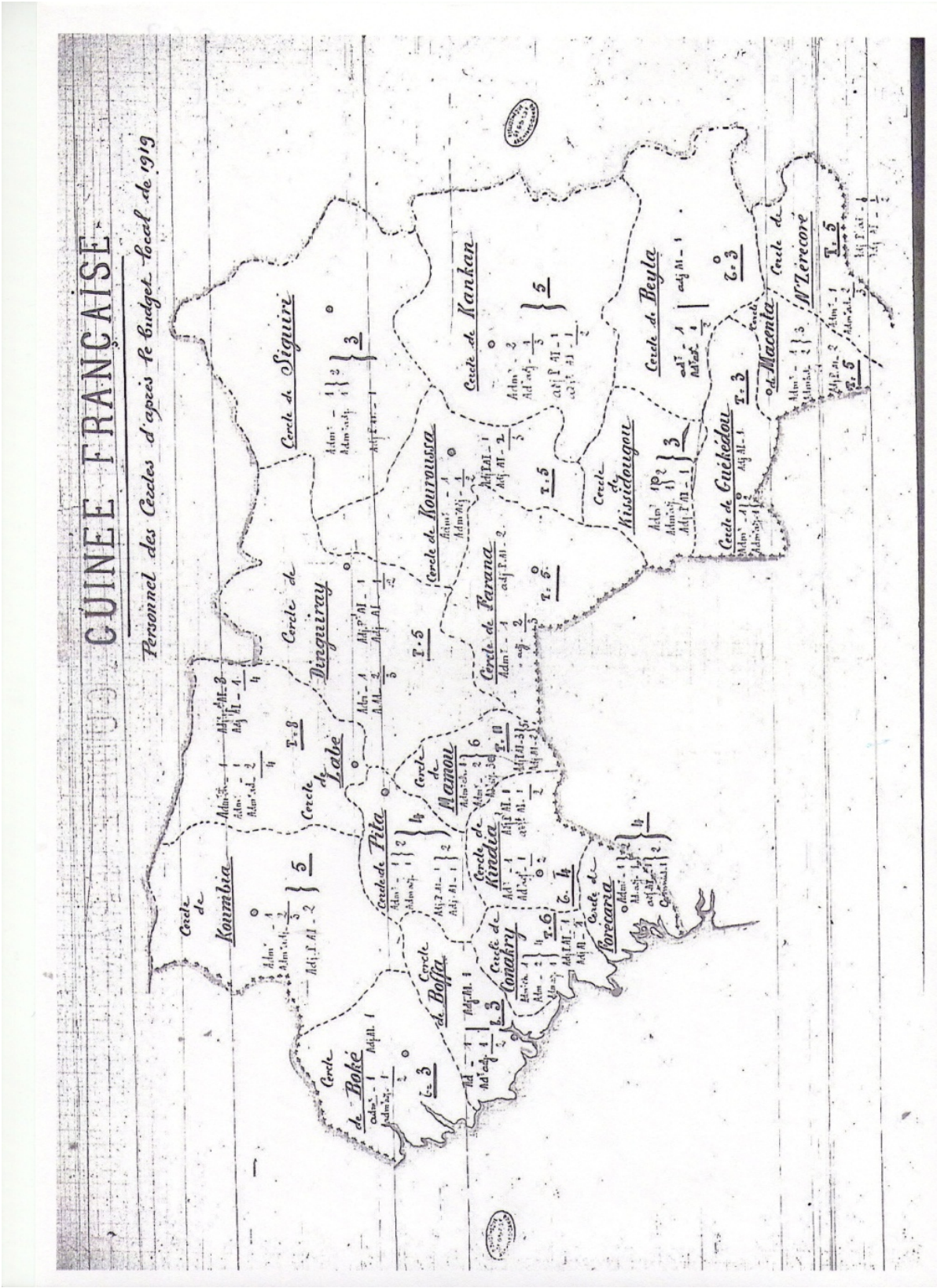
ART. 3. — Le Directeur de l'intérieur du Sénégal est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Trésorier-Payeur et enregistré partout où besoin est.

Saint-Louis, le 20 décembre 1895.

E. CHAUDIÉ.

Par le Gouverneur général :

Le Directeur de l'intérieur du Sénégal,
L. MOUÏET.



Personnel des Cercles d'après le budget local de 1919.



ANNEXE 18 - *Carte du Bambouk*, A. Meunier, 1/200 000, feuille n°6, *Satadougou, Faraba, Bouréa*, Service géographique des colonies, éditée en 1909, source : cartotheque IGN.



ANNEXE 19 - *Carte de la Guinée française, feuille Kouroussa*, Alexandre MEUNIER et al., 2e édition, Paris. Source : Service géographique des colonies, 1909, BnF, Cartes et plans - GE CC- 449 et cartothèque IGN.



<p>Soudan Français.</p> <p>Région Sud</p>	<p>(55)</p>	<p>Année: 1897.</p> <p>Mois de Septembre</p>
<p>Résidence du Dinguiray.</p>		
<p>Rapport sur la frontière Sud-Sud-Ouest du Dinguiray.</p>		
<p>Et, dès lors, en fonction, le Rapport du Dinguiray s'est offert d'obtenir une connaissance complète de ce pays, tant au point de vue de ses limites naturelles et admises qu'à celui de l'origine et du caractère de ses habitants.</p>		
<p>Monsieur Dubreuil, premier Résident du Dinguiray, a écrit un historique de ce pays dont copie est jointe à ce rapport. Les éléments en ont été fournis, en partie par les écrits d'El Hadj Omar, en partie notamment, par l'Almanach et les notables.</p>		
<p>Le travail de Monsieur Dubreuil établit nettement que le Dinguiray n'a jamais fait partie du Fouta mais que son premier chef, El Hadj Omar, après avoir, ce que nous avons fait les chefs du Fouta (qui, à l'époque sont toujours subsistants par la suzeraineté du roi des Cambe) détesté la puissance du roi du pays de Cambe, s'est substitué à lui, et a pris le commandement de tout le territoire que possédait son ancien suzerain, après entente, au sujet de ses limites, avec le chef de Cambe.</p>		
<p>Le historique montre aussi, qu'El Hadj Omar</p>		

à par suite de la communauté de leurs conceptions religieuses
longtemps entretenue autant que possible de bonnes relations
avec le chef de Kimbo. il faut connaître en outre, quelle
a été depuis son fondation la série des chefs qui ont
succédé à son commandement à Ougoumay, mais il reste
encore à faire la location et la description des
fonctions de ce chef et des variations qu'il en a pu subir.
Il est donc d'une haute importance que les résidents
seussent en ce moment occupés à cela.

Après avoir interrogé sommairement l'Almamé
et les notables de Ougoumay, soulevés les quelques archyves existant
à la résidence l'impossibilité de se procurer des documents écrits
de valeur indiscutable fut reconnue. car tout les anciens
d'accordement à dire que le chef de Kimba s'appelait Guimba
était illettré, et que depuis tout les anciens chefs du pays
Elhadj Omar ayant l'habitude de consigner par écrit les
actes importants de sa vie. qu'en outre la plupart de
ces écrits avaient disparu avec leur auteur ou ceux de ses
fils déjà morts, et qu'une faible partie seulement restait
entre les mains d'Agoubou chef actuel de Bondiagara.

La tradition orale était donc seule capable
de donner des renseignements dont le nombre et la concordance
pussent garantir la valeur.

Il était nécessaire aussi d'avoir l'intérêt
de la vérité, d'obtenir ces renseignements à des sources aussi
variées que possible et de les examiner avec soin et
impartialité, en tenant compte de la valeur morale des
personnes interrogées et des intérêts pouvant être en jeu.

La liste suivante des témoignages recueillis au
sujet de la frontière Sud-Sud-Ouest, en fait connaître
les sources, la précision la netteté et la concordance.

1° Le Résident ordonne à l'Almamé
de lui dresser une liste de tous les villages situés sur

le territoire du Dinguiray, avec indication de ceux
les plus rapprochés de la frontière et mention de ceux considérés
comme villages de culture.

Sur cette liste figuraient, près de la frontière
Sud-Sud-Ouest, les villages de : "Dongo", "Meriamadia",
"Kamfata", "Babyla" avec Santanfara pour village de
culture.

L'Almamy déclare que de tout temps, la
frontière avait été dans son état actuel, aucune forme par la
chaîne de montagnes appelée Mokomy partant de Koumaria
sur le Kanfisso et aboutissant près du Bafing, vis à vis
de l'affluent de gauche de cette rivière appelé "Touima" qui
lui-même formait la limite des territoires indigènes du Dinguiray,
situés de ce côté du Bafing.

Cette frontière est reconnue. Il est, laisse au Nord les
villages cités plus hauts qui, tous, ont reconnu l'autorité
de mes prédécesseurs et la même.

2^o. Les notables réunis à Dinguiray le
sept février 1897, reconnurent l'exactitude de la liste des villages
fournie par l'Almamy.

3^o. Le 20 mars au campement de Baleya,
situé à quinze kilomètres au Sud-Ouest de Fogo, plusieurs
habitants de ce village et deux indigènes des villages voisins
de Sisela et Kanguirabo (Torta), déclarèrent au résident
que la "Torta" commence à une heure de marche vers le
Sud, en haut de la montagne au pied de laquelle était
le campement et que cette montagne appelée Baleya,
ou encore Mokomy, se prolonge jusqu'au Bafing.

4^o. Le 11 avril, à Hallandama et
Meriamadia, le résident obtint des habitants la
réponse unique suivante : "Le Torta commence à une heure
et demie de marche d'ici, en haut de la montagne rocheuse et escarpée que le soir devient noir et
qui se continue jusqu'au Bafing".

5° Le 12 avril, les notables de Kamssato montrèrent la même chaîne de montagnes comme limite du Singuiray.

6° Le 13 avril, à Biabye, le chef et les habitants firent la même réponse, quant à la description de la frontière, mais, lorsque le résident manifesta son étonnement de ne pas apercevoir les notables de Santanfara, plusieurs habitants de Biabye déclarèrent que Santanfara ne fait pas partie du Singuiray. Et l'objection qui leur fut faite, que Santanfara se trouve en bas de la montagne, ils ne surent d'abord que répondre et avouèrent ensuite que ce village est bien situé dans le Singuiray, mais que le chef, ne voulant pas reconnaître l'autorité de Mbaki et n'en reconnaissait d'ailleurs aucune.

Le résident prit alors le parti de ne pas agir sur ce village avant d'avoir de nouveau interrogé les notables et l'Elmamy.

7° Les habitants de Emonato reconnurent le 14 avril que le village de Santanfara est en avant (Nord) de la frontière, laquelle est bien la chaîne de montagnes appelée "Mogony".

8° Le 15 avril, le chef de Bououla, sur le "Bafing", qui entretient des relations à Santanfara fit les mêmes déclarations. Une bonne route, suivant les vallées du Ninkira et du Bafing relie ces deux villages dont la distance est d'environ vingt kilomètres.

9° Plusieurs dioules venant du Fouta ou y allant, firent les mêmes réponses au sujet de la frontière.

10° Mbaki, sachant le résident au courant des intentions du chef de Santanfara, que lui n'ignorait pas, fit de nouveau les réponses suivantes:
Le village de Santanfara composé de Peulhs

Reproduction de l'histoire du Soudan
Loubert.

et de Malinkés ne m'obéissent pas et ne me paient pas l'impôt, mais il a été établi, par autorisation de mon père, duquel les habitants reconnaissent l'autorité.

Les Teulbs et les Malinkés ont chacun leur chef, mais le chef des Teulbs Namassoro Laliaké a autorité sur tous.

Les Teulbs sont originaires de Dagoto près Lemonako ils n'ont obtenu de mon père l'autorisation de s'installer à Santamfara que sur la promesse de ne construire aucune case en haut de la montagne, c'est à dire dans le Touta.

Les Malinkés sont originaires du Touta, mais ils ont demandé à Agribou l'autorisation de s'installer à Santamfara.

M. Les notables, très âgés, Pierno - Abduraman de Singuir et Imourana Hella, Alléjale venus tous deux du "Touta Boto" avec El Hadj Omar et dont les paroles sont réputées dignes de foi, par les indigènes, firent au résident la déclaration suivante :

Au moment de l'arrivée d'El Hadj Omar à Diégonko (Touta Djallon) tout le pays actuel du Singuir était presque désert, mais appartenait au roi de Camba, fétichiste, possesseur d'un empire immense et dont les chefs du Nollon et de Gimbo reconnaissent la puissance et reconnaissent parfois, malgré eux, la suzeraineté.

El Hadj Omar ayant fait dans le Touta de nombreux prosélytes, sentant sa puissance augmenter de jour en jour, voulant éviter toute querelle avec ses coreligionnaires, tout en se créant, à lui, un domaine propre, demanda au roi de Camba et obtint l'autorisation de se fixer dans la région, alors déserte, où se trouve actuellement Singuir.

Le marabout Toucouleur promit de reconnaître la
suzaineté de Kambo et de payer l'impôt à son chef, ce qu'il fit
régulièrement pendant trois années; après quoi, s'étant fortifié,
il résolut de s'affranchir de toute tutelle.

Le chef de Kambo, "Omar Bari" fils de
Boukar Biro qui détestait le roi de Kambo, encouragea
El Hadj Omar dans ses projets d'affranchissement et convint
avec lui que, s'il était vainqueur, il deviendrait le maître
de tout le pays de Kambo dont la limite était, au sud,
la chaîne de montagnes qui va de Koumaria au Bafing.

Il fut convenu, après la prise de Kambo, bien que
le chef de Kambo eût essuyé d'El Hadj Omar le refus du
moindre partage de butin, que tous deux respecteraient
toujours cette limite et que, comme musulmans, ils se
devaient mutuellement protection. (Histoire montre
qu'El Hadj Omar, malgré son amour des conquêtes, n'a jamais cherché à
faire celle du Toucouleur.).

Depuis cette époque, les habitants des deux pays
ont toujours respecté cette limite qui n'a pas varié.

Cette déclaration vient d'être renouvelée par écrit,
signée de leurs auteurs qui savent lire l'arabe, et jointe
à ce rapport.

Les notables interrogés ont aussi affirmé que
jamais, depuis leur arrivée ici (1849), ils n'ont entendu dire que le
Mankira forme la limite du pays et que la moindre
foi des chefs du Baïlo et du Kollen est évidente. Leurs
témoignages, au sujet des villages de "Togo" et de "Babyle",
sont les suivants:

Le village de "Togo" a été créé par El Hadj Omar dans le pays, par des "Peulhs" musulmans,
nouveaux convertis, originaires du "Houare", très petit
territoire, alors sans chef, situé entre le Oulanda, le Toucouleur
et le pays de Koumaria.

Le village a toujours appartenu au Dinguiray
mais l'Almamry actuel a mécontenté ses habitants, et ils
ont cherché de fuir et de s'installer dans le Fouta, bien
de toute autorité?

Le village de Babyla, composé
exclusivement de Malinkés, a été créé il y a une vingtaine
d'années par le chef actuel, appelé Macadigbé. Le chef et
le plus grand des habitants avaient précédemment leur domicile
à Siarba-figna (Dinguiray), parce qu'ils ne se plaçaient
plus dans le Fouta, dont ils sont en partie originaires.

Ils ne se sont installés à Babyla qu'après
avoir obtenu l'autorisation d'Aguibou auquel ils ont
toujours obéi ainsi qu'à l'Almamry actuel.

Les troupes de ce village et des voisins ont
été enrégimés en 1888 par les chefs du Kollen, Aguibou en
a forcé la restitution par les armes.

12°. Un ancien Sôfe d'El Hadj
Omar habitant actuellement Dinguiray, et plusieurs chefs
de village, entre autres, ceux de Bokko, Koumbia Kobale,
Koumbia Dantari, Bantambourou, Koumbia,
Sefelo, ont tous affirmé que la frontière est bien formée
jusqu'au Bafing par le Fokony.

13°. Enfin au commencement de Mai,
Macadigbé, chef de Babyla, a déclaré à Dinguiray,
devant plusieurs notables réunis, que Sontamfara est située
dans le Dinguiray dont la limite est bien elle-même décrite,
que le chef de ce village ne l'ignore pas, mais qu'il ne peut
obéir à personne.

Etant donné le nombre, la variété des
des personnes interrogées et l'unanimité de leurs dépositions
à cette époque le doute n'était plus permis et la limite
reconnue était bien, sur toute sa longueur, la chaîne de
montagnes Fokony, dont le résident avait lui-même

reconnue la valeur naturelle d'une longueur de près
ou 60 kilomètres.

Jamais eût le mot de Ninkira n'eût
il été prononcé au sujet de la frontière.

Santhambara se demandant si la partie du Dinguiray,
les habitants avaient le devoir d'annoncer le chef de ce village
à reconnaître son autorité? c'est ce qu'il essaye de faire.

Depuis cette époque, la conduite des chefs de Santhambara
du Baïlo et du Kollen n'a fait que affermir les conjectures
des habitants du Dinguiray, bien qu'il soit, à son avis, à
regretter pour notre influence, que l'autorité française de la
Guinée, ait accordé avec facilité de protection à ces
indigènes qui refusaient de reconnaître celle du
Soudan.

En effet:

1^o Les habitants de Santhambara n'ont songé
à se placer sous la protection des dits chefs de la Guinée,
qu'après plusieurs sommations et lorsqu'ils ont été certains
que leur insoumission aux ordres persistants et progressifs
venus de Dinguiray pendant plus de deux mois, allait leur
attirer un châtiment sévère.

2^o Les chefs du Baïlo et du Kollen, qui, en connaissance
de cause et malgré l'esprit vindicatif qui anime tous les
indigènes, avaient laissé, sans protester, le village de Baïlo
les voisins de la frontière, depuis sa formation, c'est-à-dire
depuis près de vingt années, au chef du Dinguiray
qui, depuis notre installation définitive dans le Soudan,
avait adressé maintes réclamations au résident de
Kinko, ces chefs, dis-je, n'ont songé à déclarer que la
limite de leur pays est le Ninkira, qu'après l'effort
de Santhambara et après avoir vu l'inintelligente présentation
de ce village cette limite jusqu'au Koudili qui passe à dix kilomètres
du Dinguiray.

Cependant, avant le 1^{er} juillet plusieurs assemblées de notables
avaient eu lieu à Limbo, sous la présidence du représentant
de la France, qui certainement avait questionné ces indigènes
au sujet des frontières du Fouta, et des villages qui en sont peu
éloignés.

3^o Les habitants libres de Santamfara, pris
les armes à la main et actuellement détenus à Singuiry, interrogés
séparément, ont tous déclaré, conformément à leurs intérêts, qu'ils
n'avaient eue en connaissance de cause, sachant que Santamfara
se trouve dans le Singuiry dont la limite est tirée
le "Kobony".

Le frère du chef de ce village, a affirmé au
résident que lui-même est venu en aide par son frère, à Singuiry,
demander à Aguiou l'autorisation de s'installer à
Santamfara, dont les habitants ont refusé d'obéir depuis que
Narki a été nommé Almamy seulement.

Cet indigène a aussi déclaré que son frère Mamatto
Batuallo n'a jamais obéi aux chefs indigènes ou européens
du Fouta et qu'il n'a jamais dit, devant lui, que le Ninkira
forme la limite des deux pays.

4^o Les indigènes du Fouta que le résident a
pu interroger ont encore reconnu que la frontière est formée
par le "Kobony" et que les habitants des villages limitrophes
ne l'ignorent pas. Aucun d'eux n'a prononcé le nom de
Ninkira.

Il est donc plus que probable, que, si les chefs du
Gaïlo et du Kollen sont interrogés sérieusement et minutieusement,
ils ne pourront justifier leurs prétentions et démontrer que leur
conduite a été rationnelle. Celle-ci leur a été dictée par la
haine, la cupidité et peut-être aussi l'intention de se débarrasser
de l'autorité française.

Enfin, confirmée par l'unanimité des
déclarations reçues que le Kobony, barrant Babyle et Santamfara

vers le Nord-est, que le mont le croquis joint, est la limite convenue, généralement admise et connue de tous les habitants, dans aucune exception, le résident actuel du Dinguiray et en outre persuadé, après l'avoir vue, que cette chaîne de montagnes est le seul obstacle naturel qui puisse délimiter nettement les deux pays depuis Boumania jusqu'au Bafing. Son prédécesseur M. Dubécul avait probablement la même conviction ainsi que le prouve la copie ci-jointe d'un fragment de sa lettre n° 62 en date du 19 juin 1896.

Les marigots Ninkira et Boucoumbé prennent leurs sources dans cette chaîne de montagnes ou en de ses contreforts, ils y font deux troncs fort peu larges, de peu de profondeur et situés respectivement au sud des villages de Djalyla et Santambara; mais ceux-ci sont placés nettement en aval de la montagne, et les troncs déviés n'empêchent pas à l'obstacle de valeur et n'empêchent nullement de distinguer nettement la ligne des crêtes.

Pour toutes ces raisons, le Résident estime donc qu'il serait:

1° injuste, puisque les chefs indigènes ont consacré leur autorité sur chacun des deux pays, d'en changer les limites reconnues.

2° très injurieux de nuire, en lui enlevant deux villages, au chef du Dinguiray qui nous a été toujours loyal et s'est, depuis dix ans, placé de plein gré sous notre protection, que ses administrés ont été effrayés, pour favoriser ceux qui l'ont dernier encore, étaient mobiles, prêts à soutenir Bokar Biko, et se sont toujours montrés jusqu'ici nos ennemis.

3° absolument illogique, en admettant que l'autorité française puisse avoir l'intention de fixer les frontières absolument à sa guise, de changer une limite généralement admise, nette, naturelle et formant obstacle sérieux sur

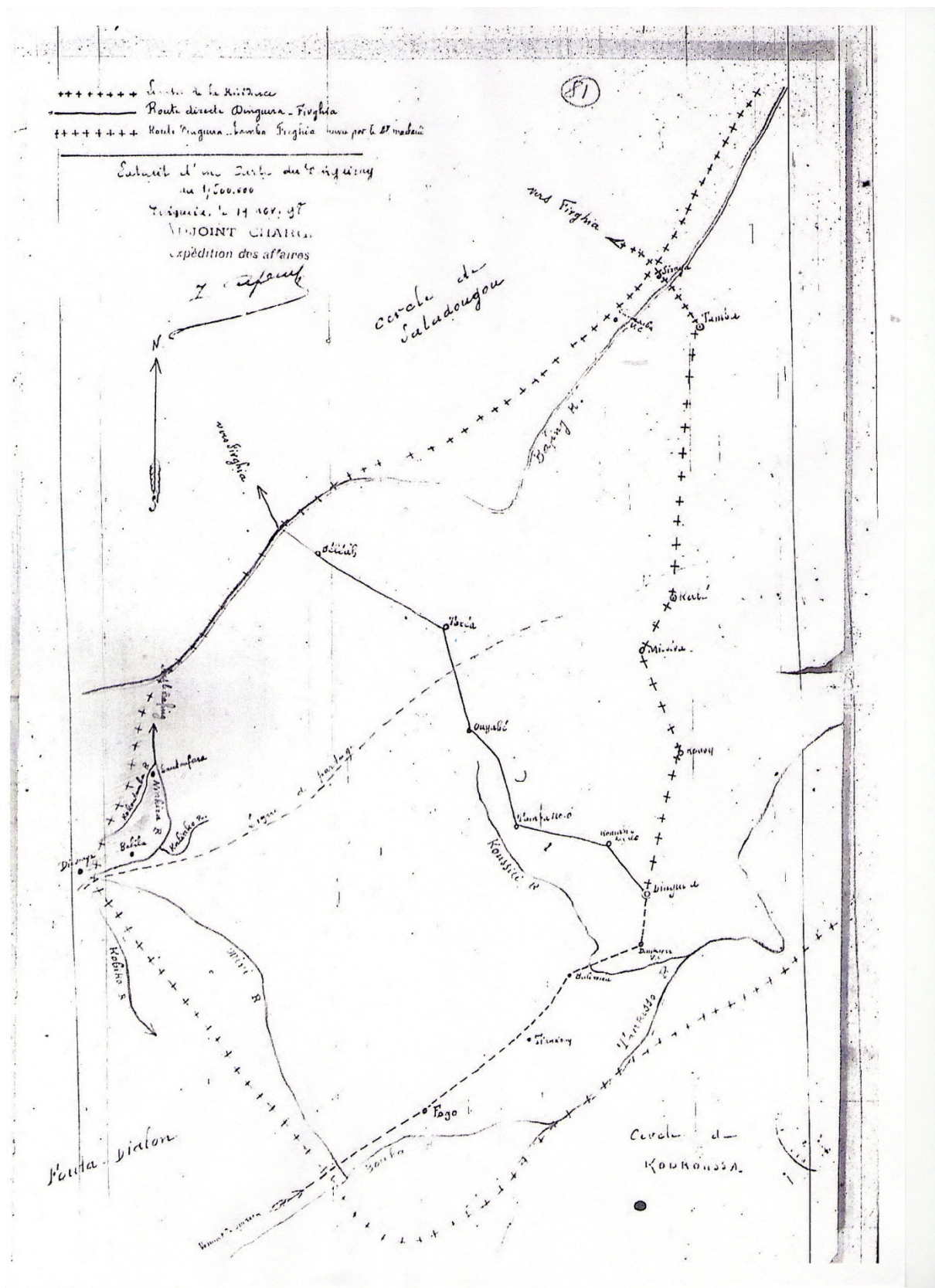
Toute la distance séparant le Capricorn du Bassin,
 contre une autre existant et n'étant seulement sur une
 faible partie de cette distance, et ne pouvant avoir comme
 suite rationnelle que la précédente, ou un autre marigot,
 cette dernière solution forçant encore à discuter la
 possession d'autres villages.

Ougoua, 6 Septembre 1897.

Le Résident
 Signé: J. Cusson

Pour copie conforme:
 Le capitaine adj. du 2^e Bureau —
 H. Lemaire





Introduction.

Où ne suffit !

Au nom de Dieu !

Louange à Dieu !

Qu'il répande des bénédictions sur son ouvrage
qu'il lui accorde le salut, ainsi qu'à tous ceux qui l'ont écrit.
Voilà, par la part de l'Emir de "Dinguiray"
le Kama Mohammed El Achekhi fils du Prince des Aborigènes
Mohammed El Achik à l'honorable vénérable et très
puissant chef français le Gouverneur. Que les faveurs
divines, les saluts accompagnés des plus respectueux hommages
vous soient présentés.

Je vous envoie cette lettre pour vous faire savoir
que j'ai eu bonne santé et j'espère que vous l'êtes aussi.

Je vous envoie aussi d'un différend qui vient
de surgir entre moi et le "Touta Gjalon" au sujet
de caudès qui ne se sont pas présentés depuis que j'ai été
nommé ici et qui sont les suivants :

Les administrés partent à tous moments
pour le "Touta Gjalon". Si nous les réclamons on refuse de
nous les retourner.

Les "Touta Gjalonais" prétendent aussi
que la plus grande partie de notre territoire leur appartient
et d'après eux, la limite passerait à "Santa Clara"
et pour d'autres points y compris "Ong"

Heureusement qu'un arrangement des amas
fixe nos limites au "Jebel Koukoudi" sans lui,
elles passeront à "Gjikoudi"

Notre grand-père y demeura, fit construire
et peupla le pays pendant 7 ans, puis il partit et vint à
"Dinguiray"

Entre "Dingiray" et "Jibourkou" s'étend une
grande plaine d'herbe.

Après l'impitoyance du "Foulé Gjalou"
et de ses princes, notre grand-père d'ascendance "Canba", c'est pour
cette raison qu'on ne vit plus les "Foulé Gjalouais" entre "Fougen"
"Koullen" et "Kyoumou" par crainte de "Limbé" (probablement
"Simba") et de "Boutouy Canba". Après que notre grand-
père "Elhadj Omar" eut d'ascendance "Canba à Koulé" il fit
rester les populations entre "Kyoumou" et "Boutouy" et percuta
l'impôt.

Aujourd'hui voyant que les Français nous ont
vaincu ainsi qu'avant et que nous connaissons leurs mœurs, ils calomnient
journalièrement nos familles, les enlèvent et nous ne pouvons ni les
atteindre, ni les retrouver, nous n'avons plus que la ressource de
nous plaindre à vous.

Lorsque "Elhadj Omar" vint baliser "Dingiray"
il paya l'impôt aux habitants de "Canba" pendant
quand ils considéraient mais après il les vainquit, et d'ascendance
leur territoire.

Le Colonel Duchinard fit demander
mon père. Celui-ci se rendit au siège du Colonel et y fut le trouver.
Lorsqu'ils se séparèrent et se firent, ils lancèrent sur nous les troupes de
Samory qui d'ascendance la moitié de mon territoire. Samory
nous prit 5000 bœufs, 800 esclaves.

Comme nous le Samory, n'ayant reçu aucun ordre
et connaissant les règlements nous ne fûmes rien. Ils me prièrent
150 roubles. D'un autre côté les chefs de "Koullen" et de "Bila"
"Ali Goutou" l'Alphab "Salah Ebubi" l'Alphab
"Ali Mou" le roi de "Koullen" me trahirent.

Ceux-ci vinrent chez nous avec la capitale
de "Simba" mais partout où ils recurent l'hospitalité
ils ne firent que calomnier nos familles. Ils disaient:
"Venez avec nous dans notre pays, vous y trouverez

le respect et nos blâmes en devant les yeux.
Je demande que les limites de notre territoire
puissent être "Northoundi" comme elles castraint du Nord
de nos arrières et arrières.

Je demande aussi que vous enjoigniez au "Bouta Djalo"
de garder des gens de son territoire, sans nuire lorsqu'ils viendront
explorer lui, et d'empêcher en outre les gens de venir nous voler, car
ce sont des gens de "Koullou" qui ont pris pour champ journalier
de leurs exploits les confins de mon royaume. Nous ne les
reconnaissons pas.

Ils ont enlevé dernièrement mon jeune frère
parti pour faire du commerce, l'ont emprisonné, car
l'intention de lui faire, mais il a réussi à briser les portes
de sa prison et à s'enfuir; ils ont pris néanmoins toute
sa famille fortune.

Si vous doutez, prenez des renseignements auprès
de mon frère à "Bardlagara" et vous saurez que
tout ce que j'ai dit est la pure vérité.

Signé en caractères français.
Amamy Guiguira Maki Cala.

On dessous est apposé un cachet dans lequel
on lit :

Le descendant de son Père, le prince des Proximité
Mohammed El Meki fils de Mohammed El
Meki, suivent deux mots illisibles.
Parti soit : !.

Pour copie conforme :
Le Capitaine chef du 2^e Bureau,
H. Lévassier

Pour traduction conforme :
Kangas, le 6. 9^e 1897
Interprète militaire
Signé : H. Kalin.

Chapitre II.

Nouvelle
délimitation du cercle
de Bougouni.

Lorsque le mouvement général de
centrée des réfugiés, sur leurs territoires
sera effectué, il y aura lieu de
réviser les limites du cercle de Bougouni
de façon à y enclaver, les populations
qui ont eu recours pendant de longues
années, à la protection de notre pavillon.

Les limites fixées par le télégramme
796 du Gouverneur, en date du 28 avril
1894, modifiées par lettre n° 49 du C^t de
la région Est, approuvée par télégramme
1465 du Gouverneur en date du 7 mai
1895 et modifiées encore par décision
du Gouverneur du 3 juillet 1895;
constituent un ordre de choses anormal
pour certains cantons du cercle.

Les cantons de Bolou et Guanan
qui ont des populations sont habitées
à nous, et sont restés plus d'un an
à Faragaran à l'abri de nos armes,
sont sauf deux ou trois villages, en
dehors des limites d'action du cercle.

Il en est de même des gens du Guagnan.

Le canton du Banan qui avait fait

Nous avons donc l'honneur pour
éviter toute anomalie dans la constitution
politique du cercle de Bougouni, de
proposer la rédaction suivante pour
la fixation des limites de ce cercle :

Au Nord le cercle de Bougouni est
limité par la rive droite du Niger,
depuis le confluent du Ouassoulou Balé,
jusqu'au confluent de la Faya.

À l'Est le cours de la Faya, de
la Faya jusqu'à Kobilé, la limite est
du canton de Sasse jusqu'à la rivière
Bananba et la rivière Bananba jusqu'à
son confluent avec le Baoulé.

De l'embouchure de la Faya jusqu'au
confluent Bananba-Baoulé, le cercle de
Bougouni touche à celui de Ségou,
(canton de Guénickalari).

Au Sud est (frontière extérieure) le
Baoulé, puis la frontière Sud est du
canton de Niémala (Kologon) et encore
le Baoulé.

Au Sud la limite Sud du Guagnakha
qui passe à environ un jour de marche
au nord de Koussan.

À l'Ouest, le Ouassoulou Balé,
jusqu'à son confluent avec le Niger.

Selon ainsi compris dans le cercle
de Bougouni les cantons qui suivent :

- | | | |
|------------------|-------|----------------------------------|
| 1 Djitourmo | chef. | Lanséna Samaké à Oulossabougou |
| 2 Diakha | - | Diébelé Doumbia à Taxaba |
| 3 Sasse | - | Samba-dié à Sasse koro |
| 4 Keleya | - | Koliba Bakaïkha à Dossola |
| 5 Diatakhadougou | - | Algomblé Doumbia à Bougoula |
| 6 Kouroutamini | - | Diékourague Samaké à Bénétou |
| 7 Boulou | - | Mandé Sangaré à Koton |
| 8 Guanan | - | Bougoudian Diaké à Yoro Bougoula |
| 9 Niémala | - | Baba Sangaré à Kologon |
| 10 Guagnakha | - | - |
| 11 Banimonoté | - | Niémokho Dian Diaké à Bougouni |
| 12 Banan | - | Bodji Niambélé à Yoro Bougoula |

en 1893 sa soumission au Lt Colonel Bonnier et que ce dernier avait compris dans les limites du cercle, (Instructions laissées au Capitaine Refort, premier C^t du cercle de Bougouni, lettre n° 32 du C^t Supérieur, en date du 19. Décembre 1893. Archives de Bougouni.) n'a plus dans les limites du cercle que deux ou trois petits villages.

La situation anormale que j'ai indiquée plus haut est caractérisée par deux faits principaux:

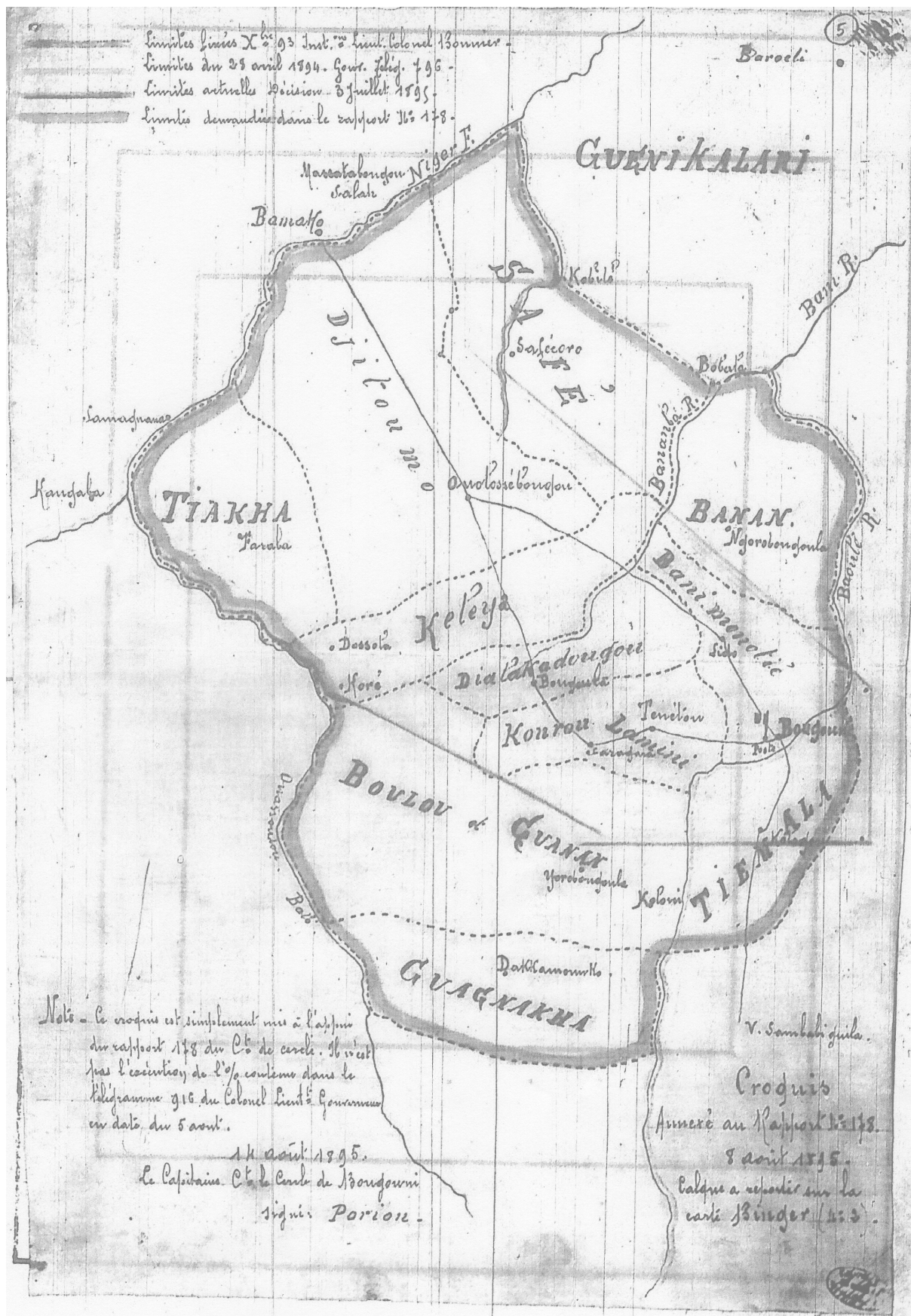
1^o Les gens et les chefs des 4 Cantons précités sont persuadés qu'ils relèvent de Bougouni, et veulent sans rien vouloir entendre que le C^t de cercle de Bougouni leur rende la justice et les administre.

2^o Dans les cas où ils finiraient par se résigner à s'administrer eux mêmes, les chefs de Canton seraient toujours responsables vis à vis du C^t de cercle de deux ou trois villages compris dans le cercle. Il est certain que tout cela est beaucoup trop compliqué pour une cervelle de noir, et je crois, qu'il y a intérêt à appliquer le principe: Gardons dans notre territoire tout ce qui s'est donné à nous, et que nous avons protégé ou administré ne fut-ce que pendant quelques mois.

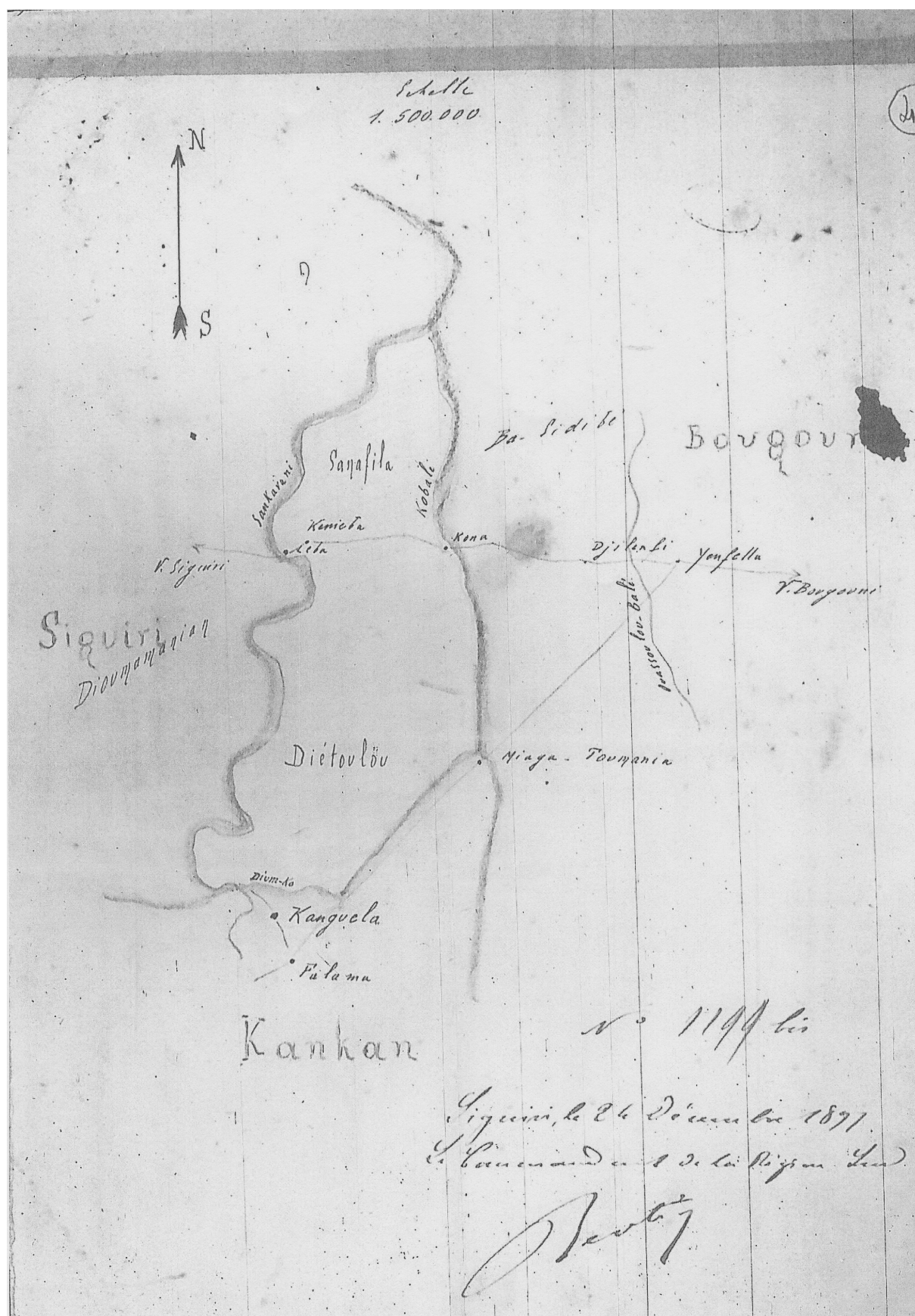
Nous terminerons ce chapitre en proposant de nouvelles limites du cercle basées non plus sur des lignes géométriques tracées sur une carte plus ou moins erronée, mais bien sur les limites politiques de Cantons soumis à notre influence.

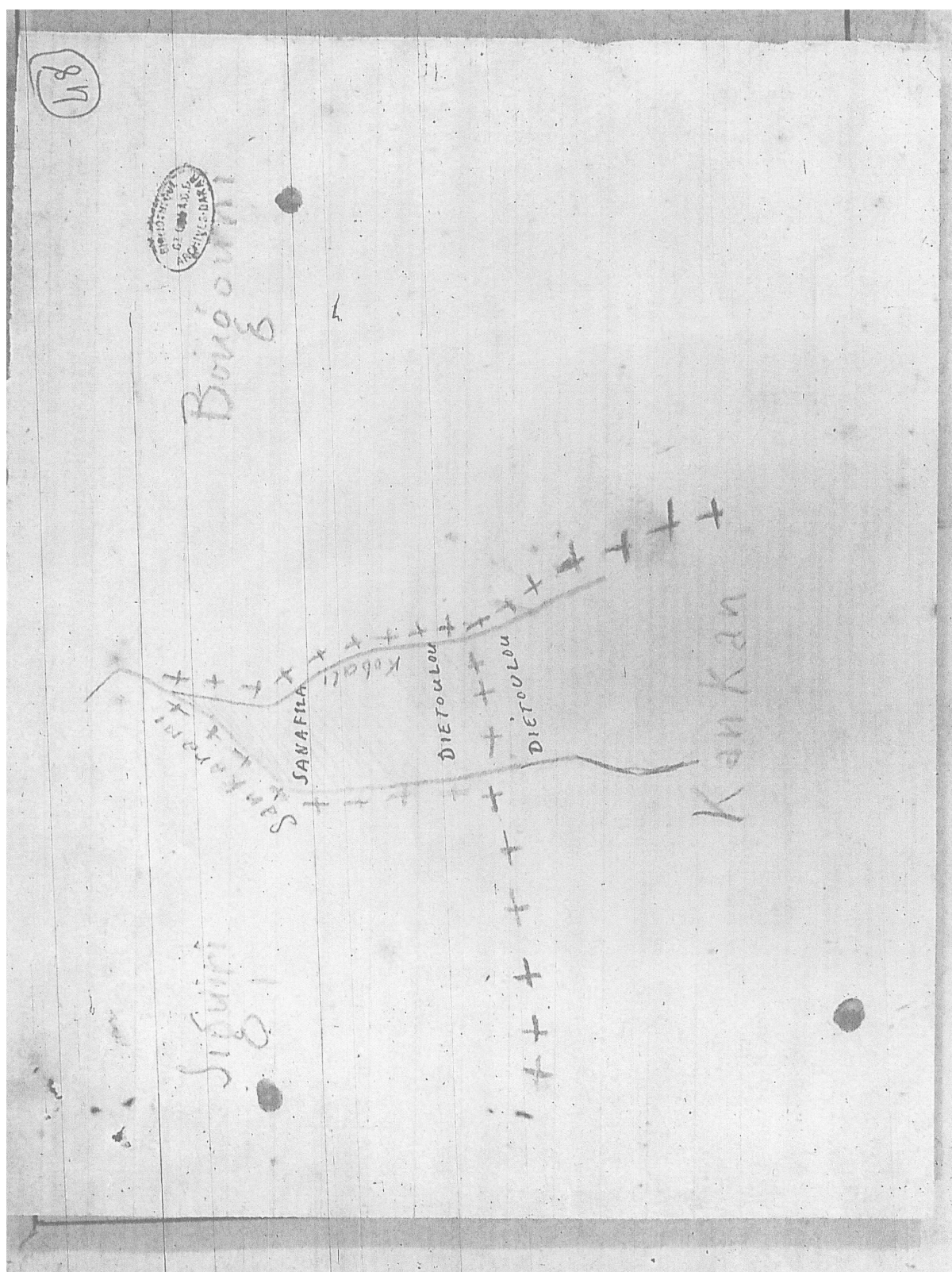
Voilà maintenant ce qui se passera dans le nord du cercle, au point de vue des limites, lorsque les réfugiés de la rive gauche du Niger, seront rentrés chez eux.

Les habitants du Saka, aujourd'hui installés à Samagnana, nous échapperont tous en revenant dans leurs terres, où deux villages seulement seront compris dans nos limites. Les gens du Saka paient cependant l'impôt à Samako et ce depuis longtemps.



ANNEXE 22 - Croquis annexés au courrier du commandant de la région Sud, Bertin au lieutenant gouverneur, sur les limites de Kankan, 26 décembre 1897. Source : ANS 7 G/26.





régulière, constante et fertile en résultats.
Lors du palabre tenu à Firghia par
l'Administrateur Commandant la Région
le 11 octobre, le parti Sakko (s'il peut y
avoir un parti Sakko), représenté par son
chef Baïkoro, a bien promis de reprendre
de bonnes relations avec les Langans et avec
leur chef Bourama, mais c'est une promesse
que l'avenir a besoin de vérifier. D'autre
part, le poste de Kollangui est beaucoup
trop éloigné de ce point pour que le Comman-
dant de Cercle puisse avoir sur les choses une
action bien efficace. Trop d'éléments lui
manquent et trop de renseignements sont
sujets à caution pour lui permettre une
intervention qui pourrait être inutile ou
maladroite.

voir le croquis page 24

Question du Wontofa

Il me reste à traiter la question de la partie
de l'ancien Koïr appelée le Wontofa, actuelle-
ment séparée du diwal et comprise dans le
Cercle de Sata dougon. —

Depuis bientôt deux ans, Alfa Abdourahmane
réclame cette province de jusqu'ici, la question
n'a pu être traitée, pour des raisons multiples,
ni résolue. Profitant de votre présence dans

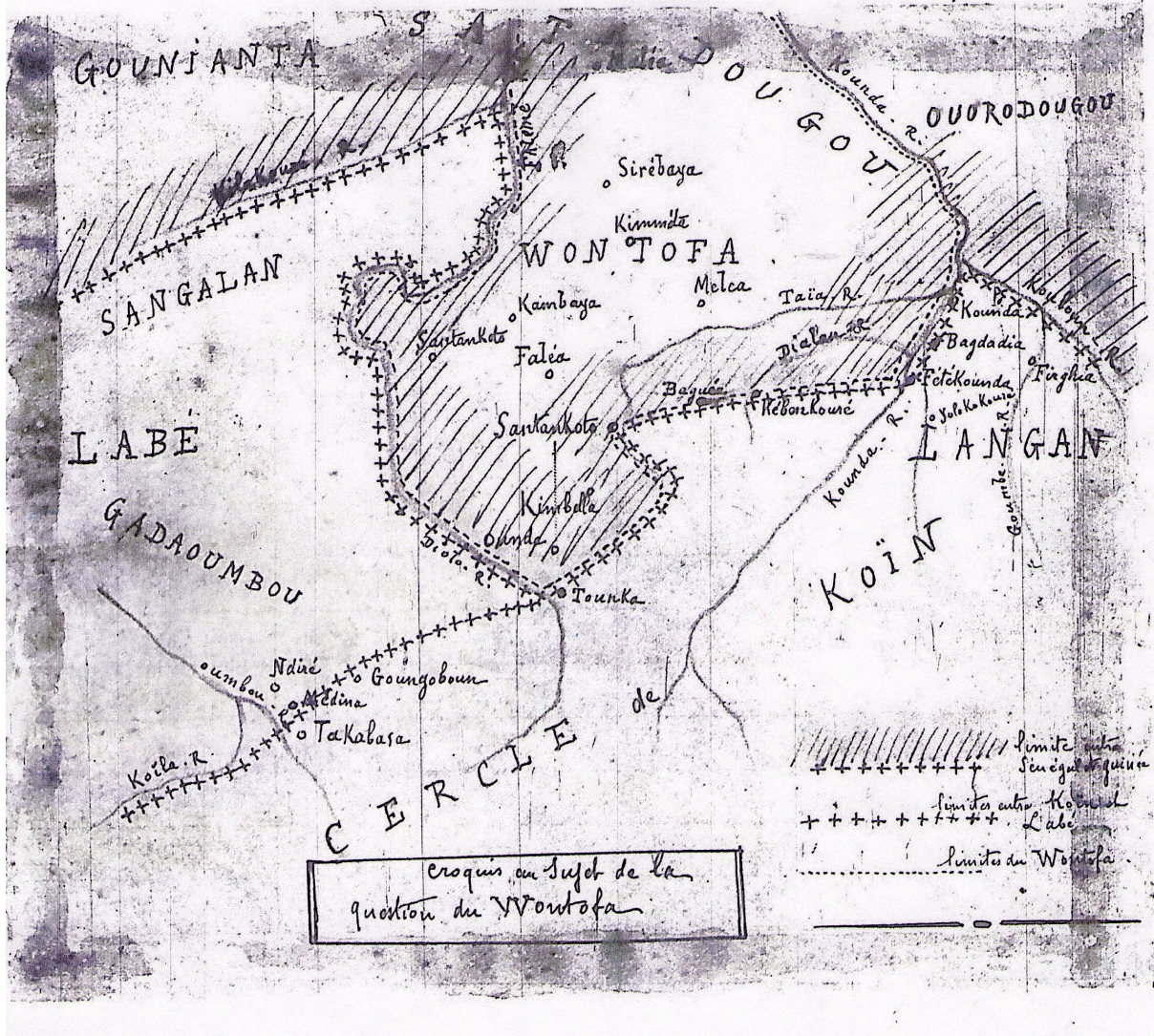
Le voisinage de Sata Dougou, le chef de diwal a soumis de nouveau l'affaire à l'Administrateur Commandant la Région.

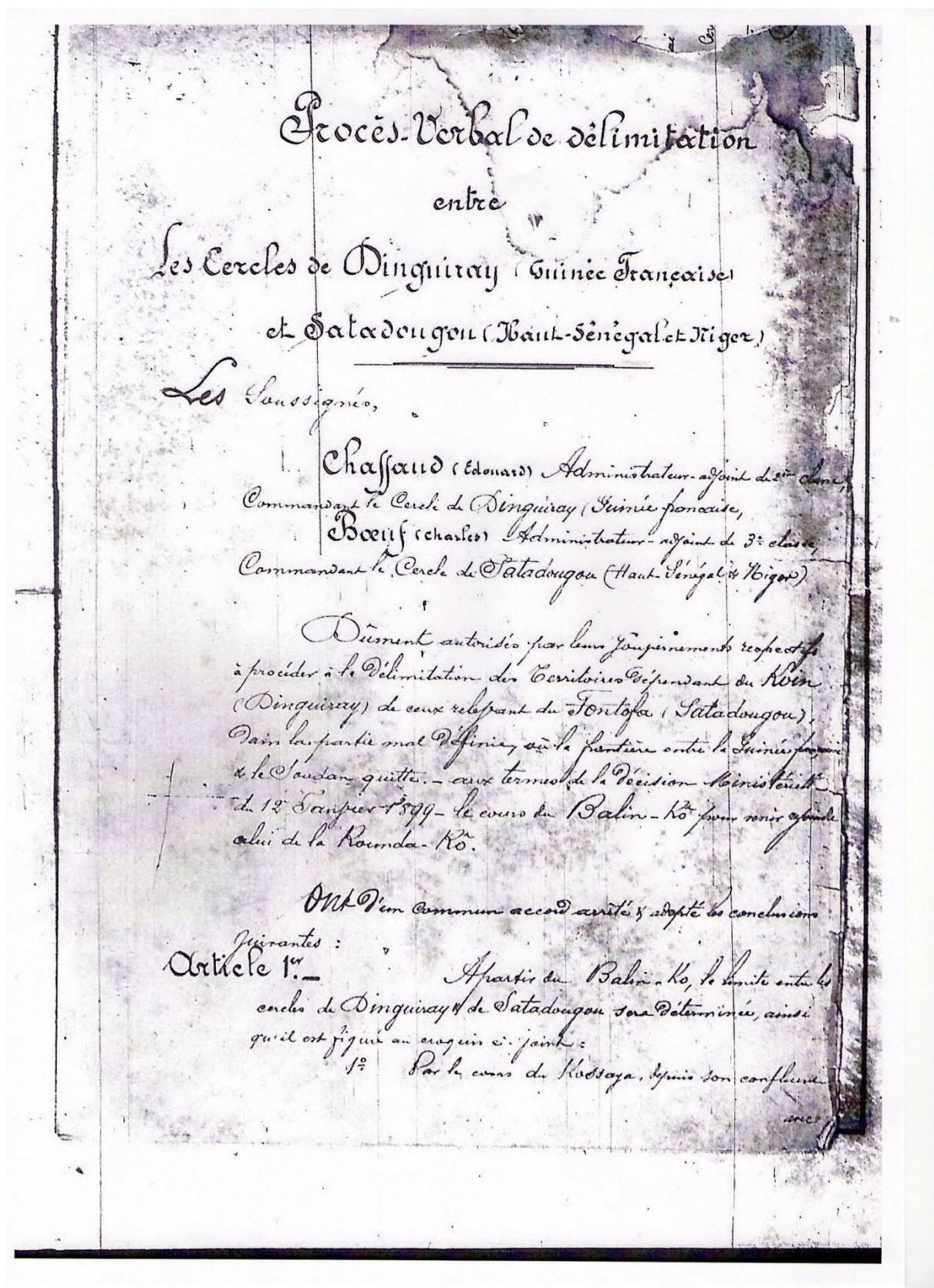
En l'absence de tout document concernant la question, je me bornerai à la présenter telle que je la connais et sous toutes réserves, en m'appuyant sur les dires d'Alfa Abdourahmane et en m'aidant du croquis ci-contre.

Le Wontofa, pays d'allouké faisait encore partie du Koïn avant la délimitation des frontières entre le Sénégal et la Guinée. Il comprenait tout le terrain compris entre le Diolo-Falémé et la Koumda, jusqu'à la rencontre de ces deux rivières. Actuellement, la frontière du Koïn est reportée, suivant mes renseignements du moins à la ligne Takabara, Goungobou, Toumka, Sautankoto, Fété Koumda, et Koumda.

Alfa Abdourahmane demande que le Wontofa, qu'il possédait jadis au même titre que le Langou, lui soit rendu avec ses anciennes limites. Il cite un précédent dont j'ignore l'exactitude. Le Langouan fut, dit-il, rendu à Alfa Yaya, chef du diwal de Labé, sur une réclamation analogue, il y a environ deux ans.

Alfa Abdourahmane témoigne un regret profond de cette province, très fertile et produisant en abondance le mil et les arachides, tandis que les alluvions des rivières contiennent une assez





avec le Dialin-Ko jusqu'à son origine, au pied
de la montagne Diabily;

2^e Par la ligne de faite de la montagne Diabily;

3^e Par le lit du plus Septentrional des Deux marigots,
passant au nord des villages de Dialand & ordinairement taris
en saison sèche: le dit marigot est désigné dans le pays
par le nom de Dialand-Kote au Dialand-Hau;

4^e Par le cours de Niquiquiri-Ko, depuis sa jonction
avec le marigot sus-visé jusqu'à son confluent avec la rivière
de Kamda-Ko.

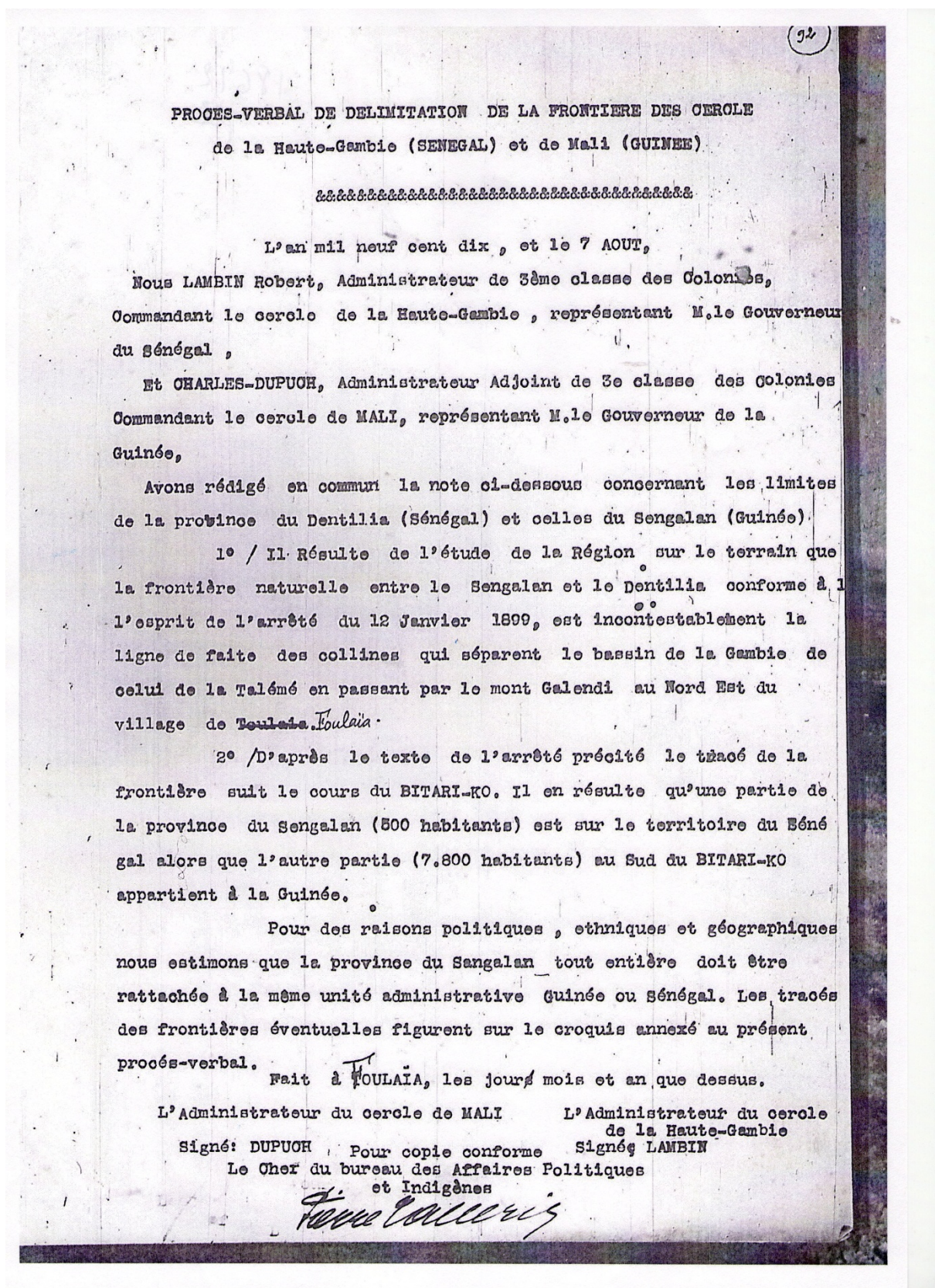
Article 2. — D'une façon générale seront compris =
dans le territoire de Sataougou les villages de Dar-Salam
& Farandia & dans celui de Dinguiray, le village de Dialon,
après leurs annexes de cultures = les habitants des villages précités
ne pourront sous aucun prétexte passer d'un cercle dans
l'autre, sans l'autorisation des deux administrateurs, qui
devront se tenir mutuellement au courant des mouve-
ments de population sur la zone frontrière.

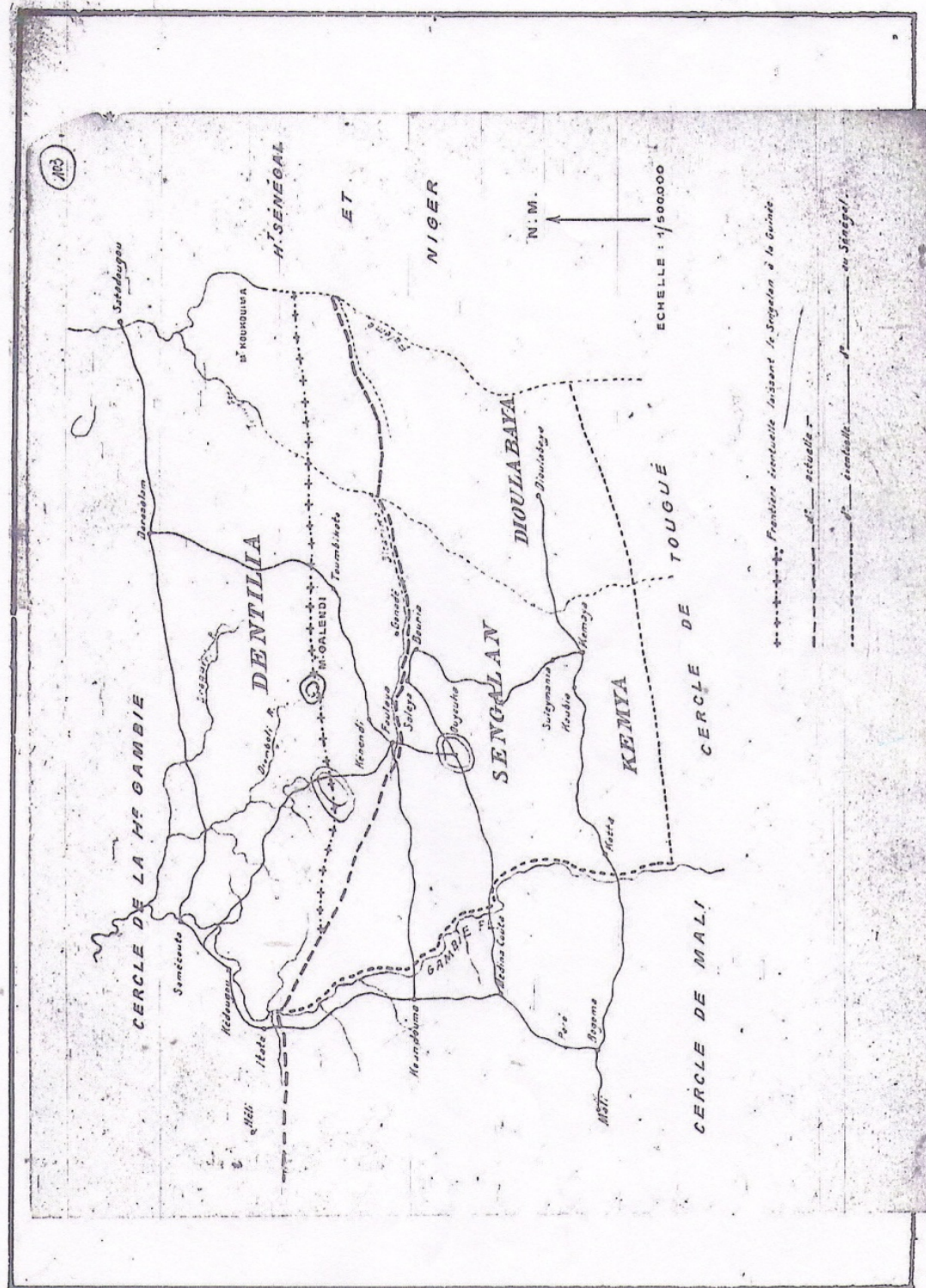
Sataougou, le 30 Avril 1906
Le Commandant de Cercle

Orceuf

Dinguiray, le 7 mai 06
Le Commandant de Cercle

Hauffauct





ANNEXE 27 - Procès-verbal de délimitation Guinée - Sénégal, signé Bourel de la Roncière, administrateur cercle de Haute-Gambie pour le Sénégal et Flottes de Pouzols, administrateur cercle de Yambering, Guinée, 5 février 1913. Le texte du décret paru au JO de l'AOF et les croquis de délimitation, Source : ANS 18 G/12, p. 115

du 27 fév 1915

272

JOURNAL OFFICIEL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

ARRÊTÉ promulguant en Afrique occidentale française le décret du 27 février 1915, portant délimitation de la Guinée française et du Sénégal.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française ;
Vu le décret du 27 février 1915, portant délimitation de la Guinée française et du Sénégal,

ARRÊTE :

Article premier. — Est promulgué en Afrique occidentale française le décret du 27 février 1915, portant délimitation de la Guinée française et du Sénégal.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 26 mars 1915.

W. PONTY

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 27 février 1915.

Monsieur le Président,

La frontière entre les colonies du Sénégal et de la Guinée française a été fixée par deux actes : une dépêche ministérielle du 15 novembre 1898 pour les territoires situés entre la Guinée portugaise et le fleuve Gambie, et un arrêté du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française en date du 12 janvier 1899, ratifié par le décret du 18 octobre 1904, en ce qui concerne les régions comprises entre la Gambie et la Falémé.

Entre l'extrémité Nord-Est de la frontière de la Guinée portugaise et les sources de la rivière Mythie, la délimitation donnée par la dépêche ministérielle précitée ne présente aucune ambiguïté : la frontière prolonge une droite déterminée dans une direction également déterminée jusqu'à sa rencontre avec la rivière Koulountou qu'elle remonte jusqu'à son confluent avec la rivière Mythie pour suivre ensuite le cours de cette dernière.

Au contraire, à partir des sources de cette rivière, la frontière n'ayant été définie, dans certaines de ses parties, que comme séparation de groupement ethniques, une entente pour en déterminer le tracé sur le terrain devait intervenir entre les deux Colonies.

Notre action administrative ayant complètement pénétré ces régions éloignées, leur reconnaissance complète a été faite et les Commissions de délimitation ont pu fonctionner : M. le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française m'a fait parvenir les procès-verbaux dressés par ces Commissions à la date du 5 février et du 28 décembre 1913. Ces documents ont été approuvés par MM. les Lieutenants Gouverneurs du Sénégal et de la Guinée.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 25 février 1915.

Monsieur le Président,

Les lois des 5 juillet 1903 et 22 janvier 1907, autorisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter deux emprunts, l'un de 65 mil-

DÉCRET

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française ;
Vu la dépêche ministérielle en date du 15 novembre 1898 et l'arrêté du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française en date du 12 janvier 1899, portant délimitation entre la Guinée et le Sénégal ;
Vu les procès-verbaux de délimitation des 5 février et 28 décembre 1913 établis par les délégués des Administrations des deux Colonies précitées ;
Sur la proposition du Ministre des Colonies,

DÉCRÈTE :

Article premier. — La frontière entre les colonies du Sénégal et de la Guinée est fixée comme suit :

Partant de l'extrémité Nord-Est de la frontière de la Guinée portugaise, elle suit le parallèle jusqu'à sa rencontre avec la rivière Koulountou, puis remonte le cours de cette dernière jusqu'à son confluent avec la rivière Mythie. La frontière remonte ensuite le cours de la Mythie jusqu'aux sources de cette rivière. A partir de ce point, elle suit une ligne droite faisant avec le Nord magnétique un angle de 50 degrés jusqu'à son intersection au Nord du pic de Négare, avec une ligne droite faisant avec le Nord magnétique un angle de 123 degrés et passant par le confluent des rivières Tiokoy et Tanégué Ko. La frontière suit cette dernière ligne jusqu'au confluent précité, à partir duquel elle suit le cours de la Ténégué Ko jusqu'à ses sources situées à 1,500 mètres au Sud-Est du village de Nanganga. A partir de ce point, la frontière se dirige en ligne droite vers la source de la rivière Tianguel Malal. Elle suit ensuite le cours de cette rivière jusqu'à son confluent avec la Gambie, puis ce fleuve en remontant vers sa source, pendant 5,500 mètres. De ce point elle suit la ligne de faite de la chaîne du mont Galendi jusqu'à la rivière Tembafou, laissant ainsi au Sénégal les villages de Bara, Ombaron, Velingara, Mahdiou et Salambé situés sur le versant Nord et à la Guinée les villages de Foulouya, Béna, Kémendi, Calendi et Toumbikoto situés sur le versant Sud. De sa rencontre avec la Tembafou, la frontière descend le cours de cette rivière pendant 4 kilomètres environ, jusqu'à sa rencontre avec la ligne de faite de la chaîne de montagnes Konkoniouma, qu'elle suit jusqu'à la Falémé, laissant au Sénégal les villages de Koumbafara, de Hamdallahi et les villages de culture de Doulalaya et à la Guinée les villages de Diakambé et Toukoundia.

ANNEXE 28 – Listes des gouverneurs généraux de l’AOF, des lieutenants-gouverneurs de la Guinée et du Soudan français de 1880 à 1915

Liste des gouverneurs généraux de l’AOF de 1895 à 1915

CHAUDIÉ	1895 – 1900
BALLAY	1900 – 1902
ROUME	1902 – 1908
MERLEAU-PONTY	1908 – 1915
CLOZEL	1915 – 1917

Liste des lieutenants-gouverneurs de la Guinée française de 1882 à 1915

BAYOL	1882 – 1889
BALLAY	1890 – 1900
COUSTURIER	1900 – 1904
FREZOULS	1904 – 1907
LIOTARD	1908 – 1910
GUY	1910 – 1913
PEUVERGNE	1913 – 1916

Liste des lieutenants-gouverneurs du Soudan français de 1880 à 1915

BORGNIS-DESBORDES	1880 – 1883
BOILEVE	1883 – 1884
COMBES	1884 – 1885
FREY	1885 – 1886
GALLIENI	1886 – 1888
ARCHINARD	1888 – 1891
HUMBERT	1891 – 1892
ARCHINARD	1892 – 1893
BONNIER	1893
GRODET	1893 – 1895
TRENTINIAN	1895 – 1899
MERLEAU-PONTY	1899 – 1908
CLOZEL	1908 – 1915

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE 1 - <i>Charte von Senegambien, Nigritien und Guinea, Nach den neuesten See- und Land-Reisen und astronomischen Beobachtungen</i> , par I.C.M. Reinecke, 1803. Source : CHETOM, Fréjus, N° inventaire 11 199, cote: 6a2 .	245
ANNEXE 2 - <i>Westliches Mittel-Afrika</i> , par Kiepert , 1849, Weimar, 1/600000. Source : cartothèque IGN Saint-Mandé.	246
ANNEXE 3 - <i>Carte d'une partie de l'Afrique occidentale</i> , par Anne Raffenel, [s.n.], 1849. Source : BnF, département Cartes et plans, GE C-2862, disponible sur Gallica.	247
ANNEXE 4 - <i>Carte du Sénégal et d'une portion de l'Afrique occidentale</i> par Guillaume Lejean, Paris, Kaeppelin, 1859. Source : BnF, département Cartes et plans, GED-1958, disponible sur Gallica.	248
ANNEXE 5 - <i>Afrique occidentale, Soudan et bassin du Niger</i> , Ferdinand de Lanoye, Paris, Hachette, 1857. Source : BnF, département Cartes et plans, GE D-11500 et cartothèque IGN.	249
ANNEXE 6 - <i>Carte du Soudan occidental</i> par E. Mage, Paris, A. Bry, 1866. Source : BnF, département Cartes et plans, GE FF- 12188, photographie personnelle.	250
ANNEXE 7 - Itinéraire de la mission et renseignements, capitaine Oberdorf, 1887, source : ANS 1 G/82, pièce 1, Rapport de mission dans le Diallonkadougou du capitaine Oberdorf, 15 mai 1887.	251
ANNEXE 8 - <i>Réduction de la carte du Soudan français au 1/750 000 par VALLIERE, PLAT , HANSEN, 1887. Source : Bulletin de la Société de géographie, 4e trimestre 1887. Expédition Gallieni, 1886-87. Réduction de la carte du Soudan français au 1/750 000 / dressée sous la direction du commandant Vallière ; par le sous-lieutenant Plat ; 1/1 250 000, dessinée par J. Hansen, Paris, Erhard 1887. Gallica ou ANOM, Cartes et plans, AF 306.</i>	252
ANNEXE 9 - Copie du Traité de commerce et d'amitié signé avec le Meretambaïa le 25 janvier 1888, ANS 15 G/1 traités (1855-1899)	253
ANNEXE 10 - Copie du traité avec Samori, Convention complémentaire au traité de 1886, Bissandougou, le 23 mars 1887. ANS 15 G/1 traités (1855-1899)	255
ANNEXE 11 – Délimitation des cercles soudanais par Gallieni en 1888, source : ANOM Sénégal IV 90 bis b, décision n° 85 : <i>délimitation des cercles du Soudan français</i> , 1 mai 1888.	258
ANNEXE 12 – Deux croquis indicatifs des frontières entre le Sénégal et le Soudan, 4 avril 1893, source : ANOM FM SG Soudan VII/3a, pièce n°7, croquis indicatif des territoires de la Haute-Gambie et du Boundou et pièce n°8, croquis indicatif des frontières entre le Sénégal et le Soudan.	262
ANNEXE 13 - Carte Fortin Erhard, <i>Etat major du Soudan français, campagnes 265/1886-1887, 1887-1888</i> , feuille Bafoulabé, 1: 500 000, 1890, source : département Cartes et plans, BnF, GE CC-207 et cartothèque de l'IGN.	264
ANNEXE 14 - Croquis du territoire de Langan, 1 :500 000, Lieutenant Lebrun, 30 juin 1897. Source : ANS 7 G/40, ANS 7 G/40, rapport du lieutenant Lebrun au sujet de la prise de possession du territoire de Langan, juin 1897.	265

ANNEXE 15 - Croquis de délimitation définitive de la Guinée française avec le Soudan, 1 :1 000 000, 12 janvier 1899, source : ANS 7 G/83	266
ANNEXE 16 - Décret du président de la République du 18 octobre 1899, <i>Journal officiel de l'Afrique occidentale française</i> .	267
ANNEXE 17 - <i>Cartes des personnels des cercles</i> d'après le budget local de 1919, source : ANS 18 G/7.	268
ANNEXE 18 - <i>Carte du Bambouk</i> , A. Meunier, 1/200 000, feuille n°6, <i>Satadougou, Faraba, Bouréa</i> , Service géographique des colonies, éditée en 1909, source cartotheque IGN.	270
ANNEXE 19 - <i>Carte de la Guinée française</i> , feuille <i>Kouroussa</i> , Alexandre MEUNIER et al., 2e édition, Paris. Source : Service géographique des colonies, 1909, BnF, Cartes et plans - GE CC- 449 et cartotheque IGN.	271
ANNEXE 20 - Rapport sur la frontière Sud-Sud-Ouest du Dinguiray, septembre 1897, par Husson résident de Dinguiray, 11 pages, un croquis et traduction de la lettre de Maki Tall. Source : ANS 7 G/39.	272
ANNEXE 21 - ANS 15 G/94 pièce 4, Rapports divers du capitaine Porion, Bougouni, le 16 août 1895, sur les mesures propres à améliorer l'organisation politique du cercle : Rapport du 8 août 1895, pp. 2-3 et pièce 5, croquis annexé au rapport, 14 août 1895.	287
ANNEXE 22 - Croquis annexés au courrier du commandant de la région Sud, Bertin au lieutenant gouverneur, sur les limites de Kankan, 26 décembre 1897. Source : ANS 7 G/26.	291
ANNEXE 23 - Rapport politique, poste de Kollangui, commandant Cugnier, 31 octobre 1902, pp. 23-25 et croquis des frontières du ANS 18 G/9, pièce 41.	293
ANNEXE 24 - Levé de l'itinéraire suivi par l'adjoint des affaires indigènes Cavard sur la frontière du Satadougou et du Labé. Source : ANS 18 G/9, Copie du rapport sur l'incident de frontière avec le cercle de Satadougou, Cavard, p. 43.	296
ANNEXE 25 - Procès-verbal et croquis de délimitation, Bœuf, commandant de cercle de Satadougou le 30 avril 1906 et Chaffaud, commandant de Dinguiray, le 7 mai 1906. Source : ANS 18 G/9.	297
ANNEXE 26 - Copie du procès-verbal et du croquis de délimitation de la frontière des cercles de la Haute-Gambie (Sénégal) et de Mali (Guinée), signé Dupuch et Lambin, 7 août 1910. Source : ANS 18 G/12, pp. 92-98.	300
ANNEXE 27 - Procès-verbal de délimitation Guinée - Sénégal, signé Bourel de la Roncière, administrateur cercle de Haute-Gambie pour le Sénégal et Flottes de Pouzols, administrateur cercle de Yambering, Guinée, 5 février 1913. Le texte du décret paru au JO de l'AOF et les croquis de délimitation, Source : ANS 18 G/12, p. 115	302
ANNEXE 28 – Listes des gouverneurs généraux de l'AOF, des lieutenants-gouverneurs de la Guinée et du Soudan français de 1880 à 1915	305

TABLE DES FIGURES

Figure 1 - Tableau comparatif de cartes produites en Europe entre 1803 et 1866	27
Figure 2- Extrait de <i>Charte von Senegambien, Nigrietien und Guinea</i> , réalisée par Reinecke en 1803	30
Figure 3 - Extrait de <i>Map of Afrika</i> , par W. Faden, 1822, Londres.	30
Figure 4 - Extrait de <i>Carte du Sénégal et d'une portion de l'Afrique occidentale</i> par Guillaume Lejean, Paris, Kaepelin, 1859	31
Figure 5 - <i>Carte du Soudan occidental</i> par E. Mage, Paris, A. Bry, 1866	31
Figure 6 - carte des « Itinéraires des voyageurs principaux dans l'intérieur de la Sénégambie », issue de Elisée Reclus.	33
Figure 7 - L'explorateur Mungo Park et des porteurs pendant son expédition en Afrique	35
Figure 8 - Carte du royaume de Dinguiray réalisée par Yves St Martin	46
Figure 9 - Itinéraire Plat, réalisé par la Société de géographie commerciale de Bordeaux	47
Figure 10 - Extrait de la <i>carte Plat Vallières</i>	49
Figure 11 – « Baowal Bandela », Illustration d'Ernest Noirot issue de <i>À travers le Fouta-Diallon et le Bambouc</i>	53
Figure 12 - Carte Vallière, Voies commerciales du Soudan occidental et Empire de Ségou, 1881	54
Figure 13 - Théâtre des opérations au cours des campagnes de 1880 à 1894 indiquant les <i>tatas</i>	56
Figure 14 - Tableau récapitulatif des constructions politiques identifiées le long la future frontière et de leur perception par les missions	61
Figure 15 – Carte des dynamismes marchands précoloniaux	64
Figure 16 – Un dioula, photographie du lieutenant Devaux, Guinée, [1900]	66
Figure 17 - extrait de la carte de la répartition des Musulmans au Soudan français, octobre 1897	72
Figure 18 - Carte des campagnes Combes et Frey contre Samory	86
Figure 19 - Croquis représentant les bandes de Samory	87
Figure 20 - Suite des opérations contre Samory, campagne Humbert 1891-92 et colonne Combes 1892-93	89
Figure 21 - Carte politique des États Mambi, par le lieutenant Bonacorsi, mars 1888	91
Figure 22 - Extrait de la carte du Soudan « Archinard », Croquis pour suivre les opérations de la campagne 1892-1893, par le capitaine Levasseur	97
Figure 23 - Extrait de la carte Fortin, feuille Bafoulabé	99
Figure 24 : la constitution du territoire de la Guinée	100
Figure 25 - Carte du cercle de Dinguiray, par le lieutenant Bouchez, octobre 1899	106
Figure 26 - extrait des relevés d'itinéraires du lieutenant Chanoine, avril-mai 1899	111

Figure 27 - Carte de la nouvelle Afrique occidentale française en 1899	117
Figure 28 - schéma indiquant les frontières du cercle de Bamako	124
Figure 29 - schéma indiquant les ethnies du cercle de Bamako	124
Figure 30 - extrait de la carte de Maurice Delafosse, limites et hydrographie du Haut-Sénégal-Niger	126
Figure 31- Extrait de la <i>Carte des établissements français du Sénégal</i> , par P-L. Monteil	129
Figure 32 - Extrait de la carte <i>Carte du Soudan français</i> , Plat et Vallière	130
Figure 33 - extrait de la carte du lieutenant Devaux	131
Figure 34 - <i>Carte de la Guinée française</i> au 1/500000, feuille n°2, <i>Kouroussa</i> par Meunier	132
Figure 35 - Photographie d'André FAMIN, 1887-1888, interprètes du Soudan français	135
Figure 36 - Photographie d'André FAMIN, 1887-1888, palabre du colonel Gallieni avec les chefs du Gadougou	138
Figure 37 - extrait de la feuille Kouroussa, Meunier 1909	144
Figure 38 - Extrait de la Feuille Kéniéba ND-29-1, 1/200 000, IGN, 1971	145
Figure 39 - Extrait de la feuille Kouroussa, Meunier 1909	146
Figure 40 - Extrait de la feuille Kouroussa autour de Niagassola, Meunier 1909	147
Figure 41 - Extrait de la carte de 1897 du sud de Kita, Tellier	148
Figure 42 - Extrait de la carte IGN Bamako au 1/1 000 000, 1943	148
Figure 43 - extrait de la feuille Bafing-Makana au 1/200 000, ND-29 II, IGN, 1957.	149
Figure 44 - Extrait de la feuille Kouroussa, Meunier 1909	151
Figure 45 - Croquis des cantons, cercle de Bamako, 1904	151
Figure 46 - Extrait de la feuille Kouroussa, Meunier 1909	155
Figure 47 - extrait de la carte <i>Régions méridionales de la Guinée et du Soudan français</i> , 1894 au 1/500000, Levasseur	159
Figure 48 - extrait de la carte Meunier Kouroussa	161
Figure 49 - schéma des races du cercle de Kankan	161
Figure 50 - Croquis de la « Distribution des races de Koïn », Cugnier, 1902	173
Figure 51 - Extrait du levé de l'itinéraire suivi par l'adjoint des affaires indigènes Cavard sur la frontière du Satadougou et du Labé	177
Figure 52 - Tableau récapitulatif des données des recensements effectués en 1904	183
Figure 53 - Tableau comparatif du peuplement des cercles frontaliers de Guinée française et du Haut-Sénégal-Niger (H-S-C) en 1909	184

TABLE DES MATIERES

Remerciements	1
Liste des abréviations	2
Lexique des termes empruntés aux langues locales	2
<u>Introduction</u>	3
La frontière, objet d'histoire	3
Les frontières africaines, débats politiques et enjeux historiographiques	5
Un champ historiographique profondément renouvelé	8
Problématique	14
État et critique des sources	18
<u>Perception et catégorisation de l'espace frontalier au moment de la conquête</u>	23
A) Un espace aux confins de plusieurs constructions politiques	23
I) « L'œil du géographe » : faiblesse des savoirs transmis	23
1) Les « blancs » de la géographie	23
Les blancs des géographies universelles	23
Les blancs des cartes	26
2) « Terra incognita » des Européens	32
Les « pionniers »	33
Un œil intéressé	37
II) La perception des explorateurs des années 1870-80 : « l'œil du conquérant »	38
1) Colonnes soudanaises et brigades topographiques	39
« Marsouins », « bigors » et topographes	39
Silence sur les acteurs africains	41
2) Espaces « ennemis », espaces « amis »	42
Des limites identifiées ?	42
Des « espaces amis »	44
Des « espaces ennemis »	50
Un, des types de frontières ?	52
3) Des frontières « raciales » ?	57
Définitions	57
« Races » et territoires	59
B) Comprendre les dynamiques frontalières	63
1) Des logiques commerciales transfrontalières ?	63
Dioulas ou sarakolés	63
Sarakolés ou dioulas	65
Des « fronts spirituels »	68
2) Un espace déstructuré à la fin du 19 ^{ème} siècle	72
Des territoires emboîtés	73
Espaces convoités et espaces refuges	75

<u>La définition d'une frontière incertaine (1878 – 1899)</u>	79
A) Une frontière produite par la conquête	79
1) « Comme un coin dans le cœur d'un chêne »	79
Logiques internationales et ministérielles	79
Loin de Paris, loin des yeux	81
2) Fronts et frontière	83
Forts et frontières	83
Cercles et fronts	89
B) Une frontière, produit de la compétition entre acteurs coloniaux	93
1) « Sénégalais » et « Soudanais »	93
2) La construction progressive de la Guinée	98
Des Rivières du Sud à la colonie de Guinée française	98
La dilatation de son territoire	100
3) Identifier les frontières du Fouta Djallon	102
Les nouveaux voisins	102
Querelles de voisinage	106
C) Un Soudan français à géométrie variable	112
1) La délimitation définitive du 12 janvier 1899	112
2) Découper le « monstre Soudan » ?	113
3) Recréer le « glorieux Soudan »	117
<u>A la base est le cercle, le tracé de la frontière (1878 – 1904)</u>	120
A) A la recherche de la bonne frontière	120
1) Méthodes et modèles des commandants de cercle	120
Broussard et la frontière	120
L'obsession des frontières « naturelles »	125
Les « blancs des cartes » se noircissent	128
2) Les populations locales et le tracé des frontières	133
Suivre le guide ?	133
La parole des « vieux »	136
3) Le tracé de la frontière	142
De Satadougou à Bamako	142
Siguiri, Kankan, versus Bamako et Bougouni	152
B) Adaptations, modifications et fonctions du tracé (1899-1915)	163
1) Profiter de la frontière	163
Le refuge de Satadougou	163
Jeux de pouvoirs	169
2) Ajustements de frontières	175
Wontofa, suite et fin	175
A l'Ouest du nouveau	179
3) Dynamiques nouvelles ?	182
Dynamiques de peuplement	182
Dynamiques économiques	185
<u>Conclusion</u>	190

Inventaire des sources	194
Sources issues des archives coloniales	194
Sources imprimées	201
Sources cartographiques	203
Bibliographie thématique	206
Outils de travail : atlas, dictionnaires, inventaires	206
Histoire de l’Afrique, généralités, historiographie	208
Exploration et colonisation de l’Afrique	211
Géographie de l’Afrique, généralités	215
Généralités sur les frontières	217
Frontières africaines	218
Ouvrages sur l’histoire du Mali et de la Guinée	222
Bibliographie alphabétique	226
Annexes	245
Table des annexes	306
Table des figures	308
Table des matières	310